



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

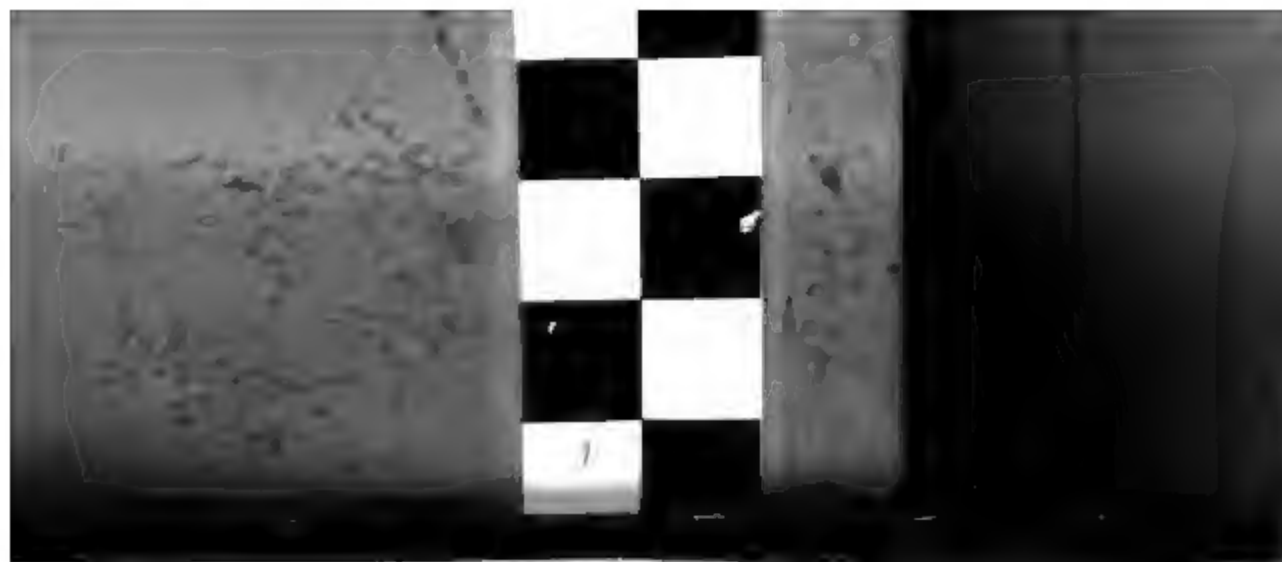
Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

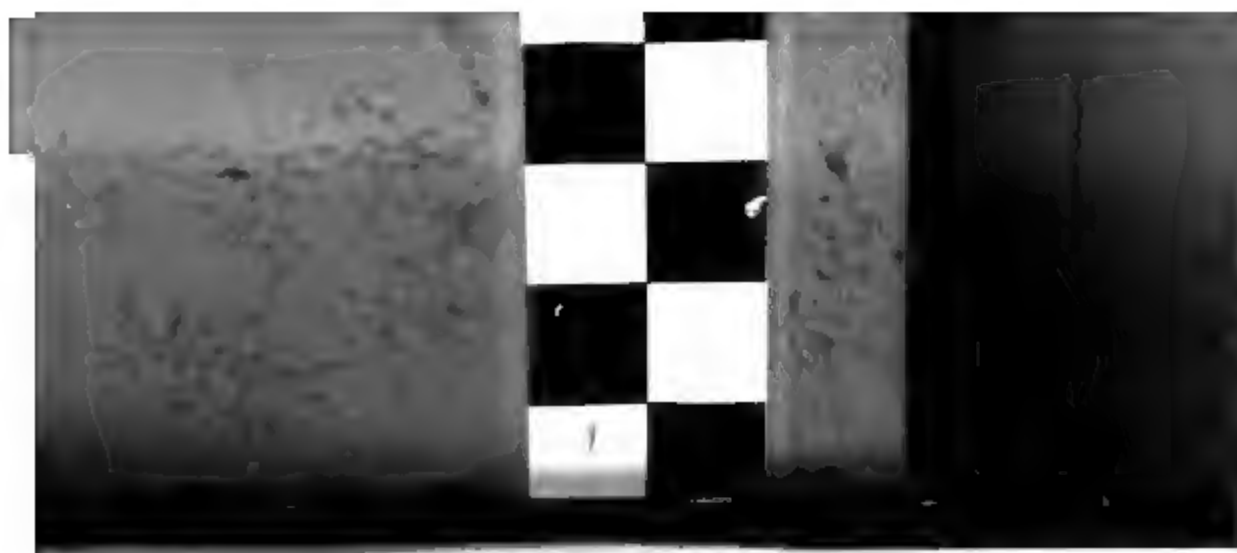
Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>





1944

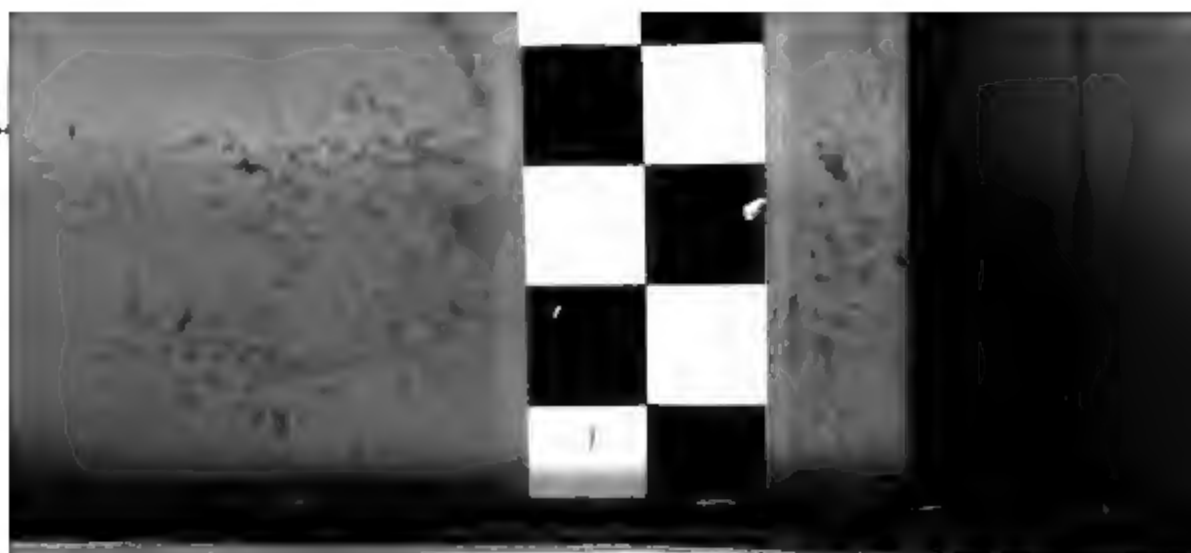
1944

1944

1944

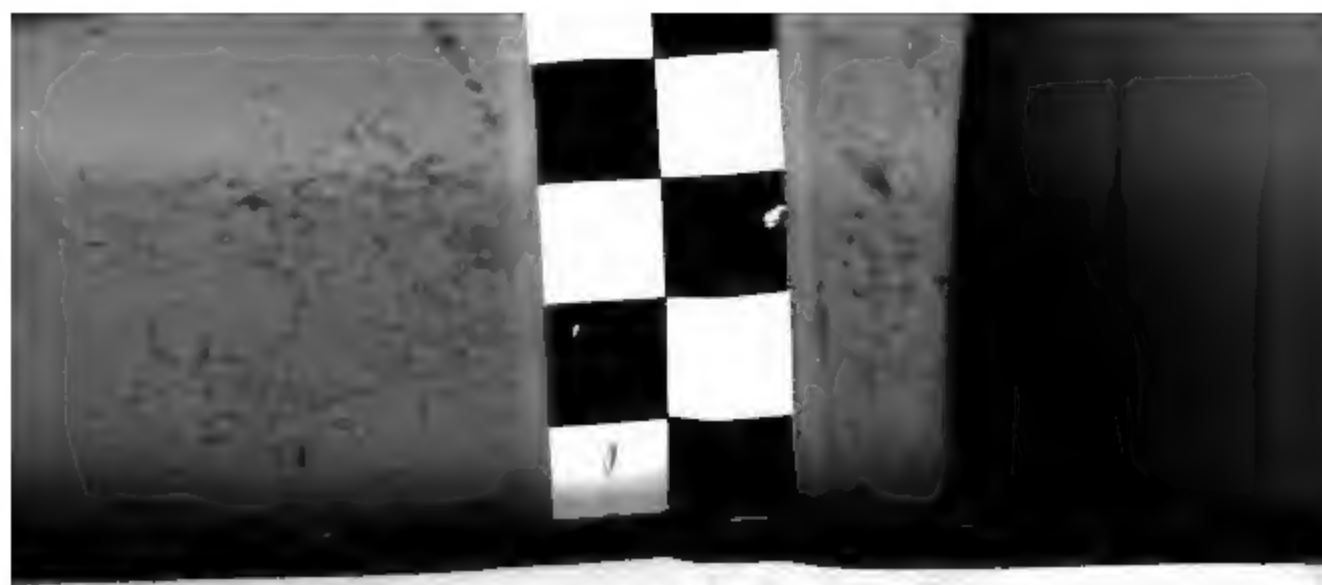
1944

1944



1984

19



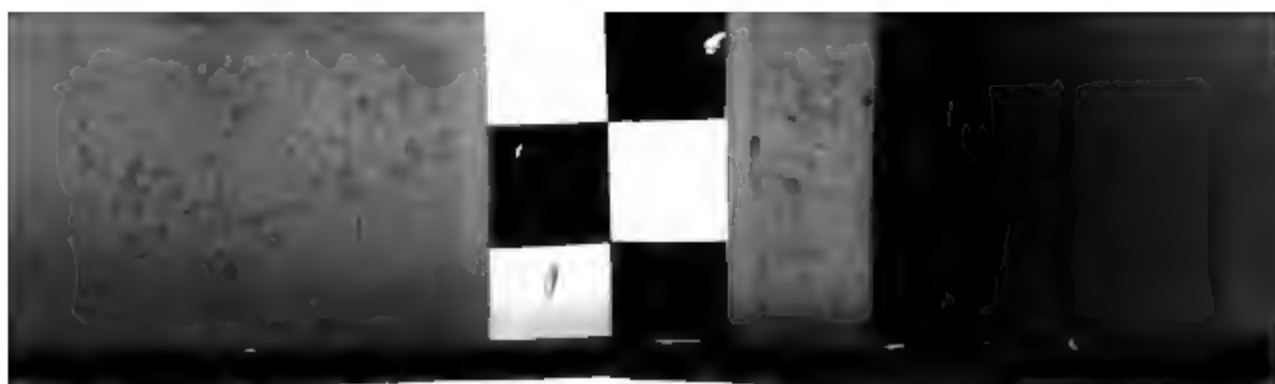
D

ADMINISTRATION

DE

LA COMMUNE DE PARIS

ET DU DÉPARTEMENT DE LA SEINE.



ADMINISTRATION
DE LA
MUNICIPALITÉ DE PARIS
ET DU DÉPARTEMENT DE LA SEINE
OU
TRAITÉ PRATIQUE

LOIS ET RÉGLEMENTS QUI RÉGISSENT À PARIS ET DANS LE DÉPARTEMENT
DE LA SEINE, L'ADMINISTRATION MUNICIPALE ET L'ADMINISTRATION
GÉNÉRALE, LA POLICE, LE COMMERCE, L'INDUSTRIE
ET LA PROPRIÉTÉ FONCIÈRE.

PRÉCÉDÉ

DE L'ÉTUDE HISTORIQUE SUR LES INSTITUTIONS MUNICIPALES
DE LA VILLE DE PARIS,

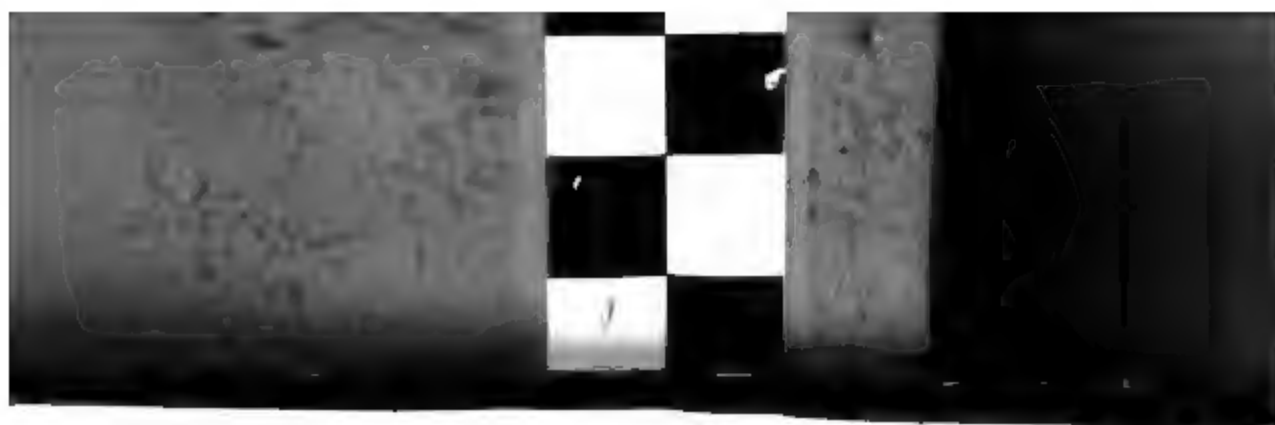
PAR

Jules LE BERQUIER,
Avocat à la Cour impériale.

~~~~~  
**Troisième édition**  
avec Supplément.

~~~~~  
PARIS,
IMPRIMERIE ET LIBRAIRIE ADMINISTRATIVES DE PAUL DUPONT.
RUE DE GRENELLE-SAINTE-HIPPOLITE, 45.

—
1866



JS

5125

• L44

1866

d'administration municipale que chacun peut aisément consulter, facilement comprendre, et qui ont partout répandu la notion et le sentiment du droit. — A Paris, le conseil municipal ne relève plus de l'élection, et, quant aux lois d'administration, elles sont à peu près dans l'état où se trouvait le droit civil de nos provinces avant la promulgation du Code. Des mains de l'Assemblée constituante était sortie cependant, pour la ville de Paris, une réglementation conçue dans une pensée libérale et fondée sur le droit imprescriptible en vertu duquel les cités s'administrent elles-mêmes. Mais la loi de 1790, foulée aux pieds par le comité révolutionnaire, disparut dans un jour, de trouble et fit place au règne de la terrible Commune qui a laissé dans l'histoire un si lugubre souvenir. Depuis cette époque, il semble que la commune de Paris porte la peine de ce pouvoir maudit qui sortait de l'émeute, par cela seul que, sous son nom à elle, il a commis des méfaits et des crimes ! — Il fallut que le gouvernement de 1830 arrivât pour restituer à la ville de Paris ses franchises. Alors on vit renaître à l'Hôtel-de-Ville ce mouvement municipal qui est l'âme des communes ; la ville de Paris surveilla et régla de nouveau ses affaires, et, des électeurs aux élus, de la population à l'administration, de la commune à l'Hôtel-de-Ville, il y eut cette puissante attache, cette solidarité fortement constituée, qui caractérisent l'individualité communale. — Le gouvernement de 1830 emporta dans sa chute et le libre choix des conseillers municipaux et la promesse d'une réglementation complète de l'administration de la ville de Paris. — Nous n'avons cessé de croire que la ville de Paris n'avait point dé-

mes. Dès lors, comment l'habitant de Paris peu versé dans l'étude des lois pourrait-il se guider dans un pareil dédale, et y chercher ces connaissances élémentaires d'administration si répandues dans les autres communes du pays ! Cette réflexion, nous l'avons souvent faite en réunissant tous les documents, tous les textes, tous les lambeaux de lois et d'arrêtés dont nous avons essayé de tirer un enseignement doctrinal, un ensemble de notions qui pût servir à la pratique de la vie municipale, et elle a soutenu nos efforts dans la voie à peu près inexplorée que nous avions à parcourir.

Nous disons que la voie était inexplorée, car, jusqu'à ce jour, depuis l'œuvre colossale de l'infatigable Delamarre, l'attention des écrivains et des jurisconsultes ne s'est arrêtée que sur des points spéciaux d'administration ou sur la partie économique ou historique du sujet. On peut citer, sur la police, les études de deux savants magistrats, MM. Vivien ¹ et Nicias-Gaillard ², et l'excellent dictionnaire de MM. Eloin et Trébuchet ; — sur la voirie, les ouvrages de MM. Armand Husson ³, Davenne ⁴ et Daubanton ⁵ ; — sur les questions de salubrité, les écrits de M. le docteur Tardieu ; — dans leurs ouvrages si estimés, MM. Dufour ⁶ et Macarel ⁷ ont également donné place à quelques aperçus sur l'administration parisienne. —

¹ *Études administratives*, préfecture de police.

² *Caractère général des lois de simple police* (*le Droit*, du 4 juin 1855).

³ *Traité de la législation des travaux publics*.

⁴ *Dictionnaire d'administration* (voirie).

⁵ *Code de la voirie*.

⁶ *Traité de droit administratif appliqué*.

⁷ *Cours de droit administratif*.

nous les signaler ensuite, tenant à mieux faire, si cela nous est donné.

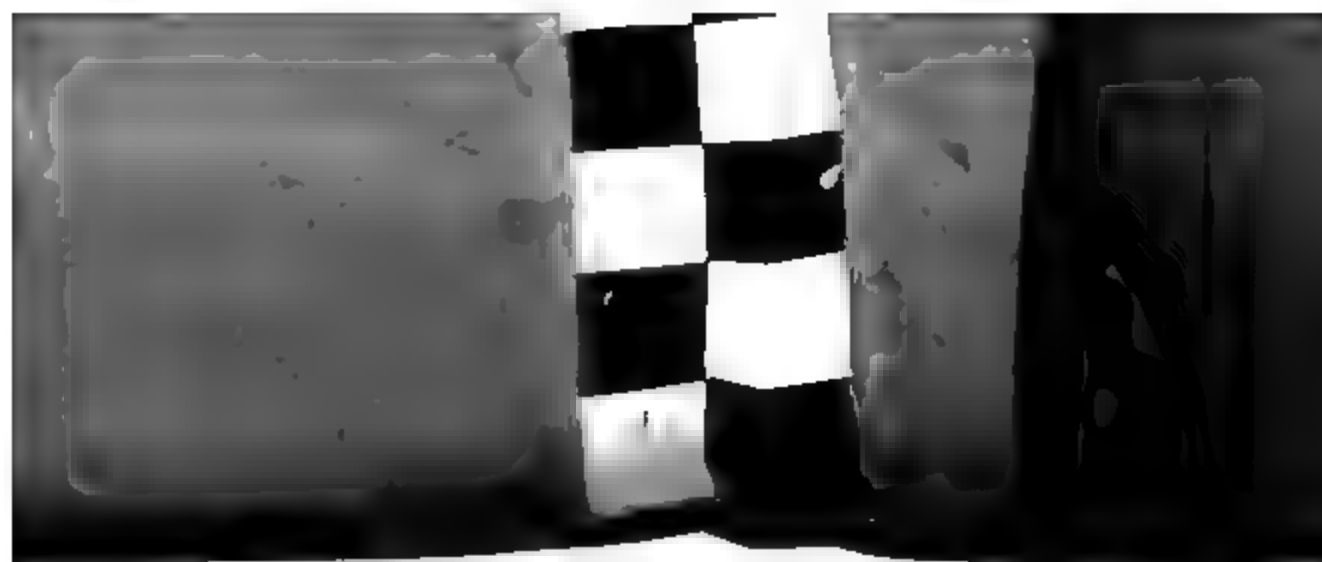
Maintenant, voici l'ordre dans lequel ont été classées et développées les différentes parties de cet ouvrage :

Dans une introduction sous forme d'étude, nous avons indiqué les divers accroissements de la ville de Paris, et cherché à préciser le caractère de ses institutions municipales.

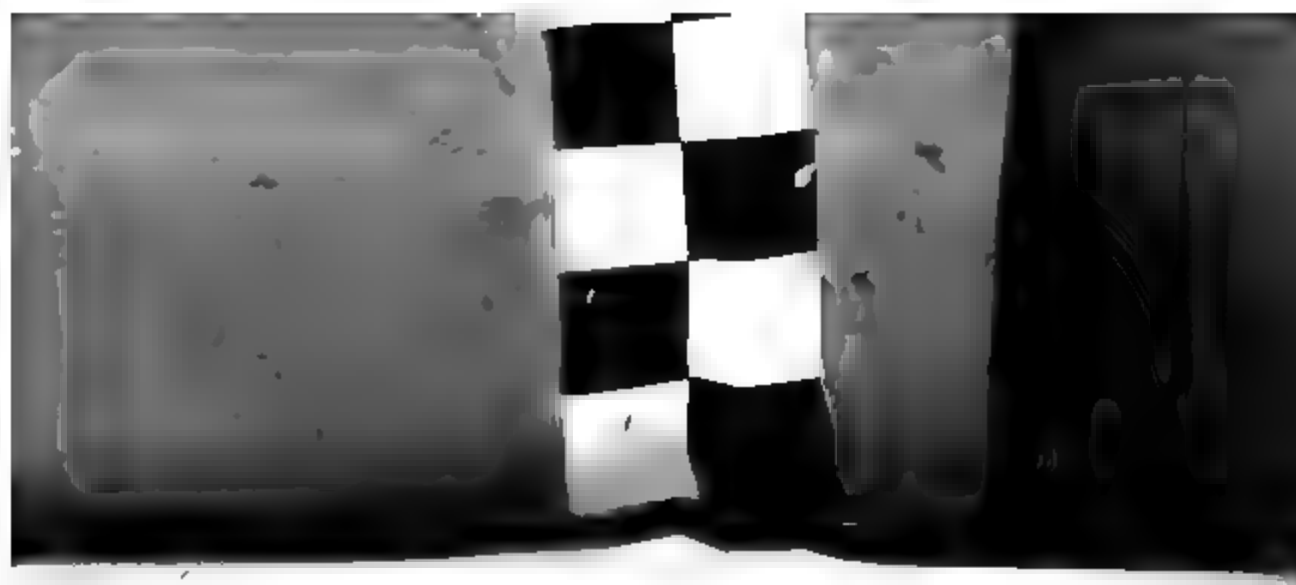
Après avoir exposé, dans des chapitres spéciaux, la nouvelle délimitation de Paris et ses conséquences, et indiqué les servitudes qui résultent, pour la propriété, de l'établissement des fortifications, nous avons classé, sous deux titres distincts, les matières qui sont du ressort de la préfecture de la Seine, et celles qui sont du ressort de la préfecture de police.

Dans les matières qui sont du ressort de la préfecture de la Seine et qu'embrassent les attributions du préfet du département, nous avons distingué celles qui appartiennent à l'administration municipale proprement dite de celles qui rentrent dans l'administration générale. — Au point de vue de l'administration municipale, nous nous sommes occupé successivement, et dans autant de chapitres, — des propriétés communales, des contrats et actions judiciaires, des travaux de Paris et de l'expropriation, des eaux de Paris, de l'octroi, des entrepôts, de la boulangerie et de la boucherie, des frais du culte et de l'organisation paroissiale, des cimetières et du service des pompes funèbres; — au point de vue de l'administration générale, — nous avons parlé de la grande et de la petite voirie, des carrières sous Paris et hors Paris, du mesurage des

règle générale reçoit à Paris son application. Ayant exposé l'administration des autres communes dans le *Corps municipal*, toutes les fois que la règle générale a trouvé ici sa place, nous avons, ne pouvant nous répéter, établi entre les deux ouvrages une concordance qui nous a paru indispensable, et à l'aide de laquelle le lecteur fera facilement ses recherches. Par le même rapprochement, il pourra, sur tous les points, comparer l'administration de Paris à celle des autres communes, et embrasser d'un regard le système complet de l'organisation municipale en France.



règle générale reçoit à Paris son application. Ayant exposé l'administration des autres communes dans le *Corps municipal*, toutes les fois que la règle générale a trouvé ici sa place, nous avons, ne pouvant nous répéter, établi entre les deux ouvrages une concordance qui nous a paru indispensable, et à l'aide de laquelle le lecteur fera facilement ses recherches. Par le même rapprochement, il pourra, sur tous les points, comparer l'administration de Paris à celle des autres communes, et embrasser d'un regard le système complet de l'organisation municipale en France.



- 24 — Régime de l'an II et de l'an III.
25 — Régime de l'an VIII.
26 — Régime de 1830 et de 1848 ; régime actuel.
27 — Résumé. — Ce qu'est le régime municipal de la ville de Londres. — Ce que devrait être celui de Paris.

4 — Bien des cités en France ont vu s'éloigner d'elles à certain jour le courant de la population et des affaires, et sont entrées dans la période d'un déclin et d'un affaiblissement dont aucun effort n'a pu les relever ensuite. De nouvelles routes livrées à la circulation, d'autres débouchés offerts au commerce, un port ouvert à la marine, le déplacement d'un tribunal ou d'une préfecture, ont suffi le plus souvent pour opérer de tels changements et amener de rapides décadences. La ville de Paris ne connaît point ces retours de fortune ; placée au centre du pays, qu'elle domine, elle n'a jamais cessé de s'embellir et de s'étendre ; tout ce qui a favorisé la locomotion, multiplié les échanges et enrichi le commerce, lui a profité, depuis les diligences jusqu'aux chemins de fer, depuis la découverte du Nouveau-Monde jusqu'à la conquête d'Afrique. C'est le privilège des capitales de grandir sans cesse et de survivre à tous les changements, à toutes les commotions qui arrêtent le mouvement et la vie sur d'autres points dans un état. Il semble qu'elles n'aient d'autre destinée que de reculer éternellement leurs limites devant le flot toujours grossissant d'une population qui déborde. Il y a quinze ans à peine, une immense enceinte était élevée autour de Paris, loin des monuments et des splendides édifices que la munificence des siècles y a accumulés. Que de clameurs, on ne l'a point oublié, souleva cette œuvre hardie, ce grand et admirable projet de défense ! Ne cachait-il point une arrière-pensée de despotisme, une ténébreuse machination contre l'indépendance de la population parisienne ? On sait maintenant, hélas ! si le gouvernement de 1830, auquel revient l'honneur de cette conception, tenait beaucoup à tirer sur le peuple. Or, le redoutable rempart est devenu le mur d'octroi de la ville et, avant tout, protégera ses finances contre la fraude et la contrebande.

Cette immense extension de la capitale du pays doit être envisagée à plusieurs points de vue. On nous permettra d'abord d'en

Les règles suivant lesquelles sont assises les contributions foncière, personnelle et mobilière, des portes et fenêtres et des patentes, sont les suivantes :

230 — La contribution foncière est établie proportionnellement sur toutes les propriétés foncières bâties ou non bâties, à raison de leur revenu *imposable*, c'est-à-dire de leur revenu net, calculé sur un certain nombre d'années déterminé. Ce revenu est fixé par le cadastre.

Le revenu net imposable des terres est ce qui reste au propriétaire, déduction faite, sur le produit brut, des frais de culture, semences, récoltes, entretien et exploitation. (Instruction du ministre des finances, 1^{er} décembre 1790.)

Le revenu net imposable des maisons, fabriques ou usines, est tout ce qui reste au propriétaire, déduction faite, sur leur valeur locative, calculée sur un nombre d'années déterminé, de la somme nécessaire pour l'indemniser du déperissement, des frais d'entretien et de réparation. (Lois des 1^{er} décembre 1790, 3 frimaire an VII.)

Toute propriété bâtie est évaluée en deux parties, savoir : la superficie, sur le pied des meilleures terres de labour et l'élévation, d'après la valeur locative, déduction faite de l'estimation de la superficie. (Loi du 15 septembre 1807, art. 34.)

La valeur locative est calculée sur dix années, sous la déduction du quart de cette valeur locative pour les maisons d'habitation, et d'un tiers pour les usines, forges, moulins, manufactures et baux, en considération du déperissement et des frais d'entretien et de réparation et sous la déduction également de l'évaluation donnée à la superficie. (Loi du 3 frimaire an VII, art. 82 et 87.)

Lorsqu'une évaluation doit être faite sur le pied des meilleures terres labourables, il faut entendre celles de première classe situées dans la commune ; s'il n'y en a point, on prend pour terme de comparaison les meilleures terres labourables de la commune voisine.

Lorsqu'une maison a été inhabitée toute l'année, depuis le 1^{er} janvier, elle peut, sur la demande du propriétaire, n'être imposée qu'à raison du terrain qu'elle enlève à l'agriculture, évalué sur le pied des meilleures terres labourables de la commune.

Ne sont également soumis à la contribution foncière qu'à raison du terrain qu'ils enlèvent à l'agriculture, les bâtiments servant aux exploitations rurales, savoir : les granges, écuries, caves, greniers, celliers, etc., ainsi que les cours des fermes ou métairies. (*Id.* art. 85.)

disent qu'ils apportent à la halle aux beurres et œufs; mais, lorsqu'ils ne vendent pas eux-mêmes, ils doivent employer le ministère d'un facteur¹. Les facteurs, au nombre de quatre, sont nommés par le préfet de police et ont mission de recevoir et de vendre beurres et œufs qui leur sont expédiés. Ils tiennent compte forains du prix de la vente et sont responsables de l'insolvabilité ou de la mauvaise foi des détaillants. Ils sont tenus de fournir cautionnement de 20,000 fr.². La moitié du droit de deux et demi pour cent, autorisé au profit des facteurs, est versée par chaque mois, et dans les cinq premiers jours du mois suivant, quitte de tous frais, dans la caisse du receveur municipal³.

Les beurres et œufs expédiés aux halles sont soumis, avant vente, au poids public, à raison duquel il est perçu un droit de 10 centimes par 100 kilog.

378 — Des lettres patentes du 28 avril 1790 avaient accordé à une compagnie, à titre de bail emphytéotique, pour quarante-neuf ans, le privilège de louer les parasols et tréteaux sous toutes les halles au centre, et notamment sur la halle des fruits et légumes, située sur l'emplacement de l'église et du cimetière Innocents. Cette compagnie payait une redevance annuelle de 8,000 fr.

Le préfet de police Dubois fit revivre les dispositions des anciens règlements, sur la vente des fruits et légumes, par une ordonnance du 14 thermidor an ix, laquelle a été reproduite et complétée par les ordonnances des 25 novembre 1817 et 31 octobre 1825.

Ces ordonnances renouvellent la disposition d'une ordonnance de 1672, qui défendait aux marchands de mettre au fond des paniers des fruits d'une espèce et d'une qualité inférieures à ceux des fruits qui sont au-dessus, comme aussi de mettre dans les paniers d'autres bouchons que ceux qui sont nécessaires à la conservation des fruits, et celle d'une autre ordonnance de 1790 qui n'autorisait les marchands forains à vendre les denrées qu'amenent sur les carreaux que par eux-mêmes ou par des personnes de leur famille. L'arrivage et le stationnement des voitures des marchands forains sont réglés par les ordonnances des 21 septembre 1829 et 28 juin 1833. Aux termes de cette dernière ordonnance, il est défendu aux cultivateurs, jardiniers et marchands

¹ *Id.*, art. 19.

² *Id.*, art. 17 et 18.

³ Décret du 21 sept. 1807, art. 9. — Pour les droits perçus au profit de la ville, voy. à l'Appendice, n° 13.

sitions à l'édit de 1672. Une ordonnance royale du 4 février 1824, abrogeant les règlements de police des 2 décembre 1812 et 24 février 1817, avait réglé, à son tour, le transport et la vente des charbons arrivant par terre ou par eau dans Paris. Cette ordonnance a, elle-même, été rapportée par celle du 5 juillet 1834, pour l'exécution de laquelle a été rendue l'ordonnance de police du 15 décembre de la même année. Ce sont ces deux documents qui règlent actuellement la matière ¹.

L'ordonnance de 1834 a affranchi le commerce du charbon de la plupart des entraves dont il était environné. D'après cette ordonnance, les charbons de bois amenés à Paris peuvent être conduits directement soit aux ports ou places affectés à la vente, soit dans les magasins particuliers, soit au domicile du consommateur.

Les charbons amenés par eau peuvent être vendus soit sur bateau dans les ports de vente, soit sur les places. Les bateaux de charbon sont admis indistinctement dans les ports de vente, suivant l'ordre d'arrivage, aux points les plus rapprochés de Paris, savoir : Choisy, pour les arrivages de la haute Seine ; Charenton, pour les arrivages de la Marne ; la Briche, pour les arrivages de la basse Seine ; le bassin de la Villette, pour les arrivages par le canal de l'Ourcq et celui de Saint-Denis. Ils y séjournent jusqu'à ce qu'ils puissent être admis dans les ports de vente ².

Les lieux affectés à la vente du charbon de bois sur bateaux dans Paris sont les ports de la Grève, de l'Ecole, de la Tournelle, des Quatre-Nations, d'Orsay, et le bassin d'Angoulême, rive droite, canal Saint-Martin ³.

Il existe pour la vente du charbon des consignataires ou facteurs, mais leur intervention n'est pas obligatoire : tout marchand de charbon peut, dans les marchés publics, vendre par lui-même ou par un mandataire de son choix. Les facteurs sont nommés par le préfet de police et peuvent être révoqués par lui ⁴.

Il peut être établi des magasins particuliers dans Paris pour la vente des charbons de bois. Ces magasins sont rangés parmi les établissements dangereux, insalubres ou incommodes de seconde classe ; les lieux consacrés à la vente du charbon à la petite mesure, dans la troisième classe des mêmes établissements ⁵.

¹ Voyez à l'Appendice, nos 48 et 49.

² Dite ordonn., art. 1 et 2.

³ Ordonn. de police du 25 octobre 1840, sur la police de la navigation art. 100.

⁴ Ordonn. royale du 5 juillet 1834, art. 6.

⁵ *Id.* art. 8 et 9.

47. *De Bercy*

Une ligne partant du milieu de la Seine et suivant l'axe des rues Villiot et de Rambouillet, — de la rue de Charenton jusqu'à la limite des terrains militaires, — le pied du glacis jusqu'à la Seine, — et le milieu dudit fleuve jusqu'à la rue Villiot.

48. *Des Quinze-Vingts*

Une ligne partant du milieu de la Seine, en face du débouché de la gare de l'Arsenal, et suivant l'axe de ladite gare et de la place de la Bastille, — de la rue du Faubourg Saint-Antoine, — celui de la rue projetée entre les carrefours de Reuilly et de Rambouillet, tel qu'il est ci-dessus décrit à la délimitation du quartier de Pigme, — l'axe des rues de Rambouillet et Villiot, — et le milieu de la Seine jusqu'au point de départ.

13^e. ARRONDISSEMENT DES GOBELINS

Une ligne partant du Champ-des-Capucins et suivant l'axe du boulevard Saint-Marcel jusqu'au boulevard de l'Hôpital, tel qu'il est indiqué à la délimitation du 5^e arrondissement, l'axe du boulevard de l'Hôpital et du pont d'Austerlitz jusqu'au milieu dudit pont, — le milieu de la Seine jusqu'au droit des limites des terrains militaires, — suivant le pied du glacis jusqu'à la rue de la Glacière, — et l'axe de cette rue et de la rue de la Santé jusqu'au point de départ.

DÉLIMITATIONS DES QUARTIERS.

49. *De la Salpêtrière.*

Une ligne partant de la rue Mouffetard et suivant l'axe du boulevard Saint-Marcel jusqu'au boulevard de l'Hôpital, tel qu'il est indiqué à la délimitation du 5^e arrondissement, l'axe du boulevard de l'Hôpital, du pont d'Austerlitz, jusqu'au milieu dudit pont, — le milieu de la Seine jusqu'au milieu du pont de Bercy, — l'axe dudit pont et des boulevards de la Gare d'Ivry, — de la place de la barrière d'Italie et de la rue Mouffetard jusqu'au point de départ.

50. *De la Gare.*

Une ligne partant de la route de Choisy et suivant l'axe des boulevards d'Ivry et de la Gare, du pont de Bercy jusqu'au milieu du pont, — le milieu de la Seine jusqu'au droit de la limite des terrains militaires, le pied du glacis jusqu'à la route de Choisy, — et l'axe de ladite route jusqu'au point de départ.

51. *De la Maison-Blanche.*

Une ligne partant de la rue de la Santé et suivant l'axe des boulevards de la Glacière et d'Italie, — de la route de Choisy jusqu'à la limite des terrains militaires, — le pied du Glacis jusqu'à la rue de la Glacière, — l'axe de cette rue et de la rue de la Santé jusqu'au point de départ.

propriétaires, destinataires ou conducteurs voudront être dispensés de décharger ou d'ouvrir aux barrières avant l'introduction, pourront également être conduits sous escorte au bureau central de vérification pour y être soumis à la visite, à couvert, en présence du propriétaire, ou pour y être conservés en dépôt ou transit et sans visite, lorsqu'ils devront être réexpédiés hors Paris.

Les marchandises sous plomb des douanes qui ne devront pas être conduites aux bureaux de cette administration le seront également au bureau central de vérification.

3. Ne pourront être admis à la faveur accordée par l'article précédent :

1° Les acides nitriques et sulfuriques et tous autres produits chimiques et substances quelconques pouvant occasionner des risques d'incendie;

2° Les bois à brûler et bois de construction, les charbons, fourrages et matériaux;

3° Les bestiaux et viandes fraîches de boucherie;

4° Les objets pour lesquels il existe un entrepôt municipal à Paris, à moins qu'ils ne se trouvent en petite quantité dans des chargements dont ils ne pourraient pas être facilement distraits.

4. Lorsque des marchandises à réexpédier du bureau central à l'extérieur ne seront pas en quantité suffisante pour former un chargement entier, les propriétaires ou commissionnaires auront la faculté de faire conduire au bureau, dans l'emplacement qui aura été désigné à cet effet, les autres marchandises nécessaires pour compléter le chargement.

5. La durée du séjour des objets déposés dans le bureau central, autres que ceux admis en entrepôt, quelle que soit leur destination, ne pourra excéder un an.

6. Le droit fixe de cinquante centimes par mois, établi par notre ordonnance du 28 décembre 1825, pour magasinage de chaque colis au bureau central, sera désormais proportionnel et réglé ainsi qu'il suit pour les colis non admis en entrepôt :

Par mois et pour chaque colis du poids de 100 kilogrammes et au-dessous	0 fr. 25 c.
De 101 à 300 kilogrammes	0 50
De 301 kilogrammes et au-dessus	1 00

Les mêmes droits seront provisoirement perçus pour les colis admis en entrepôt.

7. Des abonnements pourront être consentis par la régie de l'octroi, sous l'approbation de notre préfet de la Seine, pour le payement des droits de magasinage.

La régie pourra de la même manière traiter de gré à gré avec les propriétaires, destinataires ou conducteurs, pour les frais de plombage et la rétribution d'escorte extraordinaire, sans pouvoir dépasser les fixations établies par l'article 13 de notre ordonnance du 28 décembre 1825.

8. Notre ordonnance du 28 décembre 1825 continuera d'être exécutée en tout ce qui n'est pas contraire à la présente.

9. Notre ministre secrétaire d'État des finances est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Mesures d'ordre et dispositions générales

Art. 16. Un règlement arrêté par le préfet de la Seine, sur la proposition de l'administration de l'octroi concertée avec le commerce de l'entrepôt, déterminera :

- 1° Les barrières d'entrée et de sortie des liquides destinées pour l'entrepôt et le port annexe, ou qui seront expédiés de ces établissements ;
- 2° Les heures d'ouverture et de fermeture de ces marchés ;
- 3° Celles des convois gratuits, tant pour l'arrivée que pour la sortie des marchandises.

Les escortes qui seront demandées hors des heures fixées pour les convois par terre donneront lieu au paiement de l'indemnité, fixée antérieurement, d'un franc par voiture. L'indemnité sera de deux francs par bateau pour le transport par eau.

17. Conformément à l'article 7 de la présente ordonnance, l'administration de l'octroi prescrira dans l'entrepôt et sur le port annexe toutes les mesures nécessaires pour que les passages, rues, cours et terrains non réservés au stationnement des liquides soient entièrement libres et débarrassés de fûts vides ou pleins et de tous objets qui pourraient gêner la circulation et nuire à la sûreté, à l'ordre et à la surveillance de ces établissements. Au besoin et après avertissements préalables, l'administration pourra faire enlever les fûts et autres objets aux frais de qui de droit.

18. Les entrepositaires pourront confier la manutention de leurs marchandises et faire exécuter leurs travaux par telles personnes qu'ils jugeront convenable, sauf les règlements de police. Mais l'administration de l'octroi, après avoir prévenu les entrepositaires, pourra interdire l'entrée de l'entrepôt et du port annexe à ceux de ces ouvriers qui troubleraient l'ordre et refuseraient de se soumettre aux règlements intérieurs. La même mesure s'appliquera aux individus repris de fraude.

19. Le 1^{er} septembre de chaque année, il sera fait un recensement général de tous les liquides existant dans l'entrepôt. Les entrepositaires devront faciliter cette opération, dont l'objet est de fournir les éléments du compte d'ordre à rendre annuellement par l'administration de l'octroi.

20. En cas d'altération ou de falsification des boissons, les employés de l'octroi en prononceront la saisie et en rapporteront procès-verbal.

Ils constateront également, dans la même forme qu'aux entrées de Paris, les introductions frauduleuses qui seraient tentées avec les liquides entreposés, et les mêmes peines seront appliquées.

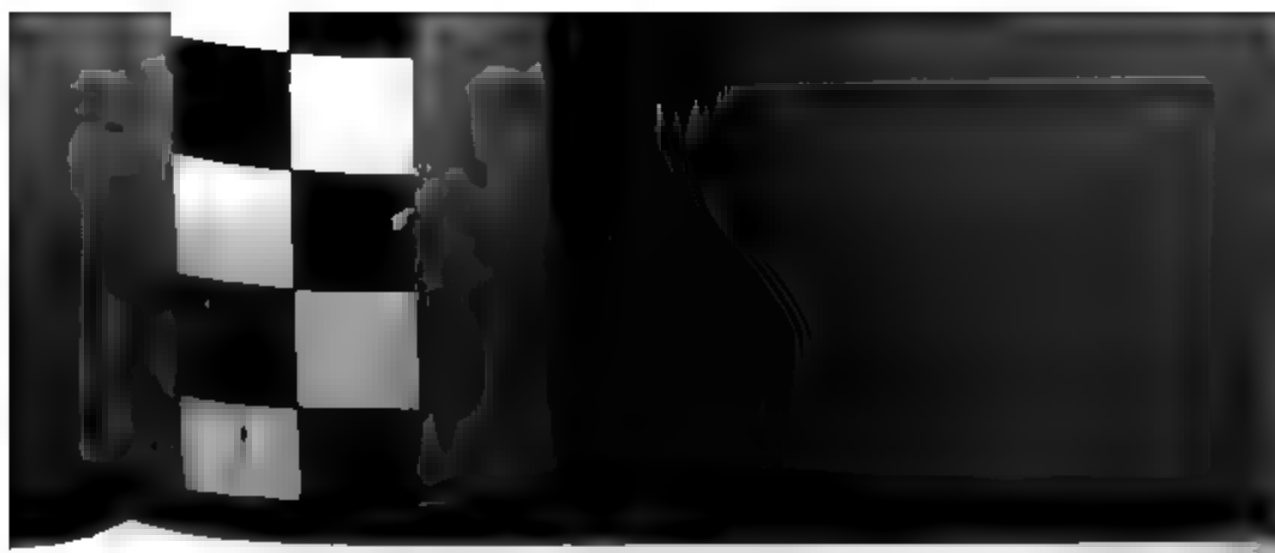
21. Tout le local situé hors de l'entrepôt et formant succursale de cet établissement sera soumis au même régime que l'intérieur de l'entrepôt.

22. Le préfet de la Seine pourvoira, sur la proposition de l'administration de l'octroi, par des arrêtés réglementaires, aux dispositions non prévues par la présente, tant pour l'entrepôt général que pour le port annexe.

Dispositions transitoires.

23. L'article 4 de l'arrêté du préfet de la Seine du 23 février 1815, approuvé par décret du 27 avril suivant, qui autorisait les locataires soumissionnaires de caves et celliers à prolonger à leur gré la durée de leur jouissance annuelle, est rapporté.

24. Les entrepositaires qui préféreraient rester sous le régime du règlement actuel pour l'acquittement du prix de leur bail continueront d'être passibles



Localités affectées aux chantiers.....	Par mètre courant de chantier affecté aux eaux-de-vie et esprits, par mois.	1	»
	Par mètre courant de chantier affecté aux vins, par mois.	»	60
	Idem aux huiles d'olives.....	»	60
	Idem aux huiles de toute autre espèce.	»	30
<p>Le prix de ces locations est payable d'avance de mois en mois. Le mois commencé se paye en entier. L'équivalent de ces prix peut être perçu par mètre carré du local loué, ou par hectolitre de liquide emmagasiné, si ces modes paraissent préférables. Sur la proposition de l'administration de l'octroi, le préfet pourra abaisser le tarif de location des localités affectées aux dépôts sur chantiers.</p>			
Autres locaux et emplacements pouvant être affectés au dépôt des liquides par suite de conventions particulières.		Les prix de ces locaux et emplacements seront débattus par l'administration de l'octroi approuvés par le préfet de la Seine.	

N° 19.

Arrêté de M. le préfet de la Seine portant règlement pour le service de la conservation de l'entrepôt des boissons de la ville de Paris, du 8 septembre 1836.

ART. 1^{er}. La conservation des bâtiments et du matériel de l'entrepôt général des boissons de la ville de Paris est confiée, sous la surveillance du conseil d'administration de l'octroi, à un conservateur nommé directement par nous, et logé dans les bâtiments de l'entrepôt.

2. Le conservateur maintient le bon ordre dans l'intérieur de l'entrepôt, et prend toutes les mesures nécessaires pour que les passages, rues, cours et terrains non réservés au stationnement des liquides, soient entièrement libres et débarrassés de fûts vides ou pleins, et de tous objets qui pourraient gêner la circulation et nuire à la surveillance des agents de la perception, conformément aux articles 7 et 17 du règlement du 22 mars 1833. Il pourvoit à la sûreté de l'entrepôt, à l'éclairage, au balayage et à toutes les dispositions à prendre pour prévenir ou arrêter les incendies et dégradations et assurer complètement la conservation des bâtiments et du matériel appartenant à la ville.

3. En cas de résistance de la part des entrepositaires ou de leurs agents à l'exécution des mesures d'ordre et autres prises ou prescrites par le conservateur, il en est référé par lui au conseil d'administration de l'octroi, qui, s'il y a lieu, ordonne l'emploi des moyens de droit et de ceux que le règlement met à sa disposition, et, dans tous les cas, nous rend compte des faits.

4. La garde, l'entretien et la vente des marchandises abandonnées dans le cas prévu par l'art. 8 dudit règlement et de celles provenant des saisies sont attribuées au conservateur.

5. Les demandes de location de caves, celliers et autres emplacements, de résiliation ou de mutations, sont reçues, examinées, débattues et soumises par le conservateur avec ses propositions au conseil d'administration de l'octroi.

Le conservateur prend les précautions et dispositions qu'exige la conservation des loyers, propose les réductions et décharges, forme les états des sommes à recouvrer pour le prix de location, et les adresse au conseil d'administration de l'octroi, qui provoque notre décision sur les dégrèvements, vérifie et arrête

Il sera délivré au locataire, par le conservateur, une ampliation de cette soumission acceptée par celui-ci au nom de la ville de Paris.

Un état des lieux devra être dressé contradictoirement avant l'entrée en jouissance du locataire. Un double, signé par celui-ci, restera déposé entre les mains du conservateur.

La soumission et l'état des lieux seront, sur papier timbré, aux frais du preneur.

Durée des baux; faculté et droit de résiliation.

2. La jouissance, consentie par l'administration, aura une durée de neuf années consécutives, si le locataire l'exige.

Les locataires auront la faculté de faire cesser la location à l'expiration de chaque terme d'usage, en donnant congé six mois d'avance s'il s'agit d'un loyer de cinq cents francs et au-dessus, et trois mois d'avance si le loyer est au-dessous de cinq cents francs. La jouissance devra cesser le dernier jour du terme final, sans addition pour l'évacuation et la remise des lieux d'aucun des délais d'usage.

3. L'administration municipale se réserve expressément le droit de résilier la location, après un semblable avertissement d'avance, dans le cas où elle jugerait utile de changer la destination ou la distribution du local loué.

La résiliation aura lieu de plein droit contre les locataires dans le cas d'inexécution de l'une des conditions de la jouissance, ou à défaut par eux de se conformer aux dispositions de l'ordonnance royale du 22 mars 1833 et des règlements de l'entrepôt.

Dans ce dernier cas, les locataires seront tenus, sur simple sommation administrative, d'évacuer immédiatement les lieux.

Prix du loyer; époque du paiement.

4. Le prix de location fixé par le tarif annexé à l'ordonnance royale du 22 mars 1833¹ continuera à être payé par semestre.

L'époque de paiement sera la même pour les locations qui auraient commencé dans le cours d'un semestre.

Garantie des loyers.

5. Les locataires seront tenus de garnir immédiatement les locaux par eux loués et de les tenir constamment garnis de marchandises en quantité suffisante pour répondre des loyers.

À défaut de cette garantie, le paiement du loyer du semestre courant et du semestre suivant sera exigible, et les locataires devront l'effectuer dans les huit jours de l'avertissement qui leur sera donné par le conservateur.

Cession des baux.

6. La jouissance des caves, celliers et magasins pourra être cédée par les locataires, à condition d'en prévenir le conservateur.

Le nouveau locataire ne pourra entrer en jouissance qu'après avoir signé une nouvelle soumission et reconnu l'état des lieux.

Réparations.

7. Les locataires ne sont point tenus de faire les réparations qui ne résultent

¹ Voyez la note de la page 505.

Ces bureaux et les treillages qui les entoureraient devront être conformes à l'un des deux modèles arrêtés par l'administration, et qui resteront également déposés dans les mains du conservateur.

Ces bureaux, de forme carrée, auront trois mètres de côté, suivant le modèle n° 1, et deux mètres, suivant le modèle n° 2.

Les bureaux et les treillages ne pourront occuper que la superficie indiquée au plan.

ART. 14. Les emplacements destinés à établir des bureaux ne seront accordés qu'à des entrepositaires payant un loyer annuel de cinq cents francs et au-dessus, et aux courtiers jurés.

Toutefois, deux entrepositaires payant ensemble un loyer annuel de six cents francs pourront obtenir l'autorisation d'avoir un bureau en commun.

Nul ne pourra avoir deux bureaux.

Le propriétaire d'un bureau, qui cessera de payer une location de cinq cents francs ou qui sera rayé de la liste des courtiers de vins, sera tenu d'enlever ce bureau s'il n'est cédé à quelqu'un remplissant l'une des conditions auxquelles les bureaux peuvent être possédés.

Interdiction de toute construction ou plantation particulière.

ART. 15. Toute construction particulière dans l'entrepôt autre que celles des bureaux et treillages, selon les modèles de l'administration, est formellement interdite, ainsi que toute plantation d'arbres et de plantes grimpantes, soit autour des bureaux, soit au pied des murs, soit partout ailleurs.

Enseignes.

Il est également défendu de clouer des enseignes contre les bâtiments de l'entrepôt ou en saillie des bureaux particuliers.

Les locataires pourront seulement faire inscrire leur nom, conformément au modèle uniforme approuvé par l'administration, au-dessus de la porte des caves et celliers par eux occupés.

Affiches.

ART. 16. Il ne pourra être placardé des affiches dans l'entrepôt qu'avec l'autorisation du conservateur et dans les endroits qu'il aura indiqués.

Le conservateur n'autorisera que les affiches des actes de l'autorité et celles relatives au commerce.

Marchands ambulants.

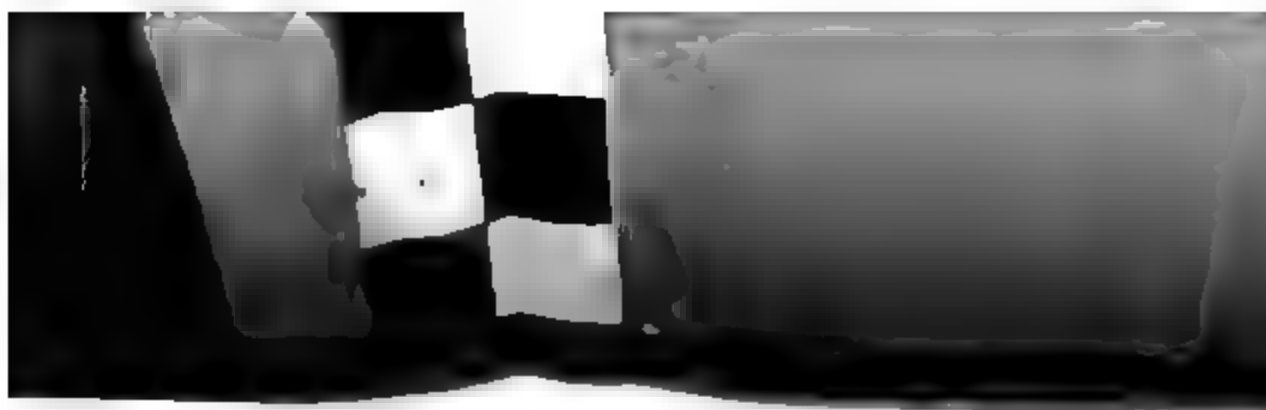
Aucun marchand ambulant ne pourra stationner ni circuler dans l'entrepôt sans l'autorisation du conservateur, qui ne l'accordera qu'à ceux qui seront connus et domiciliés.

L'entrée de l'établissement sera interdite à ces marchands les dimanches et jours fériés.

Voituriers et brouetteurs..

ART. 17. Un emplacement spécial sera désigné par le conservateur pour le stationnement des haquets et pour le dépôt des coffres et des poulains des voituriers.

Il est enjoint aux voituriers et aux brouetteurs qui fréquentent l'entrepôt de se



conformer, à cet égard et en tous points, aux ordres du conservateur, sous peine de se voir interdire l'entrée de cet établissement.

Le conservateur désignera, s'il y a lieu, un emplacement sur lequel il pourra être permis aux voituriers de se créer un abri dont la forme et la disposition seraient approuvées par l'architecte de l'administration.

Entrée des ouvriers les jours fériés.

ART. 18. Les ouvriers ne seront admis dans l'entrepôt les jours fériés pour y faire la visite des caves et celliers des entrepositaires qui les occupent, qu'autant qu'ils seront munis d'une autorisation spéciale de ces entrepositaires. Ils devront exhiber cette autorisation aux employés de service à la porte d'entrée.

Les ouvriers devront avoir quitté l'entrepôt à neuf heures du matin, à moins que des travaux urgents et autorisés par le conservateur n'exigent qu'ils y restent plus longtemps.

ART. 19. Tous les cas non prévus au présent règlement rentrent dans le droit commun, conformément au dernier paragraphe de l'art. 14 de l'ordonnance royale du 22 mars 1833.

Annexes de l'entrepôt.

ART. 20. Les dispositions qui précèdent sont applicables à toutes les localités déclarées annexes de l'entrepôt.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET D'EXÉCUTION.

Constructions à l'intérieur.

ART. 21. Les locataires qui, sans avoir obtenu l'autorisation, ont fait exécuter des constructions, des changements de distribution, ou qui ont altéré, en quoi que soit, l'état des lieux, dans l'intérieur des caves et celliers qu'ils occupent, seront tenus de rétablir immédiatement lesdits lieux dans leur état primitif, si ces constructions et ouvrages sont jugés, par le conservateur et l'architecte de l'entrepôt, présenter quelques dangers ou quelques inconvénients.

Mais, si ces ouvrages paraissent utiles, si même ils ne sont pas jugés nuisibles, les locataires pourront être autorisés à les conserver jusqu'à la fin de leur jouissance et à ne rétablir qu'à cette époque les lieux dans leur état primitif.

Auvents.

ART. 22. Dans le cas prévu par l'art. 12 du présent règlement, où la ville ferait construire des auvents au-dessus des portes des caves, ceux établis par les locataires seront enlevés. Dans le cas contraire, ils seront soumis à une régularisation, d'après le modèle approuvé par l'administration, qui sera déposé dans le bureau de la conservation.

Bureau.

ART. 23. Le placement régulier des bureaux actuellement existants dans l'entrepôt devra avoir lieu immédiatement, sauf l'exception faite par l'art. 21, aux frais des propriétaires de ces bureaux, sur l'ordre qui leur en sera donné par le conservateur et sous la direction de l'architecte de l'entrepôt.

En cas de refus de la part des propriétaires, ce placement sera effectué d'office à leurs frais, risques et périls.

nière à dresser, à la fin de chaque opération, un état de la quantité de pièces qui auront été déchargées, et des divers travaux qu'elles auront nécessités.

Il devra dresser aussi l'état des travaux exécutés isolément.

Le sous-chef des dérouleurs dressera pareils états des travaux exécutés par les ouvriers de sa section.

Ces divers états seront remis aux chefs de section et leur serviront à établir le compte des travaux de la semaine.

Le chef de la section des chargeurs et des déchargeurs dressera, aux mêmes fins, des états semblables à ceux ci-dessus mentionnés.

ART. 21. Les sous-chefs rendront compte, à leur chef respectif de section, de la conduite des ouvriers pendant le travail.

ART. 23. L'ouvrier tonnelier, dérouleur ou déchargeur qui sera blessé, en travaillant pour le compte de la section dont il fera partie, recevra, pendant tout le temps de son inactivité, la totalité de la paye d'un ouvrier de même catégorie en activité.

Il ne pourra lui être accordé aucune indemnité s'il était dans un état d'ivresse.

Les blessures seront constatées par un chirurgien, sur le certificat duquel le secours accordé au blessé sera continué ou retiré.

ART. 24. L'inspecteur de la navigation pourra suspendre les tonneliers, les dérouleurs ou les chargeurs et déchargeurs pour un temps déterminé, dans le cas où leur conduite donnerait lieu à des plaintes, et s'ils étaient trouvés en état d'ivresse dans le cours de leur travail.

En cas de récidive, il y aura lieu à révocation.

Si les plaintes portées contre les tonneliers, les dérouleurs ou les chargeurs et déchargeurs avaient pour objet une infidélité commise par eux, ils seraient mis à la disposition du procureur du roi, et la valeur du vol devrait être remboursée à qui de droit, soit par les tonneliers, soit par les dérouleurs, soit par les chargeurs et déchargeurs, suivant la catégorie à laquelle appartiendrait l'auteur du dommage.

L'inspecteur général de la navigation nous rendra compte, chaque semaine, des suspensions qui auront été prononcées et nous proposera les révocations auxquelles pourraient donner lieu les fautes commises par les ouvriers, et les cas de récidives.

ART. 25. Les tonneliers, les dérouleurs et les chargeurs et déchargeurs, sont tenus de se conformer strictement aux dispositions des lois et règlements concernant le régime de l'Entrepôt général des vins et eaux-de-vie.

ART. 26. Les tonneliers sont collectivement et solidairement responsables des avaries qui proviendraient du fait ou de la négligence de l'un ou de plusieurs d'entre eux, ou qui seraient causées par les ouvriers supplémentaires qu'ils auraient employés.

Il en est de même des dérouleurs et des chargeurs et déchargeurs.

Les uns et les autres sont aussi responsables de la vidange des pièces sur lesquelles un ou plusieurs d'entre eux seraient pris à boire.

ART. 27. Lorsque la perte aura été régulièrement constatée, le chef de la section à laquelle appartiendront les auteurs du dommage sera tenu d'en rembourser le montant à qui de droit.

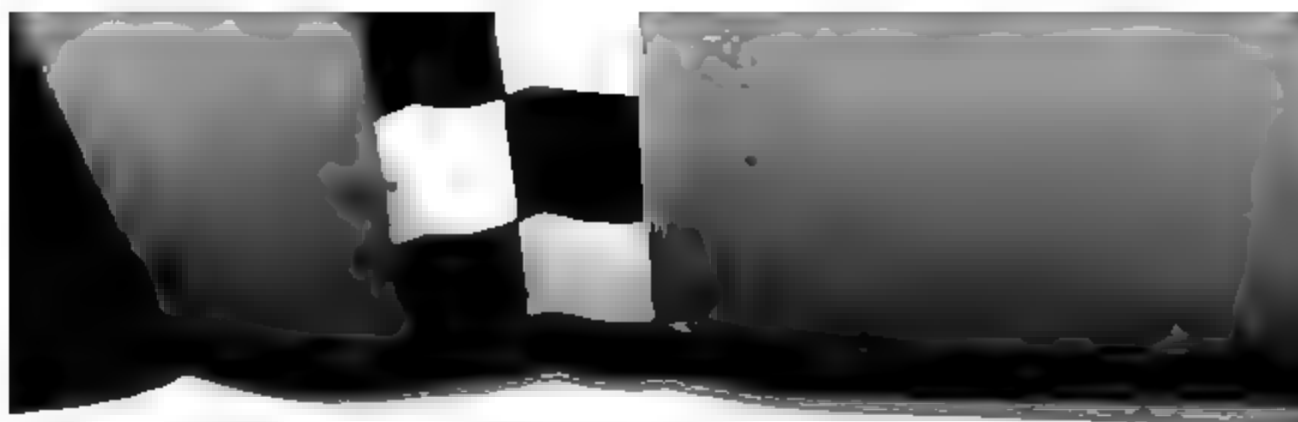
ART. 28. Pour subvenir aux dépenses communes de chacune des sections des ouvriers de l'Entrepôt, il sera fait une retenue auxdits ouvriers de vingt centimes par chaque journée de travail.

Cette retenue sera opérée à la fin de chaque semaine, lorsque les tonneliers, les dérouleurs, les chargeurs et déchargeurs recevront leurs salaires.

ART. 29. Les fonds provenant des retenues faites aux tonneliers, aux chargeurs et déchargeurs serviront à payer :

TARIF des prix à payer aux tonneliers, aux derouleurs, aux chargeurs et déchargeurs, pour le deroulage, le dépôt sur le port, etc., etc., des liquides de toute nature à destination de l'Entrepôt général des vins et eaux-de-vie, ou sortant de cet Entrepôt par la voie du roulage.

DÉCHARGEMENT DES LIQUIDES AMENÉS PAR BATEAUX.		fr.	c.
Par quart de 115 litres et au-dessus.....	»	7	$\frac{1}{2}$
— feuillette ou par deux quarts de Bourgogne.....	»	7	$\frac{1}{2}$
— gros quart ou petite barrique de 140 à 199 litres.....	»	10	
— toutes pièces de 200 à 255 litres.....	»	15	
— pièce de Languedoc ou d'Auvergne, de 256 à 345 litres.....	»	25	
— demi-muid de 346 à 535 litres.....	»	45	
— pipe de 536 à 700 litres.....	»	60	
— Foudre de 701 litres et au-dessus, par hectolitre.....	»	25	
Le transbordement et l'embarquement seront payés les mêmes prix que ceux ci-dessus.			
DEROULAGE DES LIQUIDES.			
Par quart de 136 litres et au-dessus.....	»	7	$\frac{1}{2}$
— feuillette ou par deux quarts de Bourgogne.....	»	7	$\frac{1}{2}$
— gros quart ou petite barrique de 140 à 199 litres.....	»	10	
— toute espèce de pièce de 200 à 255 litres.....	»	10	
— pièce de Languedoc ou d'Auvergne de 256 à 345 litres.....	»	20	
— demi-muid de 346 à 535 litres.....	»	30	
— pipe de 536 à 700 litres.....	»	35	
Foudre de 701 litres et au-dessus, par hectolitre.....	»	10	
TRANSPORT DES CAISSES DE VIN DU BATEAU SUR LE PORT.			
Par caisse de 12 bouteilles.....	»	10	
— 25 —.....	»	20	
— 50 —.....	»	40	
— 100 —.....	»	25	
REMONTAGE DES LIQUIDES.			
Par quart de 136 litres et au-dessus.....	»	5	
— feuillette ou par deux quarts de Bourgogne.....	»	5	
— gros quart ou petite barrique de 140 à 199 litres.....	»	10	
— toute espèce de pièces de 200 à 255 litres.....	»	10	
— pièce de Languedoc ou d'Auvergne de 256 à 345 litres.....	»	20	
— demi-muid de 346 à 535 litres.....	»	30	
— pipe de 536 à 700 litres.....	»	30	
Foudre de 701 litres et au-dessus, par hectolitre.....	»	5	
TRANSPORT DES CAISSES DE VIN AU BAS DES RAMPES DU PORT.			
Par caisse de 12 bouteilles.....	»	5	
— 25 —.....	»	10	
— 50 —.....	»	20	
— 100 —.....	»	40	
CHARGEMENT DES LIQUIDES SUR VOITURES.			
Pour tout quart, indistinctement, de 115 litres et au-dessus.....	»	20	
Par feuillette de Bourgogne.....	»	30	
Pour toutes pièces de 140 à 255 litres.....	»	50	
Par pièce de Languedoc ou d'Auvergne de 256 à 345 litres.....	»	75	
— demi-muid de 346 à 535 litres.....	l	»	
— pipe de 536 à 700 litres.....	l	50	
DÉCHARGEMENT DES LIQUIDES AMENÉS PAR VOITURES.			
Pour le déchargement des liquides amenés par voitures, il sera payé un tiers des prix ci-dessus fixés.			
Nota. Les travaux extraordinaires, mentionnés dans le dernier paragraphe de l'article 9 du règlement qui précède, seront payés le triple des prix portés au présent tarif.			



N° 22.

Arrêté de M. le préfet de la Seine relatif aux concessions de terrain dans les cimetières pour sépultures particulières et de famille, approuvé par ordonnance royale du 5 mai 1830, et exécuté à partir du 3 juin suivant, du 8 décembre 1830.

Vu les art. 10, 11, 12 et 14 du décret du 23 prairial an xii.
Arrêtons ce qui suit :

§ I^{er}. — Dispositions générales.

Art. 1^{er}. Des concessions temporaires et perpétuelles de terrain pour sépultures particulières seront accordées, comme par le passé, dans les cimetières de la ville de Paris.

§ II. — Des concessions temporaires.

Art. 2. La durée de la concession temporaire sera de cinq années.

Art. 3. Cette concession ne pourra être renouvelée, et le terrain en sera repris par la ville, dans le courant de la sixième année, suivant le mode qui sera indiqué ci-après.

Art. 4. Le prix de cette concession, dont la superficie ne pourra excéder 2 mètres carrés, demeure fixé à la somme de 50 francs au profit de la ville.

§ III. — Des concessions perpétuelles pour fondation de sépultures, soit individuelles, soit de famille.

Art. 5. La concession individuelle comprendra au moins 2 mètres carrés de terrain pour chaque personne au-dessus de sept ans, et 1 mètre pour celles au-dessous de cet âge.

Art. 6. Le prix de chaque mètre, pour cette concession, sera de 250 fr., dont 200 fr. pour la ville, et 50 fr. à titre d'offrande pour les hospices de cette ville.

Art. 7. Le concessionnaire aura la faculté de payer ce prix, soit comptant en totalité, soit un quart comptant et les trois autres quarts en un seul paiement, dans l'espace de dix ans, à compter du jour de la concession; mais, dans ce dernier cas, sous la condition expresse que, si, dans les dix ans, ces trois quarts n'ont pas été acquittés, le contrat sera résolu de droit, et la reprise du terrain concédé aura lieu dans les trois mois qui suivront l'expiration du délai, sans jugement, demande, ni aucune autre formalité, sans restitution du quart payé, qui demeurera acquis à la ville pour la jouissance temporaire des dix années écoulées.

Art. 8. Les concessions pour sépultures de famille et les concessions individuelles pour lesquelles il sera demandé plus de 2 mètres seront payées comptant, d'après le tarif suivant :

Les 2 premiers mètres, à raison de 500 francs, conformément à l'art. 6 ;

Au delà de 2 mètres, chaque mètre excédant, jusqu'à 4 mètres; 400 fr., plus le quart pour les hospices, 500 fr. par mètre;

Les indications de terrain, faites comme il vient d'être dit, seront reportées sur un registre spécial, sous forme de procès-verbaux qui recevront la signature des trois agents.

Les terrains dont la concession est expirée et qui devraient être repris prochainement seront désignés dans la même forme.

Le résultat de ces opérations sera porté immédiatement à notre connaissance.

ART. 25. Il y aura entre chaque concession un isolement de 30 à 40 centimètres à la tête et sur les côtés, et de 1 mètre au pied.

ART. 26. Les concessions de 2 mètres superficiels seront faites uniformément sur 2 mètres de longueur et 1 mètre de largeur : celles de 1 mètre devront avoir 1 mètre 43 centimètres de long et 70 centimètres de large.

En général, et toutes les fois que l'emplacement le permettra, les terrains concédés seront livrés dans la forme d'un quadrilatère rectangulaire; et cette livraison sera définitive, quelque soit le mode ultérieur d'occupation adopté par les concessionnaires.

Les concessionnaires ne pourront, dans aucun cas, établir leurs constructions, clôtures ou plantations, au delà des limites du terrain livré : les parties de ce terrain restées inoccupées ne donneront lieu à aucune restitution sur le prix de la concession.

ART. 27. Les terrains concédés qui ne seraient pas occupés immédiatement après leur livraison devront être marqués d'une borne en pierre comportant 20 centimètres de côté et énonçant sur sa face principale la superficie, la date et le numéro de la concession.

Ces signes devront être entretenus en bon état par les familles, sous la sanction portée en l'article 71 ci-après.

ART. 28. Les concessionnaires peuvent faire élever des monuments, placer des signes funéraires, bâtir des caveaux sur les terrains dont ils ont été mis en possession, à la charge par eux de se conformer aux dispositions de l'article 57 et suivants.

La construction de caveaux au-dessus du sol est formellement interdite. Il ne pourra être fait d'inhumation dans les caveaux de cette espèce actuellement existants, qu'autant que chaque corps serait renfermé dans un cercueil de plomb.

Tout entrepreneur ou jardinier chargé de l'entretien d'une tombe sera tenu d'apposer, dans un endroit peu apparent du monument ou sur l'entourage, un signe convenu et distinct qui le fasse suffisamment connaître de l'administration. Il devra s'abstenir d'inscrire son nom autrement que par des initiales.

ART. 29. Aucune fosse concédée pour cinq années ne sera convertie, sur place et sans exhumation, en concession perpétuelle, que dans le cas où l'emplacement occupé par des concessions de la première espèce serait désigné par l'administration pour recevoir des sépultures concédées à titre perpétuel, et lorsque la disposition de la fosse à convertir pourra être maintenue sans aucune perte pour l'administration, et sans gêner aucunement la distribution régulière des autres emplacements.

ART. 30. Aucune nouvelle inhumation ne pourra avoir lieu, dans une même sépulture, qu'avec notre autorisation et en se conformant à toutes les prescriptions du décret du 23 prairial an XII.

Cette disposition toutefois n'est point applicable aux caveaux construits selon les conditions prescrites par l'administration et dans lesquels il se trouverait des cases disponibles.

Le char qui aura transporté le corps sera conduit immédiatement hors du cimetière, sans attendre la fin de la cérémonie de l'inhumation.

Art. 36. L'ordonnateur remettra le corps aux fossoyeurs, et les requerra de procéder, sans délai, à l'inhumation.

Il ne se retirera que lorsque l'inhumation sera consommée.

Art. 37. L'ordonnateur veillera, de concert avec les agents du service des cimetières, à ce que les porteurs, fossoyeurs, cochers et autres agents employés, soit par l'administration, soit par l'entreprise des pompes funèbres, ne sollicitent ou ne reçoivent des familles aucune rémunération quelconque, à raison de leurs fonctions.

Toute infraction à cette disposition sera constatée par des rapports qui seront adressés par ces agents à leur chefs respectifs, et que ces derniers nous transmettront sans aucun délai.

Art. 38. Les convois de nuit sont expressément interdits.

On ne pourra, dans les convois qui ont lieu aux heures autorisées, introduire dans les cimetières des torches résineuses ou formées d'autres matières analogues.

TITRE VIII.

DU CONTRÔLE DES CONCESSIONS.

Art. 39. Après l'achèvement des travaux faits par les familles sur les terrains concédés, le géomètre des cimetières s'assurera, par une nouvelle vérification sur place, si les concessionnaires se sont renfermés dans les limites qui leur auront été indiquées, conformément à l'article 26.

Art. 40. A cet effet, tous les quinze jours, l'état des concessions accordées dans la quinzaine précédente continuera d'être dressé par nos soins et transmis successivement à l'inspecteur et au géomètre des cimetières.

L'inspecteur vérifiera si les énonciations de l'état sont en parfaite conformité avec les autorisations ou bons de fosse remis par les familles aux conservateurs.

Le géomètre constatera l'occupation, en égard au titre.

Art. 41. Lorsque le géomètre aura reconnu une infraction aux dispositions de nos arrêtés de concession, il nous en fera rapport pour être ordonné par nous ce que de droit. Ces rapports seront communiqués à l'inspecteur pour avoir son avis, lorsqu'ils toucheront à des questions intéressant le service général des inhumations.

Néanmoins, si le concessionnaire consent à se restreindre sur-le-champ dans les limites qui lui ont été assignées, le géomètre se bornera à en faire l'observation sur l'état de quinzaine dont il vient d'être parlé.

Dans le cas prévu au premier paragraphe du présent article, la contravention sera toujours constatée par un procès-verbal de l'un des gardes, indépendamment du rapport dont elle aura été l'objet.

TITRE IX.

DE LA REPRISE DES TERRAINS AFFECTÉS AUX CONCESSIONS.

Art. 42. Lorsque nous aurons prescrit la reprise des concessions dont le terme sera expiré, cette opération sera annoncée aux intéressés, trois mois à l'avance, par la voie des affiches et des journaux.

Art. 43. Pendant ce délai de trois mois, les familles pourront, en vertu de

nos autorisations, reprendre les signes funéraires et autres objets qu'elles auraient placés sur les sépultures.

ART. 44. A défaut par les familles de réclamer les objets qui leur appartiennent, dans le délai ci-dessus déterminé, l'administration fera opérer à ses frais l'arrachage des arbustes, la démolition ou le déplacement des monuments et signes funéraires, et reprendra immédiatement possession des terrains concédés.

ART. 45. Les pierres, entourages en fer et autres signes durables qui n'auraient pas été enlevés par les familles, resteront à leur disposition pendant un an et un jour.

Durant ce délai, les familles pourront être autorisées à enlever les objets existant dans les magasins et leur appartenant, à la charge par elles de les reprendre dans l'état où ils se trouveraient, et de verser à la caisse municipale la somme nécessaire pour indemniser la ville de Paris des frais de démolition, déplacement, transport et conservation desdits objets; cette somme sera de 6 francs pour les sépultures de cinq années; elle sera fixée, suivant les cas, pour les sépultures conditionnelles.

La recherche de ces objets sera faite en présence des agents de l'administration, aux frais et par les soins des familles.

Quant aux bois provenant des reprises des terrains concédés, ils seront brisés avant leur sortie du cimetière et livrés immédiatement à l'administration de l'Assistance publique.

TITRE X.

DES MESURES D'ORDRE INTÉRIEUR ET DE LA SURVEILLANCE.

§ 1^{er}. — Des mesures d'ordre et de la surveillance générale.

ART. 46. Les portes des cimetières pourront être ouvertes au public, savoir :

Du 1^{er} février au 15 mars, de sept heures du matin à cinq heures du soir;

Du 16 mars au 30 avril, de six heures du matin à six heures du soir;

Du 1^{er} mai au 31 août, de six heures du matin à sept heures du soir;

Du 1^{er} septembre au 15 octobre, de six heures du matin à six heures du soir;

Du 16 octobre au 30 novembre, de sept heures du matin à cinq heures du soir;

Du 1^{er} décembre au 31 janvier, de sept heures et demie du matin à quatre heures et demie du soir.

ART. 47. L'ouverture des portes principales n'aura lieu que pour le passage des convois, des voitures de deuil et des autres véhicules susceptibles d'être admis dans le cimetière.

Les personnes marchant isolément entreront et sortiront par l'une des portes latérales, là où il en existe.

L'introduction et la sortie des matériaux de construction, signes et objets funéraires, outils, aratoires et autres ustensiles servant aux travaux dans l'intérieur du cimetière de l'Est, s'effectueront exclusivement par l'ancienne porte de cet établissement.

ART. 48. L'entrée des cimetières sera interdite aux gens ivres, aux fumeurs, aux marchands ambulants, aux enfants non accompagnés, aux pensionnats en promenade, aux individus qui seraient suivis par des chiens ou autres animaux domestiques, enfin, à toute personne qui ne serait pas vêtue décemment.

Les pères, mères, tuteurs, maîtres et instituteurs encourront, à l'égard de leurs enfants, pupilles, ouvriers et élèves, la responsabilité prévue par l'art. 1384 du Code civil.

Les individus admis dans les cimetières, et qui ne s'y comporteraient pas avec tout le respect convenable ou qui enfreindraient quelque une des dispositions du présent règlement, seront expulsés par les gardes, sans préjudice des poursuites de droit.

ART. 49. Il est expressément défendu :

1° D'escalader les murs de clôture des cimetières, les grilles ou treillages des sépultures, de traverser les pelouses, de monter sur les arbres et sur les monuments, de s'asseoir ou se coucher sur les gazons, de rien écrire sur les monuments et pierres tumulaires, de couper ou arracher les fleurs plantées sur les tombes ; enfin, d'endommager d'une manière quelconque les sépultures ;

2° De déposer des ordures dans quelque partie que ce soit des cimetières ;

3° D'errer dans les chemins de séparation des sépultures et de s'y arrêter sans nécessité.

Toute infraction à ces dispositions sera constatée par les gardes.

ART. 50. L'administration ne pourra jamais être rendue responsable des vols qui seraient commis au préjudice des familles ; celles-ci devront éviter de rien déposer sur les tombes qui puisse tenter la cupidité.

ART. 51. Toute personne soupçonnée d'emporter, sans autorisation régulière, un ou plusieurs objets provenant d'une sépulture ou des outils appartenant aux ateliers existant dans le cimetière, sera invitée à entrer au bureau du conservateur, qui vérifiera les faits. Le délinquant sera immédiatement conduit devant l'autorité compétente.

ART. 52. Nul ne pourra faire dans l'intérieur des cimetières, aux visiteurs ou aux personnes suivant les convois, aucune offre de service ou remise de cartes ou adresses, ni stationner soit aux portes de ces établissements, soit aux abords des sépultures ou dans les chemins de circulation ou d'isolement.

Ceux qui contreviendraient à cette disposition seront immédiatement expulsés, et leur contravention sera constatée dans la forme voulue.

§ 2. — Des mesures d'ordre et de la surveillance concernant les chemins.

ART. 53. Les chemins de circulation intérieure seront constamment maintenus libres.

Les voitures ou chariots admis dans les cimetières se rangeront et s'arrêteront pour laisser passer les convois.

Ils ne pourront stationner dans les chemins sans nécessité.

ART. 54. Il est interdit d'attacher des cordages aux arbres plantés sur le bord des chemins, d'y appuyer des instruments ou des échafaudages, de déposer à leur pied des matériaux de construction, et généralement de leur causer aucune détérioration.

ART. 55. Le transport des matériaux de construction et des terres provenant des fouilles ne pourra être effectué dans les cimetières qu'au moyen de voitures à roues dont les jantes auront au moins 0^m 15 de largeur. Il est accordé un délai d'un an, à partir de la mise en vigueur du présent règlement, pour l'exécution de cette mesure.

La circulation de ces voitures sera interdite dans les temps du dégel.

ART. 56. Lorsque les concessionnaires ou constructeurs auront dégradé les chemins ou les trottoirs, brisé ou endommagé les arbres en déchargeant des

Judice de la responsabilité civile qui pourrait être invoquée contre eux.

Art. 60. Lorsqu'il s'agira d'établir des sépultures dans l'épaisseur des talus, la construction devant être soumise, dans ce cas, à des dispositions particulières, ne pourra être entreprise que sur l'autorisation préalable et spéciale du préfet, qui en réglera les conditions.

Art. 61. Lorsque des terrains en déclivité auront été désignés pour recevoir des sépultures concédées à perpétuité, les concessionnaires devront pourvoir à leurs frais à la construction des murs de soutènement que l'administration jugerait nécessaires pour prévenir les éboulements et assurer la régulière distribution des sépultures. Quand l'administration aura reconnu nécessaire de procéder à l'avance et par elle-même à la construction desdits murs, la dépense lui en sera remboursée par les concessionnaires, chacun pour ce qui le concerne. Les familles seront prévenues, avant la livraison des terrains, des obligations qui pourront leur incomber à ce sujet.

Art. 62. Afin de donner à l'allée principale du cimetière de l'Est, depuis la porte d'entrée jusqu'au terre-plein de la chapelle, la régularité désirable, l'administration se réserve d'autoriser spécialement, d'après les plans qui lui seront soumis, la construction des monuments que les familles désireraient élever de chaque côté de ladite allée et sur la première ligne.

Il en sera de même dans l'allée principale de chacun des cimetières du Nord et du Sud.

Art. 63. Les saillies formant anticipation, soit au-dessus, soit au-dessous du sol, sont prohibées.

Toutefois, on tolérera des emmarchements au-devant des sépultures, lorsqu'ils auront été reconnus nécessaires, soit à cause de l'état antérieur du sol, soit par suite des modifications qu'il aurait subies.

Ces tolérances ne pourront être accordées que sur notre autorisation spéciale.

L'administration permettra un empiètement souterrain de 0^m 20 centimètres autour et en dehors du terrain concédé à titre perpétuel.

Cet empiètement, qui ne sera toléré que pour la fondation d'un monument à élever, pourra être amené jusqu'à l'affleurement du sol.

Lorsque les fondations des monuments ou caveaux auront été faites en maillères ou moellons, elles devront être couronnées par un fort dallage en granit ou tout autre pierre dure, taillé en forme de caniveau, lequel pourra être engagé sous le monument, mais qui, en toute circonstance, devra suivre l'inflexion du sol.

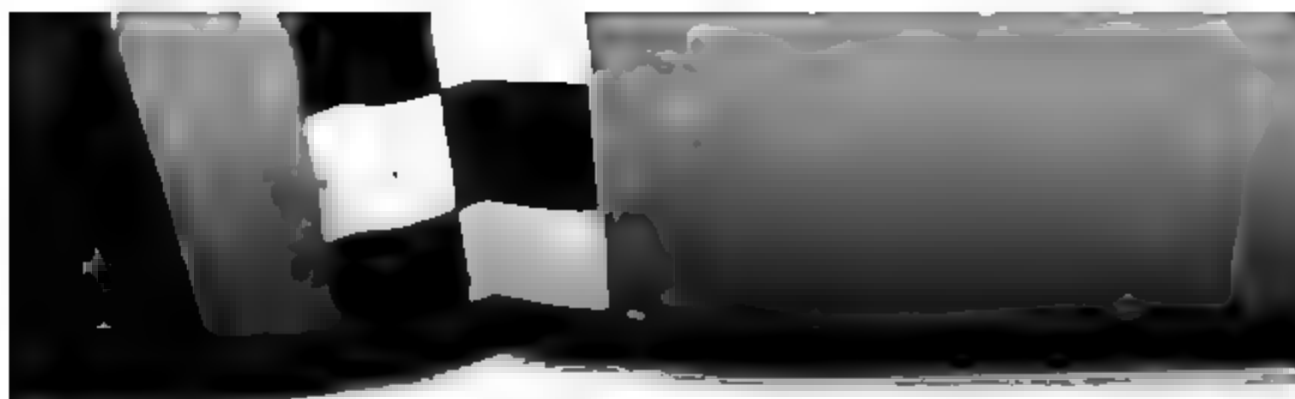
L'administration tolérera les corniches ou entablements en saillie, pourvu que ces saillies n'excèdent pas 0^m 15 centimètres, et qu'elles soient établies à une hauteur de 2 mètres au moins à partir du sol.

Des patères ou porte-couronnes pourront être tolérés, mais seulement au-devant des monuments, et à une hauteur qui ne pourra jamais être moindre de 2 mètres, et la saillie ne pourra excéder 0^m 15 centimètres.

A l'égard des caniveaux et des patères, les concessionnaires devront au préalable faire déclaration de leur intention au bureau de la conservation ; et, sur l'avis de cette déclaration, le géomètre de l'administration donnera les cotes nécessaires pour l'établissement des constructions.

Les concessionnaires seront d'ailleurs tenus de se conformer en tout temps aux dispositions qui pourraient leur être prescrites postérieurement même à l'établissement desdites constructions.

Les gouttières en plomb ou zinc, ainsi que tous autres détails d'architecture formant saillie sur les entablements ou les corniches, sont prohibés.



ART. 64. Le sciage et la taille des pierres destinées à la construction des monuments sont interdits dans l'intérieur des cimetières.

En conséquence, les portiers ne laisseront entrer que les matériaux déjà travaillés et prêts à être mis en place. Ils ne permettront l'introduction d'aucun outil propre au sciage des pierres, et les autres agents veilleront de leur côté à ce qu'il n'en puisse être fait usage.

De même aussi la chaux devra être introduite éteinte et prête à être employée.

ART. 65. Les matériaux nécessaires pour les constructions et les terres provenant des fouilles seront déposés provisoirement dans les emplacements qui auront été désignés par le conservateur, lorsqu'ils ne pourront l'être sur le terrain concédé.

Le dépôt provisoire des terres ne pourra avoir une durée de plus de trois jours, le tout sans préjudice des prescriptions contenues en l'art. 68 ci après.

ART. 66. Tout échafaudage nécessaire pour les travaux de construction devra être dressé de manière à ne point nuire aux constructions voisines ni aux plantations existant sur les sépultures.

Aucun dépôt, même momentané, de terres, matériaux, outils, vêtements et autres objets quelconques, ne pourra être effectué sur les tombes riveraines.

On ne pourra non plus, sous aucun prétexte, même pour faciliter l'exécution des travaux, déplacer ou enlever les signes funéraires existant aux abords de la construction, sans l'autorisation des familles intéressées et l'agrément de l'administration.

Les concessionnaires ou constructeurs auront recours, sous leur responsabilité, à tous les moyens nécessaires pour préserver les sépultures voisines de toute détérioration quelconque.

ART. 67. Les concessionnaires ou constructeurs seront tenus d'ailleurs de se conformer aux dispositions qui seront prescrites, tant par le conservateur que par le géomètre, pour l'exécution des fouilles, pour les précautions à prendre, enfin, pour tout ce qui peut tendre à assurer la conservation des sépultures, la liberté de la circulation et, en général, l'exécution du présent règlement.

ART. 68. Les concessionnaires ou constructeurs seront enlever et conduire sans délai, soit à l'intérieur du cimetière, dans les endroits qui leur seraient indiqués, soit aux décharges publiques hors du cimetière, les terres provenant des fouilles et qui ne devraient pas y être rejetées. Dans le dernier cas, les terres ne pourront être admises à sortir du cimetière qu'après que les agents se seront assurés qu'elles ne contiennent aucun ossement.

Il en sera de même des gravois, pierres, débris, etc., existant sur place après l'exécution des travaux. Ils devront toujours être recueillis et enlevés avec soin, de telle sorte que les abords du monument soient libres et nets comme avant la construction.

ART. 69. Lorsqu'il sera résulté des travaux exécutés par les concessionnaires ou constructeurs une dégradation quelconque pour les sépultures voisines, copie du procès-verbal qui l'aura constatée sera adressée au concessionnaire intéressé, afin que celui-ci puisse, s'il le juge convenable, exercer telle action que de droit contre les auteurs du dommage.

ART. 70. Les ouvriers travaillant dans les cimetières n'y déposeront aucune ordure.

Tout ouvrier qui ne se conformerait pas aux dispositions qui font l'objet du présent règlement sera expulsé du cimetière, sans préjudice, d'ailleurs, de toutes poursuites de droit.

ART. 71. A défaut de conservation, par les familles, des signes indiquant le lieu et les limites de leurs sépultures, l'administration n'est pas responsable des erreurs ou anticipations qui pourraient en résulter.

Si un monument vient à s'écrouler et que, dans sa chute, il endommage quelque sépulture voisine, procès-verbal sera dressé pour constater le fait; copie de ce procès-verbal sera laissée à la disposition des intéressés.

ART. 72. Aucun travail de construction, de terrassement ou de plantation, n'aura lieu dans les cimetières les jours de dimanches et fêtes, que dans les cas d'urgence et sur notre autorisation, ou, à défaut, sur celle de l'inspecteur.

ART. 73. Les plantations seront faites, sans aucune exception, dans la zone affectée à chaque sépulture, et de telle sorte qu'en aucun cas elles ne puissent produire anticipation par suite de la croissance des arbres, arbustes ou autrement. Elles devront toujours être disposées de manière à ne point gêner la surveillance et le passage. celles qui seraient reconnues nuisibles devront être élaguées ou abatues, si besoin est, à la première réquisition de l'administration.

Dans le cas où il ne serait pas obtempéré aux injonctions qui seraient faites à cet effet, le refus sera constaté par un procès-verbal auquel il sera donné telle suite que de droit.

ART. 74. Les entourages qui seront placés sur les sépultures en tranchée ne pourront excéder 1 mètre 50 centimètres de longueur sur 0^m 65 centimètres de largeur.

ART. 75. Aucune inscription ou épitaphe ne sera inscrite sur une croix, pierre tumulaire ou monument, soit à l'extérieur, soit dans l'intérieur desdits monuments, et ne sera admise dans l'un des cimetières de Paris, si elle n'a reçu préalablement notre visa ou celui de l'inspecteur délégué à cet effet. Il en sera de même des inscriptions qui seraient renouvelées, ou auxquelles il serait fait des changements ou additions.

En conséquence, et jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné, lesdites inscriptions ou épitaphes seront déposées aux bureaux des conservateurs desdits cimetières dans une boîte fermant à clef.

Cette mesure étant prise pour faciliter le travail de l'administration et le classement des inscriptions admises, le papier nécessaire sera mis gratuitement à la disposition des personnes qui en auront besoin, sur un récépissé qu'elles en donneront.

L'inspecteur des cimetières se rendra chaque semaine, un jour fixé à l'avance, dans chacun des cimetières de Paris, et y procédera à l'examen et au visa, s'il y a lieu, des inscriptions et épitaphes qui auront été déposées dans les boîtes avant son arrivée ou pendant sa présence au cimetière.

Il différera de viser et nous transmettra les inscriptions dont l'appréciation lui paraîtrait présenter des difficultés.

ART. 76. Les fleurs, arbustes, croix, grilles, entourages et les signes funéraires de toutes sortes, ne pourront être déplacés ou transportés hors du cimetière sans une autorisation expresse des familles et du conservateur.

L'autorisation de l'administration sera nécessaire pour l'enlèvement des signes funéraires existant sur les sépultures en reprise.

ART. 77. Il est interdit d'apposer des affiches, tableaux ou autres signes d'annonces aux murs et portes des cimetières.

Toute contravention à cette prohibition sera poursuivie conformément à la loi.

ART. 78. Il ne pourra être formé, soit dans l'intérieur des cimetières, soit

séquence, il demeure interdit d'inhumer un second corps dans les sépultures dont il s'agit, tant que la condition résultant de l'acte de concession n'a pas été exécutée.

Toutefois, aux époques de la reprise par l'administration des terrains ayant servi à des inhumations, les ossements que les familles auraient obtenu la permission d'exhumer pourront, comme par le passé, être enfouis ou déposés dans lesdites sépultures, en vertu de nos autorisations.

De même, dans le cas où une concession conditionnelle ne renfermerait encore que des ossements, les familles pourront être admises à y déposer un corps, tant que la première période de quatre ans ne sera pas écoulée, s'il s'agit d'inhumation en terre. Ce délai sera limité à trois années, si l'inhumation doit avoir lieu dans un caveau. Le tout sur notre autorisation, et sous la condition que le corps ainsi ajouté pourra être descendu à la profondeur voulue par la loi.

TITRE XIII.

DISPOSITIONS FINALES.

ART. 88. Sont rapportées les dispositions contenues dans les arrêtés et règlements antérieurs, en ce qu'elles seraient contraires à celles qui font l'objet du présent règlement.

N° 24.

Arrêté du préfet de la Seine portant réorganisation du service des exhumations, du 26 mai 1850.

ART. 2. A l'avenir, la constatation des exhumations et réinhumations qui auront lieu dans les cimetières de Paris sera faite directement par les soins des conservateurs de ces établissements, en vertu de l'autorisation spéciale qui leur sera délivrée à cet effet par M. le préfet de police.

ART. 3. Le tarif des exhumations fixé à 13 francs, par arrêté du 26 avril 1848, est réduit à 10 francs. Cette somme sera attribuée par moitié au conservateur et au fossoyeur.

ART. 4. La partie fixe du traitement alloué précédemment aux conservateurs, s'élevant pour le conservateur du cimetière de l'Est à 1,800 francs et pour chacun des deux autres à 1,200 francs, est supprimée; les émoluments de ces agents devant consister uniquement désormais dans la rétribution de 5 francs par exhumation ci-dessus fixée.

Cette rétribution de 5 francs sera réunie en fonds commun, versée dans la caisse municipale, et répartie de la manière indiquée dans l'arrêté du 26 avril 1848. En conséquence, les sommes dont se composera ce fonds commun seront distribuées mensuellement aux trois conservateurs, dans les proportions suivantes :

Conservateur du cimetière de l'Est.....	38 0/0
du Nord..	34 »
du Sud....	28 »

ART. 5. Le présent arrêté recevra son exécution à partir du 1^{er} juin prochain.

Il fait faire place autour de la fosse et en assure l'approcho à la famille et aux amis du défunt, en ayant soin d'écarter les gens étrangers au convoi, et notamment les gens venant faire des offres aux familles.

Il surveille le remblayement et le nivellement de chaque fosse, ainsi que le placement régulier des signes funéraires qui pourront y être posés.

Il empêche les demandes et remises de pourboire, tant en ce qui concerne les ouvriers fossoyeurs et les agents du service des pompes funèbres, qu'en ce qui touche tous autres individus.

Il prend l'indication et le numéro de chaque fosse et les transmet sur-le-champ au conservateur, pour la tenue des registres d'inscription.

Il dirige et surveille les ouvriers fossoyeurs dans tous les travaux qu'ils sont appelés à exécuter; il veille au bon emploi de leur temps, constate leurs absences ou leurs retards sur un carnet qui doit être communiqué chaque soir au conservateur. Celui-ci doit rendre immédiatement compte à l'inspecteur des cas qui motiveraient une retenue sur le prix de la journée ou une punition plus forte.

Enfin, le garde-fossoyeur concourt à la surveillance du cimetière; il constate par des procès-verbaux les contraventions qui pourraient être commises, et informe le conservateur et l'inspecteur de tous les faits concernant le service.

Le garde-fossoyeur jouira d'un traitement de mille francs par an. Il sera, ainsi que les fossoyeurs, placé sous l'autorité des agents supérieurs du service.

ART 7 Dans les autres cimetières de Paris affectés aux inhumations, les fonctions attribuées au garde-fossoyeur seront remplies par le concierge-gardien du cimetière.

ART. 8. Les salaires donnés à divers titres aux fossoyeurs, et généralement toutes les dépenses relatives au fossoyage dans tous les cimetières de Paris, seront payés jusqu'à due concurrence, savoir :

1^o Sur le crédit porté chaque année au budget communal pour représenter le montant de soixante centimes par corps versés par l'entrepreneur du service des pompes funèbres, conformément à son cahier des charges;

2^o Sur le produit à provenir des salaires dus par les particuliers aux fossoyeurs, à raison des exhumations et des transports.

ART. 9. Les salaires dus aux fossoyeurs pour les exhumations et les transports continueront d'être perçus par les conservateurs et les concierges des cimetières, et le montant en sera par eux versé tous les quinze jours à la caisse municipale, d'après les états dressés par eux, certifiés par l'inspecteur du service et qui comprendront les noms des décédés.

Les sommes ainsi versées seront portées et réunies par le receveur municipal au compte des dépôts, pour être employées suivant leur destination.

ART. 10. Le présent arrêté recevra son exécution à partir du 1^{er} janvier prochain.

N^o 26.

Arrêté du préfet de la Seine, concernant le balayage, la propreté de la voie publique et le transport des matières insalubres, du 1^{er} janvier 1860.

ART. 1^{er}. Les dispositions contenues dans l'ordonnance de police du 1^{er} septembre 1853, concernant le balayage, la propreté de la voie publique et le transport des matières insalubres, sont déclarées applicables aux territoires annexés à Paris.

En conséquence, le texte de cette ordonnance sera publié par voie d'affiche dans toute l'étendue de ces territoires, à la suite du présent arrêté.

Ordonnance de police du 1^{er} septembre 1853.

TITRE I^{er},

Balayage de la voie publique et nettolement des trottoirs, des ruisseaux, des devantures de boutiques et des abords des bâtiments en construction, ateliers ou chantiers des travaux.

Art. 1^{er}. Les propriétaires ou locataires sont tenus de faire balayer complètement, chaque jour, sauf les cas prévus par l'article 3 ci après, la voie publique au-devant de leurs maisons, boutiques, cours, jardins et autres emplacements.

Le balayage sera fait jusqu'aux ruisseaux, dans les rues à chaussée fendue.

Dans les rues à chaussée bombée et sur les quais, le balayage sera fait jusqu'au milieu de la chaussée.

Le balayage sera également fait sur les contre-allées des boulevards jusqu'aux ruisseaux des chaussées.

Les bouses et immondices seront mis en tas; ces tas devront être placés de la manière suivante, selon les localités, savoir :

Dans les rues sans trottoirs, entre les bornes; dans les rues à trottoirs, le long des ruisseaux du côté de la chaussée, si la rue est à chaussée bombée; et le long des trottoirs, si la rue est à chaussée fendue; sur les boulevards, au bord des trottoirs du côté de la chaussée.

Dans tous les cas, les tas devront être placés à une distance d'au moins deux mètres des grilles ou des bouches d'égouts.

Nul ne pourra pousser les bouses et immondices devant les propriétés de ses voisins.

Art. 2. Le balayage sera fait entre cinq heures et six heures du matin, depuis le 1^{er} avril jusqu'au 30 septembre, et entre six heures et sept heures du matin, du 1^{er} octobre au 31 mars.

En cas d'inexécution, le balayage sera fait d'office, aux frais des contrevenants.

Sauf les cas prévus par les articles 7, 13 et 20 ci-après, il est interdit à toute personne étrangère à l'administration municipale de balayer ou de faire balayer la voie publique en dehors des heures ci-dessus fixées.

Art. 3. Lorsque les travaux de pavage auront été exécutés, le balayage quotidien, prescrit par l'art. 1^{er}, sera suspendu sur les parties de la voie publique où ces travaux auront été opérés.

En ce qui concerne le pavage neuf et les relevés à bout, c'est-à-dire les pavages entièrement refaits, le balayage ne sera repris que 15 jours après l'achèvement des travaux, lorsque les entrepreneurs de la ville auront relevé et enlevé les résidus du sable répandu pour la consolidation du pavé, et que les agents de l'administration auront averti les propriétaires et locataires que le balayage devra être repris.

En ce qui concerne les pavages en recherche ou réparations partielles, le balayage sera repris dès l'avis donné par les agents de l'administration.

Les sables balayés et relevés avant les 15 jours de l'achèvement des travaux, ou avant les avis donnés par les agents de l'administration, seront répandus de nouveau aux frais des contrevenants.

Art. 4. En outre du balayage prescrit par l'article 1^{er}, les propriétaires ou

locataires seront tenus de faire gratter, laver et balayer chaque jour les trottoirs existant au-devant de leurs propriétés, ainsi que les bordures desdits trottoirs, aux heures fixées par l'art. 2.

Cette disposition est applicable aux dalles établies dans les contre-allées des boulevards; les propriétaires ou locataires seront tenus de les faire gratter, laver et balayer chaque jour; les boues et ordures provenant de ce balayage seront mises en tas, ainsi qu'il est prescrit par l'art. 1^{er}.

L'eau du lavage des trottoirs et des dalles devra être balayée et coulée au ruisseau.

Les propriétaires ou locataires devront également faire nettoyer intérieurement et dégager les gargouilles placées sous les trottoirs des rues et sous les dallages des boulevards, de toutes ordures et objets quelconques qui pourraient les obstruer. Ce nettoyage doit être fait chaque jour aux heures prescrites pour le balayage.

Art. 5. Les devantures de boutique ne pourront être lavées après les heures fixées pour le balayage, et l'eau du lavage devra être balayée et coulée au ruisseau.

Art. 6. Dans les rues à chaussée bombée, chaque propriétaire ou locataire doit tenir libre le cours du ruisseau au-devant de sa maison; dans les rues à chaussée fendue, il y pourvoira conjointement avec le propriétaire ou locataire qui lui fait face.

Les ruisseaux sous trottoirs, dits en encorbellement, devront être dégagés des boues et ordures et tenus toujours libres et en état de propreté.

Art. 7. Il est prescrit aux entrepreneurs de travaux exécutés sur la voie publique ou dans des propriétés qui l'avoisinent de tenir la voie publique en état constant de propreté, aux abords de leurs ateliers ou chantiers, et sur tous les points qui auraient été salis par suite de leurs travaux; il leur est également prescrit d'assurer aux ruisseaux un libre écoulement.

En cas d'inexécution, le nettoyage de ces points de la voie publique sera opéré d'office et aux frais des entrepreneurs.

TITRE II.

Entretien des rues ou parties de rues non pavées.

Il est enjoint à tout propriétaire ou locataire de maisons ou terrains situés le long des rues ou parties de rues non pavées de faire combler, chacun au droit de soi, les excavations, enfoncements et ornières, et d'entretenir le sol en bon état; de conserver et de rétablir les pentes nécessaires pour procurer aux eaux un écoulement facile, et de faire, en un mot, toutes les dispositions convenables pour que la liberté, la sûreté de la circulation et la salubrité ne soient pas compromises.

Art. 9. Les concierges, portiers ou gardiens des établissements publics et maisons domaniales sont personnellement responsables de l'exécution des dispositions ci-dessus, en ce qui concerne le balayage de la voie publique, le nettoyage des trottoirs, des ruisseaux, des devantures de boutiques, ainsi que l'entretien des rues ou parties de rues non pavées, au-devant des établissements et maisons auxquels ils sont attachés.

TITRE III.

Dépôts et projections sur la voie publique, dans la rivière et dans les égouts.

Art. 10. Il est expressément défendu de déposer dans les rues, sur les

interdit de laisser écouler dans les égouts des eaux acides qui ne seraient pas préalablement neutralisées, de manière à prévenir la détérioration des égouts.

TITRE IV.

Urinoirs publics.

ART. 18. Dans les voies publiques où des urinoirs sont établis, il est interdit d'uriner ailleurs que dans ces urinoirs. Quant aux voies publiques où il n'existera pas d'urinoirs, il est interdit d'uriner sur les trottoirs, contre les monuments publics et contre les devantures de boutiques (*Ordonnance de police du 23 février 1850*)

Les personnes qui auront été autorisées à établir des urinoirs sur la voie publique devront les entretenir en bon état, et en faire opérer le nettoyage et le lavage assez fréquemment pour qu'ils soient constamment propres et qu'il ne s'en exhale aucune mauvaise odeur.

En cas d'inexécution, il sera pourvu d'office, et aux frais des contrevenants, à la réparation, au nettoyage et au lavage de ces urinoirs.

TITRE V.

Transport, chargement et déchargement des objets qui seraient de nature à salir la voie publique ou à incommoder les passants.

ART. 19. Ceux qui transporteront des plâtres, des terres, sables, décombres, gravois, mâchefer, fumier-litière et autres objets quelconques qui seraient de nature à salir la voie publique ou à incommoder les passants, devront charger leurs voitures de manière que rien ne s'en échappe et ne puisse se répandre sur la voie publique.

En ce qui concerne le transport des terres, sables, décombres, gravois et mâchefer, les parois des voitures devront dépasser de 15 cent. au moins toute la partie supérieure du chargement.

Les voitures servant au transport des plâtres, même lorsqu'elles ne seront pas chargées, ne pourront circuler sur la voie publique sans être pourvues d'un about devant et d'arrière, et sans être recouvertes d'une bâche.

Le déchargement des plâtres devra toujours être opéré avec précaution, et de manière à ne pas salir la voie publique ni incommoder les passants.

Cette dernière disposition est applicable au déchargement des farines.

Les remises et autres locaux sous lesquels on battra du plâtre devront être séparés de la voie publique par une clôture qui empêche la poussière de s'y répandre et d'incommoder les passants.

Le nettoyage des rues ou parties de rues salies par suite de contraventions au présent article sera opéré d'office et aux frais des contrevenants.

ART. 20. Lorsqu'un chargement ou déchargement de marchandises ou de tous autres objets quelconques aura été opéré sur la voie publique, dans le cours de la journée, et dans les cas où ces opérations sont permises par les règlements, l'emplacement devra être balayé et les produits du balayage enlevés immédiatement.

En cas d'inexécution, il y sera pourvu d'office, et aux frais des contrevenants.

TITRE VI.

Transport des matières insalubres.

ART. 21. Les résidus des fabriques de gaz, ceux d'amidonnerie, ceux de

féculerie, passés à l'état putride, ceux des boyauderies et des triperies; les eaux provenant de la cuisson des os pour en retirer la graisse; celles qui proviennent des fabriques de peignes et d'objets de corne macérée; les eaux grasses destinées aux fondeurs de suif et aux nourrisseurs de porcs; les résidus provenant des fabriques de colle-forte et d'huile de pieds de bœuf; le sang provenant des abattoirs; les urines provenant des urinoirs publics et particuliers; les vases et eaux extraites des puisards et des puits infectés; les eaux de cuisson de têtes et de pieds de mouton; les eaux de charcuterie et de triperie; les râclures de peaux infectes; les résidus provenant de la fonte des suifs, soit liquides, soit solides, soit mi-solides, et en général toutes les matières qui pourraient compromettre la salubrité, ne pourront, à l'avenir, être transportées dans Paris que dans des tonneaux hermétiquement fermés et lutés.

Toutefois, les résidus des féculeries qui ne seront pas passés à l'état putride pourront être transportés dans des voitures parfaitement étanches, et les débris frais des abattoirs, des boyauderies et des triperies, dans des voitures garnies en tôle ou en zinc, étanches également, mais, de plus, couvertes. Pourront aussi être transportées de cette dernière manière les matières énoncées dans le paragraphe 1^{er} du présent article, lorsqu'il sera reconnu qu'il y a impossibilité de les transporter dans des tonneaux, mais seulement alors pendant la nuit, jusqu'à huit heures du matin.

ART. 22. Le noir animal ayant servi à la décoloration des sirops et au raffinage des sucres, les os gras et les chiffons non lavés et humides, ne pourront être transportés que dans des voitures bien closes.

ART. 23. Les tonneaux servant au transport des peaux en vert et des engrais secs de diverses natures devront être clos et couverts.

Dispositions générales.

ART. 24. Les contraventions aux injonctions ou défenses faites par la présente ordonnance seront constatées par des procès-verbaux ou rapports qui nous seront adressés. Les contrevenants seront traduits, s'il y a lieu, devant les tribunaux, pour être punis conformément aux lois et règlements en vigueur.

Dans tous les cas où il y aura lieu à procéder d'office, en vertu des dispositions de la présente ordonnance, ces opérations se feront, à la diligence des commissaires de police ou de l'inspecteur général de la salubrité, aux frais des contrevenants, et sans préjudice des peines encourues.

ART. 25. Les préposés de l'octroi sont requis de concourir à l'exécution des art. 12, 19 et 24, concernant les dépôts et le transport des plâtres, terres, sables et autres objets qui seraient de nature à salir ou à embarrasser la voie publique et le transport des matières insalubres.

N° 27:

Arrêté du préfet de la Seine, concernant l'entretien des voies particulières dans l'étendue des territoires annexés, du 26 juin 1860.

Vu l'ordonnance de police du 20 août 1844, concernant les passages ouverts au public sur des propriétés particulières et portant, article 5 : « Les propriétaires ou locataires tiendront en bon état le sol desdits passages; ils au-

ront soin en outre de les faire balayer et éclairer et de les tenir fermés, le soir, aux heures prescrites par les règlements. »

Vu la loi du 16 juin 1859, décrétant l'annexion à la ville de Paris des communes ou portions de communes comprises entre l'ancien mur d'octroi et les fortifications ;

Vu le décret du 10 octobre suivant ;

Vu l'ordonnance de police du 1^{er} septembre 1853, concernant le balayage, la propreté de la voie publique et le transport des matières insalubres ;

Vu l'arrêté préfectoral du 1^{er} janvier 1860, portant que les dispositions contenues dans l'ordonnance précitée sont déclarées applicables dans toute l'étendue des territoires annexés,

Arrête :

ART. 1^{er}. Les prescriptions de l'ordonnance de police précitée du 1^{er} septembre 1853 ¹ sont obligatoires pour les propriétaires et locataires des rues particulières, cités et passages existant sur les territoires annexés à Paris.

ART. 2. Il est enjoint en outre à tous propriétaires et locataires desdits passages, cités ou rues particulières, de pourvoir à l'enlèvement journalier des boues et immondices, ainsi qu'à l'arrosement, et de maintenir en bon état d'entretien les pavages, ruisseaux, trottoirs et gargouilles, et chaque propriétaire demeurera responsable des infractions commises au droit de sa propriété.

ART. 3. Le présent arrêté sera imprimé, publié et affiché dans toute l'étendue des territoires annexés à Paris.

N° 28.

Décret impérial portant règlement sur la hauteur des maisons, les combles et les lucarnes, dans la ville de Paris, du 27 juillet 1859.

Vu la déclaration du 10 avril 1783 ; — Les lettres patentes du 25 août 1784 ; — Les décrets des 14 décembre 1789, 16-24 août 1790 et 19-22 juillet 1791 ; — Le décret du 26 mars 1832, et notamment les articles 4 et 7, ce dernier ainsi conçu : « Il sera statué par un décret ultérieur, rendu dans la forme des règlements d'administration publique, en ce qui concerne la hauteur des maisons, les combles et les lucarnes ;

Avons décrété et décrétons ce qui suit .

TITRE 1^{er}.

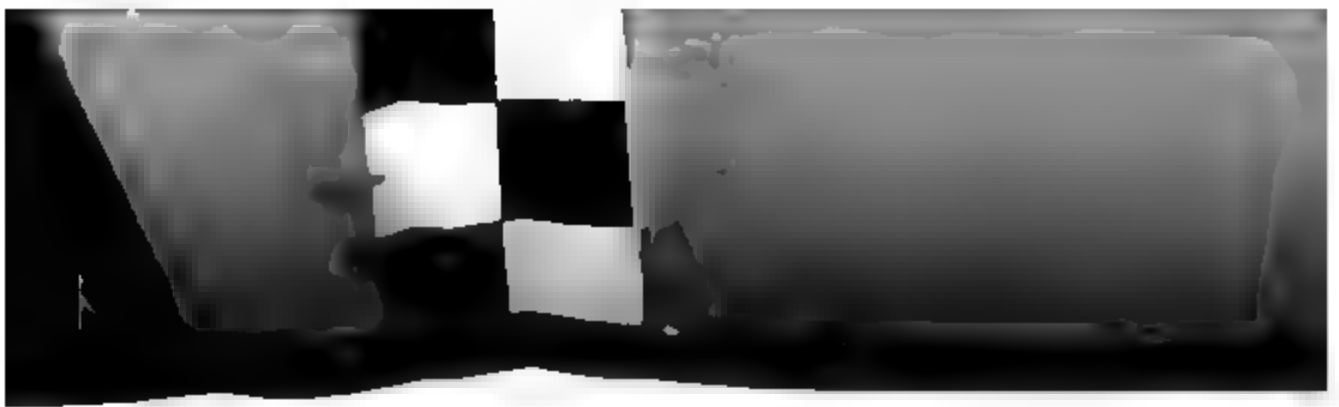
DE LA HAUTEUR DES BÂTIMENTS.

SECTION 1^{re}. — *De la hauteur des façades des bâtiments bordant les voies publiques.*

ART. 1^{er}. La hauteur des façades des maisons bordant les voies publiques, dans la ville de Paris, est déterminée par la largeur légale de ces voies publiques.

Cette hauteur, mesurée du trottoir ou du pavé, au pied des façades des bâtiments, et prise, dans tous les cas, au milieu de ces façades, ne peut ex-

¹ Voyez n° 26.



céder, y compris les entablements, attiques et toutes les constructions à plomb du mur de face, savoir :

Onze mètres soixante et dix centimètres pour les voies publiques au-dessous de sept mètres quatre-vingts de largeur;

Quatorze mètres soixante centimètres pour les voies publiques de sept mètres quatre-vingts et au-dessus, jusqu'à neuf mètres soixante et quinze centimètres :

Dix-sept mètres cinquante-cinq centimètres pour les voies publiques de neuf mètres soixante et quinze centimètres et au-dessus;

Toutefois, dans les rues ou boulevards de vingt mètres et au-dessus, la hauteur des bâtiments peut être portée jusqu'à vingt mètres, mais à la charge par les constructeurs de ne faire, en aucun cas, au-dessus du rez-de-chaussée, plus de cinq étages carrés, entre-sol compris.

ART. 2. Les façades qui seront construites sur la voie publique, soit en retraite de l'alignement, soit à fruit, ou de toute autre manière, ne peuvent être élevées qu'à la hauteur déterminée pour les maisons construites à l'alignement.

ART. 3. Tout bâtiment situé à l'encoignure de deux voies publiques d'inégale largeur peut, par exception, être élevé, du côté de la rue la plus étroite, jusqu'à la hauteur fixée pour la plus large.

Toutefois cette exception ne s'étendra, sur la voie la plus étroite, que jusqu'à concurrence de la profondeur du corps de bâtiment ayant face sur la voie la plus large, soit que ce corps de bâtiment soit simple ou double en profondeur.

Cette disposition exceptionnelle ne peut être invoquée que pour les bâtiments construits à l'alignement déterminé pour les deux voies publiques.

ART. 4. Pour les bâtiments autres que ceux dont il est parlé en l'article précédent, et qui occupent tout l'espace compris entre deux voies d'inégale largeur ou de niveau différent, chacune des deux façades ne peut dépasser la hauteur fixée en raison de la largeur ou du niveau de la voie publique sur laquelle chaque façade sera située.

Toutefois, lorsque la plus grande distance entre les deux façades n'excède pas quinze mètres, la façade bordant la voie publique la moins large ou du niveau le plus bas peut, par exception, être élevée à la hauteur fixée pour la rue la plus large ou du niveau le plus élevé.

SECTION 2. — *De la hauteur des bâtiments situés en dehors des voies publiques.*

ART. 5. Les bâtiments situés en dehors des voies publiques, dans les cours et espaces intérieurs, ne peuvent excéder, sur aucune de leurs faces, la hauteur de dix-sept mètres cinquante-cinq centimètres, mesurée du sol.

L'administration peut toutefois autoriser, par exception, des constructions plus élevées pour des besoins d'art, de sciences ou d'industrie.

Dans ces cas exceptionnels, elle fixe les dimensions, la forme et le mode de construction de ces surélévations.

SECTION 3. — *De la hauteur des étages.*

ART. 6. Dans tous les bâtiments, de quelque nature qu'ils soient, il ne peut être exigé, en exécution de l'article 4 du décret du 26 mars 1852, une hauteur d'étage de plus de deux mètres soixante centimètres.

Pour l'étage dans le comble, cette hauteur s'applique à la partie la plus élevée du rampant.

TITRE II.

DES COMBLES.

SECTION 1^{re}. — *Des combles au-dessus des façades élevées au maximum de la hauteur légale.*

ART. 7. Le faîtage du comble ne peut excéder une hauteur égale à la moitié de la profondeur du bâtiment, y compris les saillies et corniches.

Le profil du comble, sur la façade du côté de la voie publique, ne peut dépasser une ligne inclinée à quarante-cinq degrés partant de l'extrémité de la corniche ou de l'entablement.

ART. 8. Sur les quais, boulevards, places publiques et dans les voies publiques de quinze mètres au moins de largeur, ainsi que dans les cours et espaces intérieurs en dehors de la voie publique, la ligne droite inclinée à quarante-cinq degrés dans le périmètre indiqué ci-dessus peut être remplacée par un quart de cercle dont le rayon ne peut excéder la hauteur fixée par l'article 7.

La saillie de l'entablement sera laissée en dehors du quart de cercle.

ART. 9. Les combles des bâtiments situés à l'angle d'une voie publique de quinze mètres au moins de largeur et d'une voie publique de moins de quinze mètres, peuvent, par exception, être établis sur cette dernière voie suivant le périmètre déterminé par l'article 8, mais seulement dans la même profondeur que celle fixée par l'article 3.

ART. 10. Dans les cas prévus par les trois articles précédents, les reliefs de cheneaux et membrons ne doivent pas excéder la ligne inclinée à quarante-cinq degrés partant de l'extrémité de l'entablement, ou le quart de cercle qui, dans le cas prévu par l'article 8, peut remplacer cette ligne.

ART. 11. Les murs de dossiers et les tuyaux de cheminées ne pourront porter la ligne rampante du comble qu'à un mètre cinquante centimètres mesurés horizontalement du parement extérieur du mur de face, ni s'élever à plus de soixante centimètres au-dessus du faîtage.

ART. 12. La face extérieure des lucarnes doit être placée en arrière du parement extérieur du mur de face donnant sur la voie publique et à une distance d'au moins trente centimètres.

Elles ne peuvent s'élever, compris leur toiture, à plus de trois mètres au-dessus de la base des combles.

Leur largeur ne peut excéder un mètre cinquante centimètres hors œuvre.

Les jouées de ces lucarnes doivent être parallèles entre elles.

Les intervalles auront au moins un mètre cinquante centimètres, quelle que soit la largeur des lucarnes.

La saillie de leurs corniches, égouts compris, ne doit pas excéder quinze centimètres.

Il peut être établi un second rang de lucarnes en se renfermant dans le périmètre déterminé par les articles 7 et 8.

SECTION 2. — *Des combles au-dessus des façades élevées à une hauteur moindre que la hauteur légale.*

ART. 13. Les combles au-dessus des façades qui ne seraient pas élevés au

maximum de hauteur déterminé dans le titre I^{er} peuvent dépasser le périmètre fixé par l'article 7 ; mais ils ne doivent pas toutefois, ainsi que leur cheaux, membrons, lucarnes et murs de dossier, excéder le périmètre général des bâtiments, fixé tant pour les façades que pour les combles, par les dispositions du titre I^{er} et de la première section du présent titre.

ART. 14. Les dispositions du présent titre sont applicables à tous les bâtiments placés ou non sur la voie publique.

TITRE III.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES.

ART. 15. Les murs de face, les combles, les lucarnes dont l'élévation ou la forme excèdent actuellement celles ci-dessus prescrites, ne peuvent être réconfortés ni reconstruits qu'à la charge de se conformer aux dispositions qui précèdent.

Toutefois l'interdiction de réconforter les bâtiments situés en dehors des voies publiques dans les cours et espaces intérieurs ne sera appliquée à ces bâtiments qu'à l'expiration d'un délai de vingt ans à partir de la promulgation du présent décret.

TITRE IV.

DISPOSITIONS DIVERSES.

ART. 16. Les dispositions du présent décret ne sont pas applicables aux édifices publics.

ART. 17. Les dispositions des règlements, ordonnances et autres actes qui seraient contraires au présent décret sont et demeurent rapportées.

ART. 18. Notre Ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

N° 29.

Ordonnance du roi portant règlement sur les saillies, auvents et constructions semblables, à permettre dans la ville de Paris, du 24 décembre 1823.

TITRE PREMIER.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

ART. 1^{er}. Il ne pourra, à l'avenir, être établi, sur les murs de face des maisons de notre bonne ville de Paris, aucune saillie autre que celles déterminées par la présente ordonnance.

ART. 2. Toute saillie sera comptée à partir du nu du mur au-dessus de la retraite.

TITRE II.

DIMENSIONS DES SAILLIES.

ART. 3. Aucune saillie ne pourra excéder les dimensions suivantes

SECTION 1^{re}. — *Saillies fixes.*

Pilastres et colonnes en pierre.

	m. c.
Dans les rues au-dessous de 8 mètres de largeur.....	0 03
Dans les rues de 8 à 10 mètres de largeur.....	0 04
Dans les rues de 12 mètres de largeur et au-dessus.....	0 10
Lorsque les pilastres et les colonnes auront une épaisseur plus considérable que les saillies permises, l'excédant sera en arrière de l'alignement de la propriété, et le nu du mur de face formera arrière-corps à l'égard de cet alignement; toutefois, les jambes étrières ou boutisses devront toujours être placées sur l'alignement. Dans ce cas, l'élévation des assises de retraite sera réglée, à partir du sol.	

	m. c.
Dans les rues de 10 mètres de largeur et au-dessous à.....	0 80
Dans celles de 10 à 12 mètres de largeur, à.....	1 00
Dans celles de 12 mètres et au-dessus, à.....	1 15
Grands balcons.....	0 80
Herses, chardons, artichauts et fraises.....	0 80
Auvents de boutiques.....	0 80
Petits auvents au-dessus des croisées.....	0 25
Bornes dans les rues au-dessous de 10 mètres de largeur.....	0 30
Bornes dans les rues de 10 mètres et au-dessus.....	0 80
Bancs de pierre aux côtés des portes des maisons.....	0 60
Corniches en menuiserie sur boutique.....	0 50
Abat-jour de croisée, dans la partie la plus élevée.....	0 33
Moulinets de boulanger et poulies.....	0 50
Petits balcons, y compris l'appui des croisées ¹	0 25
Seuils, socles.....	0 22
Colonnes isolées en menuiserie.....	0 16
Colonnes engagées en menuiserie.....	0 16
Pilastres en menuiserie.....	0 16
Barreaux et grilles de boutiques.....	0 16
Appui de boutique.....	0 16
Tuyaux de descente ou d'évier.....	0 16
Cuvettes.....	0 16

¹ Le décret du 27 octobre 1808 distingue trois sortes de balcons : les grands balcons, les petits balcons avec construction nouvelle aux croisées, les petits balcons (ou balustrades) sans construction nouvelle. Les premiers et les seconds sont classés par le décret dans les objets de grande voirie; les troisièmes appartiennent à la petite voirie. Ici, l'ordonnance du 24 décembre 1825 donne aux premiers une saillie de 80 centimètres; la saillie de 32 centimètres ne paraît être donnée qu'aux seconds. Quant aux troisièmes, ils ne sont en général accordés, dans la pratique que jusqu'à 15 centimètres; comme l'ordonnance n'en parle pas, on les assimile aux bordures et objets pour lesquels cette dimension est autorisée. — Cependant le préfet de police doit être consulté sur l'établissement des grands et des petits balcons, parce qu'ils intéressent éminemment la sûreté publique.

Lorsque des balcons forment entablement, ils ne peuvent avoir une saillie plus grande que celle qui est considérée par les règlements pour les entablements. (Cons. d'Etat, 6 sept. 1836, Sanejouand.)

L'établissement d'une rampe en fer sur un entablement d'ailleurs régulier, le long d'un espace en attique, constitue un grand balcon soumis aux limitations et prohibitions de l'ordonnance royale du 24 décembre 1825. (Cons. d'Etat, 23 déc. 1842, Guirand.)

Devanture de boutique, toute espèce d'ornements compris.....	0 46
Tableaux, enseignes, bustes, reliefs, montres, attributs, y compris les bordures, supports et points d'appui.....	0 16
Jalousies.....	0 16
Persiennes ou contravents.....	0 11
Appui de croisée.....	0 08
Barres de support.....	0 08
(Les parements de décorations au-dessus du rez-de-chaussée n'auront que l'épaisseur des bois appliqués au mur.)	

SECTION 2. — *Saillies mobiles.*

	m. c.
Lanternes ou transparents avec potence.....	0 75
Lanternes ou transparents en forme d'applique.....	0 22
Tableaux, écussons, enseignes, montres, étalages, attributs, y compris les supports, bordures, crochets et point d'appui.....	0 16
Appui de boutique, y compris les barres et crochets.....	0 16
Volets, contrevents ou fermeture de boutique.....	0 16
ART. 4. Les saillies déterminées par l'article précédent pourront être restreintes suivant les localités.	

TITRE III.

DISPOSITIONS RELATIVES A CHAQUE ESPÈCE DE SAILLIE.

SECTION 1^{re}. — *Barrières au-devant des maisons.*

ART. 5. Il est défendu d'établir des barrières fixes au-devant des maisons et de leurs dépendances, quelles qu'elles puissent être, tant dans les rues et places que sur les boulevards, à moins qu'elles ne soient reconnues nécessaires à la propreté et qu'elles ne gênent point la circulation. La saillie de ces barrières ne pourra, dans aucun cas, excéder un mètre et demi.

ART. 6. Les propriétaires auxquels il aura été accordé la permission d'établir des barrières seront obligés de les maintenir en bon état.

SECTION 2. — *Bancs, pas, marches, perrons, bornes.*

ART. 7. Il ne sera permis de placer des bancs au-devant des maisons que dans les rues de dix mètres de largeur et au-dessus. Ces bancs seront en pierre, ne dépasseront pas l'alignement de la base des bornes, et seront établis dans toute leur longueur sur maçonnerie pleine et chanfreinée.

ART. 8. Il est défendu de construire des perrons en saillie sur la voie publique. Les perrons actuellement existants seront supprimés, autant que faire se pourra, lorsqu'ils auront besoin de réparation. Il ne sera accordé de permission que pour les pas et marches, lorsque les localités l'exigeront. Ces pas et marches ne pourront dépasser l'alignement de la base des bornes. En cas d'insuffisance de cette saillie, le propriétaire rachètera la différence du niveau en se retirant sur lui-même. Néanmoins, les propriétaires des maisons riveraines des boulevards intérieurs de Paris pourront être autorisés à construire des perrons au devant desdites maisons, s'il est reconnu qu'ils soient absolument nécessaires, et que les localités ne permettent pas aux propriétaires de se retirer sur eux-mêmes. Ces perrons, quelle qu'en soit la forme, ne pourront, sous aucun prétexte, excéder un mètre de saillie, tout compris, ni approcher à

plus d'un mètre de distance de la ligne extérieure des arbres de la contre-allée.

ART. 9. Il est permis d'établir des bornes aux angles saillants des maisons formant encoignure de rue; mais, lorsque des encoignures seront disposées en pans coupés de soixante centimètres au moins et d'un mètre au plus de largeur, une seule borne sera placée au milieu du pan coupé¹.

SECTION 3. — Grands balcons.

ART. 10. Les permissions d'établir des grands balcons ne seront accordées que dans les rues de dix mètres de largeur et au-dessus, ainsi que dans les places et carrefours, et ce, d'après une enquête de *commodo et incommodo*.

S'il n'y a point d'opposition, les permissions seront délivrées. En cas d'opposition, il sera statué par le conseil de préfecture, sauf le recours au conseil d'État. Dans aucun cas, les grands balcons ne pourront être établis à moins de six mètres du sol de la voie publique. Le préfet de police sera toujours consulté sur l'établissement des grands et petits balcons².

SECTION 4. — Constructions provisoires, échoppes.

ART. 11. Il pourra être permis de masquer, par des constructions provisoires ou des appentis, tout renforcement entre deux maisons, pourvu qu'il n'ait pas au delà de huit mètres de longueur, et que sa profondeur soit au moins d'un mètre. Ces constructions ne devront, dans aucun cas, excéder la hauteur du rez-de-chaussée, et elles seront supprimées dès qu'une des maisons attenantes subira retranchement. Il est permis de masquer par des constructions légères, en forme de pan coupé, les angles de toute espèce de retranchement au-dessus de huit mètres de longueur, mais sous la même condition que ci-dessus pour leur établissement et leur suppression. Le préfet de police sera toujours consulté sur les demandes formées à cet effet.

ART. 12. Il est expressément défendu d'établir des échoppes en bois ailleurs que dans les angles et renforcements hors de l'alignement des rues et places. Toutes les échoppes existantes qui ne sont point conformes aux dispositions ci-dessus seront supprimées lorsque les détenteurs actuels cesseront de les occuper, à moins que l'autorité ne juge nécessaire d'en ordonner plus tôt la suppression.

SECTION 5. — Auvents et corniches de boutiques.

ART. 13. Il est défendu de construire des auvents et corniches en plâtre au-dessus des boutiques. Il ne pourra en être établi qu'en bois, avec la faculté de les revêtir extérieurement de métal; toute autre manière de les couvrir est prohibée. Les auvents et corniches en plâtre actuellement établis au-dessus des boutiques ne pourront être réparés. Ils seront démolis lorsqu'ils auront besoin de réparation, et ne seront rétablis qu'en bois³.

¹ Les pointes de pignon étant interdites dans la ville de Paris, il y a lieu d'ordonner la démolition de ces ouvrages édifiés sans autorisation, alors même qu'ils seraient établis en charpente et qu'ils n'auraient qu'un caractère provisoire. (Conseil d'État, 1^{er} décembre 1853, Demion et Duquenne.)

² Voyez la note de l'art. 3 ci-dessus, p. 111.

³ L'art. 13 de l'ordonnance du 24 décembre 1823, qui défend de construire des auvents et corniches en plâtre au-dessus des boutiques, et qui dispose qu'on ne pourra en établir qu'en bois, ne prohibe pas la construction de saillies en pierres de taille, faisant corps avec la maison. (Conseil d'État, 30 juin 1843, Bala.)

SECTION 10. — *Éviers.*

ART. 19. Les éviers pour l'écoulement des eaux ménagères seront permis, sous la condition expresse que leur orifice extérieur ne s'élèvera pas à plus d'un décimètre au-dessus du pavé de la rue ¹.

SECTION 11. — *Cuvettes.*

ART. 20. A l'avenir, et dans toutes les maisons de construction nouvelle, il ne pourra être établi, en saillie sur la voie publique, aucune espèce de cuvettes pour l'écoulement des eaux ménagères des étages supérieurs. Dans les maisons actuellement existantes, les cuvettes placées en saillie seront supprimées lorsqu'elles auront besoin de réparation, s'il est reconnu qu'elles peuvent être établies à l'intérieur. Dans le cas contraire, elles seront disposées, autant que faire se pourra, de manière à recevoir les eaux intérieurement, et garnies de hausses pour prévenir le déversement des eaux, et toute éclaboussure au-dessous.

SECTION 12. — *Construction en encorbellement.*

ART. 21. A l'avenir, il ne sera permis aucune construction en encorbellement, et la suppression de celles qui existent aura lieu toutes les fois qu'elles seront dans le cas d'être réparées.

SECTION 13. — *Corniches ou entablements.*

ART. 22. Les entablements et corniches en plâtre, au-dessus de seize centimètres de saillie, seront prohibés dans toutes les constructions en bois. Il ne sera permis d'établir des corniches ou entablements de plus de seize centimètres de saillie, qu'aux maisons construites en pierre ou moellon, sous la condition que ces corniches seront en pierre de taille ou en bois, et que la saillie n'excédera, dans aucun cas, l'épaisseur du mur à sa sommité. On pourra permettre des corniches ou entablements en bois sur les pans de bois. Les entablements ou corniches des maisons actuellement existantes, qui auront besoin d'être reconstruites en tout ou en partie, seront réduits à la saillie de seize centimètres, s'ils sont en plâtre, et ne pourront excéder en saillie l'épaisseur du mur à sa sommité, s'ils sont en pierre ou en bois.

SECTION 14. — *Gouttières saillantes.*

ART. 23. Les gouttières saillantes seront supprimées en totalité dans le délai d'une année, à partir de la publication de la présente ordonnance. Il ne sera perçu aucun droit de petite voirie pour les tuyaux de descente qui seront établis en remplacement des gouttières saillantes supprimées dans ce délai.

SECTION 15. — *Devantures de boutiques.*

ART. 24. Les devantures de boutiques, montres, bustes, reliefs, tableaux, enseignes et attributs fixes, dont la saillie excède celle qui est permise par l'art. 3 de la présente ordonnance, seront réduits à cette saillie, lorsqu'il y sera fait

¹ Voyez n° 23.

quelques réparations. Dans aucun cas, les objets ci-dessus désignés qui sont susceptibles d'être réduits ne pourront subsister, savoir : les devantures de boutiques, au delà de neuf années, et les autres objets, au delà de trois années, à compter de la publication de la présente ordonnance. Les établissements du même genre qui sont mobiles seront réduits dans l'année. Seront supprimées, dans le même délai, toutes saillies fixes placées au devant d'autres saillies.

ART. 25. Il n'est point dérogé aux dispositions des anciens règlements concernant les saillies, ni au décret du 13 août 1810, concernant les auvents des spectacles et de l'esplanade des boulevards, en tout ce qui n'est pas contraire à la présente ordonnance.

N° 30.

Règlement général sur l'exploitation des carrières, plâtrières, glaisières, sablonnières, marnières et crayères, dans les départements de la Seine et de Seine-et-Oise, approuvé par décret du 22 mars 1813.

TITRE I^{er}.

DES OBLIGATIONS ET FORMALITÉS À REMPLIR PAR LES EXPLOITANTS.

SECTION 1^{re}. — *Formalités préliminaires à l'exploitation.*

ART. 1^{er}. Nul ne pourra, à peine d'amende, ouvrir des carrières, plâtrières, glaisières, sablonnières, marnières ou crayères, pour les exploiter, ni dans son propre terrain, ni dans un terrain par lui tenu à titre précaire, sans en avoir demandé et obtenu la permission.

ART. 2. Tout exploitant qui se proposera d'entreprendre une extraction quelconque, sera tenu d'adresser au sous-préfet de l'arrondissement dans lequel se trouvera situé le terrain à exploiter, sa demande en double expédition dont une sur papier timbré.

Il devra énoncer, dans sa pétition, ses nom, prénoms et demeure, la commune et la désignation particulière du lieu où il se propose de fouiller, l'étendue du terrain à exploiter, la nature de la masse, son épaisseur, et la profondeur à laquelle elle se trouve; enfin, le mode d'exploitation qu'il entendra suivre et employer.

ART. 3. A sa pétition le demandeur joindra, aussi en double expédition, un plan du terrain à exploiter, fait sur l'échelle d'un deux cent-seizième des dimensions linéaires ¹, et maillé de dix en dix millimètres; le titre ou extrait du titre de la propriété du terrain, ou le traité par lequel il aura acquis le droit d'exploitation; enfin, pour faire connaître ses facultés pécuniaires, une copie certifiée des articles le concernant, dans les matrices de rôles des diverses contributions directes auxquelles il se trouve imposé.

ART. 4. Le sous-préfet, après avoir consulté le maire de la commune du demandeur et celui de la commune où doit être établie l'exploitation, donnera son avis sur la personne et sur les avantages ou les inconvénients de l'exploit-

¹ Cette échelle répond à celle de quatre lignes pour toise, prescrite depuis longtemps pour les plans des carrières. Il est nécessaire de la conserver pour pouvoir accorder les nouveaux plans avec ceux qui existent déjà au nombre d'environ quinze cents.

iation projetée. Cet avis sera adressé au préfet du département, avec la pétition et les titres du demandeur, dans le délai d'un mois au plus tard, à dater du jour de l'enregistrement à la sous-préfecture,

ART. 5. La pétition, les plans, les titres, déclarations et avis des autorités locales, après avoir été enregistrés à la préfecture, seront envoyés à l'inspecteur général des carrières, lequel reconnaîtra ou fera reconnaître par l'un des inspecteurs particuliers :

1° L'existence, la nature et la manière d'être de la masse à exploiter;

2° Si le mode d'exploitation proposé est convenable à l'état de la masse ou aux dispositions locales, ou s'il y a lieu d'en prescrire un autre plus avantageux ;

3° Si l'étendue du terrain est suffisante pour y asseoir une exploitation utile, sans nuire aux propriétés ou aux exploitations voisines;

3° Enfin, les lieux où doivent être faites les ouvertures, en conservant la distance des chemins, aqueducs, tuyaux de conduite et habitations, prescrite par les règlements.

ART. 6. Sur le vu des autorités locales et du rapport de l'inspecteur général des carrières, le préfet statuera. Les permissions accordées seront publiées et affichées dans les communes respectives.

Ces affiches et publications seront faites à la diligence des maires et adjoints des communes intéressées.

ART. 7. A cet effet, des ampliations des autorisations accordées seront adressées au sous-préfet de l'arrondissement dans lequel devra se faire l'exploitation, ainsi qu'à l'inspecteur général des carrières.

ART. 8. Il sera tenu, tant à la préfecture que dans le bureau de l'inspecteur général, un registre desdites autorisations, par ordre de dates et de nombres: il sera formé une série générale de ces numéros, qui seront indiqués dans les autorisations.

ART. 9. Les droits de timbre des expéditions et ampliations et le droit d'enregistrement seront à la charge de l'impétrant.

ART. 10. Les droits résultant des permissions accordées en conformité des articles précédents ne pourront être cédés ni transportés, soit par celui à qui lesdites permissions auront été accordées, soit par ses ayants cause, sans une autorisation spéciale du préfet. Les héritiers seront tenus à faire, devant le préfet, la déclaration de l'intention où ils sont de continuer ou de cesser l'exploitation.

ART. 11. A défaut de s'être mis en règle à cet égard, en observant les formalités prescrites ci-dessus, les héritiers ou cessionnaires seront regardés comme exploitant sans permission, et, en conséquence, traités comme étant en contravention.

SECTION 2. — Règles à suivre pendant l'exploitation.

ART. 12. Avant de commencer ses travaux, l'exploitant autorisé devra, à peine d'amende, placer dans un lieu apparent, à l'ouverture de l'exploitation projetée, une plaque en tôle, attachée sur un poteau, portant le nom de la commune d'où dépend le terrain à exploiter, le sien propre et le numéro sous lequel est enregistrée sa permission.

ART. 13. L'exploitant sera tenu de se conformer aux instructions concernant la sûreté publique, qui lui seront transmises, soit par l'inspecteur général, soit par les inspecteurs particuliers des carrières : ces instructions seront visées préalablement par le préfet du département.

Art. 14. Il ne pourra aussi, à peine d'amende, changer le mode d'exploitation qui lui aura été prescrit, sans en avoir préalablement demandé et obtenu l'autorisation dans les formes indiquées, section première, pour les permissions d'exploiter.

Art. 15. Il sera tenu de faire connaître, au commencement de chaque année, par un plan de ses travaux dressé sur la même échelle que le plan de surface mentionné dans l'article 3, les augmentations de sa carrière pendant l'année précédente.

Art. 16. L'exploitant sera tenu de faciliter auxdits inspecteurs tous les moyens de visiter et de reconnaître ses travaux : il devra même les accompagner toutes les fois qu'il en sera requis. Lesdits inspecteurs pourront, au surplus, en cas de besoin, requérir main-force auprès des autorités constituées, pour qu'il leur soit prêté assistance dans l'exercice de leurs fonctions, pour l'exécution et le maintien des règlements.

Art. 17. L'inspecteur général et les inspecteurs particuliers veilleront dans leurs tournées à ce que les exploitants n'aient ou n'emploient que des ouvriers porteurs de livrets, conformément à la loi du 22 germinal an xi et à l'arrêté du gouvernement du 22 frimaire an xiii.

Art. 18. L'exploitant est personnellement responsable du fait de ses employés et ouvriers.

SECTION 3. — Formalités à remplir en cas de suspension ou cessation de l'exploitation.

Art. 19. Nul exploitant ne pourra, à peine d'amende et de responsabilité de tous accidents, interrompre ou suspendre son exploitation sans en avoir donné avis à l'inspecteur général des carrières et obtenu l'agrément du préfet.

Art. 20. Durant l'interruption ou la suspension d'une exploitation et jusqu'à ce qu'il ait été statué sur sa reprise, l'entrée en sera murillée et fermée par des portes garnies de ferrures ou de cadenas; les puits seront couverts de madriers et de barricades suffisants et arrêtés de manière à garantir de tous accidents; et ce, sous les peines portées par l'article 10.

Art. 21. Nul exploitant ne pourra, de même sous peine d'amende et de responsabilité, abandonner définitivement ses travaux, en combler les trous ou puits, en enlever les échelles, ni en fermer les galeries de caveage, sans en avoir au préalable demandé et obtenu la permission.

Art. 22. La demande d'abandon ou de comblement devra être adressée au préfet du département, pour être ensuite par lui renvoyée à l'inspecteur général des carrières, qui constatera ou fera constater par un procès-verbal,

- 1° L'état des travaux avant l'abandon;
- 2° Si l'exploitation a été bien faite;
- 3° Si quelques parties ne périclitent pas; cas auquel il ordonnerait les travaux nécessaires, aux frais de l'exploitant;
- 4° Enfin, si la fermeture de la carrière ne présente aucun danger.

Art. 23. L'inspecteur général se fera remettre un plan de l'état de la carrière, et enverra le tout, avec son rapport, au préfet, qui statuera.

Art. 24. Il sera adressé au sous-préfet de l'arrondissement, ainsi qu'à l'inspecteur général des carrières, des ampliations de l'arrêté qui sera intervenu : une expédition en sera aussi délivrée à l'impétrant.

Art. 25. Dans le cas où l'exploitation interrompue ou abandonnée sans permission serait au compte d'un exploitant à titre précaire, le propriétaire deviendra responsable des événements, comme si l'interruption ou abandon était son propre fait : il sera, en conséquence, tenu de faire sauter par les

mines, et sous les ordres des préposés de l'inspection, les parties menaçantes.

ART. 26. A défaut, par le propriétaire, de se conformer aux ordres donnés à cet égard, le préfet, sur l'avis de l'inspecteur général, ordonnera le comblement de la carrière; et les frais de cette opération, du montant desquels il sera décerné une ordonnance exécutoire contre le propriétaire, seront payés, en cas de refus, comme les contributions publiques ¹.

SECTION 4. — *Cas d'interdiction des exploitations.*

ART. 27. Toute exploitation, d'après quelque mode qu'elle s'opère, dont l'état actuel présenterait des dangers auxquels on ne pourrait opposer des précautions suffisantes, sera interdite et condamnée, alors murillée et abattue, s'il est nécessaire.

ART. 28. L'affaissement ou le comblement des carrières condamnées sera exécuté, au refus des propriétaires, par les préposés de l'inspection, aux frais des exploitants, indépendamment des indemnités de droit, s'ils ont excavé sous la propriété d'autrui, ou à des distances défendues par les règlements.

SECTION 5. — *Des expertises.*

ART. 29. Les dispositions du titre IX de la loi du 21 avril 1810, et particulièrement celles relatives au choix des experts et aux plans à produire pour les expertises, seront toujours appliquées dans les expertises relatives aux carrières des départements de la Seine et de Seine-et-Oise.

TITRE II.

DES PEINES A ENCOURIR EN CAS DE CONTRAVENTION.

SECTION 1^{re}. — *Des amendes.*

ART. 30. Les amendes à prononcer dans les cas prévus par le présent règlement ne pourront excéder cent cinquante francs pour la première fois, ni être moindres de cinquante francs : elles seront doublées en cas de récidive.

ART. 31. Lesdites amendes seront prononcées en conseil de préfecture, sur le rapport de l'inspecteur général des carrières, sans préjudice des dommages-intérêts envers qui de droit.

ART. 32. Le produit net de ces amendes sera versé par la régie des domaines dans la caisse du receveur général du département, pour être employé, dans l'étendue dudit département, aux travaux extraordinaires que nécessiteront les exploitations, soit pour les améliorations, les recherches, les sondages, etc., soit pour la cuisson de la chaux et du plâtre par les nouveaux procédés, soit pour la construction des fourneaux d'essai et l'achat des combustibles.

SECTION 2. — *De l'annulation des permissions.*

ART. 33. Lorsqu'un exploitant, après trois contraventions, sera convaincu d'un nouveau délit, la permission lui sera retirée.

ART. 34. Il y aura également lieu à retirer la permission pour cessation de travaux pendant un an, sans autorisation ou force majeure.

ART. 35. La permission sera retirée par arrêté du préfet, sur le rapport de

¹ Ces dispositions, ainsi que la plupart de celles prescrites dans ce titre, existent dans les anciens règlements sur le fait des carrières.

l'inspecteur général des carrières : cet arrêté sera exécuté de suite, à la diligence des maires et adjoints et de la gendarmerie, aux frais des permissionnaires.

ART. 36. Dans le cas de permission retirée, il sera procédé à la visite de l'exploitation, ainsi qu'il est déterminé aux articles 22, 27 et 28, afin qu'une nouvelle permission soit donnée s'il y a lieu.

TITRE III.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

ART. 37. Toutes les permissions accordées antérieurement au présent règlement seront, par les impétrants, représentées à l'inspecteur général des carrières, qui les visera et les fera inscrire dans leur ordre de série, au fur et à mesure du *visa*, sur le registre général dont il est parlé art 8. Celui-ci les adressera au préfet du département, pour être revêtues des mêmes formalités.

ART. 38. Cette vérification se fera dans le délai de trois mois.

ART. 39. Le délai expiré, toute exploitation dont le propriétaire n'aura pas fait viser sa permission ou ne justifiera pas avoir fait les demandes nécessaires pour obtenir ce *visa*, sera suspendue.

ART. 40. A cet effet, une visite générale des exploitations sera faite après ce délai, pour constater l'exécution des mesures ci-dessus prescrites.

ART. 41. Les procès-verbaux de visite seront adressés au préfet du département, avec un état indicatif des exploitations dont les permissions anciennes n'auront pas subi la formalité de la révision.

ART. 42. Tout propriétaire de carrière anciennement exploitée et présentement abandonnée, sera tenu de déclarer au secrétariat de la préfecture, dans le délai de deux mois, la situation de ses travaux, et depuis quel temps ils sont abandonnés, afin que, sur sa déclaration, il puisse être pris telle mesure qu'il appartiendra.

ART. 43. Toute contravention à l'article précédent, par négligence ou retard dans la déclaration, qui sera constatée par un inspecteur des carrières, sera punie par une amende, conformément aux dispositions de la section 1^{re} ci-dessus.

ART. 44. Les dispositions contenues au présent règlement général de l'administration sont applicables à toute nature de matière exploitable, soit pierre, plâtre, glaise, sable, marne et craie, dont les divers modes d'exploitation seront l'objet d'autant de règlements particuliers, et ne s'appliqueront pas aux carrières qui sont à ciel ouvert.

N° 31.

Règlement spécial concernant l'exploitation des carrières de pierre à plâtre dans les départements de la Seine et de Seine-et-Oise, approuvé par décret du 22 Mars 1813.

TITRE I^{er}.

DÉFINITION ET CLASSEMENT DE LA MATIÈRE EXPLOITABLE, ET DES MODES D'EXPLOITATION.

ART. 1^{er}. Les carrières de pierre à plâtre se distinguent et se classent en carrières de haute, de moyenne ou de basse masse.

Ce classement est déterminé par le plus ou le moins d'épaisseur de la masse, quelles que soient sa longueur et sa largeur, et abstraction faite de l'épaisseur des terres qui la recouvrent.

Les épaisseurs qui constituent les deux premières espèces de masse, sont :

Pour les hautes.....	15—18 mètres.
Pour les moyennes.....	5—7 id.

Les basses masses sont celles qui, sur douze mètres environ d'épaisseur, offrent alternativement des bancs de pierre à plâtre et des couches de marno ou d'argile.

ART. 2. L'exploitation de chaque espèce de masse peut être faite de trois manières, savoir :

1^o A découvert, en déblayant la superficie ;

2^o Par cavage à bouche, en pratiquant, soit au pied, soit dans le flanc d'une montagne, des ouvertures au moyen desquelles on pénètre dans son sein par des galeries plus ou moins larges ;

3^o Par puits, en creusant, à la superficie d'un terrain, des ouvertures qui descendent perpendiculairement au sein de la masse dans laquelle l'extraction progressive de la matière forme des galeries.

TITRE II

DE L'EXPLOITATION A DÉCOUVERT.

SECTION 1^{re}. — *Cas où ce mode d'exploitation est prescrit.*

ART. 3. Doivent être exploitées à découvert ou par tranchées ouvertes :

1^o Toute haute masse qui ne sera pas recouverte de plus de six mètres de terre, ou qui aura été reconnue ne pouvoir être exploitée par cavage, soit à cause du manque de solidité des bancs du ciel, soit à cause de leur trop grande quantité de fentes, filets ou filières ;

2^o Toute moyenne masse, lorsqu'elle ne sera pas recouverte de plus de trois à quatre mètres de terre, ou qu'il n'y aura pas de ciel solide ;

3^o Les basses masses ou bancs de pierre franche, lorsqu'ils ne seront recouverts que de trois à quatre mètres de terre.

SECTION 2. — *Règles de cette Exploitation.*

ART. 4. Les terres seront coupées en retraite, par banquettes, avec talus suffisans pour empêcher l'éboulement des masses supérieures : la pente ou l'angle à donner au talus sera déterminé, après la reconnaissance des lieux, à raison de la nature et du plus ou moins de consistance des bancs de recouvrement.

ART. 5. Il sera ouvert un fossé d'un à deux mètres de profondeur et d'autant de largeur au-dessus de l'exploitation, en rejetant le déblai sur le bord du terrain du côté des travaux, pour y former une berge ou rempart destiné à prévenir les accidents et à détourner les eaux.

ART. 6. L'exploitation ne pourra être poussée qu'à la distance de dix mètres des deux côtés des chemins, édifices et constructions quelconques.

ART. 7. Il sera laissé, outre la distance de dix mètres prescrite par l'article précédent, un mètre par mètre d'épaisseur des terres au-dessus de la masse exploitée, aux abords desdits chemins, édifices et constructions.

ART. 8. Aux approches des aqueducs construits en maçonnerie pour la con-

droite des eaux des communes, tels que ceux de Rangis et d'Arcueil, les fouilles ne pourront être poussées qu'à dix mètres de chaque côté de la clef de la voûte, et, aux approches des simples conduites en plomb, en fer ou en pierre, comme celles des Prés-Saint-Gervais, de Belleville et autres, les fouilles ne pourront être poussées qu'à quatre mètres de chaque côté : les distances fixées par cet article pourront être augmentées sur le rapport des inspecteurs des carrières, ensuite d'une inspection des lieux, d'après la nature du terrain et la profondeur à laquelle se trouveront respectivement les aqueducs et les exploitations.

ART. 9. La distance à observer aux approches des terrains libres sera déterminée d'après la nature et l'épaisseur des terres recouvrant la masse à exploiter, en se conformant à l'article 4.

TITRE III.

DE L'EXPLOITATION PAR CAVAGE A BOUCHE.

SECTION 1^{re}. — *Cas où ce mode d'exploitation est autorisé.*

ART. 10. Pourront être exploitées par cavage :

1^{re} Les hautes masses qui se retrouveront recouvertes de plus de six mètres de terre, lorsqu'il aura été reconnu que le décombrement, pour en suivre l'exploitation à découvert, présenterait trop de difficultés ; lorsque les bancs supérieurs promettent un ciel solide, que les fentes, filets ou filières ne sont pas en assez grand nombre pour porter préjudice à la sûreté d'une exploitation souterraine ; enfin, lorsque la manière d'être de la masse permet d'y entrer par galeries de cavage ;

2^{re} Les moyennes masses, lorsqu'il aura été reconnu que la couche de recouvrement est trop considérable pour qu'on la puisse exploiter à découvert ;

3^{re} Les basses masses dans les vallées dont les pentes escarpées mettent ces masses à découvert, mais seulement si les couches qui les recouvrent ont un ciel solide, et si les masses ont au moins deux mètres de hauteur.

SECTION 2. — *Règle particulière pour les hautes masses.*

ART. 11. L'exploitation de haute masse par cavage à bouche sera divisée en trois classes ; savoir : le *grand*, le *moyen* et le *petit cavage*, en prenant pour base de cette division les facultés des exploitants, l'étendue de la surface de leur terrain, et les circonstances locales.

ART. 12. Le *grand cavage* aura lieu sur un front de masse de quarante à cinquante-cinq mètres.

Le *moyen cavage* aura de trente à quarante mètres de front.

Le *petit cavage* enfin sera sur un front de masse de vingt à trente mètres.

ART. 13. Aux deux extrémités de la masse, on percera une ou deux rues de service, en ligne droite, de quatre à sept mètres de largeur chacune, séparées des ateliers par des piliers de quatre mètres de front ou de largeur.

ART. 14. Entre ces deux rues, dans le *grand cavage*, ou sur le côté de la rue pratiquée pour le *moyen* et le *petit cavage*, seront ouvertes deux grandes chambres, dites *ateliers*, de sept à quatorze mètres au plus d'ouverture, séparées entre elles par une rangée de piliers en ligne droite, de quatre mètres de front.

ART. 15. La largeur des piliers sera constante ; leur longueur seule variera, ainsi qu'il suit :

Relativement aux piliers servant à séparer les rues de service des ateliers, le premier, du côté du jour, aura treize mètres de longueur ; les autres auront sept mètres, et seront espacés les uns des autres de six mètres.

A l'égard des piliers qui séparent entre eux les ateliers, tous auront six mètres de longueur et seront espacés les uns des autres de sept mètres.

En général, ces piliers seront répartis le plus régulièrement possible, de manière à ce que les pleins puissent répondre aux vides, ou les piliers aux ouvertures.

ART. 16. Si, au lieu de découvrir la haute masse sur un front plus ou moins étendu, il est jugé plus expédient d'ouvrir des rampes et des galeries inclinées pour descendre dans la haute masse, et y pratiquer un cavage, l'exploitant sera tenu de les voûter dans toute la partie des terres de recouvrement traversées, et de les parer en ligne droite. Ces rampes auront au moins deux mètres de hauteur, et un et demi de largeur, si elles servent pour le passage des hommes ou des animaux, et trois mètres de hauteur sur autant de largeur, si elles servent pour l'extraction par le moyen des voitures, en pratiquant d'ailleurs, sur l'un et l'autre côté et de distance en distance, quelques repos pour éviter aux ouvriers la rencontre des chevaux et voitures ; leur pente enfin sera d'un demi-décimètre et au plus de deux décimètres par mètre, pour les rampes qui ne serviront que de passage.

SECTION 3. — Règles particulières pour les moyennes et basses masses.

ART. 17. Le cavage de moyenne et basse masse se fera sur un front de vingt-cinq à trente mètres de largeur, de la manière suivante :

Aux deux extrémités du front, il sera percé deux rues de service, de quatre à cinq mètres de largeur.

Des piliers de trois mètres de front seront ménagés sur le côté de ces rues qui répondront aux ateliers : ces piliers auront cinq mètres de longueur ; ils seront espacés de quatre mètres : le premier pilier seulement aura neuf mètres de longueur.

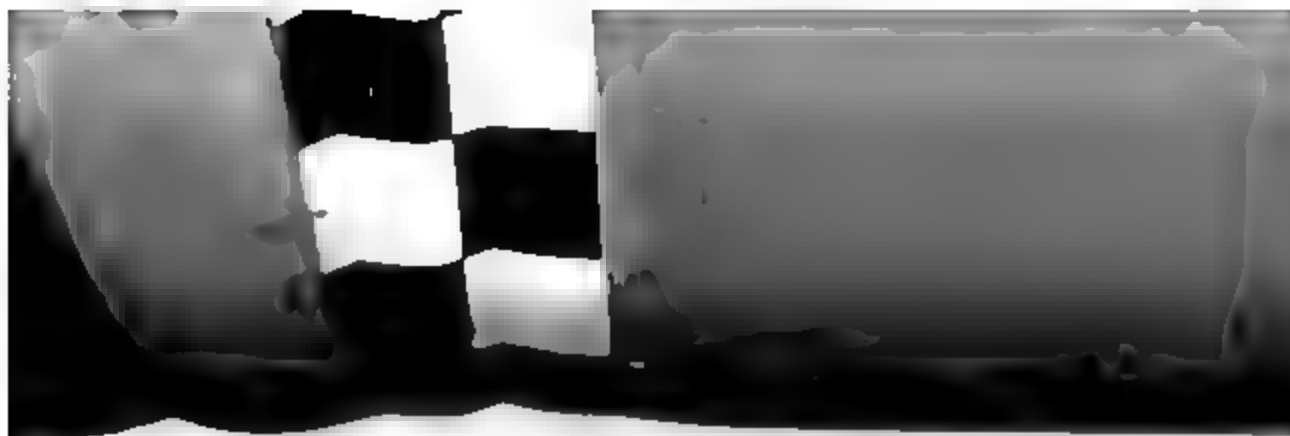
Les tailles ou ateliers auront cinq à six mètres de largeur ; une rangée de piliers, de trois mètres sur chaque face, séparera les deux chambres d'ateliers ; ces piliers auront quatre mètres de longueur ; ils seront séparés les uns des autres par des ouvertures de cinq mètres.

SECTION 4. — Règles communes à tous les cavages.

ART. 18. Sur la longueur du front d'un cavage, on enlèvera, en tout ou en partie, le recouvrement de la masse, de manière à y former une retraite ou banquette de trois mètres de largeur, suivant la solidité des terres ; au-dessus de cette retraite ou banquette, les terres de recouvrement seront jetées et dressées en talus : les dimensions des talus et banquettes seront déterminées à l'avance et exprimées dans l'autorisation d'exploiter.

ART. 19. Un fossé de deux mètres de largeur et d'autant de profondeur sera ouvert parallèlement et au-dessus du front de masse. Les terres du fossé seront rejetées du côté de l'escarpement, ainsi qu'il est prescrit article 3, concernant l'exploitation à découvert.

ART. 20. La hauteur de l'excavation sera celle de la masse, moins la banc servant de toit ou ciel, dit banc des moutons, et celui servant de sol, dit banc des fusils, au total de treize à seize mètres.



ART. 21. A moitié hauteur des piliers, ou à six ou huit mètres du sol, commencera leur encoorbement ou nez, lequel aura toujours une telle saillie, que, soit dans les ateliers, soit dans les rues de service, le ciel n'ait jamais plus de deux mètres de largeur. Cette saillie sera droite ou arquée, suivant les ordres qui seront donnés par les ingénieurs-inspecteurs des carrières.

ART. 22. Pour donner plus de solidité au ciel, toutes les fois qu'une fente ou filet se présentera dans la taille ou l'atelier, elle sera ménagée au milieu du ciel, et non rejetée sur l'un de ses côtés : dans ce cas, les piliers devront être avancés ou reculés, mais toujours le moins irrégulièrement possible.

ART. 23. Lorsque l'excavation sera avancée d'environ quarante cinq à cinquante mètres de profondeur, ou que le quatrième pilier du milieu des ateliers aura été dégagé et tourné entièrement, et suivant les circonstances ou l'urgence, on enlèvera l'étaisonnement du premier pilier à l'entrée des chambres ou ateliers, et on le fera sauter par les mines, de manière à opérer les comblements des parties environnantes, et n'avoir toujours que trois piliers intermédiaires entre l'éboulement et les travaux du fond de la carrière.

ART. 24. Le moyen des éboulements et comblements ne sera employé que pour les hautes et moyennes masses; les excavations des basses masses seront bourrées et remblayées avec les déblais des couches de marne et de terre, ainsi que cela se pratique dans les exploitations par puits, piliers à bras, muraillement et bourrages, desquelles il sera parlé ci-après, art. 64 et 65.

ART. 25. Les rues de service qui doivent être conservées tout le temps que durera le cavage seront étaisonnées solidement et suivant l'état des piliers des rues, et soutenues par la construction de quelques voûtes ou arceaux.

ART. 26. Lorsque le cavage aura été suivi jusqu'aux limites de la propriété, ou jusqu'à la distance de cent mètres environ de l'entrée du jour, ou, ce qui revient au même, lorsque le huitième pilier aura été tourné, l'exploitation sera suspendue au fond du cavage; et on abattra tous les piliers du milieu pour commencer une exploitation semblable à droite et à gauche de la première, et même dans le fond de la carrière, s'il y a lieu, en profitant des deux rues de service qui auront été ménagées ou conservées.

ART. 27. Lorsque ces nouvelles exploitations seront terminées ou arrivées au même terme que la première, on abattra les piliers des rues de service devenues inutiles, en commençant par ceux du fond et venant en retraite jusqu'à l'ouverture des rues. Dans le cas prévu par le présent article et par le précédent, l'exploitant se conformera à ce qui est prescrit ci-après article 56.

ART. 28. Pour le complément de l'exploitation d'une haute masse, les piliers enfouis lors des éboulements pourront être exploités à découvert et par tranchées ouvertes dans les décombres du recouvrement.

L'exploitation des moyennes et basses masses sera regardée comme définitivement terminée par les éboulements et comblements.

ART. 29. Les cavages de toute espèce ne pourront être poussés qu'à la distance de dix mètres des deux côtés des chemins à voiture, de quelque classe qu'ils soient, des édifices et constructions quelconques, plus un mètre par mètre d'épaisseur des terres.

ART. 30. Lorsque, par la suite des exploitations, les chemins réservés avec les parties collatérales par l'article 25 deviendront inutiles ou pourront être changés sans aucun inconvénient, les masses de plâtre y existantes pourront être exploitées.

TITRE IV.

DE L'EXPLOITATION PAR PUITS.

SECTION 1^{re}. — *Cas où ce mode d'exploitation est autorisé.*

ART. 31. Pourront être exploités par puits :

1^o Les parties de haute masse recouvertes d'une grande épaisseur de terre, comme à Suresne, Nanterre, le Mont-Valérien, Châtillon, Clamart, Bagneux, Antony, Villejuif et Vauzy;

2^o La moyenne masse, si elle est recouverte d'une trop grande épaisseur de terre, de telle sorte qu'on ne puisse, en aucun endroit, se préparer un escarpement et un front suffisants pour y ouvrir un cavage;

3^o Les basses masses, lorsqu'elles sont également recouvertes d'une grande épaisseur de terre, et qu'on ne peut les attaquer sur le même front.

SECTION 2. — *Règles de cette exploitation.*

ART. 32. L'exploitation par puits s'exécutera de deux manières, suivant l'épaisseur de la masse et sa solidité, savoir :

1^o Par piliers à bras, avec muraillement, bagues et bourrages;

2^o Par piliers tournés.

§ 1^{er}. *Construction des Puits.*

ART. 33. Dans l'un et l'autre genre d'exploitation, le puits sera boisé ou muraillé.

ART. 34. Si le puits est boisé, on ne pourra employer, pour les cadres de boisage, que du bois de chêne, comme le seul propre, par sa solidité et par le bruit qu'il fait en rompant, à prévenir les accidents, et à avertir à temps les ouvriers. Les pièces des cadres auront au moins seize centimètres de grosseur.

Derrière les cadres, les plateaux ou palplanches seront rapprochés et réunis le plus possible.

Les puits boisés, s'ils sont carrés, auront au moins deux mètres de côté; mais, s'ils présentent un carré long, ils pourront avoir deux mètres de longueur sur un mètre trente centimètres de largeur.

Les puits ne seront boisés que jusqu'à la masse solide; mais, si elle a peu de solidité, ils le seront dans toute leur hauteur.

ART. 35. Si les puits sont muraillés, ils auront au moins deux mètres de diamètre.

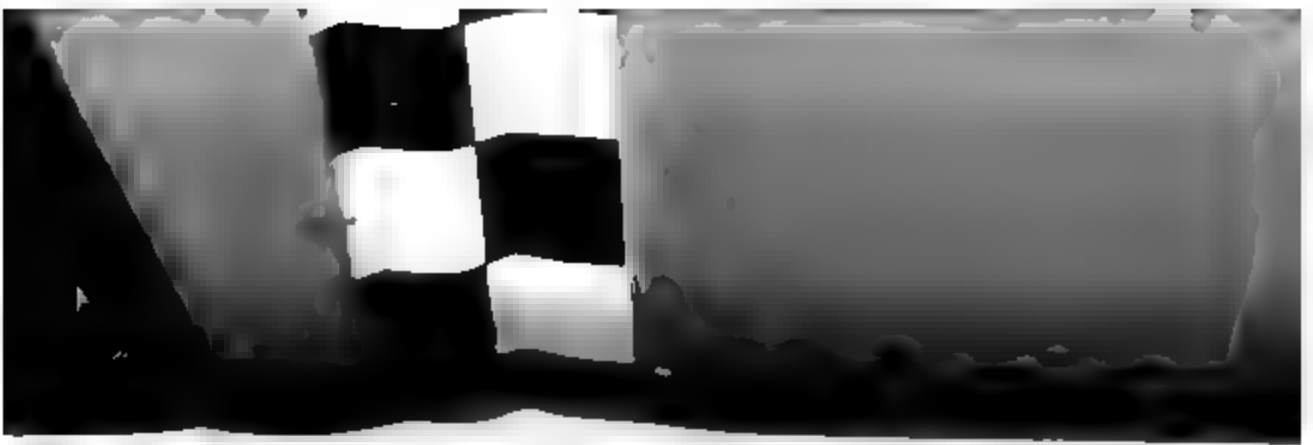
Leur maçonnerie sera descendue jusqu'à la masse solide; et si elle ne l'est point suffisamment, leur muraillement sera exécuté dans toute la hauteur.

ART. 36. Les ouvertures des puits ne pourront se faire qu'à vingt mètres des chemins, édifices et constructions quelconques, sauf les exceptions qu'exigeraient les localités, sur lesquelles il sera statué par le préfet, d'après le rapport de l'ingénieur en chef.

§ II. *De l'exploitation par puits et piliers tournés.*

ART. 37. Cette exploitation se fera de la manière suivante :

Le puits étant percé suivant les formes prescrites, on creusera à son pied deux galeries se coupant à angle droit l'une sur l'autre, ayant trois mètres seulement



de largeur près du puits pour former quatre piliers qui soutiendront le puits ; ils auront chacun quatre mètres de face, sauf les angles qui seront abattus par la courbure du puits. A partir de ces premiers piliers, on continuera les galeries en ligne droite sur cinq mètres de largeur.

Art. 38. Perpendiculairement à ces galeries, on ouvrira des tailles ou ateliers de cinq mètres de largeur, en laissant, entre chaque, des piliers de trois mètres en tous sens.

Enfin on suivra les mêmes directions et proportions pour les tailles et piliers suivants, de manière à ce que le plan de la carrière présente un ensemble régulier de pleins et de vides, à l'exception des quatre piliers du puits, destinés ou ordonnés pour en assurer la solidité.

Le nez des piliers commencera à moitié hauteur ; il aura en saillie le tiers de la largeur de la galerie ou de l'atelier.

Art. 39. Lorsque l'exploitation aura été portée aux extrémités de la propriété, ou qu'elle aura atteint la distance de cinquante mètres environ, depuis le pied du puits jusqu'aux extrémités de la carrière, ou lorsque les galeries auront cent mètres de longueur environ, l'exploitant sera tenu d'en donner avis à l'inspecteur des carrières, qui jugera, d'après l'état des travaux, si l'on peut continuer l'exploitation par le même puits, ou s'il n'est pas préférable d'en percer un autre.

Art. 40. Si l'état des travaux fait craindre des tassements ou des éboulements, l'inspecteur général en donnera avis, et il sera ordonné de faire sauter et combler toutes les parties qui pourraient donner quelque inquiétude, en commençant par les plus éloignées du pied du puits, et s'en rapprochant successivement.

§ III De l'exploitation par puits, muraillements, piliers à bras et bourrages ou remblais

Art. 41. Ce mode d'exploitation sera employé pour les parties de hautes masses qui n'offrent pas assez de solidité pour y pouvoir pratiquer l'exploitation par piliers tournés : l'usage en sera déterminé par les inspecteurs dans leur avis sur la demande en permission.

Art. 42. Cette exploitation se fera de la manière suivante :

Par le pied du puits, on mènera à angle droit, l'une sur l'autre, quatre galeries de deux mètres de largeur et de deux à trois mètres de hauteur. Ces galeries seront voûtées partout où le besoin l'exigera ; leur longueur sera déterminée par celle de la propriété.

Art. 43. Les quatre piliers formés au pied des puits par la rencontre des galeries auront alternativement une épaisseur de quatre mètres au moins sur une des faces adjacentes au puits, et seront, de l'autre, prolongés sur toute la longueur des quatre galeries partant du puits, de manière que chacune d'elles ait un de ses côtés soutenu par un de ces massifs, et l'autre par les murs et remblais alternatifs qui vont être déterminés.

Art. 44. Parallelement et au delà de ces massifs, on ouvrira des ateliers de sept à huit mètres de largeur, qu'on mènera dans la masse sur une longueur de cent mètres environ, en murillant derrière soi, à mesure de l'avancement, avec les plâtres marneux ou de médiocre qualité, de manière à ne conserver, sur les sept à huit mètres de largeur de l'atelier, qu'une galerie de service d'un mètre et demi de largeur environ et de deux de hauteur. Cette galerie sera voûtée, dans sa partie supérieure, par un demi-arceau jeté contre le massif.

ART. 45. On entassera derrière le muraillement les déblais et les mânes pour soutenir le ciel de la carrière, en cas de tassement.

ART. 46. Lorsque les premiers ateliers auront cent mètres de longueur environ, on en suspendra les travaux pour en percer successivement de semblables sur les quatre galeries principales, en laissant chaque fois entre eux des massifs de quatre à cinq mètres, comme ceux du pied du puits.

ART. 47. Enfin, quand tous les ateliers des quatre galeries auront été exploités et remblayés sur la longueur déterminée dans la permission, on recouvrera les massifs laissés entre eux par de nouveaux ateliers de sept à huit mètres de largeur, en les murillant et remblayant également à mesure de leur avancement de manière à ne conserver de leur largeur que de petites traverses d'un mètre au plus.

SECTION 3. — Règle particulière.

ART. 48. Dans les basses masses, l'extraction se fera sur la hauteur de la masse, depuis deux mètres jusqu'à trois, quatre et cinq, suivant l'épaisseur : on emploiera le muraillement et le bourrage ou remblai, comme dans les hautes masses.

SECTION 4. — Dispositions communes à toutes les exploitations par puits.

ART. 49. Quel que soit le mode d'extraction, soit par piliers tournés, soit par muraillement et bourrages, les exploitants seront tenus d'avoir toujours deux puits par carrière, l'un pour l'extraction des matières, l'autre pour le service des échelles.

ART. 50. Le puits des échelles aura au plus un mètre de diamètre ; il sera muraille avec soin jusqu'à la masse de pierre, et recouvert à la surface du sol par une tourelle ou cabute en maçonnerie, d'environ deux mètres et demi de hauteur, avec porte en chêne fermant à clef.

ART. 51. Les échelles seront à deux montants, en bois de chêne sain et nerveux ; les échelons seront disposés de la manière qui sera indiquée par l'ingénieur en chef des mines, inspecteur général des carrières. Les échelles seront fixées, de quatre mètres en quatre mètres, avec des hattes ou tenons de fer scellés dans le muraillement du puits et dans la masse de pierre.

ART. 52. Il sera fait, sans délai, par les ingénieurs des mines, inspecteurs des carrières, une visite générale des échelles servant à y descendre ; ils feront percer le puits destiné à la descente, et établir les nouvelles échelles partout où besoin sera.

ART. 53. Dans les carrières où les inspecteurs croiraient devoir laisser subsister encore quelque temps le mode établi, ils feront substituer aux *ranches* ou échelons de bois, des échelons de fer nerveux de trois centimètres de diamètre et de quatre décimètres de longueur, carrés au milieu de la longueur, dans la partie qui s'emboîtera dans le *rancher* : ces échelles devront être attachées comme il est prescrit par l'article 51.

ART. 54. Les inspecteurs des carrières dénonceront au préfet toutes contraventions aux articles précédents : ces contraventions seront punies de la manière indiquée au titre 2 du règlement général en date de ce jour.

ART. 55. Lorsqu'une exploitation par puits sera entièrement terminée, on déterminera si on doit faire sauter, au moyen de la poudre, les piliers restants, ou s'il est nécessaire d'y faire construire quelques piliers, ou enfin si la carrière peut être fermée sans qu'il en résulte aucun inconvénient.

ART. 56. L'exploitant qui voudra faire sauter des piliers sera tenu d'en

donner avis aux inspecteurs des carrières, qui s'assureront, préalablement, si toutes les mesures ont été prises pour qu'il n'arrive aucun accident.

TITRE V.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

ART 57. Toute exploitation de plâtrière est interdite dans Paris.

N° 32.

Règlement spécial concernant l'exploitation des carrières de pierres calcaires dites pierres à bâtir, dans les départements de la Seine et de Seine-et-Oise, approuvé par décret du 4 juillet 1813.

TITRE I^{er}.

CLASSEMENT DE LA PIERRE ET MODE D'EXPLOITATION.

ART. 1^{er}. Les carrières de pierres à bâtir se distinguent et se classent en carrières supérieures ou de haute masse, et en carrières inférieures ou moellonnnières, dites doubles carrières.

L'ordre de ce classement est déterminé par le plus ou le moins d'épaisseur de la masse, abstraction faite de la hauteur des terres qui la recouvrent.

L'épaisseur totale de la masse varie depuis huit et dix mètres jusqu'à quinze, et quelquefois au delà :

1^o La carrière supérieure en comprend sept à huit mètres, soit qu'on l'exploite par un seul atelier de toute cette hauteur, soit que ce soit par deux étages de galeries, qu'on fait ensuite communiquer l'une avec l'autre, en abattant après coup les bancs qui les séparent;

2^o La double carrière ouverte dans les bancs inférieurs comprend deux mètres à deux mètres vingt-cinq centimètres de hauteur.

2. L'exploitation de ces masses peut se faire de trois manières, savoir :

1^o A ciel ouvert ou par tranchées, à découvert, en déblayant la superficie;

2^o Par cavage à bouches, en pratiquant, dans un front de masse mise à découvert, des ouvertures, au moyen desquelles on pénètre dans son intérieur par des galeries plus ou moins larges;

3^o Par puits, en creusant des ouvertures qui descendent perpendiculairement sur la masse dans laquelle l'extraction progressive de la pierre forme des excavations plus ou moins étendues et recoupées, se communiquant ensuite par des galeries.

TITRE II.

DE L'EXPLOITATION A DÉCOUVERT.

SECTION 1^{re}. — *Cas où ce mode d'exploitation est prescrit.*

3. Doivent être exploitées à découvert ou par tranchées ouvertes,

1^o Toute haute masse dont l'épaisseur aura plus de huit mètres, quand le recouvrement des terres de la superficie sera moindre que cette épaisseur, ou

lorsque la masse, soit à cause de manque de solidité des bancs du ciel, soit à cause de leur trop grande quantité de filets ou silières, ne pourra être exploitée qu'à découvert;

2° Toute basse masse dont le recouvrement sera moindre que son épaisseur, et lorsque les bancs du ciel n'auront point de solidité.

SECTION 2. — Règles de cette exploitation.

4. Les terres seront coupées en retraite par banquettes et talus suffisants pour empêcher l'éboulement des masses supérieures : la pente ou l'angle à donner au talus sera déterminé par la reconnaissance des lieux, à raison de la nature et du plus ou moins de consistance du banc de recouvrement.

5. Il sera ouvert un fossé d'un à deux mètres de profondeur et d'autant de largeur au-dessus de l'exploitation, en rejetant le déblai sur le bord du terrain du côté des travaux, pour y former une herse ou rempart destiné à prévenir les accidents et détourner les eaux.

6. L'exploitation ne pourra être poursuivie qu'à la distance de dix mètres des deux côtés des chemins à voiture, édifices et constructions quelconques.

7. Il sera laissé, outre la distance de dix mètres prescrite par l'article précédent, un mètre d'épaisseur des terres au-dessus de la masse exploitée aux bords desdits chemins, édifices et constructions.

8. Aux approches des aqueducs construits en maçonnerie pour la conduite des eaux des communes, tels que ceux de Rangis et d'Arcueil, les fouilles ne pourront être poussées qu'à dix mètres de chaque côté de la clef de la voûte; et aux approches de simples conduits en plomb, en fer, en grès ou en pierres, les fouilles ne pourront être poussées qu'à quatre mètres de chaque côté, laissant, en outre de dix mètres pour le premier cas, et de quatre mètres pour le second, une retraite ou talus dans la masse, d'un mètre par mètre. Les distances fixées par ces deux articles pourront, en outre, être augmentées, sur le rapport des inspecteurs des carrières, ensuite d'une inspection des lieux, d'après la nature du terrain et la profondeur à laquelle se trouveront respectivement les aqueducs ou tuyaux et les exploitations.

9. La distance à observer aux approches des terrains libres sera déterminée d'après la nature et l'épaisseur des terres recouvrant la masse à exploiter, en se conformant à l'article 4.

TITRE III.

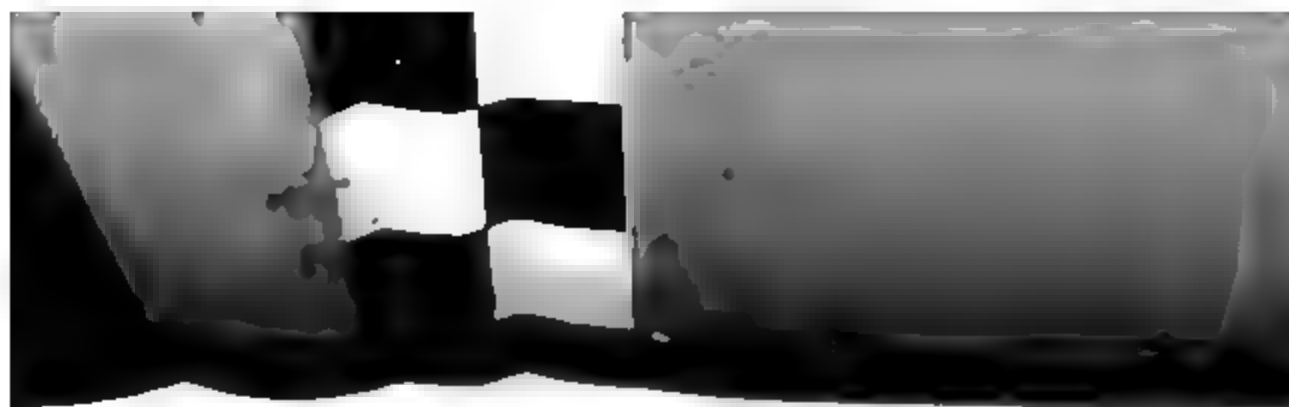
DE L'EXPLOITATION PAR CAVAGE À BOUCHES.

SECTION 1^{re}. — Cas où ce mode d'exploitation est autorisé.

10. Pourront être exploitées par cavage à bouches,

1° Les masses de sept à huit mètres de puissance, quand l'épaisseur de leur recouvrement excédera six mètres, ou lorsqu'il aura été reconnu que le décombement, pour en suivre l'exploitation à découvert, présentera trop de difficultés, ou que les bancs supérieurs auront assez de solidité pour servir de ciel;

2° Les masses qui ont moins de sept mètres de hauteur, lorsqu'il sera reconnu que le recouvrement est trop considérable pour qu'on puisse exploiter à découvert.

**section 2. — Règles de l'exploitation par cavage à bouches.**

11. L'exploitation par cavage à bouches sera divisée en trois classes, savoir :

- 1^o Le cavage supérieur ou grand cavage;
- 2^o Le moyen cavage;
- 3^o Le petit cavage;

Cette division étant fondée sur les facultés des exploitants, l'étendue de la surface de leur terrain et les circonstances locales.

12. Le cavage supérieur, qui convient aux hautes masses, se fera sur un front de dix-huit à vingt mètres;

Le moyen cavage, pour les masses inférieures, aura douze à quinze mètres :

Et le petit cavage enfin, un front de dix à douze mètres dans les dernières masses.

13. Sur la longueur du front des cavages, on enlèvera, en tout ou en partie, les terres du recouvrement de la masse, de manière à y former une retraite ou banquette de deux mètres de largeur, dont les terres seront coupées en talus, conformément aux dimensions qui seront déterminées dans l'autorisation d'exploiter.

14. Un fossé d'un mètre de largeur et autant de profondeur sera ouvert parallèlement au front de masse et au-dessus de l'entrée de la carrière, comme il est prescrit article 5.

15. Vers les deux extrémités du front de masse, on percera, en ligne droite, deux entrées de galeries de service pour le grand et le moyen cavage, ou une seule au milieu du front pour le petit cavage : leur largeur sera subordonnée à l'état du ciel.

16. On ouvrira, de l'un et de l'autre côté, des galeries, des tranchées ou tailles de traverse, dirigées, autant que possible, perpendiculairement aux fissures dites filières. Ces tranchées, qui auront un mètre de largeur, serviront à distribuer la masse en ateliers ou volées dont le devant sera parallèle aux filières. Ces volées, dont la profondeur sera de trois à quatre mètres, et prise sur la direction des tranchées, auront douze à vingt mètres de largeur sur leur devant, suivant la solidité du ciel : elles seront soulevées et retenues par des tasseaux conservés dans la pierre et éloignés les uns des autres de deux mètres en deux mètres.

17. Après l'enlèvement des pierres du premier alignement des volées, il sera établi une ou plusieurs rangées de piliers à bras, suivant les besoins et l'état du ciel : ils ne pourront être éloignés de plus de deux mètres les uns des autres.

18. Entre chacun des piliers à bras, on élèvera des hautes ou murs en pierre sèche pour retenir les terres et recouper de la carrière qui doivent servir à remblayer les vides des premières volées, avant d'en entreprendre de nouvelles, en se ménageant le long du front de masse, en bout, et sur son plat, une transversale aboutissant aux rues ou galeries de service, afin de suivre le même mode d'extraction par de nouvelles volées qui seront successivement remblayées.

19. La hauteur de l'excavation des cavages supérieurs sera celle de la haute masse, moins les bancs servant de ciel; mais, dans les cavages inférieurs, elle ne pourra excéder trois mètres, à moins que le banc du ciel ne soit parfaitement entier et sans aucune filière.

20. Lorsque le cavage aura été suivi jusqu'aux limites de la propriété ou jusqu'à la distance de cent cinquante mètres de l'entrée de la carrière, on recommencera un front de masse, suivant les dispositions ci-dessus (art. 4 et

suiv.), pour ouvrir ensuite de nouvelles entrées de cavage, à moins qu'il n'ait été constaté par les inspecteurs que les premières galeries, par leur solidité, leur muraillement ou leur manière d'être, soient dans le cas d'être conservées pour continuer le même cavage.

21. Les exploitations par cavage, de quelque classe qu'elles soient, ne pourront être poussées qu'à la distance de dix mètres des deux côtés des chemins à voiture, des édifices et constructions quelconques, en laissant en outre une retraite ou talus dans la masse, d'un mètre pour mètre de hauteur et largeur du cavage.

SECTION 3. — *Des cavages provisoires.*

§ 1^{er}. — Cas où les cavages provisoires sont permis.

22. Sous le nom de cavages provisoires, on entend les exploitations des basses masses ou moellonnières faites par des ateliers soutenus sur piliers conservés dans la masse, et appelés *piliers tournés*. Ces travaux ne sont permis que pour faciliter l'extraction pendant l'hiver, le cavage provisoire devant cesser, et l'exploitation devant être reprise à découvert, aussitôt le retour de la belle saison. Ce mode d'extraction ne peut être suivi qu'autant que les inspecteurs ont constaté qu'il peut être toléré, et qu'ils ont donné les instructions nécessaires.

§ II. — Règles de cette exploitation.

23. L'exploitation par cavage provisoire, à piliers tournés, ne pourra jamais s'étendre en profondeur au delà de trois rangées de piliers. Lorsque ceux de la quatrième rangée seront isolés et tournés sur toutes leurs faces, l'exploitant sera tenu d'enlever le recouvrement de terre des piliers de la première rangée, à l'effet de les exploiter à découvert, en suivant le même mode pour les piliers de la seconde rangée, quand ceux de la cinquième seront dégagés et isolés : chaque rangée ne pourra avoir plus de six piliers de longueur.

24. Les piliers tournés seront espacés les uns des autres de trois ou quatre mètres, suivant les instructions des inspecteurs. Chaque pilier devra avoir au moins deux mètres de côté à sa base, et trois mètres dans le haut à sa portée vers le ciel de la carrière.

TITRE IV.

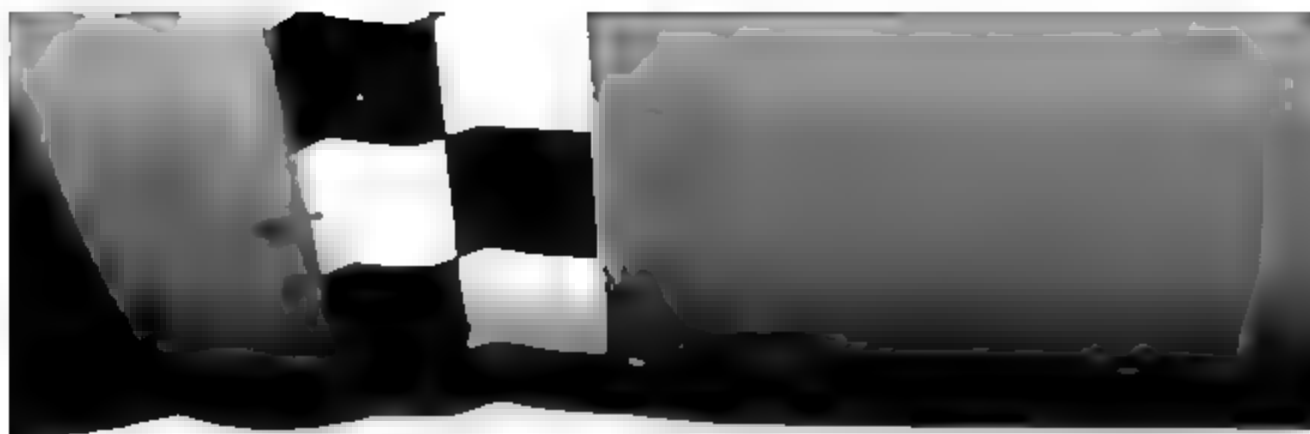
DE L'EXPLOITATION PAR PUITS.

SECTION 1^{re}. — Cas où cette exploitation peut avoir lieu.

25. Pourront être exploitées par puits les hautes masses recouvertes d'une grande épaisseur de terre, comme celles des communes de Montrouge, Gentilly, Châtillon, Bagneux, Arcueil, Ivry, Vanves, Passy, Saint-Maur, Maisons-Alfort, Creteil, etc., ainsi que les parties inférieures ou basses masses, lorsqu'elles sont recouvertes d'une trop grande épaisseur de terre pour qu'on puisse les attaquer sur aucun front.

SECTION 2. — *Construction des puits.*

26. Les carriers, en ouvrant un puits d'exploitation, seront obligés d'en établir la maçonnerie sur un ronet de charpente, lequel sera descendu jusque sur le



terrain solide, ou mieux, suivant les localités et la manière d'être du recouvrement et celle de la masse; ils établiront leur première assise de maçonnerie en carreaux de pierres taillées en queue d'aronde. La maçonnerie des puits régnera dans toute la hauteur, si les bancs ne sont pas reconnus solides.

27. Les puits d'extraction auront au moins deux mètres cinquante centimètres de diamètre. A l'ouverture, on établira une forme ou terre-plein de deux mètres de hauteur sur sept à huit mètres de côté, pour y établir l'équipage d'une manière solide, et ne pas engorger la place d'enlèvement des pierres.

28. Les ouvertures des puits ne se pourront faire qu'à vingt mètres des chemins à voiture, édifices et constructions quelconques, sauf les exceptions qu'exigeront les localités.

SECTION 3. — Règles de cette exploitation.

29. Les puits étant percés suivant les formes prescrites, on ouvrira, en coupant les filières de la masse à angle droit, une galerie ou ligne droite de cinquante mètres de longueur environ, et plus ou moins, suivant l'état de la masse et l'étendue de la propriété.

30. Sur le prolongement de cette première galerie, on ouvrira, de gauche et de droite, des ateliers par volées, tranchées, souchevées et retenues avec des tasseaux. Ces volées auront deux mètres au plus de profondeur sur une longueur proportionnée, qui ne pourra jamais excéder vingt mètres. Les tasseaux devront être repartis et conservés de deux mètres en deux mètres au moins, ou de trois en trois, si la masse annonce plus de solidité; ils pourront même être plus espacés si la masse est entièrement sans filières ou filets.

31. Lorsque les masses abattues de la première volée auront été enlevées, on établira une rangée de piliers à bras, avec des hagues entre chaque, pour retenir les terres de remblai et bourrages, en se ménageant, 1° au pourtour de la masse, en bout et sur son plat, une galerie qui cernera l'exploitation; et 2° une galerie transversale venant au puits perpendiculairement sur la grande voie, et la traversant à angle droit au pied du puits.

32. La seconde volée et les suivantes se feront suivant le même principe, et en élevant successivement après leur chute une seconde, une troisième, une quatrième rangée de piliers, avec des hagues entre chaque, pour soutenir les terres de remblai; on ménagera toujours les deux galeries principales, les transversales et celles qui doivent longer le front de masse, tant contre son bout que contre son plat.

33. Si la carrière ne donne pas assez de terres, bousins, recoupes, pour remblayer les vides entièrement, on pourra, de dix mètres en dix mètres, laisser, entre les rangées de piliers, des cachots ou retraites de la hauteur du vide; mais, dans ce cas, les hagues devront être faites en moellons choisis par assises régulières.

34. Lorsque l'exploitation aura été portée aux extrémités de la propriété, ou qu'elle aura atteint la distance de cinquante mètres à soixante environ, à partir de chaque côté du pied du puits jusqu'aux extrémités de la carrière, l'exploitant sera tenu d'en donner avis à l'inspecteur général des carrières, qui jugera si on peut continuer l'exploitation par le même puits, ou s'il n'est pas nécessaire d'en percer un autre.

35. Si l'état des travaux fait craindre des tassements ou des éboulements, l'inspecteur général en donnera avis, et il sera ordonné de faire sauter ou combler toutes les parties qui pourraient donner quelque inquiétude, en commençant par les plus éloignées du pied du puits et s'en rapprochant successivement.

TITRE V.

DES DOUBLES CARRIÈRES.

SECTION 1^{re}. — *Cas où les doubles carrières seront autorisées.*

36. Les carrières doubles ou inférieures pourront être permises quand, après une exploitation totale des masses supérieures, il sera reconnu que les bancs inférieurs ou de basses masses sont de bonne qualité, et peuvent être extraits sans qu'il en résulte aucun inconvénient.

SECTION 2. — *Conditions et règles pour le mode d'exploitation des doubles carrières.*

37. Nulle double carrière ne pourra être entreprise que, préalablement, l'inspecteur général, sur la demande de l'exploitant, n'ait fait constater la manière d'être de la masse, sa qualité, son épaisseur, le mode ou projet d'extraction, et surtout l'état de la carrière supérieure, dont l'exploitant sera tenu de joindre le plan et la coupe à sa demande de permission de double carrière.

38. On se servira du puits d'extraction de la carrière supérieure s'il est reconnu en bon état : il sera prolongé jusqu'au sol de l'inférieure, en le murallant dans les parties de sable, terre ou bousins qui pourraient se trouver entre les bancs.

39. Entre les deux carrières, on laissera deux, trois ou quatre bancs de pierre pour ciel, suivant leur épaisseur, leur manière d'être et les instructions données à cet égard par l'inspecteur général.

40. L'exploitation ne pourra se faire que sur deux mètres de hauteur au plus.

41. De deux en deux mètres, on élèvera des piliers à bras; ils devront être à l'à-plomb de ceux de la carrière supérieure, et d'un mètre de côté au moins. Entre ces piliers, on construira des liagues pour retenir les hourrages ou remblais, en ne laissant exactement de vides que les galeries reconnues nécessaires pour le service.

42. Les volées ou ateliers ne pourront jamais avoir plus de vingt mètres de longueur sur deux à trois de profondeur, de manière que les tasseaux soient répartis de deux en deux mètres.

43. Nul étançonnage en bois ne sera toléré dans les doubles carrières, les exploitants ne devant soutenir le ciel qu'avec des piliers à bras.

TITRE VI.

DISPOSITIONS COMMUNES A TOUTES LES EXPLOITATIONS PAR PUITS.

44. Nulle exploitation par cavage à bouche ou par puits ne pourra être entreprise qu'en vertu d'une autorisation du préfet, qui sera donnée sur le rapport de l'inspecteur général des carrières. L'entrepreneur joindra à la demande qu'il formera pour obtenir cette autorisation un plan présentant l'abornement exact de la propriété sous laquelle est située la carrière à exploiter.

L'arrêté du préfet fixera les distances auxquelles l'exploitation pourra être conduite sur toutes les directions, à partir du pied du puits d'exploitation ou de l'entrée de la carrière pour celles qui sont exploitées par cavage à bouche;

de manière que l'exploitation ne puisse jamais s'étendre sous les propriétés voisines, sans le consentement des propriétaires.

Une expédition de l'arrêté du préfet sera remise à chacun des propriétaires limitrophes, avec une copie du plan, faite aux frais de l'entrepreneur qui a demandé l'autorisation d'exploiter.

43. Les exploitants seront tenus d'avoir toujours deux puits par carrière (exploitée par puits), l'un pour l'extraction des matières, et l'autre pour le service des échelles.

46. Le puits des échelles aura au plus un mètre de diamètre; il sera murailonné avec soin jusqu'à la masse de pierre, et recouvert à la surface du sol par une tourelle ou cahute en maçonnerie, d'environ deux mètres et demi de hauteur, avec porte en chêne, fermant à clef.

47. Les échelles seront à deux montants en bois de chêne sain et nerveux; les échelons seront disposés de la manière qui sera indiquée par l'inspecteur général; les échelles seront fixées de quatre en quatre mètres, avec des happes ou tenons de fer scellés dans le muraillement du puits et dans la masse de pierre.

48. Il sera fait une visite générale des échelles servant à descendre dans les carrières. Les inspecteurs feront percer les puits destinés à la descente, et établir les nouvelles échelles partout où besoin sera.

49. Dans les carrières où les inspecteurs croiraient devoir laisser subsister encore quelque temps le mode établi, ils feront substituer aux ranches ou échelons de bois, des échelons de fer nerveux, de trois centimètres de diamètre, et de quatre décimètres de longueur, carrés au milieu de la longueur, dans la partie qui s'emboîtera dans le ranchet : ces échelles devront être attachées comme il est prescrit en l'article 47.

50. Les piliers tournés sont interdits dans toutes les exploitations par puits.

51. Les inspecteurs dénonceront au préfet toutes contraventions aux articles précédents. Ces contraventions seront punies de la manière indiquée au titre II du règlement général, en date du 22 mars 1813.

TITRE VII.

RÈGLES GÉNÉRALES POUR TOUTES LES EXPLOITATIONS PAR CAVAGE OU PAR PUITS.

52. Lorsqu'une exploitation par puits ou par cavage, de quelque espèce qu'elle soit, sera entièrement terminée, l'exploitant en donnera avis à l'inspecteur général, qui en fera constater l'état et s'en fera remettre les plans que doivent fournir les exploitants, pour déterminer si on doit en ordonner le comblement, ou faire sauter et affaisser, au moyen de la poudre, des parties menaçantes, ou enfin s'il est nécessaire d'y faire quelques constructions avant de la fermer.

53. Nul exploitant ne pourra faire affaisser, de son chef, aucune carrière ou partie de carrière au moyen de la poudre, avant d'en avoir demandé la permission, afin que les inspecteurs des carrières reconnaissent préalablement si toutes les mesures ont été prises pour qu'il n'arrive aucun accident.

TITRE VIII.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

54. Toute exploitation de carrières de pierres à bâtir, moellons, pierre à chaux, etc., est interdite dans Paris.

N° 33.

Règlement spécial concernant l'exploitation des crayères et marnières dans le département de la Seine et dans celui de Seine-et-Oise, approuvé par ordonnance du 21 octobre 1814.

TITRE I^{er}.**DÉFINITION ET CLASSEMENT DE LA MATIÈRE EXPLOITABLE, ET DU MODE D'EXPLOITATION.**

ART. 1^{er}. L'exploitation des couches ou masses de craie et celle des couches ou masses de marne ont lieu de trois manières :

1^o à découvert, en déblayant la superficie ;

2^o par cavage à bouche, en pratiquant, soit au pied, soit dans le flanc d'une montagne, des ouvertures, au moyen desquelles on pénètre dans son sein par des galeries plus ou moins larges ;

3^o par puits, en creusant à la superficie d'un terrain, des ouvertures qui descendent, soit perpendiculairement, soit sous différentes inclinaisons, au sein de la masse dans laquelle l'extraction, progressive de la matière forme des galeries.

TITRE II.**DE L'EXPLOITATION A DÉCOUVERT.****SECTION 1^{re}. — Cas où ce mode d'exploitation est prescrit.**

ART. 2. Doit être exploitée à découvert ou par tranchées ouvertes, toute masse de craie ou de marne qui ne sera pas recouverte de plus de trois mètres de terre ou d'autre matière inutile à l'exploitant, comme aussi toute masse qui aura été reconnue par l'ingénieur des mines ne pouvoir être exploitée par cavage, à cause du manque de solidité.

SECTION 2. — Règles de cette exploitation.

ART. 3. Les terres seront coupées en retraite par banquettes, avec talus suffisant pour empêcher l'éboulement des masses supérieures : la pente ou l'angle à donner au talus sera déterminé après la reconnaissance des lieux, à raison de la nature du terrain et du plus ou moins de consistance des bancs de recouvrement.

ART. 4. Il sera ouvert un fossé d'un mètre de profondeur et d'autant de largeur au-dessus de l'exploitation, en rejetant le déblai sur le bord du terrain, du côté des travaux pour y former une herse ou rempart destiné à prévenir les accidents et à détourner les eaux.

ART. 5. L'exploitation ne pourra être poussée qu'à la distance de dix mètres des deux côtés des chemins, édifices et constructions quelconques.

ART. 6. Il sera laissé, outre la distance de dix mètres prescrite par l'article précédent, un mètre par mètre d'épaisseur des terres au-dessus de la masse exploitée, aux abords desdits chemins, édifices et constructions.

ART. 7. Aux approches des aqueducs construits en maçonnerie pour la conduite des eaux, les fouilles ne pourront être poussées qu'à dix mètres de chaque côté de la clef de la voûte, et, aux approches des simples conduits en plomb, en fer ou en pierre, les fouilles ne pourront être poussées qu'à quatre mètres de chaque côté. Les distances fixées par cet article pourront être augmentées sur le rapport des ingénieurs des mines, ensuite d'une inspection des lieux, d'après la nature du terrain et la profondeur à laquelle se trouveront respectivement les aqueducs et les exploitations.

ART. 8. La distance à observer aux approches des terrains libres sera déterminée d'après la nature et l'épaisseur des terres recouvrant la masse à exploiter, en se conformant d'ailleurs à l'article 3.

TITRE III.

DE L'EXPLOITATION PAR CAVAGE A BOUCHE.

SECTION 1^{re}. — *Cas où ce mode d'exploitation est autorisé*

ART. 9. Pourront être exploitées par cavage les masses de craie et de marne qui seront recouvertes de plus de trois mètres de terre, lorsqu'il aura été reconnu par les ingénieurs des mines que le décombrement, pour en suivre l'exploitation à ciel ouvert, opposerait trop d'obstacles et de difficultés, ou que la masse présente un ciel solide, ou enfin que la manière d'être de la masse permet d'y entrer par galeries de cavage.

SECTION 2. — *Règles de cette exploitation.*

ART. 10. L'exploitation par cavage à bouche se fera par galeries percées en ligne droite. Les galeries d'entrée, soit horizontales, soit inclinées, auront, suivant la solidité de la masse, de deux à trois mètres de hauteur sur autant de largeur. L'entrée des galeries sera voûtée en maçonnerie, toutes les fois que les ingénieurs le jugeront nécessaire, d'après la nature et la disposition du terrain.

ART. 11. Les rampes ou galeries inclinées auront une pente d'un demi-décimètre par mètre, si elles servent pour l'extraction par le moyen des voitures, et de deux décimètres par mètre, si elle ne se fait qu'à dos de bête de somme. De distance en distance, on pratiquera quelques repos, pour éviter aux ouvriers la rencontre des chevaux et voitures.

ART. 12. De l'un et de l'autre côté des galeries d'entrée, on ouvrira des tranchées ou tailles de traverse, dirigées, autant que possible, en angle droit et perpendiculairement à leur longueur : ces tranchées, qui auront de cinq à six mètres de largeur, serviront à distribuer la masse en ateliers.

ART. 13. Les piliers tournés ou isolés par le fait du croisement des galeries de traverse devront avoir au moins quatre mètres en tout sens : ils devront être repartis, de manière que le plan de la carrière présente un ensemble régulier de pleins et de vides.

TITRE IV.

DE L'EXPLOITATION PAR PUITS.

SECTION 1^{re}. — *Cas où ce mode d'exploitation est autorisé.*

ART. 14. Pourront être exploitées par puits les masses de craie et de marne recouvertes d'une trop grande épaisseur de terre pour qu'on puisse, en aucun

obtenir cette autorisation un plan présentant le bornement exact de la propriété sous laquelle est située la masse à exploiter.

ART. 37. L'arrêté du préfet fixera les distances auxquelles l'exploitation pourra être conduite sur toutes les directions, à partir du pied du puits ou de l'entrée du cavage, de manière que l'exploitation ne puisse jamais s'étendre sous les propriétés voisines sans le consentement des propriétaires.

ART. 38. Lorsque l'exploitation aura été portée aux extrémités de la propriété, ou qu'elle aura atteint la longueur de cent mètres environ, depuis l'ouverture jusqu'aux extrémités de la crayère ou marnière, l'exploitant sera tenu d'en donner avis à l'ingénieur des mines, qui jugera, d'après l'état des travaux, si l'on peut continuer l'exploitation par les mêmes ouvertures, ou s'il n'est pas préférable d'en percer de nouvelles.

ART. 39. Si l'état des travaux d'une exploitation fait craindre des tassements ou éboulements, l'ingénieur des mines en donnera avis, et il sera ordonné de faire affaisser et combler toutes les parties qui pourraient donner quelque inquiétude, en commençant par les plus éloignées et se rapprochant successivement de l'entrée.

ART. 40. Toute extraction ne pourra être poussée qu'à la distance de deux mètres au moins des limites des propriétés ou terrains vagues non enclos, afin que, dans le cas où deux exploitations seraient contiguës, il reste entre elles, sous les limites des surfaces des propriétés, une bande de masse intacte, de l'épaisseur des piliers.

ART. 41. L'extraction ne pourra également être poussée qu'à la distance de dix mètres des deux côtés des chemins à voiture, de quelque classe qu'ils soient, ainsi que des édifices et constructions quelconques.

ART. 42. Lorsqu'une exploitation par puits ou par cavage, de quelque espèce qu'elle soit, sera entièrement terminée, l'exploitant en donnera avis à l'ingénieur des mines, qui en fera constater l'état, et se fera remettre les plans que doivent fournir les exploitants, pour déterminer s'il convient d'en ordonner le comblement, ou de faire affaisser, au moyen de la poudre, les parties menaçantes, ou enfin, s'il est nécessaire d'y faire quelques constructions avant de fermer la carrière.

ART. 43. Nul exploitant ne pourra, de son chef, faire affaisser, au moyen de la poudre, aucune ancienne exploitation avant d'en avoir demandé la permission, afin que les ingénieurs des mines s'assurent si toutes les mesures ont été prises pour qu'il n'arrive aucun accident.

N° 34.

Décret impérial relatif au mesurage des pierres destinées aux constructions publiques et particulières dans la ville de Paris, du 11 juin 1811.

ART. 1^{er}. Les dispositions des arrêts du conseil des 6 février 1778 et 26 mars 1779, qui ordonnent le mesurage des pierres, seront désormais exécutées, tant à l'égard des carrières du département de la Seine qu'à l'égard des principales carrières situées dans les départements de Seine-et-Oise et de Seine-et-Marne, d'où il se tire des pierres pour le service des constructions publiques et particulières de la ville de Paris.

ART. 2. Le mesurage ordonné par l'article précédent se fera par une sec-

tion spéciale du bureau central du poids public de la ville de Paris, et s'opérera, savoir :

Aux lieux mêmes de leur extraction, pour les pierres provenant des carrières du département de la Seine, et celles des carrières des départements voisins, où il sera jugé convenable d'établir des préposés mesureurs, si ces pierres sont destinées pour le département de la Seine; et, enfin, aux ports d'arrivage ou aux barrières d'entrée, pour les pierres envoyées à Paris de toutes autres carrières situées hors du département de la Seine où il n'aura pas été établi des préposés mesureurs.

ART. 3. Les préposés du bureau central du poids public chargés de faire le mesurage des pierres seront nommés par le préfet de la Seine parmi les personnes qui auront justifié, dans un examen subi devant le conseil des poids et mesures, d'une instruction suffisante sur la théorie élémentaire et sur la pratique de la cubature des solides.

Seront préférés, à qualités égales, ceux qui ont été employés comme toiseurs ou vérificateurs, et ceux qui entendent le jaugeage et les autres méthodes de mesurage utiles à la perception des octrois.

ART. 4. Avant d'entrer en fonctions, et, sous peine de nullité de leurs actes lesdits préposés prêteront serment devant le tribunal civil de la Seine, et leurs registres ou carnets seront cotés et parafés par un juge commis à cet effet.

La tenue desdits registres, ainsi que les opérations desdits préposés, seront surveillées et vérifiées par l'agent inspecteur général du bureau central du poids public et par l'intervention d'un inspecteur sous ses ordres, qui sera nommé par le préfet de la Seine,

ART. 5. Pour faciliter la description et la cubature des pierres, comme aussi pour éviter le transport et le déblai, sur les chantiers et théâtres, du bousin, des flaches et autres débris inutiles, les pierres à présenter au mesurage seront préalablement ébrounées au vif et leurs parements dressés.

Les pierres qui n'auront pas été ainsi préparées ne pourront être introduites dans Paris; et, en conséquence, les préposés mesureurs ne pourront, sous peine de contravention, les admettre au mesurage, quand même il y aurait offre de subir une réduction proportionnée aux bousin, flaches et autres débris inutiles.

ART. 6. Les pierres de dimension à produire au moins un cube d'un demi-décistère (environ un pied six pouces cubes), ou ayant au moins depuis sept jusqu'à trente centimètres d'épaisseur sur un mètre au moins de longueur et seize centimètres de largeur, seront seules à considérer comme pierres de taille.

Toutes pierres de dimensions ou de cubes inférieurs seront réputées moellons.

ART. 7. Les pierres qui autrefois se mesuraient au pied cube seront mesurées au mètre cube.

Quant à celles qui se mesuraient au tonneau de quatorze pieds cubes, la mesure en sera ramenée, soit au stère, soit au demi-stère, équivalant au tonneau, mesure ancienne.

ART. 8. En opérant la cubature des pierres, les préposés au mesurage marqueront chaque bloc d'une lettre ou numéro, et inscriront sur leurs registres les noms des vendeurs, ceux des acheteurs, les marques de la pierre, ses qualités, son origine, le lieu de sa destination et la nature de son emploi projeté.

Lors du chargement, soit sur la plate-forme, soit sur le port d'arrivage, il sera remis au voiturier un bulletin, copie exacte de l'inscription au registre, tant pour servir de titre au vendeur contre l'acheteur, que pour valoir permis

ART. 2. Ce mesurage sera fait, savoir : pour ce qui concerne les pierres d'appareil provenant des carrières du département de la Seine, sur les plates-formes mêmes de ces carrières, et par les préposés spéciaux dont le nombre sera déterminé suivant les besoins du service; et pour ce qui concerne, soit les moellons provenant desdites carrières du département de la Seine, soit des pierres d'appareil ou autres expédiées des départements de Seine-et-Oise, de Seine-et-Marne ou autres départements circonvoisins, aux entrées de Paris et par les préposés de l'octroi, le tout suivant les formes déterminées dans les paragraphes suivants du présent arrêté.

§ 1^{er}. — Mesurage des pierres d'appareil provenant des carrières du département de la Seine, et paiement du droit.

ART. 3. Les carrières du département de la Seine seront divisées en six arrondissements, dans chacun desquels il sera établi un bureau particulier de vérification du mesurage.

ART. 4. Le 1^{er} arrondissement comprendra les carrières de Nanterre et de Passy : le bureau de cet arrondissement sera établi à la barrière du Roule.

Le 2^e arrondissement, les carrières de Gentilly occidental, Montrouge et Vaugirard : le bureau de cet arrondissement sera établi au Petit-Montrouge.

Le 3^e comprendra les carrières de Gentilly oriental et de la plaine d'Ivry : le bureau de cet arrondissement sera établi à la barrière d'Italie.

Le 4^e comprendra les carrières de Vanves, Châtillon et Bagneux occidental : le bureau de cet arrondissement sera établi à la Vieille-Baraque, sur le pavé de Châtillon.

Le 5^e comprendra les carrières de Bagneux oriental, Arcueil et Cachan : le bureau de cet arrondissement sera établi à la Croix-d'Arcueil.

Le 6^e comprendra les carrières de Saint-Mandé, Charenton, Saint-Maurice, Pont-de-Saint-Maur, Maisons et Creteil : l'emplacement du bureau de cet arrondissement sera ultérieurement désigné.

ART. 5. Les carrières qui, par la suite, pourront s'ouvrir sur le territoire de communes non désignées au précédent article seront réunies à l'arrondissement le plus voisin de leur situation.

ART. 6. Il n'y aura, pour toutes les carrières du département, qu'une seule série de numéros.

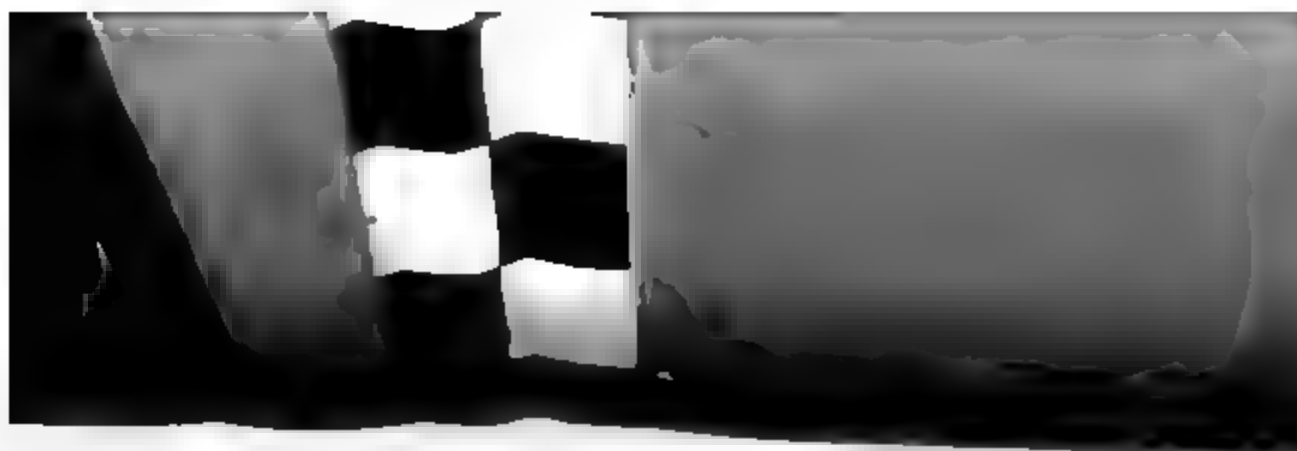
ART. 7. Chaque carrière prendra le numéro qui lui est désigné dans l'état annexé au présent arrêté.

ART. 8. Ce numéro sera inscrit sur une plaque de fer-blanc attachée à un poteau placé d'une manière apparente, et aux frais du carrier, sur la plate-forme de la carrière, et sera de plus apposé, par ledit carrier, en couleur rouge et à l'huile, sur le plus grand parement de chaque bloc extrait de ladite carrière.

ART. 9. Les préposés au mesurage des pierres seront rendus, chaque jour, sur les plates-formes des carrières avant l'heure ordinaire des chargements, à l'effet d'y procéder de la manière prescrite par les articles 5, 6, 7 et 8 du décret du 11 juin, à la visite, et, s'il y a lieu, au mesurage des pierres nouvellement extraites.

ART. 10. Au fur et à mesure de leurs opérations, lesdits préposés traceront, en couleur noire et à l'huile, sur le plus grand parement de chaque bloc mesuré, son numéro d'ordre, avec l'indication de sa cubature, et feront aussitôt mention du tout sur le carnet dont ils devront être porteurs.

ART. 11. Les numéros d'ordre à apposer sur chaque bloc, en exécution de



l'article précédent, ne formeront, pour chaque carrière, qu'une série qui devra se continuer sans interruption ni lacune, jusqu'à ce que le renouvellement en ait été ordonné par l'inspecteur général.

ART. 12. Les chargements de pierres destinés pour la ville de Paris seront conduits directement de la carrière au bureau de vérification établi dans l'arrondissement de ladite carrière.

Le préposé de ce bureau, après avoir vérifié sur son carnet la cubature de chaque chargement, et en avoir fait transcription sur le registre du mesurage, délivrera au conducteur deux bulletins, copies exactes de cette transcription, l'un pour lui servir de permis d'entrée et de titre contre l'acheteur, l'autre pour être remis audit acheteur.

ART. 13. Dans le cas où la cubature indiquée sur les blocs ne serait pas conforme à la cubature portée au carnet, les pierres composant le chargement seront mesurées et marquées de nouveau, et leur cubature rectifiée, inscrite ensuite au registre.

ART. 14. Les chargements qui, pour se rendre à leur destination, ne devront point passer devant un bureau de vérification, seront vérifiés, et leurs bulletins de mesurage délivrés sur les plates-formes mêmes des carrières, où les préposés seront tenus de se transporter à cet effet à la réquisition des carriers.

ART. 15. Les droits fixés par le décret du 11 juin pour les opérations du mesurage, et mis par l'art. 9 de ce décret à la charge des carriers, seront par eux payés, chacun en ce qui le concerne, à vue des bordereaux que l'inspecteur général du poids public en aura dressés, d'après les envois à lui faits, par ses préposés, des états journaliers de leurs opérations.

ART. 16. Les redevables, en retard de s'acquitter, seront contraints par la voie administrative et dans les formes prescrites pour le recouvrement des droits du poids public.

§ II. — Mesurage des moellons provenant des carrières du département de la Seine, et des pierres d'appareil ou autres expédiées des départements pour la ville de Paris, et paiement du droit.

ART. 17. Les chargements de moellons provenant des carrières du département de la Seine, ainsi que les pierres d'appareil ou autres expédiées des départements extérieurs pour la ville de Paris, seront mesurés à l'instant même de l'arrivée, soit aux barrières d'entrée, soit aux ports de destination, par les préposés de l'octroi.

ART. 18. Ce mesurage s'évaluera, quant aux moellons, en mètres cubes ou stères, conformément à l'art. 7 du décret du 11 juin, et se fera, quant aux pierres d'appareil, de la manière prescrite par les art. 5, 6, 7 et 8 du susdit décret, déjà rappelés dans l'art. 9 du présent arrêté, et avec indication de la cubature de chaque bloc, ainsi qu'il est dit en l'art. 10 de ce même arrêté.

ART. 19. Aux barrières, la cubature de chaque chargement sera immédiatement inscrite sur le registre des mesurages, et les deux bulletins en seront aussitôt délivrés au conducteur.

ART. 20. Aux ports, la cubature de chaque bloc composant le chargement d'un bateau sera provisoirement prise en charge, sur le carnet, pour n'être définitivement portée sur le registre du mesurage qu'au fur et à mesure de l'enlèvement des pierres.

ART. 21. Le droit de mesurage sera payé comptant entre les mains desdits préposés de l'octroi, qui en donneront quittance au bas du bulletin à rapporter au vendeur.

§ III. — *Dispositions générales.*

ART. 22. Il sera tenu, au bureau central du poids public, un registre général des opérations du mesurage des pierres; ce registre sera formé d'après les bordereaux que les divers préposés, tant sur les carrières qu'aux entrées de Paris, seront tenus d'adresser, chaque jour, à l'inspecteur général (1).

ART. 23. Les registres du mesurage seront, à la fin de chaque mois, arrêtés par les inspecteurs particuliers, visés et vérifiés par l'inspecteur général.

ART. 24. Les voituriers ou conducteurs devront, toutes les fois qu'ils en seront requis, représenter aux divers préposés du mesurage et aux employés de l'octroi les bulletins de leurs chargements, à peine d'être poursuivis comme contravenants aux lois et règlements concernant le poids public.

ART. 25. Les contraventions seront constatées par les procès-verbaux des préposés du mesurage.

ART. 26. L'inspecteur général, chef du bureau central du poids public, est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera imprimé à la suite du décret impérial du 11 juin 1811, et affiché aux barrières d'entrée de la ville de Paris et dans les diverses communes des arrondissements de Saint-Denis et de Sceaux.

N° 36.

Arrêté du ministre des finances sur la constitution des perceptions du département de la Seine, du 19 novembre 1859.

Vu la loi du 16 juin 1859 sur l'extension des limites de la ville de Paris, portant suppression d'une partie des communes suburbaines et modification du territoire de plusieurs autres communes;

Vu le décret du 31 octobre 1859 et l'arrêté du sénateur préfet de la Seine, en date du 3 novembre 1859, sur la délimitation et la dénomination des nouveaux arrondissements municipaux et des nouveaux quartiers de la ville de Paris,

Arrête :

ART. 1^{er}. A partir du 1^{er} janvier 1860, les perceptions du département de la Seine seront constituées conformément aux indications ci-après, savoir :

VILLE DE PARIS.

I. Arrondissement du Louvre.

1^{re} division. — Quartiers Saint-Germain-PAuxerrois et des Halles.

2^e division. — Quartier du Palais-Royal.

3^e division. — Quartier de la place Vendôme.

¹ Cette disposition a été modifiée par un autre arrêté du préfet de la Seine du 11 mai 1812, ainsi conçu :

ART. 1^{er}. Les pierres arrivant par eau seront immédiatement inscrites sur le registre du mesurage.

Il ne sera expédié pour chaque bateau qu'un seul bulletin indicatif du nombre et de la cubature de chacun des blocs composant le chargement. Ce bulletin sera transmis l'inspecteur général aussitôt après la perception du droit.

II. Arrondissement de la Bourse.

- 1^{re} division. — Quartier Gaillon.
- 2^e division. — Quartier Vivienne.
- 3^e division. — Quartier du Mail.
- 4^e division. — Quartier Bonne-Nouvelle.

III. Arrondissement du Temple.

- 1^{re} division. — Quartiers des Arts-et-Métiers et des Enfants-Rouges.
- 2^e division. — Quartiers des Archives, Sainte-Avoie.

IV. Arrondissement de l'Hôtel-de-Ville.

- 1^{re} division. — Quartiers Saint-Merri, Notre-Dame.
- 2^e division. — Quartiers Saint-Gervais, l'Arsenal.

V. Arrondissement du Panthéon.

- 1^{re} division. — Quartiers Saint-Victor, Jardin-des-Plantes, Val-de-Grâce.
- 2^e division. — Quartier de la Sorbonne.

VI. Arrondissement du Luxembourg.

- 1^{re} division. — Quartiers de la Monnaie, Saint-Germain-des-Prés.
- 2^e division. — Quartiers de l'Odéon, Notre-Dame-des-Champs.

VII. Arrondissement du Palais-Bourbon.

- 1^{re} division. — Quartier Saint-Thomas-d'Aquin.
- 2^e division. — Quartiers des Invalides, École-Militaire, Gros-Cailion.

VIII. Arrondissement de l'Élysée.

- 1^{re} division. — Quartiers des Champs-Élysées, du Faubourg-du-Roule, de l'Europe.
- 2^e division. — Quartier de la Madeleine.

IX. Arrondissement de l'Opéra.

- 1^{re} division. — Quartiers de Saint-Georges et Rochechouart.
- 2^e division. — Quartier de la Chaussée-d'Antin.
- 3^e division. — Quartier du Faubourg-Montmartre.

X. Arrondissement de l'Enclos-Saint-Laurent.

- 1^{re} division. — Quartiers Saint-Vincent-de-Paul, Porte-Saint-Denis.
- 2^e division. — Quartier de la Porte-Saint-Martin.
- 3^e division. — Quartier de l'Hôpital-Saint-Louis.

XI. Arrondissement de Popincourt.

- 1^{re} division. — Quartiers de la Folie-Méricourt, Saint-Ambroise.
- 2^e division. — Quartiers de la Roquette, Sainte-Marguerite.

XII. Arrondissement de Neuilly.

- Division unique. — Quartiers du Bel-Air, de Picpus, Bercy, Quinze-Vingts.

N° 38.

Règlement du préfet de la Seine sur les abonnements aux eaux de Paris, du 1^{er} août 1846.

Vu les lois et les règlements qui régissent les eaux publiques ;

Vu l'arrêté d'un de nos prédécesseurs, en date du 30 septembre 1813, et les délibérations du conseil municipal de Paris des 24 février 1843 et 6 février 1846, sur la fixation du tarif des abonnements aux eaux de Paris ;

Considérant que ces eaux inaliénables et imprescriptibles sont principalement consacrées aux fontaines publiques, aux bornes-fontaines et aux fontaines monumentales, pour l'alimentation de la ville, son assainissement et sa décoration, mais qu'après avoir satisfait à ces services, l'administration peut disposer de l'excédant des eaux pour des abonnements particuliers, temporaires et à prix d'argent ;

Arrêtons ainsi qu'il suit les conditions de ces abonnements :

Forme des abonnements. — Les abonnements aux eaux de Paris sont souscrits en forme de soumission à la suite du présent règlement, et approuvés, s'il y a lieu, par nous, sur l'avis de l'ingénieur en chef du service, et par un arrêté spécial.

Ils seront annuels et exprimeront en hectolitres la quantité d'eau à fournir par jour.

Mode de délivrance des eaux. — Le mode de délivrance des eaux a lieu d'après un des systèmes suivants :

1^o Par écoulement déterminé, constant ou intermittent, régulier ou irrégulier, réglé par un robinet de jauge établi aux frais de l'abonné, et fermé par un cadenas, dont les agents du service des eaux ont seuls la clef ; dans ce mode de livraison, les eaux sont reçues dans un réservoir à flotteur, dont la hauteur est indiquée par l'ingénieur du service ; 2^o par attachement ; 3^o par estimation et sans jaugeage. Ce dernier mode n'est applicable qu'aux eaux de l'Ourcq. On ne peut le suivre pour celles des autres provenances que dans des circonstances exceptionnelles, et par autorisation spéciale accordée dans l'arrêté d'approbation de l'abonnement. Dans tous les cas, la soumission doit indiquer les usages auxquels les eaux sont consacrées ; l'abonné ne peut les employer à d'autres usages, ni consommer plus d'eau que le volume de son abonnement. (*Id.*, art. 2.)

Résiliation. — Les abonnés ne peuvent renoncer à leur abonnement qu'en avertissant le préfet de la Seine, par écrit, trois mois à l'avance. Quelle que soit l'époque de l'avertissement, le prix de l'abonnement est exigible pour les trois mois qui suivent sa réception au secrétariat de la préfecture. (*Id.*, art. 3.)

L'abonnement n'est pas résilié par le seul fait de la mutation de la propriété ou de l'établissement où les eaux sont fournies. Le titulaire ou ses héritiers sont responsables du prix de l'abonnement jusqu'à ce qu'ils aient accompli la formalité exigée par l'article précédent, sans préjudice du recours contre le successeur qui a joui des eaux. (*Id.*, art. 4.)

Interruption de service. — Les abonnés ne peuvent réclamer aucune indemnité pour les interruptions momentanées du service résultant, soit des gelées, des sécheresses et des réparations des conduites, aqueducs et réservoirs, soit du chômage des machines d'exploitation ou de toutes autres causes ana-

niers et des autres agents de l'administration, sous peine de révocation des abonnements. (*Id.*, art. 12).

Rémunération. — Il est expressément interdit aux abonnés et à tous leurs ayants droit, sous peine de résiliation immédiate, de rémunérer, sous quelque prétexte et sous quelque dénomination que ce puisse être, aucun agent ni ouvrier de l'administration. (*Id.*, art. 13.)

Tarif. — Le prix des abonnements est déterminé d'après le tarif suivant : fourniture journalière d'un hectolitre d'eau de l'Ourcq, 5 fr. par an ; d'eau de la Seine, des sources ou du puits artésien, 10 fr. Il n'est pas accordé d'abonnement au-dessous de la somme de 75 fr. pour les eaux de l'Ourcq, et de 100 fr. pour celles de la Seine, des sources et du puits artésien. (*Id.*, art. 14.)

Payements. — Le prix de l'abonnement est payé à la caisse du receveur municipal à l'Hôtel-de-Ville, par semestre et d'avance, dans le courant des mois de janvier et de juillet de chaque année. Les abonnements au-dessus de 100 fr. peuvent être payés par trimestre, mais toujours d'avance, dans le premier mois de chaque trimestre. L'abonné peut payer d'avance le montant de son abonnement d'une année en un seul paiement. A défaut de paiement régulier aux époques et de la manière ci-dessus indiquées, le service des eaux est suspendu, et l'abonnement peut être résilié. (*Id.*, art. 15.)

Les frais de timbre et d'enregistrement des soumissions et des arrêtés d'abonnement sont supportés par les abonnés.

Contraventions. — Les contraventions au règlement sont constatées par procès-verbaux de grande voirie, et poursuivies devant le conseil de préfecture, conformément à la loi. (*Id.*, art. 17.)

2^e Tarif d'abonnement des lavoirs publics, du 18 décembre 1851.

Nous, préfet de la Seine,

Vu la délibération prise sur notre proposition le 28 novembre dernier par la commission municipale de Paris, pour la réduction du tarif des abonnements aux eaux en faveur des lavoirs publics, remplissant les conditions de salubrité et d'économie qui seront jugées nécessaires ;

Arrêtons :

ART. 1^{er}. A partir du 1^{er} janvier 1852, le tarif des abonnements aux eaux de Paris pour les lavoirs publics, qui rempliront les conditions ci-dessous indiquées, sera fixé, par an, pour chaque hectolitre de fourniture journalière, savoir :

1^o A deux francs cinquante centimes pour les eaux de l'Ourcq dans toute la ville, et pour les autres eaux, sur les points où il n'en existe que d'une seule nature ;

2^o A cinq francs pour les eaux de Seine, des sources ou du puits artésien, sur les points où ces eaux arrivent concurremment avec celles de l'Ourcq et où les abonnés ont la faculté de prendre ces dernières à 2 fr. 50 c.

ART. 2. Le tarif réduit ci-dessus n'est applicable qu'aux lavoirs qui seront reconnus, sur l'avis du conseil de salubrité et par M. le préfet de police, remplir les conditions de salubrité et d'économie nécessaires à ces établissements.

3^e Réduction du tarif pour les abonnements considérables, du 22 mars 1853.

Nous, préfet de la Seine,

Vu la délibération du conseil municipal, en date du 4 mars courant, conte-

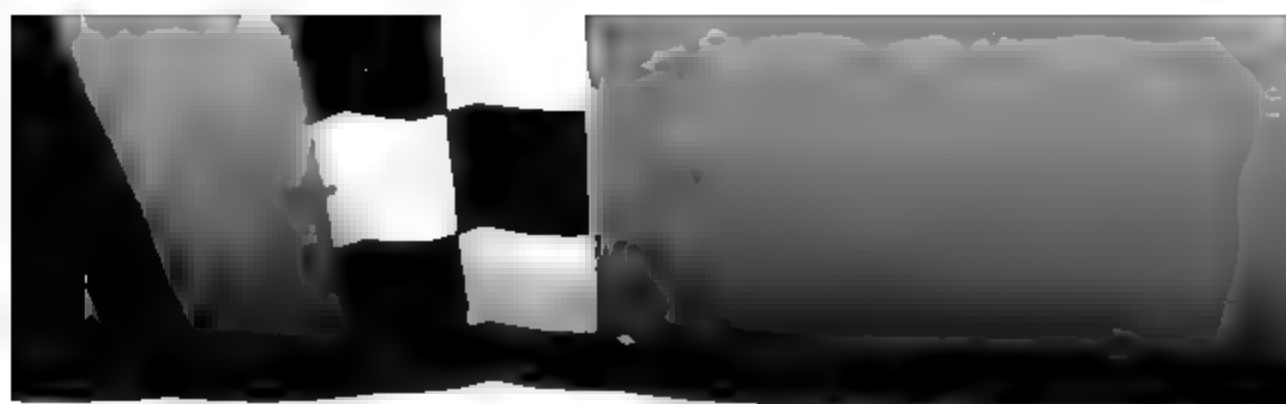
Tableau portant règlement du cadre et des traitements de la police municipale de Paris.

CADRE DU PERSONNEL.		TRAITEMENTS annuels.
1^{re} POLICE MUNICIPALE.		
1	Commissaire de police, chef de la police municipale.....	12,000 ^r
1	Chef-adjoint, à.....	8,000
1	Sous-chef, dont le traitement pourra varier de 3,000 à 5,000 fr., au traitement actuel de.....	3,500
20	Commis, dont :	
	2 commis principaux, de 2,400 à 4,000 francs, au traitement actuel, l'un de.....	2,700
	l'autre de.....	2,400
	8 commis de première classe, dont le traitement pourra va- riar de 2,100 à 3,000 francs, au traitement actuel de..	2,100
	9 commis de deuxième classe, dont le traitement pourra varier de 1,500 à 2,400 francs, au traitement actuel de...	1,500
4	Inspecteurs spéciaux, à.....	6,000
32	Officiers de paix, dont :	
	12 d'arrondissements, à.....	3,500
	8 idem, à.....	3,000
	4 de brigades centrales, à.....	3,500
	4 de services divers, à.....	4,000
	3 idem, à.....	5,000
	1 de sûreté, à.....	6,000
16	Inspecteurs principaux, à.....	2,500
78	Brigadiers, à.....	1,800
437	Sous-brigadiers, à.....	1,600
3,678	Sergents de ville, dont :	
	650 à.....	1,500
	775 à.....	1,400
	1,020 à.....	1,300
	1,231 à.....	1,200
321	Auxiliaires, à 3 francs par jour.....	(1,095)
1	Médecin-chef du service médical, à.....	2,500
12	Médecins d'arrondissement, à.....	1,000
2^o SERVICE DU CONTRÔLE.		
1	Commissaire de police, contrôleur des services extérieurs de la préfecture.....	10,000
1	Secrétaire, à.....	2,000
1	Officier de paix, à.....	4,000
1	Brigadier, à.....	1,800
2	Sous-brigadiers, à.....	1,600
20	Inspecteurs, dont 10 à.....	1,500
	10 à.....	1,400

N^o 40.

Décret qui détermine le nombre et les traitements des commissaires de police et des agents nécessaires pour la surveillance des communes du département de la Seine (Paris excepté), du 17 décembre 1859.

ART. 1^{er}. Le nombre, le chef-lieu, la juridiction des commissariats de police des communes du département de la Seine (Paris excepté), et le personnel des



n° 40.

594

agents attachés à chacun d'eux, sont arrêtés conformément au tableau suivant :

ARRONDISSE- MENTS.	CHEF-LIEU du commissariat.	CIRCONSCRIPTIONS	COMMISSAIRES de police.	SECRÉTAIRES.	MAJORDOMES.	AGENTS de ville.
Saint-Denis.	Boulogne.....	La commune de Boulogne et les portions des anciennes communes d'Auteuil et de Passy réunies à Boulogne en vertu de la loi du 16 juin 1859.	1	1	1	4
Saint-Denis.	Clichy.....	La commune de Clichy, accrue de la portion de l'ancienne commune de Batignolles-Monceaux réunie à Clichy en vertu de la loi du 16 juin 1859; la commune de Saint-Ouen	1	1	1	3
Saint-Denis.	Courbevoie....	Les communes de Courbevoie, Colombes et Genevilliers.	1	1	1	4
Saint-Denis.	Neuilly.....	La commune de Neuilly.....	1	1	1	5
Saint-Denis.	Pantin.....	Les communes de Pantin, Bobigny, Bondy, le Bourget, Drancy, Noisy-le-Sec, les Pres-Saint-Gervais et Romainville.	1	1	1	4
Saint-Denis.	Putaux.....	Les communes de Putaux, Nanterre et Suresnes.	1	1	1	4
Saint-Denis.	Saint-Denis...	Les communes de Saint-Denis, Anversvilliers, la Courneuve, Dugny, Epinay, Pierrefitte, Stains et Villepinte.	1	1	1	7
Sceaux.....	Charenton-le-Pont.	Les communes de Charenton-le-Pont, Créteil, Maisons-Alfort et Saint-Maurice.	1	1	1	6
Sceaux.....	Choisy-le-Roi.	Les communes de Choisy-le-Roi, Chevilly, Fresnes, l'Hay-les-Roses, Rungis, Thiais, Villejuif et Vitry	1	1	1	6
Sceaux.....	Gentilly.....	Les communes de Gentilly, Arcueil et Vry	1	1	1	4
Sceaux.....	Sceaux.....	Les communes de Sceaux, Antony, Bagneux, Bourg-la-Reine, Châtenay, Châtillon, Clamart, Fontenay-aux-Roses, le Plessis-Piquet.	1	1	1	6
Sceaux.....	Vincennes.....	Les communes de Vincennes, Fontenay-sous-Bois, Montreuil, Rosny, Saint-Mandé, Villemumbie, plus la commune de Bagnolet, dépendant de l'arrondissement de Saint-Denis.	1	1	1	6
Sceaux.....	Saint-Maur....	Les communes de St-Maur, Bonneuil, Bry-sur-Marne, Champigny, Joinville-le-Pont et Nogent-sur-Marne.	1	1	1	3
Sceaux.....	Vanves.....	Les communes de Vanves, Issy, Montrouge.	1	1	1	4

ART. 2. Les commissaires de police du département de la Seine sont divisés en deux classes; le traitement affecté à chacune d'elles est fixé ainsi qu'il suit :

1^{re} classe..... 2,500 fr.
2^e classe..... 2,000

ART. 4. Il est enjoint aux aubergistes, maîtres d'hôtels garnis et logeurs, d'inscrire, jour par jour, de suite, sans aucun blanc ni interligne, les noms, prénoms, âges, profession, domicile habituel et dernière demeure de tous ceux qui couchent chez eux, même une seule nuit.

Le registre doit indiquer la date de leur entrée et de leur sortie.

Il doit, en outre, mentionner s'ils sont porteurs de passe-ports ou autres papiers de sûreté, et quelles sont les autorités qui les auront délivrés. (*Loi du 22 juillet 1791, articles 3 et 475, paragraphe 2 du Code pénal.*)

ART. 5. Les aubergistes, maîtres d'hôtels garnis et logeurs représenteront leur registre à toute réquisition, soit aux commissaires de police qui les viseront, soit aux officiers de paix ou aux préposés de la préfecture de police, qui pourront aussi les viser.

Ils seront tenus de faire viser leurs registres, à la fin de chaque mois, par le commissaire de police de leur quartier (*Loi du 22 juillet 1791, et Code pénal, mêmes articles.*)

ART. 6. Faute par eux de se conformer aux dispositions des articles 3, 4 et 5 de la présente ordonnance, ils encourront les peines prononcées par les lois. (*Amende, depuis six francs jusqu'à dix inclusivement; art. 475 du Code pénal, paragraphe 2; emprisonnement pendant cinq jours, en cas de récidive; art. 478 du même Code.*)

Ils seront, en outre, civilement responsables des restitutions, des indemnités et des frais adjugés à ceux à qui un crime ou un délit commis par des personnes logées sans inscription aurait causé quelque dommage, sans préjudice de leur responsabilité dans le cas des articles 1952 et 1953 du Code civil. (*Art. 73 du Code pénal.*)

ART. 7. Il leur est défendu d'inscrire sciemment, sur leur registre, sous des noms faux ou supposés, les personnes logées chez eux, sous les peines prononcées par l'article 154 du Code pénal. (*Emprisonnement de six jours à un mois, Code pénal, art. 154.*)

Il leur est pareillement défendu de donner retraite aux vagabonds, mendiants et gens sans aveu. (*Loi du 10 vend. an IV.*)

ART. 8. Il leur est défendu aussi de recevoir habituellement des filles publiques, sous peine d'une amende de deux cents francs. (*Ord. de police du 6 nov. 1778, art. 3.*)

ART. 9. Les aubergistes, maîtres d'hôtels garnis et logeurs porteront tous les jours, avant quatre heures, au commissaire de police de leur quartier, les passe-ports des voyageurs français et une note des voyageurs étrangers qui seront arrivés dans leurs auberges, hôtels garnis, appartements ou chambres meublés.

En échange de chaque passe-ports, le commissaire de police leur remettra un bulletin, avec lequel les voyageurs se présenteront, dans les trois jours de leur arrivée, à la préfecture de police, pour y retirer leurs passe-ports et obtenir un visa ou un permis de séjour.

ART. 10. Les personnes, soit françaises, soit étrangères, qui, antérieurement à leur arrivée dans des maisons garnies, appartements ou chambres meublés, auraient obtenu des permis de séjour, seront tenues de les remettre immédiatement au maître de la maison garnie, de l'appartement ou chambre meublée chez lequel elles viendront loger.

Ce dernier sera tenu de les représenter, dans les vingt-quatre heures, au commissaire de police de son quartier, qui, s'ils sont périmés, le constatera, avec injonction aux individus qui en sont porteurs de les faire régulariser ou renouveler.

Il est défendu aux aubergistes, maîtres d'hôtels garnis et logeurs de retenir, sous quelque prétexte que ce soit, les papiers de sûreté des personnes logées chez eux.

ART. 11. Lorsqu'un aubergiste, maître d'hôtel garni ou logeur cessera sa profession, il devra faire immédiatement, au bureau du commissaire de police de son quartier, le dépôt de son registre avec l'acte de sa déclaration, qui lui a été donné par la préfecture de police.

ART. 12. Les passe-ports seront laissés à la disposition des voyageurs étrangers à la France, afin que, dans les trois jours de leur arrivée, ils puissent se faire reconnaître par l'ambassadeur, envoyé ou chargé d'affaires de leur gouvernement.

Ce délai de trois jours passé, ces étrangers sont tenus de se présenter à la préfecture de police pour y recevoir, en échange de leurs passe-ports, un permis de séjour distinct des permis de séjour ordinaires, et indicatif de leur qualité d'étrangers.

§ II.

Des personnes qui logent gratuitement des Français ou des étrangers.

ART. 13. Tous les habitants qui donneront à loger, à titre gratuit dans leurs maisons ou portions de maisons, seront tenus d'en faire la déclaration au commissaire de police du quartier.

Cette déclaration sera faite en double, dont un, visé par le commissaire de police, leur sera remis pour leur décharge.

Ils seront, en outre, soumis aux obligations imposées aux maîtres d'hôtels garnis et logeurs, en ce qui concerne les passe-ports et permis de séjour.

ART. 14. Faute par eux de se conformer à l'article précédent, ils encourront les peines de police correctionnelle prononcées par la loi. (Trois mois d'emprisonnement; loi du 27 ventôse an iv, art. 2 et 3.)

ART. 15. Les maîtres, les ouvriers ou toutes autres personnes qui reçoivent, à titre gratuit ou onéreux, des ouvriers, journaliers, apprentis ou autres, dans le logement qu'ils louent en leur nom, sont soumis aux obligations prescrites par l'article 13 de la présente ordonnance et sous les peines énoncées en l'article 14.

Dispositions générales.

ART. 16. Les contraventions seront constatées par des procès-verbaux ou des rapports, pour être poursuivies devant les tribunaux conformément aux lois.

ART. 17. Sont abrogées toutes les dispositions des ordonnances antérieures relatives aux maisons garnies, visa de passe-ports et permis de séjour qui seraient contraires aux dispositions de la présente.

ART. 18. La présente ordonnance sera imprimée, publiée et affichée.

N° 42.

Ordonnance de police concernant la chasse des oiseaux de passage, le gibier d'eau et la destruction des animaux malfaisants ou nuisibles, du 17 février 1858.

Vu la loi du 3 mai 1844, sur la police de la chasse, et les circulaires de M. le ministre de l'intérieur, en date des 23 juillet 1851 et 27 janvier 1858;

Vu les arrêtés du gouvernement du 12 messidor an viii (1^{er} juillet 1800) et 3 brumaire an ix (25 octobre 1800);

Vu la délibération du conseil général du département de la Seine, dans sa session du mois de novembre 1844, insérée dans le *Moniteur* du 5 décembre suivant;

Vu l'ordonnance de police du 10 mars 1845;

Considérant que les mesures réglementaires prescrites par cette ordonnance n'ont pas déterminé suffisamment le sens dans lequel doivent être interprétées les dispositions de l'article 9 de la loi précitée;

Considérant que la vente, le transport et le colportage, après la clôture de la chasse, des animaux malfaisants ou nuisibles, ayant le caractère de gibier, et dont la destruction est autorisée en tous temps, n'ont pas été interdits d'une manière absolue, et qu'il résulte de cet état de choses des abus qu'il y a lieu de faire cesser,

Ordonnons ce qui suit :

ART. 1^{er}. La chasse des oiseaux de passage, sur terre, ne sera permise, dans le département de la Seine, que pendant le temps où la chasse des autres espèces de gibier est ouverte. Elle ne pourra avoir lieu que pendant le jour et au moyen du fusil.

ART. 2. Les oiseaux de passage aquatiques pourront seuls être chassés, en tout temps, sur les rivières et étangs, mais au fusil et en bateau seulement.

ART. 3. Il est permis, en tout temps, au propriétaire, possesseur ou fermier, de tirer avec des armes à feu, ou de prendre aux pièges, autres que les lacets, sur ses terres ou récoltes seulement, les sangliers, les loups, renards, fouines, blaireaux, chats sauvages, belettes et putois.

ART. 4. Dans les conditions de l'article précédent, la destruction des moineaux, pies, grèbes, corbeaux, faucons, oiseaux de proie, est autorisée à l'aide de pièges, pendant le temps où la chasse est close.

ART. 5. La destruction des lapins pourra avoir lieu, pendant le temps où la chasse est close, mais seulement à l'aide de filets et de bourses.

ART. 6. Dans aucun cas, les lapins tués ou vivants, aussi bien que les autres animaux malfaisants ou nuisibles, ayant le caractère de gibier, dont la destruction est autorisée par les art. 3, 4 et 5 ci-dessus, ne pourront être mis en vente, vendus, achetés, transportés ni colportés pendant que la chasse sera close.

ART. 7. Il est formellement interdit de faire usage de panneaux, de filets de toute espèce, d'appaux, appelants et chanterelles, de lacets, collets et autres engins analogues.

Le miroir, qu'on est dans l'habitude d'employer pour tirer les allouettes, n'est pas considéré comme un engin prohibé.

ART. 8. La chasse est expressément interdite dans la plaine, aussi bien que dans les bois et forêts, toutes les fois que la terre est couverte de neige.

Cette disposition n'est pas applicable à la chasse du gibier d'eau dans les marais, sur les étangs, canaux, fleuves et rivières, ni à la destruction des animaux malfaisants ou nuisibles.

ART. 9. Nul ne pourra se livrer à la chasse des oiseaux de passage et du gibier d'eau sans être muni d'un permis de chasse obtenu conformément aux prescriptions de la loi.

Le propriétaire, possesseur ou fermier, n'aura pas besoin de ce permis pour repousser et détruire sur ses terres, même avec des armes à feu, les bêtes fauves qui porteraient dommage à ses propriétés.

ART. 10. Ceux des animaux nuisibles ou malfaisants, qui ont le caractère de

gibier et qui auront été détruits dans les conditions de l'art. 9 ci-dessus, ou dans des battues régulièrement ordonnées par des arrêtés spéciaux, ne pourront être consommés que sur place par les personnes qui auront pris part à la battue.

ART. 11. Tout individu qui, sous prétexte de détruire des animaux nuisibles ou malfaisants, se livrerait à l'exercice de la chasse, en temps prohibé, ou sans être muni d'un permis de chasse, sera poursuivi conformément à la loi.

ART. 12. L'ordonnance du 10 mars 1845 est rapportée.

ART. 13. La présente ordonnance sera imprimée, publiée et affichée, et les contraventions qui y seraient faites seront constatées par des procès-verbaux et déferées aux tribunaux compétents.

ART. 14. MM. les sous-préfets de Sceaux et de Saint-Denis, les maires et adjoints et les commissaires de police des communes rurales, les gardes champêtres et forestiers et la gendarmerie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution de la présente ordonnance.

N° 43.

Ordonnance de police concernant les incendies, du 11 décembre 1852.

Nous, préfet de police,

Vu : 1° les règlements et ordonnances des 26 janvier 1672, 11 avril 1696, 28 avril 1719, 20 janvier 1727, 10 février 1735, 15 novembre 1781 et 24 novembre 1843, concernant les diverses mesures et précautions à prendre pour prévenir ou arrêter les incendies :

La loi du 24 août 1790; — Les lois des 19-22 juillet 1791; — Les arrêtés du Gouvernement des 12 messidor an VIII (1^{er} juillet 1800) et 3 brumaire an IX (25 octobre 1800);

Considérant qu'il importe de rappeler aux habitants de Paris les obligations qui leur sont imposées par les règlements, soit pour prévenir les incendies, soit pour concourir à les éteindre, et d'apporter à ces règlements les modifications dont l'expérience a fait reconnaître l'utilité,

Ordonnons ce qui suit :

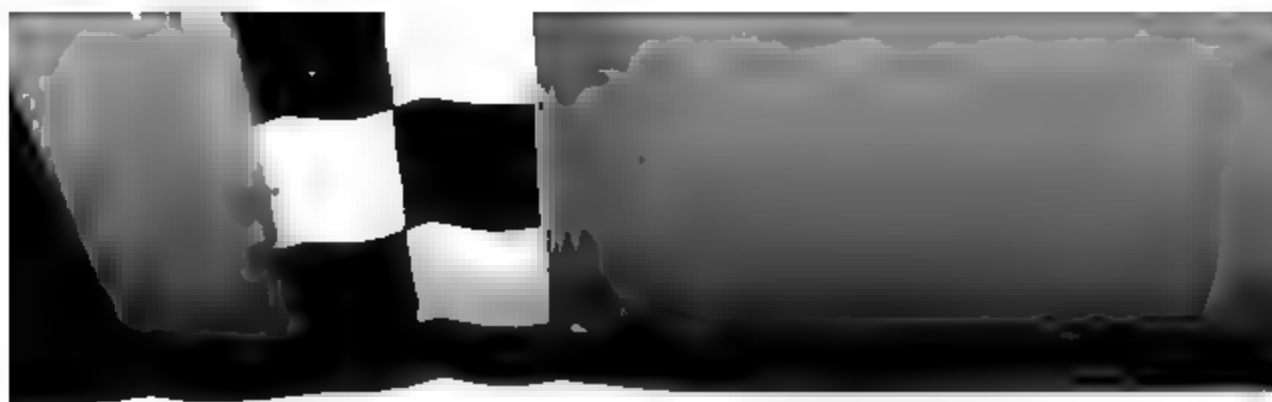
TITRE PREMIER.

Construction des Cheminées, Poêles, Fourneaux et Calorifères.

ART. 1^{er}. Toutes les cheminées, tous les poêles et autres appareils de chauffage, doivent être établis et disposés de manière à éviter les dangers de feu, et à pouvoir être facilement nettoyés ou ramonés.

ART. 2. Il est interdit d'adosser des foyers de cheminées, des poêles et des fourneaux à des cloisons dans lesquelles il entrerait du bois, à moins de laisser, entre le parement extérieur du mur entourant ces foyers et les cloisons, un espace de seize centimètres.

ART. 3. Les foyers des cheminées ne doivent être posés que sur des voûtes en maçonnerie ou sur des trémies en matériaux incombustibles.



La longueur des trémies sera au moins égale à la largeur des cheminées, y compris la moitié de l'épaisseur des jambages.

Leur largeur sera d'un mètre au moins, à partir du fond du foyer jusqu'au chevrete.

ART. 4. Il est interdit de poser les bois des combles et des planchers à moins de seize centimètres de toute face intérieure des tuyaux de cheminée et autres foyers.

ART. 5. Les languettes des tuyaux en plâtre doivent être pigeonnées à la maie et avoir au moins huit centimètres d'épaisseur.

ART. 6. Chaque foyer de cheminée ou de poêle doit, à moins d'autorisation spéciale, avoir son tuyau particulier dans toute la hauteur du bâtiment.

ART. 7. Les tuyaux de cheminée qui n'auraient pas au moins soixante centimètres de largeur sur vingt-cinq de profondeur, seront construits en briques, en terre cuite ou en fonte. Ils ne pourront être que de forme cylindrique ou à angles arrondis sur un rayon de six centimètres au moins.

Ces tuyaux ne pourront dévier de la verticale de manière à former avec elle un angle de plus de trente degrés (un tiers de l'angle droit).

L'accès de ces tuyaux, à leur partie supérieure, devra être facile.

ART. 8. Les mitres en plâtres sont interdites au-dessus des tuyaux des cheminées.

ART. 9. Les fourneaux potagers doivent être disposés de telle sorte que les cendres qui en proviennent soient retenues par des cendriers fixes construits en matériaux incombustibles et ne puissent tomber sur les planchers.

ART. 10. Les poêles de construction reposeront sur une aire en matériaux incombustibles d'au moins huit centimètres d'épaisseur, s'étendant de trente centimètres en avant de l'ouverture du foyer.

Cette aire sera séparée du cendrier intérieur par un vide d'au moins huit centimètres, permettant la circulation de l'air.

Les poêles mobiles devront reposer sur une plate-forme en matériaux incombustibles d'au moins vingt centimètres de saillie en avant de l'ouverture du foyer.

ART. 11. Les tuyaux de poêle et tous autres tuyaux conducteurs de fumée, en métal, devront toujours être isolés, dans toute leur hauteur, d'au moins seize centimètres des cloisons dans lesquelles il entrerait du bois.

Lorsqu'un tuyau traversera une de ces cloisons, le diamètre de l'ouverture faite dans la cloison devra excéder de seize centimètres celui du tuyau.

Ce tuyau sera maintenu au passage par une tôle dans laquelle il sera percé une ouverture égale au diamètre extérieur dudit tuyau.

ART. 12. Aucun tuyau conducteur de fumée, en métal, ne pourra traverser un plancher ou un pan de bois, à moins d'être entouré au passage par un manchon en métal ou en terre cuite.

Le diamètre de ce manchon excédera de dix centimètres celui du tuyau, de manière qu'il y ait partout, entre le manchon et le tuyau, un intervalle de cinq centimètres.

ART. 13. Les prescriptions des articles 2, 3, 4, 10, 11 et 12, relatives aux tuyaux de cheminée et aux tuyaux conducteurs de fumée, en métal, seront applicables aux tuyaux de chaleur des calorifères à air chaud.

Toutefois, sont exceptés les tuyaux de chaleur qui prennent l'air à la partie supérieure de la chambre dans laquelle est placé l'appareil de chauffage.

ART. 14. Il nous sera donné avis des vices de construction des cheminées, poêles, fourneaux et calorifères qui pourraient occasionner un incendie.

TITRE II.

Entretien et ramonage des cheminées.

Art. 15. Les propriétaires sont tenus d'entretenir constamment les cheminées en bon état.

Art. 16. Il est enjoint aux propriétaires et locataires de faire ramoner les cheminées et tous tuyaux conducteurs de fumée, assez fréquemment pour prévenir les dangers du feu.

Les cheminées, dans les fonderies de suif aux abattoirs, seront ramonnées tous les quinze jours.

Il est défendu de faire usage du feu pour nettoyer les cheminées et les tuyaux de poêle.

Les cheminées qui ne présenteraient pas à l'intérieur, et dans toute la longueur du tuyau, un passage d'au moins soixante centimètres sur vingt-cinq, seront construites en briques, en terre cuite ou en fonte. Ces cheminées ne devront être ramonnées qu'à l'aide d'éconvillos mus par une corde.

TITRE III.

Des couvertures en chaume et en jonc.

Art. 17. Aucune couverture en chaume ou en jonc ne pourra être conservée ou établie sans notre autorisation.

TITRE IV.

Des fours, forges, usines et ateliers.

Art. 18. Les fours, forges et usines à feu non compris dans la nomenclature des établissements classés, lesquels sont soumis à des règlements spéciaux, ne pourront être établis dans l'intérieur de Paris sans notre permission. Le sol, le plafond et les parois des locaux où ils sont construits ne pourront être en bois.

Il est défendu de déposer du bois ou autre matière combustible à découvert dans aucune partie du fournil.

Le bois destiné à la consommation de chaque jour, dans les établissements de boulangerie et de pâtisserie, pourra, après sa dessiccation, rester dans les fournils; mais il devra être renfermé dans une construction spéciale en matériaux incombustibles fermant hermétiquement par une porte en fer.

Les arcades situées sous les fours pourront être affectées à cette destination, en les fermant également par une porte en fer à demeure.

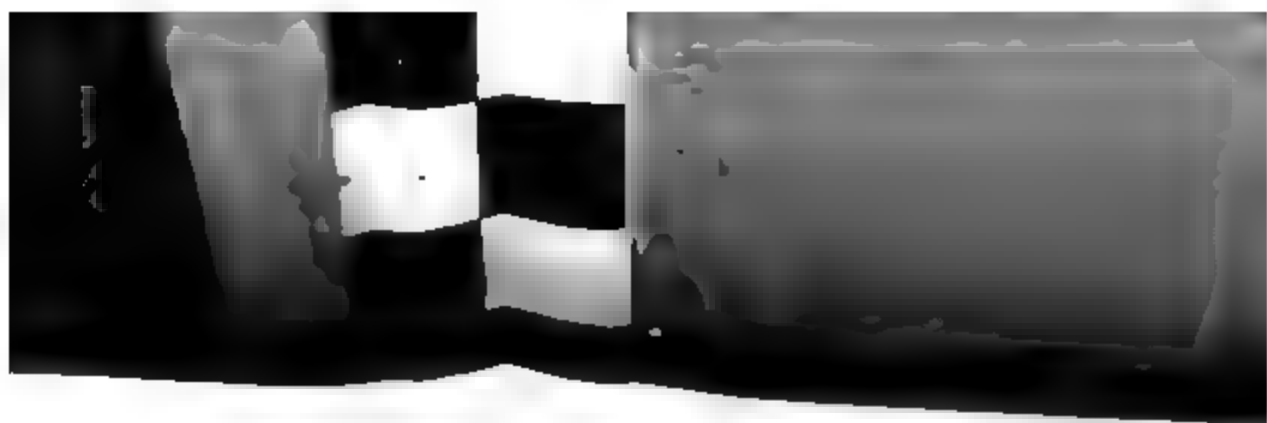
Le bois de provision des boulangers et pâtisseries devra toujours être déposé hors du fournil, dans un lieu où il ne puisse présenter aucun danger.

Les soupentes, resterres, planchers et supports à pannes, et toutes constructions établies dans les fournils, seront en matériaux incombustibles.

Les étouffoirs et coffres à braise doivent être aussi en matériaux incombustibles.

Cette disposition s'applique également aux escaliers communiquant aux fournils; ces escaliers devront d'ailleurs être d'un accès facile.

Les pétrins et couches à pain seront revêtus extérieurement de tôle, quand ils se trouveront placés à moins de deux mètres de la bouche du four.



Les glissoires de farine en bois, avec fourreaux en toile, seront, dans ce cas, construites en zinc avec fourreau en peau.

ART. 20. Les charrons, menuisiers, carrossiers et autres ouvriers, qui s'occuperaient en même temps de travailler le bois et le fer, sont tenus, s'ils exercent les deux professions dans la même maison, d'y avoir deux ateliers entièrement séparés par un mur, à moins qu'entre la forge et l'endroit où l'on travaille et où l'on dépose le bois, il n'y ait une distance de dix mètres au moins.

Il leur est défendu de déposer dans l'atelier de la forge aucuns bois, reconques, ni pièces de charroinage, menuiserie ou autres; sont exceptés cependant les ouvrages finis et qu'on serait occupé à ferrer; mais ces ouvrages seront mis à la fin de chaque journée dans un endroit séparé de la forge, en sorte qu'il ne reste dans l'atelier aucunes matières combustibles pendant la nuit.

ART. 21. Dans les ateliers de menuiserie ou d'ébénisterie et de peintures en décors, les forges ou les fourneaux, dits sorbonnes, destinés à chauffer les colles, ne seront établis que sous des hottes en matériaux incombustibles.

L'âtre sera entouré d'un mur en briques de vingt-cinq centimètres de hauteur au-dessus du foyer, et ce foyer sera disposé de manière à être clos pendant l'absence des ouvriers par une formature en tôle.

Dans ces mêmes ateliers, on ne pourra faire usage des chandeliers en bois, et les copeaux seront enlevés chaque soir et renfermés dans un local isolé, autant que possible, desdits ateliers.

TITRE V.

Entrepôts, magasins et dépôts de matières combustibles, inflammables, détonnantes et fulminantes, théâtres et salles de spectacle.

ART. 22. Aucuns magasins et entrepôts de charbon de terre, houille, tourbes et autres combustibles, ne pourront être formés dans Paris sans notre autorisation.

ART. 23. Il est défendu d'entrer dans les écuries avec de la lumière non renfermée dans une lanterne.

ART. 24. Il est interdit d'entrer avec de la lumière dans les établissements, magasins, caves et autres lieux renfermant des dépôts d'essences ou de spiritueux, et, en général, de toutes matières inflammables ou fulminantes, à moins que cette lumière ne soit renfermée dans une lanterne de sûreté, dite *lampe Davy*.

Les caves et magasins, renfermant des essences et des spiritueux, devront être disposés conformément aux règlements, et être ventilés au moyen d'une ouverture de trois ou quatre centimètres ménagée au-dessus et dans toute la largeur de la porte d'entrée, et d'une autre ouverture opposée à la première. Cette seconde ouverture sera pratiquée dans la partie supérieure de la cave ou du magasin.

ART. 25. Il est défendu de rechercher les fuites de gaz avec du feu ou de la lumière.

ART. 26. La vente des pièces d'artifice, le tir des armes à feu et des feux d'artifice, la conservation, le transport et la vente des capsules et des allumettes fulminantes, auront lieu conformément aux règlements spéciaux relatifs à ces matières.

Les directeurs des théâtres et des salles de spectacle, les propriétaires des chantiers et entrepôts de bois de chauffage, des magasins de charbons de terre

des procès-verbaux qui nous seront transmis pour être déferés, s'il y a lieu, aux tribunaux compétents.

Il sera pris, en outre, suivant les circonstances, telles mesures d'urgence qu'exigera la sûreté publique.

N° 44.

Décret relatif à la vente du poisson d'eau douce amené à la halle de Paris, du 26 janvier 1811.

ART. 1^{er}. La vente du poisson d'eau douce amené à la halle de notre bonne ville de Paris sera faite sur le carreau, par lots, comme la marée, et par le ministère d'un facteur.

ART. 2. Le facteur sera nommé comme ceux de la marée, sera soumis aux mêmes règles et obligations, et donnera un cautionnement pareil.

ART. 3. Ce cautionnement sera versé à la caisse de la marée, laquelle payera comptant le prix des ventes aux marchands forains, sans délai, et comme il est pratiqué pour la marée.

ART. 4. Le facteur versera chaque jour dans la caisse de la marée, le prix des ventes.

ART. 5. Il y aura deux contrôleurs qui verseront chacun un cautionnement égal à celui des contrôleurs de la vallée.

ART. 6. Il sera perçu sur les ventes : 1^o cinq pour cent au profit de la ville de Paris; 2^o par le facteur, un pour cent sur les ventes au comptant, un et demi sur les ventes à crédit, sans aucune autre perception sous aucun prétexte telle que droit de punier acquêt, ou quelque autre dénomination ou valeur que ce soit.

ART. 7. Le droit de cinq pour cent sera versé brut dans la caisse du receveur municipal de la ville de Paris.

ART. 8. Les frais seront payés selon le tableau joint au présent décret.

ART. 9. Les deux inspecteurs nommés par le préfet de la Seine inspecteront tout ce qui se fera pour la vente du poisson d'eau douce. A cet effet les facteurs et tous employés de la caisse de la marée leur représenteront, comme ceux des beurres et œufs et de la volaille, sous peine de destitution, tous les livres, carnets, feuilles de ventes, bordereaux, et en général tous les renseignements qu'ils demanderont.

Tableau des frais qui seront payés par la ville de Paris.

Deux commis contrôleurs à 1,200 fr.....	2,400 fr.
Deux oriers à 800.....	1,600
Quatre forts à 400.....	1,600
Frais de bureau.....	600

TOTAL..... 6,200 fr.

N° 45.

Droits de location d'abris et de remises, perçus par la ville de Paris sur les ventes en gros dans les halles d'approvisionnement et dans les marchés.

DÉSIGNATION DES HALLES ET MARCHÉS ET DES OBJETS SOUMIS AUX DROITS.		QUANTITÉS SOUMISES AUX DROITS.	TAUX DES DROITS PERÇUS.
Vente à la criée de la viande de boucherie.....		Kilogrammes.	2 ^e 02 ^e le kilogramme.
Poisson d'eau douce.....		Bureaux.	1,000 ^e par an et par bureau.
Huîtres.....		"	5 0/0
Marée.....		"	10
Volaille et gibier.....		"	10
Grains et farines.....		"	6
Beurre, œufs et fromages.....		"	10
Fruits et légumes.....		"	10
Marchés à bestiaux.....		Hectolitres.	2 ^e 40 ^e par hectolitre.
		Quintaux.	2 ^e 80 par quintal.
		"	5 0/0
		"	2 1/2
		"	2 1/2
		"	5
		"	1
		"	1
		"	1
		"	1
		Journées d'occupat.	2 ^e 75 ^e par place et par jour.
		Mètres superficiels.	2 ^e 05 par mètre et par jour.
		Journées d'occupat.	2 ^e 75 par place et par jour.
		Mètres superficiels.	2 ^e 05 par mètre et par jour.
		Journées d'occupat.	1 ^e 50 par place et par jour.
		—	1 25
		—	—
		—	2 ^e 40
		—	—
		Mètres superficiels.	2 ^e 05 par mètre et par jour.
		Bureaux.	1,000 ^e par an et par bureau.
		Kilogrammes.	1 ^e 00 ^e par 100 kilogrammes.
		Œufs.	2 ^e 20 ^e par 1,000 œufs.
		Bureaux.	1,000 ^e par an et par bureau.
		Journées d'occupat.	1 ^e 00 ^e par place et par jour.
		—	2 ^e 75
		Mètres superficiels.	2 ^e 05 par mètre et par jour.
		Journées d'occupat.	2 ^e 75 par place et par jour.
		Mètres superficiels.	2 ^e 05 par mètre et par jour.
		Journées d'occupat.	2 ^e 40 par place et par jour.
		—	2 ^e 20
		—	2 ^e 15
		Mètres superficiels.	2 ^e 05 par mètre et par jour.
		Journées d'occupat.	3 00 par place et par jour.
		—	2 ^e 50
		Pièces vendues.	1 ^e 10 ^e par pièce.
		Veaux.	2 ^e 50 par tête.
		Bœufs ou taureaux.	2 ^e 75
		Vaches.	2 ^e 75
		Veaux.	2 ^e 25
		Moutons.	2 ^e 10
		Journées d'occupat.	2 ^e 20 ^e par place et par jour.

DÉSIGNATION DES HALLES ET MARCHÉS ET DES OBJETS SOUMIS AUX DROITS.		QUANTITÉS SOMMES AU DROIT.	TAUX DES DROITS PERÇUS.
Marché des Prouvaires..	Boucherie.....	Journées d'occupat.	2 25 —
	Charcuterie.. 1 ^{re} série.....	—	2 40 —
	2 ^e série.....	—	1 60 —
	Issues..... de veaux.....	—	0 75 —
Marché à la triperie	de pores.....	—	0 50 —
Marché Saint-Honoré.....	1 ^{re} série.....	—	0 60 Bail.
	1 ^{re} série.....	—	0 60 par place et par j.
	2 ^e série.....	—	0 40 —
Marché de la place Laborde.....	Boucherie.....	—	1 50 —
Marché Saint-Martin-des-Champs.....	Abris.....	—	0 10 —
	Boucherie.....	—	0 35 —
	Places ordinaires	—	1 50 —
Marché Saint-Quentin (ancien marché de la Foire-Saint-Laurent).....	Poisson.....	—	1 ^{re} 10 ^c par place et par j.
	Triperie.....	—	2 25 —
	Boulangerie ..	—	2 25 —
	Charcuterie ..	—	1 40 —
Marché des Blancs-Manteaux.....	Boucherie.....	—	1 50 —
	Abris.....	—	1 50 —
	Charcuterie ..	—	1 50 —
	Abris.....	—	1 50 —
Marché Beauveau-Saint-Antoine.....	Forains.....	—	2 25 —
	Boucherie.....	—	2 10 —
	Charcuterie ..	—	1 50 —
	Vieux habits, chiffons.....	—	1 30 —
Marché Palu.....	1 ^{re} série.....	—	2 15 —
	2 ^e série.....	—	2 15 —
	Abris.....	—	2 15 par mètre et par j.
	Boucherie.....	Journées d'occupat.	1 60 par place et par j.
Marché Saint-Germain.....	Charcuterie ..	—	1 50 —
	Boutiques.....	Semaines d'occupat.	1 ^{re} 50 ^c par semaine
	—	—	2 50 —
	—	—	3 50 —
Marché de la rue de Sévres	—	—	4 50 —
	—	—	5 50 —
	—	—	6 50 —
	—	—	7 50 —
Marché du Gros-Cailion.....	—	—	8 50 —
	—	—	9 50 —
	—	—	10 50 —
	—	—	11 50 —
Marché de la place du Champ-des-Capucins.....	—	—	12 50 —
	—	—	13 50 —
	—	—	14 50 —
	—	—	15 50 —
Marché des Carmes.....	Ressertes.....	—	7 70 —
	Caves.....	—	1 ^{re} 15 ^c par place et par j.
	1 ^{re} série.....	Journées d'occupat.	2 15 —
	2 ^e série.....	—	2 15 —
Marché de la rue de Sévres	Forains.....	—	2 15 —
	Abris.....	—	2 30 —
	Boucherie.....	—	1 50 —
	Charcuterie ..	—	1 50 —
Marché du Gros-Cailion.....	—	—	2 10 —
	—	—	2 25 —
	—	—	2 50 —
	—	—	2 50 —
Marché des Carmes.....	—	—	2 50 —
	—	—	2 50 —
	—	—	2 50 —
	—	—	2 50 —
Marché à fourrages	Stationnement sur.....	Bottes.	1 ^{re} 25 ^c par 100 bottes
	Remisage.....	—	2 15 —
	Location des greniers.....	Hectolitres.	3 05 par hectolitre
	—	Nuits.	4 30 par nuit.
Marché à fourrages	—	Greniers.	5 30 par mois.
	—	—	6 30 par quinzaine.
	—	—	7 30 par nuit.
	—	—	8 30 par nuit.

DÉSIGNATION DES HALLES ET MARCHÉS ET DES OBJETS SOUS LES DROITS.			QUANTITÉS SOUTENUES AUX DROITS.	TAUX DES DROITS PERÇUS.	
Marché aux chevaux.....			Chevaux ou mulets. Anes, bœufs ou chèvres. Essais. Voitures } à 3 roues. } à 4 roues. Journées d'occupat.	fr 50 ^c par cheval ou mulet. » 20 par âne, bœuf ou chèvre. fr 25 ^c par essai. » 75 par voiture. 1 25 — fr 30 ^c par place et par jour.	
Marché du Temple.....			1 ^{re} série..... 2 ^e série.....	» 30 » 10	
Marché au vieux linge et à la ferraille.....			1 ^{re} série..... 2 ^e série.....	» 75 » 60	
Marché aux laines....	Q. Desaix } et } Napoléon. }	Sédentaires.....	1 ^{re} série.....	» 60	
		Forains.....	2 ^e série.....	» 60	
		Pepliniéristes.....	3 ^e série.....	» 60	
		Jardiniers.....	—	» 25	
		Place de la Madeleine.....	—	» 60	
		Boulevard Saint-Martin.....	—	» 60	
Place Saint-Sulpice.....			—	» 60	
MARCHÉS EXISTANT SUR LES TERRITOIRES ANNEXÉS.					
Marché de Bagnolles.....			Sédentaires..... Forains.....	Mètres superficiels. » 15 par mètre et par jour. » 15	
Marché de Belleville	rue Levert.....	Sédentaires.....	—	» 10	
		Forains.....	—	» 10	
		rue Saint-Laurent.....	Sédentaires.....	—	» 10
			Forains.....	—	» 10
Marché de Bercy....	Chaussée Menilmontant..	Sédentaires.....	—	» 10	
		Forains.....	—	» 10	
		Comestibles.....	Sédentaires.....	—	» 10
			Forains.....	—	» 10
Marché de Chapelle.	Fourrages.....	Forains.....	—	» 10	
		Comestibles.....	Sédentaires.....	—	» 10
			Forains.....	—	» 10
		Marché de la Chapelle.	Bestiaux.....	Bœufs ou taureaux.....	—
Vaches.....	grasses.....			» 75	
laitières.....	—			» 75	
Veaux.....	—			» 30	
Marché de la Chapelle.	Fourrages.....	Porcs.....	gras.....	» 25	
		maigres.....	—	» 25	
		Mètres superficiels.....		» par mètre et par jour.	
		Stationnements provisoires.....	—	» 2	
Marché de la gare d'Ivry.....			Sédentaires..... Forains.....	» 10 » 10	
Marché de Grenelle.....			Sédentaires..... Forains.....	» 10 » 10	
Marché de la Maison Blanche (affermé jusqu'en 1863).....			—	—	
Marché de Montmartre (affermé jusqu'au 31 dé- cembre 1880).....	Chaussée Clignancourt rue de l'Abbaye.	Sédentaires.....	—	—	
		Forains.....	—	—	
		Sédentaires.....	—	» 10	
		Forains.....	—	» 10	
Marché de Montrouge.....			Sédentaires..... Forains.....	» 10 » 10	
Marché de Passy.....			1 ^{re} série..... 2 ^e série..... Forains.....	» 10 » 10 » 10	
Marché de Saint-Mandé.....			Sédentaires..... Forains.....	» 10 » 10	
Marché des Ternes.....			Sédentaires..... Forains.....	» 05 » 05	
Marché de Vaugrard.....			Sédentaires..... Forains.....	» 10 » 10	
Marché de Villette.	Comestibles.....	Sédentaires.....	—	» 10	
		Forains.....	—	» 10	
		Vieux linge, etc.....	Sédentaires.....	—	» 10
			Forains.....	—	» 10

N^{os} 46 et 47.**Ordonnance du préfet de police relative à la vente du bois de chauffage dans le ressort de la préfecture de police, du 7 septembre 1850¹.**

ART. 1^{er}. A l'avenir, les marchands de bois de chauffage seront tenus de vendre soit au poids, soit à la mesure, à la volonté de l'acheteur.

ART. 2. Il est enjoint aux marchands de bois de placer à chaque pile, en lieu apparent, une plaque ou pancarte indiquant, en caractères lisibles, l'essence du bois dont la pile est composée, et l'année de la coupe.

ART. 3. Le bois de chauffage dont les bûches auront un mètre cent trente-sept millimètres de longueur, ne pourra être mesuré dans les lieux consacrés à la vente publique, dans le ressort de la préfecture de police, qu'au moyen de mesures construites selon le modèle indiqué en la description ci-annexée, visé et approuvé par nous.

ART. 4. Tout mesurage de bois fait dans une membrure qui ne serait pas composée de ses deux parties, et dont le châssis ne serait pas placé de la manière indiquée par les plates-bandes de rencontre, sera réputé frauduleux et puni comme tel.

ART. 5. La longueur moyenne ordinaire du bois de chauffage étant d'un mètre cent trente-sept millimètres, tout mesurage de bois dans les membrures dont le détail est ci-annexé, sera considéré comme frauduleux, poursuivi et puni comme tel, si on y introduit des bûches ayant moins d'un mètre cent trente-cinq millimètres. Les bois autres que ceux généralement en usage dans le commerce ne pouvant être mesurés dans les dites membrures, il pourra être accordé, s'il y a lieu, l'autorisation d'en construire de particulières et spécialement appropriées au bois d'autres dimensions.

ART. 6. Nul ne pourra faire usage de mesures quelles qu'elles soient, qui n'auraient point été préalablement vérifiées et poinçonnées sur toutes leurs parties par les vérificateurs des poids et mesures.

ART. 7. Une inscription en caractères de cinq centimètres de hauteur, sera placée à l'extérieur d'un des montants de chaque membrure, pour indiquer la longueur des bûches qu'elle est destinée à mesurer.

Description de la membrure double stère, pour le mesurage du bois de chauffage, annexée à l'ordonnance de police du 7 septembre 1850.

La membrure double stère sera formée :

1^o D'une sole en chêne bien droite et bien équarrie, de trois mètres vingt centimètres de longueur sur douze centimètres de largeur, et sept centimètres de hauteur;

2^o De deux montants de quatre-vingt-huit centimètres de hauteur, non compris les tenons, sept d'épaisseur et douze de largeur, leur écartement sera, dans œuvre, de deux mètres; ils seront ferrés, à leur partie supérieure, d'une plate-bande en fer forgé entaillée dans le bois, et qui fera retour à angle droit le long des deux faces extérieures des montants sur une longueur de dix centimètres;

¹ Cette ordonnance ayant complété, en la reproduisant, celle du 15 décembre 1835, il devient inutile de donner le texte de cette dernière ordonnance, bien que l'abrogation n'en soit point prononcée. — Voyez à ce sujet l'observation de la page 71.

La Briche, pour les arrivages par la basse Seine;

Le bassin de la Villette, pour les arrivages par le canal de l'Ourcq et celui de Saint-Denis.

Ils y séjourneront jusqu'à ce qu'ils puissent être admis dans les ports de vente; néanmoins les propriétaires auront toujours le droit de disposer de leurs charbons, soit en les faisant conduire par la rivière au port de déchargement, soit en les introduisant dans Paris par la voie de terre, soit en les dirigeant par l'une ou l'autre voie sur toute autre destination.

ART. 4. Les dispositions de l'article précédent ne recevront leur exécution qu'à dater du 1^{er} janvier 1835.

ART. 5. Le tour de vente sur les places et dans les ports est supprimé; en conséquence, les charbons qui y seront amenés pourront être mis en vente simultanément.

ART. 6. Les consignataires des charbons qui sont actuellement établis sur les places sous le nom de *facteurs* sont maintenus; mais leur intervention ne sera en aucun cas obligatoire, et tout marchand de charbon pourra, dans les marchés publics, vendre par lui-même ou par un mandataire de son choix.

Les facteurs sont nommés par le préfet de police et sont révocables par lui.

ART. 7. Une partie de chaque marché, déterminée par des réglemens de police, sera réservée spécialement aux charbons qui ne seraient pas destinés à être vendus par l'entremise des facteurs.

ART. 8. Il pourra être établi dans Paris des magasins particuliers pour la vente des charbons de bois; ces magasins devront être clos et couverts; ils seront rangés parmi les établissements dangereux, insalubres ou incommodes de seconde classe.

ART. 9. Les lieux consacrés à la vente du charbon à la petite mesure sont rangés dans la troisième classe des mêmes établissements. L'approvisionnement de chaque débitant ne pourra s'élever au delà de cent hectolitres.

ART. 10. Il sera pourvu par des réglemens particuliers à la police des ports et places affectés à la vente du charbon de bois.

ART. 11. L'ordonnance royale du 4 février 1826 est rapportée.

ART. 12. Notre ministre secrétaire d'état du commerce est chargé de l'exécution.

N° 49.

Ordonnance du préfet de police concernant la vente du charbon de bois dans Paris, du 15 décembre 1834.

CHAPITRE I^{er}.

Des lieux consacrés à la vente du charbon.

ART. 1^{er}. Les lieux affectés, comme marchés publics, à la vente du charbon de bois dans Paris sont, quant à présent,

Savoir :

Sur la rivière, les ports de l'ancienne place aux Veaux, de la Grève, de l'École, du canal Saint-Martin, de la Tournelle, des Quatre-Nations et d'Orsay;

devrait en être préalablement faite au bureau de l'octroi et à celui de la navigation.

ART. 14. Le dépotage des charbons s'effectuera sur les ports de déchargement; mais seulement sur les points qu'indiqueront les permis délivrés par l'inspecteur général de la navigation.

Le dépotage commencera dès la mise à port du bateau; il sera opéré sans discontinuer jusqu'à complet achèvement et avec des moyens tels qu'il soit déchargé au moins 1,000 hectolitres par jour.

ART. 15. Les charbons devront être enlevés du port, à mesure du déchargement.

En cas de contraventions aux dispositions qui précèdent, les bateaux seront reconduits d'office, aux risques, périls et frais du propriétaire, dans la gare la plus voisine.

CHAPITRE III.

Des charbons arrivant par terre.

ART. 16. Les charbons arrivant par terre, qui se rendront aux divers marchés publics, ne devront entrer dans Paris, que par les barrières de perception d'octroi ci-après, savoir :

De Passy, de Monceaux, de la Villeite, de Vincennes, de Charcaton, de Fontainebleau, de la Santé et d'Enfer.

ART. 17. Les charbons seront reçus aux places de vente tous les jours, excepté les jours fériés, savoir : du 1^{er} avril au 31 octobre, depuis six heures du matin jusqu'à six heures du soir; et du 1^{er} novembre au 31 mars, depuis sept heures du matin jusqu'à cinq heures du soir.

ART. 18. Il y aura, sur chaque place, des préposés et des facteurs nommés par nous et dont nous déterminerons le nombre selon les besoins du service.

ART. 19. Les facteurs sont chargés de recevoir les charbons qui leur sont adressés et d'en opérer la vente; ils ne peuvent faire directement ni indirectement le commerce de charbon pour leur propre compte.

Leur gestion sera contrôlée administrativement, selon le mode établi par nous, et de telle sorte que les expéditeurs puissent toujours trouver auprès des agents de contrôle les renseignements propres à leur faire apprécier la sincérité des opérations confiées à ces mandataires.

CHAPITRE IV

De la vente du charbon.

ART. 20. La vente du charbon sur les ports et places sera ouverte, savoir :

Du 1^{er} avril au 30 septembre, depuis six heures du matin jusqu'à une heure du soir, et de deux heures à six heures.

Du 1^{er} octobre au 31 mars, de huit heures du matin à une heure du soir, et de deux heures à quatre.

ART. 21. Tout charbon qui n'aurait pas 30 millimètres de longueur sera considéré comme poussier.

Les fumérons seront toujours extraits du charbon et vendus à part.

ART. 22. Le poussier restant à chaque tas après la vente du charbon devra être porté dans une case à ce affectée.

Le poussier restant au fond d'un bateau, après la vente et le dépotage, ne pourra être déposé sur les ports; il sera transporté et mis en vente sur les points que nous aurons indiqués.

N° 50.

Règlement sur la perception des droits d'octroi et d'abattoir au poids sur la viande de boucherie, approuvé par ordonnance royale du 28 décembre 1846.

DROITS D'OCTROI.

Art. 1^{er}. A partir du 1^{er} janvier 1847, les droits d'octroi établis par tête, au profit de la ville de Paris, sur les bœufs, vaches, veaux, moutons, porcs et sangliers, ainsi que les droits de la caisse de Poissy perçue sur les quatre premières espèces de ces bestiaux, seront remplacés par des droits au poids, auxquels seront soumis également les boucs et chèvres.

Ces droits, ainsi que ceux dus pour la viande dite à la main, apportée de l'extérieur pour la charcuterie, les abats et issues, les suifs et autres provenances des bestiaux ci-dessus désignés, seront perçus conformément au tarif ci-annexé et aux dispositions réglementaires qu'il renferme.

Art. 2. Les bestiaux ci-dessus désignés seront déclarés aux barrières, et l'entrée en sera permise sous l'engagement de les conduire, aux abattoirs publics, soit au marché de l'intérieur, ou, à défaut d'acquitter par tête un droit fixe représentant ceux d'octroi et d'abattoir que les diverses autres parties des animaux auraient pu produire,

savoir :

Par bœuf, de.....	53 fr.
Par vache, de.....	35
Par veau, de.....	11
Par mouton, bouc ou chèvre, de.....	4
Par porc, de.....	14

Toutefois, le cautionnement ou la consignation de ce droit ne seront point exigés pour les bestiaux destinés aux abattoirs et déclarés par les bouchers eux-mêmes, par les charcutiers ou par les agents des uns et des autres accrédités par eux auprès de l'octroi, et dont ils se reconnaîtront responsables; mais la consignation devra toujours être effectuée quand il s'agira de bestiaux destinés au marché public.

Art. 3. A leur arrivée dans les abattoirs, les bestiaux seront reconnus et comptés, et décharge sera donnée de l'engagement pris à la barrière d'introduction pour tous ceux qui auront été représentés.

Le droit fixé par l'article qui précède sera exigé immédiatement pour les bestiaux manquants, sans préjudice des procès-verbaux de saisie, qui pourront toujours être rapportés en cas de soustraction frauduleuse.

Art. 4. Les consignations effectuées pour des bestiaux conduits au marché seront remboursées par le receveur dépositaire, sur la remise de la quittance et la représentation d'un certificat délivré par les employés de l'octroi près du marché, constatant l'engagement pris par l'acquéreur de faire arriver les bestiaux à l'abattoir, ou sinon, d'acquitter le droit fixe déterminé par l'article 2 ci-dessus.

En cas de non-vente ou d'enlèvement pour l'extérieur, le remboursement aura lieu sur un certificat constatant le départ du marché, suivi de la constatation de la sortie des bestiaux de Paris.

Art. 5. Les abattoirs publics affectés au service de la boucherie de Paris

sont déclarés entrepôt pour les viandes, suifs, et pieds de bœufs ou de vaches. Les bouchers pourront faire des envois à l'extérieur en franchise du droit d'octroi, à la charge de justifier de la sortie de Paris des quantités par eux déclarées.

ART. 6. Le préfet de la Seine, sur la proposition de l'Administration, déterminera les bureaux de sortie, ainsi que le minimum des quantités qui pourront être enlevées à destination de l'extérieur. En cas d'escorte, à défaut d'autre garantie, l'indemnité à payer par l'expéditeur sera d'un franc par conduite ou voiture, comme il est réglé pour le passe-debout.

ART. 7. Les portes et grilles des abattoirs sont assimilées aux barrières. Les employés en ont la garde, et peuvent opérer sur les chargements toutes les vérifications et recherches que les lois et règlements autorisent à faire aux entrées de Paris. Ils ont accès dans toutes les parties des abattoirs pour s'assurer qu'il ne s'y prépare aucune tentative frauduleuse. Ils en gardent et surveillent l'enceinte, peuvent constater dans ces établissements toutes les contraventions qui s'y commettraient, et y sont placés également sous la protection de la loi.

ART. 8. Les porteurs ou conducteurs de viande ou autres objets soumis aux droits, à leur enlèvement des abattoirs, sont tenus de faire au bureau de l'octroi la déclaration prescrite par les articles 10 de la loi du 27 vendémiaire an VII et 28 de l'ordonnance royale du 9 décembre 1814; de représenter les notes de pesage et autres pièces contenant l'indication des objets et quantités dont se composent les chargements, et s'ils sont destinés pour Paris, d'en acquitter les droits avant de les pouvoir faire sortir des abattoirs, sous les peines portées par la loi du 20 mars 1832, en raison des quantités non déclarées. Ils sont tenus aussi, comme le prescrit l'article 28 précité, de faciliter toutes les opérations nécessaires aux vérifications des employés.

ART. 9. Afin de rendre plus rapide l'enlèvement de la viande destinée aux étaux des bouchers et charcutiers, on pourra exceptionnellement à la règle posée dans l'article 8 ci-dessus, admettre ceux de ces redevables qui fourniront un cautionnement ou une caution agréée par l'Administration de l'octroi, à n'acquitter les droits qu'à des jours désignés.

Les conditions de ce délai seront déterminées par le préfet de la Seine, sur la proposition de l'Administration de l'octroi.

ART. 10. Si l'Administration de l'octroi le reconnaît praticable, elle pourra faire vérifier les déclarations de sortie par le pesage des voitures et de leur chargement, mais sous la condition que, préalablement, les voitures seront pesées à vide, que les diverses parties en seront poinçonnées, et qu'elles porteront les numéros et autres indications nécessaires pour les faire reconnaître. Tout changement apporté dans la construction des voitures ou des pièces qui les composent, sans en avoir fait la déclaration aux employés, et demandé un nouveau pesage, toute altération des marques précédemment apposées, fera perdre aux contrevenants les avantages de ce mode de vérification; lequel d'ailleurs n'exclut ni n'atténue en rien le droit qu'ont toujours les employés de l'octroi de faire peser les viandes isolément à la sortie des abattoirs, ainsi que les autres objets imposés au poids.

ART. 11. Un arrêté du préfet de la Seine, concerté avec le préfet de police, déterminera sur la proposition de l'Administration de l'octroi, les heures de sortie des abattoirs des viandes et autres produits soumis aux droits, ainsi que toute autre voiture chargée.

ART. 12. Les taureaux, vaches laitières et autres bestiaux dénommés dans l'article 1^{er} du présent règlement, entretenus dans Paris ou admis en transit

momentané ou en passe-débüt, seront soumis à la consignation fixée par l'article 2.

Ces consignations seront remboursées, soit sur la justification de la sortie de ces bestiaux de Paris, soit après la vente qui en aurait lieu sur le marché de l'intérieur et en produisant les justifications mentionnées par l'article 4.

DROITS D'ABATTOIRS.

Art. 13. Les droits d'abattoirs par espèce et par tête de bétail, établis par l'ordonnance royale du 16 août 1815, sont remplacés par une taxe unique de deux centimes par kilogramme de viande, laquelle sera perçue, à la sortie des abattoirs, comme le droit d'octroi, sur la viande provenant de tous les animaux compris au tarif ci-annexé.

Le droit de fonte des suifs est réduit à un franc par cent kilogrammes de suif fondu, et sera payé également à la sortie de l'abattoir, quelle que soit sa destination.

Il n'est rien changé à la quotité ni au mode de perception des droits de cuisson ou de préparation des tripeas de bœuf, vache ou mouton.

Il continuera à être tenu un compte distinct des produits de ces divers droits qui, n'étant pas passibles du dixième revenant au trésor sur les recettes nettes de l'octroi, ne doivent pas être confondus avec ces dernières.

N° 51.

Décret impérial portant règlement sur le commerce des vins à Paris, du 15 décembre 1813.

SECTION 1^{re}. — Du commerce des vins.

Art. 1^{er}. La patente de marchand de vins en gros ou en détail, établi dans notre bonne ville de Paris, est déclarée spéciale, et sera, pour tous les marchands, de cent francs de droit fixe, sans préjudice du droit proportionnel.

Art. 2. Néanmoins les traiteurs, restaurateurs et aubergistes continueront, avec la patente de leur profession, à vendre et débiter du vin en bouteille aux personnes auxquelles ils donnent à manger.

Art. 3. Tout individu exerçant actuellement la profession de marchand de vin en gros ou vendant du vin en détail, quoique exerçant une autre profession, est autorisé à continuer la profession de marchand de vin, à la charge,

1^o De se pourvoir, dans six mois, de la patente exigée par l'article 1^{er};

2^o De déclarer son intention, dans le même délai de six mois, à la préfecture de police, et d'en retirer certificat;

3^o De se faire inscrire également chez le syndic des marchands de vin;

4^o D'avoir à sa principale porte un écriteau indicatif de sa profession de marchand de vin;

Art. 4. Tout individu qui voudra à l'avenir exercer la profession de marchand de vin sera tenu de se faire inscrire, comme il est dit à l'article précédent, de faire connaître la rue et la maison où il veut s'établir, et d'en obtenir l'autorisation du préfet de police.

Art. 5. Tout marchand de vin déjà établi qui voudra changer de domicile ou avoir une cave de débit de plus sera tenu de faire la même déclaration, et d'en obtenir l'autorisation du préfet de police.

Art. 6. Nul marchand de vin en détail ne pourra avoir, en vertu de sa patente fixe et spéciale, qu'une seule cave en ville pour le débit en détail,

contre son principal établissement. S'il veut avoir une ou plusieurs caves de débit en outre, il payera pour chacune le droit fixe de patente, sans préjudice du droit proportionnel.

ART. 7. Les syndics et adjoints des marchands de vin présenteront un projet de statuts pour la discipline et le régime intérieur de leur commerce : il nous sera soumis, pour être, s'il y a lieu, homologué en notre Conseil d'Etat, sur le rapport de notre ministre du commerce.

SECTION 2. — De la vente du vin par les propriétaires.

ART. 8. Il n'est rien innové au droit qu'ont toujours eu les propriétaires de vendre le vin de leur cru, en faisant la déclaration à la préfecture de police.

ART. 9. Tout habitant ayant fait enfermer du vin dans sa cave, et ayant payé les droits, peut le céder ou le vendre à qui bon lui semble, sans être assujéti à aucun droit ni à aucune déclaration.

SECTION 3. — Des commissionnaires.

ART. 10. Tout individu vendant des vins par commission pour plusieurs propriétaires, est tenu de se pourvoir, à Paris, de la patente de commissionnaire, sans que les patentes prises dans une autre commune puissent y suppléer.

SECTION 4. — Dispositions prohibitives et pénales.

ART. 11. Il est défendu à toutes personnes faisant à Paris le commerce des vins de fabriquer, altérer ou falsifier les vins, d'avoir dans leurs caves, celliers ou autres parties de leur domicile ou magasin, des cîfres, bières, poirés, sirups, mélasse, bois de teinture, vins de la pressée, eaux colorées et préparées, et aucunes matières quelconques propres à fabriquer, falsifier ou mélangier les vins; et ce, sous les peines portées aux articles 318, 475, et 476 du Code pénal, et en outre sous peine de fermeture de leurs établissements par ordonnance du préfet de police.

ART. 12. Tous marchands et commissionnaires qui exerceraient le commerce des vins sans patente, ou contreviendraient aux dispositions du présent décret, seront passibles des peines portées aux articles 37 et 38 de la loi du 1^{er} brumaire an VII.

Néanmoins, tout individu qui enverra du vin à l'entrepôt de Paris, et le fera sortir pour enlever hors la ville, ne sera pas tenu de prendre de patente pour raison de cet entrepôt, s'il ne fait d'ailleurs le commerce de vins dans Paris.

SECTION 5. — Des courtiers gourmets piqueurs de vins.

ART. 13. Il sera nommé des courtiers gourmets piqueurs de vins. leur nombre ne pourra excéder cinquante.

ART. 14. Leurs fonctions seront :

1^o De servir, exclusivement à tous autres, dans l'entrepôt, d'intermédiaires, quand ils en seront requis, entre les vendeurs et acheteurs de boissons;

2^o De déguster, à cet effet, lesdites boissons, et d'en indiquer fidèlement le goût et la qualité;

3^o De servir aussi, exclusivement à tous autres, d'experts en cas de contestation sur la qualité des vins, et d'attestation contre les vouturiers et bateliers

arrivant sur les ports ou à l'entrepôt, que les vins ont été altérés ou falsifiés.

ART. 13. Ils seront tenus de porter, pour se faire reconnaître dans l'exercice de leurs fonctions, une médaille d'argent aux armes de la ville, et portant inscription : *Courtiers gourmets piqueurs de vins*, n°.

ART. 16. Ils seront nommés par notre ministre du commerce, sur la présentation du préfet de police, et à la charge de représenter un certificat de capacité des syndics des marchands de vins.

ART. 17. Ils fourniront un cautionnement de douze cents francs, qui sera versé à la caisse du mont-de-piété, et dont ils recevront un intérêt de 4 p. 100.

ART. 18. Ils ne pourront faire aucun achat ou vente, pour leur compte ou par commission, sous peine de destitution.

ART. 19. Ils prêteront serment devant le tribunal de commerce du département de la Seine, et y feront enregistrer leur commission.

ART. 20. Ils ne pourront percevoir, pour leur commission d'achat ou de dégustation comme experts, autre ni plus fort droit que celui de soixante-quinze centimes par pièce de deux hectolitres et demi, payable moitié par le vendeur, moitié par l'acheteur.

ART. 21. Le tiers de ce droit sera mis en bourse commune pour être réparti tous les trois mois également entre tous les courtiers; les deux autres tiers appartiendront au courtier qui aura fait la vente.

ART. 22. Ils nommeront entre eux, à la pluralité des voix, un syndic et six adjoints, lesquels formeront un comité chargé d'exercer la discipline, de tenir la bourse commune, et d'administrer les affaires de la compagnie sous la surveillance du préfet de police et l'autorité du ministre du commerce et des manufactures.

ART. 23. Tout courtier gourmet piqueur de vins contre lequel il sera porté plainte d'avoir favorisé la fraude à l'entrée des barrières, ou à la sortie de l'entrepôt, ou de toute autre manière, sera destitué par notre ministre du commerce, s'il reconnaît, après instruction faite par le préfet de police, que la plainte est fondée.

ART. 24. Tout individu exerçant frauduleusement les fonctions desdits courtiers sera poursuivi conformément aux règles établies à l'égard de ceux qui exercent clandestinement les fonctions de courtiers de commerce.

ART. 25. Les courtiers de commerce près la bourse de Paris continueront toutefois l'exercice de leurs fonctions pour le commerce des vins, et pourront déguster, peser à l'aréomètre et constater la qualité des eaux-de-vie et esprits déposés à l'entrepôt, concurremment avec les courtiers gourmets piqueurs de vins.

ART. 26. Notre ministre des manufactures et du commerce est chargé, etc.

N° 52.

Ordonnance du préfet de police concernant le commerce des vins à Paris, du 11 janvier 1814.

Vu le décret impérial du 15 décembre 1813, portant règlement sur le commerce des vins à Paris;

Vu aussi les articles 2, 23, 26, 30, 31, 32 et 33 de l'arrêté du gouvernement du 12 messidor an VIII;

Et l'article 1 de l'arrêté du 3 brumaire an IX,

- Charbon de terre** (Epurage du); 1^{re} et 2^e cl. (1810, 1815).
Châtaignes (Dessiccation et conservation des); 2^e cl. 1815.
Chaudières à vapeur. Voir *Machines à feu*.
Chaux (Fours à); 2^e cl. (1810, 1818); 3^e cl. 1818.
Chicorée-café; 3^e cl. 1825.
Chiffonniers; 2^e cl. (1840, 1815).
Chlore, acide mur. oxyg.; 2^e cl. (1818, 1825).
Chlorures alcalins, eau de javelle; 1^{re} et 2^e cl. 1825.
Chlorure de chaux; 2^e cl. 1833.
Chromate de plomb; 3^e cl. 1825.
Chromate de potasse; 2^e cl. 1833.
Chrysalides (Dépôts de); 2^e cl. 1828.
Cire à ca heter; 2^e cl. 1815.
Ciriers; 3^e cl. 1810.
Cocons (Filatures de); 2^e cl. 1838.
Colle forte; 1^{re} cl. 1810.
Colles de parchemin et d'amidon, 3^e cl. 1810.
Colle de peau de lapin; 2^e cl. 1828.
Cordes à instruments; 1^{re} cl. 1810.
Corne (Travail de la); 3^e cl. (1810, 1815).
Corroyeurs; 2^e cl. 1810.
Couverturiers; 2^e cl. 1810.
Cretonniers; 1^{re} cl. 1810.
Cristaux. Voir *Verre*.
Cristaux de soude, sous-carbonate de soude; 3^e cl. 1815.
Cuir vernis; 1^{re} cl. 1810.
Cuir verts, 2^e cl. 1810.
Cuivre (Fonte et laminage du); 2^e cl. 1815.
Cuivre (Dérochage ou décapage du); 2^e cl. 1828.
Cuivre (Désargentage du); 1^{re} cl. 1838.
Débris d'animaux. Voir *Chairs*.
Dégraisseurs. Voir *Teinturiers dégraisseurs*; 3^e cl. 1815.
Dégras ou huile épaisse; 1^{re} cl. 1825.
Doreurs sur métaux; 3^e cl. 1810.
Eau de javelle. Voir *Chlorures alcalins*.
Eau-de-vie (Distilleries d'); 2^e cl. 1810.
Eau forte. Voir *Acide nitrique*.
Eau seconde; Alkali caustique en dissolution; 3^e cl. 1815.
Eaux savonneuses des fabriques. Voir *Huile*.
Echaudoirs; 1^{re} cl. (1815, 1833).
Emaux. Voir *Verre*.
Encre à écrire; 3^e cl. 1815.
Encre d'imprimerie; 1^{re} cl. 1815.
Engrais. Voir *Poudrette, Urates*; 1^{re} cl. 1825.
Engraisage des os; 3^e cl. 1833.
Eponges (Lavage et séchage des); 2^e cl. 1837.
Equarrissage; 1^{re} cl. 1810.
Essayeurs; 3^e cl. 1815.
Etain (Fabrication des feuilles d'); 3^e cl. 1815.
Etopilles. Voir *Poudres fulminantes*; 1^{re} cl. 1823.
Falence (Fabrique de); 2^e cl. 1815.
Fanons de baleine; 3^e cl. 1838.
Fécule de pomme de terre, 3^e cl. 1825.
Fer-blanc; 3^e cl. 1815.
Feutres et visières vernis; 1^{re} cl. 1826.
Feutre goudronné; 2^e cl. 1833.
Fonderies au fourneau à la *Wilkenson*; 2^e cl. (1810, 1825).
Fondeurs au fourneau à réverbère; 2^e cl. (1810, 1815).
Fondeurs au creuset, 2^e cl. (1810, 1815).
Forges de grosses œuvres; 2^e cl. 1826.
Fourneaux (Hauts); 1^{re} cl. 1815.
Fours à cuire les cailloux; 2^e cl. 1826.
Fromages (Dépôts de); 3^e cl. 1815.
Galipols ou résine de pin; 1^{re} cl. 1825.
Galons et tissus d'or et d'argent (Braderies des); 2^e cl. 1815.
Gaz hydrogène (Etablissement d'éclairage par le); 2^e cl. 1824.
Gaz (ateliers où l'on prépare les matières grasses pour la production du); 3^e cl. 1825.
Gaz (ateliers pour le grillage des tissus par le); 3^e cl. 1825.
Gaz hydrogène (petits appareils); 3^e cl. 1833.
Gélatine extraite des os; 3^e cl. 1825.
Genièvre (Distilleries de); 2^e cl. 1815.
Glaces (Etamage des); 3^e cl. 1815.
Goudron (Fabrication du); 1^{re} cl. 1815.
Goudron (Fabriques de) à vases clos, 1^{re} cl. (1815, 1825).
Goudrons (Travail en grand des); 1^{re} cl. 1825.
Graisses à feu nu (fontes des); 1^{re} cl. 1833.
Grillage de tissus de coton par le gaz; 3^e cl. 1825.
Hareng (Saurage du); 2^e cl. 1815.
Hongroyeurs, 2^e cl. 1810.
Huile de poisson (Fabriques d'); 1^{re} cl. 1815.
Huile de pied de bœuf (Fabrique d'); 1^{re} cl. (1810, 1815).
Huile de térébenthine et d'aspic (Distillation d'); 1^{re} cl. (1810, 1815).
Huile de térébenthine et autres essentielles (Dépôt d'); 2^e cl. 1825.
Huile (Extraction de l') des eaux sa-

ART. 20. Les becs, auxquels s'appliquent les tarifs ci-dessus, seront percés de vingt trous du diamètre d'un tiers de millimètre chacun ; la hauteur de la flamme sera de huit centimètres ; celle du verre-cheminée ne pourra excéder 20 centimètres.

La consommation de ces becs sera par heure de 120 litres en moyenne par bec.

ART. 21. Un modèle des becs, avec galerie, cheminée et autres accessoires, sera déposé à la préfecture de police.

ART. 22. Le prix de tout autre bec que celui qui est déterminé dans l'article précédent, ou d'un éclairage qui aurait lieu à des heures autres que celles ci-dessus, sera débattu de gré à gré entre les Compagnies et les abonnés.

Il en sera de même pour les becs cylindriques percés de vingt trous, qui seraient placés à l'extérieur.

ART. 23. Les abonnés ne pourront exiger d'éclairage, soit au compteur, soit au bec, que pendant le temps où les conduites des Compagnies seront en charge pour le service ; les conditions des livraisons de gaz qui devraient avoir lieu en dehors de ce temps, seront réglées de gré à gré entre les Compagnies et les abonnés.

ART. 24. Les Compagnies concessionnaires seront tenues de faire jouir leurs abonnés, s'ils l'exigent, du prix du tarif ci-dessus et de tous les avantages résultant des autres conditions de la présente ordonnance. En conséquence, elles ne pourront se prévaloir contre eux des clauses des polices actuelles qui seraient contraires aux dispositions de ladite ordonnance.

ART. 25. Les Compagnies devront, pour tous les consommateurs qui le demanderont, convertir immédiatement les abonnements au bec en abonnements au compteur.

N° 57.

Ordonnance du roi qui détermine le mode de construction des fosses d'aisances dans la ville de Paris, du 24 septembre 1819.

Section 1^{re}. — Des constructions neuves.

ART. 1^{er}. A l'avenir, dans aucun des bâtiments publics ou particuliers de notre bonne ville de Paris et de leurs dépendances, on ne pourra employer, pour fosses d'aisances, des puits, puisards, égouts, aqueducs ou carrières abandonnés, sans y faire les constructions prescrites par le présent règlement.

ART. 2. Lorsque les fosses seront placées sous le sol des caves, ces caves devront avoir une communication immédiate avec l'air extérieur.

ART. 3. Les caves sous lesquelles seront construites les fosses d'aisances, devront être assez spacieuses pour contenir quatre travailleurs et leurs ustensiles, et avoir au moins deux mètres de hauteur sous voûte.

ART. 4. Les murs, la voûte et le fond des fosses seront entièrement construits en pierres meulières, maçonnées avec du mortier de chaux maigre et de sable de rivière bien lavé.

Les parois des fosses seront enduites de pareil mortier, lissé à la truelle.

On ne pourra donner moins de trente à trente-cinq centimètres d'épaisseur aux voûtes, et moins de quarante-cinq ou cinquante centimètres aux massifs et aux murs.

Art. 5. Il est défendu d'établir des compartiments ou divisions dans les fosses, d'y construire des piliers, et d'y faire des chaînes ou des arcs en pierres apparentes.

Art. 6. Le fond des fosses d'aisances sera fait en forme de cuvette concave.

Tous les angles intérieurs seront effacés par des arrondissements de vingt-cinq centimètres de rayon.

Art. 7. Autant que les localités le permettront, les fosses d'aisances seront construites sur un plan circulaire, elliptique ou rectangulaire.

On ne permettra point la construction de fosses à angle rentrant, hors le seul cas où la surface de la fosse serait au moins de quatre mètres carrés de chaque côté de l'angle, et alors il serait pratiqué, de l'un et de l'autre côté, une ouverture d'extraction.

Art. 8. Les fosses, quelle que soit leur capacité, ne pourront avoir moins de deux mètres de hauteur sous clef.

Art. 9. Les fosses seront couvertes par une voûte en plein cintre, ou qui n'en différera que d'un tiers de rayon.

Art. 10. L'ouverture d'extraction des matières sera placée au milieu de la voûte, autant que les localités le permettront.

La cheminée de cette ouverture ne devra point excéder un mètre cinq centimètres de hauteur à moins que les localités n'exigent impérieusement une plus grande hauteur.

Art. 11. L'ouverture d'extraction correspondante à une cheminée d'un mètre cinquante centimètres au plus de hauteur, ne pourra avoir moins d'un mètre en longueur sur soixante-cinq centimètres en largeur.

Lorsque cette ouverture correspondra à une cheminée excédant un mètre cinquante centimètres de hauteur, les dimensions ci-dessus spécifiées seront augmentées de manière que l'une de ces dimensions soit égale aux deux tiers de la hauteur de la cheminée.

Art. 12. Il sera placé, en outre, à la voûte, dans la partie la plus éloignée du tuyau de chute et de l'ouverture d'extraction, si elle n'est pas dans le milieu, un tampon mobile, dont le diamètre ne pourra être moindre de cinquante centimètres. Ce tampon sera en pierre, encastré dans un châssis en pierre, et garni, dans son milieu, d'un anneau en fer.

Art. 13. Néanmoins, ce tampon ne sera pas exigible pour les fosses dont la vidange se fera au niveau du rez-de-chaussée, et qui auront, sur ce même sol, des cabinets d'aisances avec trémie ou siège sans bonde, et pour celles qui auront une superficie moindre de six mètres dans le fond, et dont l'ouverture d'extraction sera dans le milieu.

Art. 14. Le tuyau de chute sera toujours dans le milieu.

Son diamètre intérieur ne pourra avoir moins de vingt-cinq centimètres, s'il est en terre cuite, et de vingt centimètres, s'il est en fonte.

Art. 15. Il sera établi, parallèlement au tuyau de chute, un tuyau d'évent, lequel sera conduit jusqu'à la hauteur des souches de cheminées de la maison, ou de celles des maisons contiguës, si elles sont plus élevées.

Le diamètre de ce tuyau d'évent sera de vingt-cinq centimètres au moins ; s'il passe cette dimension, il dispensera du tampon mobile.

Art. 16. L'orifice intérieur des tuyaux de chute et d'évent ne pourra être placé au-dessous des points les plus élevés de l'intérieur de la voûte.

SECTION 2. — Des reconstructions des fosses d'aisances dans les maisons existantes.

ART. 17. Les fosses actuellement pratiquées dans des puits, puisards, égouts anciens, aqueducs ou carrières abandonnés, seront comblées ou reconstruites à la première vidange.

ART. 18. Les fosses situées sous le sol des caves, qui n'auraient point communication immédiate avec l'air extérieur, seront comblées à la première vidange, si l'on ne peut pas établir cette communication.

ART. 19. Les fosses actuellement existantes, dont l'ouverture d'extraction, dans les deux cas déterminés par l'art. 11, n'aurait pas et ne pourrait avoir les dimensions prescrites par le même article, celles dont la vidange ne peut avoir lieu que par des soupiraux ou des tuyaux, seront comblées à la première vidange.

ART. 20. Les fosses à compartiments ou étranglements seront comblées ou reconstruites à la première vidange, si l'on ne peut pas faire disparaître ces étranglements ou compartiments, et qu'ils soient reconnus dangereux.

ART. 21. Toutes les fosses des maisons existantes, qui seront reconstruites, le seront suivant le mode prescrit par la première section du présent règlement.

Néanmoins, le tuyau d'évent ne pourra être exigé que s'il y a lieu à reconstruire un des murs en élévation au-dessus de ceux de la fosse, ou si ce tuyau peut se placer intérieurement ou extérieurement, sans altérer la décoration des maisons.

SECTION 3. — Des réparations des fosses d'aisances.

ART. 22. Dans toutes les fosses existantes, et lors de la première vidange, l'ouverture d'extraction sera agrandie, si elle n'a pas les dimensions prescrites par l'article 11 de la présente ordonnance.

ART. 23. Dans toutes les fosses dont la voûte aura besoin de réparations, il sera établi un tampon mobile, à moins qu'elles ne se trouvent dans les cas, d'exception prévus par l'article 13.

ART. 24. Les piliers isolés, établis dans les fosses, seront supprimés à la première vidange, ou l'intervalle entre les piliers et les murs sera rempli en maçonnerie, toutes les fois que le passage entre ces piliers et les murs aura moins de soixante-dix centimètres de largeur.

ART. 25. Les étranglements existants dans les fosses, et qui ne laisseraient pas un passage de soixante-dix centimètres au moins de largeur, seront élargis à la première vidange, autant qu'il sera possible.

ART. 26. Lorsque le tuyau de chute ne communiquera avec la fosse que par un couloir ayant moins d'un mètre de largeur, le fond de ce couloir sera établi en glais jusqu'au fond de la fosse, sous une inclinaison de quarante-cinq degrés au moins.

ART. 27. Toute fosse qui laisserait filtrer ses eaux par les murs ou par le fond sera réparée.

ART. 28. Les réparations consistant à faire des rejointoiements, à élargir l'ouverture d'extraction, placer un tampon mobile, rétablir des tuyaux de chute ou d'évent, reprendre la voûte et les murs, boucher ou élargir des étranglements, réparer le fond des fosses, supprimer des piliers, pourront être faites suivant les procédés employés à la construction première de la fosse.

ART. 29. Les réparations consistant dans la reconstruction entière d'un mur

Ces privés seront desservis, sauf les exceptions prévues ci-après, soit par des fosses en maçonnerie construites dans les conditions indiquées au titre 2 de la présente ordonnance, soit par des appareils de fosses mobiles inodores ou tous autres appareils que le préfet de police aura reconnu pouvoir être employés concurremment avec ceux-ci.

TITRE II.

DE LA CONSTRUCTION DES FOSSES D'AISANCES.

SECTION 1^{re}. — Des constructions neuves.

ART. 2. Dans aucun des bâtiments publics ou particuliers des communes rurales du ressort de la préfecture de police, on ne pourra employer pour fosses d'aisances, des puits, puisards, égouts, aqueducs ou carrières abandonnées, sans y faire les constructions prescrites par le présent règlement.

ART. 3. Lorsque les fosses seront placées sous le sol des caves, ces caves devront avoir une communication immédiate avec l'air extérieur.

ART. 4. Les caves et autres locaux où se trouveront les ouvertures d'extraction des fosses devront être assez spacieux pour contenir quatre travailleurs et leurs ustensiles, et avoir au moins deux mètres de hauteur.

ART. 5. Les murs, la voûte et le fond des fosses seront entièrement construits en pierres meulières, maçonnées avec du mortier de chaux maigre et de sable de rivière bien lavé.

Les parois des fosses seront enduites de pareil mortier lixé à la truelle.

On ne pourra donner moins de trente à trente-cinq centimètres d'épaisseur aux voûtes, et moins de quarante-cinq à cinquante centimètres aux massifs et aux murs.

ART. 6. Il est défendu d'établir des compartiments ou divisions dans les fosses, d'y construire des piliers et d'y faire des chaînes ou des arcs en pierres appareillées.

Cette défense n'est pas applicable aux séparations qui pourraient être autorisées dans l'intérêt de la salubrité.

ART. 7. Le fond des fosses d'aisances sera fait en forme de cuvette concave.

Tous les angles intérieurs seront effacés par des arrondissements de vingt-cinq centimètres de rayon.

ART. 8. Autant que les localités le permettront, les fosses d'aisances seront construites sur un plan circulaire, elliptique ou rectangulaire.

Est interdite toute construction de fosses à angles rentrants, hors le seul cas où la surface de la fosse serait au moins de quatre mètres carrés de chaque côté de l'angle, et, alors, il serait pratiqué, de l'un et de l'autre côté, une ouverture d'extraction.

ART. 9. Les fosses, quelle que soit leur capacité, ne pourront avoir moins de deux mètres de hauteur sous clef.

ART. 10. Les fosses seront couvertes par une voûte en plein-cintre, ou qui n'en différera que d'un tiers de rayon.

ART. 11. L'ouverture d'extraction des matières sera placée au milieu de la voûte, autant que les localités le permettront.

La cheminée de cette ouverture ne devra point excéder un mètre cinquante centimètres de hauteur, à moins que les localités n'exigent impérieusement une plus grande hauteur.

SECTION 3. — *Des réparations des fosses d'aisances.*

ART. 23. L'ouverture d'extraction de toutes les fosses existantes sera agrandie lors de la première vidange, si elle n'a pas les dimensions prescrites par l'article 12 de la présente ordonnance.

ART. 24. Dans toutes les fosses dont la voûte aura besoin de réparations, il sera établi un tampon mobile, à moins qu'elles ne se trouvent dans les cas d'exception prévus par l'article 14.

ART. 25. Les piliers isolés, établis dans les fosses, seront supprimés à la première vidange, ou l'intervalle entre les piliers et les murs sera rempli en maçonnerie, toutes les fois que cet intervalle aura moins de soixante-dix centimètres de largeur.

ART. 26. Lorsque le tuyau de chute ne communiquera avec la fosse que par un couloir ayant moins d'un mètre de largeur, le fond de ce couloir sera établi en glacis jusqu'au fond de la fosse, sous une inclinaison de quarante-cinq degrés au moins.

ART. 27. Toute fosse qui laisserait filtrer ses eaux par les murs ou par le fond sera réparée.

ART. 28. Les réparations consistant à faire des rejointoiements, à élargir l'ouverture d'extraction, placer un tampon mobile, rétablir les tuyaux de chute ou d'évent, reprendre la voûte et les murs, boucher ou élargir des étranglements, réparer le fond des fosses, supprimer des piliers, pourront être faites suivant les procédés employés à la construction première de la fosse.

ART. 29. Les réparations consistant dans la reconstruction entière d'un mur, de la voûte ou du massif du fond des fosses d'aisances ne pourront être faites que suivant le mode indiqué ci-dessus pour les constructions neuves.

Il en sera de même pour l'enduit général, s'il y a lieu d'en revêtir les fosses.

ART. 30. Les propriétaires des maisons dont les fosses seront supprimées en vertu de la présente ordonnance seront tenus, s'il n'en existe pas d'autres qui offrent privés suffisants, de les faire remplacer par des fosses construites conformément aux prescriptions de la première section du présent titre, ou par des fosses mobiles inodores, ou tous autres appareils remplissant les conditions énoncées en l'article 1^{er}.

TITRE III.

FORMALITÉS À REMPLIR POUR LES CONSTRUCTIONS, RÉPARATIONS OU SUPPRESSIONS DE FOSSES D'AISANCES.

ART. 31. Aucune fosse d'aisances ne pourra être construite, reconstruite ou réparée sans déclaration préalable au maire de la commune.

Cette déclaration sera faite par le propriétaire ou par l'entrepreneur qu'il aura chargé de l'exécution des travaux.

Dans le cas de construction ou de reconstruction, la déclaration devra être accompagnée du plan de la fosse à construire ou à reconstruire, et de celui de l'étage supérieur.

ART. 32. Il est défendu de combler des fosses d'aisances ou de les convertir en caves, sans en avoir préalablement obtenu la permission du maire.

ART. 33. Il est interdit aux propriétaires ou entrepreneurs d'extraire ou faire extraire par leurs ouvriers ou tous autres, les eaux vannes et les matières qui se trouveraient dans les fosses.

Art. 48. Nul ne pourra exercer la profession d'entrepreneur de vidanges dans une des communes rurales du ressort de la préfecture de police, sans être pourvu d'une permission du maire de cette commune.

Cette permission ne sera délivrée qu'après qu'il aura été justifié par le demandeur : 1^o qu'il possède les voitures, chevaux, tinettes, tonneaux, seaux et autres ustensiles nécessaires au service des vidanges; 2^o qu'il est muni des appareils de désinfection, dont l'administration aura prescrit l'emploi; 3^o et qu'il a, pour déposer ses voitures, appareils et ustensiles pendant le temps où ils ne sont point employés aux opérations de la vidange, un emplacement convenable, situé dans une localité où l'administration aura reconnu que ce dépôt peut avoir lieu sans inconvénient.

Art. 50. — La vidange ne pourra avoir lieu que pendant la nuit.

Les voitures employées à ce service, chargées ou non chargées, ne pourront circuler dans l'intérieur des communes que pendant le temps qui aura été déterminé par les maires de ces communes.

Toutefois, l'extraction des matières ne pourra commencer, du 1^{er} octobre au 31 mars, avant 9 heures du soir, et du 1^{er} avril au 30 septembre, avant 10 heures du soir, ni se prolonger, du 1^{er} octobre au 31 mars, au delà de 8 heures du matin, et du 1^{er} avril au 30 septembre, au delà de 7 heures du matin.

Art. 51. Toute voiture employée au transport des matières fécales portera devant et derrière un numéro d'ordre et sera munie, sur le devant, d'une lanterne qui devra être allumée pendant la nuit, et porter, sur le verre le plus apparent, le numéro d'ordre de la voiture.

Chaque voiture portera, en outre, une plaque indiquant le nom et la demeure du propriétaire.

Les maires assigneront à chaque entrepreneur de vidanges la série des numéros d'ordre affectés à ses voitures, et détermineront les dimensions que devront avoir les numéros tant sur les voitures que sur les lanternes.

Art. 52. Les entrepreneurs faisant usage de tonnes, seront tenus d'en fermer les bondes de déchargement au moyen d'une bande de fer transversale fixée à demeure à la tonne par l'une de ses extrémités, et fermée à l'autre avec un cadenas.

Les écrous et rondelles soutenant la ferrure seront rivés à l'intérieur des tonnes.

L'entonnoir de décharge sera fermé de manière à prévenir toute éclaboussure.

Il est interdit d'employer au service de la vidange et de faire circuler des tonnes dont les bondes de déchargement ne seraient point fermées de la manière prescrite par le présent article.

Les cadenas opposés aux tonnes ne pourront être ouverts et refermés qu'à la voirie, par la personne préposée à cet effet.

En conséquence, il est interdit aux entrepreneurs de confier la clef desdits cadenas à aucune autre personne.

Art. 53. Il sera placé une lanterne allumée en saillie sur la voie publique, à la porte de la maison où devra s'opérer une vidange, et ce, préalablement à tout travail et à tout dépôt d'appareils sur la voie publique.

Art. 54. On ne pourra ouvrir aucune fosse d'aisances sans prendre les précautions nécessaires pour prévenir les accidents qui pourraient résulter du dégagement ou de l'inflammation des gaz qui y seraient renfermés.

Lorsque l'ouverture sera nécessaire par un motif autre que celui de la vidange, l'entrepreneur en donnera avis dans le jour à la mairie.

Art. 55. La vidange d'une fosse d'aisances ne pourra avoir lieu sans que

préalablement il en ait été fait, par écrit, une déclaration à la mairie, la veille ou le jour même de la vidange, avant midi.

Cette déclaration énoncera le nom de la rue et le numéro de la maison, les nom et demeure du propriétaire et de l'entrepreneur de vidanges, enfin, le nombre des fosses à vider dans la même maison.

Art. 56. Lorsque l'entrepreneur n'aura pas pu trouver l'ouverture de la fosse, il ne pourra en faire rompre la voûte qu'en vertu d'une permission du maire.

L'ouverture pratiquée devra avoir les dimensions prescrites par l'article 12 de la présente ordonnance.

Art. 57. Les propriétaires et locataires ne devront pas s'opposer au dégorge-
ment des tuyaux.

En cas de refus de leur part, la déclaration en sera faite par l'entrepreneur à la mairie.

Art. 58. L'entrepreneur fournira chaque atelier d'au moins deux brigades et d'un flacon de chlorure de chaux concentré, dont il sera fait usage au besoin pour prévenir les dangers d'asphyxie.

Art. 59. Il ne pourra être employé à chaque atelier moins de quatre ouvriers, dont un chef.

Art. 60. Il est défendu aux ouvriers de se présenter sur les ateliers en état d'ivresse. Il leur est également défendu de travailler à l'extraction des matières, même des eaux vannes, et de descendre dans les fosses, pour quelque cause que ce soit, sans être ceints d'un bridage.

La corde du bridage sera tenue par un ouvrier placé à l'extérieur de la fosse. Nul ouvrier ne pourra se refuser à ce service.

Il est défendu aux entrepreneurs et chefs d'ateliers de conserver sur leurs travaux des ouvriers qui seraient en contravention aux dispositions ci-dessus.

Art. 61. Pendant le temps du service, les vaisseaux, appareils et voitures doivent être placés dans l'intérieur des maisons, toutes les fois qu'il y aura un emplacement suffisant pour les recevoir. Dans le cas contraire, ils seront rangés et disposés au-devant des maisons où se feront les vidanges, de manière à nuire le moins possible à la liberté de la circulation.

Art. 62. Les matières provenant de la vidange des fosses seront immédiatement déposées dans les récipients qui doivent servir à les transporter aux voiries. Ces vaisseaux seront, en conséquence, remplis auprès de l'ouverture des fosses, fermés, lutés et nettoyés soigneusement avec soin à l'extérieur avant d'être portés aux voitures; toutefois, les eaux vannes seront extraites au moyen d'une pompe.

Il est expressément interdit de faire couler les eaux vannes ou de jeter des matières solides sur la voie publique ou dans les égouts.

Art. 63. Après le travail de chaque nuit et avant de quitter l'atelier, les vidangeurs seront tenus de laver et nettoyer les emplacements qu'ils auront occupés.

Il leur est défendu de puiser de l'eau avec les seaux employés aux vidanges.

Art. 64. Le travail de la vidange de chaque fosse sera continué à nuits consécutives, en sorte que la vidange, interrompue à la fin d'une nuit, devra être reprise au commencement de la nuit suivante.

Lorsque les ouvriers auront été frappés du plomb (asphyxiés), le chef d'atelier suspendra la vidange, et l'entrepreneur sera tenu de faire, dans le jour, à la mairie, sa déclaration de suspension de travail.

Ils pourront prononcer la suspension provisoire de tout employé qui aura commis une faute grave, sauf à en rendre compte immédiatement au préfet.

DISPOSITION TRANSITOIRE.

Art. 7. Les employés en exercice dans les anciennes mairies de Paris et dans celles des communes supprimées seront compris dans l'organisation des mairies nouvelles de préférence à tous autres candidats, s'ils ont au moins vingt ans accomplis, et s'il est reconnu qu'ils possèdent les connaissances et l'aptitude nécessaires aux emplois qu'ils occupent actuellement.

FIN DE L'APPENDICE.

TABLE.

A

Abaissement du sol. — Nivellement, pages 171 et 172.

Abat jour. — Droits de voirie, 224.

Abat-vent des boutiques, 224.

Abonnements aux eaux de Paris, 133.

Académie de Paris. — Ressort, 304.

Actes et Contrats, 100. — Donations et testaments, 101; — Acquisitions d'immeubles, 101; — d'objets mobiliers, 102; — Aliénations et échanges, 102; — Baux et adjudications, 102. — Emprunts, 103.

Actions judiciaires. — Assignation de la ville de Paris 105; — Demande d'autorisation, 106; — Exécution des jugements et arrêts, 107; — Transaction, 107. — Préfet de police, 108; — Assignation du département de la Seine, 108; — Assignation de l'Etat, 108; — Ministère des avoués, 109.

Adjudication, 98 et 102.

Amphithéâtre d'anatomie, 290.

Annexion des communes suburbaines; — Ses conséquences, 58.

Appentis. — Location, 98.

Approvisionnement de Paris, 343. — Voy. HALLES ET MARCHÉS.

Aliénés. — Leur admission dans les hospices, 294 et 295; — Mesures de police, 333.

Aliénation (contrat d'), 101 et 102.

Alignement. — Demande, 185; — Jurisprudence du conseil d'Etat, 187; — Droits de voirie, 208. — Voyez GRANDE VOIRIE.

Aqueducs et conduites d'eau. — Voy. EAUX DE PARIS.

Armes de la Ville. — Barque marchande, 47.

Arrimeurs, 408.

Arrondissements de Paris. — Anciens, 89; — nouveaux, 90. — Organisation, 411. — Ne constituent pas une personnalité morale, 411; — Mais forment autant de circonscriptions communales pour l'état civil, 412.

Arrosement, 216.

Attiques, 196 à 205. — Voy. GRANDE VOIRIE.

Attroupements, 329.

Assignation de la ville devant les tribunaux, 105; — du Département, 433.

Assistance publique. — Son objet, 287; — Son organisation, 288; — Fonctions du directeur, 288; — Composition du conseil de surveillance, 289; — Séances du conseil de surveillance, 290; — Attributions du conseil, 290. — Médecins, chirurgiens et pharmaciens des hôpitaux et du service de secours à domicile, 291; — Comptes et budgets de l'assistance publique, 291; — Hôpitaux généraux et spéciaux, 291; — Organisation des hôpitaux généraux, 291; — Organisation des hôpitaux spéciaux, 292; — Fondation Montyon et secours aux convalescents, 294; — Hospices et maisons de retraite, 294; — Organisation des hospices proprement dits, 293; — Organisation des maisons de retraite, 297; — Etablissements divers (filature des indigents, amphithéâtre d'anatomie, direction municipale des nourrices) et établissements de service général, 298 et suivants; — Indigents et infirmes des communes de la banlieue et des communes annexées, 300; — Secours à domicile et bureaux de bienfaisance; — Pauvres de Paris; — Legs à des établissements publics non reconnus, 300 et suiv.

Aubergistes. — Registres, 327; — Vente

Bureau municipal des nourrices, 299.

Bureaux de bienfaisance. — Sont chargés, dans chaque arrondissement, de la distribution des secours à domicile, indépendamment des secours qui sont donnés directement par l'assistance publique, 308; — Leur composition, 308; — Legs aux pauvres, 301; — Actions en justice, 301.

Bureaux d'hypothèques. — Changements des circonscriptions, 39.

C

Caisse de la boulangerie, 378. — Voy. **BOULANGERIE**.

Caisse des travaux, 119; — Sa régie, 120; — Sa dotation, 122; — Bons de circulation, 122.

Canal de l'Ourcq. — Voy. **EAUX DE PARIS**.

Canaux, 408 et suiv.

Carrières. — Carrières sous Paris, 226; — Premiers règlements sur les carrières des départements de la Seine et de Seine-et-Oise, 227; — Règlement général sur les carrières, plâtrières, glaisières, sablonnières, marnières et crayères des départements de la Seine et de Seine-et-Oise, 228; — Règlements spéciaux sur les carrières à plâtre, les carrières de pierres à bâtir, les crayères et les marnières, 228; — Attributions et compétence du préfet de la Seine et de l'inspecteur général des carrières de Paris 229; — Si l'autorisation d'exploiter est nécessaire, et si le conseil de préfecture doit connaître des contraventions aux règlements, 229; — Défense d'exploiter des carrières de pierres à bâtir, moellons et pierres à chaux dans Paris, 230; — Mesurage des pierres destinées aux constructions de Paris, et perception du droit de mesurage au profit de la ville, 230.

Cartes de sûreté, 324.

Caves sous les rues, 207.

Certificat. — Délivrance, 414 et 415.

Chaillot (promenoir de). — Terrains, 212.

Chambre de commerce. — Composition et élections, 200 et suiv.

Chant (enseignement du), 311.

Charbon (magasins de), 408.

Charbon de bois. — Approvisionnement, 363; — Compagnies du commerce du bois flotté et du charbon de bois, 365; — du haut ou de transport, 366; — du commerce de Paris, 367.

Chardons en fer. — Droits de petite voirie, 224.

Chasse. — Police; — temps de neige, — bêtes fauves, oiseaux de passage, gibier d'eau, 330 et 331; — Délivrance des permis, 332.

Châssis de verre. — Droits de petite voirie, 224.

Chaudières à vapeur, 340 et 402.

Chauffage au gaz, 217.

Chemins de halage, 408.

Chiens. — Taxe, 240.

Cidres. — Droits d'entrée, 140; — Droits d'octroi, 396; — Fabrication, 398.

Cimetières. — Compris dans la nouvelle enceinte, 62; — Anciens cimetières de Paris, 163; — Cimetières de Paris avant l'annexion, 164; — Après l'annexion, 164; — Leur circonscription, 164; — Cimetières supprimés, 165; — Règlements applicables aux nouveaux cimetières, 165; — Exhumations, 165; — Transport des corps, 165; — Différents modes d'inhumation, 166; — Fosse commune, 166; — Concessions de terrains, 166; — Reprise de terrains, 166.

Clauses domaniales, 193.

Clergé. — Voy. **PAROISSES DE PARIS**.

Cliniques, 293.

Clôture de rue. — Droits de petite voirie, 224.

Coalitions, 329.

Colonnes en pierres, non permises sur la voie publique, 209; — En menuiserie, droits de voirie, 224.

Combles. — Hauteur, 196, 197, 198 et 205. — Voy. **GRANDE VOIRIE**.

Comité local de patronage, 311.

Commissaires de bienfaisance, 201.

Commissaires de police. — De Paris,

tion personnelle et mobilière, 237; — Contribution des portes et fenêtres, 238; — Contribution des patentes, 239; — Taxe municipale sur les chiens, 240; — Infraction à la loi sur cette taxe, 242; — Frais de la confection des rôles et des avertissements pour cette même taxe, 242; — Centimes additionnels, 243; — Réclamations en matière de contributions directes et pour la taxe des chiens, 243; — Poursuites contre les contribuables, 245; — Contributions dues par les locataires, responsabilité des propriétaires, 245.

Corniches. — Droits de voirie, 224.

Corps municipal de Paris. — Sa composition, 92.

Courtiers de commerce. — Sont dégustateurs, 396.

Courtiers-gourmets-piqueurs, 396.

Crayères. — Exploitation, 228.

Croisées. — Ouverture ou percement, droits de voirie, 209.

Cultes. — Frais du culte, 153 et suiv.; — Cultes protestant et israélite, 157; — Surveillance des lieux consacrés au culte, 330.

Curés. — Leur logement, 155.

Cures et succursales, 153. — Voyez PAROISSES.

D

Dames de charité, 300.

Décentralisation administrative. — Le décret du 25 mars 1852 est applicable à la préfecture de police, 321.

Décès. — Déclarations, 158; — Constataction, 159.

Déchargeurs, 147, 408.

Dégustateurs, 321. — Voy. COMMERCE DES VINS.

Délégués cantonaux, 305.

Délimitation (nouvelle) de Paris et ses conséquences, 58; — Loi du 16 juin 1859.

Denrées. — Droits qui les frappent, 343 344 et 346; — leur chiffre, 362. — Voy. HALLES ET MARCHÉS.

Département de la Seine. — Son administration et son organisation,

425 et suiv.; — Actions en justice, 108 et 433; — Communes de ce département, 441.

Dépotoir des liquides, 150.

Députés. — Elections, 249 et suiv.

Dérouteurs, 147.

Déserteurs, 333.

Devantures de boutiques. — Droits de petite voirie, 224.

Dispensaire de salubrité, 321.

Distilleries, dans Paris et la banlieue, 396. — Voy. VINS.

Docks, 152.

Domaines de l'Etat et droits domaniaux. — Action en justice, 108.

Domestiques. — Livrets, 324.

Dommages aux propriétés. — Nivellement, 171 et 172.

Donations et testaments en faveur de la ville de Paris, 101.

Douane. — Voyez ENTREPÔTS DE DOUANES.

Droits de grande voirie, 208.

Droits de petite voirie, 224.

Droits d'entrée. — Vins et liquides, 140.

Droits d'octroi. — Vins et liquides, 395.

Droits sur les denrées. — Suppression et rétablissement, 343 et 344; — Ces droits sont excessifs, 362. — Voyez HALLES ET MARCHÉS.

E

Eaux de Paris. — Différentes provenances des eaux et leur volume, 123 et 124; — Eau du canal de l'Ourcq, 124; — Eau de Seine, 127; — Eau d'Arcueil, 128; — Eau de Grenelle, id.; — Eaux de Belleville et des Prés-Saint-Gervais, id.; — Qualités relatives des eaux de Paris, id.; — Service public et service privé des eaux, 130; — Régime des eaux de Paris, id.; — Si les eaux sont imprescriptibles et inaliénables, 132; — Abonnements aux eaux de Paris et contraventions au règlement, 133; — Travaux et fouilles aux approches des aqueducs et des conduites; — Contraventions, 134.

- Eaux pluviales et ménagères*, 207.
- Échanges d'immeubles*, 102.
- Échoppes*. — Location, 98; — Construction, 205; — Droits de petite voirie, 225.
- Éclairage au gaz*, 217.
- Écoles de natation*, 408.
- Écoles publiques*. — Admission gratuite des enfants, 306; — Rétribution scolaire, 307; — Recouvrement, 307; — Réclamations, 307. — Voy. INSTRUCTION PUBLIQUE
- Écoles publiques de filles*, 308.
- Églises de Paris*, 154. — Voyez PARROISSIES.
- Élections*, 248; — Législatives, 249 et suiv.; — Consulaires, 257 et suiv.; — Des membres de la chambre de Commerce, 260 et suiv.; — Des conseils de Prud'hommes, 262 et suiv.
- Emprunts de la ville*, 103.
- Encorbellements*. — Droits de voirie, 209.
- Enfants*. — Travail dans les manufactures, 341.
- Enfants trouvés et abandonnés*, 296.
- Engrais (dépôt)*, 401.
- Enseigne*. — Tableau. — Droits de petite voirie, 225.
- Entablement*. — Droits de voirie, 209.
- Entrepôt à domicile*. — Faculté, 63.
- Entrepôt des vins*, 146; — Voy. ENTREPÔT D'OCTROI.
- Entrepôts des douanes et d'octroi*. — Ce qu'on entend par entrepôt et des différents entrepôts qui existent à Paris, 143; — Entrepôt réel des douanes et son organisation; — Son tarif, 144; — Entrepôt public d'octroi et halle de déchargement, 145; — Entrepôt général des boissons et liquides, 146; — Attributions respectives du préfet de la Seine, du préfet de police et de l'administration de l'octroi, relativement à l'entrepôt des boissons et liquides, 146; — Ouvriers spéciaux pour le service de l'entrepôt et du port annexe, 147; — Port annexe de l'entrepôt et règles qui le concernent, 148; — Quantités qui peuvent être présentées à l'entrepôt, 149; — Déclarations pour les vins destinés pour l'entrepôt ou le port annexe, chargements et escortes, 149; — Arrivée et placement des liquides à l'entrepôt, 149; — Location des caves, celliers, magasins généraux et emplacements à l'intérieur de l'entrepôt, 149; — Durée de l'entrepôt, 149; — Transfert de la propriété des boissons et liquides entreposés, 149; Sorties des liquides de l'entrepôt, expédition pour Paris et hors de Paris, 150; — Manutention des marchandises à l'entrepôt et au port annexe, 150; — Dépotoir, 150; — Lois et règlements qui régissent l'entrepôt des liquides et le port annexe, 151; — Entrepôt à fourrages, 152; — Docks, 152.
- Entrepreneurs*. — Contestation avec la ville, 111.
- Équarrissage (établissements d')*, 401.
- Établissements insalubres et incommodes*, 321, 398 et suiv. — Voy. SALUBRITÉ ET HYGIÈNE.
- Étais ou Etrésillons*. — Droits de voirie, 209.
- État*. — Assignation de l'État devant les tribunaux, 108.
- État civil*, 412 et 413; — Registres anciens et nouveaux, 412 et 413; — Extraits, Droits perçus, 414.
- Étoile (Place de l')*. — Maisons qui la bordent, 212.
- Éviers et gouttières*, 207; — Droits de petite voirie, 225.
- Exhaussement*. — Des bâtiments. — Droits de voirie, 209.
- Exhumations*, 165.
- Expropriation*, 112; — Dénonciation à l'administration et offres, 112; — Composition et fonctions du jury spécial, 113; — Fixation des indemnités, 113; — Droit des expropriés relativement aux bâtiments et terrains restants, 115; — Paiement des indemnités, 115; — Prises de possession urgentes de terrains non bâtis, 116; — Droit spécial de l'administration pour l'élargissement, le redressement ou la formation des rues de Paris; parties d'immeubles situées en dehors de l'alignement; suppression d'anciennes voies; propriétés contiguës, 117; — Comment il est procédé relativement aux parties

- Seine et la préfecture de police, 345; — Nature des droits perçus, Assiette de ces droits, 346; — Halles d'approvisionnement et évaluation des denrées consommées à Paris, 347; — Facteurs à la vente; si leur intervention est obligatoire, 348; — Halles centrales, 349; — Halle au poisson d'eau douce, *id.*; — Vente du poisson d'eau douce, 350; — Si le marchand forain est tenu de vendre à la halle, 351; — Halle à la marée, 352; — Halle aux huîtres, 353; — Halle à la volaille et au gibier, 353; — Halle aux grains et farines, 355; — Halle au beurre et aux œufs, 356; — Halle aux fruits et légumes, 358; — Marchés de Sceaux et de Poissy, 359; — Marchés de détail, 359; — Forts et porteurs des halles et marchés, 361; — Mesures de salubrité à observer dans les halles et marchés, 361; — Regrattières, 361; — Circulation et stationnement des voitures servant à l'approvisionnement, 361; — Tarif et perception des droits dans les halles et marchés, 362; — Approvisionnement en bois de chauffage, 362; — En charbon de bois, 363; — Compagnies du commerce du bois flotté et du charbon de bois, 365; — Compagnies du haut ou de transport, 366; — Compagnies du commerce de Paris, 367; — Compagnies du commerce des bois de chauffage flottés, 367; — Du commerce des bois carrés, 367; — Compagnie du commerce de charbon de bois, 367.
- Hanse parisienne**, 31.
- Hauteur des bâtiments et des combles**, 196, 197, 198 et 205. — Voy. GRANDE VOIRIE.
- Hydromels**. — Droits d'entrée, 140; — Droits d'octroi, 396.
- Hygiène publique**. — Voy. SALUBRITÉ ET HYGIÈNE.
- Hypothèques**. — Nouvelle organisation des bureaux, 59.
- Hôpitaux généraux et spéciaux**, 291; Organisation des hôpitaux généraux, 191 et suiv.; — Des hôpitaux spéciaux, 292 et suiv.
- Hôtel-de-Ville**, 35, 47 et 56.
- Hôtels garnis**. — Registres, 327.
- Hospices**. — Leur organisation, 294; — Maisons de retraite, 294 et 297.
- Huîtres (Halle)**, 353.
- I
- Immeubles**. — Acquisition, 101; — Aliénation, 102; — Echanges, 102.
- Impasse**, 175. — Voy. GRANDE VOIRIE.
- Imprimerie et Librairie**, 330.
- Incendies**, 335. — Sapeurs-pompiers, 335.
- Incurables**, 295 et suiv.
- Indigents**. — Filature, 298; — Des communes de la banlieue et des communes annexées, 300; — Leur admission dans les hospices, 294 et 295.
- Inhumation**, 158 et 159.
- Inspecteurs**. — Instruction primaire, 304.
- Instruction primaire**, 308. — Voy. INSTRUCTION PUBLIQUE.
- Instruction publique**. — Concours de la ville de Paris, 303; — Ressort de l'Académie de Paris; son administration; recteur et inspecteurs, 304; — Conseil académique et conseil départemental; charges de la ville et du département, 304; — Attributions du préfet de la Seine, 305; — Délégués cantonaux et spéciaux; surveillance locale, 305; — Admission gratuite des enfants dans les écoles; rétribution scolaire; mode de recouvrement; réclamations, 306; — Ce que comprend l'enseignement primaire; âge des enfants; adultes, 308; — Écoles publiques de filles, 308; — Salles d'asile; comité local de patronage, 309; — Enseignement du chant; Orphéon, 311; — Ouvroirs, 311.
- Israélites**. — Cultes, 153 et 157.
- J
- Jalousies**. — Droits de voirie, 225.
- Jambe écrière**. — Droits de voirie, 209.
- Jugements et arrêts contre la ville**; leur exécution, 107. — Transactions, 107.
- Jury**. — De jugement; composition de la liste, 265; — Aptitude et capacité, 266. — Dispenses et excuses,

Attributions du conseil de surveillance, 284; — Personnel de l'administration, 284; — Commissionnaires et agents intermédiaires accrédités près du mont-de-piété; — Droits du mont-de-piété et des commissionnaires; — Objets volés, 284; — Monts-de-piété établis à titre charitable, 286.

Montyon. — Fondation, 294.

Montre ou étalage. — Droits de petite voirie, 325.

Monuments et édifices publics; — Surveillance, 340.

Morgue, 321.

Mutations, 237. — Voy. CONTRIBUTIONS DIRECTES.

N

Nautes parisiens, 31 et 47.

Navigation et ports. — Police de la rivière et des ports, 408; — Etablissements sur la rivière, 408; — Inspection générale, 408; — Arrondissements d'inspection, 409; — Règlements sur la navigation, la police de la rivière, des canaux et des ports, 409; — Ponts de Paris, 410.

Nettoisement de la voie publique, 216.

Nettoyage des façades, 208.

Nivellement. — Abaissement du sol, 171; — Dommage aux propriétés, indemnité, 172; — Propriétaires et locataires, 172; — Demandes de nivellement, 185. — Voy. GRANDE VOIRIE.

Nourrices. — Bureau municipal, 299.

Numérotage des maisons, 177. — Voy. GRANDE VOIRIE.

O

Obligations municipales, 105.

Octroi. — Facilités de crédit, 66; — Base de l'octroi et sa progression, 136; — Conseil d'administration, 137; — Droits d'entrée, 138; — Décharges et réductions en matière d'octroi, 138; — Produit des saisies et amendes; — Poursuites et transactions en matière d'octroi, 138; — Poursuite en payement des droits et en ré-

pression des contraventions; — Appel des jugements, 138; — Commission consultative de l'octroi, 139; — Nouvelles limites de l'octroi; — Exonération provisoire des communes annexées, 139; — Lois et règlements qui régissent l'octroi de Paris, 139. — Tarif des droits d'octroi; — Taxe aux entrées, 140; — Visite aux barrières, 140; — Vérification au bureau central, 141; — Banlieue de Paris et réglementation de son octroi, 141. — Voy. ENTREPÔT D'OCTROI.

OEufs. — Halle, 348 et 356.

Officiers de paix, 319.

Oratoire. — Culte réformé, 157.

Ordonnances de police. — Communes annexées, 70; — Recueil, 71, 315 et 316; — Réformation et annulation, 317.

Organisation municipale. — Ancienne, 31 et 35; — Actuelle, 89.

Orphéon, 311.

Ouvriers. — Attroupements et coalitions, 329.

Ouvroirs, 311.

P

Pain. — Taxe, 375. — Voy. BOULANGERIE.

Pans de bois. — Droits de voirie, 309.

Panthéon. — Culte réformé, 157.

Paris (Ville de). — Son origine, 4; — Ce qu'en ont dit César et Julien, 4; — Paris au temps d'Abbon, 7; — Bassin de Paris, 8; — Ce que signifient les mots Lutèce et Parisien, 9; — Différentes enceintes de la ville, 9; — Ses accroissements les plus rapides et sa prépondérance sur le reste du pays, 11; — Enceinte de Philippe-Auguste, 12; — Louvre, 13; — Fortification depuis l'emploi des armes à feu, 14; — Idées de Vauban et de Napoléon sur la défense de Paris, 16; — Fortifications actuelles, 16 et 73; — Dernière enceinte fiscale et plan de Verniquet, 17; — Population, 19; — Population de Paris, 20; — Des communes annexées, 24; — Causes de l'agglomération, 24; — Ancienne constitution municipale de Paris, 28; — Parloir aux bour-

travaux en matière de police architecturale, compétence du conseil de préfecture et du tribunal de simple police, 184; — Demandes d'alignement et de nivellement, plan de Paris, 185; — Jurisprudence du conseil d'Etat sur les alignements, 187; — Plan et coupes cotés des constructions, coupe géologique des fouilles, 189; — Précautions imposées pour les travaux de construction ou de réparation, dans l'intérêt de la sûreté publique, 189; — Travaux aux façades, travaux confortatifs et non confortatifs, 190; — Clauses domaniales, 195; — Hauteur des bâtiments et des combles, règlement du 15 juillet 1848; — Nouveau règlement du 27 juillet 1859, 196; — Texte de la déclaration du roi du 10 avril 1783, et des lettres patentes du 25 août 1784, sur la hauteur des maisons, 197; — Fixation de la hauteur des maisons par l'arrêté du ministre de l'intérieur du 29 février 1855, 198; — Jurisprudence du conseil d'Etat, sur la hauteur des maisons, sur les combles, faîtages et mansardes, sur les lucarnes et les attiques, 198; — Décret du 27 juillet 1859, portant règlement sur la hauteur des maisons, les combles et les lucarnes,

205; — Constructions provisoires et échoppes, 205; — Constructions en pans de bois, 205; — Saillies de grande voirie, comment on les distingue, 206; — Eaux pluviales et ménagères, eaux des latrines, gouttières et égouts, 207; — Seuils des maisons, 207; — Caves sous les rues, 207; — Façades des maisons, nettoyage, 208; — Droits de grande voirie, 208; — Contravention en matière de grande voirie, tribunaux compétents, 210; — Dispositions spéciales pour les maisons bordant la place de l'Etoile et la route départementale n° 4; prohibitions relatives au commerce et à l'industrie, pour les terrains du promenoir de Chaillot, 212.

Voirie (petite). — Nouvelles attributions du préfet de la Seine, 213; — Droits réservés au préfet de police, par le décret du 10 octobre 1859 214; — par l'arrêté du 12 messidor an VIII, 215; — Pouvoir réglementaire des deux préfets, 215; — Contraventions, 216; — Balayage et arrosage, 216; — Eclairage et chauffage au gaz, 217; — Eaux pluviales et ménagères, 218; — Bâtimens menaçant ruine, 220; — Saillies de petite voirie, 222; — Droits, 224.

APPENDICE.

30 mars 1806. — Décret pour la formation d'un marché et d'un entrepôt pour des vins et eaux-de-vie, à Paris. — Voyez n° 10.

28 janvier 1811. — Décret relatif à la vente du poisson d'eau douce amené à la halle de Paris. — Voyez n° 44.

11 juin 1811. — Décret impérial relatif au mesurage des pierres destinées aux constructions publiques et particulières dans la ville de Paris. — Voyez n° 34.

24 décembre 1811. — Arrêté de M. le préfet de la Seine relatif au mesurage des pierres destinées aux constructions particulières de la ville de Paris. — Voyez n° 35.

22 mars 1813. — Règlement général sur l'exploitation des carrières, plâ-

trières, glaisières, sablonnières, mar-
nières et crayères, dans les départe-
ments de la Seine et de Seine-et-Oise
approuvé par décret. — Voyez n° 30.

22 mars 1813. — Règlement spécial
concernant l'exploitation des car-
rières de pierre à plâtre, dans les
départements de la Seine et de Seine-
et-Oise, approuvé par décret. — Voyez
n° 31.

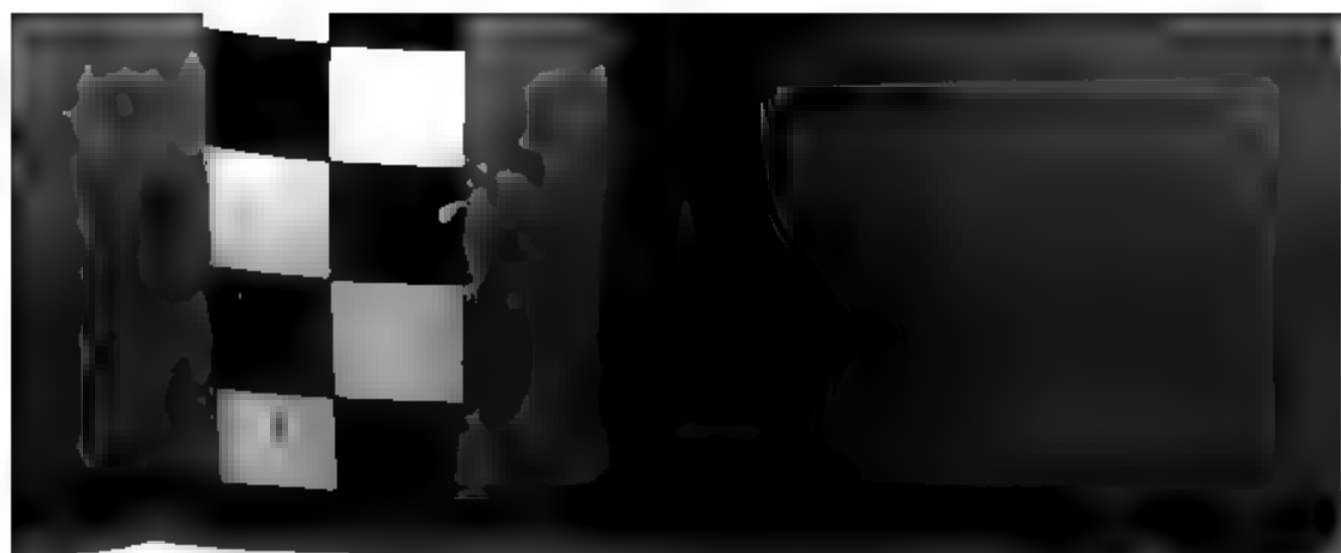
11 avril 1813. — Extrait d'un décret
portant établissement de droits et
entrepôts au profit de la ville de Pa-
ris. — Voyez n° 41.

4 juillet 1813. — Règlement spécial
concernant l'exploitation des car-
rières de pierres calcaires dites pierres
à bâtir, dans le département de la
Seine et de Seine-et-Oise, approuvé
par décret. — Voyez n° 32.



SUPPLÉMENT.

Les pages et les numéros indiqués correspondent à ceux de l'ouvrage où des additions ou modifications sont apportées par ce Supplément.





SUPPLÉMENT.

Page 70 (N° 38). — RÈGLEMENTS DE POLICE DE PARIS. — COMMUNES ANNEXÉES. — Il est de principe que les règlements municipaux, ainsi que la loi, ne sont exécutoires que lorsqu'ils ont été portés à la connaissance des habitants par une publication régulière. De là cette conséquence qu'une commune annexée à une autre commune reste soumise à ses règlements de police et n'est régie par ceux de cette commune que du jour où, par une publication, ils ont été portés à sa connaissance. Cependant, par un arrêt du 15 février 1862, la cour de cassation a décidé que les règlements de police publiés dans une commune sont de plein droit obligatoires pour les habitants de territoires annexés depuis à cette commune, sans qu'il soit besoin d'une nouvelle publication dans ces territoires. Cette décision est aussi contraire à l'équité qu'aux règles qui président à la promulgation des lois ou règlements en général. Comment imposer d'office aux habitants d'un territoire annexé des prescriptions qu'ils ignorent et qui étaient édictées et publiées pour d'autres habitants, pour d'autres localités !

Il est sans exemple que, par le fait d'une réunion de territoires, les populations annexées aient été soumises de plein droit à des lois ou règlements de police particuliers au pays dont les limites se trouvent ainsi embrasser des contrées nouvelles. La cour de cassation s'est catégoriquement prononcée à ce sujet. (Arrêts des 8 janvier 1812, comtes de Gavres, et 24 juillet 1812, Maris.)

Voit-on, d'ailleurs, ce qui résulterait du confluent de deux réglementations opposées pouvant exister dans deux circonscriptions

en effet qu'on peut et qu'on doit les connaître; c'est là qu'ils se perpétuent dans les souvenirs par l'application qui en est faite, aussi bien que par la tradition. Que l'étranger même y soit soumis, rien de plus juste; du moment où il veut résider dans un lieu, il accepte les lois de police qui le régissent; se trouvant sous le rapport de la sécurité dans les mêmes conditions que ceux qui l'habitent, comme eux il doit connaître les règlements disciplinaires de l'association municipale. Mais lorsque deux populations sont déclarées faire partie d'une même commune, on se demande en vertu de quelle règle ou de quelle fiction l'une subira les règlements de l'autre. L'annexe perdra-t-elle d'un coup tous ses règlements de police? Ne conservera-t-elle que ceux qui ne pourront se concilier avec les règlements de l'autre commune, qui apparemment prédominerait sur ce point en vertu d'une espèce de droit du plus fort?

On voit à quel point s'est égarée la cour de cassation dans l'arrêt que nous relevons, et en face de quelles difficultés la jurisprudence de cet arrêt placerait les populations réunies par une annexion. Si, au contraire, on suppose que chaque commune ou partie de commune a conservé ses règlements de police, tout se simplifie: dans les deux circonscriptions, la population restera soumise aux règles qui lui sont particulières et qui ont leur raison d'être, jusqu'à ce qu'une nouvelle promulgation généralise les mesures de police qui pourront convenir à la commune tout entière. Aussi, faut-il plus que jamais s'attacher à ce principe que les règlements de l'ancienne commune de Paris ne peuvent être appliqués aux communes annexées qu'en vertu d'une publication régulière de ces règlements opérée depuis l'annexion.

Page 76 (N° 43). — **SERVITUDES MILITAIRES.** — Le ministre de la guerre peut, sans excès de pouvoirs, refuser l'autorisation d'établir des remblais et des dépôts permanents de charbons sur des terrains compris dans la zone des servitudes militaires, s'il estime que la création de ces remblais et dépôts présenteraient des dangers en cas de siège de la place. (Conseil d'État, 7 avril 1865.)

Page 93 (N° 59). — **PRÉFET DE LA SEINE.** — Le Préfet de la Seine est autorisé à prendre part aux délibérations de l'assemblée générale du conseil d'État. — Il est également autorisé à pren-

Page 140 (N° 122). — OCTROI. — Un décret du 5 juillet 1865 a modifié le tarif en ce qui concerne les huiles, vernis, essences, goudrons, chaux grasse et l'asphalte.

Page 172 (N° 170). — TRAVAUX PUBLICS. — PROPRIÉTAIRES ET LOCATAIRES. — Le conseil d'État a de nouveau consacré cette règle que l'abaissement ou l'exhaussement du sol de la voie publique au-devant d'une maison, lorsqu'il a pour effet de diminuer les facilités d'accès à cette maison, constitue un dommage direct et matériel donnant lieu à indemnité. (Décision du 12 juillet 1864, Souchay.)

L'application constante de ce principe par la jurisprudence administrative nous a fait dire que, dans ce cas, les rapports du propriétaire et du locataire troublés par des travaux d'abaissement ou d'exhaussement du sol de la voie publique, ne sont pas réglés par l'article 1722 du Code civil. Il est difficile en effet de voir le cas fortuit prévu par cet article là où se trouve consacré en faveur du propriétaire le principe de l'indemnité. Néanmoins, par arrêt du 7 juin 1861, la Cour de Paris (4^e ch., aff. Ardoin) a décidé que lorsque l'autorité administrative fait exécuter des travaux de voirie qui ont pour conséquence de rendre plus difficile l'accès des maisons riveraines, ce fait constitue un cas fortuit et que s'il y a lieu de résilier le bail ou de diminuer le prix de location, il n'y a lieu à aucun dédommagement : « Attendu, a-t-elle dit, qu'il s'agit ici d'un cas assimilable à un cas fortuit, en ce sens qu'il n'était pas au pouvoir du propriétaire de l'empêcher ou de le prévenir; que le fait du prince, ou ce qui revient au même, le fait de la loi ou de l'autorité publique, agissant dans la limite de ses droits et de ses attributions, s'impose au propriétaire comme au locataire de la même manière qu'un cas fortuit ou de force majeure proprement dit, et produit à leur égard les mêmes effets. » Cette assimilation au cas fortuit nous paraît forcée. Il s'agit ici d'un fait spécial, d'une servitude d'utilité publique donnant lieu à expropriation moyennant indemnité, et c'est là ce qui rend l'assimilation impossible.

Page 178 (N° 176). — PAVAGE. — Les frais de premier établissement du pavage des rues dans la ville de Paris doivent être supportés par les propriétaires des maisons et terrains bordant ces rues, conformément aux usages et règlements anciens, mais seu-

Ainsi, le colossal budget de la ville ne lui permet pas de supporter le pavage des rues nouvelles! — c'est-à-dire que la ville applique à d'autres travaux les fonds de sa caisse et se borne à constater leur insuffisance pour le pavage. Alors, que devient la règle qui ne met le pavage à la charge des riverains qu'en cas d'insuffisance des revenus de la ville?

Page 182 (N° 184. — CONSTRUCTIONS. — PRÉFET DE LA SEINE. — Le préfet de la Seine peut, en autorisant un particulier à construire une maison, lui imposer l'obligation d'établir des jambes étrières en pierre aux deux extrémités du mur de face de la maison, lorsque cette prescription est faite dans l'intérêt de la sûreté publique. (Conseil d'État, 30 juillet 1863.)

Mais il ne peut, dans les permissions de bâtir qu'il accorde, imposer aux propriétaires la condition de donner aux combles et lucarnes de leurs maisons des formes ou des dimensions symétriques; de telles conditions ne sont pas obligatoires. (Id. 19 juin 1863.)

Page 182 (N° 184). — MAISONS. TRAVAUX INTÉRIEURS. — Le tribunal de la Seine, jugeant comme tribunal d'appel en matière de simple police, a décidé sur notre plaidoirie, que le préfet de la Seine est sans droit pour prescrire, à l'intérieur des constructions, l'établissement de dossierets en pierre de taille.

Ces dossierets, formant les montants ou jambages de la porte de l'escalier et de la porte de la loge du concierge, avaient été construits en briques. Mis en demeure de les construire en pierre de taille, M. Cadet, propriétaire, avait refusé d'obéir à l'injonction. Cité en police municipale, il lui avait été enjoint de se conformer à l'arrêté de M. le préfet de la Seine. Appel de M. Cadet, sur cet appel, le tribunal a statué en ces termes :

« Attendu que Cadet est prévenu de ne s'être pas conformé à un arrêté en date du 30 novembre 1861, par lequel M. le préfet de la Seine, en constatant que, dans le vestibule de la maison construite par Cadet, des poitrails en fer reposaient sur des murs en briques, lui a enjoint de construire des dossierets en pierre de taille sous les abords de ces poitrails; — Attendu que cette substitution d'un mode de construction à un autre, appliqué à un édifice qui ne menaçait pas ruine, a été prescrite en dehors des cas de sûreté publique, prévus par les articles 471 n° 5 et 15 Cod. pén.,

a posé la distinction suivante : s'il s'agit de contraventions intéressant particulièrement la sûreté et la salubrité publiques, la compétence est au tribunal de simple police ; — s'il s'agit de contraventions intéressant « la voirie » la compétence est au conseil de préfecture. (Voy. les décisions des 23 et 28 janvier 1864. — Sirey, — 1864 — 2, — p. 240.) — Cette distinction est plus juste au fond que dans les termes. Il est certain que tout ce qui est relatif à la sûreté, à la salubrité avait été placé dans les attributions du préfet de police, investi à cet égard des mêmes pouvoirs que les maires dans les autres communes (Voy. N° 326), et dès lors que les contraventions en cette matière sont bien du ressort du tribunal de simple police. (Voy. N°s 211 et 212.) Si par suite d'un déplacement d'attributions, la plus grande partie des pouvoirs du préfet de police sous ce rapport sont passés au préfet de la Seine (N°s 208 à 210), le principe de la compétence, en ce qui concerne les contraventions, est resté le même. Mais lorsque le conseil d'État attribue au conseil de préfecture la connaissance des contraventions intéressant « la voirie », il ne dit pas assez, car la sûreté, la commodité et la salubrité des rues rentrent elles-mêmes dans la petite voirie. Le conseil d'État a voulu parler sans doute de « la grande voirie » ; mais alors la difficulté d'appréciation subsiste, puisque la question est précisément de savoir quels sont les objets de grande et de petite voirie, en dehors de la classification établie par le décret de 1808. Ainsi, dans les mesures qu'il prescrit, le décret du 27 juillet 1859 n'a rien précisé à cet égard, de telle sorte que le conseil d'État a été amené à décider, par exemple, que si le conseil de préfecture est compétent pour connaître des contraventions aux dispositions de l'art. 1^{er} de ce décret relatives à la hauteur des maisons bordant les rues ou boulevards, il n'en est pas de même à l'égard des contraventions à la disposition de l'article 5 du même décret relative à la hauteur des bâtiments situés sur les cours ou espaces intérieurs, cette disposition ayant été introduite « non dans l'intérêt de la voirie, mais dans celui de la sûreté et de la salubrité publique ». (Décisions des 28 janvier 1864, Belloir, et 22 décembre 1865, Eustache.) Il est à désirer qu'une nouvelle classification soit établie en cette matière, que des remaniements successifs de la législation ont rendue confuse pour ceux-là mêmes qui en font une étude particulière.

sion des 22 décembre 1865 et 25 janvier 1866, — aff. Eustache.)
Voy. ci-dessus, page 184 (N° 186.)

Page 217 (N° 214). — **ÉCLAIRAGE AU GAZ.** — Un décret du 13 février 1861 a autorisé la ville de Paris à traiter avec la Compagnie parisienne d'éclairage et de chauffage par le gaz, pour l'éclairage public et particulier de la zone réunie à la ville de Paris par l'annexion.

Un autre décret du 9 février 1861 a approuvé les modifications apportées aux statuts de cette compagnie, tels qu'ils avaient été arrêtés en 1855.

Page 218 (N° 215). — **EAUX PLUVIALES ET MÉNAGÈRES.** — L'obligation de conduire les eaux pluviales et ménagères dans les égouts prescrite par le décret du 26 mars 1852 est une charge de la propriété. Sur notre plaidoirie, le tribunal de la Seine a décidé que cette obligation étant absolue, les dispositions des baux relatives à cet objet devaient être entendues dans le sens le plus restrictif en ce qui concerne les locataires. Voici en quels termes a statué le tribunal :

« Attendu, en droit, que l'écoulement des eaux pluviales ou ménagères est une charge de la propriété; que c'est donc au propriétaire à y pourvoir et à exécuter, par conséquent, toutes les prescriptions à cet égard qui émanent de l'autorité;

« Attendu que l'article 13 du bail, invoqué par Guichon, impose bien, il est vrai, à ses locataires l'obligation de conduire à leurs frais toutes les eaux émanant de leur usine au dehors de la propriété; mais qu'il explique aussi clairement en quoi consiste cette obligation et quels sont les travaux mis à leur charge, puisqu'il est dit qu'ils « conduiront ces eaux jusqu'au ruisseau longeant le trottoir, et qu'à cet effet, ils glisseront sous ledit trottoir une gargouille en fonte depuis la porte cochère jusqu'au pavé du boulevard; »

« Attendu qu'une pareille stipulation dérogatoire du droit commun ne peut être étendue au delà de ce qui a été expressément convenu, et se transformer en une obligation générale, pour les preneurs, de changer, suivant les circonstances, le mode prévu d'écoulement des eaux, et d'exécuter les travaux de toute nature qui seraient prescrits par l'autorité;

« Qu'il n'est même pas possible d'admettre que telle a pu être

leurs attributions par le décret législatif de 1852 ; il repose sur la même illégalité.

Page 339 (N° 356). — POIDS ET MESURES. — A Paris, les opérations de vérification périodiques des poids et mesures ont lieu aux bureaux des vérificateurs, ou dans tels autres locaux désignés par le préfet de police. Toutefois, ces opérations sont faites à domicile : 1° pour les poids et mesures appartenant aux établissements énumérés dans l'article 24 de l'ordonnance royale du 17 avril 1839 ; 2° pour les poids et mesures d'un déplacement difficile ; 3° à l'égard des assujettis qui, dans le courant du mois d'octobre ou de novembre de l'année précédente, ont déclaré préférer la vérification à domicile. (Décret du 16 février 1861.)

La vérification des poids et mesures a été réglementée, pour Paris et les communes du ressort de la préfecture de police, par une ordonnance de police du 22 janvier 1860.

Page 368 (N° 394). — BOULANGERIE. — Un décret du 22 juin 1863 a abrogé les règlements qui soumettaient l'exercice de la profession de boulanger à des règles spéciales, soit à Paris, soit ailleurs. Il n'a conservé de ces règlements que les dispositions relatives à la salubrité et à la fidélité du débit du pain mis en vente. Voici les termes de ce décret :

« Art. 1^{er}. Sont abrogées, à dater du 1^{er} septembre 1863, les dispositions de décrets, ordonnances ou règlements généraux ayant pour objet de limiter le nombre des boulangers, de les placer sous l'autorité des syndicats, de les soumettre aux formalités des autorisations préalables pour la fondation ou la fermeture de leurs établissements, de leur imposer des réserves de farines ou de grains, des dépôts de garantie ou des cautionnements en argent, de réglementer la fabrication, le transport ou la vente du pain, autres que les dispositions relatives à la salubrité et à la fidélité du débit du pain mis en vente.

« Art. 2. Les décrets des 27 décembre 1853 et 7 janvier 1854, relatifs à la caisse de service de la boulangerie du département de la Seine, seront modifiés et mis en harmonie avec les dispositions du présent décret. »

Un décret du 31 août 1863 est venu en effet régulariser le service de la boulangerie du département de la Seine. Ce décret

était accompagné, au *Moniteur*, d'une note explicative qu'il est bon de reproduire ici.

Elle était ainsi conçue :

« Le décret du 22 juin 1863 a réservé deux points importants le droit de taxer le prix du pain que les maires conservent en vertu de l'article 30 de la loi des 19-22 juillet 1791, et le maintien du système de la compensation.

« En ce qui concerne le droit de taxer le pain, il a été reconnu qu'il serait à peu près impossible d'apprécier les résultats du régime de la libre concurrence si les autorités municipales continuaient à en faire habituellement usage comme par le passé, et il a été décidé que les maires seraient invités à substituer, à titre d'essai, un système de taxe officieuse, analogue à celle qui se pratique en Belgique, au régime de taxe officielle usitée jusqu'à ce jour.

« Dans ce système, l'autorité municipale continuera à se rendre compte du prix auquel le pain devrait se vendre, s'il n'avait pas cessé d'être taxé; mais cette évaluation constituera seulement un moyen intérieur de contrôle qui n'entravera pas la liberté du boulanger, et qui permettra à l'administration d'observer les effets de la libre concurrence, en la laissant suffisamment armée pour le cas où, ce qui ne paraît pas à craindre, le nouveau régime produirait des résultats contraires à ceux qu'on est en droit d'en attendre.

« Quant au système de la compensation, qui a permis dans des temps difficiles, et alors qu'on ne jouissait pas des avantages de la liberté du commerce, de répartir sur une longue suite d'années et de manière à les rendre presque insensibles, les charges qu'une série de mauvaises récoltes ont fait peser sur la population parisienne, il était indispensable de le mettre en harmonie avec la réforme introduite dans le commerce de la boulangerie, et tel est l'objet du décret ci-après (du 31 août 1863).

« Jusqu'à ce jour la caisse de la boulangerie, qui a été créée pour réaliser le principe de la compensation, s'alimentait principalement au moyen d'une surtaxe sur le prix du pain, surtaxe perçue chez les boulangers; mais ce mode de perception n'était plus praticable avec un nombre de boulangeries qui ne sera pas limité, et il entraînerait d'ailleurs pour les boulangers un ensemble d'obligations incompatibles avec les conditions d'un commerce libre.

« Dans cette situation, il a paru naturel de reporter la perception à l'entrée de la ville et de remplacer l'ancien prélèvement par un droit très-minime perçu sur la farine et équivalent à un centime par kilogramme de pain. Cette perception spéciale, qui n'est pas, à proprement parler, un droit d'octroi, mais qui se percevra par les mêmes procédés, permettra de constituer à la caisse de la boulangerie les ressources dont elle pourrait avoir besoin pour faire face aux nécessités d'une crise alimentaire, sans entamer le fonds de dotation qui lui a été attribué en 1856, et qu'on a jugé prudent de conserver.

« La perception nouvelle diffère essentiellement des impôts ordinaires, en ce sens que le produit du droit perçu est destiné à être restitué au public aux époques où, par suite de mauvaises récoltes, le pain s'élèverait à un prix que les classes ouvrières ne pourraient supporter sans de trop grandes souffrances, et elle présente sur le système qu'elle remplace le grand avantage de pouvoir se concilier avec le régime de la liberté du commerce, tout en conservant à la population les mêmes garanties de sécurité. »

Voici maintenant de quelle manière se trouve réglé le service de la boulangerie du département de la Seine, par le décret du 31 août 1863 :

« Art. 1^{er}. Le fonds de la dotation de 20 millions, constituée par le département de la Seine, au profit de la caisse de la boulangerie, les revenus échus de cette dotation, la réserve déjà réalisée et le surplus de l'actif net de la caisse, seront répartis entre la ville de Paris et les diverses communes du département, au prorata du principal des quatre contributions directes.

« Art. 2. A partir du 1^{er} septembre prochain, la ville de Paris est autorisée à percevoir, à l'entrée, pour remplacer la surtaxe de compensation autorisée par l'article 5 de notre décret du 27 décembre 1853, un droit spécial sur le blé, la farine et le pain fabriqué, conformément au tarif ci-annexé. N'est point assujéti au droit le pain introduit par une personne pour sa consommation et dont le poids n'excède pas deux kilogrammes.

« Art. 3. Le droit spécial, établi par l'article précédent, est affranchi de tous les décimes auxquels sont soumis les droits d'octroi.

« Art. 4. La recette du droit sera faite par l'administration de l'octroi, et le montant en sera versé directement à la caisse de la boulangerie.

*Tarif supplémentaire au tarif de l'octroi de Paris,
approuvé par décret du 31 août 1863.*

CHAPITRE de perception.	OBJETS assujettis aux droits.	MESURES en poids.	DROITS à percevoir.	OBSERVATIONS.
Blés et farines.	Blés.....	kilogr.....	0 ^e 01 c	Le blé comprend le froment, le seigle et l'épeautre. Les farines passibles de la taxe sont celles qui pro- viennent des grains dési- gnés ci-dessus.
	Farines....	kilogr.....	0 015	
	Pain....	kilogr....	0 01	

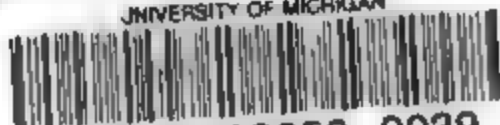
Page 405 (N° 452) — FOSSES D'AISANCES. Un décret du 10 mars 1852 avait conféré au préfet de police le droit d'autoriser les propriétaires à établir des séparations dans les fosses d'aisances, dans l'intérêt de la salubrité, et ce, contrairement à l'article 5 de l'ordonnance royale du 24 septembre 1819. Mais ce décret n'ayant pas été inséré au Bulletin des lois, la cour de cassation avait refusé de lui reconnaître force obligatoire (arrêt du 31 janvier 1857). C'est alors qu'a été rendu, à la date du 23 août 1858, un nouveau décret destiné à réparer cette irrégularité et qui est ainsi conçu : « L'article 5 de l'ordonnance royale du 24 septembre 1819, qui défend d'établir des compartiments ou des divisions dans les fosses, d'y construire des piliers et d'y faire des chaînes ou des arcs en pierres apparentes, n'est pas applicable aux séparations que notre préfet de police (aujourd'hui le préfet de la Seine) peut prescrire de faire dans ces fosses, dans l'intérêt de la salubrité.

Fosses en contre-bas du trottoir. Sur notre plaidoirie, le tribunal de la Seine, jugeant comme tribunal d'appel en matière de simple police, a décidé qu'aucune loi n'ayant fixé la profondeur des fosses d'aisances, le préfet de la Seine ne peut, par un arrêté, imposer aux propriétaires l'obligation de construire les fosses à 3 mètres 60 centimètres en contre-bas du trottoir, sous peine de démolition. (8^e ch. jugement du 29 janvier 1862, aff. Granjon.)

Page 405 (N° 453). — CONSEIL D'HYGIÈNE PUBLIQUE. — Ce conseil, organisé par un décret du 15 décembre 1851 a été mo-



UNIVERSITY OF MICHIGAN



3 9015 03050 9239

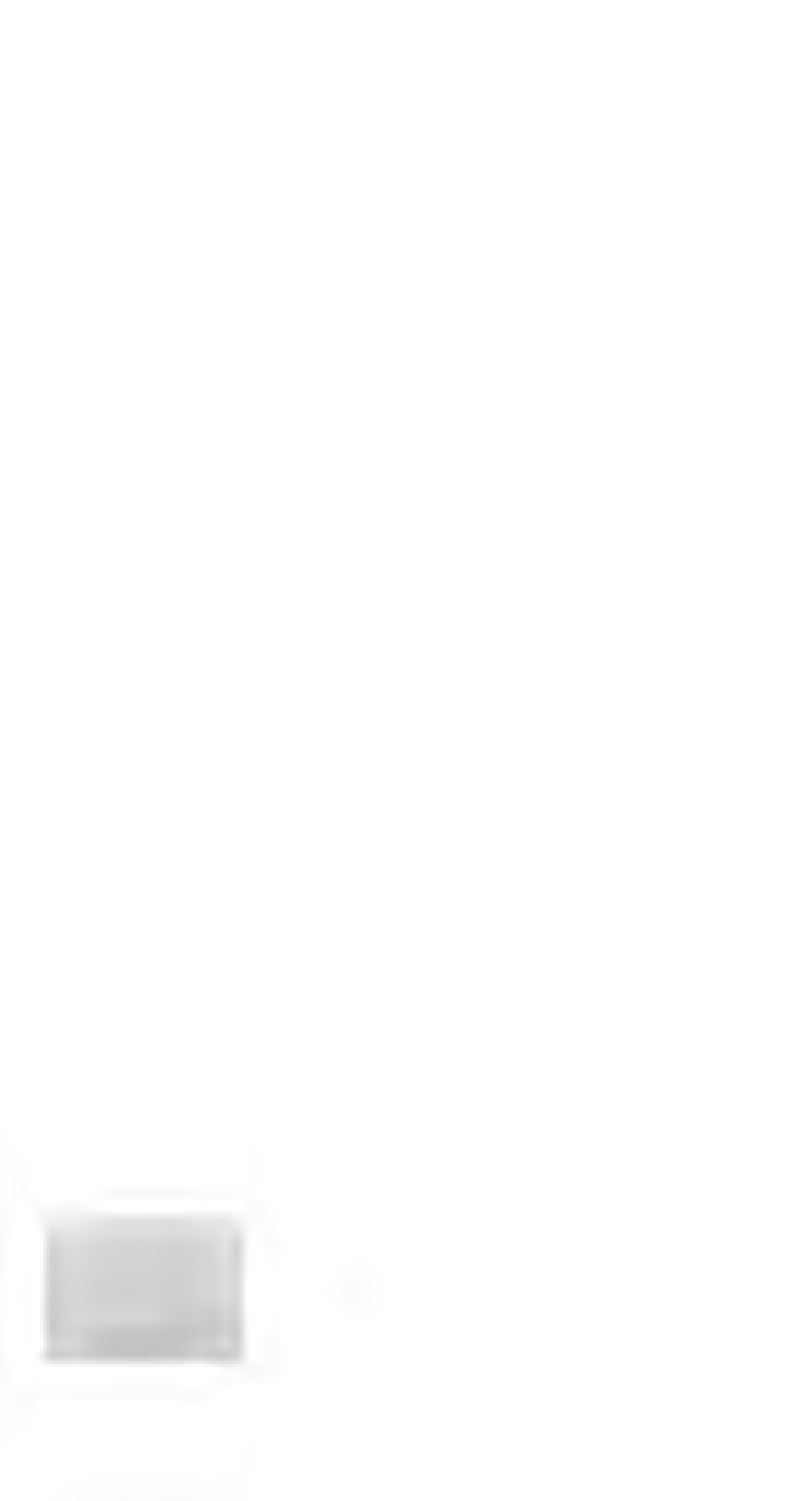
B

926,258

PROPERTY OF
*University of
Michigan
Libraries*

1817

ARTES SCIENTIA VERITAS



Le Consulat
ET L'ADMINISTRATION MUNICIPALE
du VIGAN

**Tiré à 400 exemplaires
dont 10 sur papier pur chiffon des Manufactures
de Voiron.**

N°

Emmanuel GAY

Avocat

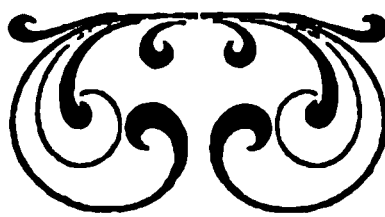
Docteur en Droit

Le Consulat
ET L'ADMINISTRATION MUNICIPALE
du VIGAN
au XVII^e et au XVIII^e siècle

PREMIER FASCICULE

L'histoire imparfaitement observée
nous divise : c'est par l'histoire mieux
connue que l'œuvre de conciliation doit
commencer.

FUSTEL DE COULANGES.



PARIS

AUGUSTE PICARD, éditeur

Libraire des Archives Nationales et de la Société de l'Ecole des Chartes
82, Rue Bonaparte, 82

—
1913

1.
4-12
100
200
100

7. 2. 18. 87

...

PREFACE

Tout travail historique — qu'il s'agisse de rassembler des matériaux en vue de la grande histoire, ou de généraliser les faits exposés dans les monographies locales — doit présenter une utilité actuelle, sous peine de n'alimenter que la curiosité de quelques-uns, de ne servir à rien. Le chercheur doit viser, soit à éclaircir les coins obscurs de notre histoire, soit à redresser des erreurs — elles sont légion, — soit surtout, par la connaissance approfondie et la saine appréciation des faits, à proposer des éléments de réforme utile et durable, à ceux qui travaillent à corriger ce qui, dans le présent, est imparfait.

**« Dans l'histoire de nos pays, la relation des
« faits heureux nous amènera à préciser les prin-
« cipes à défendre ou à propager ; cet empirisme
« organisateur peut prétendre ainsi, en délaissant
« la méthode d'invention, à rattacher, par des don-
« nées certaines, le passé à l'avenir, grâce aux
« leçons du présent ¹. »**

Ce travail-ci pourra être de quelque utilité à ceux qui, décentralisateurs et régionalistes, rêvent de communes, de pays et de provinces, émancipés de la lourde et couteuse tutelle des administrations parisiennes, de la bureaucratie centralisée qui régent avec étroitesse l'entière administration de l'Etat français.

Nous avons toujours songé à aujourd'hui et à

1. *Revue catholique des Institutions et du Droit*, XLXI, 1912, p. 126 (n° 8).

demain en décrivant l'organisation d'une commune languedocienne, aux ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles, en essayant de montrer, dans tous ses détails, le mécanisme de notre ancienne administration consulaire et municipale.

C'est ce tableau très détaillé qui pourra servir à ceux qui rêvent d'une réforme administrative large et entière, en leur fournissant des arguments importants, que nous n'avons point recherchés et dégagés avec une partialité ombrageuse, mais qui parlent bien haut, seuls, sans commentaires, en faveur d'une réforme décentralisatrice. L'histoire administrative d'une commune-type du Languedoc rentre dans les cadres de l'histoire générale, le droit municipal ancien de la province étant bien connu, assez uniforme et prêtant naturellement aux généralisations que nous osons proposer. Nous avons cherché, dans cette longue étude à épuiser toutes les questions afin de présenter un tableau d'ensemble. Il y a forcément des lacunes : nous les signalons, chaque fois que nous en avons aperçu.

Nous croyons enfin devoir expliquer ici le plan qui a été suivi. On pourra nous reprocher d'avoir écrit bien des pages de seconde et de troisième main, notamment dans le livre III et dans le chapitre II du livre IV. Mais nous avons voulu présenter un tableau aussi complet que possible, et pour cela suivre à notre tour, docilement, des voies admirablement ouvertes par des maîtres devant qui nous aimons à nous incliner avec reconnaissance.

Après une Introduction, surtout historique, destinée à montrer comment et au milieu de quelles vicissitudes, la bourgade, le *vicus* est devenu une petite ville de 4000 âmes au ^{xvii}^e siècle ;

après cette satisfaction bien légitime donnée à nos compatriotes qui ne sauraient s'instruire aisément des humbles fastes de leur petite patrie, les quelques pages qui en traitent étant à peu près introuvables ¹, nous étudions (livre premier), les origines de notre consulat et la façon dont les administrateurs de la communauté étaient élus ou nommés.

Le livre II énumère tout le personnel de l'administration municipale et tâche de préciser les attributions respectives de chacun, d'après nos archives communales.

Ces administrateurs se mouvaient dans le temps et dans l'espace. Leur gestion était faite de tractations, de rapports continuels avec leurs administrés et surtout avec des administrations inférieures, égales ou supérieures, voisines ou lointaines, civiles, religieuses, militaires, proprement administratives ou judiciaires, fonctionnaires, cours souveraines ou assemblées. C'étaient le seigneur du Vigan, la viguerie, le diocèse, la sénéchaussée, la province, le roi, seigneur et propriétaire féodal, et souverain, et ses agents, l'Intendant et le Subdélégué, les cours judiciaires : siège royal du Vigan, présidial, parlement, cour des Aides, conseil du roi, l'administration ecclésiastique, etc.

Nommer ces institutions si diverses nous a paru insuffisant, et nous avons, aussi brièvement que

¹ . Arman : *Tablettes militaires de l'arrondissement du Vigan*, introduction.

Les quelques notions données par Rouger, dans sa *Topographie statistique et médicale de la ville et canton du Vigan*, par Rivoire, dans la *Statistique du Gard*, par Germer-Durand, dans son *Dictionnaire topographique du Gard* sont de seconde main et plus ou moins tirées d'Arman. L'abbé Goiffon (*Monographies paroissiales*) abonde dans les mêmes généralités redites par lui (et encore par nous !) sauf au point de vue strictement religieux.

possible, dit ce qu'elles étaient et quelles étaient la nature et la fréquence de leurs rapports avec notre communauté, en illustrant les généralités connues de cas concrets, d'exemples nombreux et divers tirés de nos archives communales. L'étude de ces rapports de la communauté avec les autres administrations et institutions du royaume fait l'objet du livre III.

Dans le livre IV et dernier, nous entrons dans le détail des rapports et tractations de la communauté avec ces administrations.

Après avoir recherché comment on délibérait dans le conseil politique, d'où partaient toutes les décisions, nous étudions le rôle financier de nos administrateurs consulaires.

Il nous a paru utile, ici, d'expliquer comment le mécanisme financier en vigueur au xvii^e siècle s'était peu à peu formé et en quoi il consistait.

La matière est vaste, complexe et a nécessité des développements importants et indispensables, croyons-nous, à qui veut situer une communauté languedocienne dans ce système compliqué.

Nous énumérons ensuite les matières nombreuses et variées qui rentraient dans les limites de la compétence consulaire, en matière de police, militaire, d'assistance, d'instruction, de travaux publics.

Nous montrons l'importance du contentieux communal et nous consacrons un dernier chapitre à l'étude de questions secondaires, mais très caractéristiques.

Les *notes* s'inspirent du même désir de tracer un tableau aussi complet que possible de notre administration communale, les *preuves* également.

Pour cette étude, nous avons utilisé, ainsi qu'on

le verra à la Bibliographie, toutes les sources imprimées qu'il nous a été donné de connaître.

Les archives communales et particulièrement la série BB, ont fourni la substance par excellence de ce travail, et les dépôts départementaux de Nîmes et de Montpellier nous ont donné quelques pièces intéressantes.

Remercions, en terminant, M. Bligny-Bondurand, le très savant archiviste du Gard, dont la complaisance à notre endroit a été extrême, et ses aimables aides ; M. Alphonse Falguière, du Vigan, qui nous a inlassablement ouvert le trésor de ses riches archives et nous a fait profiter de son expérience précieuse ; le colonel de Ramel, M. Cazalis de Fondouce, M. Elie Mazel, de Nant, le docteur Malzac, de la Salle, et enfin MM. les secrétaires et les appariteurs de la mairie du Vigan, qui nous ont aidé dans nos recherches souvent difficiles dans des archives, autrefois classées par feu M. Teissier, mais dérangées depuis, et qu'il a fallu reclasser.

•

BIBLIOGRAPHIE

Une bibliographie viganaise serait vite faite. Le Vigan n'a pas encore trouvé son historien. Souhaitons qu'il vienne un jour utiliser et mettre en ordre tous les documents mis à jour de ci de là et faire un travail que nous ne nous sentons ni la force ni la science d'entreprendre. Tous les ouvrages ou périodiques qui ont traité spécialement ou accidentellement de l'histoire du Vigan, ont été lus par nous et utilisés, dans ce qu'ils avaient d'utilisable, car tous se copient l'un l'autre. On ne peut citer comme originaux que les travaux de MM. Teissier, Goiffon (histoire religieuse) et Alphonse Falguière (publication de documents inédits, éclairés par de savantes notes généalogiques). On trouvera ces études disséminées dans les *Tablettes* d'Arman, les *Monographies paroissiales* de l'abbé Goiffon, la *Topographie* de Rouger, le *Guide* de Boucoiran, le *Dictionnaire* de Germer-Durand, la *Statistique*, de Rivoire, les *Chroniques de Languedoc* (communications F. Teissier et A. Falguière), *Un coin des Cévennes* de M. Chante, le *Bulletin paroissial* du Vigan, le *Huguenot des Cévennes*, le *Bulletin de la Société de l'histoire du protestantisme français*, le *Bulletin du Comité de l'Art Chrétien (diocèse de Nîmes)*, les journaux locaux : l'*Echo des Cévennes*, le *Viganais*, l'*Indépendant des Cévennes* ; quelques notes de détail dans l'*Histoire de Nîmes* de Ménard ou dans l'*Histoire de Languedoc* ; enfin une courte notice dans la grande *Histoire des villes de France*. C'est à peu près tout.

Arman, Rivoire, Goiffon et M. Chante donnent seuls des notices suivies sur le Vigan.

Le chercheur de textes étudiera surtout les collections... introuvables des journaux locaux.

Les références de ce travail sont de deux sortes. La plupart renvoient à des ouvrages consultés. Quelques unes donnent, à titre de simple renseignement, des titres d'ouvrages spéciaux auxquels on pourra se référer pour étudier à fond telle ou telle question particulière¹. Ces derniers ouvrages, non utilisés ici, ne figurent donc pas dans notre bibliographie.

A. — SOURCES MANUSCRITES

1^o Archives communales du Vigan², assez riches pour le xvii^e et le xviii^e siècles.

1. C'est ainsi que nous renvoyons aux auteurs suivants : H. Bony : *Les états-généraux de Languedoc et les travaux publics sous Colbert* (thèse, Paris, nov. 1895) ; Bos : *Les avocats aux conseils du Roi. Etude sur l'ancien régime judiciaire de la France* (in-8^o, 1881) ; Bosquet : *Dictionnaire raisonné des domaines et droits domaniaux* (1782, 4 vol. in-4^o) ; Boudet : *La Jacquerie des Tuchins. 1363-1384* (Paris, Champion, 1895, in-8^o, 148 p.) ; Ernest Carette : *Les assemblées provinciales de la Gaule romaine* (Paris, Picard, 1895, in-8^o, 503 p.) ; Des Cilleuls : *Histoire de l'enseignement dans l'ordre primaire en France* (1898, in-8^o) ; Fréminville : *Pratique universelle pour la rénovation des terriers et droits seigneuriaux* (1757, 5 vol. in-4^o) ; Lapiere : *Le Parlement de Toulouse* ; Le Laboureur : *Histoire manuscrite de la maison d'Anduze* (copie de M. Cazalis de Fondouce) ; Laurin : *Essai sur les présidiaux* ; E. Martin-Chabot : *Les archives de la Cour des Comptes, Aides et Finances de Montpellier* (Paris, Alcan, 1907, in-8^o de xxxii-231 p.) ; F. Mazauric : *Le préhistorique dans le Gard* ; Rameau de Saint-Père : *De l'origine des grandes propriétés en France* (*Bull. du Comité des Trav. hist. et scientif.*, Sect. des sciences économiques et sociales, 1892, p. 94-105) ; Reinaud : *Invasions en France des Sarrazins* ; le frère Sallustien : *Le Gard préhistorique* ; H. Sée : *Louis VIII et les villes* ; Vignon : *Etudes historiques sur l'administration des voies publiques, en France, aux XVII^e et XVIII^e siècles* (3 vol. in-8^o) ; etc.

2. La série BB est particulièrement intéressante, au point de vue municipal

2° Archives communales de Trèves : charte de 1370.

3° Archives communales d'Aulas : diverses chartes relatives à la baronnie d'Hierle.

4° Archives communales de Nîmes, CC, 1 ; DD, 4 ; LL, 16 ; LL, 19 ; OO, 171 ; SS, 17.

5° Archives départementales du Gard, C, 175, 251-255, 313, 420, 434, 449, 495, 499, 501-503, 510, 517, 524, 525, 526, 532-609, 630, 632, 633, 636, 641, 642, 649, 654, 792, 809, 811, 827, 828, 834, 839, 841, 860, 864-869, 873, 874, 879-884, 892, 894-896, 902, 918, 1089, 1099, 1153, 1201, 1812, 1813, 1819, 1828, 1845, 1847, 1887, 1888, 1897, 1904-1906, 1916, 1917, 1919 (6° et 7°), 1921 (14°) ; G, 50, 129, 133, 1297, 1301, 1317 ; E, 350, 482, 486, 1207 ; F, 6° div., 2 reg. de délib. de la viguerie du Vigan.

6° Archives départementales de l'Hérault, C, 47, 79, 101, 1075, 1371, 1372, 1567, 2646, 2648, 3008, etc.

7° Archives particulières : M. Paul Cazalis de Fondouce (château du Rey), colonel-comte de Ramel (papiers Boiffils de Massane et de Tarteron à Sumène) ; M. Alphonse Falguière, du Vigan (papiers Aguze de Lavalette) ; M. le pasteur Bost (Manuscrit Ferdinand Teissier, d'Aulas, « Documents et notes

Il y a malheureusement quelques lacunes ; BB 1 commence à la date du 14 janvier 1559 ; la série va jusqu'au n° 15 (1790). On y trouve les lacunes suivantes : 11 janv. 1561 - 1^{er} janv. 1590. 11 oct. 1590 - 1^{er} janv. 1593, 1628 et 1629, 1634-1636, 1640-1^{er} janv. 1661, 1673, 1678 et 1679. 1694-1699, mars à décembre 1720.

La dernière délibération de BB.15. est du 14 mars 1790. Beaucoup des délibérations qui manquent nous ont été heureusement conservées. disséminées dans divers dossiers, sous forme d'expéditions.

BB.3 et BB.4, font double emploi, de 1603 à 1606 (v. BB.3, p. 153 s. ; BB.4, p. 87 s.).

La vie consulaire est très ralentie, de 1602 à 1640 ; les registres de cette période donnent à peine 10 pages par année, et ne relatent guère que les élections et députations aux assiettes et aux états (v BB.3 et BB.4).

« diverses sur le protestantisme, recueillis dans les
« archives publiques et privées ou de familles et
« traditions », in-8°, 850 p.).

8° Communications de M. Elie Mazel, de Nant.

B. — PÉRIODIQUES

Annales du Midi (depuis le T. I - 1889).

*Bulletin de la Société d'agriculture, des sciences
et arts de la Lozère* (Mende, in-8°, depuis 1850).

Ce recueil publie des études importantes avec
paginations spéciales, et que l'on trouve rarement
jointes au Bulletin.

*Bulletin de la Société de l'histoire du Protes-
tantisme français* (depuis le T. I - 1852).

*Bulletin de la Société languedocienne de géo-
graphie.*

*Bulletin du Comité de l'Art Chrétien (Diocèse
de Nîmes)* ¹.

*Bulletin historique et philologique du Ministère
de l'Intérieur* (MDCCCXC, n° 3 et 4, p. 321 et 409).

Le Cévenol, journal local ².

*Compte-rendus de la Société scientifique et litté-
raire d'Alais* (depuis le T. I - 1869).

Congrès scientifique de France, 35^e session, 1872
(vol. II).

L'Echo des Cévennes, journal local ³.

1. Notamment le T. X, n° 67, p. 147-151 (visite pastorale, de 1770).

2. Il ne paraît plus.

3. Ce journal a publié, de 1880 à 1890, près de soixante-dix articles de M. Alph. Falguière, remplis de documents inédits, de notes historiques et généalogiques, résultat d'une vie entière de patientes et difficiles recherches dans les archives communales, consistoriales et privées du Vigan et des villages voisins (notamment Avèze, Montdardier, Molières Bréau, Aulas, Mandagout..) et dans ses propres archives, très riches.

L'Indépendant des Cévennes, journal local ¹.

L'Information, journal financier (feuilletons du 5 oct. au 5 déc. 1910, G. Wampach : *L'or de France*).

Mémoires de l'Académie de Nîmes.

Mémoires de l'Académie des Sciences, Inscriptions et Belles-Lettres de Toulouse (1882, 1^{re} sem.).

Mémoires de l'Académie de Législation de Toulouse.

Mémoires de la Société Archéologique de Montpellier.

Mémoires de la Société des Lettres, Sciences et Arts de l'Aveyron.

Revue Catholique des Institutions et du Droit (XLIX-1912).

*Revue du Midi (Gard et Vaucluse)*² (depuis 1887, T. I).

Le Viganais, journal local ³.

Ces études portent sur le château de Galan, à Sumène, Aulas, Avèze, Montdardier, et leurs seigneurs, la baronnie d'Hierle, Mandagout, son château et ses seigneurs, les fortifications du Vigan, les cloches, le vieux pont, les foires, les écoles, le four, l'hospice, la source d'Isis, la peste au Vigan et à Avèze, la justice, le consulat, le monastère de Bonheur, les prieurés du Vigan, d'Avèze, de Montdardier, la société viganaise, le chevalier d'Assas, etc.

1. Cette feuille éphémère a disparu.

2. Cette revue a commencé, le 15 sept. 1912 (26^e année, n^o 9, p. 558 s.), la publication de notre étude, souvent citée ici, sur *La viguerie du Vigan, au commencement du XVII^e siècle*.

3. Ce journal, qui paraît depuis le 21 novembre 1881, a publié (n^{os} 107-121, 2 déc. 1883-9 mars 1884) une série d'études très médiocres sous le titre « Le guide du Viganais, » vulgarisant les faits saillants de notre modeste histoire locale, et l'introduction historique des *Tablettes* d'Arman (n^o 370-393, 16 déc. 1888-26 mai 1889). Plus tard, l'abbé Lhérisson a donné des études religieuses, où l'église, le clocher, etc., étaient très scrupuleusement décrits à travers leurs vicissitudes.

L'abbé Goiffon y a aussi publié ses premières monographies paroissiales. M. Chabrol, secrétaire-archiviste de la mairie de Sumène, feu M. l'abbé Sarran, M. l'abbé Rouquette, d'autres encore y ont étudié l'histoire de la région avant et pendant la Révolution.

Nous avons donné nous-même à ce journal des chroniques

C. — OUVRAGES ET DOCUMENTS IMPRIMÉS ¹

AFFRE (H.), *Les Camisards en action. Lettres du prieur de Miellet (Gard), leur contemporain*, Rodez, Carrère, 1890, in-8° de 147 p.

— *Dictionnaire des institutions, mœurs et coutumes du Rouergue*, Rodez, Carrère, 1903, in-4° de VIII-472 p.

AIGREFEUILLE (d'), *Histoire de la ville de Montpellier*, Montpellier, Jean Martel, 1737-39, 2 v. in-f°.

ALLIÈS (Paul-Albert), *Une ville d'Etats. Pézenas aux XVI^e et XVII^e siècles. Molières à Pézenas*, Paris, E. Flammarion, 1908, in-8° de XVI-328 p.

ANDOQUE (Pierre), *Histoire de Languedoc jusqu'en 1610, avec l'état des provinces voisines*, Béziers, 1623 et 1648, in-f°.

ANQUEZ (Léonce), *Un nouveau chapitre de l'histoire politique des réformés de France (1621-1626)*, Paris, Durand, 1865, in-8° de XXXII-376 p.

*ARMAN, *Tablettes militaires de l'arrondissement du Vigan*, Nîmes, Gaude, 1814, in-8° de 532 p.

ARTIÈRES (G.), *Annales de Millau, depuis les origines jusqu'à nos jours*, Millau, 1892-99, petit in-4° sur 2 col., de XXIII-391 p.

de vulgarisation de notre histoire locale : Notes sur les rues du Vigan (n° 1609-1625, 28 avril 1912-18 août 1912) ; Notes sur l'agriculture, le commerce et l'industrie, aux XVII^e XVIII^e siècles, dans la vallée du Vigan (n° 1626-1627, 25 août 1912-1^{er} sept. 1912) ; La foire du 9 septembre. autrefois (n° 1628, 8 sept. 1912) ; Nos chemins, autrefois (n° 1629-1631, 15 sept. 1912-18 sept. 1912-29 sept. 1912) ; Comment on rendait la justice, autrefois, au Vigan (n° 1632, 6 oct. 1912) ; Les rues du Vigan. Le balayage, autrefois (n° 1639, 24 nov, 1912). Ces notes-ci n'ont aucune valeur documentaire.

1. Nous donnons ici la liste complète, quelque longue et fastidieuse qu'elle puisse paraître, de tous les ouvrages qui nous ont servi pour écrire ce livre. Les moins importants figurent dans cette liste, à côté de ceux qui nous ont été d'un très précieux secours. Ces derniers sont marqués d'un astérisque.

Assemblée commémorative, tenue à Montpellier les 17, 18 et 19 mars 1889 à l'occasion du Centenaire des réunions des trois ordres des sénéchaussées de Languedoc, de 1789, Montpellier, 1889, in-8° de XVI-552 p.

ASTRE (Florentin), *De l'administration publique en Languedoc, avant 1789*, Toulouse, 1874, in-8° de 187 p.

*ASTRE (Fl.), *les Intendants du Languedoc*, Toulouse, S. D., in-8° de 140 p. (inachevé).

ASTRUC (Jean), *Mémoires pour l'histoire naturelle de la province de Languedoc*, Paris, 1737, in-4°.

AUBAIS (d') et MÉNARD, v. La Pijardière, *Pièces fugitives*.

BACQUET, *Traité des droits de justice*, dans *Œuvres*, publ. par Ferrières, 1744, 2 v. in-f°.

BALUZE, *Capitularia regum Francorum*, Paris, 1677, 2 vol. in-f°.

BARDON (Achille), *Ce que coûta l'entrée de François I^{er} à Nîmes (1533)*, Nîmes, 1894, in-8° de 63 p.

BARDON (A.), *Histoire de la ville d'Alais de 1341 à 1461* (Nîmes, 1896, in-8° de XII-384-CLXXXIII p.)

BARRIÈRE-FLAVY, *Le « Paréage de Pamiers, le 23 juillet 1308 »*, Toulouse, Privat, 1891.

BARRY (Edw.), *Les Volkes*, Toulouse, Privat, 1870, in-12 de 32 p.

*BAUDOIN et PASQUIER, *Inventaire sommaire des Archives départementales. Haute-Garonne, série C, II, n° 2276-2432, Procès-verbaux des États de Languedoc (1497-1789)*, Toulouse, Privat, 1903, in-4° de XI-800 p.

*BAVILLE (DE), *Mémoires pour servir à l'histoire de Languedoc*, Amsterdam, 1734, in-12 de 334 p.

*BÉCHARD (Ferdinand), *Droit municipal dans les*

Temps modernes (xvi^e et xvii^e siècles), Paris, 1866, in-8° de 8-448 p.

BERTHELÉ (Jos.) *Opuscules campanaires*, 5^e fasc., Montpellier, 1910, in-8° de 24 p.

[BOIFFILS DE MASSANE], *Un coin des Cévennes pendant le moyen-âge. La Combe de Recodier, dans la paroisse de Saint-Roman-de-Codières*. Le Vigan, Argelliès, 1883, in-4° de 36 f^{vs}.

BOISLISLE (A. DE), *Les grands jours de Languedoc (1666-1667)*, Paris, 1886, in-8° de 24 p.

BOISSON (Emile), *De la ville de Sommières (Gard), depuis son origine jusqu'à la révolution de 1789. Recherches et renseignements historiques*, Lunel, Hamelin, 1849, in-8° de 530 p.

*BOISSONNADE (P.), *La restauration et le développement de l'industrie en Languedoc au temps de Colbert*, Toulouse, Privat, 1906, in-8° de 32 p.

BONALD (V^{te} Joseph de), *Un procès aux XVII^e et XVIII^e siècles (1631-1790)*, Rodez, E. Carrère, 1903, in-12 de 30 p.

BONDURAND (E. Bligny-), *Cahiers de doléances de la sénéchaussée de Nîmes, pour les Etats-généraux de 1789*, Nîmes, 1908-09, 2 v. in-8° de LVIII-584 et 676 p.

BONDURAND, *Les coutumes de Génolhac*, Alais, 1881, in-8°.

BONDURAND, *Inventaire des Archives du Gard*, E, suppl^e I, 1888, in-4° de XI-488 p.

BONDURAND, *Inventaire des Archives du Gard*, E, 1894-1904, 3 v. in-4°.

*BONNET (Emile), *Géographie générale du département de l'Hérault*, T. III, *Histoire générale*, II^{me} fascic. *Antiquités et monuments du département*, Montpellier, S. D, in-8° (p. 199-754).

BORREL (A.), *Biographie d'Antoine Court*, etc., Toulouse, 1863, in-12 de 324 p.

BOST (Charles), *Les Prédicants protestants des Cévennes et du Bas-Languedoc (1684-1700)*, Paris, Champion, in-8°, 1912, 2 v. de XX-480 et 668 p.

BOUCOIRAN (L.), *Guide historique et pittoresque dans Nîmes et les environs*, etc., Nîmes, 1888, 8^e éd., in-8° de 366 p.

BRUEYS, *Histoire du fanatisme de nostre temps*, Montpellier, Jean Martel, 1709 et 1713, 4 v. in-12.

BRUN (Jean), *Historique d'Avèze*, 1891, in-8° de 120 p.

BRUNON (général), *Esquisse de la révolte générale des Gaules, en l'an 51 avant J.-C.*, etc., Montpellier, 1887, in-8° de 34 p.

*BRY (M.-J.), *Les vigueries de Provence, aperçu de leur histoire jusqu'à la fin du xvi^e siècle. Leur organisation et leur rôle aux xvii^e et xviii^e siècles*, Paris, Picard, 1910, in-8° de XIV-464 p.

CABIRON (baronde), *Quelques documents*, Nîmes, 1884, in-4° de 66 p. (tiré à 60 ex. hors commerce).

*CAMBON de Lavalette (Jules), *La Chambre de l'édit de Languedoc*, Paris, 1872, in-8° de 187 p.

*CASENEUVE, *Le Franc-Alleu de la province de Languedoc estably et deffendu*, à Tolose, par Jean Boude, 1645, 2^e éd., in-4°.

CASENEUVE, *Les Etats généraux de la province de Languedoc*, (à suite du précédent).

CATEL (Guillaume de), *Mémoire de l'histoire du Languedoc*, Tolose, Bosc, 1633, in f°.

CAUVET (Emile), *Etude historique sur l'établissement des Espagnols dans la Septimanie, aux viii^e et ix^e siècles*, etc., Montpellier, 1898, in-8° de 188 p.

*CAVAIGNAC (Eugène), *Esquisse d'une histoire de France*, Paris, 1910, in-8° de VIII-617 p. ¹

1. Un manuel très général comme celui-ci est d'un grand secours, si l'on veut rattacher les petits faits locaux au développement général du pays.

CAZALIS DE FONDOUCE (Paul), *Contribution à une faune historique du Bas-Languedoc*, Montpellier, 1899, in-8° de 48 p.

*CAZALIS DE FONDOUCE (P.), *L'Hérault aux temps préhistoriques (Géographie générale du département de l'Hérault, III, 1^{er} fasc.)*, Montpellier, S. D., in-8° de 197 p. (carte).

CAZALIS DE FONDOUCE (P.), *Les temps préhistoriques dans le Sud-Est de la France. L'homme dans la vallée inférieure du Gardon*, Montpellier-Paris, 1872.

CAZENOVE ((Arthur de), *Campagnes du duc de Rohan en Languedoc, 1621-1629*, Toulouse, Privat, 1903, in-8°.

*CHABAUD LA TOUR (baron de), *Enquête sur les Bureaux de bienfaisance*, Paris, 1874, in-4°.

CHARVET (G.), *Les voies vicinales gallo-romaines chez les Volkes Arécomiques*, Alais, 1873, in-8°.

*CHÉRUEL (A.), *Dictionnaire historique des institutions, mœurs et coutumes de la France*, Paris, Hachette, 1855, in-12 de LXXVI-1271 p. (en 2 parties).

*CHÉRUEL (A.), *Histoire de l'administration monarchique en France depuis l'avènement de Philippe-Auguste, jusqu'à la mort de Louis XIV*, Paris, Dezobry, S. D., 2 v. in-8°.

**Chroniques de Languedoc (Les)*, revue du Midi, 1875-1879, 5 v. in-8°.

[CLAUDE (Jean)], *Les plaintes des Protestants cruellement opprimés dans le royaume de France*, Paris, Fischbacher, 1885, in-8° de LVI-148 p. (réimpression).

* CLÉMENT (Pierre), *Histoire de Colbert*, Paris, Didier, 1874, 2 v. in-18 de XX-540 et 532 p.

Constitution française (la) présentée au roi par

l'Assemblée Nationale constituante, le 3 septembre 1791, etc., Paris, Dubosquet, S. D., in-8° de 130 p.

COQUEREL (Charles), *Histoire des Eglises du Désert chez les protestants de France. depuis la fin du règne de Louis XIV jusqu'à la Révolution française*, Paris, Cherbuliez, 1841, 2 v. in 8° de XII-564 et 616 p.

COUDERC (J.-B.), *Victimes des Camisards*, Paris, Téqui, 1904, in-12, de VIII-311 p.

[COURT (Antoine)], *Histoire des troubles des Cévennes ou de la guerre des Camisards, sous le règne de Louis le Grand*, Villefranche, P. Chretien, 1760, 3 vol. in-8°.

CROS (Simon du), *Histoire de la vie de Henry, dernier duc de Mont-morency*, Paris, 1643, in-4° de XXIV-303 p.

DAUDET (Ernest), *Mémoires du comte Valentin Estherazy*, 2° éd., Paris, Plon-Nourrit, 1905, in-8° de LII-360 p.

DÉAL (J.-N.), *Dissertation sur les Parisii ou Parisiens et sur le culte d'Isis chez les Gaulois*, Paris, F. Didot, 1826, in-8° de 126 p.

DELACROIX (abbé A.), *Histoire de Fléchier, évêque de Nîmes*, Paris, Giraud, S. D., in-8° de VI-648 p.

DELACROIX, *Statistique du département de la Drôme*, Valence-Paris, 1835, in-4° de XII-696 p.

DELORT (André), *Mémoires inédits sur la ville de Montpellier au XVII^e siècle, (1621-1693)*, Montpellier, 1876, 2 v. in-8° de X-307 et 299 p.

DELOUVRIER (l'abbé A.), *Histoire de la vicomté d'Aumelas et de la baronnie du Pouget (Hérault)*, Montpellier, 1896, in-8° de XII-350 p.

DEVIC (dom) et dom VAISSÈTE, v. *Histoire générale de Languedoc*.

DI PIETRO (F.-Em.), *Histoire d'Aiguesmortes*, Paris, 1849, in-8° de IV-504 p.

* DOGNON (Paul), *Les institutions politiques et administratives du pays de Languedoc, du XIII^e siècle aux guerres de religion*, Toulouse, Privat, 1895, in-8° de XVIII-654 p.

DOUAIS (Mgr), *Documents pour servir à l'histoire de l'Inquisition dans le Languedoc*, Paris, Laurens, 1900, 2 v. in-8° de CCC et 416 p.

* DUPONT-FERRIER (G.), *Les officiers royaux des Bailliages et Sénéchaussées et les institutions monarchiques locales en France, à la fin du moyen-âge*, Thèse, Lettres, Paris, Bouillon, 1902, in-8°, Bibliothèque de l'Ecole des Hautes Etudes, 145^e fasc.

DURAND (chanoine Albert), *État religieux des trois diocèses de Nîmes, d'Uzès et d'Alais, à la fin de l'ancien régime*, Nîmes, 1911, in-8° de 360 p.

DURAND (abbé V.), *Histoire de la paroisse et seigneurie d'Assas*, Montpellier, 1908, in-8° de 184 p.

* DUTIL (Léon), *État économique de la province de Languedoc, à la fin de l'Ancien régime*, Paris, Hachette, 1911, in-8° de XXIV-962 p.

DUVAL-JOUVE (J.), *Montpellier pendant la Révolution*, Montpellier, Coulet, 1879-81, 2 v. in-12.

Edits, Déclarations et Arrests concernant la religion P. réformée, 1662-1751, précédés de l'édit de Nantes, Paris, Fischbacher, 1885, in-32 de LXXXIV-661 p.

ESMEIN (A.), *Cours élémentaire d'histoire du droit français*, 6^e éd., Paris, 1905, in-8° de XII-828 p.

ESPEISSES (Antoine d'), *Œuvres de monsieur*, Lyon, Bruysset, 1750, nouv. éd., 3 v. in-f°.

EYSSETTE (Alexandre), *Histoire administrative de Beaucaire, depuis le XVII^e siècle jusqu'à la Révo-*

lution de 1789, Beaucaire, Aubanel, 1884-88, 2 v. in-8° de 476 et 516-LXXIV p.

EYSSETTE (Philippe), *Notice historique sur les origines municipales de la ville de Nîmes*, etc., Nîmes, 1853, in-8° de VIII-195 p.

FALGAIROLLE (Prosper), *Les fiefs du diocèse de Nîmes en 1689*, Vannes, Lafolye, 1899, in-8° de 40 p.

FAURE (J.-J.), *François Teissier, premier martyr des assemblées du Désert et ses fils*, Lausanne, G. Bridel, 1877, in-8° de 112 p.

FAURIEL, *Histoire de la Gaule méridionale sous la domination des conquérants germains*, Paris, 1836, 4 v. in-8°.

FÉLICE (G. de), *Histoire des protestants de France, depuis l'origine de la Réformation jusqu'au temps présent*, Paris, 3^e éd., 1856, in-12 de XVI-684 p.

FESQUET (l'abbé), *Valleraugue, Monographie*, 1907, in-8° de 167 p.

*FUNCK-BRENTANO (Fr.), *L'ancienne France. Le Roi*, Paris, Hachette, 1912, in-8° de 406.

*GACHON (P.), *Les Etats de Languedoc et l'édit de Béziers (1632)*, Paris, Hachette, 1887, in-8° de XVIII-301 p.

*GACHON (P.), *Quelques préliminaires de la révocation de l'édit de Nantes en Languedoc (1661-1685)*, Toulouse, Privat, 1899, in-8° de 204-CLIII p.

GARIEL (P.), *Les gouverneurs du Languedoc*, reproduction de l'édition de Daniel Pech (Montpellier, 1669), précédée d'une Préface, par P. Sainctyon, Montpellier, C. Coulet, 1873, in-8° de XVIII-69 p.

GAUFRÈS (M.-J.), *Claude Baduel et la réforme des études au XVI^e siècle*, Nîmes, 1880, in-8° de X-354 p.

GAUJAL (M.-A.-F., baron de), *Etudes historiques sur le Rouergue*, Paris, Paul Dupont, 1859, 4 v. in-8°.

GAY (E.), *La viguerie du Vigan, au commencement du XVII^e siècle* (sous presse).

— *L'Eglise réformée du Vigan*, (à paraître).

— *Le Prieuré et l'Eglise Saint-Pierre-du-Vigan*, (à paraître).

— *Le Vigan pendant la Révolution. Histoire de l'administration municipale* (à paraître).

— *Le Vigan pendant les Guerres de Religion*, (en préparation).

*GEBELIN (J.), *Histoire des milices provinciales (1688-1791)*, Paris, Hachette, 1882, in-8°.

*GENSSANE (de), *Histoire naturelle de la province de Languedoc*, à Montpellier, 1776.

**Géographie générale du département de l'Hérault*, v. Bonnet et Cazalis de Fondouce.

GERMAIN (A.), *Chronique de Mauguio*, Montpellier, 1876, in-4°.

GERMAIN (A.), *Le consulat de Cournonterral, fragment de l'histoire du XIV^e siècle*, Montpellier, Jean Martel, 1855, in-4° de 120 p.

GERMAIN (A.), *Etienne Strobelberger, géographe-voyageur, historien et botaniste*, Montpellier, 1880, in-8°.

GERMAIN (A.), *Histoire de l'Eglise de Nîmes*, Nîmes, 1838, 2 v. in-8°.

GERMER-DURAND (François), *La baronnie de Meyrueis au XVIII^e siècle. La chapelle collégiale de N.-D. de Bonheur*, Mende, Privat, 1902, in-8° de 254-XXXIX p.

GERMER-DURAND (E.), *Dictionnaire topographique du département du Gard*, Paris, 1868, in-4° de XXXVI-298 p.

GIFFARD (André), *Les justices seigneuriales en Bretagne, aux XVII^e et XVIII^e siècles*, Paris, A. Rousseau, 1902, in-8° de XXVIII-376 p.

GIRY, *Documents sur les relations de la royauté avec les villes en France, de 1180 à 1314*, Paris, 1885, in-8°

GOIFFON (abbé), *Dictionnaire topographique, statistique et historique du diocèse de Nîmes*, Nîmes, 1881, in-8° de XXVII-422 p.

GOIFFON (abbé), *Monographies paroissiales. Paroisses de l'archiprêtré du Vigan*, 2^e éd., Nîmes, 1900, in-8° de 438 p. (tiré à 100 ex.)

GOIRAND (J.), *Documents historiques sur Alais. L'expédition de 1629 en Languedoc*, Nîmes, 1894, in-8° de 44 p.

GUÉRARD, (Benjamin), Marion et Léopold Delisle, *Cartulaire de St-Victor-de-Marseille* (Collection des cartulaires de France, IX, Paris, Lahure, 1857, 2 v. in-4°.

HARDY DE PÉRINI (général), *Batailles françaises*, Paris, Flammarion, 5 v. in-12.

HENRY (abbé), *François Bosquet, intendant de Guyenne et de Languedoc, évêque de Lodève et de Montpellier. Etude sur une administration civile et ecclésiastique, au XVII^e siècle*, Paris. Thorin, 1889, in-8° de XVI-788 p.

Histoire générale de Languedoc, par dom Devic et dom Vaissète, nouvelle édition, Toulouse, Privat, 1872-1905, 16 vol in-4°¹.

1. « En tête d'une bibliographie, concernant un sujet d'histoire languedocienne, on doit inscrire les noms de dom Devic et de « dom Vaissète » (Michel : *L'administration royale dans la sénéchaussée de Beaucaire au temps de Saint Louis*, p. 15), les auteurs de ce « chef-d'œuvre d'histoire provinciale » (chanoine Donais, *Les études historiques sur l'ancien Languedoc pendant la seconde moitié du XVI^e siècle*, Montpellier, 1895, in-8° de 31 p., p. 5). « La postérité a reconnu les mérites supérieurs de l'œuvre de dom Vaissète. Les érudits qui se sont appliqués à l'histoire de cette province n'ont eu qu'à l'enrichir des fruits de leur labeur personnel. » (Dom J.-M. Besse, *Les études d'histoire provinciale et locale avant la Révolution, II. Le Languedoc*, apud *Revue catholique et royaliste*, 8^e année, I, n° 1, 20 janv. 1908, p. 13).

HOMBRES (Maximin d'), *Alais, ses origines, sa langue, ses chartes, sa commune et son consulat*, (ex Mém. de la Soc. scientif. et litt. d'Alais, 1870, p. 185-395).

HUGUES (Edmond), *Antoine Court. Histoire de la restauration du protestantisme en France au XVIII^e siècle*, Paris, Lévy, 1872, 2 v. in-8° de XX-495 et 510 p.

HUGUES (E.), *Les synodes du Désert*. Paris, Fischbacher, 1885, 3 v. in-4°.

HUGUES (J.-P.), *Histoire de l'église réformée d'Anduze, depuis son origine jusqu'à la Révolution française*, 1864, in-8° de VIII-845 p.

Inventaires sommaires, Haute-Garonne, I, série B, Paris, Dupont, 1867.

JANZÉ (de), *Les Huguenots. Cent ans de persécution, 1685-1789*, Paris, Grassart, 1886, in-8° de X-327 p.

JEANJEAN (Adrien), *L'homme et les animaux des cavernes des Basses-Cévennes*, Nîmes, 1871, in-8° de 94 p. (pl.).

JORET (Charles), *Besville et l'épiscopat de Languedoc*, Toulouse-Paris, 1895, in-8° de 96 p.

LAMOTHE, *Inventaire des archives du Gard*, C, Paris 1865, in-4° de 309 p.; E suppl^t, I. Nîmes, 1888, in-4° de XI-488 p.

LA BARRE-DUPARCQ, *Histoire de Henri IV, roi de France et de Navarre*, Paris, Perrin, 1884, in-8°.

LA BAUME (Charles-Joseph de), *Relation histori-*

N'oublions pas que les travaux de dom Vaissète furent entrepris sous les auspices des États (Mgr de Cabrières, *Les États généraux de Languedoc*, Montpellier, 1889, in-8° de 60 p.).

La réédition, commencée à Toulouse en 1874 et achevée en 1894 est un monument grandiose élevé à la gloire de la province (cf. Douais, *op. cit.*, p. 21). Sur l'histoire de la composition et de la refonte de ce travail, v. *Chroniques de Languedoc*, I, p. 735, et *Hist. de Languedoc* (réimp.), I.

que de la révolte des fanatiques ou des Camisards, 2^e éd., Nîmes, Bedot, 1874, in-12 de VI-387 p.

LA FARELLE (F. Félix de), *Etudes historiques sur le consulat et les institutions municipales de la ville de Nîmes*, etc., Nîmes, 1841, in-8^o de VI-247 p.

LA PIJARDIÈRE, *Journal des Camisards* [lettres de la sœur de Mérez], Montpellier, 1874, in-8^o de 144 p. (inachevé).

LA PIJARDIÈRE, *Pièces fugitives pour servir à l'histoire de France*, (réimpr.) (inachevé).

LA ROQUE (Louis de la), *Armorial de Languedoc. Généralité de Montpellier*, Montpellier Paris, 1860, 2 v. in-8^o de LXXX-560 et XVI-463 p.

LA ROQUE (L. de la), *les évêques de Maguelone et de Montpellier*, Montpellier-Paris, 1893, in-8^o de XLVIII-313 p.

LA ROQUE (L. de) et BARTHÉLÉMY (A. de), *Catalogue des gentilhommes du Languedoc, qui ont voté pour l'élection de députés aux États-généraux du Languedoc, généralité de Montpellier*, Paris, Dentu, 1885, in-8^o.

LAUGEL (Auguste), *Henry de Rohan, son rôle politique et militaire sous Louis XIII (1579-1638)*, Paris, Firmin-Didot, 1889, in-8^o de VIII-445 p.

LAVISSE et RAMBAUD, *Histoire générale, du IV^e siècle à nos jours*, Paris, Colin, 1893-1901, 12 vol. in-8^o.

LE PRESTRE (Claude), *Questions notables de droit*, Paris, Brunet, 1695, in-f^o.

**Lois municipales et économiques de Languedoc, etc.* [par Albisson], Montpellier, Rigaud et Pons, 1780-1787, 7 v. in-4^e (inachevé)¹.

1. Pendant la session des États de Languedoc de 1774-1775, l'archevêque de Narbonne présenta à l'assemblée le prospectus

*LONGNON (Auguste), *De la formation de l'unité française*, 2^e éd., Paris, Champion, 1904, in-8° de 27 p.

L'OUVRELEUIL (R. P.), *Le fanatisme renouvelé*, etc. Avignon, Seguin, 1868, 4 v. in-18.

MAGALON (Joseph-Dominique), *Histoire de Languedoc, depuis les temps les plus reculés jusqu'à nos jours*, Paris, Dumoulin, 2 v. in-8° de 391-371 p. (inachevé).

MALINOWSKI (Jacques), *Essai historique sur l'origine et le développement progressif de l'exploitation du charbon de terre dans le bassin houiller du Gard*, Paris-Lyon, 1869, in-8° de 63 p.

MALZAC (D'L.), *La peste à Lasalle*, Nîmes, 1900, in-8°

MANDAJORS (Jean-Pierre des Ours de), *Histoire critique de la Gaule Narbonnaise*, Paris, 1733, in-12.

MARTEL (E.-A.), *Les Cévennes et la région des Causses*, Paris, Delagrave, 1890, in-8°.

MARTIN (E.), *Histoire de la ville de Lodève depuis ses origines jusqu'à la Révolution*, Montpellier, 1900, 2 v. in-8° de X-394 et 504 p.

MARTIN, *Cartulaire de la ville de Lodève*, Montpellier, 1900, in-8° de 494 p.

MARY-LAFON, *Tableau historique et littéraire de*

d'une compilation des lois applicables dans la province. Sur sa proposition on chargea Albisson, garde des archives de Languedoc « et avocat déjà célèbre par ses talents, de travailler de suite à cet ouvrage. » On devait lui donner pour cela 1.200 liv. par an, pendant 3 ans, plus 1000 liv. par volume (il devait y en avoir 14 au plus) « à mesure qu'il les remettra pour être imprimés aux dépens de la province » (*Inventaires sommaires*, Haute-Garonne, C, II, 2417, p. 679).

Il parut ainsi 7 volumes, de 1780 à 1787.

En 1781, les États invitèrent les 600 communautés les plus imposées de la province — dont le Vigan, on le verra — à souscrire à cet ouvrage important (*ibid*, C, 2423, p. 695).

« L'ouvrage qui devait avoir 13 ou 14 volumes est resté inachevé. Tel qu'il est, il peut rendre les plus grands services. » (Dom Besse, *op. cit.*, p. 16).

la langue parlée dans le Midi de la France, etc., Paris, Maffre-Capin, 1842, in-12 de 335 p.

MARY-LAFON, *Histoire politique, religieuse et littéraire du Midi de la France, etc.*, Paris, Gosselin, 1843, 3 v. in-8° de 452, 456, et 480 p.

*MÉNARD (L.), *Histoire civile, ecclésiastique et littéraire de la ville de Nismes*, Paris, Chaubert, 1750-1758, 7 v. in-4°¹.

MÉNARD et D'AUBAIS, v. La Pijardière, *Pièces fugitives*.

MERLE (P.), *Notice historique et topographique sur Saint-Christol (Hérault), ancienne commanderie de l'ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem*, Montpellier, 1867, in-8° de 61 p.

MICHAUD et POUJOULAT, *Nouvelle collection de Mémoires relatifs à l'histoire de France, etc.*, Paris, Didier, nouv. éd., 34 v. in-4°.

MICHEL (Adolphe), *Louvois et les protestants*, Paris, Meyrueis, S. D., in-12 de 350 p.

*MICHEL (Robert), *L'administration royale dans la sénéchaussée de Beaucaire au temps de saint Louis*, Paris, A. Picard, 1910, in-8° de XXVIII-498 p.

MICHELET, *Histoire de France au XVII^e siècle*, XIII, *Louis XIV et la Révocation de l'Edit de Nantes*, Paris, Chamerot, 1860, in-8°, de XVI-476 p.

MILLEROT (Thomas) *Histoire de la ville de Lunel, depuis son origine jusqu'en 1789*, Montpellier, J. Martel, in-8° de XVI-527 p.

MILLOT (l'abbé), *Mémoires politiques et militaires pour servir à l'histoire de Louis XIV et de Louis XV*, Paris, 1777, 6 v. in-12.

1. « Il n'est guère de ville en France qui ait eu un historien aussi compétent et informé. » (Dom Besse, *op. cit.*, p. 19).

MIREUR (F.), *Le Tiers-État à Draguignan*, Draguignan, 1911, in-8° de XX-288 p. (tableaux).

MOLINIER (E.), *Étude sur la vie d'Arnoul d'Audrehem, maréchal de France, 130.-1370.* (Mémoires présentés par divers savants à l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, Sav. Etrang. 1^{re} série, VI, 1^{re} partie), in-4° de 360 p..

*MONIN (H.), *Essai sur l'histoire administrative du Languedoc pendant l'intendance de Basville (1685-1719)*, Paris, Hachette, 1884, in-8° de 430 p.

MORERI, *Le grand dictionnaire historique, etc.*, Paris, 1732-1735, 8 v. in-f°.

MORET (Ernest), *Quinze ans du règne de Louis XIV (1700-1715)*, Paris, Didier, 1859, 3 v. in-8° de 414, 420 et 476 p.

NICOLAS (abbé C.), *Le couvent des Dominicains de Génolhac, 1298-1791, sa fondation, ses diverses phases, sa suppression*, Nîmes, 1890, in-8° de VIII-392 p.

NICOLAS (abbé C.), *Histoire de Génolhac*, Nîmes, 1897, in-8° de 221 p.

Nîmes et le Gard. Nîmes, 1912, 2 v. in-8° de VIII-586 et 560 p.

OLIVE (Simon d'), *Œuvres*, Lyon, Jean Candy, 1649, 2 v. in-4° de 494 et 396 p.

PEYRAT (Napoléon), *Histoire des pasteurs du Désert, depuis la révocation de l'Édit de Nantes jusqu'à la Révolution française, 1685-1789*, Paris, 1842, 2 v. in-8° de IV-516 et 552 p.

PÉZIÈRES (A.), *Histoire de la commune de Ferrières*, Montpellier, 1896, in-16.

PONTÉCOULANT (Adolphe de), *Histoire des révolutions des villes de Nîmes et d'Uzès*, Nîmes, 1820, in-8° de X-292 p.

*PORÉE (Charles), *Le consulat et l'administration municipale de Mende (des origines à la Révolution)*, Paris, A. Picard, 1901, in-8° de CXXXVI-622 p.

[PORTAL (F. de)], *Les descendants des Albigeois et des Huguenots ou Mémoires de la famille de Portal*, Paris, Meyrueis, 1860, in-8° de 469 p.

*POTHIER (P.), *Traité de l'abandon des biens dans la province de Languedoc*, à Nismes, 1777, in-12 de VIII-88 p.

POULON (Auguste), *Etude sur le travail à domicile dans la bonneterie de soie des Cévennes régions du Vigan et de Ganges*, Thèse, Droit, Montpellier, 1909, in-8° de 192 p.

PRADEL (Charles), *Journal de Faurin sur les guerres de Castres*, Montpellier, 1878, in-8° de 276 p.

PRADEL (Charles), *Mémoires de Jacques Gâches, sur les guerres de religion à Castres et dans le Languedoc, 1555-1610*, Paris, 1879, in-8° de XVI-539 p.

PUECH (D^r A.), *Les anciennes juridictions de Nîmes*, Nîmes, Gervais-Bedot, 1891, in-8° de 126 p.

PUECH (D^r A.), *La Renaissance et la Réforme à Nîmes*, Nîmes, 1893, in-8° de CXCII-218 p.

QUICHERAT (J.), *Rodrigue de Villandrando l'un des combattants pour l'indépendance française au quinzième siècle*, Paris, 1879, in-8° de VI-356 p.

RABAUD (Camille), *Histoire du protestantisme dans l'Albigeois et le Lauragais, depuis les origines jusqu'à la révocation de l'édit de Nantes (1685)*, Paris, 1873, in-8° de 514 p.

*RAYNOUARD, *Histoire du droit municipal en France sous la domination romaine et sous les trois dynasties*, Paris, 1829, 2 v. in-8° de XLVIII-352 et 388 p.

**Recherches historiques sur la ville d'Alais*, Alais, 1860, in-8° de 666 p.

**Recueil des Edits, Déclarations, Arrests et ordonnance de l'année pour la province de Languedoc*, Montpellier, Martel, 1702-1789, 77 v. in-8°.

**Recueil des édits, déclarations du roi et arrêt de règlement, etc.*, Montpellier, 1781, in-4° de VIII-349 p.

*RIEFF (C.), *Commentaire sur la Loi des actes de l'Etat-Civil*, Paris, Videcoq, 1837, in-8°.

*RIVES (Paul), *Etude sur les attributions financières des états provinciaux et en particulier des Etats de Languedoc, au XVIII^e siècle*, Paris, Thorin, 1885, in-8° de X-148 p.

RIVOIRE (Hector), *Statistique du département du Gard*, Nîmes, 1842, 2 v. in-4° de XVI-668 et 820 p.

ROBERT (Albert), *Les débuts de l'insurrection des Camisards, l'affaire du Pont de Montvert (24 juillet 1702)*, Nîmes, 1911, in-8 de 103 p.

ROUCAUTE (J.), *La formation territoriale du domaine royal en Gévaudan, 1161-1307*, (extrait du Bull. de la Soc. d'agric. de la Lozère), Mende, Privat, 1901, in-8° de 128 p.

ROUET (abbé A.), *Notice sur la ville de Lunel, au Moyen-Age, etc.*, Montpellier-Paris, 1878, in-8° de XVIII-455 p.

*ROUGER (François-Alexandre), *Topographie statistique et médicale de la ville et canton du Vigan*, Montpellier, Jean Martel, 1819 in-8° de 188 p.

ROUQUETTE, *L'abbé du Chayla et le clergé des Cévennes, 1700-1702*, Paris, S. D., in-8° de 160 p.

ROUQUETTE, *Les fugitifs (1685-1715)* Paris, S. D., in-8° de 271 p.

ROUQUETTE, *Histoire de la ville de Ganges*, Montpellier, 1904, in-8°.

ROUSSELIER, *La Cour des Conventions royaux*, Nîmes, 1877, in-8° de 70 p.

*ROUSSET (Camille), *Histoire de Louvois*, Paris, 1873, 4 v. in-8°.

ROUVIÈRE (F.), *L'aliénation des biens nationaux dans le Gard*, Nîmes, 1900, in-8° de 818 p.

ROUVIÈRE (F.), *Quatrefages de Laroquète, constituant du Gard*, Paris, Charavay, 1886, in-8° de 93 p.

[RULHIÈRE (Claude Carloman de)], *Eclaircissements historiques sur les causes de la révocation de l'Edit de Nantes, et sur l'état des protestants en France, depuis le commencement du règne de Louis XIV jusqu'à nos jours, tirés des différentes archives du gouvernement*, 1788, 2 v. in-8° de 384 et 367 p.

SAGNIER (A.), *Les municipalités du Comtat, aux XVII^e et XVIII^e siècles*, Avignon, Seguin, 1888, in-8° de 26 p.

SAGNIER (Ch.), *L'assemblée de la Baume des Fées, près Nîmes. Relation d'Antoine Court, etc.*, Nîmes-Paris, 1891, in-12 de XLIV-279 p.

*SAINT CHARLES, *De l'enseignement primaire dans la province de Languedoc, avant la Révolution*, Toulouse, 1882, in-8°.

SAINT QUIRIN, *Les verriers du Languedoc (1290-1790)*, Montpellier, 1904, in-8° de 362 p.

SCHYBERGSON (G.), *Le duc de Rohan et la chute du parti protestant en France*, Paris, 1880, in-8° de VI-139 p.

SERRES (Pierre), *Histoire de la Cour des Comptes Aides et Finances de Montpellier*, Montpellier, 1878, in-8° de 128-96 p.

SOURCHES (marquis de), *Mémoires secrets et inédits de la cour de France, sur la fin du règne de Louis XIV*, Paris, Beauvais, 1836, 2 v. in-8° de XLVIII-403 et 409 p.

TALLON (Omer), *Les Vans*, Paris, Fischbacher, [1881-85], 3 v. in-16.

*TEISSIER (Ferdinand), *Inventaire sommaire des archives communales du Vigan, antérieures à 1790*, Nîmes, 1890, in-4° de XII-253 p.

TEISSIER (Octave), *Les élections municipales, en Provence, depuis le moyen-âge jusqu'à la Révolution de 1789*, Draguignan, S. D., in-8° de 22 p.

THIERRY (Amédée), *Histoire des Gaulois*, 10° éd., Paris, Didier, S. D., 2 v. in-12 de XVI-576 et 568 p.

THOMAS (Eugène), *Dictionnaire topographique du département de l'Hérault*, Paris, 1865, in-4° de XXXII-278 p.

THOMAS (J.-P.), *Mémoires historiques sur Montpellier et sur le département de l'Hérault*, Paris, Gabon, 1827, in-8° de XII-468 p.

VIDAL (Jean), *Monographie de la ville d'Aimargues*, Paris, Amat, 1906, in-8° de 324 p.

*VIDAL DE LABLACHE, *Atlas classique*, Paris, A. Colin, S. D., in-f° de 130-28 p.

Vue du château d'Avèze. Le Vigan et Avèze, Paris, 1833, in-8° de 32 p.

*WAMPACH (G.), *L'or de France*, L'Information, 1910, feuilleton.

WEISS (Ch.), *Histoire des réfugiés protestants de France, depuis la révocation de l'Edit de Nantes jusqu'à nos jours*, Paris, Charpentier 1853, 2 v. in-8° de XII-440 et 455 p. ¹

1. Dans les pages qui suivent, les références sont données aussi abrégées que possible. Pour tous les ouvrages cités, on devra se référer à la présente bibliographie, si l'on veut avoir leur désignation exacte.

C'est ainsi que nous usons des abréviations suivantes, pour désigner des dépôts ou des ouvrages auxquels nous renvoyons souvent :

Pour les archives communales du Vigan, indication seulement de la série et des numéros ;

« Gard », « Hérault », « Haute-Garonne » désignent les documents tirés des dépôts départementaux de Nîmes, Montpellier ou Toulouse ;

Certains ouvrages sont cités en abrégé, ainsi : Arman : *Tablettes* ; Astre : *de l'administration* ; Astre : *Intendants* ; Chéruei : *Dictionnaire* ; Chéruei : *Hist. de l'administration* ; *Hist. de Lang.* ; Dognon : *op. cit.* ; Dupont-Ferrier : *op. cit.* ; Gachon : *Etats* ; Gachon : *Qq. prélim.* ; notre *Viguerie* ; Gébelin : *Milices* ; Albisson : *Pièces fugitives* ; Michel : *Sénéchaussée de Beaucaire* ; Monin : *op. cit.* ; Raynouard : *Droit municipal* ; *Recherches... sur Alais* ; *Recueil des édits... pour [année]* ; Rouger : *Topographie* ; etc.

INTRODUCTION

I. — ÉTYMOLOGIE

Les origines du Vigan et l'étymologie de son nom sont deux choses bien distinctes : la première de ces questions sera traitée plus loin ; ici nous n'avons à déterminer que la seconde.

Ce n'est point là une tâche facile, car la comparaison des noms divers de la ville ne peut nous guider que faiblement, les formes du mot « Vigan » ayant peu varié. La plus ancienne que nous connaissions est la forme latine *Vicanus*, usitée en 1050 ¹. Elle est à peu près constante et l'ablatif est généralement employé. Rarement le *q* remplace le *c* ². En 1410, on trouve la même forme dont on se servait en 1050 : *Locus de Vicano* ; en 1435, apparaît la forme française : *Le Vigan* ³.

Quelle est l'importance primitive du Vigan ? Il est difficile de le savoir car, entre 1050 et 1579 ⁴, cette ville est indifféremment qualifiée *Locus*, *Monasterium*, *cella*, *ecclesia*, *villa*, *prioratus*, le *prieuré*, sans que nous puissions noter une gradation chronologique dans l'emploi de ces mots si différents de

1. *Locus de Vicano*, apud *Histoire générale de Languedoc* II. pr., c. 216.

2. *Villa de Vigan*, 1218, apud *Cartulaire de St-Victor-de-Marseille*. ch. 1000.

3. Rép. du subside de Charles VII ; cf. Germer-Durand : *Dictionnaire du Gard*, p. 263, c. 1, v^o *Vigan*.

4. V. Germer-Durand, loc. cit.

sens ¹. Le mot *vicus* ne paraît jamais comme épithète accolée au nom du Vigan ².

Les opinions sont fort partagées, et surtout hésitantes, pour tirer de ces appellations quelque lumière, touchant l'étymologie du nom du Vigan. Elles se sont longtemps égarées sur des transformations impossibles de noms gaulois ou romains.

On voulait, par exemple, que *Vicanus* fut la corruption de *Vindomagus* ou d'*Avicantus* ³. Mais cela nous paraît tirer un peu trop délibérément la linguistique par les cheveux, en l'absence de textes quel-

1. En 1363, un acte officiel mentionne « *Dictum locum seu villam de Vicano* » (Molinier, *Vie d'A. d'Audrehem*, p. 260).

2. On sait qu'au temps de César, *civitas* désigne un territoire habité par une même peuplade gauloise, tandis qu'à la fin du IV^e siècle, c'est une circonscription administrative ayant un évêque à sa tête (*Histoire gén. de Languedoc*, XII, note XVIII, p. 175).

Le *vicus* est une petite ville, dans une *civitas*.

Les *oppida ignobilia* et les *κωμαι* de certains historiens anciens sont des *vici*.

La *villa* est une maison de campagne, puis une agglomération rurale, un village : le mot a subi la même extension que ce qu'il désignait. Le *pagus* est une subdivision de la *civitas*, sous les Romains. A l'époque barbare le mot *pagus* est confondu avec les vocables *civitas* et *comitatus*, et pour longtemps (ibid. p. 176).

La *vicaria* est une autre subdivision du *pagus* ou de la *civitas* ou du *comitatus*, dès le temps des barbares (ibid. p. 177).

3. Cette dernière hypothèse serait moins grossière que la précédente, si l'on voulait décider par analogie.

C'est ainsi que dans le territoire qui a formé le département du Gard, on trouve plusieurs localités qui ont subi une transformation analogue de leurs noms : *Nages* vient de *villa Anagia*. 895 (*Dictionnaire* de Germer-Durand, p. 149, v^o *Nages*) ; *Villeneuve*, dans la commune de Congénies, vient de *ad villam Novam*, 1376 (ibid. p. 264, v^o *Villeneuve*) ; *Villesèque* vient de *a vila sequa*, 1380 (ibid. p. 265, v^o *Villesèque*) ; *Visan*, de *Avisanum castrum*, 1450 (ibid. p. 266, v^o *Visan*), etc.

On pourrait comparer aux formes anciennes de ces quelques noms, celle d'*Avicantus*, qui, privé de l'a initial donnerait *Vicantus*.

La difficulté consisterait seulement à légitimer le passage de cette forme, *Vicantus*, que nous ne trouvons nulle part, à celle, *Locus de Vican*, que nous avons rencontrée en 1050 (ibid. p. 263, c. 1, v^o *Vigan*).



conques capables de fournir un indice en une aussi délicate question.

Et puisque, aussi bien, nous ne saurions nous abstenir de marquer nos préférences, nous oserons soumettre aux lecteur l'hypothèse suivante : si nous considérons le développement progressif du Vigan, qui paraît n'avoir été au ^x^e siècle qu'une très modeste bourgade, et est devenu peu à peu la petite ville actuelle, nous sommes frappés de la facilité avec laquelle *vicus* pourrait être à l'origine du nom du Vigan... mais ce n'est là qu'un sentiment que rien ne saurait scientifiquement justifier ¹.

II. — GÉOLOGIE ET GÉOGRAPHIE

Renvoyant aux spécialistes, sur ces questions qui ne sont pas de notre compétence ², nous dirons seulement que le Vigan occupe une partie de la vallée de l'Arre, est situé au pied du Serre de la Luzette, et est abrité, du côté du nord, par deux ramifications de cette montagne, qui fait, elle-même, partie de la chaîne des monts de l'Espérou ou du Vigan.

« Les gneiss et schistes primitifs, les formations
« azoïques ou archéennes ou cristallophyliennes,

1. Dans cet ordre d'idées, nous remarquerons la fréquence du mot *Vigan* dans le midi. Il y a un mas de ce nom près de Montpellier, l'église du Vigan en Quercy (*Hist. de Languedoc*, III, p. 438) ; en 1083, Albi à tout un faubourg de ce nom, etc.

2. Voir les travaux d'Emilien Dumas, de MM. Lioure et Torcapel (cartographie), Martel, etc., et *Nîmes et le Gard* (Nîmes, 1912, in-8°), I, p. 5-46 ; L. Malavialle : *Les Cévennes et les Causse*s (apud Bull. de la Soc. languedocienne de géographie de Montpellier, XVI-1893, p. 5-52), etc.

« composent le noyau même de la chaîne des Céven-
« nes ; les roches éruptives sont les granites et les
« granulites... du mont Aigoual et des monts du
« Vigan ¹ .

« Le cambrien se montre au nord de Lodève et
« entoure les monts du Vigan. Entre Alzon et le
« Vigan se trouve un lambeau du silurien.

« Terrain granitique : ...Aigoual, monts du Vigan ;
« les schistes primitifs des Cévennes ont été en plu-
« sieurs points fortement disloqués par l'appari-
« tion du granite porphyroïde éruptif. Les trois prin-
« cipaux massifs formés par cette roche injectée
« sont ceux du mont Lozère, du mont Aigoual et
« des Monts du Vigan ² .

« L'Aigoual et les monts du Vigan se sont formés
« exactement par le même mécanisme que la Lozère
« (revêtement ancien par le jurassique). »

Enfin le terrain houiller se montre quelque peu
autour du Vigan ³ .

Ainsi l'ossature des montagnes environnantes est
formée par un massif granitique original fort ancien
qui acquiert son relief actuel pendant la période
tertiaire : les vallées se creusent et les lours y sont
nombreux ; le climat, d'abord tempéré, devient rude,
et de petits glaciers se forment dans les hauts replis
de l'Aigoual ⁴ .

1. Martel : *Les Cévennes et la région des Causses*, p. 335.

2. Ibid, p. 336-337.

3. Ibid. p. 339.

4. Ces indications et celles qui suivent sont tirées d'un travail
manuscrit sur le Rey et ses environs, que l'auteur, M. Paul
Cazalis de Fondoucé, vice-président de la Société languedo-
cienne de géographie et de la Société archéologique de Mont-
pellier, correspondant du ministère de l'Instruction publique, a
bien voulu nous communiquer (cf. Martel, op. cit. p. 251 ; Rivoire :
Statistique du Gard, I. p. 112 s. et 245 s.

Puis la fonte des glaces accuse davantage le relief du sol, en creusant les vallées plus profondément. Le climat redevient plus doux et les terrains d'alluvions se forment.

L'homme apparaît fort probablement pendant la période néolithique.

L'aspect du pays est, à peu de choses près, ce qu'il est à présent ¹.

Géographiquement, les Cévennes sont une chaîne étroite, allant de l'Aigoual à la Lozère, et se ramifiant en chaînons très nombreux : ce sont là les « seules Cévennes réellement nommées *Cévennes* » dans l'usage courant du peuple ². »

Le point culminant en est l'Aigoual (1567^m) d'où sort l'Hérault.

De curieux renseignements nous ont été laissés sur ce massif par des touristes d'autrefois.

Au xvii^e siècle, un allemand, Etienne Strobelberger, botaniste passionné, nous en donne la description suivante :

« Ad ripas Lani, prope pontem, et alibi passim
« juxta saepes et olivetorum margines, *cassia poe-*
« *tica* legitur; praecipue ingentem ejus copiam vidi-
« mus via illa media qua ab urbecula GANGE ad
« Hortum Dei ascenditur...

« Porro a Galliae hujus urbecula Gange per sep-
« tem milliaria dissidet mons perquam amœnus, cel-
« sus, herbarumque lectiorum feracissimus, obque
« hanc ipsam causam magni nominis, Hortus nempe

1. Sur les mœurs des premiers habitants de notre région et sur leur civilisation (dolmens et tumulus des Causses) v. les travaux de M. Cazalis de Fondouce.

2. Martel op. cit. p. 234.

« Dei, *l'Hort de Dieu*, a botanicis appellatus. Ex
 « ejus jugis ernitur *Lilionarcissus luteus* et *cacalia*
 « ...Ad montem calcaris, *a l'Esperon*, prope pagum,
 « ubi hospitium habebamus, collegimus *gnavarium*
 « *montanum*, purpureum et album.... Sic in Seve-
 « nae VEGANII herbidis et umbrosis frequens *ocy-*
 « *moides repens*... multa et similes plantae alpinae
 « occurrunt. In itinere illo ...plures herbas lectissi-
 « mas ex horum montium jugis collegimus ¹. »

En 1626, quelques années après l'excursion de Strobelberger, un autre allemand, Abraham Golnitz parcourt les Cévennes, et s'exprime ainsi :

« Si longius Monspelio excurrere voles, sunt tres
 « montes, quorum... *Hortus Dei*, ob amoenitatem
 « et fertilitatem XII miliarium.... Ad hortum Dei
 « pagus est, in quo puteus, ad cujus accessum inco-
 « lae adventantes non admittunt ; aut si admittunt,
 « ne quid in eum injiciant, sub poena monent, prop-
 « ter fulgura et tonitrua, quæ inde concitari aiunt.
 « Ibid. opid. VIGAND, ubi fontes reperiuntur ; in iis
 « aquæ in saxa, formâ variegatâ et nitore candidis-
 « simo, concrescunt ; saccharum existimes candi-
 « dum, si, præter usum, visus solus accedat ². »

1. A. Germain : *Etienne Strobelberger, voyageur allemand* (Montpellier, in-8°, 1880, paginé de 205 à 240). p. 235, 237.

2. L. Malavialle : *Le Bas-Languedoc, en 1626, d'après une description du géographe allemand Abraham Golnitz* (Montpellier, 1909, in-8° de 148 p. extrait du *Bull. Soc. Lang. de géographie*, XXXI et XXXII).

III. — DESCRIPTION

Comment se présente la ville actuelle aux regards des étrangers ? Nous n'avons pas la bonne fortune de pouvoir placer, sous les yeux des lecteurs, une description de la vallée du Vigan signée d'un nom illustre dans les lettres françaises. Florian, au début d'*Estelle*, chante poétiquement les beautés du Bas-Languedoc, en général ¹ et nous ne pouvons citer ici que ce seul nom... par analogie. Et cependant le Vigan n'est point dépourvu d'un certain charme : « cette ville réunit à l'aspect le plus agréable la plus grande salubrité ². »

« Le vallon du Vigan, de forme oblongue et irrégulière, est l'un des plus agréables des Cévennes ³. »

Ce qui donne de l'agrément à cette vallée, c'est le cadre harmonieux des hautes montagnes qui l'entourent, et les belles prairies qui s'étendent au pied de la ville. Les environs immédiats sont curieux à observer pour l'étranger : des collines entièrement bâties en murs de pierres sèches, formant des gradins disposés jusqu'au sommet, portent des oliviers, des mûriers et de la vigne.

La ville elle-même ne renferme aucun monument remarquable. Son séjour a dû être jadis fort agréa-

1. Florian : *Estelle*, Paris, Bailly, 1788, in-12.

2. Rouger (médecin) : *Topographie du Vigan*, p. 4.

3. Ibid. p. 13 ; cf. Arman : *Tablettes militaires de l'arrondissement du Vigan*, p. I seq ; anonyme : *Vue du château d'Avèze. Le Vigan et Avèze* (Paris, 1833, in-8° de 32 p.), p. 18, 24, 28 ; Rivoire : *Statistique du Gard*, II p. 156 ; Boucoiran : *Guide*, p. 350 ; etc.

ble, du temps que les gens de qualité, nobles et bourgeois *vivant noblement* y formaient une nombreuse société. vivant dans de vastes hôtels bien déchus aujourd'hui de leur ancienne splendeur.

On raconte que, sous le règne de François I^{er}, Briçonnet, évêque de Nîmes, aimait à se retirer au Vigan, l'été ¹, de même que, plus tard, son successeur Fléchier eût une prédilection marquée pour Sommières et les bords du Vidourle ².

IV. — APERÇU HISTORIQUE

PRÉHISTOIRE. — Nous savons ³ que l'homme dût faire son apparition dans les vallées cévenoles pendant la période néolithique ⁴. Assez nombreux sont, autour de nous, les dolmens, menhirs, les cavernes et restes d'abris ⁵. Tous ces monuments ont été

1. Bardon : *Ce que coûta l'entrée de François I^{er} à Nîmes*, p. 6-7 (juin 1533) ; *Hist. de Languedoc*, IV, p. 282-283, note LIX ; Gard, E. *Inventaire sommaire*, IV, p. XI (E, 1207) ; *Bull. Art Chrétien*, I, p. 353 ; Martin : *Hist. de Lodève*, II, p. 365, 369.

2. Abbé Delacroix : *Vie de Fléchier*, p. 574-575, etc.

3. Communication citée de M. Cazalis de Fondouce.

4. Sur cette question qui ne rentre pas dans le cadre de cet aperçu, nous renvoyons aux travaux de M. Dumas et Cazalis de Fondouce, notamment à *l'Hérault aux temps préhistoriques* (tome III, 1^{er} fascicule de la *Géographie générale du département de l'Hérault*) de ce dernier et à ses études sur *l'Homme dans la vallée inférieure du Gardon* (Montpellier-Paris, 1872). Citons aussi : A. Jeanjean, *L'homme et les animaux des cavernes des Basses-Cévennes* (1871) ; le frère Sallustien : *Le Gard préhistorique* (Revue du Midi, XXIII, p. 81 s. et XXIV, p. 316 s.) ; F. Mazauric : *Le préhistorique dans le Gard* (ibid. 1904, n° 8, p. 77-87) ; Martel : *Les Cévennes*, p. 389 ; *Nîmes et le Gard*, I, p. 211-284 ; *Catalogue des Mégalithes du Gard* (*Mémoires de l'Académie de Nîmes*, 1893).

5. Une carte, indispensable pour leur étude, et fort remarquable, se trouve à la fin de *l'Hérault aux temps préhistoriques* de M. Cazalis de Fondouce.

assez étudiés, particulièrement par MM. Cazalis de Fondouce et Mazauric pour que nous ne nous étendions pas davantage sur la préhistoire de notre région, que nous devions au lecteur de mentionner ici, pour être complet, mais dont l'étude, même superficielle, dépasse le cercle restreint de nos connaissances.

PREMIERS PEUPLES. — Toutes les peuplades qui habitèrent nos contrées appartiennent à la famille celtique ¹. On suppose que cette race primitive « se divisa en une infinité d'essaims » lesquels donnèrent la tribu des *Craïgouci* (Quercy), celle des *Ruddènes*, celles des *Uheles* (Vivarais), des *Remuants* (bassin de la Garonne) ou *Bolkes*, etc. ²

La population de la Narbonnaise serait formée du mélange de plusieurs de ces rameaux auxquels auraient été ajoutés quelques éléments étrangers, ce qui expliquerait la grande variété de races qu'on y trouve ³.

« Les plus anciens habitants du pays sont les Ibères sur l'origine desquels règne la plus grande incertitude. » Au VI^e siècle av. J.-C. « les Ligures se mêlèrent à eux ⁴ et formèrent une sorte de population mixte, ibéro-ligure ⁵. »

1. V. *Hist. de Lang.*, I. p. 3, note III, p. 4 et 5, suite de cette note ; II, p. 377, note CIV, rédigée d'après les travaux d'Herzog.

2. Mary-Lafon : *Tableau... de la langue parlée dans le Midi de la France*, p. 16 et 17.

3. Bonnet : *Antiquités et monuments du département* (tome III, 2^e fascicule de la *Géographie de l'Hérault*), p. 205.

4. Cf. Magalon : *Hist. de Languedoc* (inachevée) I, p. 112. Les Ligures, dit-il, sont de petite taille. Leur teint est fort bruni ; ils sont constants, fourbes, intéressés.

5. Bonnet : op. cit., p. 207.

« A côté d'eux, les *Umbranici*, peut-être les Phé-
« niciens ¹ et certainement les Phocéens ².

« Au iv^e siècle avant notre ère, un puissant peu-
« ple, celui des Volkes envahit le sud de la Gaule
« et s'établit entre le Rhône et la Garonne, éten-
« dant sa domination sur tout le territoire occupé
« autrefois par les Ibéro-Ligures ³. Il se divisa en
deux tribus, les *Tectosages* et les *Arécomiques*. « Le
« cours de l'Hérault paraît leur avoir servi de limite
« naturelle. » Leur domination dura environ deux
« siècles ⁴.

Le culte des Volkes comportait primitivement
« l'adoration immédiate de la matière brute, des
« phénomènes et des agents naturels, tels que les
« pierres, les arbres, les vents, les lacs et les riviè-
« res, le tonnerre, le soleil. » Mais ce culte « fit
« place avec le temps à la notion abstraite d'*esprits*
« ou divinités réglant ces phénomènes, imprimant
« une volonté à ces agents : de là, le dieu *Tarann*,
« esprit du tonnerre, le dieu *Vosège*, déification des
« Vosges, le dieu *Pennin*, des Alpes, la déesse
« *Arduinne*, de la forêt des Ardennes.... le dieu
« *Nemausus* chez les Arécomiques.... et un grand
« nombre d'autres ⁵, » parmi lesquels *Hésus-Isis*
qui nous touche de très près, puisque la magnifi-

1. M. Mary-Lafon pense que les Phéniciens arrivèrent, dans ce qui fut plus tard le Bas-Languedoc, 1600 av J. C., qu'ils y jetèrent des comptoirs, ouvrirent des routes, exploitèrent les mines, firent le commerce de la poudre d'or, des pelleteries, et des résines, et cela, jusqu'à l'an 150 av. J. C. environ (op. cit., p. 18-19).

2. Bonnet : op. cit., p. 208 ; cf. la carte de M. Cazalis de Fondouce, précitée.

3. Bonnet, op. cit., p. 213-214 ; cf. Martel : *Les Cévennes*, p. 396-397.

4. Bonnet : op. cit. p. 215.

5. Amédée Thierry : *Histoire des Gaulois*, I, p. 480-481.

que source qui alimente la ville du Vigan était personnifiée en ce dieu, comme la fontaine nimoise était incarnée dans *Nemausus* ¹.

On sait que les Volkes livrèrent passage à Annibal ². Quelle était leur organisation politique ? Laissant de côté les Tectosages, nous ne nous occuperons ici que des Arécomiques dans le territoire desquels se trouvait la vallée du Vigan ³.

Le bourg principal, le chef-lieu de cette peuplade était *Nemausus*.

Cette agglomération a commencé comme beaucoup d'autres, « au bord d'une de ces fontaines que
« les peuples de race celtique adoraient sans leur
« donner de nom ⁴. » Vingt-quatre *pagi* ou *Kômaï* étaient les divisions de leur territoire. Les chefs-lieux de ces *pagi* étaient des *oppida ignobilia*. « La
« seule de ces localités dont le nom nous ait été
« conservé par un géographe ancien est *Vindomagus*.... Ptolémée la mentionne immédiatement
« après *Nemausus* ⁵.

1. On sait que le Dieu *Esus* était particulièrement en faveur auprès des Gaulois. Sous la domination romaine, alors qu'ils adjoignaient à leurs Dieux ceux de la Grèce et de Rome, ils transformèrent insensiblement le culte national d'*Ilésus* en celui d'*Isis*, accommodé à leur conception toute naturaliste de la divinité, et ils élevèrent des temples magnifiques à ce dieu hybride.

Pratiquement *Esus*, *Isis*, *Bérécyntie*, *Cybèle*, *Cérès* étaient le même symbole adoré diversement.

Ces cultes étaient fort enracinés lorsque le christianisme pénétra en Gaule.

On possède une inscription nimoise dédiée *Lunae et Isidi* (J. N. Déal : *Dissertation sur les Parisii ou Parisiens et sur le culte d'Isis chez les Gaulois* (Paris, F. Didot, 1826, in-8° de 126 p.), p. 9, 19, 58 à 68, 92, 102 et 103).

2. Martel : *Les Cévennes*, p. 397.

3. Sur leur organisation politique, v. *Hist. de Languedoc*, I, p. 83, note I, p. 84 seq., p. 107 seq. notes vet VI p. 137 seq.

4. Edw. Barry : *Nemausus Arecomicorum* (Toulouse, 1872, in-12 de 105 p., tiré à part de l'*Hist. de Languedoc*), p. 2.

5. Ibid. p. 76 et 78.

Mais tout comme *Nemausus*, *Tolosa*, *Carcaso*, *Vindomagus* était un simple village, humble et primitif ¹.

On ne sépare généralement pas son nom de celui d'un autre bourg, non moins connu, appelé *Avicantus* du nom de la divinité topique qu'adoraient ses habitants. C'est que l'on ignore l'emplacement de l'un et de l'autre de ces bourgs volkes. D'honorables chercheurs ont essayé de voir dans ces noms, le nom primitif du Vigan, et de faire bénéficier ainsi notre ville d'une haute ancienneté. Au surplus, voici leurs raisons. Selon Astruc ² et Arman, « le territoire du Vigan fut primitivement occupé par les Volces Arécomiques, » ce qui est fort exact ; mais ils ajoutent : « Le Vigan est sorti des ruines de *Vindomagus*, principale ville de ce peuple après Nismes, sa capitale... Selon d'autres le Vigan est une cité gauloise qui avait pour dieu tutélaire *Avicantus*, divinité dont le nom était aussi porté par la ville ³.

Ainsi voila le problème posé : Arman n'ose prendre parti. Dans un appendice de son livre il s'étend avec complaisance sur les systèmes proposés par ses devanciers, mais sans conclure.

Catel ⁴ refuse de croire que *Vindomagus* soit situé sur le même emplacement que le Vigan, « ville nouvelle, en laquelle on ne reconnaît rien d'ancien. » Andoque ⁵ est de cet avis. Il ajoute : « Je

1. Edw. Barry : *Les Volkes* (Toulouse, Privat, 1870, in-12 de 32 p. tiré à part de l'Hist. de Lang.), p. 7.

2. p. 456 de son *Histoire naturelle*, citée plus bas.

3. Arman, op. cit., p. ii.

4. *Mémoires de Languedoc*, p. 32 (1633).

5. *Histoire de Languedoc*, p. 36 (1648).

« crois que cette ville (*Vindomagus*) a été démolie
« et qu'on a même perdu la mémoire de l'endroit
« où elle était. »

Moreri ¹ croit que c'était bien le Vigan. Dom Vaissète ² également. Mandajors ³ repousse absolument cette opinion. Astruc ⁴ pense à Sauve, son lieu de naissance. Dom Vaissète ⁵ arrivé au tome V de son *Histoire de la province de Languedoc*, éprouve le besoin de revenir sur sa première opinion, mais pour la gâter, en proposant cette fois Vendargues, dont on connaît, d'ailleurs, l'origine latine ⁶.

Et puis. *Vindomag*, latinisé par les Romains, serait un mot celtique composé, renfermant les idées de *ville* (mag) et d'*eau, montagne ou vent*, Ménard croit que le Vigan et *Vindomagus* sont deux villes séparées ⁷.

Pinkerton est de cet avis ⁸.

Arman conclut ⁹ : la situation topographique de *Vindomagus* conviendrait bien au Vigan ; et puis cette ville renferme des traces d'antiquités : aqueducs, médailles, etc. ¹⁰

1. *Dictionnaire*, v^o Vigan.

2. *Hist. de Languedoc*, 1^{re} édition, I, p. 59.

3. *Histoire critique de la Gaule Narbonnaise*, p. 573 (1733).

4. *Mémoires sur l'Histoire naturelle de Languedoc*, p. 61 s. (1737).

5. *Hist. de Lang.*, 1^{re} éd., V. p. 662 (additions et corrections).

6. v. Thomas : *Dict. top. de l'Hérault*, p. 219, v^o Vendargues.

7. *Histoire de Nîmes*, I, notes, VII, p. 15.

8. *Abrégé de la géographie moderne*, p. 894.

9. *Op. cit.* p. 400, 401, 403.

10. *Ibid.*, p. 405. Nous n'acceptons que sous réserve l'attribution de ces débris aux volkes, comme aux romains. Rien ne prouve qu'il ne s'agisse point de restes de la primitive église, comme nous le font supposer l'emplacement où ces débris furent trouvés (fondations de cette ancienne église, l'absence de méthode qui présida aux fouilles, faites au début du xix^e siècle par le sieur Deshons orfèvre, locataire d'une chapelle de l'église, depuis 1794, et l'incompétence absolue de celui-ci en matière archéologique.

Touchant *Avicantus*, les avis sont non moins partagés. Ménard croit que c'est le Vigan ; M. P. Cazalis de Fondouce propose Ganges.

Nous ne connaissons que le nom de ce bourg, et encore, uniquement, grâce à une inscription trouvée à Nîmes, au sujet de laquelle Ménard a écrit une longue et peu probante dissertation pour essayer de justifier le changement de *Avicantus* en *Vicanus* ¹

Vindomagus et *Avicantus* ont encore tourmenté bien d'autres érudits.

Anne Rulman ² place parmi les vingt-quatre *pagi* des Arécomiques, *Avicantus* et Sumène à côté de *Vindomagus*.

M. de St-Andéol croit retrouver l'emplacement de *Vindomagus* au Chastelas de Baravan, en Vivarais ³.

M. Germer-Durand ⁴, pas plus que les nouveaux éditeurs de l'*Histoire de Languedoc*, n'ose conclure ⁵.

Nous avons quelque embarras à nous prononcer sur cette question délicate, d'autant que, pour accroître encore la confusion, on a aussi cherché au Vigan l'emplacement d'*Arisitum* ⁶. Voici l'hypothèse que nous osons proposer : écartons *Avicantus*, à moins de suivre par analogie l'étymologie

1. Voici l'inscription de Nîmes : || SVLPICIUS COSMVS REST || LARIBVS AVG || SACRVM ET || MINERVÆ || NEMAVSO || VRNIÆ || AVICANTO || T CASSIVS TL || FELICIO EXS || VOT ||.

2. I, p. 42 des notes.

3. *Congrès scient. de France*, 35^e session, 1872, vol. II, p. 335.

4. *Dictionnaire du Gard*.

5. v. *Hist. de Lang.*, I, p. 148 ; II, p. 373-374, note CII ; cf. 1^{re} éd., V, p. 662 seq.

6. v. notre *Viguerie du Vigan au commencement du xvii^e siècle*, chap. I, où nous examinons la question d'*Arisitum*.

que nous avons indiquée plus haut, en traitant de celle du Vigan, et admettons que le Vigan a été bâti sur l'emplacement, ou, tout au moins, dans le voisinage des vestiges de l'antique Vindomagus, humble village volke, même sous la domination romaine, et complètement détruit par les Goths.

Mais ce n'est là qu'un sentiment personnel, privé de tout appui scientifique, partant sans valeur...

Ce qui a donné, sous les Romains, une certaine importance à *Vindomagus*, c'est sa situation centrale dans les Cévennes, au pied des Causses et de la chaîne de l'Aigoual, dans un endroit facilement accessible par le couloir de l'Hérault, et desservi par une antique voie de communication reliant les plaines méridionales à l'Albigeois à travers les basses Cévennes et les plateaux calcaires du Larzac.

Par sa position dans la vallée de l'Arre, *Vindomagus* serait ainsi au centre du *pagus Arisitum*, du pays de l'Arre et d'Isis, dans lequel fut taillée la circonscription d'un évêché éphémère, avant l'année 798¹.

Comme on le voit, les hypothèses sont plus nombreuses que les faits précis, en ce qui concerne *Vindomagus* et les lointaines origines du Vigan².

1. v. notre *Viguerie*, loc. cit. Nous pensons qu'*Arisitum* est le nom d'un *pays* et non d'une agglomération.

Il est curieux de rapprocher la dénomination de ce *pagus* empruntée à la rivière principale qui le traverse (*AR*) et à la fontaine célèbre Isis (*IS*), de celles encore usitées en Cévennes, de Gardonnenque, Alzonnenque, Virenque, Salendrenque, etc. (Vallées du Gardon, d'Alzon, de la Vis, de La Salle).

2. Sur *Vindomagus*, v. aussi : *Compte-rendu de la Soc. Scientif. et littéraire d'Alais*, V. 1873, p. 169 ; lettre écrite en novembre 1882 à M. Falguière, du Vigan, par feu M. Boiffils de Massane, de Sumène, dont la compétence était grande en ces questions, au sujet de l'emplacement de *Vindomagus* (papiers Falguière).

CONQUÊTE ROMAINE. — En l'an 121 av. J.-C., le pays des Volkes fut peu à peu occupé par les romains qui le conservèrent jusqu'au v^e siècle de notre ère ¹. Dès lors, le territoire des Arécomiques fit partie de la *Provincia Romana*, entourée par les possessions des Tectosages, des *Ruteni provinciales*, des *Gabali*, des *Helvii*, des *Cavari*, des *Vocontii* et des *Salluvii* ².

Les Romains ne tentèrent pas de s'assimiler brusquement les peuples vaincus. Le beau réalisme de leur politique de conquête savait s'accommoder des particularismes locaux, et l'administration des colonies n'était centralisée qu'au sommet, et, dans les villes que les romains organisèrent, « l'*ordo* ou le « Conseil municipal de la nouvelle ville n'était à de « rares exceptions près, que l'assemblée des notables du canton ou de la tribu (*primores, nobiles, « epiphanestatoï*), transformée par les romains en « aristocratie bourgeoise et chargée de l'administration municipale et financière de la cité ³. »

Les Volkes, sous la domination romaine gardèrent leurs cultes favoris. Leurs prières continuèrent à monter vers les forces cachées de la nature, les éléments mystérieux, le ciel et les sources bien-faisantes. Chez eux, le culte des Déesse-Mères demeura très développé, et s'accrut même ⁴. La grande extension prise par *Nemausus*, sous la domination romaine contribua à répandre le culte, peu

1. Bonnet : *Antiquités de l'Hérault*, p. 215.

2. v. *Atlas* de Vidal-Lablache, p.

3. Barry : *Les Volkes*, p. 7 ; cf Herzog : *Gallia Narbonensis*, p. 24 seq. (discussions sur cette question) ; *Nîmes et le Gard*, I, p. 285-833.

4. Bonnet : *op. cit.*, p. 218, note 1 ; *Nîmes et le Gard*, I, p. 305, s.

connu jusque-là, de la déesse Isis, particulièrement adorée dans la vallée de l'Arre, et identifiée à la belle source que l'on appelle encore *fontaine d'Isis*.

Le culte de cette déesse prit un grand développement à Nîmes même ¹ : chaque année, à des époques rituelles, des vestales du collège nimois d'Isis, venaient, dans le *pagus arisitensis*, faire leurs ablutions à la fontaine réputée de la déesse ².

L'an 51 av. J.-C., « Les *Gabali* (Mende) ravagèrent
« le Vivarais et contraignirent les défenseurs à se
« renfermer dans les places fortes, pendant que les
« *Ruteni* et les *Cadurci* (Rouergue et Quercy) met-
« taient à feu et à sang tout le bas Languedoc ³. »

Les Arécomiques supportèrent tout le choc des alliés de Vercingétorix ⁴. D'aucuns, à cette occasion, ont voulu voir passer César par la vallée de l'Arre ⁵ mais cela paraît matériellement impossible.

A cette époque, l'influence romaine se fait profondément sentir dans la région. Du I^{er} au III^e siècle, la vallée de l'Arre va faire partie de la Narbonaise, province sénatoriale ⁶. Le pays des Arécomiques est alors florissant. Nîmes est une grande ville, et

1. Il nous en reste deux témoignages lapidaires, l'un, d'une prêtresse, l'autre d'une sacristine : « *orhatrix fani... Hisidi* » (*Bull. Art. Chrét.*, VIII, p. 7 : cf. *Hist. de Lang.* XV, 94, 96, 447, 479, 481, 1866, 97, 1482, 98, 480, 350, 482 : inscriptions en l'honneur d'Isis)

2. « Suivant Plin le naturaliste, les nymphes de Diane, à Nîmes, venaient se baigner à la fontaine consacrée à Isis » (Le Vigan, F. 3, Thermidor an XIII) Il existe à ce sujet une bien jolie légende, sœur du mythe de la naissance de Romulus et de Rémus, racontée par Arman (*op. cit.*, p. 413 ; cf. le journal *Le Viganais*, n° 887, 1^{er} mai 1898).

3. Général Brunon : *Révolte des Gaules*, p. 14.

4. Magalon : *op. cit.*, I, p. 83.

5. Arman, p. 415.

6. V. *Atlas* de Vidal-Lablache.

Pline peut dire fort justement : « nulle autre province ne peut lui être préférée (à la Narbonnaise) pour la culture des champs et l'abondance des richesses ¹. » Mais les centres d'habitation sont peu nombreux. Il y a trois sortes de lieux habités : les *oppida* ou lieux fortifiés, les *vici* ou villages, enfin les *ædificia*, bâtiments isolés dans la campagne.

Parmi les centres habités de notre région, on peut citer à peu près sûrement Agde, Béziers, et quelques *oppida latina* qui avaient reçu le droit latin, *Cessero*, *Luteva*, *Piscenæ* par exemple (Saint-Thibéry, Lodève, Pézenas) ².

La conquête romaine transforma les modes de propriété collective pratiqués jusqu'alors et établit le régime de la propriété individuelle ³. En même temps les pouvoirs publics s'efforçaient de faire régner l'ordre et la sécurité. Cette paix des campagnes contribua beaucoup à leur peuplement et multiplia les *vici* ou bourgs ouverts.

Ainsi, si les Romains ne créèrent pas beaucoup de villes, ils virent se créer et prospérer une multitude de villages, condition première de toute prospérité agricole ⁴.

En l'an 284, Dioclétien créa la Narbonnaise première dans laquelle fut comprise notre vallée. Administrativement, elle relevait du diocèse de Vienne et de la Préfecture des Gaules.

Mais « pendant que le christianisme achevait de gagner la Gaule entière, un grand changement se

1. Pline, IV, 3. traduit par Arman, p. XI.

2. Bonnet : *op. cit.*, p. 241, 243.

3. Ibid., p. 273-276.

4. Ibid., p. 282.

« produisit dans la constitution politique des pays
 « situés au midi de la Loire : la domination des
 « Romains y fit place à celle des Wisigoths ¹. »

LA SEPTIMANIE. — De la domination des Wisigoths, nous n'avons pas grand'chose à dire. Leur influence fut très grande et dura 300 ans (462 à 759, avec Pépin-le-Bref). Pendant qu'ils occupaient la contrée, un nouveau nom remplaça celui de Narbonnaise et si « nos centres de population ne paraissent pas avoir subi de grands changements, au cours de cette période ², » du moins un souvenir nous en reste-t-il, et c'est l'apparition de ce nouveau nom : la *Septimanie* ³. Vers 511, la vallée du Vigan est comprise dans le royaume des Wisigoths ; il semble qu'en 561, à la mort de Clotaire, elle se trouve dans le royaume de Sigebert I. au nord de la Septimanie, et, en 587, au traité d'Andelot, dans celui de Childebert II ; sous Dagobert (en 628), dans le royaume de Caribert et, à l'avènement de Charles Martel (en 714), dans le duché d'Aquitaine ou de Gascogne.

Mais comme les cartes sont généralement peu précises, pour cette époque, et que la vallée du Vigan est située à la frontière de deux royaumes, à chaque nouvelle division du territoire, on ne peut accepter ces indications que sous de très expresses réserves ⁴.

1. Martin : *Hist. de Lodève*, I, p. 14.

2. Bonnet : *op. cit*, p. 470-471.

3. V. Caseneuve : *Franc-Alleu de Languedoc*, p. 11 seq ; *Recherches sur Alais*, p. 211-213 (bon résumé) : *Hist. de Languedoc*, II, p. 119 s., note LVII.

4. V. *Atlas* de Vidal-Lablache.

Le règne des Wisigoths, dans la région, s'achève au milieu de troubles et de désolations de toutes sortes.

LES SARRASINS. — « En 719, les Sarrasins qui
« venaient de conquérir l'Espagne, s'emparèrent de
« Narbonne et ne tardèrent pas à se rendre maîtres
« de toute la Septimanie. Leur séjour dans la con-
« trée ne fut pas de longue durée, mais fut marqué
« par bien des ruines : villes incendiées, églises et
« monastères saccagés, campagnes dépeuplées ¹. »
Un chroniqueur a ainsi décrit cette désolation :
« penè omnia flammis exurentes monasteria quoque
« ac loca sacra fœdantes innumerum populum abi-
« gunt, atque in Hispanias transponunt ². »

Les Sarrasins ravagèrent tout particulièrement les paroisses du diocèse d'Arisitum, et Moréri dit, au mot *Vigan*, que « l'ancienne ville fut détruite » par eux ³.

Mais s'ils ravagèrent copieusement, ils ne s'implantèrent pas partout de la même façon, et leur occupation de la Septimanie n'eut pas une intensité et une durée égales dans toutes les parties de cette province.

« Ils n'organisèrent pas le pays nimois comme le

1. Bonnet : *op. cit.*, p. 509-510 ; cf. Delapierre : *les Sarrasins dans le Gévaudan* (*Bull. de la Soc. d'Agriculture de la Lozère*, XXI. 1870. 2^e partie, p. 11, seq.

2. Chronique d'Adon, (dom Bouquet, II, p. 671) citée par Bonnet, loc. cit.

3. Arman, p. XV. Sans douter de la malfaisance des Sarrasins et des ruines amoncelées dans la région nous pensons qu'il faut attribuer aux Wisigoths la démolition de « l'ancienne ville », c'est-à-dire Vindomagus, qu'une tradition orale persistante, recueillie par Moréri, impute aux Sarrasins.

« Narbonnais » ¹ . C'est ainsi que, « Charles Martel, « venant vers Narbonne. franchit sans résistance « la partie entre le Rhône et Narbonne, ce qui « prouve le peu de sérieux de l'occupation arabe ² ». Charles Martel ravagea de son côté un pays qui ne voulait pas plus de sa domination que de celle des Sarrasins. Mais ni lui, ni Pépin, son fils, ne tracassèrent la partie montagneuse de la Septimanie ; partant, la vallée du Vigan fut fort probablement à l'abri de leurs ravages.

En 819 la partie méridionale du Rouergue, qui nous touche directement, était plongée dans la dévastation et la solitude, par le fait des Sarrasins ³ .

Enfin l'émigration des arabes en Septimanie s'arrêta. Toutes les terres avaient été distribuées : de nouveaux arrivants n'avaient rien reçu. Le pays redevenait peu à peu habitable pour ses légitimes possesseurs ; la tourmente avait passé ⁴ .

Que sait-on du passage des Sarrasins dans la vallée de l'Arre ? Une tradition orale enseigne qu'ils arrivèrent par le Nord ⁵ de la vallée de Mandagout, ils seraient descendus dans celle du Vigan, par un

1. E. Cauvet : *Etude historique sur l'établissement des Espagnols dans la Septimanie aux VIII^e et IX^e siècles* (Montpellier, in-8°, 1898), p. 14.

2. Ibid, p. 23.

3. Ibid. p. 40, 41, 51, 69, 75.

4. Ibid. p. 90

Sur l'occupation de la Septimanie, en général, par les Sarrasins, v. Reinaud : *Invasions en France des Sarrasins* (d'après les historiens arabes) ; *Hist. de Languedoc*, I. p. 779 seq. II. p. 184 seq., note LXXXIV, p. 204 seq., note LXXXIV ; Mary-Lafon : *Hist. du Midi de la France*, I. p. 360 seq., etc.

5. On sait notamment qu'en 730 ils détruisirent le monastère bénédictin de Nant, qui ne fut reconstruit qu'en 926 grâce aux libéralités de Bernard premier, vicomte de Millau, et de son épouse Hildegarde, fille de Frédelon, comte de Rouergue, et nièce de Raimond I, comte de Toulouse (communication de M. Elie Mazel, de Nant).

col dont le nom atteste la persistance de cette tradition, le col des Mourèzes ¹. Ils auraient forcé le Vigan et auraient ruiné la ville entièrement.

On a trouvé des vestiges de leur passage tout autour de nous. Beaucoup de noms de lieux rappellent leur présence dévastatrice : un champ au-dessus du Vigan, appelé *camp Sarrazi*, en languedocien (champ des Sarrasins), la vallée de la Vis, que l'on nomme « route des Invasions » car elle est orientée vers le Narbonnais et l'Espagne ², le chemin du Vigan à Montdardier, qui va rejoindre la vallée de la Vis, et que l'on appelle « route d'Espagne, » etc. Des armes de cette époque ont été déterrées plusieurs fois autour du Vigan.

On raconte encore que, tout près de nous, à Bréau, les Sarrasins auraient si parfaitement dévasté un monastère, l'abbaye de Saint-Martin-de Valruf, qu'elle ne se serait jamais relevée de ses ruines et qu'on en chercherait vainement aujourd'hui les plus humbles vestiges ³.

Mais les nouveaux éditeurs de l'*Histoire de Languedoc* se demandent, avec beaucoup de raison, nous semble-t-il, si on n'a pas trop exagéré l'importance des invasions arabes en Septimanie aux ix^e et x^e siècles, pénétration lente, sans plan d'ensemble, plutôt que brusque poussée de tout un peuple.

Des historiens, fort postérieurs à ces événements, n'auraient-ils pas confondu les Goths dont le souvenir des pilleries et des violences aurait survécu, grâce à la tradition orale, avec les Sarrasins ?

Cette objection nous paraît grave et sérieuse.

1. Des Maourézès en languedocien, c'est-à-dire des Maures.

2. Rouquette : *Histoire de Ganges*, p. 12.

3. *Bull. Art Chrétien*, III, p. 377.

En l'absence de documents, toutefois, la question paraît devoir demeurer ouverte longtemps ¹.

A la suite des expéditions de Charles Martel (en 737) et de Pépin le Bref (757-759), la Septimanie fut rattachée à la monarchie française ².

De 759 à 817, elle est comprise dans le duché d'Aquitaine.

En 817, elle en est séparée et rattachée au duché de Gothie, ayant Barcelonne pour capitale ³, créé par Charlemagne, au profit de Louis le Débonnaire. Celui-ci « établit des comtes à Toulouse, Nîmes, « Béziers, Agde, Lodève, Carcassonne, comme ses « lieutenans généraux. »

La vallée du Vigan fut placée sous l'autorité du comte de Nîmes.

Au traité de Verdun, en 843, le *pagus arisitensis* se trouve dans le royaume de Charles le Chauve, en Aquitaine, sous l'autorité des marquis de Gothie ⁴. Ceux-ci se perpétuent de 829 à 936 mais peu à peu les divers comtes placés sous leurs ordres se rendent indépendants dans leurs circonscriptions. C'est ainsi que, en 918, la maison des comtes de Toulouse, peu à peu agrandie par des usurpations et des mariages, hérite du fief de la Septimanie ⁵.

En 988, Hugues Capet confirme ces usurpations à condition qu'il lui soit fait hommage des territoires ainsi détournés de son autorité.

1. *Hist. de Lang.*, II, p. 549 seq., note CXVIII.

2. Bonnet : *op. cit.*, p. 514 ; Arman, p. XVI.

3. Arman, p. XVIII.

4. Sur les marquis de Gothie, sous Charles le Chauve. v. *Annales du Midi*, XIV p. 185-197.

5. Arman, p. XIX.

De là est sortie la puissace de la maison de Toulouse ¹.

Nous ne dirons rien des prétendues terreurs de l'an mil, les historiens en ayant fait justice ² et nous arrivons ainsi au double mouvement religieux et féodal du x^e siècle, d'où est sorti Le Vigan.

RENAISSANCE MONASTIQUE ET FÉODALITÉ. — Peu à peu, des moines venus de la plaine s'établissent dans les vallées étroites et solitaires des Cévennes. Autour de leurs *cellæ* se bâtissent des maisons. Telle est l'origine de beaucoup de villages et de petites villes de la contrée. C'est que « les moines colons, recherchaient les contrées montagneuses, « éloignées et peu fertiles... Ils formèrent dans toute « la Septimanie des établissements agricoles qui, « sous le nom de *cellæ* (diminutif de *cællullæ*) y « portèrent la vie ³. » De cette façon naquirent les monastères d'Aniane, Joncels, Psalmodi, Saint-Chinian, Gellone, Saint-Thibéry, Villemagne, puis Quarante, et tant d'autres de moindre importance ⁴.

Vers le même temps, entre la fin du ix^e et le commencement du x^e siècle, s'établissent les seigneuries particulières. Parmi les plus considérables de la région, il faut citer les maisons de Roquefeuil, de Sauve ⁵, d'Alais, d'Uzès, d'Anduze, de Sommiè-

1. Le Vigan, FF, 1, 69.

2. v. Jean Guiraud : *Histoire partielle, histoire vraie* (Paris, Beauchesne, 3 vol. in-12, 1911-1913), I, p. 208 seq.

3. Cauvet : *op. cit.* p. 101, 104.

4. Ibid, p. 111.

5. Arman. p. XVIII ; *Hist. de Lang*, IV. p. 719 note CXLVII. Il nous paraît utile d'indiquer ici que le Cartulaire de Maguelone contient 800 actes ayant trait à la baronnie de Sauve, et que les savants éditeurs de ce Cartulaire si important laissent délibérément de côté (*Revue historique du diocèse de Montpellier*, III 1912, p. 414).

res ¹. Ces familles puissantes possédaient leurs terres en alleu ². Ces possessions, souvent fort considérables, provenaient, croit-on, de distributions faites par les comtes de Toulouse à leurs féaux, après que ceux-ci les eurent aidés à acquérir leur indépendance ³.

La Septimanie, ruinée par les Sarrasins, et par les armées de Charles Martel et de Pépin le Bref, était déserte, inculte ; les villages étaient détruits, et la population extrêmement clairsemée.

Ainsi l'œuvre de colonisation des Phocéens et des Romains était à reprendre. Les distributions parallèles de terres, et à des compagnons d'armes, et à des moines, par la maison de Toulouse, aida puissamment à l'œuvre de rénovation de la Septimanie. Ainsi, « avec les premières années du XI^e siècle, commence une période de calme et de sécurité, grâce à laquelle se produit une remarquable et abondante floraison d'édifices religieux... la plupart des anciennes églises et abbayes sont restaurées, agrandies ou même reconstruites ⁴. De nouveaux centres de population se créent ; d'autres, d'origine plus ancienne, prennent de l'importance, » Ganges par exemple ⁵.

« La France, alors se couvre de châteaux : *castra*, « *castella*, *munitionnes*, *forteritia* ». » Certains seigneurs utilisent même d'anciennes tours à signaux,

1. *Recherches sur Alais*, p. 88.

2. Arman, p. XX ; Cauvet : *op. cit.*, p. 114.

3. *Recherches sur Alais*, p. 90.

4 Bonnet : *op. cit.*, p. 540.

5. Ibid, p. 542.

6. Abbé Durand : *Histoire de la paroisse et seigneurie d'Assas* (Montpellier, 1908, in-8°), p. 11.

datant de l'occupation romaine, Cendras, Durfort, La Fare, par exemple ¹.

Peu à peu le fief se constitue, un peu partout, émanation directe de la famille, de la *mesnie* ². Comment s'opère cette transformation ³? Un historien moderne l'explique en disant que les petits domaines des hommes libres se fondirent à l'époque troublée des Mérovingiens, et surtout lors des invasions normandes, dans les grands domaines. Les seigneurs, la tranquillité revenue, se débarrassèrent le plus possible de la propriété directe, en donnant par les chartes de franchises, la majeure partie de leurs terres en censives : le morcellement continua aux ^x^e et ^{xii}^e siècles et les grands domaines seigneuriaux ne se reconstituèrent qu'à partir du ^{xiv}^e siècle ⁴. Ainsi une clientèle se forma autour de certaines familles et de la *mesnie* sortit le fief. Dès lors, les fiefs remplacent les alleux. Ils s'étendent de proche en proche soit par inféodations à l'intérieur des seigneuries, soit par dons que les uns font aux autres de leurs alleux pour en recouvrer ensuite la *possession réelle* et le *domaine utile* ⁵.

1. *Bull. Art Chrétien*, II, p. 289.

2. Sur la formation des *mesnies* et des seigneuries au ^x^e siècle, v. *le Roi* par Funck-Brentano, p. 10, 20, 23.

3. v. les théories de d'Espeisses (*Œuvres*, III, p. 6) dans son traité « Des droits seigneuriaux » sur l'origine des fiefs.

4. Rameau de Saint Père : *De l'origine des grandes propriétés en France*, Bull. du Com. des Trav. Histor. et Scientif., Sect. des Sciences économiq. et sociales, 1892, p. 94-105.

5. Paul Dognon : *Les institutions politiques et administratives du pays de Languedoc*, p. 19.

6. Sur ces familles, v. l'*Hist. de Lang.*, l'*Armorial de Languedoc* de Louis de la Roque et l'histoire manuscrite de la maison d'Anduze, par Le Laboureur (l'original appartient à M. d'Illombres-Firmas ; M. Cazalis de Fondouce en a une copie dans ses belles archives du château du Rey.

Quelles sont alors les seigneuries importantes du pays cévenol ? Nous avons déjà mentionné celles des Pelet, d'Alais, des Bermond, de Sauve et d'Anduze, des riches Roquefeuil, dont les vassaux, en Gévaudan et en Rouergue comme en Languedoc, sont nombreux ¹. Et le Vigan est situé au centre de l'antique *pagus arisitensis*, devenu avec le temps « pays d'Hierle, » que se partagent ces diverses familles.

Mais que sont ces familles ?

Nous n'avons pas à faire connaître leurs filiations, pas plus qu'à dénombrer leurs possessions territoriales. Nous dirons seulement quelques mots de leur puissance, pour bien faire connaître l'importance de ces maisons féodales.

Les Bermond tiennent tous le pays du Vigan. Ce sont d'anciens viguiers amovibles, demeurés les maîtres de leurs fonctions, dans lesquelles ils se sont perpétués, comme les vicomtes de Nîmes, par exemple ² ; ils ont étendu peu à peu leur autorité sur une grande partie des Cévennes : Anduze, Alais, Sauve, Sommières, Génolhac, Portes, Joyeuse, les châteaux de Barre, Meyrueis, Florac, Saint-Etienne-Vallée Française, le pays d'Hierle, etc. ³. Leurs domaines s'étendent du Gévaudan à la vicomté de Nîmes, et du Rouergue au Rhône. On connaît leurs alliances avec les maisons de Melgueil, de Montpellier, de Narbonne, de Roquefeuil, de Toulouse, etc. Ils occupent de hautes fonctions dans le pays, mais savent donner, à l'Eglise en particulier

1. v. Michel : *La Sénéchaussée de Beaucaire*.

2. *Hist. de Lang.*, XII, p. 255-256, note XVIII.

Les Pelet, d'Alais, au contraire, ont commencé leur fortune dans l'allodialité (ibid, p. 256-257).

3. J. Roucaute : *Formation du domaine royal, en Gévaudan*, p. 31.

et libéralement : en 943, Pierre Bermond donne le château de Saint-Martial à l'Eglise de Nîmes ; un autre Pierre, en 1077, donne au monastère de Gellone tout ce qu'il possède à Meyrueis.

Bernard VII accorde des chartes de franchises aux habitants d'Anduze (en 1187), d'Alais (en 1217), de Sommières (en 1222), de Génolhac (en 1228). Pierre VII Bermond prête personnellement au roi Louis VIII, l'hommage lige, en mai 1226, pour ses châteaux de Sauve, d'Anduze et des Cévennes ¹. Nous verrons bientôt cette illustre maison sombrer dans les troubles nés de l'Albigéisme, et ne se relever ensuite que partiellement, et pour peu de temps, grâce à la clémence et à la générosité du roi de France ².

Les Roquefeuil, moins puissants que les Bermond, viennent assurément tout de suite après eux. Les commencements de leur seigneurie cévenole sont assignés à l'année 918. Le centre s'en trouvait dans la commune actuelle de Dourbies, sur la montagne du Saint-Guiral où il serait bien difficile d'en retrouver aujourd'hui la moindre trace ³.

Cette maison contracta des alliances royales. Un de ces membres les plus illustres est Saint-Fulcran, évêque de Lodève, qui, dans son testament (4 février 988), mentionne le château de Roquefeuil ⁴.

En 1215, Raymond de Roquefeuil, comme ses alliés, les Bermond, tient le parti du comte de

1. Roucaute : *op. cit.*, p. 25, 35.

2. A. Falguière, apud journal *l'Echo des Cévennes*, n° 2387, 1^{er} oct. 1881.

3. Sur l'emplacement de ce château, v. le journal *Le Cévenol*, n° 373, 30 juin 1897.

4. « ...in pago Nemausense... eam partem de castello quod « vocant *Rocafolio* dono sancto Petro Nantensi » (Martin : *Cartulaire de Lodève*, XI, p. 18).

Toulouse et des Albigeois. En 1222, il est excommunié, mais obtient aussi son absolution.

C'est alors le plus beau moment de l'histoire des Roquefeuil, grâce au mariage, en 1204, de Marie de Roquefeuil, dame de Montpellier, avec Pierre II, roi d'Aragon, laquelle substitue ses biens à ses cousins germains, Raymond II et Arnaud de Roquefeuil, fils de Raymond I^{er} et de Guilhelmette (1209-1211)¹.

En 1309, la baronnie de Roquefeuil appartient aux comtes de Rodez, et Henri I^{er} la donne en dot à sa fille Valburge. La baronnie était alors contenue en entier dans le diocèse de Nîmes, à l'ouest du Vigan². En 1344, le pape Clément VI eut à mettre la paix entre Arnaud de Roquefeuil et le roi de Majorque qui étaient en guerre, ce qui prouve alors encore, l'importance de cette maison³ qui finit ensuite dans l'obscurité.

Le centre du pays d'Hierle comprend le massif de l'Aigoual et des monts de l'Espérrou, les vallées de l'Arre et de l'Hérault, et leurs ramifications. Ainsi, tout cela appartient aux maisons de Sauve et de Roquefeuil. Les terres de ces derniers acquièrent peu à peu une cohésion qui en fera le marquisat de Roquefeuil en Rouergue, sur les limites du Languedoc, et dont plusieurs dépendances, Valleraugue par exemple, et aussi les plateaux herbeux de l'Espérrou, sont dans les environs immédiats du Vigan. Quant à la terre d'Hierle propre-

1. v. A. Falguière, apud l'*Echo des Cévennes*, n° 2263, 31 mai 1879 ; archives de Valleraugue et Dourbies ; cartulaire de N.-D. de Bonheur ; de Gaujal : *Recherches historiques sur le Rouergue*, etc.

2. v. *Hist. de Lang.*, IX, p. 322.

3. Ibid, p. 553.

ment dite elle va demeurer longtemps dans la maison Bermond de Sauve.

Au milieu de toutes ces seigneuries importantes, il en est une, exigüe certes, qui nous intéresse davantage. Confondue dans les vastes possessions des comtes de Toulouse, enclavée dans les terres des Bermond et des Roquefeuil, elle va se constituer au milieu du x^e siècle.

Sa charte de fondation est un don que fait, en 1053, Pons, comte de Toulouse ¹ à la célèbre abbaye de Saint-Victor-lez-Marseille.

Pons, coupable de simonie, pour avoir vendu l'évêché du Puy, voulut racheter sa faute et donna pour cela, à l'abbaye de Saint-Victor, de Marseille, un territoire assez exigü, enclavé dans les possessions des Bermond, et qu'il possédait au pays d'Hierle (appellation nouvelle, on le sait, de l'antique pays d'*Arisitum*). Ce territoire devint dans la suite le taillable du Vigan ². La donation comprenait tout ce que Pons possédait là, fiefs et alleux ³.

1. Sur Pons, v. *Hist. de Lang.*, IV, p. 43, note VIII, § XXXIX.

2. Faisant un tiers environ de la commune actuelle, comme superficie.

Arman, p. XXII.

3. FF, 1, 69.

Cf. Rivoire : *Statistique du Gard*, II, p. 750 ; Rouger : *Topographie du Vigan*, p. 19 ; Goiffon : *Monographies paroissiales : Archiprêtré du Vigan* (2^e éd.), p. 5 et 6. L'acte de fondation est donné par l'*Hist. de Lang.*, V, c. 460-461, preuve n° 230-CXCVI (cf. l'édition originale, II, C. 216-217). Nous le donnons aux *preuves* (n° 1).

Voici comment ce fait important de l'histoire du Vigan est raconté par un de nos greffiers consulaires du xviii^e siècle :

« Les anciens comtes de Toulouse qui prenoient le titre de
« princes d'Aquitaine ont possédé à titre de propriété la plus
« grande partie de cette province jusqu'à la réunion à la cou-
« ronne. Vers le milieu du xi^e siècle, temps où le désordre et la
« confusion régnoit dans l'Eglise et dans l'état et où les seigneurs
« et les principaux vassaux de la couronne qui avoient usurpé
« une autorité presque absolue se rendoient les tirrains du clergé
« et du peuple, Pons, l'un de ces comtes de Toulouse, quy pour

Il est probable que les premiers moines qui vinrent de Marseille, prendre possession de leur nouvelle seigneurie, n'y trouvèrent pas beaucoup d'habitants, car l'emplacement actuel du Vigan était alors « un terrain inhabité et inculte ¹, » la ruine et le sac de l'ancienne bourgade arécomique par les Wisigoths ayant dispersé les habitants, et la période troublée des invasions sarrasines n'ayant pas été favorable, sans doute, à la renaissance de cette obscure agglomération.

Autour de la *cella* que bâtirent les Bénédictins, un petit bourg eut tôt fait de se constituer, les colons et emphytéotes dispersés dans la région ayant le plus grand intérêt à vivre en commun, sous la protection de l'Eglise, partant à l'abri des violences et des ravages que des féodaux sans scrupules ne se privaient sans doute pas d'exercer contre les faibles habitants des campagnes ². Ainsi se forma une *villa*, une agglomération d'habitations rurales, un petit village non fortifié ³ peu important sans doute, mais appelé à prospérer dans la suite, grâce à sa situation géographique dans les Cévennes ⁴.

« réparer le scandale qu'il avoit causé en disposant de son autorité et à prix d'argent, de l'évêché du Puy, et pour expier en quelque sorte la mort d'une infinité d'habitants, victimes des dissensions particulières qu'il avoit eû avec d'autres seigneurs du Languedoc, exerçoit les plus grandes libéralités envers l'Eglise, fit dans ce même esprit donation au Prieur du Vigan et de la ville et de tout ce qu'il possédoit de manière que par cet acte le Prieur réunit sur sa tête l'entière justice et l'entière directe. » (BB, 15, p. 97 seq., 22 avril 1783).

1. BB, 14, p. 1001, 3 mars 1780.

2. v *Cartulaire de St-Victor de Marseille*, II, ch. 843, p. 214 seq. (4 juillet 1079), où est mentionnée la « cellam sancti Petri de Vicano. »

3. On peut se référer aux discussions de MM. Flach, et d'Arbois de Jubainville, sur le sens des mots *vicus*, *villa*, *fundus*, *mansus*. (*Nouvelle revue historique de droit français et étranger*), résumées apud *Annales du Midi*, XIV, p. 212 et 537.

4. v. *Cartul. de St-Victor*, I, p. LIX.

Puis les familles féodales des environs voulurent elles aussi contribuer à la prospérité de cette jeune communauté religieuse, en lui faisant des libéralités importantes ¹. Les principaux donateurs furent les Bermond, seigneurs d'Hierle, et Pierre Combret, seigneur d'Avèze qui appartenait à une importante famille féodale du Rouergue ², en 1069 et 1071 ³.

N'existait-il, à cette époque, aucune parenté entre les Roquefeuil et les Combret ? Nous le pensons car, en 1436, Jean de Roquefeuil, dans un hommage qu'il faisait au roi pour tous ses biens, mentionna sa baronnie de Combret, en Rouergue ⁴.

Ces seigneurs, respectueux de l'autorité ecclésiastique, généreux et droits, dans leur privé comme dans leur vie publique, eurent des successeurs « de « mœurs brutales ⁵. » Alors, « le pillage est devenu « pour les barons une manière ordinaire de gagner pain ⁶. » Tout autour d'eux, les moines du Vigan pouvaient apercevoir, sur les crêtes découpées, des nids d'aigles, de véritables repaires de bandits ⁷,

1. Ibid, II ; cf. notre étude sur *Le prieuré et l'église Saint-Pierre du Vigan*.

2. Rivoire : *Stat. du Gard*, II, p. 760 : *Chroniques de Languedoc*, III, p. 45, 242 ; IV, p. 113.

Le même Pierre Combret fonda à Avèze, dans le même temps, une chapelle en l'honneur de sainte Catherine (A. Falguière, apud l'*Echo des Cévennes*, n° 2239, 30 nov. 1878).

3. v. les donations de 1069 et 1071 aux *Preuves* (n° 3).

4. Abbé Delouvrier : *La vicomté d'Aumelas et la baronnie du Pouget*, p. 116.

5. Robert Michel : *La Sénéchaussée de Beaucaire au temps de saint Louis*, p. 113.

6. Funck-Brentano : *Le Roi*, p. 110

7. On peut citer les châteaux du Caladon, d'Esparon, de *Roquedur*, le plus important peut-être, de Brissac, de Montdardier, de Galan, près de Sumène, d'où sortit la puissante famille des Ginestous, de Mirabel, près de Pompignan, de Thoiras,

où vivaient les féodaux des alentours, au milieu de gens d'armes, avec lesquels ils faisaient des courses incessantes dans les vallées cévenoles, pillant, tuant et dévastant tout, de sorte, que « les campagnes plongées dans l'ignorance et opprimées par une foule de tyrans territoriaux étaient livrées à la déprédation la plus effrénée ¹. »

Aussi, « alors que, les troubles continuant toujours, on ne trouvoit en cette province ny sureté, ny azile, le prieur, de concert avec les habitants, à l'exemple d'un grand nombre d'autres bourgs et villages, firent entourer la ville des murs et des fossés, à leurs dépens et pour leur propre défense ². » A partir de ce moment, et à la faveur du désordre croissant dans la province, nous allons voir la royauté pénétrer peu à peu, s'insinuer en Languedoc, et y rétablir l'ordre, aux dépens des seigneurs qui le troublaient incessamment.

En 1226, le diocèse de Nîmes, dont le Vigan faisait partie, est réuni à la couronne. C'est là une grande perte pour les comtes de Toulouse, en même temps que le commencement de la ruine de leur maison ³. Les sénéchaux de Beaucaire poursuivent une lutte sans merci contre les grands féodaux, principalement contre la noblesse turbulente des montagnes. Ils s'emparent tour à tour, au cours de leurs chevauchées, des châteaux et des terres du pays cévenol, ruinent la maison d'Anduze-Sauve,

Tornac, Roquefourcade, Durfort, les Pauses, dans la vallée de Valleraugue, Roquefeuil, St-Martial, St-Roman, Sauve et Valleraugue (Michel : *op. cit.*, p. 341 ; Arman, p. XXVIII).

1. [Albisson] : *Lois municipales et économiques du Languedoc*, I, p. 321.

2. BB, 15, p. 97 seq., 22 avril 1783.

3. Arman, p. XXVI.

affaiblissent par contre-coup celle d'Alais, et poussent jusqu'en Gévaudan les conquêtes royales¹. Or frapper les familles d'Anduze et d'Alais, c'était décapiter la noblesse cévenole².

LES ALBIGEOIS. — De plus, la question de l'hérésie venait se greffer sur celle de l'insécurité du pays, et l'aggraver, au détriment des vautours féodaux. Nous savons peu de chose de l'hérésie albigeoise et de son développement dans les Cévennes³. Il paraît que ses adeptes y furent nombreux⁴ et des historiens prétendent qu'un certain état d'indépendance, procuré par l'albigéisme, aurait fortement aidé à l'extension de la réforme, en Cévennes, auprès des descendants des Albigeois⁵.

Mais ce n'est là qu'une hypothèse, sans plus, encore que l'on retrouve aujourd'hui dans la région cévenole un certain nombre de familles du nom d'*Albigès*, *Crouzet*, preuve d'une certaine pénétration des doctrines catharres dans nos montagnes⁶.

Nous savons qu'en 1220 Sommières fut prise par une troupe d'Albigeois, que favorisait Pierre Ber-

1. Michel : *La Sénéch. de Beaucaire*, p. 19, 149 ; cf. Porée : *Le consulat et l'administration municipale de Mende*, p. V, seq. ; André : *La Baronnie de Tournel* ; Roucaute : *op. cit.*

2. Michel : *op. cit.*, p. 109, 121.

3. Sur l'Albigéisme, v. *Hist. de Lang.*, VI, VII (notes) et VIII (preuves).

4. Falguière, apud *L'Echo des Cévennes*, n° 2387, 1^{er} oct. 1881.

5. Tout le livre du baron de Portal : *Les descendants des Albigeois et des Huguenots. Mémoires de la famille Portal*, procède de ce point de vue que rien de certain ne vérifie.

6. v. Manuscrit Boiffils de Massane (archives de Ramel, à Sumène), p. 9.

mond de Sauve¹. Nous savons aussi qu'ils avaient des adeptes à Séverac, en Rouergue, non loin du Vigan², à Lodève, encore plus près de nous³.

L'Inquisition fut établie à Toulouse, en l'automne de l'année 1229⁴, mais les documents sont fort rares sur les procédures inquisitoriales faites dans le diocèse de Nîmes: on sait que « l'effort principal » de la poursuite s'accuse surtout à Toulouse, à « Carcassonne et à Albi »⁵, mais cela ne nous fixe pas sur l'importance du mouvement catharre dans les Cévennes, et les seules (et peu nombreuses) procédures dont il reste des traces dans les archives, ont trait, pour le diocèse de Nîmes, à sa partie méridionale, aux plaines du Bas-Languedoc⁶.

Pour combattre l'hérésie dans la région qui nous occupe, on établit des frères prêcheurs à Anduze⁷ et à Ganges⁸. Du Vigan, on ne sait rien. On peut toutefois supposer que la vallée de l'Arre n'était pas à l'abri de l'hérésie, les seigneurs d'Hierle, les Bermond, l'ayant embrassée, et ayant certainement entraîné par leur exemple et par leur propagande un certain nombre de leurs vassaux à leur suite

1. Louis VIII les en chassa en 1226 (Boisson : *Histoire de la ville de Sommières*, p. 53) ; cf. : Merle : *Histoire de Saint-Christol*, p. 12.

2. Martel : *Les Cévennes et la région des Causses*, p. 108.

3. Martin : *Histoire de Lodève*, I. p. 73.

4. Mgr Douais : *Documents pour servir à l'histoire de l'Inquisition dans le Languedoc*, I, p. vi.

5. Ibid, p. cxvi-cxvii.

6. Ibid. p. cxxiii, *Liste des détenus au 11 novembre 1318*.

7. Chanoine Durand : *Etat religieux des trois diocèses de Nîmes, d'Uzès et d'Alais, à la fin de l'Ancien Régime*, p. 193.

8. Boiffils de Massane : *Un coin des Cévennes pendant le Moyen-Age. La Combe de Recodier, dans la paroisse de Saint-Roman-de-Codières*, p. 14, note 1.

dans ce parti, à la fois religieux, politique et militaire.

Cet entrainement leur fut aussi funeste qu'à leurs chefs, car « dans la région alaisienne et nimoise où la noblesse n'avait pas opposé à la domination royale de résistance sérieuse, l'hérésie subit un sort analogue au sien »¹. La maison de Toulouse succomba en 1229 et en 1270². Pierre Bermond de Sauve se vit confisquer tous ses biens. Tous les châteaux des Cévennes furent détruits, et, parmi eux, ceux du Caladon, de Roquefeuil, d'Esparon, de Roquedur... Ceux qu'on ne démolissait pas entièrement étaient démantelés et privés de leurs défenses.

Les officiers royaux s'emparèrent aussi de ceux de Sauve, d'Alais, de Durfort, de Meyrueis, de Florac³, d'Anduze, de Sommières⁴.

Dès lors, le prieuré du Vigan n'avait plus à redouter les violences de ses turbulents voisins. La terre d'Hierle qui l'entourait était aux mains du roi, les Bermond étaient vaincus, ruinés, leurs partisans réduits au silence et le pays pacifié.

Cependant, en 1243, le roi consentit à rendre à Pierre Bermond une partie de ses possessions. Il lui remit le village et le château de Roquedur, mais après que les machines de guerre en eurent été retirées, et ordonna, cependant, à son Sénéchal d'examiner s'il devait détruire ou conserver cette

1. *Hist. de Lang.*, X, preuves, p. 610 ; Michel : *op. cit.*, p. 159 et 312.

2. BB, 15, p. 97 seq., 22 avril 1783.

3. Ménard : *Hist. de Nîmes*, I, p. 328 ; Michel : *op. cit.*, p. 160 ; Ménard, I, preuves, p. 76 et 90 ; *Hist. de Languedoc*, VIII, c. 150.

4. Falguière, apud l'*Echo des Cévennes*, n° 2387, 1^{er} oct. 1881.

forteresse, qui était un des points stratégiques les plus importants de la région cévenole.

Il lui accorda en outre une rente de 600 livres qui furent assignées sur le pays d'Hierle, dont Pierre Bermond rentra ainsi en possession, mais il ne pouvait plus désormais construire ou réparer un seul château de cette baronnie ¹.

Cette générosité du roi lui attachait fortement Pierre Bermond et sa famille, et procurait ainsi au pays une heureuse paix ².

LE PAYS D'HIERLE. — Le moment nous semble venu de dire ce qu'était cette baronnie d'Hierle qui encerclait le Vigan et qui, pour cela, était intimement mêlée à la vie journalière de notre ville naissante, ce qui justifie, croyons-nous, les développements que nous lui consacrons ici.

Le pays d'*Arisitum* avait survécu, grâce à son homogénéité ethnique, aux bouleversements successifs subis par la Narbonnaise et la Septimanie. Seulement le nom s'était transformé, romanisé, pour donner ce que l'on appellera désormais le pays d'Hierle, devenu à son tour baronnie d'Hierle.

Comment cette circonscription administrative et géographique était-elle devenue la propriété d'une *race féodale* ? Par suite de dons faits par les premiers chefs de la maison de Toulouse aux membres

1. Michel : *op. cit.*, p. 139, 362 (acte n° 34) ; Ménard, I, preuves. LXXVI, c. 2 ; *Mémoires à consulter pour les habitants de la baronnie* (papiers Falguière) ; archives d'Aulas : v ; aux *Preuves*, le n° II, texte de l'assise de 600 livres de rente en faveur de Pierre Bermond, sur la terre d'Hierle (août 1243). Une traduction de ce texte a été donnée par A. Falguière, apud *L'Echo des Cévennes*, n° 2393, 12 nov. 1881.

2. FF, 3, 6, 9 bis, 10 mars 1739 ; cf. *Recherches sur Alais*, p. 160-161.

de leur *mesnie*, ou bien par suite de la stratification des Bermond dans les fonctions de *vicarii* des vicomtes de Nîmes, pour le pays d'*Arisitum*, stratification vite suivie d'usurpation des territoires soumis à leur autorité administrative ? On ne le sait au juste. En tout cas, au moment de la guerre des Albigeois, les Bermond sont bien les maîtres du pays d'Hierle¹.

Lorsque Saint-Louis consentit à rendre à Pierre Bermond une partie de ses biens, il rentra en possession de sa terre d'Hierle, mais fort diminuée².

Quelle était alors sa consistance ?³. On n'est pas absolument fixé là-dessus. Certains parlent de six districts, qu'il faudrait bien délimiter⁴ ; d'autres de vingt-deux paroisses et douze châteaux, parmi lesquels ceux de Montdardier⁵, Rogues, Blandas,

1. Pour la géographie du pays d'Arisitum avant cette époque, v. notre dissertation sur *Arisitum*, apud notre *Viguerie du Vigan au commencement du XVII^e siècle*, chap. I. Le siège de la seigneurie était primitivement au château d'Exunaz (Roquedur). A cause des Albigeois, il fut transféré à Aulas, au XII^e siècle (Mss. Boiffils de Massane, p. 9).

2. Pierre Bermond aurait voulu recouvrer aussi la possession de la baronnie de Sauve, mais le Parlement tenu à la Chandeleur de l'année 1259, saisi de cette prétention, l'en débouta. (Michel : *op. cit.*, p. 186, note).

3. On sait que, très anciennement, la baronnie de Meyrueis a fait partie du pays d'Hierle, ce qui explique qu'elle ait été, dans la suite, comprise dans la viguerie royale du Vigan. Cette baronnie sortit du pays d'Hierle, à la suite d'un partage de famille (FF. 3, 6, 9 bis, 10 mars 1739 ; cf. Germer-Durand : *La baronnie de Meyrueis*).

4. P. Cazalis de Fondouce : *Contribution à une faune historique du Bas-Languedoc*, p. 6.

5. Construit au XII^e siècle, son importance stratégique est grande, au moyen-âge, car il commande la route qui, du Vigan, va à Lodève, c'est-à-dire vers l'Espagne, et un embranchement important de cette route, lequel, par Vissec, le Caylar et la Couvertoirade, en Rouergue, atteint la Guyenne, c'est-à-dire la frontière de la France, au midi (A. Falguière : *Etude sur quelques paroisses de la baronnie d'Hierle* : 1. *Montdardier et son château, du XIII^e siècle à nos jours*, apud *L'Echo des Cévennes*, 2518, 5 avril 1884).

Vissec, Madières, St-Laurent, Roquedur, Sumène¹. Quelles étaient les vingt-deux paroisses de la baronnie ? On cite avec certitude Aulas. Sumène, Roquedur, St-Laurent, St-Bresson, Pommiers, Montdardier², Bréau, Molières, Bez, Arre, Blandas, Avèze³.

Toutes ces paroisses entourent le Vigan⁴. Certaines comprennent un vaste territoire, ainsi le *mandement* de Montdardier s'étendait sur les paroisses de Rogues et de Pommiers⁵.

La baronnie allait jusqu'à la vallée de la Vis, soit au point de contact des sénéchaussées de Nîmes-Beucaire et de Carcassonne, et des diocèses de Lodève et de Nîmes. Mais là, rien de ce qui appartenait au seigneur d'Hierle, de l'autre côté de la rivière, ne relevait de l'évêché de Lodève ou du Sénéchal de Carcassonne⁶.

C'est ainsi que les seigneurs de Campestre et de Madières étaient vassaux du baron d'Hierle, et leurs justices étaient ressortables, par appel, devant les officiers de la baronnie. Et cependant Madières était de la mouvance de l'évêque de Lodève⁷.

Un dénombrement du 14 mars 1435 mentionne comme faisant alors partie de la terre d'Hierle les lieux d'Esparon et Bez, Blandas, Montdardier, Rogues, St-Laurent, St-Bresson, Pommiers, Roquedur, Sumène, Madières, Vissec, Campestre,

1. A. Falguière, *ibid*, n° 2367, 14 mai 1881.

2. *Id.*, *ibid*, n° 2396, 3 décembre 1881.

3. Archives Falguière : dénombrement du baron d'Hierle.

4. FF. 1, 69.

5. A. Falguière, *apud l'Echo des Cévennes*, n° 2523, 10 mai 1884.

6. *Cartulaire de Lodève*, p. 101, doc. LXX, 20 mars 1301.

7. A. Falguière, *apud l'Echo des Cévennes*, n° 2384, 10 sept. 1881.

divers hameaux et Aulas, centre de la baronnie¹. Or Aulas comprenait quatre agglomérations assez importantes : Aulas, Arphy, Salagosse, Bréau et sa vallée appelée Bréaunèze. Tout cela forme aujourd'hui quatre communes².

Si on tient compte de ces divers éléments on peut se faire une idée assez exacte de ce qu'était la baronnie d'Hierle, après 1243.

Les Bermond ne gardèrent pas longtemps leur fief. Leur situation obérée ne le leur permit pas.

Déjà, en 1275, Guillaume d'Anduze³, seigneur d'Hierle, avait dû concéder à ses vassaux d'importantes franchises, moyennant 6000 sols tournois destinés à payer les dettes contractées par lui, en suivant le roi dans son expédition contre le comte de Foix⁴. Mais cela ne suffit pas. En l'année 1280, Guillaume d'Anduze et Bernard, son fils⁵, vendent la terre d'Hierle à Pons de Saint Just, évêque de Béziers, moyennant 8500 livres⁶.

En juillet 1283, à Toulouse, Philippe-le-Hardi reçut le serment du nouveau propriétaire de la baronnie⁷. Pons de St-Just la transmet à un Bernard

1. L'original de ce dénombrement est au château de St-Julien. Nous le citons d'après une copie que M. P. Cazalis de Fondouce a bien voulu nous laisser relever sur une autre copie faite par lui sur l'original.

2. A. Falguière, *loc. cit.*, n° 2371, 11 juin 1881.

Blandas était dans le même cas, et formait trois paroisses ou agglomérations distinctes : Blandas, le Landre, Belfort (*ibid.*, n° 2381, 20 août 1881).

3. C'était le fils de Pierre Bermond (*Hist. de Lang.*, IX, p. 76).

4. *Ibid.*, n° 2396, 3 décembre 1881.

5. Avec ce Bernard, s'éteint la branche aînée des Bermond d'Anduze (*ibid.*).

6. *Ibid.*

7. *Hist. de Lang.*, IX, p. 90.

de St-Just, qui en fit hommage en 1293 à Philippe-le-Bel¹.

De la famille de St-Just, la baronnie d'Hierle passa à celle de Pierrefort ; en 1361 elle appartient à Gibert de Pierrefort, seigneur de Ganges². En 1541, Françoise de Pierre, baronne de Pierrefort et d'Hierle vendit la baronnie à Fulcrand de Montfaucon de Vissec, seigneur catholique³.

Le dernier des Montfaucon étant mort sans enfants, la baronnie passa en 1760 au Marquis de la Tour-du-Pin, parent des Montfaucon par les femmes⁴. M. de La Tour-du-Pin émigra en 1793 et ses biens furent vendus comme bien nationaux de la seconde catégorie⁵.

Pour en finir avec ce rapide examen des fortunes diverses subies par la baronnie d'Hierle⁶, nous avons dû franchir les siècles et arriver à la Révolution. Revenant en arrière, nous devons rechercher ce que devenait, au milieu des seigneuries environnantes, le modeste fief du prieur du Vigan.

LE PARÉAGE DE 1270. — En l'an 1270, tandis que le comté de Toulouse passait définitivement à la

1. *Ibid.*

2. Papiers Falguière et *Echo des Cévennes*, n° 2367, 14 mai 1881.

3. P. Cazalis de Fondouce : *Contrib. à une faune historiq. du Bas-Languedoc*, p. 9.

4. v. *Mémoires à consulter pour les habitants de la baronnie*, (copie de M. Falguière faite sur l'original, au château de Clapisse).

5. François Rouvière : *L'aliénation des biens nationaux dans le Gard* (Nîmes. 1900, in-8° de 820 p., tiré à 100 ex.) p. 454, 591 (n° 1085), 707 et 708 ; cf. notre *Histoire du Vigan pendant la Révolution* ; *Echo des Cévennes*, loc. cit.

6. Une histoire de la baronnie d'Hierle reste à écrire. Les documents sont assez nombreux et le sujet fort attachant. Souhaitons que cette seigneurie cévenole trouve un jour son historien.

Couronne, le prieur du Vigan, tracassé par ses turbulents voisins, et sentant son très réel état d'infériorité à leur égard, ne pouvant, lui moine, mener des chevauchées contre eux, résolut d'imiter beaucoup d'autres seigneurs ecclésiastiques, en se mettant, moyennant quelques concessions et l'abandon de certains droits, sous la protection du plus puissant seigneur de France, le Roi.

Il conclut donc avec Philippe-le-Hardi, le 2 janvier 1270, un acte de *paréage* par lequel il « absos-
« sia le Roi à la justice du Vigan et se réserva par
« exprès l'entière seigneurie directe et tout ce qui
« faisoit partie de la foncialité ¹. » Il abandonnait au roi la moitié de sa justice, haute, moyenne, basse, mère, mixte impère et se donnait ainsi
« un appuy et un deffenseur ². »

Dès lors le pays fut plus tranquille et la présence d'un agent du roi, d'un viguier, dans la ville, y aida puissamment, en même temps qu'à l'accroissement de la cité et à sa prospérité. D'ailleurs, entre le XIII^e et le XIV^e siècles, on remarque un grand développement des principaux centres de population du Languedoc ³, lesquels s'éloignent de plus en plus, et à tous les points de vue, du type des anciennes communautés ⁴.

1. BB., 15, p. 97 seq., 22 avril, 1783.

2. Ibid, FF. 1, 69 ; Rivoire : *Statistique du Gard*, II. p. 760. V. la note, à la fin de l'ouvrage, sur *les Justices*.

3. FF, 1, 69 ; Dognon . *op. cit.*, p. 149 ; *Cartul. de St-Victor*, II, p. 576-577, chartre 1105 (circa 1160), reproduite aux Preuves de cette étude, et par laquelle Raymond VII, comte de Toulouse accorde un marché au Vigan, en raison des *augmentations* de la ville.

4. Dognon : *op. cit.*, p. 178 ; F. Mireur : *Le Tiers-Etat à Draguignan* (Draguignan, 1911, in-8°, p. 2 à 45.

ANGLAIS ET ROUTIERS. — La lutte contre les Anglais faillit faire perdre à la province la prospérité regagnée peu à peu, depuis l'écrasement des bandes sarrasines et l'abaissement des remuantes familles féodales du bas Languedoc et des Cévennes. Les Anglais tiennent la Guyenne voisine. Ils sont à 30 kilomètres du Vigan. Aussi, tandis que le pays est écrasé de lourds subsides destinés à les combattre, les petites villes et les moindres villages se clôturent-ils, augmentant ainsi les frais de défense faits contre l'envahisseur.

Tout autour du Vigan et au Vigan même, on bâtit des murailles ou on répare les fortifications ¹. Nous savons peu de chose de ce qui fut fait alors. La forteresse royale de Montdardier ², qui couvrait la vallée du Vigan du côté de la Guyenne, était entretenue en bon état par les sénéchaux de Charles V et de Charles VI. Ils envoyaient des lettres royaux pour obliger les seigneurs du lieu et les habitants à entretenir le château sur le pied de guerre, à former un syndicat pour la garde et la défense de cette forteresse, et à y faire contribuer les habitants de Blandas et de Pommiers.

On possède un ordre de ce genre de l'année 1365 : il s'agit de fortifier Montdardier, et les gens de Pommiers, Blandas, Rogues, Madières sont donnés pour aide à ceux de Montdardier. Mais cela ne va pas sans difficultés. Le 13 janvier 1369, les habitants de Montdardier et de Rogues se syndiquent pour répa-

1. v. ci-après, Livre IV, chap. IV, sect. I, § 1.

2. Partiellement démolie en 1609, complètement en 1628, relevée en 1703 et détruite en 1793. Sur son emplacement s'élève aujourd'hui une demeure de plaisance, bâtie par Viollet-le-Duc dans le genre féodal, mais selon le goût de son époque.

rer en commun les fortifications du château de Montdardier, et ils nomment des procureurs pour poursuivre un procès qu'ils ont contre les habitants de Blandas, de Pommiers et de Madières, lesquels refusent de contribuer à cette dépense et de monter la garde à tour de rôle.

Bernard, chevalier, lieutenant de noble Guilhaume Gibert, viguier de la baronnie d'Hierle, permet au syndicat de s'assembler à cet effet, *sous l'orme*, à Montdardier, et les procureurs nommés, après avoir prêté serment aux mains du lieutenant du viguier lèvent les taxes votées par l'assemblée, pour fortifier Montdardier et poursuivent les récalcitrants en justice. Cependant, les gens du roi qui faisaient ainsi fortifier cette place importante, y députaient fréquemment des commissaires pour vérifier l'état des travaux et la solidité des défenses.

Les fortifications furent terminées en 1371. C'est alors surtout qu'il y eût des difficultés entre les habitants de Montdardier et ceux des communautés voisines, au sujet de la garde du château et du guet qu'il y fallait faire continuellement, nuit et jour, à tour de rôle. On a conservé une transaction de l'an 1380, entre Madières et Montdardier, touchant le nombre d'hommes que Madières devait envoyer périodiquement au château pour sa conservation ¹.

Le guet, d'ailleurs, était difficile à bien faire faire, la nuit surtout. Ainsi on a trouvé dans les papiers de M. Durand, de Sumène, seigneur de Mandagout, « un jugement rendu contre un habitant de Sumène,

1. A. Falguière, apud *L'Echo des Cévennes*, n^{os} 2518, 5 avril 1884, 2519, 12 avril 1884, 2523, 10 mai 1884, 2691, 31 juillet 1887, 2694, 21 août 1887.

« qui le condamnait à l'amende pour ne pas avoir
« fait *guet et garde* contre les Anglais ¹. »

Outre les calamités que nous procurait ainsi, directement, l'invasion du sol français par l'Anglais, des désastres éloignés avaient leur répercussion, triste et belle à la fois, dans notre province. Le 19 septembre 1356, le roi Jean avait été fait prisonnier. Grande fut l'émotion ressentie dans tout le royaume à cette occasion ².

Il fallait payer la rançon du roi : les communautés de la sénéchaussée de Beaucaire se distinguèrent par l'importance des sommes qu'elles donnèrent à cet effet ³.

On signale le zèle tout particulier des députés du Vigan en cette circonstance ⁴. Nous regrettons de ne pas connaître la somme que notre ville vota, mais elle soutint brillamment son rôle de ville royale, chef de viguerie. La province contribua à la rançon du roi pour 260.000 agneaux d'or ⁵.

Une conséquence de l'état de misère et de désorganisation où la longue occupation d'une partie du royaume par les bandes anglaises et les courses qu'elles faisaient dans l'autre partie demeurée sous l'autorité de ses rois, avaient mis la province, fut l'apparition des Grandes Compagnies, dont les incursions, les pillages et les violences de toute

1. Chabrol : *Historique de la ville du Sumène (Le Viganais)*, n° 1098, 1^{er} juin 1902).

2. v. le tableau de la France, pendant la captivité de Jean le Bon, apud Funck-Brentano : *Le Roi*, p. 134.

3. Arman : *Tablettes*, p. xxx.

4. Rivoire : *op. cit.*, II, p. 760.

5. *Recherches sur Alais*, p. 598. On était en 1358.

nature se firent particulièrement sentir dans les Cévennes et le Bas-Languedoc.

Ces bandes amenées par le prince Noir, et qu'Henri de Transtamare et du Guesclin eurent une peine infinie à détourner du pays, après les brillantes chevauchées que mena contre elles le le maréchal Arnaud d'Audrehem, épuisèrent, par leurs excès, les villes et les campagnes à un point que l'on ne saurait préciser, tellement on a de la peine à se représenter les ruines et les désastres que ces *routiers* indisciplinés laissèrent derrière eux, à partir de l'année 1360 ¹.

Du Rouergue et du Gévaudan, provinces soumises longtemps au joug anglais, les Routiers descendaient fréquemment en Languedoc et la vallée du Vigan leur était un chemin assez court et commode ².

Le Vigan, Sumène et Sauve faisaient sentinelle et donnaient à Nîmes des avis sur les mouvements de ces bandes, tout en faisant bonne garde, derrière leurs murailles ³.

En 1359, Seguin de Badafol et 3.000 routiers ravagèrent le Bas Languedoc et remontèrent vers Ganges ⁴.

1. v. Ménard : *Hist. de Nîmes*, III, p. 179 à 198 ; Emile Molinier : *Etude sur la vie d'Arnoul d'Audrehem, maréchal de France* (Mém. Ac. Inscript., 2^e série. VI, 1^{re} partie), p. 76 et 88 ; *Compte-rendu de la Soc. scientif. et litt. d'Alais*, xxiv, 1893, p. 129 seq. (étude sur les Routiers et les Grandes Compagnies dans le Languedoc au XIV^e et au XV^e siècles) ; Mary-Lafon : *Hist. du Midi de la France*, III, p. 159 seq. ; *Hist. de Languedoc*, II, p. 109 ; V, p. 127.

2. v. Ollier : *Les Anglais en Gévaudan* (*Revue du Midi*, IV, p. 89 s., 173 s.) ; Bardon : *Hist. d'Alais de 1341 à 1461*, p. 45, 54, 58, 63, 65, 92, 112, 172, 176, 195, etc.

3. Arman : *op. cit.*, p. xxx.

4. Abbé Delouvrier : *La vicomté d'Aumelas et la baronnie du Pouget*, p. 72.

En 1361, ce même chef de bandes et ses 3.000 hommes passèrent du Lodévois, qu'ils parcouraient, dans nos vallées : ils prirent le Vigan qui subit une dévastation en règle. L'approche du connétable de Fiennes les fit heureusement déloger assez vite ¹ et les milices de Montpellier en anéantirent une partie à Ganges ².

Le 21 juillet 1362, Arnoul d'Audrehem mande aux sénéchaux de faire rentrer les vivres dans les lieux fortifiés, à l'approche des grandes compagnies ³.

En 1363, on voit les Routiers à Durfort ; on les signale près de Saint-Martial et de Saint-Félix-de-Pallières, où les habitants entassent en hâte leurs approvisionnements dans les églises ; on augmente les fortifications du Vigan, que les routiers visitent encore, en 1364, sous la conduite d'un certain Louis Roubaud qui incendie tout un quartier et rançonne les habitants. En partant, il s'empare du château de Galan, près de Sumène, et le pille ⁴. Mais le sénéchal de Beaucaire, prévenu, accourt en Cévennes avec les milices de la viguerie de Nîmes, repousse les routiers et les rejette au-delà de Meyrueis, en Gévaudan. Cependant Arnaud de Roquefeuil, comtor de Nant, repousse vaillamment une bande, qui assiégeait, depuis plusieurs jours, le château d'Algue, près de Nant en Rouergue et

1. Martin : *Hist. de Lodève*, I, p. 77 ; Molinier : *A. d'Audrehem*, p. 93.

2. *Hist. de Languedoc*, IX, p. 725.

3. Molinier : *A. d'Audrehem*, p. 241.

4. *L'Echo des Cévennes*, n° 2911, 27 Décembre 1891 ; Bardon : *Hist. d'Alais, de 1341 à 1461*, p. 67-68, 20 janv. 1364 ; Molinier : *A. d'Audrehem*, p. 136-138, 259, 260, 285.

Trèves leur oppose plusieurs fois une vaillante résistance ¹.

La vallée du Vigan entend encore parler des Compagnies en 1377 : un parti de routiers tient alors l'Espérou, où commande le bâtard de Landorre, qui enlève, à ce passage forcé du Bas-Languedoc en Gévaudan, les marchandises, les mules et les troupeaux, et fait des courses au Vigan, à Ganges, à Sauve, et jusqu'à Sommières ², Lavérune et Gigean ³.

« La noblesse du pays prit très souvent les armes
« contre ces aventuriers. Il se donna un combat
« aux environs de Montauban où furent tués ou pris
« des chevaliers cévenols qui s'étaient portés sur
« ce point sous les ordres des Sénéchaux de Beau-
« caire et de Toulouse ⁴. »

Mais les courses incessantes des routiers épuisaient le pays et par les dégâts de toute sorte qu'ils faisaient et par suite des mesures rigoureuses que les autorités militaires prenaient pour en avoir raison. Ainsi, en octobre 1363, le sénéchal avait mandé aux viguiers et consuls d'Alais « de faire couper au
« pied tous les arbres d'alentour de la ville qui
« pourraient couvrir la marche des ennemis du roi
« et de l'Etat ou favoriser leurs embuscades et de
« se servir du bois pour palissader la ville ⁵. »

A partir de ce moment nous savons peu de chose sur les exploits des routiers. En 1412 et 1413, un

1. Communication de M. Elie Mazel, de Nant ; coutumes de Trèves, 1370 (Archives communales de Trèves) ; Molinier : *A. d'Audrehem*, p. 88.

2. Arman, p. xxx et xxxi.

3. *Hist. de Lang.*, IX, p. 859.

4. Rivoire : *op. cit.*, II, p. 760.

5. *Recherches sur Alais*, p. 598.

certain Rodigo bat le Rouergue ; en 1428, leur quartier général est entre le Mont Lozère et la chaîne du Vivarais ; en 1431, Rodrigue de Villandrando menace de mettre le Languedoc au pillage ; son compagnon Valette tient les Cévennes ; en décembre 1432, l'hiver est fort rude et les diverses bandes demeurent cantonnées en Cévennes ; au printemps, elles parcourent les vallées et terrorisent Saint-Ambroix, Alais, Anduze, Ganges, le Vigan, le Caylar, Meyrueis ; en 1434, les bandes retirées en Gévaudan, menacent encore le Rouergue et le Bas-Languedoc ¹.

Puis, à cause du danger, les communautés cévenoles prirent l'habitude de s'entraider, pour leur défense collective : « on a besoin d'*union*, c'est le mot que tous emploient ². » Deux siècles plus tard, ces leçons ne seront pas perdues, et l'*Union des Eglises* groupera encore nos communautés des Cévennes, non pour la défensive, alors, mais pour l'attaque et les troubles civils et religieux qui ne cesseront qu'en 1629 ³.

LES TUCHINS. — A peine les routiers avaient-ils été chassés de la province, des soulèvements populaires venaient prolonger la confusion. Ces troubles nouveaux sont connus dans l'histoire sous le nom de *Tuchinat* ⁴.

Les *Tuchins* étaient des paysans attroupés, ré-

1. J. Quicherat : *Rodrigue de Villandrando*, p. 7, 54, 65, 85, 246 ; Ménard : *Histoire de Nîmes*, III, p. 239-241.

2. Dognon : *Institutions*, p. 242.

3. v. notre étude sur *Le Vigan pendant les guerres de religion*.

4. v. *Recherches sur Alais*, p. 177.

duits à la misère à la suite de cette terrible guerre de Cent ans, courant les bois, pillant, brûlant, tuant, avec encore plus de sauvagerie peut-être que les Routiers.

Ces bandes sévirent tout particulièrement dans la Sénéchaussée de Beaucaire. Elles portèrent certainement leurs ravages dans la vallée du Vigan, encore que nous ne possédions point de documents à ce sujet ¹.

LE PARTI BOURGUIGNON. — « Pendant les guerres
« de Charles VI et du duc de Bourgogne, ce dernier
« promet à ceux qui se rangeraient de son parti
« l'exemption des subsides ². » Or la guerre de Cent
ans avait exagérément multiplié ces sortes d'impositions qui étaient devenues fort lourdes.

Le Vigan et sa viguerie embrassèrent le parti bourguignon, en 1418, avec presque toute la province ³. Mais cette rébellion dura peu, et, en 1432, les habitants du Vigan se rangèrent au parti du roi et prirent les armes contre ses ennemis ; ils se distinguèrent même si bien contre les Anglais, maîtres de la plus grande partie du royaume, que, depuis lors et pendant bien longtemps, les paysans de cette

1. Sur les Tuchins en général, v. Ch. Portal : *Les insurrections de Tuchins, dans les pays de Langue d'Oc vers 1382-1384* (*Annales du Midi*, IV-1892, p. 433-474) ; cf. Mary-Lafon : *Hist. du Midi de la France*, III. p. 202 ; Boudet : *La Jacquerie des Tuchins, 1363-1384* (Paris, Champion, 1895, in-8° de 148 p.) ; *Annales du Midi*, VIII-1896, p. 98-100 ; Edouard Petit : *De Tuchinorum rebellione in vicaria Nemausensi* (Paris, 1887).

2. Rivoire : *Stat. du Gard*, II, p. 760 et 761.

3. *Hist. de Languedoc*, IX, p. 1040. A ce moment, beaucoup de bourgs cévenols s'entourent de murailles ; Aulas, Anduze, Meyrueis, Sauve, Sumène, Le Vigan sont des villes closes, en 1417 (Bardon : *Hist. d'Alais, de 1341 à 1461*, p. 161-162, note).

portion-ci des Cévennes furent surnommés *raiols*, c'est-à-dire royaux, bons français.

LE VIGAN ENTRE 1440 ET 1560.—En 1439, les consuls du Vigan et ceux de Sauve furent appelés par Charles VII aux États-Généraux du royaume ¹. La convocation était pour le 15 février 1440, à Bourges ; elle fut lancée partout en Languedoc.

Le maréchal de la Fayette, Sénéchal de Beaucaire, en expédia le texte, par un porteur à cheval, aux habitants de Lunel, Montpellier, Sommières, et le Vigan ².

« Depuis 1453... jusqu'à l'introduction de la nouvelle doctrine religieuse que prêchèrent dans les Cévennes en 1556 et 1557 des ministres genevois, Le Vigan jouit d'une tranquillité inconnue jusqu'alors ³. » Mais à partir de 1560, époque de l'adoption officielle, publique de la réforme, par les habitants du Vigan, la ville perdit, jusqu'en 1630, cette courte tranquillité ⁴.

Les temps obscurs sont révolus : nous allons entrer dans l'histoire moderne du Vigan, pour laquelle nous n'avons plus seulement à rechercher de maigres renseignements dispersés aux quatre

1. Arman, p. xxxii ; Bardon : *Hist. d'Alais, de 1311 à 1461*, p. 177.

2. A. Thomas : *Le Midi et les États Généraux sous Charles VII* (*Annales du Midi*, IV-1892, p. 16 ; cf. de Beaucourt : *Histoire de Charles VII*, III, p. 442, note.

3. Arman, p. xxxiii ; Rivoire : *op. cit.*, II, p. 761.

4. v. nos études sur *La viguerie du Vigan au commencement du XVII^e siècle* ; *Le Vigan pendant les guerres de religion* ; *L'histoire de l'Eglise réformée du Vigan*.

coins de l'histoire de la province ; nos archives, privées de documents antérieurs à 1560, ou presque, vont nous livrer abondamment tous leurs secrets et nous permettront de décrire la vie journalière administrative, politique, financière, militaire, religieuse et économique de nos aïeux.

LIVRE PREMIER

Des Élections Consulaires

CHAPITRE PREMIER

Origines de nos institutions municipales

Ce n'est point le lieu, ici, de faire du droit municipal en général. Il y a peu de choses nouvelles à dire sur ces questions et les travaux des spécialistes abondent ¹.

Nous avons à narrer, seulement, comment furent appliqués d'anciens usages dans une petite commune languedocienne et comment ces coutumes séculaires furent modifiées, à plusieurs reprises, et dans des sens différents, par des lois émanées, aux XVII^e et XVIII^e siècles, du pouvoir central. On ne trouvera ici rien de plus que le tableau, aussi fidèle que les documents de nos dépôts locaux et provinciaux nous ont permis de le tracer, de la vie administrative d'une petite ville royale, chef de viguerie, sous l'ancien régime.

A l'origine, le droit municipal est sensiblement le même dans toute la province. D'où venait-il ?

D'aucuns ont voulu voir les règles de l'administration romaine survivre à la chute et à la dislocation de l'Empire, aux vicissitudes politiques de la Gaule, depuis les Wisigoths jusqu'aux Sarrasins,

1. Il nous suffira de citer les noms de Raynouard, Béchard, Demolins, Dufey, Dognon, Fauriel, Robert Michel, Léon Clos, Florentin Astre, Gachon, Monin, Molinier, Fustel de Coulanges, Henri Sée, Paul Flach, Paul Viollet, Brissaut, Luchaire, Giry, et de renvoyer à leurs travaux

sans modifications sensibles ¹. Cela peut se soutenir, si on envisage la possibilité d'une certaine persistance d'un vague esprit municipal dans l'élite des populations de la Septimanie, mais rien n'est moins prouvé. Aussi ne dirons-nous rien de l'organisation municipale des grandes communes gallo-romaines, d'autant, d'ailleurs, que *Vindomagus* n'était, en ces temps lointains, qu'une pauvre bourgade démunie assurément de *curiales* et d'*ordo* ². Dans notre région, on cite comme ayant joui du régime municipal des colonies romaines, Carcassonne, St-Thibéry (Cessero), Lodève, Nîmes, Pézenas, Toulouse, Substantion, Castel-Roussillon (Ruscino) ³.

Pour les mêmes raisons, nous n'avons rien à dire de l'administration des villes méridionales, sous les barbares ⁴ et à l'époque carolingienne ⁵.

1. Un historien ingénieux est même allé jusqu'à rechercher les premiers symptômes de notre organisation communale en Grèce, « ce berceau des libertés municipales » (Ferdinand Béchard : *Droit municipal dans les temps modernes*, p. 111. Mais Fauriel, le premier a su retrouver dans son *Histoire de la Gaule méridionale*, l'organisation exacte de l'ancienne administration romaine, dans nos contrées (*Chroniques de Languedoc*, II, p. 63).

2. Sur les municipalités gallo-romaines, v. Philippe Eyssette : *Notice historique sur les origines municipales de la ville de Nîmes...*, p. 16, 19 ; Bonnet : *Antiquités de l'Hérault*, p. 347-400 ; *Bulletin du Comité de l'Art Chrétien (diocèse de Nîmes)*, III, p. 200-201 ; [Albisson :] *Lois municipales et économiques du Languedoc*, I, p. 316-318, 323 ; Raynouard : *Histoire du droit municipal en France*, I, p. 4-134 ; Mary-Lafon : *Histoire... du Midi de la France*, I, p. 74-82 ; Martin : *Histoire de Lodève*, I, p. 10 seq. ; *Histoire de Languedoc*, II, p. 436 seq., note CXII, etc.

3. *Histoire de Languedoc*, II, p. 447 seq., note CXIII

4. v Raynouard : *op. cit.*, I, p. 232-234.

5. *Ibid.*, I, p. 118 seq. ; II, p. 14 seq.

SECTION I

Eléments de droit comparé

Limitant nos recherches au moyen-âge, et négligeant cette tradition municipale romaine que l'on a voulu voir à l'origine du mouvement communal en France ¹, tout comme l'influence des libres communes italiennes que nos pères auraient imitées ², nous essaierons de noter les plus anciennes traces de ce mouvement communal, autour de nous, dans les grandes comme dans les petites communes, afin de nous représenter, par analogie, et en l'absence presque absolue de tous documents concernant le Vigan à cette lointaine période de son histoire, ce qu'a pu être l'évolution suivie dans notre commune.

L'argument d'analogie est bien précaire, en histoire, mais sa fragilité nous paraît encore préférable à l'absence de toute indication, même lointaine, se rapportant au sujet que nous traitons ici.

Les consulats les plus anciens de la région sont St-Gilles, Beaucaire, Nîmes, Alais ³, Béziers, Montpellier, Narbonne, Castres, St-Pons, Millau, Rodez ⁴. A un point de vue plus général, on doit répartir les villes languedociennes en deux groupes : les

1. Michel : *la Sénéchaussée de Beaucaire au temps de saint Louis*, p. 195 ; Luchaire : *Histoire des Institutions monarchiques en France sous les premiers Capétiens*, II, p. 152-153. Cette théorie est celle de MM. Dubos et Raynouard.

2. Cavaignac : *Esquisse d'une histoire de France*, p. 142. Nous nous rallions aux historiens qui croient à une indépendance absolue du mouvement communal en Languedoc, du mouvement parallèle italien (v. Dognon : *op. cit.*, p. 58).

3. Michel : *op. cit.*, p. 202, 203.

4. Dognon : *Institutions du pays de Languedoc*, p. 56, note 1.

consulats d'une part, de l'autre les communautés ordinaires, qui ne peuvent se faire représenter que par des syndics ¹.

Enumérant rapidement les villes les plus voisines du Vigan, nous verrons les caractères municipaux propres à chacune ou communs à la plupart.

De la comparaison se dégagera peut-être un aperçu d'ensemble, une vue du mouvement communal, dans ses grandes lignes, débarrassé des accidents locaux qui peuvent, ici et là, en altérer l'uniformité fondamentale. Nous nous figurerons alors avec plus de netteté ce que peut être l'évolution communale du Vigan, les mêmes causes ayant produit partout, autour de nous, des effets analogues ².

A NIMES, M. Raynouard croit pouvoir suivre la trace des institutions municipales romaines depuis l'occupation des Romains jusqu'au Moyen-Age, à travers les périodes visigothique et franque ³. Quoi qu'il en soit, l'institution consulaire existe, dans cette ville, en 1144 ⁴. A la suite de vicissitudes politiques le consulat fut enlevé à Nimes, mais il lui fut rendu, peu après (en 1254) ⁵. Comment fonc-

1. Michel : *op. cit.*, p. 207.

2. *Ibid*, p. 209.

3. Raynouard : *op. cit.*, II, p. 178, 209-215. Il cite un plaid tenu à Anduze, en 917 (v. *ibid.*, I, p. 334-335) et des actes de 961 à 1193 (cf. Albisson, I, p. 321).

4. Eyssette : *op. cit.*, p. 90. Une charte de cette année-là dit en effet : « hoc factum est in illo anno, in quo erant consules... » (La Farelle : *Etudes historiques sur le Consulat et les institutions municipales de la ville de Nismes*, p. 12) ; le consulat de Nimes est ainsi antérieur à 1144.

5. «decurimus... quod consules unius anni, imminente electione, consulum futurorum, suos consiliarios congregabant, et habito de successorum electione tractatu, dicti consilarii per sonas XVI eligeabant, scilicet quatuor de qualibet quarterio

tionnait-il ? Des consuls élus pour un an, au nombre de quatre en général, étaient à la tête de l'administration municipale. Ils étaient assistés d'un conseil ordinaire, renforcé quelquefois d'un conseil extraordinaire.

Les habitants de la ville étaient divisés en quatre ordres ou *échelles* : nobles, docteurs ou avocats ; bourgeois ; marchands ; artisans et ouvriers. Chaque échelle ¹ fournissait un consul. Ainsi en 1476, le corps consulaire comprend un avocat, un bourgeois, un artisan ou un notaire et un laboureur ². Ces diverses particularités constituent le droit commun des consulats languedociens ³.

A MONTPELLIER, les plus anciens titres donnent le nom de *prud'hommes* aux consuls (en 1121); ceux-ci sont « au nombre de 12 jusqu'en 1385, que le roi « Charles VI ordonna que dorénavant il n'y auroit « que quatre consuls à Montpellier... Dès le com- « mencement de 1394, ils furent 6 consuls, ce qui a « continué toujours depuis » ⁴. Ils sont assistés d'un conseil politique ⁵. Par des lettres, données à

« civitatis et licebat consulibus qui tunc erant, de dictis XVI vel « aliis de consilio sibi eligere quatuor successores... Dictos con- « sules... restituimus in possessionem electionis libere, secun- « dum formam superius annotatam. » (Pontécoulant : *Histoire des Révolutions des villes de Nismes et Uzès*, p. just. II, p. 259.) Tel il était alors, tel ou à peu près se maintint le mode d'élection des consuls et de leurs conseillers à travers les siècles.

1. G. Schybergson : *Le duc de Rohan et la chute du parti protestant*, p. 28.

2. « Dans le même espace de temps il y a peu de consulats « de quelque importance où n'aient pas pénétré des artisans, « des cultivateurs. » (Dognon : *op. cit.*, p. 173).

3. Le détail de l'élection consulaire est donné fort bien par un « Mémoire touchant le consulat et affaires politiques de la « ville de Nismes » (vers 1675) publié apud *Chroniques de Languedoc*, IV, p. 145-148.

4. d'Aiguefeuille : *Hist. de Montpellier*, (1^e éd.), I, p. 578.

5. v *ibid.*, p. 579-580, sur les attributions respectives des consuls et de leur conseil.

Montpellier, en 1245, Philippe de Valois règle définitivement le jour de l'élection consulaire au premier mars, et précise les règles suivant lesquelles on doit y procéder.

Les échelles de la ville doivent être représentées : chacune a droit à un nombre égal de consuls et de conseillers. L'élection est faite, au sort, suivant un procédé fort répandu en Languedoc et qu'on trouvera décrit tout au long plus loin ¹ : on se sert de boules ou *billottes* de cire renfermant une marque quelconque, tirées et ouvertes par un enfant ².

A MENDE ³, la communauté des habitants apparaît pour la première fois en 1194. Mais alors ceux-ci n'ont pas de représentants pour surveiller la gestion des deniers qu'ils payent, ils ne participent aucunement à l'administration de la cité ; ils ne constituent pas, en somme, une communauté ⁴.

En 1261, ils se soulèvent et, maîtres de la ville, élisent des syndics et perçoivent des impôts ⁵.

Des coutumes, établies en 1276, reconnaissent aux habitants le droit de nommer des représentants pour le règlement des affaires qui intéressent la communauté. Mais les affaires se multipliant, ces procureurs temporaires deviennent permanents et le Syndicat est constitué, ce qui a lieu au commencement du XIV^e siècle ⁶. Des lettres-patentes de

1. Au chap. II, sect. V, de ce livre.

2. *ibid*, p. 139.

3. Capitale du Gévaudan, et, à ce titre, notre seule grande voisine vers le Nord (Martel : *les Cévennes*, p. 253).

4. Charles Porée : *Le consulat et l'administration municipale de Mende*, p. v et vii.

5. *ibid*, p. viii.

6. p. xxi. Le syndicat paraît constitué vers 1350 (p. xxii).

décembre 1469, datées de Montils-les-Tours, annoncent à la population de Mende que Louis XI érige un consulat dans cette ville ¹.

A la suite d'intrigues de l'évêque, le consulat est supprimé quelque temps après, et « quand au XIV^e siècle, les syndics reprendront le titre de consuls, ce changement d'appellation n'entraînera pas de modifications dans le régime municipal ; ils auront *un nom plus honorable* et rien de plus » ².

A Mende, il y a des échelles, comme à Nîmes et à Montpellier ³. L'élection a lieu, au XIV^e siècle, au suffrage universel des contribuables domiciliés à Mende ; au XV^e, à deux degrés ; au XVI^e siècle, elle appartient au seul conseil, comme dans presque toutes les communes du Midi, à cette époque ⁴.

A AUBENAS, en 1276, il existe un syndicat, qui paraît temporaire. Il n'en existait point en 1248 ⁵.

A ALAIS, le consulat est organisé dès 1200 ⁶ ; « les consuls, annuels, sont au nombre de deux ou de quatre » d'après les chartes de 1200 et 1217. Leur élection a un caractère populaire ⁷. Ils sont assistés de cent conseillers ⁸ représentant les diverses échelles de la ville ⁹.

1. p. xxx.

2. p. xlviii.

3. p. lxxviii.

4. p. cv.

5. *Chroniques de Languedoc*, IV, p. 97-99.

6. La charte des coutumes de 1200 a été publiée dans les *Mémoires de la Société scientifique et littéraire d'Alais*, 1870, p. 234-266.

7. Michel : *Sénéchaussée de Beaucaire*, p. 217.

8. *Recherches sur Alais*, p. 10.

9. *Ibid.*, p. 326, 498, 509.

A GIGNAC, dès le XIV^e siècle, « les habitants ont
 « nommé annuellement trois consulz; leur eslection
 « se faict le 24 febvrier par un conseil général où
 « tous les habitans contribuables aux tallhes nom-
 « ment neuf électeurs quy avec les trois consulz en
 « charge font choix de deux habitans pour la pre-
 « mière eschelle, de deux autres pour la seconde
 « et de deux autres pour la troiziesme, sur lesquelz
 « le sort estant jetté au moyen de six bollettes de
 « sire, dans trois desquelles le nom du consul est
 « escript, et les dites bollettes ou le nom de consul
 « est escript sont consulz ».

La nomination des six conseillers politiques est faite au suffrage universel ¹.

A LODÈVE, jusqu'en 1201, les habitants n'ont aucune administration communale. Cette année-là, il se fomenta une émeute, on pilla l'Evêché et l'évêque et les chanoines, qui ont la seigneurie de la ville, sont contraints à jurer une charte communale.

Cette révolte, préméditée, fut punie exemplairement, mais, sentant l'opinion favorable à ce changement, et pour éviter d'autres désordres, l'évêque finit par concéder à la cité un conseil de dix membres chargé de voter les taxes proprement municipales et de garder la ville ².

En 1241, cette concession est révoquée. En 1259, les habitants rétablissent la commune par la violence. Ils créent des syndics, pour ester en justice, gouverner la ville avec les conseillers, et des consuls. D'où, nouveau conflit avec l'évêque, ter-

1. *Chroniques de Languedoc*, IV, p. 78.

2. Martin : *Histoire de Lodève*, I, p. 60-63 ; *Cartulaire de Lodève*, p. 40, ch. XLV, 25 sept. 1236.

miné, en 1260, par un arbitrage ¹ qui aboutit à une charte de franchises, en 1262, laquelle institue des sigilliers permanents, des syndics temporaires aux attributions restreintes, pris dans les trois échelles de la population, et nommés par l'évêque à la requête des citoyens, lorsque c'est utile ².

Mais de nouvelles difficultés surgissent, qui aboutissent à un second arbitrage. En 1315, les habitants tentent de rétablir le consulat, avec l'appui des officiers royaux ³. Leurs efforts finissent par aboutir, dans une certaine mesure : en 1393, un conseil de ville est créé, mais il se recrute lui-même selon des modes électoraux compliqués ⁴.

En 1493, les sigilliers se font appeler consuls. Mais ici encore ce n'est qu'un nom plus honorable ⁵ et leurs attributions comme les usages électoraux demeurent les mêmes ⁶. Nous observerons ce phénomène au Vigan. Enfin, au XVII^e siècle, il y a à Lodève un conseil général, un collège électoral et des consuls ⁷.

A SOMMIÈRES, Bernard VII, Bermond d'Anduze, seigneur de la ville concède des privilèges municipaux aux habitants, en 1222 ⁸.

1. Martin : *Hist. de Lodève*, I, p. 65, 66.

2. *Ibid.*, p. 158-160, 162.

3. *Ibid.*, p. 69, 70.

4. *Ibid.* p. 164, 165 ; *Cartulaire de Lodève*, p. 145 seq., doc. CXVII.

5. Martin : *op. cit.*, p. 170.

6. v. *Cartul de Lodève*, p. 238-242, doc. CLXVIII, un exemple d'élection consulaire, en 1551.

7. Martin : *Hist. de Lodève*, II, p. 137, *Chroniques de Languedoc*, II, p. 227.

8. A. Falguière, apud l'*Echo des Cévennes*, n° 2387, 1^{er} oct. 1881. La charte octroyée par ce seigneur était conservée dans le « Livre juratoire » ou « Livre des coutumes », aujourd'hui perdu (Boisson : *Histoire de Sommières*, p. 47).

Des lettres-patentes de décembre 1483, données par Charles VIII, confirment ces coutumes.

La ville est gouvernée par quatre conseillers (consuls) élus par les chefs-de-métiers des quatre échelles, qui sont les cuiratiers (tanneurs), les avanturiers, les savetiers et les brassiers (journaliers agricoles).

Chaque conseiller est assisté de quatre habitants pris de son métier. Ce que ces vingt personnes décide doit être observé. Tous sont élus annuellement, à la Saint Luc. Chacun des seize habitants des métiers dit trois noms. Les quatre conseillers font de même. On donne alors à douze enfants des « pommeaux » ou boules de cire contenant, certains, la lettre C, à l'intérieur.

Le sort décide donc.

Les quatre conseillers ont le titre de consuls.

Ils prêtent serment aux mains des officiers de la Cour royale. Ceux-ci leur permettent de s'assembler quand c'est nécessaire.

Les consuls choisissent leur greffier. nomment des experts des chemins, des poids et mesures, de la poissonnerie, de la boucherie, du four, de police, des estimateurs des censives, un clavaire, des auditeurs des comptes ; ils afferment le courtage, réglementent les marchés, prohibent les accaparements, règlent la voirie, la boucherie, les dépaissances ¹.

Louis XI permit aux quatre conseillers de pren-

1. Boisson : *op. cit.*, p. 137 seq. Tout cela figure dans les lettres patentes de Charles VIII qui ne sont que la confirmation des franchises de Bernard d'Anduze.

On a ainsi une idée de la première charte municipale de Sommières (cf. Michel : *op. cit.*, p. 224).

dre désormais le titre plus honorable de consuls, et aux 16 chefs-de-métiers, celui de conseillers ¹.

En 1511, la ville a une maison commune depuis longtemps ².

On voit ainsi se préciser déjà les règles communes aux consulats méridionaux ³.

LUNEL reçut souvent des privilèges de ses seigneurs ⁴ mais aucun texte ne mentionne l'octroi de franchises municipales. Tout au plus sait-on que Lunel possède des syndics avant 1228 ⁵. En 1283, Rosselin II, seigneur de la ville, fait un règlement pour leur élection ⁶. En 1316, les habitants sollicitent en vain l'érection de leur cité en consulat ⁷. Alors les syndics étaient élus tous les deux ans, en conseil général, par tous les habitants, majeurs de 14 ans ⁸.

La demande d'un consulat, souvent renouvelée, le fut encore en 1394, et, le 19 décembre, Charles VI finit par faire droit aux prières de ses sujets de Lunel. Dès lors, annuellement, des consuls, quatorze conseillers, un clavaire et sept auditeurs des comptes furent élus par les habitants ⁹.

1. Michel, *op. cit.*, p. 151.

2. *Ibid.*, p. 51, 52.

3. Le texte des coutumes de Sommières, de 1483, est donné *in-extenso* dans la réimpression, par la Pijardière, des *Pièces fugitives*, de Ménard et d'Aubaïs (X, p. 167-174).

4. v. Millerot : *Histoire de Lunel*, p. 139 seq. ; abbé Rouët : *Notice sur la ville de Lunel au moyen-âge*, p. 405-407.

5. Millerot : *op. cit.*, p. 51, 446.

6. *Ibid.*, p. 83.

7. *Ibid.*, p. 109-110.

8. *Ibid.*, p. 126-127.

9. *Ibid.*, p. 181-182.

En mai 1246, St Louis accorde des coutumes à AIGUES-MORTES ¹ : « liceat communitati villæ prædictæ habere consules quatuor vel pauciores et illi
« habeant consilium juratum quod elegerint, et
« habeant libertatem homines loci prædicti eligendi
« consules, etiam sine consensu curiæ nostræ, et
« sint semper annuales... » ² .

Des lettres-patentes d'août 1279 confirmèrent la charte de St Louis ³ .

Les consuls étaient pris de quatre échelles ⁴ .

L'élection avait lieu, chaque année, le premier novembre ⁵ .

A GANGES, une sentence arbitrale de Pierre de Roudès, entre Raimond Pierre, seigneur de la ville, et la communauté des habitants est le fondement des libertés communales de la cité ⁶ . En 1270 il leur confirme le droit ancien d'avoir deux syndics perpétuels pour les administrer ⁷ . Certainement ces syndics étaient assistés d'un conseil.

En 1521, Bertrand de Pierre, baron de Pierrefort, Ganges et Hierle, autorise les syndics à prendre le titre de consuls, mais sans augmenter leurs attributions. « Consul » est ici encore un nom plus honorable ⁸ .

1. M. Michel en donne un bon commentaire, apud *L'administration royale dans la sénéchaussée de Beaucaire au temps de saint Louis*, p. 273-281.

2. F. Em. di Pietro : *Histoire d'Aiguesmortes*, p. 488-489.

3. *Ibid.*, p. 126.

4. *Ibid.*, p. 354.

5. *Ibid.*, p. 356.

6. Abbé Rouquette : *Histoire de Ganges*, p. 15.

7. Michel : *op. cit.* p. 269, n. 2.

8. Rouquette : *op. cit.* p. 37.

Nous pourrions continuer une énumération semblable longtemps encore, en trouvant toujours les mêmes règles, les mêmes usages, le même état d'esprit municipal. Mais tel n'est pas l'objet de ce travail. Disons cependant un mot de quelques autres communes de la région, à titre de corollaire : MILLAU, en Rouergue, a des consuls, en 1187¹. Les coutumes d'AUCH datent de 1230².

Celles de VIANE, de la même époque, ne sont pas moins intéressantes³. On peut citer aussi celles de GÉNOLHAC⁴, ANDUZE⁵, SAUVE⁶, CALVISSON⁷, LARGENTIÈRE⁸, PÉZENAS⁹, LES VANS¹⁰, CONQUES¹¹,

1. Dognon : *Institutions politiques et administratives du pays de Languedoc*, p. 56.

Sur Millau. v. G. Artières : *Annales de Millau, depuis les origines jusqu'à nos jours* (Millau, 1892-99, petit in-4° sur 2 col. de XXIII-391 p.).

2. *Chroniques de Languedoc*, I, p. 289.

3. *Ibid.*, I, p. 259-264.

4. Abbé G. Nicolas : *Hist. de Génolhac*, p. 13-15 ; Michel : *op.cit.*, p. 224. Bondurand : *Les coutumes de Génolhac* (*Comptendu de la Soc... d'Alais*, XII, p. 187 s. ; XIII, p. 266 s.). Les coutumes de Génolhac sont de 1228. C'est Bernard VII, d'Anduze, qui les octroya (*Echo des Cévennes*, n° 2387, 1^{er} oct. 1881).

5. Michel : *op. cit.*, p. 224. Elles sont de 1187 (*Echo des Cévennes*, loc. cit.).

6. Delouvrier : *op. cit.*, p. 20.

7. Michel : *op. cit.*, p. 224.

8. *Ibid.*, p. 219. n. 7. Les coutumes sont de 1208.

9. Pézenas a 3 consuls en 1307, nommés par 16 conseillers électeurs, (dont le nombre fut modifié en 1345, sous Charles VII et en 1600). le dimanche de Quasimodo (Alliès : *Une ville d'états*, p. 18 ; cf. Delouvrier : *Hist. de Pézenas*, 1900).

10. Les Vans ont des consuls et des conseillers, au XIII^e siècle (Talon : *Les Vans*, I, p. 35). Cela dure jusqu'en 1622, que les créations d'offices bouleversent les usages immémoriaux (*ibid.*, p. 106, n. 1).

11. Conques a des consuls dès 1250 (C. Couderc : *Les privilèges municipaux de Conques* (Aveyron), Rodez. Carrère, 1898, in-8° de 36 p., extrait des *Mémoires de la Société des lettres, etc. de l'Aveyron*, p. 8, n. 2).

LANSARGUES¹, NARBONNE², MARUÉJOLS³, VAUVERT⁴, CLERMONT-DE-LODÈVE⁵, UZÈS⁶, CASTRES⁷, BEAUCAIRE⁸, FLORAC⁹, NANT¹⁰.

Une commune-type de l'évolution municipale de nos villes languedociennes, c'est celle de Cournonteral. On voit avec une grande clarté comment, dans une espèce donnée, quelques délégués des habitants s'occupent de l'affaire commune, deviennent syndics temporaires, puis perpétuels, enfin consuls¹¹.

Nous trouvons des institutions similaires dans les provinces voisines¹².

1. v. Grasset-Morel : *Une villette de la baronnie de Lunel : Lansargues* (Mém. de la Soc. Archéolog. de Montpellier, 2^e série, T. III, 1903, fasc. I, p. 1-170.)

2. *Chroniques de Languedoc*, III, p. 29-32.

3. *Ibid.*, IV, p. 223.

4. *Ibid.*, II, p. 42-45 ; III, p. 12-16, 67-73.

5. v. l'histoire de cette ville par l'abbé Durand.

6. v. les diverses histoires de cette ville, et particulièrement les travaux de M. Lionel d'Albiousse.

7. *Pièces fugitives*, (La Pijardière. éd.), XV, p. 27, n. 3, 134, 240 ; cf. Ch. Pradel : *Mémoires de Jacques Gaches*, p. 13, 233, n. 1 ; Rabaud : *Histoire du protestantisme dans l'Albigeois et le Lauragais*, p. 77.

8. Michel : *op. cit.*, p. 224 ; de Gourcy : *La foire de Beaucaire*, p. 25 ; cf. Eyssette : *Hist. administrative de Beaucaire*, I, p. 93, 95, 112, 154 s., 342.

9. v. André : *Notice sur Florac* (Bull. de la Lozère, XIII-1862) ; cf. *ibid.*, XXV-1874, p. 89 (2^e p.), sur celui de Chirac.

10. Charles VI, passant à Millau, accorde aux gens de Nant des privilèges semblables à ceux de Millau et de Saint-Affrique (communication de M. Elie Mazel, de Nant). A rapprocher de la charte de Trèves, dont il va être parlé.

11. v. A. Germain : *Le Consulat de Cournonteral, fragment de l'histoire du XIV^e siècle*, p. 9, 11, 13, 14, 18, 20, 24, 32, 36, 40, 41, 45, 46, 50, 52, 98, 100, 112.

12. Les plus anciennes chartes municipales dauphinoises sont de 1198 (Montélimar), 1244 (Étoile), etc ; Delacroix : *Statistique du département de la Drôme*, p. 102) ; en 1176, les habitants de Grasse acquièrent le consulat (J.-M. Bry : *Les vigueries de Provence*, p. 19, note) ; cf. Octave Teissier : *Les élections municipales en Provence* ; A. Sagnier : *Les municipalités du Comtat*, etc.

Dans les environs immédiats du Vigan, fort peu de communes ont une histoire municipale ancienne, ou, du moins, les documents et les historiens font défaut. On n'en peut guère citer.

A SAINT-JEAN-DE-GARDONNENQUE, au XVII^e siècle, « l'administration municipale était essentiellement « démocratique(?). Tous les habitants, sauf les fermiers, étaient électeurs. Les consuls, nommés « pour un an, à deux degrés, s'adjoignaient des « conseillers politiques »¹.

De VALLERAUGUE et d'AVÈZE, on ne sait rien, encore que l'histoire de ces deux communes voisines ait été esquissée².

On sait que le consulat de SUMÈNE est très ancien³, et qu'il « peut être pris pour le type de l'institution »⁴; en 1431, l'université des habitants s'assemble sous un tilleul : on élit deux syndics et quatre conseillers, qui nommeront désormais leurs successeurs. En 1550, le consulat est octroyé à Sumène⁵.

AULAS était au centre de la baronnie d'Hierle. Cette villette en devint de bonne heure le chef-lieu.

Ses divers seigneurs lui accordèrent de telles franchises que peu de communes en avaient d'aussi

¹ *Bulletin du Comité de l'Art Chrétien (diocèse de Nîmes)*, v, p. 297.

² v. Fesquet : *Monographie de Valleraugue* ; Brun : *Hist. d'Avèze*.

³ Chabrol : *Historique de la ville de Sumène*, dans le journal *Le Viganais* (juin-août 1902).

⁴ Dognon : *op. cit.*, p. 65 ; *Ordonnance des rois de France*, VIII, p. 11, ann. 1394.

⁵ Mss. Boiffils de Massane, p. 45.

étendues ¹. Ces privilèges, octroyés dans le principe par Guillaume d'Anduze, le trois des kalendes de novembre 1275, furent confirmés par Pons de Saint-Just, en 1290, Gilbert de Pierrefort, le 11 octobre 1374, Christofle de Montfaucon, en 1654.

Ces franchises, concernant la suppression des banalités, les dépaissances, les impôts et droits féodaux, la chasse, la pêche, la procédure criminelle, avaient aussi trait à l'organisation municipale de la villette. En effet, les habitants d'Aulas étaient « en possession de créer et nommer tous les ans des
« consuls ou syndics dans ladite ville et paroisse
« pour le maniement des affaires publiques et politiques et de faire réparer les murailles et portes de
« ladite ville, garder les clefs d'icelle, créer et nommer des capitaines pour la garde de ladite ville et
« visiter les poids et mesures » ².

Et si l'on considère que toutes les chartes concédées supposent « l'existence préalable du droit municipal » ³ et que « la plupart des cités et des villes qui obtenaient des chartes de commune jouissaient déjà de droits antérieurement acquis » ⁴, on verra combien ancienne est l'organisation syndicale d'Aulas. Le mot « syndics » apparaît pour la première fois en 1374 ⁵.

La plupart des autres communes des environs immédiats du Vigan n'avaient avant le XVI^e siècle aucune espèce de représentation municipale.

1. A. Falguière, apud *l'Echo des Cévennes*, n° 2700, 2 oct 1887.

2. *Ibid.*

3. Raynouard : *op. cit.* II, p. 286.

4. *Ibid.*, p. 291.

5. « Mémoires à consulter pour les habitants de la baronnie » (papiers Falguière, et archives du château de Clapisses).

Lorsqu'une affaire quelconque surgissait, qui nécessitait de la part d'une communauté une action en justice ou des démarches en vue d'apaiser un litige, les habitants se réunissaient et nommaient des *procuratores*. Le souvenir d'une de ces nominations nous est resté pour la commune de MONT-DARDIER, en l'an 1369 ¹.

Leur mission terminée, ces procureurs, dont le mandat était le plus souvent spécial et étroitement limité, s'effaçaient jusqu'à de nouvelles difficultés.

Toutes les communes dont nous avons retracé sommairement, ou seulement indiqué l'évolution municipale, « ont vu les institutions consulaires « grandir et se former sur un fonds commun de « libertés » ². La charte la plus importante pour nous est celle de TRÈVES, de 1370, dont nous devons parler ³. C'est la charte municipale la plus ancienne et la plus complète que nous ayons pu trouver, pour la région viganaise. On le verra, son étude présente un gros intérêt d'analogie, par rapport au Vigan, et nous aidera à bien saisir les limites du syndicat du Vigan, à une époque qui ne nous a laissé aucun vestige, avant 1370.

Il s'agit ici des « Privilèges accordés aux manans « et habitans du mandement de Trèves et lieux cir- « convoisins pour l'affaire de ce qu'ils ont tenu pour « nos roys et souverains seigneurs de France » pendant la guerre de Cent ans. Ces privilèges, accordés par le duc d'Anjou, comte d'Armagnac, lieutenant

1. A. Falguière, apud *L'Echo des Cévennes*, n° 2694, 21 août 1887.

2. Michel : *op. cit.*, p. 229.

3. Arch. comm. de Trèves. V. notre *Viguerie du Vigan*.

en Languedoc, frère du roi Charles V, donnés à Toulouse, en juillet 1369, furent confirmés par le roi, au bois de Vincennes, en juin 1370, et par Henri IV, à Paris, en juin 1596.

Ils donnent aux habitants du mandement de Trèves le droit de créer des foires « et instituer
« deux consuls et conseillers, tels que bon leur
« semblera, et les changer d'an en an et eux exiger,
« constituer et élire d'autres comme ils verront
« estre à faire, lesquels consuls et conseillers se
« pourront assembler en leur conseil au son de la
« cloche ou par messagers... et auront une cloche
« pour cet effet au clocher ou en la maison en
« laquelle ils tiendront leur conseils ». Ils se recruteront eux-mêmes et prêteront, aux mains de leurs prédécesseurs, « le serment de se tenir prêts de
« défendre, garder et entretenir les droits, libertés
« et privilèges dudit consulat, lever et recueillir
« les tailles dudict lieu... pour les communes affaires
« dudict lieu... les éгалer eux-mêmes ou leurs
« députés ».

Ils pourront avoir « une maison commune et des
« coffres et des sceaux communs de leurs conseils », faire réparer les prisons, passages et murailles du fort, et les chemins, assurer comme ils l'entendront les approvisionnements, et tous autres droits d'administration habituels, « tout ainsi que les consuls
« des villes roiales leurs voisines.... *et comme ceulx*
« *du Vigan* », établir des foires et marchés, défendre eux-mêmes leur château, en interdire l'entrée aux troupes royales. Tous les habitants du mandement sont dispensés, dans tout le royaume, de payer pour eux ou leurs marchandises « le droit
« de leude, péage, barage, tranchées, entrées, im-

« positions ou gabelles ». Ils pourront lever des taxes pour fortifier le château-fort.

A ces privilèges, Henri IV ajoute, à la demande des consuls, « la permission de porter livrée de robe et chaperon rouge, et de les fère en la mesme forme que les portent les consuls des villes de Milhau, St-Affrique et *le Vigan*, distantes d'environ cinq lieues de pays dudict lieu », ce qui comble d'aise les habitants.

On a pu remarquer que ces privilèges octroyaient au lieu de Trèves le *consulat*, dans les limites de celui du Vigan.

Il s'agit, à n'en pas douter, ici du *syndicat* : le Vigan n'a jamais eu de consuls avant 1525 ; on confondait d'ailleurs souvent les deux termes, comme on le verra.

SECTION II

Les Syndicats

Il ne suffit pas de savoir qu'il y avait dans notre région, et des syndicats et des consulats. Il les faut différencier, à un point de vue général, avant d'étudier le syndicat, puis le consulat du Vigan.

Rapprochés de la région nimoise, les consulats se font plus rares à mesure que l'on avance dans le haut pays cévenol¹. Nous avons même vu que la plupart des communes rurales n'avaient pas de représentants et que, parmi les agglomérations

1. Michel, *op. cit.*, p. 219.

pourvues de consulats, le nom de « consul » s'était en dehors des grands centres commerciaux, propagé bien plus que la réalité du consulat, que le pouvoir effectif ¹.

Beaucoup de villages avaient ainsi une vie municipale nulle. C'est que les institutions féodales fournissaient à tous leurs besoins : le seigneur avait un juge qui terminait les différends de ses vassaux ; le four, la boucherie, le moulin à blé ou à huile étaient sa propriété et il assurait ces services alors publics ; de même la voirie était entretenue avec le produit des péages ; et les habitants ne sentaient point le besoin de se donner des chefs qui eussent été parfaitement inutiles.

Lorsque, par hasard, une agglomération avait des difficultés avec quelqu'un, les chefs de famille se réunissaient spontanément en un *parlamentum publicum* et délibéraient, sous un vieil arbre ou dans l'église, sur les affaires communes. Ils désignaient amiablement l'un d'eux pour suivre l'affaire objet de leur réunion, et l'on disait que tel village s'était constitué en *syndicat*. De là le nom de *syndics* donné à ces représentants temporaires de la communauté, librement choisis, mandataires généraux ou spéciaux de leurs co-intéressés.

Une fois l'affaire terminée, non, souvent, sans luttes épiques ², les procureurs ou syndics re-traient dans l'ombre.

Nous voyons deux habitants du Vigan agir en cette qualité en l'année 1434 : Anthoine Radulphe et Raymond Capion « procureurs des hommes de

1. Michel, *op. cit.*, p. 220.

2. v. un exemple typique de ces luttes villageoises, apud Germain : *Le consulat de Cournonteral*.

« l'université et ville du Vigan, traitant, assistés du
« conseil et consentement de plusieurs habitants,
« entre autres de Georges de Montfaucon » tran-
sigent avec noble Bérenger de Bérenger de Cala-
don, au sujet d'un chemin ¹.

Peu à peu, les causes de conflits augmentant entre les seigneurs et leurs vassaux, ces nominations de procureurs ou syndics temporaires se multiplièrent. Dans ce cas, presque toujours, nobles et non nobles formaient deux *universitates* ou communautés distinctes, qui s'associaient bien dans un but d'utilité commune, mais avaient à part leurs syndics ². Chaque *universitas* nommait un ou plusieurs syndics, suivant les cas, les nécessités du moment et l'importance des affaires à terminer.

Ces mandataires, vu la longueur des procédures presque toujours engagées à la suite de leur nomination, demeuraient longtemps en fonctions, si bien que l'usage s'établit peu à peu, dans beaucoup de communautés rurales, d'avoir des syndics permanents ³. Le temps fixe des usages pour leur choix, le mode de leur nomination, leur investiture, la durée de leurs fonctions et l'étendue de leurs attributions. Les besoins étant partout les mêmes, ces règles ne variaient guère d'une paroisse à l'autre. On y sent l'influence des communautés plus avan-

1. DD, 10, 2, 1, 8 avril 1434 (f° 1 à 4). Il semble résulter de ce texte que le Vigan, au milieu du xv^e siècle, ne possédait pas de syndicat constitué et permanent.

2. Dognon : *op. cit.*, p. 68, n. 1 ; nous en avons des exemples frappants. à Beaucaire (Eyssette : *Histoire administrative de Beaucaire*, II, preuves, n° 10 à 15), à Aimargues (Vidal : *Monographie de la ville d'Aimargues*) et à Lunel (Millerot : *Hist. de Lunel*, p. 110), par exemple.

3. Dognon : *op. cit.*, p. 65.

cées dans la voie municipale, et déjà douées d'institutions semblables : syndicats ou consulats.

Les syndics ne sont pas, comme les consuls, des agents de l'autorité seigneuriale ; ils ne font que représenter la communauté qui les a choisis. On les voit profiter de leurs charges pour les rendre permanentes, étendre leurs attributions administratives et diminuer la distance qui les sépare des consuls, de sorte que les deux fonctions se rapprochent insensiblement et peuvent, dans la même communauté, se succéder, d'une année à l'autre, sans cause grave, mais simplement afin d'obtenir un nom plus honorable¹.

Ainsi, au Vigan, un syndicat permanent s'élabora peu à peu. Les documents manquent malheureusement, qui nous permettraient d'assigner une date certaine à l'établissement de ce syndicat et aux circonstances qui présidèrent à sa cristallisation². Nous savons cependant que cela est fort ancien et que, dès 1231, le Vigan possède des syndics temporaires³. Ils sont probablement devenus permanents, en 1370⁴. Il est certain que le syndicat est définitivement constitué en 1503, et qu'il comprend deux syndics annuels, assistés de conseillers politiques⁵.

1. Dognon : *loc. cit.*

2. A un point de vue général. v. *Chroniques de Languedoc*, IV, p. 97 ; Rouquette : *Hist de Ganges*, p. 15 ; Michel : *op. cit.*, p. 207, 209 ; O. Teissier : *Les Elections municipales en Provence* ; Dognon : *op. cit.*, p. 56 seq. ; Gard, C, 649.

3. FF, 1, 69.

4. v. la charte communale de Trèves. Un texte de 1363 mentionne « scindici seu administratores universitatis ville Vicani » (Molinier : *A. d' Audrehem*, p. 260, P. J. n° L).

5. FF, 1, 2, 14 décembre 1503 ; cf. *Inventaire sommaire des archives communales du Vigan*, par Ferdinand Teissier, p. 92, c. 1.

Ici comme partout, des règles eurent vite pris corps pour l'élection des syndics, et, lors de l'établissement du consulat, en 1525, les mêmes usages que l'on suivait jusque-là pour le choix des syndics, furent conservés pour l'élection des consuls ¹.

SECTION III

Les Consulats

La substitution des consulats aux syndicats ne fut qu'une satisfaction accordée par le pouvoir royal au chatouilleux amour-propre des habitants du Vigan, dont les chefs prirent désormais le nom plus estimé de « consuls » au lieu du titre trop répandu de « syndics », mais sans que cela changeât rien à leur mode d'élection ou à leurs pouvoirs. Et cette continuité des usages électoraux d'alors nous aidera à connaître mieux la façon dont étaient anciennement élus nos syndics.

Marvélols, en 1366, Lunel, en 1394, Mende, en 1469, Sommières, en 1464 virent de la même façon leurs syndicats transformés en consulats ².

A la fin du XIII^e siècle, on pense « qu'une communauté ne peut être bien gouvernée sans consulat bon et loyal » ³ et, à l'ouest languedocien, les communes font tout au monde pour hâter cette transformation.

1. L'autorité des syndics devenus consuls a été fortifiée, non élargie, et les consulats ainsi formés ont reproduit les traits du Syndicat qui leur avait donné naissance (Dognon : *op. cit.*, p.66).

2. Dognon, p. 66, n. 2 ; Boisson : *Hist. de Sommières*, p.125.

3. *Ibid.*, p. 59.

Dans les Cévennes, comme nous le voyons pour le Vigan, le mouvement est plus lent à naître. Il ne se produit qu'au déclin de l'institution consulaire, et quand le changement désiré ne peut plus apporter aux représentants des communautés qu'un nom plus honorable¹.

C'est pourquoi nous devons esquisser ici les caractéristiques du régime consulaire².

Les consuls sont généralement recrutés parmi les chevaliers ou les bourgeois³, et « l'organisation du corps consulaire ne fait que traduire l'organisation aristocratique de la communauté » : les *échelles* sont là pour l'attester. Le nombre des consuls varie en général de 2 à 10 suivant l'importance de la commune ou un usage séculaire irraisonné. Leurs fonctions sont de courte durée, et « la mutation annuelle est en usage dès le XII^e siècle » puis on l'adopte partout. La communauté choisit le plus souvent ses consuls, et le seigneur leur donne l'investiture⁴. Les conseils de ville se recrutent eux-mêmes. Il y a des familles consulaires qui se passent le chaperon de l'une à l'autre... ou se le disputent âprement. Consuls et conseillers, élus et investis, prêtent serment, aux mains du

1. Dognon, p. 60.

2. L'excellent ouvrage de M. Paul Dognon, auquel nous nous référons si souvent, ayant exposé cette question avec une grande netteté, nous nous contentons de résumer ici cette partie de son travail.

3. Nous retrouverons une trace de cette règle générale, en étudiant le consulat du Vigan et les *échelles*. Nous verrons que le premier consul ne peut être pris que dans les hautes classes de la population.

4. C'est un souvenir des temps anciens où le seigneur choisissait seul les consuls.

seigneur. Ils sont dès lors habiles à administrer la chose commune ¹ .

Le pouvoir royal regarde les consulats très favorablement ² , et, là où, grâce à un paréage, le roi est devenu co-seigneur ³ , la population est plus directement placée sous sa haute protection ; partout, le consulat est en communication plus directe avec lui ou ses agents, sans l'intermédiaire des seigneurs. Ainsi le mouvement communal dédouble les seigneuries, au profit du roi, et, là où les seigneurs étaient tout, à l'origine, les syndics, puis les consuls, accaparent peu à peu toute la puissance administrative, dans la communauté, tandis que le seigneur est réduit à ses seuls droits utiles ⁴ . Dès le XIV^e siècle, le roi s'attribue la connaissance de toutes les causes relatives aux consulats ⁵ et aux syndicats ⁶ , et, insensiblement, syndics et consuls deviennent les agents du roi ⁷ .

1. Dognon : *op. cit.*, p. 68-84.

2. Dupont-Ferrier : *Les officiers royaux des bailliages et des sénéchaussées*, p. 854.

3. Les paréages ont été très fréquents, dès l'origine : on peut en citer un, en 1273, entre Philippe III et l'abbaye de Montfaucon (A. Giry : *Documents sur les relations de la royauté avec les villes, en France, de 1180 à 1314*. Paris, Picard, 1885, in-8° de xxxvi-188 p., n° xxxix, p. 109-110).

4. Dognon : *op. cit.*, p. 124, 126, 130, 137.

5. Déjà, le 24 novembre 1254, les Enquêteurs royaux avaient, de leur propre autorité, restitué à Nîmes ses privilèges abolis (Giry : *op. cit.*, n° XXI, p. 83-84).

6. Dognon, p. 137-138.

7. *Ibid.*, p. 146.

SECTION IV

Le syndicat du Vigan

Les généralités qui précèdent nous aideront à mieux comprendre ce qui va suivre, la description de l'institution syndicale, telle qu'elle fonctionne au Vigan, au commencement du XVI^e siècle, à la veille de l'établissement du consulat.

Les syndics sont au nombre de deux, pris dans les deux principales classes des habitants. Ils sont assistés d'un conseil politique de six membres; pris trois dans chaque classe et ayant entre eux un certain rang.

Leurs fonctions, à tous, sont annuelles¹. Les élections ont lieu le premier janvier, le matin, de bonne heure, à la maison commune, et, très anciennement, sur la place publique². Comment procède-t-on au renouvellement des administrateurs de la chose commune ?

Le premier syndic nomme plusieurs habitants qu'il estime les plus capables de lui succéder, et il insiste sur un nom qui a ses préférences. Si ceux qui sont ainsi nommés sont présents, font partie du syndicat sortant, ils se retirent, tandis que le

1. Nous voyons figurer à une transaction de l'année 1434, les « procuratores, *anno præssenti*, universitatis hominum villæ « Vicani » agissant « cum consilio et consensu consiliariorum « suorum » auxquels on a adjoint, pour la circonstance, quelques notables habitants (DD, 10, 2, 1, 8 avril 1434).

2. Nous en avons la preuve dans cet usage, qui s'est longtemps conservé, pour les nouveaux élus, d'aller prêter serment sur la place publique (v. plus loin).

second syndic et les autres conseillers votent sur les choix du premier syndic.

Ils sont obligés de prendre son successeur parmi les noms qu'il a proposés. Presque toujours ils ratifient la désignation particulière qu'il a faite.

Le second syndic est élu de la même façon. On n'élit jamais de premier conseiller ; le premier syndic sortant est de droit premier conseiller, conseiller-né, comme on dit alors, dans le syndicat nouveau.

Les second, troisième, quatrième, cinquième et sixième conseillers, proposent, chacun et tour à tour, selon leur rang, une personne qu'ils seraient heureux de voir prendre leur place. Et l'assemblée vote sur ces choix. On les ratifie généralement.

Rien n'empêche la réélection des syndics ou des conseillers sortants¹.

Une fois l'élection terminée, le résultat est proclamé à son de trompe dans les rues et aux carrefours, et, aussitôt après, les élus vont prêter serment sur la place publique, entre les mains du viguier royal². Et le nouveau conseil entre en fonctions.

Si on complète ces renseignements succincts à l'aide de la charte communale de Trèves, que nous avons analysée ci-dessus, on aura une idée assez complète de l'ancien syndicat du Vigan.

1. v. par analogie BB, 1, 9, 1560. C'est le premier procès-verbal d'élection consulaire que nous possédions.

2. AA, 1, 1, «... et font serment es mains du viguier... ».

CHAPITRE II

Le consulat du Vigan

Au début du XVI^e siècle, on observe un mouvement général, dans les communautés à syndicats, qui tachent d'obtenir des consuls. Simple souvenir de l'antiquité, besoin de rehausser le mince éclat de petites agglomérations, en revêtant leurs représentants d'un titre estimé et qui appartient à des villes dont les origines s'avèrent fabuleuses ¹, il y a de tout cela dans ces transformations, plus verbales que réelles. Le Vigan n'a pas échappé à ce courant. Une ville royale, et chef de viguerie, se devait bien de postuler et d'obtenir de ses rois, ses co-seigneurs, une telle distinction.

Aussi, en janvier 1525, « sur l'humble supplication des manans et habitans du Vigan que par cy
« devant et ancienneté sont établis certains scindics
« en laditte ville du Vigan, lesquels sont esleus par
« chacun an par lesdits scindics precedens et font
« serment es mains du viguier, le nom desquels scindics
« lesdits supplians desireroient en amander et
« changer, c'est à sçavoir, qu'au lieu qu'ils sont nom-
« més scindics, ils fussent nommés consuls, sans
« toutefois leur attribuer plus grand droit ny aucto-
« rité qu'ils ont et ont accoutumé d'avoir », la reine,

1. On connaît les légendes qui se sont formées autour des origines de certaines villes : Toulouse et Nîmes, par exemple, nées, le plus souvent, d'un souvenir, demeuré vivace, de l'occupation romaine.

« Louyse mère du Roy, duchesse d'Angoulême
 « d'Anjou et de Nemours, comtesse du Maine et de
 « Gien, régente de France... ordonne qu'ils soient
 « dits, nommés et appelés, tant en jugement que
 « dehors et en tous autres actes quelconques, à
 « tousjour et perpétuellement, consuls du Vigan,
 « pourveu toutefois que au moyen de ce, ils ne
 « s'attribueront plus grand droit, auctorité ny
 « préeminence qu'ils ont à présent audit nom de
 « scindics, lequel nom de scindics leur avons
 « supprimé, éteint et aboly par cesdites pré-
 « sentes » ¹.

Voilà donc le consulat du Vigan établi, et c'est à partir de ce moment que nous étudierons le mécanisme administratif de notre commune cévenole, jusqu'en 1789².

SECTION I

Droit commun des élections consulaires

§ 1 — DES ÉLECTEURS

Qui est électeur ? Le corps consulaire est composé de deux consuls et six conseillers, dont le premier est conseiller-né. Ce corps se recrute lui-même comme l'ancien syndicat. C'est que « les villes
 « de Languedoc n'admettaient pas le suffrage uni-

1. AA, 1, 1, 1525, copie informe faite au xviii^e siècle, sur l'original. déposé alors aux très importantes archives de la famille de Ginestous, aujourd'hui dispersées chez les collectionneurs d'autographes.

2. Les lettres patentes de 1525 ont été publiées par M. Falguière, dans l'*Echo des Cévennes*, n° 2400, 31 décembre 1881.

« versel et direct à désigner les titulaires des fonctions municipales »¹. Cependant, grâce au système des échelles, que nous allons voir bientôt fonctionner, « dans les conseils, tous les intérêts étaient représentés »², encore que le consulat fut, non « une démocratie de petites gens », mais « essentiellement une oligarchie de nobles et de bourgeois »³.

Ainsi sont seuls électeurs les deux consuls et les six conseillers⁴.

§ 2 — CONVOCATION

Qui convoque les électeurs ? L'élection ayant lieu, chaque année, à la même date, presque à la même heure, on peut penser que les convocations étaient inutiles. Cependant nos anciens administrateurs municipaux avaient les défauts et aussi les qualités de leur temps : ils étaient minutieux et extraordinairement formalistes.

La veille de l'élection, le premier consul fait dire aux conseillers et à son collègue que l'élection a lieu le lendemain, à telle heure, à tel endroit, et les fait prier de s'y rendre ; un valet de ville va au domicile de chacun transmettre cette communication, oralement d'abord, puis par écrit ; il remet alors à chacun un billet⁵.

1. Gachon : *Les Etats de Languedoc et l'Edit de Béziers*, p. 17 ; cf. Ménard : *Histoire de Nismes*, (1751), v, p. 521, 522 ; de Grefeuille : *Histoire de Montpellier*, (1731), p. 579 ; etc.

2. *Recherches sur Alais*, p. 510.

3. Dognon : *op. cit.*, p. 584.

4. BB, 1, 9, 1560 ; *ibid.*, 26, 1561, etc.

5. BB, 3, p. 1, 1^{er} janvier 1602 ; BB, 14, p. 673, 30 décembre 1767.

§ 3 — LIEU OÙ SE FAIT L'ÉLECTION

Où a lieu l'élection ? Généralement, à la maison commune¹, au moins jusqu'à l'introduction officielle de la Réforme, en Cévennes, vers 1560, et dans la suite, toujours, à partir de 1630.

En 1561, l'élection se fait « dans le temple et « chapelle joignant la mayson claustrale »².

De 1595 à 1611, et de 1617 jusqu'en 1624, au temple encore³. Et si, postérieurement à l'Édit de grâce ou même auparavant, il fut tenu des séances du Conseil de ville, chez des particuliers, chez le premier consul, par exemple, jamais il ne fut procédé à des élections en dehors du temple ou de l'Hôtel de Ville.

§ 4 — DATE DE L'ÉLECTION

Les consuls et leurs conseillers sont renouvelés chaque année ; cet usage est assez général⁴. La date varie d'un lieu à un autre. A Alais, par exemple, l'élection se fait le dimanche de la Circoncision⁵. Au Vigan, on y procède le premier jan-

1. BB, 1, 9, 1560 ; BB, 2, p. 1, 1^{er} janvier 1590, p. 23, 1^{er} janvier 1593, p. 64-66, 1594 ; BB, 4, p. 149-161, 1612, p. 161, 166, 173, 250, 271, (1663) . . . ; BB, 5, p. 1, 1661 ; BB, 9, p. 209, 1683 ; BB, 10, p. 2, 1728 ; BB, 12, p. 353, 1717 ; BB, 15, p. 26, 1782 ; etc.

2. BB, 1, 26, 1561.

3. BB, 2, p. 128, 178, 213, 232, 263, 295, 327 ; BB, 3, p. 1, 100, 127, 153 ; BB, 4, p. 100, 118, 125, 130, 139, 143, 182, 189, 197, 203, 211, 221, 228, 236 ; BB, 16, p. 3 (1629).

4. *Recherches sur Alais*, p. 601, n. 1.

5. « Nous, seigneurs d'Alais . . . concédons . . . que tous les ans « le dimance de la circoncision de N. S. le peuple élise deux « ou quatre consuls » (art. 5 de la charte de 1200, apud M. d'Hombres : *Alais* . . . (*op. cit.*) ; cf *Recherches* . . . p. 426-427.

vier ¹, et cet usage se maintient jusqu'en 1766. Cette année-là, on observe que le premier janvier étant un jour de fête, tout le monde est occupé. Or l'élection donne lieu à une longue séance ; aussi plusieurs particuliers se dispensent-ils d'y assister, alors que leur présence est indispensable au scrutin. Le conseil décide que, pour obvier à cet inconvénient, on abolira l'antique usage, et qu'à l'avenir l'élection consulaire aura lieu le 30 décembre. Les nouveaux élus entreront en exercice le premier janvier ².

Ce nouvel usage fut suivi jusqu'à la Révolution.

Si, dans le conseil, une vacance se produisait, au cours de l'année, on procédait immédiatement au remplacement du consul ou du conseiller manquant, à la majorité des suffrages, et sans attendre la date des élections générales.

§ 5 — COMMENT ON PROCÈDE A L'ÉLECTION

C'est là une question importante. En effet, entre 1525 et 1790, les modes d'élection ont plusieurs fois varié : bien des réformes ont modifié l'ancien formalisme. Les créations successives d'offices municipaux sont venues bouleverser les conceptions administratives reçues. Enfin les « brigues et monopoles », l'intervention des cours souveraines, de l'Intendant et de son subdélégué, la politique religieuse du XVII^e siècle, les troubles civils, ont apporté des dérogations nombreuses et diverses aux règles établies.

1. AA, I, I, 1525.

2. BB, 14, p. 639, 29 décembre 1766.

Aussi devons-nous envisager la question chronologiquement, et étudier les divers changements apportés aux règles électorales à mesure qu'ils se présentent, mais tout en laissant de côté les mesures qui relèvent de l'arbitraire pur, que nous étudierons ensuite à part.

Lorsque le Consulat remplace le Syndicat, rien n'est changé dans le mode d'élection des représentants de la commune. C'est que les lettres patentes de 1525, en érigeant le consulat, spécifient bien que le nom seul est changé et que les successeurs des syndics, les consuls, ne pourront s'attribuer « plus grand droit, auctorité ny prééminence » qu'ils ont à présent audit nom de scindics »¹.

Donc, chaque année, le premier janvier, le conseil étant assemblé², le premier consul sortant propose son successeur ; le second consul fait de même et, presque toujours, le conseil ratifie leurs choix et déclare le premier consul sortant, conseiller-né. Les cinq autres conseillers se recrutent comme avant 1525, et de la même façon que les consuls³.

Si parmi les candidats proposés il en est qui soient présents, à titre de consuls ou conseillers sortants, ils se retirent de la salle commune, pendant qu'on statue sur le choix à faire entre eux et d'autres habitants aussi proposés. Ils rentrent, une fois ce choix fait⁴.

1. AA, 1, 1, 1525.

2. Pendant la période de domination protestante, on fait toujours une prière, avant de commencer l'élection : « après la prière... grâces rendues à Dieu, pour l'administration de l'année passée » (BB, 2, p. 1, 1590 ; cf. p. 23, etc.).

3. BB, 1, 9, 1560 ; BB, 1, 26, 1561.

4. BB, 2, p. 1, 1560 ; BB, 3, p. 1, 1602 ; BB, 5, p. 1, 1661, etc.

Le viguier, le juge ¹ ou leur lieutenant, préside la séance d'élection, comme toutes les autres réunions du corps de ville ² et à la police de l'assemblée ³.

Le procureur du roi, ou son substitut, doit aussi assister à l'élection et veiller à ce que tout se fasse régulièrement ⁴.

Si des difficultés surgissent, le magistrat royal qui préside décide si on doit passer outre, ou bien continuer l'élection, en « octroyant acte » aux mécontents de leurs réclamations.

Et, l'élection terminée, on se sépare « après avoir « rendu grâces à Dieu » ⁵.

Ces règles sont-elles anciennes ? Assurément. Cependant, de temps à autre, la communauté éprouvait le besoin, soit de les confirmer, soit de les préciser, soit de les modifier ou bien l'autorité supérieure intervenait pour y faire apporter des changements. C'est ainsi qu'en 1588, le Sénéchal de Beaucaire donne une ordonnance portant que, désormais, on suivra la voie du sort, dans les élections consulaires, pour éviter des abus, au lieu de l'antique scrutin public ⁶. Pour obéir à cette ordonnance, un *conseil général* des habitants approuve un nouveau règlement ⁷, « sur la forme et ordre « de nomination des consulz sans confondre les

1. BB, 2, p. 1, 1590, : « assistant M. de Lafarelle juge. »

2. Quelquefois le viguier et le juge président en même temps (BB, 6, p. 153 seq. 1668).

3. BB, 3, p. 45, 1602, p. 47, 1603, ; BB, 6, p. 153 seq., 1668 ; BB, 9, p. 83, 1681 ; BB, 14, p. 749, 1769 ; BB, 16, 9, 1645, etc.

4. BB, 5, p. 328, 1664.

5. BB, 2, p. 213, 1597, (cf. *ibid.*, 1590).

6. BB, 2, p. 178.

7. Antérieur à 1589, année où on l'applique pour la première fois.

« estants les idoynes des plus notables habitans de
 « la ville qui méritent d'avoir la charge des pre-
 « miers consulz sans y rien changer ny la forme
 « anciennement observée sur l'eslection des seconds
 « consuls... ». Voici ce qui résulte de ce règle-
 ment¹ : le premier janvier 1599, le premier consul
 Jean Guichard, « en ensuivant ledit règlement, et
 « commençant au degré de la *noblesse*, ou des
 « *gens de robes longues* qui sont docteurs et
 « avocats a nommé et nomme » deux habitants du
 Vigan choisis parmi ceux-ci, « et pour le degré des
 « *bourgeois* ou *marchans* », il en nomme deux
 autres, « pour l'ung d'iceux estre premier consul
 « suyvant le sort qui en sera getté suyvant ledit
 « règlement ». Ainsi l'ancien usage de la désigna-
 tion des candidats par les consuls sortants, et de la
 ratification de ces choix par l'assemblée n'est plus
 usité, et cela par ordre supérieur.

Comme dans toutes les communes du midi, les
 classes de la société sont très nettement délimitées.
 Ne peuvent être premiers consuls que les nobles et
 les gens de robe (première échelle) ou les bourgeois
 et gros marchands (seconde échelle)². A chaque
 renouvellement du personnel municipal, le premier
 consul sortant doit choisir des personnes apparte-
 nant aux deux échelles. Le conseil agrée ces choix
 presque toujours, mais le fait que le procès-verbal
 de l'élection mentionne cet agrément, prouve que

1. BB, 2. p. 277, 1599.

2. Sur les échelles, v. *passim*, l'élection de l'année 1645; cf.
 Dognon : *op. cit.* p. 69, 162; Schybergson : *le duc de Rohan...*,
 p. 28; *Recherches sur Alais*, p. 326, 509, 510, 498; Gachon :
Quelques préliminaires de la Révocation de l'Edit de Nantes,
 p. 27; *Id.* : *les Etats de Languedoc*, p. 17; di Pietro : *Hist.*
d'Aiguesmortes, p. 354, etc.

le conseil peut tout aussi bien demander au consul sortant de faire un autre choix ¹.

Une fois qu'on a accepté les noms ainsi proposés, on s'en rapporte au sort du choix d'un consul.

« Et pour getter un sort, les susdits nommés pour
« lung diceulx estre premier consul, par M^e Gaspar
« Montelz apothicaire de la ditte ville auroient esté
« faictes quatre petites balottes de cire jaulne ²,
« dans lune de lesquelles y auroit esté myz en ung
« petit papier la lettre *c* » pour la distinguer des
autres ³.

Alors on fait entrer dans la salle « ung jeune petit
« garçon tres ingenu » qui prend les balottes et
les pose sur quatre feuilles de papier sur les-
quelles sont écrits les noms des candidats proposés
par le premier consul sortant.

Au moment où l'enfant a posé les balottes de
cire sur les noms, on a ouvert les portes de la salle,
et le crieur public a annoncé « à voix de trompe »
que tous ceux qui voudraient assister au tirage au
sort pouvaient entrer. Le peuple peut donc contrôler
la sincérité des opérations. Quelqu'un ouvre les
balottes, et le nom sur lequel l'enfant a posé celle
qui contient la lettre *c*, est proclamé. Celui-là sera
premier consul, en l'année 1590.

On procède de la même façon au choix du second
consul. Après quoi, l'assemblée (toujours, suivant

1. BB, 2, p. 180, 1596.

2. Sur l'usage fort répandu des *balottes*, v. O. Teissier : *Les Elections municipales en Provence*, p. 22 ; Florentin Astre : *De l'administration publique du Languedoc*, p. 31.

3. En 1603, au lieu d'envelopper un morceau de papier de cire jaune, on introduit dans la *balotte* « moitié dung denier
« party en forme de croissant. » (BB, 3, p. 47).

le règlement) décide que les consuls sortants seront, cette année, conseillers-nés.

Alors chacun des neuf autres conseillers propose deux noms, et, « à la plus grande oppinion » on choisit entre ces deux candidats le remplaçant de chaque conseiller. Le conseil est donc élu comme auparavant ¹.

Mais le règlement nouveau apporte de grandes modifications aux usages anciens, en ce qui concerne l'élection des consuls. Ceux-ci ne sont plus élus par l'assemblée, mais tirés au sort, ce qui nous ouvre de curieuses perspectives sur la façon peu sérieuse dont devaient être choisis les consuls, auparavant, les brigues, compétitions et difficultés dont le sénéchal avait souvent les échos. Rarement une réforme est faite sans raisons. Et si on a pris de si grandes précautions pour le choix des consuls c'est apparemment que ces précautions étaient devenues nécessaires, à la suite des « brigues et « monopolles » de certaines familles puissantes, désireuses de se maintenir par tous les moyens dans les charges consulaires.

Le règlement nouveau innove encore : il y a désormais deux conseillers-nés, au lieu d'un, et le nombre des conseillers est augmenté : de six, il passe à onze.

L'importance du Vigan avait grandi ; la population s'était certainement accrue, et puis les habitants avaient une tendance, de plus en plus marquée, à contrôler la gestion des affaires communes. Or,

1. BB, 2, p. 1, 1590.

plus il y avait de conseillers politiques, plus grandes étaient les chances de contrôle, et, par suite, de bonne administration. Nous retrouvons encore la préoccupation d'échapper aux « brigues et monopoles » dans cette nouvelle réforme.

Les familles « consulaires » n'obéirent pas sans maugréer à l'ordonnance du Sénéchal, de 1588, et, la nonchalance, la force de l'habitude et l'attachement aux vieux usages aidant, on revint peu à peu aux anciens modes d'élection des consuls.

Dès l'année 1592, le conseil recommence à choisir les nouveaux consuls parmi les personnes présentées par les sortants ¹, « à la plus grande voix et opinion ». Rien n'est changé, pour l'élection des conseillers, mais de onze, leur nombre est réduit à neuf, y compris les deux conseillers-nés ².

Jusqu'en 1613, le conseil politique comprend deux consuls, deux conseillers-nés et sept conseillers. En 1594, chaque conseiller sortant propose trois noms au choix de l'assemblée, au lieu de deux ³. On continue à tenir pour lettre morte l'ordonnance de 1588. Mais les choses changent en 1596.

Cette année-là, le premier janvier, à six heures du matin, le conseil sortant est assemblé au Temple. La prière terminée, le premier consul annonce qu'il va être procédé à l'élection « selon l'antienne « costume ». Mais le procureur du roi, Jean

1. BB, 2, p. 64, 1594 ; etc.

2. BB, 2, p. 23, 1593.

3. BB, 2, p. 64, 1594.

Planchon-Cantobre survient et dit qu'en 1588, il décida le conseil politique à obéir aux ordres du Sénéchal, et que l'on fit un nouveau règlement en conseil général, mais que, depuis quelque temps, « les dits sieurs consulz et conseillers auroient esté « faicts et receus sellon que auparavant on souloit « faire dont pluzieurs abus y auroient esté comis ». Ce que voyant, lui, procureur du roi a sollicité et obtenu de la cour du Sénéchal une ordonnance enjoignant d'obéir désormais à celle de 1588 et de recommencer à suivre la voie du sort, dans les élections consulaires, « pour obvyer à toutes « fraudes », sous des peines sévères. Muni de cet acte, Planchon-Cantobre requiert l'observation du règlement précédemment fait.

Et, malgré toute sa répugnance à rompre avec les usages anciens, le conseil est obligé de s'incliner, et il décide à l'instant que les élections seront faites, désormais « au sort et non par voix, et, ce « faisant, le premier consul nommera trois hommes « suffizans et capables de la charge de premiers « consuls et sils sont agréés et trouvés bons, seront « mys au sort pour icelluy sur laquelle dit sort tom- « bera estre premier consul ». On décide aussi que le second consul sera choisi de la même façon. Ce que l'on exécute de point en point ¹.

Mais l'assemblée n'est plus aussi docile qu'autrefois. Les trois noms proposés par le premier consul sortant sont repoussés. On l'oblige à faire un autre choix, puis un autre, et un autre encore. La cinquième fois, il s'obstine à ne nommer que de ses parents. Enfin la constance de cet intrigant lasse

1. BB, 2, p. 178, 1596.

l'assemblée et on finit par agréer ses candidats, pour *roller* ¹.

En 1598, le premier consul sortant propose six noms : le conseil en repousse quatre qu'il doit remplacer ².

En 1600, le conseil politique décide que chaque consul sortant pourra désormais proposer autant de noms qu'il voudra pour le choix de son successeur ³. Mais tous ces noms ne *rolleront* pas. Le conseil votera, et, éliminant tous les autres, ne retiendra que trois noms qui seront tirés au sort au moyen de balottes, suivant l'usage.

Cette petite modification exceptée, les choses se passent comme auparavant ⁴.

En 1602, pour éviter des compétitions, on décide que l'élection se fera un mois avant l'installation du nouveau conseil. Ainsi le procureur du roi aura tout le temps nécessaire pour faire opposition aux choix qui ne lui conviendraient pas ⁵. Cette décision ne plaît pas à tout le monde. Les intrigants prétendent que cela est contraire à l'ordonnance du Sénéchal de 1588, et menacent de s'opposer à l'exécution de cette résolution ⁶. Mais le 1^{er} janvier 1603 survient, tandis que l'on discute, et il faut décider comment on procèdera cette année-ci. Le viguier, qui tient le parti du procureur du roi, fait décider que le litige sera soumis à un conseil général des habitants, qui

1. C'est-à-dire pour être tirés au sort (BB, 2, p. 180).

2. BB, 2, p. 233, 1598.

3. BB, 3, p. 1, 1602. Cette année-là, le premier consul sortant propose neuf noms ; dix noms sont proposés en 1604 (*ibid.*, p. 100).

4. BB, 2, p. 295, 1600.

5. BB, 3, p. 45, 1602.

6. *Ibid.*

tranchera la difficulté ¹. Et le conseil général s'assemble le 31 décembre 1602. Chacun fait valoir ses raisons, et l'assemblée des habitants décide que l'on fera un nouveau règlement du consulat, avant huit jours, et que, à l'expiration de ce délai, un conseil *extraordinaire* ² sera convoqué pour l'accepter ou le rejeter, mais que, pour cette année, l'élection se fera selon l'usage ³. Et elle a lieu, en effet, sans incidents ⁴.

Jusqu'en 1613, les élections ont lieu sans modifications à leurs règles ⁵. Mais, le 15 novembre 1612, le conseil, assemblé dans la maison consulaire, décide d'avancer la date de l'élection à cause de « l'estat de trouble de la présente ville ».

De plus, celle-ci s'étant développée, et sa population ayant ainsi augmenté depuis quelques années, les deux consuls ont trop d'occupations. Aussi, pour les soulager, et « pour leur bien, repos, proffict et utilité de laditte ville », décide-t-on d'avoir désormais un troisième consul, « prins de la classe des artisans » ⁶.

Ainsi, désormais, les trois consuls représenteront exactement les trois grandes divisions sociales, les trois échelles de la ville : au premier rang, le représentant des nobles et des gens de robe longue ; au

1. BB, 3, p. 47, 24 décembre 1602.

2. Sur la différence qu'il y a entre les conseils ordinaires, généraux et extraordinaires. v. le chap. I du livre II.

3. BB, 3, p. 51, 31 déc. 1602.

4. BB, 3, p. 53, 1^{er} janvier 1603.

5. v. BB, 3, p. 100-103, 1604 ; p. 127-130, 1605 ; p. 153-156, 1606 ; BB, 4, p. 100 seq., 1607 ; p. 118, 1608 ; p. 125, 1609 ; p. 130, 1610 ; p. 139, 1611 ; p. 143, 1612.

6. BB, 4, p. 149, 15 novembre 1612.

second, celui des bourgeois et des marchands : au troisième, celui des artisans.

Comme corollaire à cette décision, il y eut dans la suite trois conseillers-nés, au lieu de deux, et le nombre des conseillers politiques fut ainsi porté de neuf à dix.

Mais rien ne fut changé au mode des élections ¹.

A la suite de brigues, le conseil élu pour l'année 1624, demeura en fonctions en 1625 et 1626, certains habitants ayant, cette année-là, fait opposition au renouvellement des consuls ².

Mais cette pratique était contraire à toutes les traditions. Elle avait été ordonnée par le parlement de Toulouse, auquel les « scindiquans » s'étaient adressés ³.

Le 15 décembre 1626, le conseil politique demanda à la chambre de l'Édit de Castres l'autorisation de faire l'élection pour l'année 1627, ce qui fut accordé ; et le 1^{er} janvier suivant, on y procéda selon la coutume ⁴.

Après l'Édit de Grâce (1629), le parti protestant qui, jusque-là, avait régné en maître dans les Cévennes. et en particulier dans la viguerie du Vigan, est frappé à mort. Le pouvoir royal, instruit par les troubles longs et malheureux des années précédentes, veut empêcher les réformés de troubler désormais l'ordre public. Ils sont bien vaincus, et c'est

1. Pour les années 1614 à 1624. v. BB, 4, p. 161, 166, 173, 182, 189, 197, 203, 211, 221, 228, 236.

2. BB, 4, p. 245.

3. BB, 4, p. 250, 1^{er} janvier 1627.

4. *ibid.*

l'Édit de Grâce lui-même ¹ qui porte le premier coup à l'Édit de Nantes ². Les réformés le sentiront d'ailleurs si bien que, lors de la première Fronde, dans un moment où le souvenir des guerres de Rohan est encore très vif et presque d'actualité dans les Cévennes, ils ne se soulèveront pas : au contraire, ils donneront un appoint considérable au parti de l'ordre contre les grands révoltés.

Mais les années qui suivent 1629 sont des années de discorde civile dans toutes les communautés où les protestants avaient régné en maîtres jusque-là, depuis longtemps, sans être l'unanimité.

Au Vigan, comme dans beaucoup d'autres petites villes languedociennes, il y avait une minorité catholique systématiquement exclue des charges municipales ³. Après l'Édit de Grâce, cette minorité, sentant la faiblesse croissante de la grosse majorité qui gouvernait la ville, voulut, elle aussi, goûter du pouvoir municipal.

Il n'y a plus place alors dans les élections pour les seules brigues et compétitions personnelles. Cette minorité, autrefois passive, tend à devenir un parti rival de celui qui la gouverne, et ses efforts se concentreront sur un objectif envié : supplanter dans le consulat la majorité qui craque, en s'aidant des lois, des ordonnances et des bonnes dispositions des pouvoirs publics.

1. Dans son article XVII.

2. Gachon : *Quelques préliminaires*, p. 30.

3. « Entièrement aux mains des huguenots, là où ceux-ci « étaient au xvii^e siècle, totalité ou majorité, les charges municipales sont partagées entre catholiques et protestants partout où ces derniers ne sont qu'une minorité. » (M. Luthard : *Le protestantisme dans quelques communautés du Bas-Languedoc*. — Saint André de Sangonis, apud *Bulletin de la société de l'histoire du protestantisme français*, LXII-1913, p. 32).

Les catholiques commencent par réclamer leur part dans l'administration de la commune. Les protestants défendent leur puissance. Des deux côtés on met tout en œuvre pour vaincre ¹.

Il faut se garder de voir dans ces compétitions une lutte confessionnelle. Sans doute, les protestants se rendent compte que, sans force politique et militaire, ils sont découverts, et que, leur parti détruit, par réaction, leur culte pourra bien être menacé ; ils ont peur que le souvenir des temps, pas très lointains, où ils ont « aboli la messe », partout où ils étaient arrivés à dominer, ne se retourne maintenant contre eux.

La lutte est donc politique et sociale, bien plus que religieuse.

Elle s'ouvre sur une déclaration royale du 19 octobre 1631 qui commence les rivalités municipales entre catholiques et réformés ².

Ce texte législatif est basé sur les réclamations des catholiques, qui se plaignent d'être écartés des consulats, d'être surchargés d'impôts, de ce que les protestants emploient les deniers patrimoniaux des villes au paiement de dépenses faites dans l'intérêt des seuls protestants, et auxquelles des catholiques contribuent ainsi.

La déclaration ordonne que les élections consulaires de l'année 1632, dans les villes de Languedoc, et principalement à Cornus, Saint-Affrique, Millau, Saint-Jean-de-Breuil, Meyrueis, *le Vigan*, Sumène, Ganges, Sauve, Anduze, Barjac, Nîmes et Uzès, se feront de la façon suivante : les premier et troisième consuls seront catholiques, et

1. Gachon : *Quelques préliminaires*, p. 20 et 21.

2. *ibid*, p. 30.

le second, protestant. Le contentieux des élections sera porté à la Chambre de l'Édit qui sera seule compétente en ces matières ¹.

Le premier consul étant le personnage le plus important du conseil politique, au point de vue de l'influence personnelle et des affaires en général, la déclaration de 1631 détruisait presque d'un seul coup la puissance municipale des réformés en monopolisant cette fonction au profit des seuls catholiques ².

Nous allons voir l'application de ces dispositions nouvelles, au Vigan.

L'année 1632 voit le frère Chérubin, gardien des R. P. Capucins du couvent du Vigan ³, multiplier des suppliques à Montmorency, gouverneur de la province et à l'intendant Miron, pour avoir leur appui en faveur des catholiques viganais ⁴ et obtenir l'exécution de la déclaration du 19 octobre 1631.

Outre ces sollicitations officieuses, les meneurs du parti catholique usaient des voies judiciaires, dans le même but. Ils obtinrent, le 28 juin 1632, un arrêt de la chambre de l'édit, « portant règlement nouveau sur le fait du consulat », en exécution de la déclaration de l'année précédente ⁵.

1. AA. 2, 2, 19 oct. 1631. Cette déclaration, donnée à Fontainebleau, fut enregistrée au parlement de Toulouse, le 25 novembre suivant.

2. Gachon : *op. cit.*, p. 21.

3. Ces religieux furent envoyés au Vigan, sur l'ordre du Père Joseph, l'Eminence grise, pour « aider à la conversion des hérétiques », aux frais de toute la viguerie du Vigan (v. notre *Prieuré et l'Eglise Saint-Pierre du Vigan*).

4. BB, 16, 32, 22 juin 1632.

5. v. Gachon : *op. cit.*, p. 30.

Cet arrêt établit, au Vigan, le consulat *mi-parti* ¹. Il y aura désormais trois consuls, comme auparavant. Mais le premier et le troisième seront, obligatoirement, catholiques, et le second sera pris parmi les réformés.

A peine cet arrêt est-il signifié au conseil politique en fonctions, celui-ci, tout protestant, s'empresse d'y faire opposition. M. de Bosgros, premier consul, sollicite alors de la Chambre de l'Édit, un nouvel arrêt qui permette de choisir comme premier et troisième consuls, catholiques, des sujets, au choix du conseil, pris au Vigan même, ou *dans les environs* ², pour l'année 1633, et qui ordonne que les personnes ainsi choisies devront accepter les fonctions dont on les aura ainsi investies « à « peyne de 4.000 livres et aultres arbitraires, » et que les officiers royaux du Vigan seront tenus de leur accorder l'investiture habituelle ³.

Le 1^{er} janvier, date accoutumée de l'élection, passa

1. Sur les consulats mi-partis, v. Hugues : *Histoire de l'église réformée d'Anduze*, p. 535 ; Schybergson : *Le duc de Rohan et la chute du parti protestant en France*, p. 23 ; *Recherches sur Alais*, p. 192, 193, 380, 613 ; Gachon : *Quelques préliminaires*, p. 30, LXV-28, IX-6 ; A. de Boislisle : *Les grands jours de Languedoc*, p. 24 ; Léonce Anquez : *Un nouveau chapitre de l'histoire des assemblées politiques des réformés de France*, p. 51 ; La Pijardière : réimpression des *Pièces fugitives*, X, p. 175 ; *Recueil des Edits, Déclarations et Arrêts concernant la R.P.R.* ; etc.

2. Voilà une anomalie remarquable : un conseil politique recruté dans d'autres communes que celle qu'il doit administrer. Ce procédé est courant. C'est ainsi que M. de Camprieu, qui demeura treize ans viguier du Vigan, fut, dans la suite, nommé premier consul de notre ville, en 1640 et 1642. Pourtant il n'était que contribuable dans le taillable du Vigan, et habitait à une demi-lieue de la ville.

Dans le même temps cela se pratiquait aussi à Anduze, à Sauve, villes voisines (BB, 16, 9, 1645).

3. Il résulte de tout ceci que ce n'était pas une sinécure, d'être consul catholique, à cette époque, puisqu'on escomptait des refus, de la part de tous les candidats désignés.

au milieu de toutes ces poursuites, et, le 17, M. de Bosgros, premier consul en 1632, encore en charge, faute d'avoir été remplacé, convoqua son conseil pour procéder au renouvellement annuel. Le conseil, considérant « les privilèges et costumes » de la ville, décida de faire encore opposition et de se pourvoir devant le Roi lui-même ¹, mais, en attendant, et pour cette fois seulement, « sans conséquence », d'obéir à l'arrêt du 30 décembre 1632. Alors, M. de Bosgros, premier consul sortant, nomme ses candidats : noble Thimothée de Guichard sieur de Campestre, habitant de ce lieu, M^e Gabriel de Guichard, docteur en droit, de Sumène, noble François Dalary, sieur de la Fraissinède, habitant à Mandagout, noble Jacques de la Valette, sieur de Lascours, habitant son château de Lascours, dans la paroisse d'Aulas, le sieur de la Condamine, de Bez, et noble Jean d'Assas, sieur del Mas, habitant à Saint-Bresson, tous catholiques. Pas un n'est du Vigan.

L'élection se fait « à la pluralité des voix », et non au sort, et Gabriel de Guichard, habitant de Sumène est choisi comme premier consul du Vigan, pour l'année 1633, faute d'habitants de la première classe, catholiques, pour remplir cette charge, cette année-là.

Désormais les autorités surveilleront de très près, dans les communautés protestantes, tout ce qui touche aux élections. Elles auront des agents, pour

1. Le conseil du roi, saisi, renvoya les parties devant la Chambre de l'Edit (BB, 16, 38, 8 juillet 1636). Là, les procédures traînèrent. En 1643, les protestants reprirent l'instance suspendue, et assignèrent les consuls catholiques devant la même juridiction, en règlement du consulat (AA, 2, 3, 28 décembre 1643).

les renseigner sur l'état d'esprit des populations ¹. Là où elles sentiront une opposition quelconque, elles feront leur possible pour la réduire. Et, en vertu du droit général de haute police et de surveillance du souverain ², les intendants ne reculeront pas devant les candidatures officielles ou même la nomination pure et simple de tout un conseil politique, par ordonnance ³. C'est ce qui arriva en 1633 ⁴.

Jusque là les consuls seuls étaient choisis selon les règles de la mi-partiture, et non les conseillers.

En février 1634, l'intendant Le Camus ordonna que, désormais, le conseil tout entier fut mi-parti, en vertu de la déclaration du 19 octobre 1633. En exécution de l'ordonnance de l'Intendant, le Conseil politique décide de tirer au sort trois conseillers protestants qui seront remplacés par Messieurs de Campestre, de Bosgros et de la Tour, catholiques. Ce que l'on fait, au mépris des anciens usages, qui voulaient que toutes les classes de la société fussent représentées dans les conseils politiques ⁵. Dès lors, sur dix conseillers, trois sont conseillers-nés, comme consuls de l'année précédente, soit deux catholiques et un protestant, et sur les sept autres, trois sont catholiques et quatre protestants. Ainsi il y en a cinq de chaque parti.

1. Un document très concluant est la *Statistique des opinions religieuses du futur diocèse d'Alais*, publiée en 1911 par M. Bligny-Bondurand, archiviste du Gard, dans le *Bulletin historique du Ministère de l'Intérieur*.

2. M. Funck-Brentano explique fort judicieusement les origines familiales de ce pouvoir, dans *Le Roi*.

3. v. *passim*, le § 1 de la sect. II de ce chapitre-ci.

4. BB, 16, 4, 31 décembre 1633 et 1^{er} janvier 1634.

5. BB, 16, 37, 21 février 1634.

En 1635, les trois conseillers-nés sont appelés *assesseurs*. Ce mot va supplanter désormais l'ancien vocable, mais sans que cela change rien à l'institution.

La pénurie de catholiques, était telle, tant parmi les nobles et gens de robe longue, que parmi les bourgeois et artisans, dans les premiers temps de l'application du système mi-parti, que l'on dût plusieurs fois de suite, renommer les mêmes consuls et conseillers catholiques ¹.

En 1641, on se sert de nouveau du tirage au sort pour l'élection des consuls ². De même, les années suivantes ³.

En 1643, on fait un nouveau règlement du consulat, aujourd'hui perdu, mais qui doit préciser, bien plus qu'innover, si on en juge par les règles électorales observées dans la suite, et qui ne diffèrent pas de ce que l'on a vu jusqu'ici ⁴.

En 1644, pour éviter des difficultés et, à leur suite, une nomination pure et simple du nouveau conseil par ordonnance du Gouverneur de la province, on trouve plus logique de demander à ce haut fonctionnaire quels noms lui seraient plus particulièrement agréables, et l'on se conforme à son désir, cette année-là ⁵.

Cette pénurie de sujets catholiques apparaît avec une grande netteté, en l'année 1645. L'intendant

1. En 1634 et les années suivantes, les sieurs Salze et Cornier sont 3^e consul du Vigan, à tour de rôle, sans que l'on puisse trouver d'autres artisans catholiques, capables d'occuper cette place, peu importante cependant.

2. BB, 16, 7, 1641.

3. BB, 16, 8, 1643 ; BB, 16, 8 bis. 1644.

4. AA, 2, 3, 28 décembre 1643.

5. BB, 16, 9, 1645.

Balthazar donne, à la requête du procureur du roi près l'hôtel-de-ville, une ordonnance défendant de violer désormais les édits royaux et les statuts (?) de la ville, et enjoignant aux consuls sortants de nommer « en la première échelle, des gentils-
« hommes, avocats, bourgeois, en la deuxième
« échelle, des marchans, procureurs ou notaires,
« aux autres échelles suivant la qualité et condi-
« tion du rang, sans confusion », à peine de mille livres d'amende et de cassation des élections faites contrairement à ces ordres ¹. Le viguier et le juge étaient spécialement chargés de faire exécuter cette ordonnance.

Mais quand il fallut s'y conformer, on se trouva en présence d'une grosse difficulté de fait que l'intendant n'avait pas prévue. Le jour de l'élection étant arrivé, le premier consul sortant, Faïssat, dût exposer au conseil assemblé qu'il lui était impossible de proposer des noms pris dans la première échelle, car il n'y avait au Vigan personne de la qualité requise pour être premier consul de cette échelle, parmi les catholiques, à l'exception de noble Thimothée de Guichard, sieur de Campestre, et de Pierre de Guichard, sieur du Tour, cousins germains. Il ajouta qu'il avait, pour se mettre à couvert, fait signifier par huissier cette impossibilité matérielle au viguier et au second consul Arboux.

Par contre, depuis la création du consulat mi-parti, le second consul, protestant, était pris, tantôt parmi les gentilshommes, tantôt parmi les bourgeois, car les sujets ne manquaient pas, bien au contraire.

1. Ainsi les bourgeois sont passés, en un siècle, de la deuxième à la première échelle.

Après les explications du consul Faïssat, la discussion s'ouvrit. On était fort embarrassé. M. de Camprieu, conseiller catholique, était d'avis d'en référer à l'intendant. On se rangea à cet avis et, comme en 1644, on lui députa pour lui demander de choisir lui-même les nouveaux consuls. Mais en attendant sa réponse, le viguier ordonna de procéder à l'élection comme on pourrait, et de faire pour le mieux. Devant cet ordre, Faïssat, premier consul sortant, proposa MM. de Campestre et du Tour, cousins-germains. Mais comme ce commencement d'élection était irrégulier, le second consul Arboux, protestant, en profita pour faire de l'obstruction, en refusant de proposer des sujets pour le remplacer.

Le troisième consul, Salze, catholique, proposa un sieur Morier, sans plus. A ce moment, embarrassant sans doute, les catholiques étaient d'avis de continuer l'élection, mais les conseillers protestants refusaient, en alléguant l'ordonnance de février 1634, de l'intendant Le Camus, qui contenait un règlement *entier et indivisible* du consulat, et en disant qu'il fallait l'observer intégralement ou bien s'abstenir.

A la majorité, on décida de renouveler les consuls catholiques, et de laisser en place le second consul Arboux, avec le titre de consul *ancien*. Le conseil choisit alors MM. du Tour et Morier comme premier et troisième consuls *modernes*.

Par suite de cet arrangement, il n'y eut, cette année-là, que deux assesseurs : Faïssat et Salze, consuls sortants. Le conseil, à cause de l'opposition des protestants, ne put être constitué, ces derniers refusant de participer à l'élection. Ainsi, des

sept conseillers nommés l'année précédente, six demeurèrent en exercice jusqu'à nouvel ordre ¹.

L'ordonnance de l'intendant ne se fit guère attendre, et, le 13 janvier, le conseil s'assembla encore pour refaire l'élection. Cette fois, Arboux, second consul protestant, est obligé de nommer des sujets pour le remplacer. Il proteste, mais s'exécute.

Les premier et troisième consuls, régulièrement nommés le 1^{er} janvier précédent, sont maintenus, et le reste du conseil est renouvelé normalement ².

En 1646, nouvelles oppositions de la part des protestants. Aussi le conseil, nommé en 1645, demeure-t-il en charge cette année-là ³.

Dès lors, presque chaque année, les intrigants des deux partis opposés se livrent, autour des élections, à des luttes, à des compétitions dont le fond est tiré de moyens de procédure administrative et que suivent invariablement des procès où l'on invoque, des deux côtés, la violation des lois pour mieux cacher des rivalités de familles ou d'individus ⁴.

En 1651, le tirage des consuls au sort est remis en honneur ⁵. Deux conseillers catholiques, sur quatre, sont continués, vu le petit nombre des catholiques ⁶.

Une modification assez caractéristique est introduite, en 1656, dans le règlement des élections, si bouleversé et défiguré, depuis quelques années :

1. BB, 16, 9.

2. BB. 16, 10, 13 janvier 1645.

3. BB, 16, 11, 7 janvier 1647.

4. v. *passim*, la section II de ce chapitre.

5. De même, en 1652 (BB, 16, 15), et en 1653 (BB, 17). En 1654, on revient à l'élection pure et simple (BB, 18).

6. BB, 16, 14, 1651.

« par dellibération du 30 décembre 1656, a esté
 « arrêté qu'aucun de ceux qui auront esté consuls
 « ou conseillers de la religion ny pourront retour-
 « ner que passé cinq années » ¹ ; or, les anciens usa-
 ges interdisaient à une même personne d'occuper
 la charge de consul ou de conseiller deux ans de
 suite, mais non d'être réélue un an après.

Pourquoi cette réforme ? Les protestants étant
 dans la ville la majorité, les sujets ne manquaient
 pas pour remplir la charge de second consul ou
 celles de « conseillers de la R. P. R. ». Cependant,
 malgré cette facilité de recrutement et de renouvel-
 lement, c'étaient toujours les mêmes familles qui
 représentaient, dans les conseils de ville, la popu-
 lation protestante.

Cela n'était d'ailleurs pas particulier au Vigan.
 Dans toutes les villes en majorité protestantes, un
 petit nombre de familles, avait le monopole de fait
 des fonctions consistoriales. Les consistoires se
 recrutant eux-mêmes, comme les conseils de ville,
 les parents éalisaient leurs parents. De là la forma-
 tion des ces « familles consistoriales » ² dans les-
 quelles se perpétuait une sorte de sacerdoce.

Ces familles, nourries de fortes traditions reli-
 gieuses, étaient les plus influentes. Ce sont les
 mêmes que nous retrouvons continuellement aux
 conseils de ville.

Leur cohésion, leur particularisme, leur grande
 intransigeance religieuse, le souvenir très vif et l'amer
 regret des temps où elles avaient eu, dans les Céven-
 nes, une forte hégémonie, cet état d'esprit d'oppo-

1. GG, 4, 5.

2. Sur ces familles, v. Bost : *Les prédicants protestants des Cévennes et du Bas-Languedoc*.

sants irréductibles, en faisaient des concurrents dangereux pour les catholiques, dans les conseils de ville, encore que ceux-ci eussent la législation, la jurisprudence et la bienveillance de l'administration pour eux.

Ce passage de l'influence protestante à l'influence catholique dans les conseils de ville ne va pas sans heurts, sans froissements, dans toute la province.

Ainsi, en 1653, les religionnaires de Lunel veulent recouvrer une part des charges consulaires qu'un arrêt du conseil vient de leur accorder l'année précédente.

En 1657, ceux de Bédarieux perdent la représentation municipale qui leur avait été donnée en 1652.

Les États de 1661 poursuivent la prépondérance des municipalités catholiques à Réalmont, Florac, Sommières, Mazamet ¹, etc.

Au Vigan, nous l'avons vu, le troisième consul, qui est catholique, est pris parmi les artisans, dans une catégorie d'habitants dépourvue d'influence, obscure, négligeable : la plupart des conseillers catholiques se recrutent de la même façon. Le premier consul est donc à peu près moralement seul, dans les conseils de ville, en face de six protestants étroitement unis, instruits et à l'affût de toutes les occasions susceptibles de leur faire retrouver la prééminence perdue ².

Et c'est pour obvier à cette inégalité d'influence entre catholiques et protestants, dans les conseils

1. Gachon : *Quelques préliminaires*, p. 32.

2. Un exemple illustrera bien tout ceci : en 1671, le troisième consul sortant propose, aux choix de l'assemblée, de tels candidats pour le remplacer, que le conseil, les trouvant, cette fois, par trop illettrés et ignorants, le continue en sa charge (BB, 6, p. 439, 19 janvier 1671).

de ville, que les catholiques s'arrangèrent pour obtenir du conseil, en 1656, cette réforme, que nous avons commentée peut-être un peu longuement, mais qui nous a paru mériter de tels développements vu la complexité des intérêts qu'elle mettait en jeu.

En 1655, nous l'avons vu, le Vigan possède encore trois consuls. Mais ce nombre est réduit à deux en 1660, 1661 et 1662.

En 1663, il y en a de nouveau trois ¹. Dans cet intervalle, c'est le troisième consul, catholique, qui manque, faute de sujets probablement. Par voie de conséquence, il n'y a que deux assesseurs ou conseillers-nés ².

Après l'établissement du consulat mi-parti, de nouveaux usages électoraux se sont établis. Ainsi, nous voyons en 1661, que depuis quelque temps chaque consul présente *six* noms au choix du conseil, pour son remplacement ³. Mais, alors, « comme
« il n'y a que peu d'habitans qui fassent profession
« de la religion C. A. et R. », on décide de revenir à l'ancienne coutume, pour ce qui regarde le premier consul : il n'aura de nouveau que trois noms à proposer, aux renouvellements du conseil politique. Et comme il n'y a pas pénurie de sujets protestants, le second consul continuera à proposer six noms ⁴.

1. C'est l'intendant de Bezons, qui ordonne de rétablir le troisième consul (BB, 5. p. 270, 1^{er} janvier 1664).

2. Nous pensons qu'il faut voir là une manœuvre des protestants pour avoir la majorité dans le conseil de ville.

3. Nous avons vu au début du siècle, le conseil fixer à *trois* le nombre de noms à proposer par chaque consul sortant.

4. BB, 5, p. 1, 1^{er} janvier 1661.

Un autre usage, très curieux, est encore consacré, cette année-là, sans qu'il nous soit possible d'en fixer les commencements : le tirage au sort, pour l'élection du premier consul, est abandonné ; on recommence à le choisir à la pluralité des voix. Mais on conserve le tirage au sort pour le deuxième consul, et on procède ainsi : après que le deuxième consul sortant a proposé six noms, le conseil vote, pour en retenir trois. Le sort désigne alors celui des trois qui sera consul protestant ¹. On ne change rien aux modes d'élection des conseillers.

Après 1661, les consulats sont peu à peu fermés aux protestants, par des moyens légaux.

Le 15 avril 1661, MM. de Bosgros et de Peyremale sont nommés commissaires, délégués pour juger les contraventions vraies ou prétendues aux Édits, et en particulier à celui de Nantes. Ils auront fréquemment à intervenir dans les matières municipales.

Le choix du premier consul est de plus en plus, dans la Province, attribué aux minorités catholiques. Et, comme au Vigan, on a de la peine à trouver, pour cette fonction, des personnes du rang requis, dans les centres protestants voisins, Ganges, Sauve, La Salle, Saint-Hippolyte, Valleraugue, Sumène, Anduze, Meyrueis ².

Pour la première fois, en 1662 ³, nous voyons assister à l'élection du conseil politique de 1663, le vicaire perpétuel de la paroisse, messire Thimothée

1. BB, 5, p. 1, 1^{er} janvier 1661.

2. Gachon : *Quelques préliminaires*, p. 35, et pièce justificative XIX.

3. Et non en 1664, comme le dit M. Gachon (*op. cit.*, p. 63).

de Malhac, lequel prend rang de premier conseiller politique ¹.

A ce moment, des règlements généraux ² décident que « dans toutes les communautés le conseil politique sera du moins moitié catholique », et que là où les protestants sont la majorité, « les curés ou vicaires entreront au conseil et y auront la première voix délibérative » ³. Cela ne va pas partout sans protestations, à Ganges, par exemple ⁴.

Dans le même temps, on supprime les consuls mi-partis à Sommières ⁵, où, sur 1400 âmes, il y a 1200 protestants, à Mazamet (1582 protestants, sur 1829 habitants), à Pignan, à Cournonterral, en 1670 ⁶, à Uzès, en 1676 ⁷. A Bédarieux, Florensac, Gignac, Sommières, les protestants gardent une petite représentation dans les conseils politiques, mais pas pour longtemps ⁸. On peut dire que, jusqu'en 1676, le consulat mi-parti est le régime commun; mais les exceptions finissent par ruiner la règle, avant sa suppression ⁹. Il est bon d'indiquer tout ceci, pour bien situer le Vigan dans son temps et dans son milieu. On voit mieux comment les réformes successives apportées dans le statut

1. BB, 5, p. 170, 177, 270, seq. ; BB, 6, p. 34 ; etc. Désormais, le vote surnuméraire du vicaire fait la majorité (Gachon : *op. cit.*, p. 63).

2. v. Gachon : *Quelques préliminaires*, P. J. XV, p. XXII).

3. *Ibid.*, p. 38.

4. Abbé Rouquette : *Hist. de Ganges*, p. 194.

5. Arrêt du conseil, 5 octobre 1663, art. 44.

6. Gachon : *op. cit.*, p. 40.

7. *Ibid.*, p. 43.

8. *Ibid.*, p. 44.

9. *Ibid.*, p. 47.

municipal de notre ville font partie de tout un système législatif.

En 1666, les abus, les brigues, les compétitions vont se développant. Pour y obvier dans une certaine mesure, le conseil décide de codifier les usages habituellement suivis en matière électorale, la transmission orale de ces règles, souvent imprécises et flottantes, ayant de grands inconvénients. Et puis, il y a eu tant de modifications apportées aux règlements, depuis quelques années, que, sous peu, en l'absence de règles écrites, on ne saurait plus distinguer le droit commun des exceptions.

Aussi est-il décidé que, désormais on se conformera à un règlement, que voici :

I. — Les consuls sortants des deux religions ne pourront proposer aucun de leurs parents, au degré de l'ordonnance¹, ni aucuns condamnés, rélicataires ou plaideurs estant en justice contre la communauté.

II. — Le premier consul sortant, catholique, étant donné le petit nombre de catholiques, au Vigan, ne nommera que trois personnes, de la qualité requise, c'est-à-dire gentilshommes, docteurs, avocats ou bacheliers, habitant ou résidant dans la ville, ainsi que cela se pratique communément. L'un d'eux sera retenu par lui et, s'il est agréé, élu par le conseil, à la pluralité des voix.

Cela sera toujours observé, à moins qu'on ne puisse trouver dans la ville des catholiques de la qualité requise.

III. — Le second consul sortant, protestant, nom-

1. Ainsi on abandonne le tirage au sort.

mera six personnes de la qualité requise. Le conseil en retiendra trois, à la pluralité des voix, et l'une d'elles sera élue de la même façon ¹.

IV. — Le troisième consul sortant, catholique, nommera trois artisans, et le conseil, toujours à la pluralité des voix, en retiendra un pour être troisième consul ².

Le conseil décida, enfin, que le premier consul poursuivrait, en Parlement, l'homologation du règlement, afin de le rendre exécutoire ³.

Et un arrêt du Parlement intervint dans ce sens, au milieu de compétitions plus embrouillées que jamais ⁴.

L'année 1680 voit l'exclusion définitive des protestants du consulat.

Dans les derniers jours de décembre 1679, arrive au Vigan un garde ⁵, envoyé par l'intendant Daguesseau, et porteur d'ordres du roi pour les élections du 1^{er} janvier 1680.

Ce jour-là, devant le conseil assemblé, le garde vient exhiber ces ordres, dont voici la teneur :

1. Ici encore on abandonne le tirage au sort.

2. Une rature montre qu'on allait, dans un cinquième article, s'occuper du vicaire et des conseillers, mais, l'accord n'ayant pu se faire là-dessus, le texte ébauché fut batonné et remplacé par ces mots, mis en surcharge, « il n'a rien été délibéré là-dessus. »

Nous savons cependant qu'à partir de 1666, le nombre des conseillers fut augmenté et porté à 13, mais égalité gardée entre catholiques et protestants.

3. BB, 6, p. 83-84, 16 septembre 1666.

4. v. *passim*, au § 1, de la section II de ce chapitre.

5. Le sieur de la Rivière, (BB, 9, p. 32, 1^{er} janvier 1680, seconde délibération).

« Extrait des registres du Conseil d'Estat.

« Le Roy ayant été informé des grandes divizioni
 « et désordres qu'il y a toujours eu dans l'Hôtel de
 « Ville du Vigan, au diocèze de Nimes, et de la mau-
 « vaise administration de cette communauté causée
 « par les habitans de la R. P. R. de ladite ville, les-
 « quels estant en plus grand nombre que les catho-
 « liques, ont toujours faict prendre des délibéra-
 « tions contraires au bien public et à l'avantage
 « de la religion catholique, à quoy estant nécessaire
 « de pourvoir en n'admettant doresnavant au con-
 « sultat et conseil politique que des personnes ca-
 « tholiques, ainsy qu'il a esté faict dans pluzieurs
 « villes du Languedoc.

« S. M. estant en son conseil a ordonné et ordonne
 « que les habitans de ladite ville et banlieue du
 « Vigan, faisant profession de la R. P. R., seront
 « exclus pour toujours du consultat et conseil poli-
 « tique d'icelle, sans qu'à l'advenir il soit admis
 « audit consultat et conseil politique du Vigan que
 « des personnes faisant profession de la religion
 « C. A. et R.

« Ce faisant, S. M., pour certaines considérations,
 « réduit tant ledit consultat que le conseil politi-
 « que de ladite ville du Vigan, sçavoir : ledit consul-
 « lat à deux consulz et le conseil politique à huit
 « conseillers, et pour la première fois, et sans tirer
 « à conséquence, S. M. a nommé et nomme, pour
 « consulz de ladite ville du Vigan, sçavoir : pour
 « premier consul, François Carrière, et pour second
 « consul, Estienne Salze, et pour conseillers poli-
 « tiques de ladite ville, Guillaume Barral, curé,
 « Anthoine Villaret, André Salze, Guillaume de
 « Lom, Jacques Folquier, Estienne Portalès, Ga-

« briel Cazalet et Dominique Capdeville ¹, pour les
 « consulz et conseillers politiques cy dessus entrer
 « et estre admis dans lesdites charges de consulz
 « et conseillers politiques et en faire les fonctions
 « à la place de ceux qui y sont à présent, à com-
 « mencer au premier jour de janvier prochain, ainsy
 « qu'il est accoustumé, faisant, S. M. très expresses
 « inhibitions et deffances, aux habitans de ladite R.
 « P. R. de ladite ville du Vigan d'y apporter ny
 « aucun trouble ny empêchement, voulant S. M.
 « qu'au 1^{er} janvier de l'année 1681 et les suivantes,
 « il soit procédé par les formes ordinaires au
 « renouvellement desdits consulz et conseillers poli-
 « tiques de ladite ville du Vigan, tous catholiques.
 « Enjoint aux gouverneurs, lieutenans-généraux
 « en ladite province de Languedoc, intendants de
 « justice et tous autres officiers de tenir la main à
 « l'exécution du présent arrest qui sera lu et enre-
 « gistré dans le registre de ladite Maison de Ville
 « du Vigan, pour y avoir recours quand besoin sera.
 « Faict au Conseil d'Estat du Roy, S. M. y estant,
 « tenu à Saint-Germain, en l'an et le xx^e jour de no-
 « vembre 1679. PHELIPEAUX ».

Devant des ordres aussi formels, le conseil de ville décide : « Que l'ordre du roy sera exécuté de
 « point en point, sellon sa forme et theneur, et que
 « lesdits consulz et conseillers politiques nommés
 « au susdit ordre presteront le serment en tel cas
 « requis et accoutumé devant ledit. sieur viguier,
 « entre les mains duquel le sieur François Huc,
 « second consul, a remiz son chapperon. Les con-

1. Ce sont, presque tous, d'humbles artisans et journaliers.

« sulz et conseillers politiques de la R. P. R. ont
 « esté d'avis d'obéir audit arrest du conseil, sauf à
 « faire très humbles remonstrances au Roy en ce
 « qui les concerne » ¹.

Si l'administration municipale obéissait aux ordres du roi, la population ne voyait pas, sans amertume, attenter à des coutumes anciennes. La réduction du nombre des conseillers politiques à huit l'irritait particulièrement; aussi, en 1685, l'esprit public étant le plus fort, le premier consul sortant, Venturin, propose-t-il de revenir à l'ancien usage, l'arrêt du conseil du 20 novembre 1678 n'ayant été rendu « qu'en considération du petit nombre de catholiques qu'il y avoit pour lors en ceste ville ». Or, depuis, la population a abjuré en masse, et la ville, au moins légalement, est tout entière catholique. Le conseil nomme alors deux autres conseillers, pour revenir à l'ancien chiffre de dix, et l'élection se fait normalement, « sous le bon plaisir du roy » ².

L'année 1693 apporte un grand bouleversement dans les statuts municipaux : alors commencent ces créations d'offices qui, rachetés, rétablis, supprimés encore, deviendront, pendant une grande partie du XVIII^e siècle, un impôt indirect très lourd ³.

Au lieu du premier consul annuel élu, nous trouvons, à la tête de la municipalité, un maire perpétuel nommé par le roi. On maintient cependant les titres de premier et de second consuls, en vertu d'un arrêt du conseil du mois de décembre 1674.

1. BB, 9, p. 29-30, 1^{er} janvier 1680.

2. BB, 9, p. 295, 13 janvier 1685.

3. Sur les offices, v. *infra*, livre II, chap. I. sect. VIII.

Cela revient en réalité à l'établissement de trois consuls, dont le premier à la nomination du roi et avec le titre de maire, et le troisième élu comme par le passé et avec le titre de second consul.

Mais là ne s'arrête pas la réforme. Prennent rang, après le maire et les consuls, cinq assesseurs perpétuels. Le vicaire demeure premier conseiller-né, et quatre conseillers élus complètent l'administration municipale pour former, avec les assesseurs, un conseil de dix membres, en conformité à l'arrêt du conseil de décembre 1674 ¹.

Autre complication : chaque assesseur doit avoir le titre de premier consul à tour de rôle.

C'est le maire qui propose des noms au conseil pour les charges de consuls ².

En 1700, sur la proposition du maire, le conseil décide de rétablir le troisième consul, car les artisans sont les plus nombreux dans la ville, et il est juste qu'ils aient un représentant au conseil de ville. Le procureur du roi allègue bien que cela n'est pas légal, car l'arrêt du conseil du 20 novembre 1679 fixe le nombre des consuls à deux et celui des conseillers à huit, et qu'il s'y faut conformer, tant qu'il demeure en vigueur. Mais le maire lui répond que cet arrêt fut motivé par des considérations qui ne subsistent plus aujourd'hui, et qu'il endosse la responsabilité de cette modification. Le procureur ne dit plus mot et on crée un troisième consul pris parmi les artisans, comme autrefois ³.

1. BB, 10, p. 136, 12 août 1693.

2. BB, 10, p. 159 seq. 1^{er} janvier 1694.

3. BB, 11, p. 15, 6 janvier 1700.

Il y a alors quatre échelles ou classes de la population : nobles, bourgeois, marchands, artisans ¹.

A la fin de l'année 1704, le maire ayant à s'absenter, convoque le conseil pour procéder à l'élection consulaire, le 26 décembre, au lieu du 1^{er} janvier 1705, mais sans conséquence pour l'avenir ².

La révolte des Camisards apporte dans la contrée une grande perturbation. Les événements militaires ont une répercussion sensible dans la vie administrative de la province et dans les élections consulaires : les mêmes consuls et conseillers sont continués, d'année en année, tout le temps que durent les troubles, et jusqu'en 1715 ³. Cette année-là, on se décide à faire le renouvellement, selon l'usage. Et, cette fois, ce n'est plus le maire qui propose des candidats aux charges de consuls. Les trois consuls sortants indiquent, chacun, comme autrefois, trois personnes, parmi lesquelles le conseil, sur leur indication, fait son choix ⁴. On va plus loin dans la voie des réformes traditionnelles. On rétablit les conseillers-nés ⁵.

Les nouveaux offices de maire et d'assesseurs perpétuels sont supprimés en juin 1717, et l'année 1718 voit le conseil politique redevenir ce qu'il était avant la création des offices. De nouveau il se compose

1. BB, 11, p. 66, 25 janvier 1702.

2. BB, 11, p. 203, 26 décembre 1704.

3. BB, 12, p. 96 seq., 1710. D'ailleurs « les communautés ont le droit de continuer leurs officiers municipaux dans les cas pressants et avec la permission de l'intendant. » (AA, 4, 13, 12 janvier 1780, lettre de M. de Montferrier, syndic de la province, au maire du Vigan).

4. BB, 12, p. 235, 1715.

5. Et ce sont les trois consuls de l'année précédente.

de trois consuls, trois assesseurs ou conseillers-nés et huit conseillers ¹.

L'office de maire ayant été rétabli en novembre 1718, le conseil politique de l'année 1719 ne fut en rien modifié. Seulement le maire s'y ajouta.

Cette même année, s'établit l'usage de nommer, comme dans les autres villes de la province, deux conseillers de police annuels choisis par l'assemblée, à la majorité ².

Un édit du mois d'août 1722 crée de nouvelles charges municipales mais en janvier 1723, au Vigan, on ignore ce qu'il en est de cette réforme et on procède à l'élection selon la coutume ³.

En 1730 et 1731, le nombre des conseillers est porté à 10, mais cela ne dure pas ⁴; en 1733, on n'en nomme que 8, comme auparavant ⁵. Cette année-là, nouvelle création d'offices municipaux; mais la province les rachète et un arrêt du conseil, du 4 décembre 1737, permet aux communautés de nommer directement à ces charges, là où elles n'auront pas été pourvues, ce qui est le cas du Vigan.

Et le conseil nomme un premier consul *en titre*, deux consuls élus selon l'usage, trois assesseurs-nés et huit conseillers politiques ⁶.

Un autre arrêt du conseil, du 30 juillet 1754, réunit aux corps de ville les offices créés en 1733.

1. BB, 12, p. 353, 31 décembre 1717; p. 358, 1^{er} janvier 1718.

2. BB, 12, p. 406 seq., 1^{er} janvier 1719.

3. BB, 13, p. 63-64, 1^{er} janvier 1723.

4. BB, 13, p. 281 seq. et 315 seq.

5. BB, 14, p. 78 seq., 1738.

6. *Ibid.*

En 1756, on supprime les assesseurs, et le conseil ne comprend plus que trois consuls et dix conseillers. On maintient toutefois au conseil, selon l'usage, les trois consuls sortants à titre de conseillers, mais ils ne portent plus un nom distinct (assesseurs ou conseillers-nés) ¹.

Un édit du mois de mai 1766 modifie la composition des municipalités ² : l'article premier supprime tous les offices municipaux acquis par des particuliers. Selon l'article cinq, le corps de chaque communauté doit comprendre désormais le même nombre d'officiers municipaux qu'il y avait avant la création des charges municipales, et, en outre, un procureur du roi près l'Hôtel de Ville, qui sera nommé d'après les lettres patentes du 19 février 1765.

Au Vigan, il n'y a pas lieu au remplacement des officiers supprimés, car les consuls — électifs — sont vivants. Il n'y a lieu de remplacer que le greffier de la communauté (offices supprimés par l'édit de 1765).

En exécution de l'article sept, on doit nommer des *notables* (et ceci est une innovation importante) destinés à renforcer le conseil politique.

Ces notables sont choisis au scrutin secret, chaque votant écrivant sur un billet son choix, et les billets étant recueillis dans un chapeau d'où le sort fera sortir certains noms.

Le premier scrutin donna comme résultat deux gentilshommes, trois avocats, deux notaires, un bourgeois, un apothicaire, deux médecins, un ar-

1. BB, 14, p. 504.

2. BB, 14, p. 623, 16 septembre 1766.

chitecte, un mangonnier (épicier), un tonnelier et un chapelier, soit quinze notables ¹.

Mais l'édit de 1766 exclut par omission les consuls de l'année précédente du conseil, ainsi que le curé, qui, jusque-là, étaient conseillers de droit.

Dans le silence de ce texte législatif, le conseil décide de les maintenir dans son sein, tant que cette pratique ne sera pas prohibée ².

En vertu de l'édit de mai, cette élection ne vaut que jusqu'au 1^{er} janvier 1767. A cette date, on procéda au renouvellement annuel du corps municipal, qui comprenait désormais trois consuls, un secrétaire-greffier, douze conseillers et quinze notables.

Mais comme il eût été difficile de trouver, au Vigan, assez de gens de la qualité requise pour renouveler annuellement un conseil de 31 membres, on décida, en 1768 ³, de réduire le nombre des notables à douze et de ne les remplacer que tous les deux ans, par moitié ; ils devaient ainsi demeurer, tous, deux ans en fonctions ⁴.

En 1771, paraît un édit créant des offices de maire, lieutenant de maire, consuls, procureur du roi, greffier, et érigeant en titre d'offices permanents les deux conseillers de police nommés, chaque année, depuis 1719.

L'édit de mai 1766 est révoqué. Partant, plus de

1. BB, 14, p. 623, 16 sept. 1766.

2. BB, 14, p. 641, 30 décembre 1766.

3. En exécution de « Lettres patentes du roi, données à Versailles, le 14 avril 1768, interprétatives de l'Édit du mois de mai 1766, portant règlement pour l'administration des villes et communautés du Languedoc. » (v. apud *Recueil des Edits, déclarations, arrêts, ordonnances, concernant la province de Languedoc, pour l'année 1768*, Montpellier, Martel, in-8°, 1768).

4. BB, 14, p. 699, 29 décembre 1768.

conseils renforcés, plus de notables ; et on revient, pour le choix des conseillers politiques, aux anciens usages : on en élit dix, comme auparavant ¹.

Mais la province rachète les nouveaux offices, et, en 1775, le conseil politique peut se renouveler selon les anciens statuts municipaux de la ville.

Celle-ci a remboursé les titulaires d'offices ; elle leur est donc substituée, et, comme il est juste que ses représentants jouissent des prérogatives honorifiques attachées à ces charges abolies, on décide que le premier consul aura désormais le titre de maire et qu'il sera élu seulement tous les quatre ans, à partir du 1^{er} janvier 1775. Il continuera à y avoir un second consul, que l'on renouvellera, alternativement, un an et non l'autre, à moins que le conseil, satisfait de leur gestion, ne décide de les continuer dans leurs fonctions, au-delà du terme de leur mandat. Les dix conseillers seront aussi renouvelés par moitié, tous les deux ans, et chacun, pour l'élection, proposera trois noms et en retiendra un, comme jadis : le conseil se prononcera à la pluralité des voix. On abandonne ainsi le scrutin secret. Il n'y aura plus de conseils renforcés, sauf dans des cas exceptionnels et quand l'intendant l'ordonnera ².

Ce règlement est adopté, conformément à un arrêt du conseil du 27 octobre 1774 et à une instruction adressée aux municipalités par les États de la province du 9 janvier suivant ³.

1. BB, 14, p. 859, 31 décembre 1772.

2. BB, 14, p. 898, 26 juillet 1775.

3. BB, 14, p. 924, 30 décembre 1775,

En 1781, pour éviter les brigues et compétitions qui continuaient, comme par le passé, le conseil décida que, désormais, ceux qui solliciteraient des suffrages seraient exclus de ce fait, et que les consuls et conseillers sortants se contenteraient de proposer trois noms sans insister davantage sur l'un de ces noms, de façon que le choix du conseil se puisse faire en toute indépendance ¹.

En 1782, la municipalité éprouve le besoin de dresser un règlement pour les élections, toujours pour déjouer les brigues. Et puis, le dernier règlement sur le fait du consulat, ayant été fait en 1666, il y avait eu, depuis lors, tant de changements et tant de réformes générales ou de détail, qu'on ne savait plus bien quelles règles il fallait appliquer, lorsque, au cours d'une élection, surgissait une difficulté. Aussi, sur la proposition de M. Delacombe, premier consul-maire, le règlement suivant fut-il adopté ² :

Pour être éligible, il faut avoir cinq ans de domicile dans la commune, être chef de famille, payer une taille basée sur un allivrement de 10 sols, pour être premier consul, 5 sols, pour être second consul, 2 sols 6 deniers, pour être troisième consul, 5 sols, pour être procureur du roi, 2 sols 6 deniers, pour être greffier, 10 sols, pour être conseiller de la première échelle ³, 5 sols, pour l'être, de la deuxième

1. BB, 15, p. 8, 27 décembre 1781.

2. BB, 15, p. 26 seq, 19 avril 1782. Sur l'élaboration de ce règlement, v. AA, 4, 13, 12 janvier 1780.

3. Comprenant les nobles, avocats de cabinet (consultants), médecins et tous gens « vivant noblement. »

échelle ¹, 2 sols 6 deniers, pour l'être des autres échelles ².

Il importe peu que la taille soit payée par le mari ou la femme.

Le conseil pourra admettre telles exceptions qu'il jugera nécessaires.

Le premier consul sera pris parmi les gentils-hommes, nobles, officiers militaires sédentaires, avocats de cabinet et autres ne postulant pas, médecins et gens « vivant noblement. »

Le second consul sera pris parmi les gradués en droit, notaires, procureurs, postulants et notables marchands.

Le troisième consul, parmi les ménagers et les principaux artisans.

Le procureur du roi, parmi les avocats de cabinet ou les postulants gradués.

Le greffier consulaire, parmi les gens d'affaires honnêtes et assez instruits.

Les dix conseillers politiques seront ainsi recrutés : deux gentilshommes..., deux avocats de cabinet..., deux gradués..., et deux ménagers ou artisans.

Personne ne pourra voter sur une question intéressant des parents et alliés jusqu'au quatrième degré.

Tous les membres de la nouvelle municipalité prêtent serment entre les mains du premier consul sortant. Aucun ne pourra être adjudicataire, même par personne interposée, ni être intéressé dans

1. Comprenant les avocats postulants (plaidant), gradués en droit, notaires, procureurs, marchands.

2. Comprenant les petits boutiquiers, journaliers, artisans, tous les gens de peu, en un mot.

aucun ouvrage public. On pourra les réélire à la pluralité des voix.

Aucun débiteur de la communauté ni aucun plaideur, en procès avec elle, ne pourra être consul, conseiller ou greffier.

Les délibérations seront signées, mais les opposants ne pourront accompagner leur signature d'aucune espèce de commentaire.

La voix du père et celle du fils ne compteront que pour une ; il en ira de même pour les parents rapprochés ¹.

Ce règlement une fois approuvé par le conseil, il fallait obtenir l'autorisation de l'Intendant, qui le rendrait exécutoire : on s'y employa aussitôt ². Mais l'Intendant Saint-Priest, homme circonspect, décida que « les suppléants prendront une consultation « de MM. Albaret et Gary, avocats au Parlement, à « qui ils remettront ladite délibération de la com- « munauté, ensemble tous actes et mémoires néces- « saires » afin que ces messieurs voient s'il n'y avait aucun inconvénient à autoriser ce règlement, après quoi, ils en pourraient poursuivre l'homologation devant le Parlement ».

Ce règlement fut accepté ⁴, mais modifié. En janvier 1785, l'Intendant fit parvenir à la municipalité un arrêt du Conseil, du 25 décembre 1784 « portant nouveau règlement d'administration municipale » ⁵. La municipalité le fit immédiatement transcrire dans ses registres.

1. BB, 15, p. 26 seq., 19 avril 1782.

2. AA, 2, 4, 2 juillet 1782.

3. *Ibid.*, 20 juillet 1782.

4. BB, 15, p. 287, 30 décembre 1785.

5. AA, 2, 6, 21 janvier 1785.

L'allivrement exigé des personnes éligibles, était porté de 10 sols, 5 sols et 2 sols 5 deniers, à 5 sols, 3 sols et 2 sols.

Aux conseillers, devaient être adjoints le curé et le syndic des habitants forains.

Seul le premier consul pouvait être continué dans sa charge ¹.

Ce règlement demeura en vigueur ² jusqu'à cette nouvelle réforme, qui allait, à la fin du XVIII^e siècle, rendre au houleux et antique *parlamentum publicum* le droit d'élire ses administrateurs.

§ 6 — REMPLACEMENT DES ÉLECTEURS ABSENTS

Il arrive parfois que le Conseil sortant ne se retrouve pas au complet, à la maison commune, le jour de l'élection. Ceci a une très grande importance, car chaque sortant doit proposer plusieurs noms pour le remplacer, au suffrage de l'assemblée.

Etant donnée l'exiguité du collège électoral et cette façon de recruter le conseil politique, l'absence d'un conseiller, ou, à plus forte raison, d'un consul paralyserait l'élection, puisqu'on ne pourrait la terminer, si la coutume n'avait sagement prévu cette difficulté et établi des règles à suivre dans ce cas, qui était assez fréquent.

Primitivement, quant un membre du collège électoral manque, le conseil doit, à l'unanimité, désigner « quelcung des habitans de laditte ville

1. BB, 15, p. 213 seq., 29 janvier 1785. M. Falguière a donné le texte de cet arrêt du Conseil, apud *L'Echo des Cévennes*, n° 3064, 11 novembre 1894 et n° 3066, 25 novembre 1894.

2. BB, 15, p. 197, 355, 427, 545.

« digne et capable de la charge pour estre au lieu
 « dudit, tant pour avoir voix deliberative que de
 « faire nomination d'ung conseiller en la place
 « dudit...afin que le nombre desdits conseillers soit
 « complet ». ¹.

On appelle parfois au conseil l'*assesseur* du conseiller absent, pour, à sa place, faire la nomination. On nomme assesseur la personne qui, l'année précédente, a occupé la même charge qu'occupe, cette année, le conseiller absent. On procède de la même façon, si un consul manque, ce qui est beaucoup plus rare.

§ 7. — REFUS OU INCAPACITÉ DES CANDIDATS.

Tous les habitants n'étaient pas éligibles aux charges consulaires : il y avait des cas d'incapacité et des cas d'incompatibilité. Mais comme ces cas étaient connus de tous, les règlements n'en parlaient guère, et nous sommes réduits, pour nous les représenter dans leur ensemble, à rechercher au cours des siècles, ceux qui furent invoqués, lors des élections consulaires, et qui figurent aux procès-verbaux de ces élections ².

Il y avait enfin des cas où des candidats proposés par les consuls et conseillers sortants et élus par eux, déclinaient les fonctions dont on les voulait

1. BB, p. 1, 1602 ; cf. p. 100-103, 1604 ; p. 127-130, 1605 ; p. 153-156, 1606 ; BB, 16, 9, 1645 ; BB, 6, p. 590-593, 1672 ; BB, 12, p. 236, 1715 ; BB, 9, p. 450, 1688 ; etc.

2. Le règlement d'administration communale de 1785, que nous venons d'analyser, nous renseigne bien à ce sujet, touchant le XVIII^e siècle.

honorer. Dans ce cas, il fallait choisir d'autres noms.

Cas d'incapacité. — Nous savons que la population était divisée en trois grandes classes en *échelles* : noblesse ou gens de robe longue, marchands et bourgeois, artisans ¹.

Un artisan ne pouvait être premier ou second consul, ni un bourgeois premier consul : chaque classe avait sa représentation propre, et dans le corps consulaire, et dans le conseil politique, où chacune avait droit à un nombre égal de sièges, la première échelle ayant les premières places de conseillers, la seconde, les places suivantes, et la troisième, les dernières ².

La *parenté* d'une personne proposée avec celle qui l'avait nommée entraînait, pour la première, une incapacité absolue de remplacer l'autre ³.

La *minorité* de 25 ans empêchait d'être consul ⁴.

A partir de 1634, les *réformés* ne peuvent être premier ou troisième consul. Les trois premiers conseillers sont obligatoirement catholiques et les quatre autres protestants ⁵.

A partir de 1680, les réformés sont absolument exclus du consulat. Ils ne peuvent être consuls ni conseillers ⁶.

1. BB, 2, p. 1, 1590 ; BB, 5, p. 170, 1662 ; BB, 6, p. 84, 1666 ; etc.

2. Ceci ne s'entend que de l'époque où les artisans commencèrent à être représentés dans les conseils politiques.

3. BB, 2, p. 23, 1593 ; p. 64-66, 1594. Un filleul était frappé de cette incapacité.

4. BB, 2, p. 295, 1600. Cette année-là, on mentionne l'incapacité, mais pour passer outre.

5. BB, 16, 37, 1634 ; BB, 5, p. 270 seq., 1664.

6. BB, 9, p. 29, 1680.

Les anciens *comptables*, qui, sur leur gestion passée, doivent un reliquat à la communauté, et les anciens « condamnés »¹, ne peuvent, non plus, exercer une charge consulaire.

Il y a aussi des incapacités temporaires à raison d'une *exclusion*, à titre de peine, prononcée par la justice contre des intrigants².

Sont aussi exclus à temps ceux qui sont *en procès* avec la communauté³ ou sont *au service* de personnes qui plaident contre elle.

De même encore ne peuvent faire partie du consulat, ceux qui ne sont « ny habitans, ny tailhables » au Vigan⁴.

Cas d'incompatibilité. — Les comptables ne peuvent cumuler leurs fonctions avec une charge municipale⁵ à partir de 1664, à cause des grands abus que cela avait entraînés dans le passé. Il est inutile, presque, de rappeler que le viguier, le juge, le procureur du roi et autres officiers royaux ne peuvent cumuler non plus ces fonctions administratives ou judiciaires avec des charges municipales. Aussi bien le cas ne s'est-il jamais présenté, tellement cela était sûr.

Refus. — Il était plus rare qu'un candidat refusât la fonction qu'on lui offrait. On en trouve cependant. En 1594, un M. de Pochonet prie le conseil

1. BB, 6, p. 712, 1673 ; p. 83, 1666.

2. BB, 6, p. 439, 1671 ; BB, 16, 15. 1651 ; BB, 16, 43, 1653.

3. BB, 2, p. 64-66, 1594.

4. BB, 6, p. 580 et 582, 1672 ; p. 678-688, 1673 ; Gard, C, 1905, 1778 ; BB, 2, p. 64-66, 1594, etc.

5. BB, 5, p. 326-327, 1664 ; BB, 5, p. 534, 1665 ; BB, 6, p. 83 1666.

de ne le choisir pas comme premier consul, alors qu'il était proposé en premier pour remplir cette charge, à cause de ses occupations et de ses affaires particulières ¹.

En 1674, M. Vivens, nommé second consul de la R. P. R., « faict difficulté d'accepter cette charge, « prétendant qu'il en est excepté par les ordonnances de S. M., *comme ayant six enfans* et des affaires domestiques qui l'obligent daler souvent en « voyage » ².

D'autres fois, un consul sortant refuse de faire des nominations ³. Dans ce cas, on appelle son assesseur.

Il arrive, enfin, que le conseil ne soit pas satisfait des noms que l'on propose à ses suffrages, sans que, pour cela, il y ait des cas d'incapacité ou d'incompatibilité, et demande au consul ou au conseiller sortant de nommer d'autres personnes plus agréables à l'assemblée ⁴.

§ 8. — INSTALLATION ET SERMENT DES ÉLUS.

Une fois l'élection terminée, elle n'est valable que lorsque le fonctionnaire royal, qui l'a présidée, a donné son approbation, et que le procureur du roi n'a fait aucune opposition ⁵.

C'est le plus souvent le viguier qui préside ⁶ et

1. BB, 2, p. 64-66, 1594 ; cf. BB, 4, p. 250, 1632 ; BB, 6, 1668.

2. BB, 8, p. 6, 3 janvier 1674.

3. BB, 6, p. 590-593, 1672.

4. BB, 2, p. 180, 1596.

5. BB, 6, p. 153 seq., 1668.

6. BB, 5, p. 4, 1661 ; BB, 9, p. 291, 1685 ; p. 325, 1686 ; BB, 12, p. 356, 31 décembre 1707.

qui « interpose son décret et autorité judiciaire ¹ ». C'est quelquefois le juge ².

Lorsque les offices des maires sont créés, le maire remplace le viguier dans la présidence des opérations électorales : « Monsieur le Maire a octroyé acte de ladite nomination qu'il a autorisé » ³.

En même temps, le fonctionnaire, qui sanctionne ainsi l'élection, remercie en quelques mots les consuls sortants, au nom de la communauté, « des peines et soins quilz se sont donnés pendant leur consulat pour les affaires de ladite communauté » ⁴.

Cela fait, le greffier « faict rolle des noms, sur noms des consuls et conseillers » qu'on crierà, tout à l'heure dans les rues ⁵, puis, selon un très ancien usage, le conseil sortant et les élus se rendent sur la place publique ⁶, pendant qu'un valet des consuls va publier, dans les rues et carrefours, le résultat de l'élection à son de trompe ⁷, et que le greffier de la communauté achève de dresser son procès-verbal ⁸, qui sera signé par tous, au retour de la place publique, à la maison commune.

Sur la place, le viguier, ou le juge, préside encore. Plus tard, ce sera le maire ⁹.

1. BB, 10, p. 51, 1692.

2. BB, 6, p. 34, 1666, p. 590-593, 1672.

3. BB, 11, p. 49, 13 janvier 1701 ; p. 203, 26 décembre 1704 ; BB, 12, p. 237, 1715 ; BB, 14, p. 504, 1756.

4. BB, 12, p. 235, 1715 ; p. 406 seq., 1719.

5. BB, 3, p. 1, 1602.

6. C'est la place du Marché actuelle.

7. BB, 2, p. 1, 1590 ; BB, 3, p. 53, 1603 ; p. 127-130, 1605 ; p. 153-156, 1606.

8. BB, 3, p. 100-103, 1604.

9. BB, 11, p. 49, 1701 ; BB, 12, p. 237, 1715 ; p. 273, 1716 ; p. 406, 1719.

Le premier consul sortant lui présente les nouveaux élus, et il exige de chacun, sur la réquisition du procureur du roi près l'Hôtel de Ville, ou de son substitut ¹, le serment accoutumé. Cette investiture des administrateurs des communes par les agents du roi est bien représentative de la souveraineté royale ².

Le viguier fait promettre aux élus de bien remplir leurs charges, et à cette condition, il les installe pour l'année qui commence ³.

Les protestants prêtent serment, « la main levée » à Dieu, selon la forme de la R. P. R. ⁴; et les catholiques « la main mise sur les Saints-Évangiles » ⁵. Ensuite le viguier leur « octroie acte » de ce serment ⁶.

L'installation consiste dans la mise du chaperon sur l'épaule des consuls ⁷. Et à l'occasion de ce joyeux avènement consulaire, l'usage veut que l'on gratifie l'officier royal qui a fait la « réception » du nouveau conseil, le procureur du roi et le greffier consulaire, d'une certaine rétribution fixée généralement à six livres pour chacun ⁸.

1. BB, 11, p. 48, 1701.

2. Dupont-Ferrier : *Les officiers royaux*, p. 859.

3. BB, 2, p. 100, 1596 ; BB, 5, p. 444, 1665 ; BB, 6, p. 153, seq., 1668 ; p. 441, 1671 ; BB, 8, p. 306, 1677 ; BB, 9, p. 83, 1681 ; BB, 11, p. 204, 1704 ; BB, 12, p. 356, 1707 ; p. 358, 1718 ; BB, 13, p. 2, 1721 ; p. 37, 1722 ; p. 63, 1723 ; p. 98, 1724 ; p. 125, 1725 ; p. 170, 1726 ; p. 220, 1728 ; p. 281 seq., 1730 ; etc.

4. BB, 8, p. 377, 1678.

5. BB, 10, p. 50, 1692 ; BB, 11, p. 16, 1700.

6. BB, 14, p. 504, 1756.

7. BB, 11, p. 16, 1700.

8. BB, 9, p. 25, 18 décembre 1679.

En 1670, l'intendant ayant envoyé un commissaire spécial, M. de Fabrique, pour faire procéder à l'élection devant lui, c'est ce commissaire qui, exceptionnellement, reçoit les serments des nouveaux consuls ¹.

En 1767, le curé certifie la catholicité des consuls dans le moment même qu'ils prêtent serment ².

Le serment prêté et l'installation terminée par la remise du chaperon, on retourne à la maison commune, où, sans déssemparer, le nouveau conseil tient une réunion ordinaire. Et cet usage, éminemment symbolique, montre l'assiduité avec laquelle les représentants de la communauté doivent s'occuper sans cesse des affaires communes ³.

Nous terminons ainsi ce long examen des règles communément suivies, durant trois siècles, pour l'élection des consuls et des conseillers.

Ces règles subirent bien des modifications, souvent éphémères. Il nous faut voir maintenant comment ce droit commun fut faussé par les illégalités, les manœuvres frauduleuses d'agitateurs, les « brigues et monopoles », et aussi par l'intervention des « puissances », bouleversant l'économie du statut municipal viganais, pour obtenir, par tous les moyens, le respect de l'ordre et le maintien de la tranquillité publique, et, par voie de conséquence, l'élimination progressive, mais sûre, des réformés, des conseils de ville.

1. BB, 6, p. 352-356, 1670.

2. BB, 14, p. 673, 30 décembre 1767.

3. BB, 5, p. 444, 8 octobre 1665.

SECTION II.

*Exceptions au droit commun des élections
consulaires.*

§ I. — BRIGUES ET MONOPOLES.

Les « brigues, caballes, monopolles » constituent une matière abondante, presque la partie principale des annales consulaires des communautés languedociennes : il y a partout des ambitieux ou des gens habiles, qui désirent le pouvoir, soit pour les honneurs et les privilèges qui y sont attachés, soit pour en retirer des bénéfices souvent ténébreux. Le seigneur d'une communauté, de puissants personnages qui sont en procès avec elle, de gros propriétaires fonciers, qui voudraient bien faire payer par d'autres contribuables la plus grosse portion des impôts dont leurs immeubles sont grevés, tous ceux-là et bien d'autres ont intérêt à être consuls. Ils pourront ainsi diriger leurs procès à leur guise, maquiller les mandes des impositions, pressurer les habitants, sous le prétexte de droits féodaux imaginaires, et sans que les représentants naturels de ces habitants puissent agir contre eux, puisqu'ils auront eux-mêmes été revêtus des fonctions qui commanderaient à d'autres de faire respecter des droits de la communauté, alors qu'eux s'en serviront pour acquérir l'impunité.

Tout cela va passer devant nos yeux, au cours de deux siècles. De tels faits, d'ailleurs, se retrouvent

dans les annales de toutes les communautés de la région et d'ailleurs... et dans tous les temps.

Ce n'est pas seulement au XIV^e siècle ¹ que les violences, la corruption, le dol faussent le droit commun des élections consulaires. On s'en aperçoit en étudiant les réglementations minutieuses ordonnées à toutes les époques pour remédier aux compétitions, sans pouvoir les faire cesser complètement ².

A Nîmes, en 1563, les réformés s'emparent du consulat par la violence; à Uzès, ils agissent de la même façon ³. Cette violente élimination des familles catholiques, qui pourtant payaient leur part des charges générales et locales, et qui se voyaient ainsi exclues de tous les actes de l'administration consulaire, qui se faisaient « sans leur présence et « assistance » donnait lieu à des contestations sans fin qui ne faisaient qu'énervier davantage les factions ⁴. On ne s'en étonnait pas. Ce sont mœurs du temps et de tous les partis. La curée est ouverte. Chacun se débrouille pour en être et écarter le voisin.

En effet, « c'est un grand procès au cours du seizième siècle, que la possession des consulats et « des conseils de ville, souvent plaidé par l'épée et le « mousquet entre les deux partis confessionnels » ⁵.

A Limoux, depuis l'aventure, déformée à dessein, de Vassy ⁶, les réformés se sont emparés de l'admi-

1. v. Dognon : *op. cit.*, p. 166, 171.

2. *Ibid.*, p. 302.

3. Germain : *Hist. de l'église de Nîmes*, II, p. 105.

4. *Ibid.*, p. 201.

5. Gachon : *Quelques préliminaires*, p. 29.

6. v. Jean Guiraud : *Histoire partielle. Histoire vraie*, II, p. 375 seq.

nistration consulaire ¹. A Castres, il en va de même ².

Au XVII^e siècle, on ne fait plus les élections à main armée, mais cela ne va guère mieux.

Pendant les guerres de Rohan, très vives sont les contestations entre catholiques et réformés, à propos du partage du consulat de Lunel ³. Il en va de même dans toutes les communautés mixtes.

A Lodève, il est tout le temps question d'intrigues, de cabales, de faits de népotisme ⁴.

A Mende, « en 1644, des brigues et monopoles
« eurent lieu... des désordres éclatèrent à propos
« des élections » ⁵.

En 1748, les membres de la puissante et intrigante confrérie de la Grenette, au Puy, « ont capté
« un conseil de ville et amuté la populasse » ⁶.

En Provence, au XVIII^e siècle et depuis un temps immémorial, dans la plupart des communautés,
« les élections étaient entre les mains d'un petit
« nombre de nobles ou de bourgeois appartenant
« aux familles dites consulaires, qui vivaient noble-
« ment, suivant l'expression de l'époque » ⁷.

On écrirait facilement plusieurs volumes, rien qu'en énumérant des faits semblables. Mais nous avons seulement voulu montrer qu'un peu partout,

1. C. Rabaud : *Le protestantisme dans l'Albigeois et le Lauragais*, p. 66.

2. *Ibid.*, p. 77.

3. Gachon : *op. cit.*, p. 24 ; Laugel : *Henry de Rohan*, p. 140.

4. Martin : *Hist. de Lodève*, II, p. 138, 140.

5. Porée : *Le Consulat... de Mende*, p. LVII.

6. *Chroniques de Languedoc*, I, p. 126 et 127.

7. O. Teissier : *Les élections municipales en Provence*, p. 22,

autour de nous, les choses allaient au même train.

Au Vigan, les brigues consulaires sont assurément aussi anciennes que le consulat. Tout, même, nous sollicite d'imaginer des compétitions, analogues à celles dont nous allons être témoins, autour du syndicat primitif, encore que manquent les sources, pour ces temps éloignés ¹.

On peut, sans trop de légèreté, faire fond sur l'esprit général des populations cévenoles, ombrageuses, méfiantes, pour expliquer le particulier acharnement des factions, autour des conseils politiques, en Cévennes.

Cet esprit, très persistant, faisait dire, bien longtemps après, au maréchal de Montrevel ² : « les haïnes particulières sont si familières dans cette province que l'on ne peut y avoir trop d'attention » ³,

C'est en l'année 1600 que nous trouvons, dans les délibérations conservées, la première trace de brigues. Cette année-là et les années suivantes, le procureur du roi proteste contre une pratique, qui, d'après les termes qu'il emploie, doit être assez ancienne : c'est que, en fait, consuls et conseillers sont héréditaires. L'élection se fait seulement en apparence, et le résultat en est arrêté, à l'avance, « à la porte de certaines maisons », dont les chefs

1. Les minutes notariales, pour les années antérieures à 1590, et que nous avons absolument laissées de côté, pour ce travail, donneraient peut-être des indications intéressantes.

2. Lettre à Bâville, du 19 août 1703.

3. *Revue du Midi*, VIII, p. 60.

nomment de leurs parents et s'arrangent pour faire tomber le sort sur qui ils ont désigné, « comme il l'a vérifié depuis longtemps » ; cela est fort préjudiciable à la communauté.

En 1602, les plaintes du procureur du roi sont plus pressantes. Et pour remédier à cet abus, il réclame que l'on fasse, désormais, les élections comme à Nîmes, c'est-à-dire un mois avant l'installation des nouveaux élus, et que, dans l'intervalle, les noms de ceux-ci lui soient communiqués, afin qu'il puisse, dans ce délai, faire toutes oppositions qu'il jugera nécessaires. Mais M. de Lasfons, premier consul, n'est pas de cet avis, et s'arrange pour faire passer outre à ces protestations ¹.

En 1603, les brigues continuent, et le conseil, pour les éviter désormais, décide de faire un règlement conforme aux « ordonnances royaulx et arrests de la cour souveraine de Parlement » ².

En 1609, les choses sont allées si loin, qu'il existe dans la ville deux partis organisés, qui se font une guerre judiciaire acharnée, au point que le parti au pouvoir voit, un jour, arriver le prévôt général qui vient faire des procédures et réformations contre ses chefs, à l'instigation du parti adverse ³.

En 1612, une instance est pendante, à la Chambre de l'Édit, touchant le règlement du consulat ⁴.

En 1618, le viguier et sa coterie essaient de troubler l'élection, afin de faire nommer de leurs parents; pour cela, ils comptent sur un désordre qu'ils pré-

1. BB, 3, p. 45, 23 décembre 1602.

2. BB, 3, p. 57, 2 janvier 1603 ; p. 71, 7 avril 1603.

3. FF, 2, 1, 1, 26 août 1609.

4. FF, 2, 1, 2. 13 novembre 1612.

parent, d'ailleurs, eux-mêmes, de la façon suivante : ils se pourvoient devant la Cour des Aides de Montpellier, secrètement, et, en faisant pression sur des parents et des amis qu'ils y ont, obtiennent un arrêt défendant au conseil politique sortant de s'assembler cette année-là, pour procéder à l'élection. Ils se gardent bien de signifier cet arrêt aux consuls. Ils tiennent leur manœuvre cachée, et, le jour de l'élection venu, ils exhiberont l'ordre de la Cour souveraine, escomptant le désordre que causera cette surprise, pour augmenter leur crédit, et arriver mieux à leurs fins ¹. Mais les consuls ont eu vent de la chose. Ils se pourvoient, de leur côté, devant la Chambre de l'Édit, et obtiennent un autre arrêt leur enjoignant de faire l'élection selon la coutume, et défendant au viguier, au juge et à tous autres habitants de s'y opposer ².

De la sorte, si le parti qui brigue le pouvoir met tout en œuvre pour y parvenir, le parti nanti fait, de son côté, tout le possible pour le conserver.

En 1624, quelques meneurs parviennent à constituer un *syndicat* ³. Leur chef, M. « Estienne de Montfaulcon, docteur èz-droitz », obtient des provisions du Parlement de Toulouse, défendant aux consuls en charge de se dessaisir du pouvoir muni-

1. AA, 2, 1, 1, décembre 1618.

2. AA, 2, 1, 2 ; AA, 2, 1, 3, 18 décembre 1618.

3. On désigne, sous ce vocable, une fraction de la population, ayant un intérêt commun, généralement contraire à celui de la majorité, se groupant pour se défendre, et nommant, par acte notarié, un ou plusieurs des leurs, pour les représenter tous, et agir en leur nom (cf. Gachon : *Quelques préliminaires*, p. 34). Les *syndicats* sont fréquents, en temps de brigues consulaires. C'est par ce moyen que quelques familles considérables et intrigantes se maintiennent au pouvoir. Mais cela ne va pas sans attroupements, rixes, émeutes, comme nous le verrons.

cipal, et leur ordonnant de continuer leurs fonctions toute l'année 1625.

A la fin de 1625, même manœuvre des syndiqués, arrêt semblable du Parlement. Ainsi voilà des consuls demeurant trois ans en charge, contrairement à tous les usages, par la volonté de leurs amis syndiqués ¹.

Le conseil politique, ayant assez de ces mesures d'exception, obtient à son tour, en 1626, des provisions de la Chambre de l'Édit, ordonnant de faire l'élection pour 1627, selon les anciens usages ².

Les second et troisième consuls élus en 1632 refusent la charge qu'on leur délègue, pour ne pas l'exercer en même temps que noble François de Ginestous, sieur de Bosgros, élu premier consul en même temps qu'eux ³. C'est que le sieur de Bosgros est catholique, et le troisième consul, pris, comme nous l'avons vu, du « menu peuple », a dû céder aux menaces du parti protestant et faire cause commune avec le second consul, contre le premier, qui est pourtant son coréligionnaire.

Là-dessus, le Frère Chérubin, gardien des Capucins, s'adresse à l'intendant Miron et au gouverneur de la province, Montmorency, pour solliciter officieusement leur intervention dans les difficultés électorales pendantes au Vigan, en faveur du parti catholique, paralysé par l'obstruction systématique des protestants ⁴.

1. BB, 4, p. 245, note.

2. BB, 4, p. 250, 1^{er} janvier 1627.

3. BB, 4, 1632.

4. BB, 16, 32, 22 juin 1632.

En 1647, le marquis de Salm, prieur et seigneur du Vigan, écrit aux consuls qu'il lui serait fort agréable que M. de Roquan soit premier consul l'année suivante, et, à défaut, M. de Rousset, fils du juge royal. Les arguments qu'il fait valoir sont sans doute bien puissants, puisque le conseil décide, sans protester aucunement, de lui obéir ¹.

L'élection consulaire de 1649 donne lieu à des contestations entre MM. de Lautal et de Cate, consuls sortants, et MM. de Camprieux, de Gressentis et Verdier, nouveaux élus. Cela procure un procès en parlement, dont les longueurs sont telles, que les mêmes consuls sont encore en charge en 1650 ². L'affaire n'est d'ailleurs pas terminée encore.

En 1651, un conseil général des habitants se réunit, à l'instigation de MM. de Cate et de Lautal, et exclut tout simplement MM. de Gressentis et de Camprieux du consulat ³. De son côté, le conseil politique annule cette décision et rend à ces Messieurs l'aptitude à faire partie d'un conseil politique ⁴.

Là-dessus, le prieur Guichard signifie un acte à l'occasion d'un procès qu'il a avec la ville à François de Ginestous, viguier, « commissaire vous disant
« subrogé par Monseigneur de Rabaudy, conseiller
« du roy en sa cour de parlement de Tholozé, et
« commissaire par elle à ce desputté pour procéder
« à certaines extractions d'actes pour la partie des
« consuls modernes de laditte ville a lancontre du

1. BB, 16, 12, 1^{er} janvier 1648.

2. BB, 16, 13, 30 novembre 1649 et 1^{er} janvier 1650.

3. BB, 16, 43, septembre 1651.

4. BB, 16, 15.

« remontrant ». Dans cet acte, le prieur reproche au viguier d'être « notoirement grandement suspect » et recuzable ez considérations suyvantes : que « vous ne pouvez desnyer que vous ne soyes habitant et rezidant en laditte ville comme y tenant le premier rang à cause de votre charge et qu'en ceste qualité, vous n'ayes prins diverses deslibérations et ne vous soyes scindiqué avec les autres habitans de laditte ville pour la poursuite des procès et différens quy sont à présent pendans entre ledit remontrant et lesdits consulz tant en laditte cour de parlement, chambre de ledit de Castres, en la Cour des Comptes, Aydes et Finances de Montpellier, pour esluder et faire perdre en tant qu'en vous seroit les intherests, demandes et droictz appartenant audit prieuré et benefice dudit remontrant...

• Que pour raison des droictz que ledit remontrant a en la jurisdiction et justice distributive de la ville..., vous savez » qu'il y a aussi au parlement une instance « en reiglement desdicts droictz dentre ledict remontrant et vous et les autres officiers du roy de laditte ville ».

Et que, pour toutes ces raisons, « vous auriez conseau une grande haine et inimitié a lancontre dudit remontrant », tout en recherchant « toutes sortes d'occasions pour luy nuyre » ¹.

Les protestants, mécontents de voir que la création, en 1613, d'un troisième consul tourne à leur désavantage, depuis que l'Édit de Grâce a détruit leur puissance politique, cherchent, en 1655, à obtenir la suppression de ce troisième consul, pour

1. FF, 1, 44, 2.

gagner l'égalité de représentation des catholiques et des protestants dans le consulat. Ils allèguent qu'il n'y a alors au Vigan que MM. de Roquan, du Tour ¹, Mourier, Verdier, Cornier, Salze et Combernoux ² qui soient catholiques, et que tout le reste est protestant ³. Mais cette démarche n'aboutit pas.

Désormais, la lutte politique est surtout circonscrite entre catholiques et réformés, ces derniers mettant tout en œuvre pour conserver puis reconquérir un pouvoir qui s'effrite sous les coups de la loi.

En 1661, certains, « par des voyes obliques, se
« veuillent ingérer en la charge de consuls, ce qu'ils
« font à dessein d'inquiéter ceste communauté, et,
« pour parvenir à leurs pernicioeux dessaings, se
« veuillent servir de l'autorité de Monseigneur le
« prince de Conti, gouverneur de la province », en lui racontant des « faussetés » sur la situation politique du Vigan ⁴. Ils se sont formés en syndicat ⁵ et cherchent à embarrasser le conseil, sur le fait des impositions, à le faire prendre en faute, touchant la comptabilité communale, et cela procure bien des tracas à leurs victimes, qui ne sont peut-être pas absolument en règle ⁶, comme nous l'allons voir. Ainsi des affaires d'argent et des intérêts particuliers sont souvent au fond de nos querelles politiques. Les choses vont même si loin, que les consuls en charge doivent se justifier devant leurs

1. Ces deux seuls étant susceptibles d'être premier consul.

2. Jusqu'en 1685, ces cinq habitants se remplacent, presque à tour de rôle, dans la charge de troisième consul catholique, étant artisans.

3. BB, 16, 44, 23 mars 1655.

4. BB, 5, p. 67, 14 décembre 1661 ; p. 68-69, 29 décembre 1669.

5. BB, 5, p. 71, 13 janvier 1662.

6. BB, 5, p. 73, 22 janvier 1662.

administrés. Le 28 décembre, un conseil extraordinaire mi-parti ¹ est convoqué et le premier consul lui expose que, peu de temps auparavant, des « malversations » furent commises soit lors d'élections, soit dans la gestion des affaires publiques, par des administrateurs de la communauté. Il rend compte des cabales que fit, à ce sujet, le syndicat formé en 1651, auxquelles se juxtaposèrent d'autres intrigues menées par ceux qui n'avaient pas la conscience nette. Ces derniers, voulant éluder des poursuites, avaient réuni douze personnes qui étaient en procès avec la communauté, ou coupables de péculat, et s'étaient fait députer par ce nouveau syndicat vers les *puissances* ².

C'est ainsi que les enfants du sieur d'Anglas avaient député leur propre père vers le prince de Conti, ainsi que Jean Arboux, l'un des principaux coupables ³. Ces agitateurs étaient le viguier Ginetous, le juge d'Hortet, d'Anglas, procureur du roi, M. de Gravières, frère du viguier, les sieurs du Tour, de Lasfons, de Mauriac, l'artisan Mourier, catholiques, et Jean Arboux, receveur de la viguerie, son frère, avocat, et le sieur d'Airolles, protestants.

Lorsque le conseil extraordinaire mi-parti eut été ainsi mis au courant de ces intrigues, il résolut d'y mettre fin ⁴.

1. C'est-à-dire, le conseil ordinaire, renforcé de notables des deux religions.

2. BB, 5, p. 170, 24 décembre 1662.

3. Sur les malversations de Jean Arboux, et les aventures de ce remuant personnage, v. notre *Viguerie du Vigan au commencement du XVII^e siècle*, chap. III, sect. I.

4. BB, 5, p. 173, 28 décembre 1662.

Qui devons-nous croire ? Chaque parti accable l'autre. Tous ont recours à l'autorité supérieure, et les honnêtes gens paraissent coudoyer les person- nages compris dans les deux syndicats.

Nous croyons être ici en présence de trois cou- rants : des concussionnaires, coupables à des degrés divers, des réformés qui profitent de l'occasion pour essayer de pêcher en eau trouble (et, ma foi, l'occa- sion est bien tentante!) enfin, comme toujours, une majorité assez paisible qui désire la punition de tous les coupables quels qu'ils soient.

. L'élection du 1^{er} janvier 1663 amena au pouvoir des consuls désireux de rétablir l'ordre dans l'ad- ministration, autant que nous pouvons en juger d'après des documents vagues, embrouillés et rem- plis de belles protestations d'honorabilité.

Des poursuites sont commencées contre les mal- versateurs qui se défendent du mieux qu'ils peu- vent, et vont jusqu'à suborner des témoins pour faire comprendre le premier consul dans une informa- tion faite en mars 1663, au sujet de « meurtres » et excez » commis alors au Vigan. Ils tentent encore d'accaparer le consulat, en 1663¹. Mais l'intendant continue, cette année-là, les consuls nommés en 1663, dans leurs fonctions, à la requête probablement des amis de l'ordre². En 1665 et en 1666, ils ne réussissent pas davantage, et c'est l'in- tendant qui fait les élections³.

C'est que la confusion était telle alors, qu'il y

1. BB, 5, p. 205, 9 avril 1663 ; p. 247, 11 octobre 1663 ; p. 326-327, 8 avril 1664.

2. BB, 6, p. 13, 2 déc. 1665.

3. BB, 5, p. 352, 6 janv. 1665.

avait trois syndicats constitués, délibérant chacun de son côté, accumulant les poursuites judiciaires, s'adressant au gouverneur, au conseil du roi, à l'intendant, à la chambre de l'édit, aux juges ordinaires de la viguerie, épuisant, en un mot, toutes les juridictions judiciaires et administratives. C'était l'anarchie complète, et cela ne paraissait pas devoir cesser de sitôt ¹. C'est que les intérêts en jeu étaient gros : si Arboux, d'Anglas et leurs amis succombaient, ils savaient que leurs adversaires n'hésiteraient pas à épuiser encore, s'il le fallait, toutes les juridictions du royaume pour les forcer à rendre compte de leur administration antérieure et les faire condamner aux restitutions les plus fortes possible, et, à chaque nouvelle élection, les cabales renaissaient. Ainsi, en 1666 ², ils forment un nouveau syndicat « qu'ils ont fait signer dans
« les maisons et par les rues à des personnes
« de leur dépendance et engagées dans leurs intérêts, tendant à troubler le repos public et à causer des troubles à la prochaine eslection comme
« aux précédentes ».

Et leurs adversaires de poursuivre en justice la cassation de ce syndicat ³.

Cette année-là, on est fort embarrassé pour trouver des consuls et conseillers catholiques, la plupart de ceux qui pourraient l'être étant « suspects et récusables à la communauté », comme tenant le parti du sieur Arboux et de ses comparses ⁴.

1. BB, 5, p. 434, 26 juillet 1665 ; BB, 16, 19 ; BB, 16, 20 ; BB, 16, 21 ; etc.

2. v. *L'Echo des Cévennes*, n° 2304, 28 fév. 1880.

3. BB, 6 p. 27, 13 mars 1666.

4. BB, 6, p. 34, 4 avril 1666.

A peine l'élection de 1666 est-elle terminée, que François de Mauriac, « soi disant syndic de quelques habitans », se pourvoit devant la Cour des Comptes, Aides et Finances de Montpellier, en cassation des opérations auxquelles elle a donné lieu. C'est lui, maintenant, qui crie au monopole, et il trouve le moyen de paralyser financièrement les consuls en charge, en obtenant de cette juridiction un arrêt défendant aux comptables de la communauté de rien remettre aux consuls sur les fonds qu'ils détiennent. Ainsi ces derniers sont sans argent pour poursuivre leurs procès coûteux contre les syndiqués.

M. de Mauriac était décidément un habile homme. Il alla même jusqu'à menacer ses adversaires de solliciter le conseil du roi de casser l'élection ¹. Il accumule les procès pour lasser les habitants, qui, en définitive, doivent supporter une partie des frais énormes qu'ils occasionnent, sinon tout.

Le syndic est riche, et, d'ailleurs, qu'est-ce que de l'argent, si on évite ainsi une condamnation possible aux galères. Il est également influent : ne va-t-il pas jusqu'à circonvenir les intendants ² ?

Et, finalement, le procès engagé pour la cassation de l'élection, est porté devant le conseil du roi.

A cette occasion, les consuls nous apprennent que Paul Arboux a fabriqué de toutes pièces des documents, des titres favorables à ses partisans et à lui-même, et s'est rendu à Paris pour les y apporter ³, tout cela pour le plus grand dommage de la communauté ⁴.

1. BB, 6, p. 39 et 42, 30 avril 1666.

2. BB, 6, p. 59, 18 juillet 1666.

3. BB, 6, p. 54, 9 juillet 1666.

4. BB, 6, p. 68, 30 juillet 1666 ; p. 277, 16 mars 1669.

Les consuls se défendent comme ils peuvent : ils tentent de faire dissoudre le syndicat par le parlement ¹ et arrivent à leurs fins ².

Pour augmenter le désordre, les diverses juridictions, saisies en même temps par les deux partis, rendent des décisions contradictoires; en 1668, l'intendant ordonne de procéder à l'élection selon l'usage, alors que par arrêt du 26 mars 1666, le parlement avait décidé qu'il serait sursis aux élections et que le même conseil resterait en fonctions, jusqu'à ce qu'un nouvel arrêt ordonne le contraire.

Grande est la perplexité des conseillers en présence de ces ordres contradictoires. De l'avis du viguier et du juge, on procède cependant à l'élection. Le résultat n'est pas trop défavorable aux « scindiquans » encore que le sieur Verdier, leur plus ardent adversaire soit élu premier consul ³. Le viguier, d'ailleurs, ne manque pas de faire opposition à ce dernier résultat, heureux de pouvoir invoquer contre Verdier le règlement du consulat, d'après lequel le délai de trois ans, depuis la sortie de charge d'un consul, ne suffit pas pour qu'il soit rééligible ⁴. Et les procès continuent ⁵. Le viguier, ayant à s'absenter trois jours, fait défense au conseil de s'assembler pendant ce temps ⁶. C'est

1. BB, 6, p. 81, 15 sept. 1666.

2. BB, 6, p. 109, 1^{er} janvier 1667; p. 111, 11 déc. 1666.

3. MM. d'Anglas et du Tour sont élus conseillers, mais n'ayant pu obtenir le chaperon, ils ne daignèrent pas, dans la suite, assister aux réunions du conseil (BB, 6, p. 278-280, 16 mars 1669).

4. BB, 6, p. 153 seq., 1^{er} janvier 1668.

5. BB, 6, p. 250, 19 octobre 1668.

6. BB, 6, p. 217, 22 juillet 1668.

qu'il veut avoir la haute main sur les délibérations et fortifier toujours de son autorité les «cabbalans».

Et voilà l'occasion d'une nouvelle contestation.

En 1669, le syndicat continue ses menées ¹ et cherche tous les prétextes pour faire dépenser de l'argent à la communauté. Et comme les sieurs du Tour et d'Anglas, conseillers politiques, continuent à diriger la cabale, avec Mauriac et Jean Arboux, les consuls, agacés de cette attitude ouvertement hostile de deux de leurs collaborateurs, les font purement et simplement remplacer par d'autres habitants plus tranquilles, en alléguant diverses incapacités que ces messieurs auraient encourues ².

Le parti au pouvoir cherche à se fortifier encore davantage : il décide qu'aucun comptable ne pourra être désormais admis au consulat, pas plus que les personnes qui sont en procès avec la communauté.

On pense ainsi écarter les intrigants, lesquels font partie de l'une ou de l'autre catégorie ³.

Enfin, on obtient du Conseil du roi un arrêt excluant pour quelque temps du consulat les membres les plus compromis du syndicat adverse ⁴.

En 1673, les brigues reprennent de plus belle, mais le terrain de la lutte est déplacé : ce ne sont plus d'anciens comptables douteux ou des administrateurs accusés de concussion contre qui le parti prétendu honnête a à lutter.

1. BB, 6, p. 265, 8 janvier 1669 ; p. 271, 22 février 1669 ; p. 277, 16 mars 1669.

2. BB, 6, p. 278-280, 16 mars 1669.

3. BB, 6, p. 302, 23 juin 1669 ; p. 305, 2 juillet 1669.

4. BB, 6, p. 439, 19 janvier 1671.

La querelle se circonscrit entre la communauté et le prieur, celui-ci s'appuyant sur la famille de Ginetous, la plus puissante de la ville, alliée à toute la bonne noblesse cévenole et languedocienne, et dont un membre possède la charge de viguier.

En 1672, le viguier circonvient l'intendant et obtient qu'il écrive aux consuls pour leur suggérer de faire premier consul, pour l'année suivante, le sieur d'Argentières, son fils. Mais M. d'Argentières est fort suspect à la population, car il est dans les intérêts du prieur, comme le viguier, son père, et que le prieur est en procès avec la communauté devant le grand et le petit conseil du roi. En outre, le viguier lui-même plaide en parlement contre elle.

On arrive au jour de l'élection, et, selon l'usage, le viguier se présente pour y présider, mais le premier consul sortant le prie de « faire place », car, lui présent, le conseil n'aurait pas toute sa liberté pour opiner. Le substitut du procureur, qui remplace celui-ci, appuie le premier consul, mais le viguier persiste à refuser de sortir, bien que le conseil ait à examiner si, oui ou non, son propre fils est « suspect à la communauté ».

On décide alors de voter sur la question de savoir si le viguier doit sortir, et lui-même va recueillir les voix. A sa surprise, elles lui sont contraires.

Il persiste néanmoins à vouloir demeurer. Ce que voyant, M. de Roquan, premier consul, passant outre aux suggestions venues de l'intendance, commence à remplir les formalités habituelles des élections et nomme trois personnes.

Le viguier s'emporte, dit que cela est nul, parce

que « ladite nomination seroit monopollée » : il ordonne à M. de Roquan de se conformer aux *ordres* de l'intendant. Sinon, il n'autorisera pas cette élection. M. de Roquan persiste. Le viguier ordonne alors à tout le monde de se retirer, mais le substitut du procureur du roi proteste contre une telle violation des arrêts sur la matière des élections, et des coutumes. Le vicaire essaie de s'interposer et de faire entendre au viguier qu'il faut nommer des consuls qui ne soient point suspects, et que c'est à bon droit que son fils l'est à l'assemblée ¹ ; il propose un moyen terme, étant donné qu'il est très difficile de trouver des sujets propres à occuper la charge de premier consul « parmi un sy petit nombre de catholiques qu'il y a dans ceste ville » : le conseil n'a qu'à continuer M. de Roquan.

Le viguier s'y oppose et essaie d'entraîner le juge, qui est présent, hors de la salle, pour rendre ainsi la réunion irrégulière, faute d'être présidée.

Ce que voyant, les consuls appellent M^e Estienne Portalès, notaire, pour, devant lui, sommer le viguier et le juge de rester et d'autoriser l'assemblée, et pour protester, à défaut, qu'on continuera l'élection sans eux et sous leur responsabilité. Malgré ce, juge et viguier se retirent.

Alors, tandis qu'on veut continuer l'élection, devant le substitut du procureur du roi, le viguier rentre dans la salle, accompagné de son fils, du sieur de la Prunarède, de Saint-Jean-de-Fos, procureur de l'abbé de la Fayette, prieur, du sieur Bresson, de Marseille, son agent, du sieur d'Hortet de Les-

1. Nous verrons plus loin que cette intervention du vicaire lui attira l'inimitié des Ginestous et du prieur qui le supplanta alors dans les conseils de ville.

pigarié, son proche parent, « et de pluzieurs autres, « armés de leurs espées ».

« Et en ceste posture auroit fait commandement « aux sieurs consulz et conseillers de se rettirer », ajoutant qu'on ne pouvait faire une assemblée sans sa présence.

Ce que voyant, les consuls somment ces messieurs de sortir, en disant qu'on va faire l'élection devant le substitut.

Alors le viguier et ses amis se répandent en grosses menaces, et particulièrement son fils, le sieur d'Argentières, aspirant au premier chaperon, et « quy faizoit de grands effortz de chasser avec violances lesdits consulz et conseillers hors du conseil et de la maison de ville ». Et M. de Roquan requiert le substitut « d'en dresser un verbal pour sur iceluy faire informer desdites insultes et en avoir réparation ». Ce que voyant, le viguier et ses amis se retirent, « par l'entremise de pluzieurs bons habitans qui seroient survenus au bruit qu'ils faisoient », et on continue l'élection¹, que le substitut rend valable en « interposant dessus son décret et autorité judiciaire »².

Naturellement, le prieur s'empresse de demander à l'intendant d'annuler cette élection³. Mais, cette fois, les partis en présence ne sont pas d'égale force. Le prieur a de riches et puissants intercesseurs⁴.

1. BB, 6, p. 678-683, 1^{er} janvier 1673.

2. Sur le procès-verbal de cette élection mouvementée, sa signature est suivie de ces mots « au reffus de MM. les magistrats. » Cf. *Preuve* n° 7.

3. v., aux *Preuves*, des notes sur les intrigants les plus compromis (n° 5).

4. BB, 6, p. 687

Seulement la masse des habitants lui est contraire, comme on en peut juger par un conseil général, convoqué par le premier consul, et présidé par le juge, M. de Camprieu, et où cent dix habitants assistèrent, « faisant la plus grande partye des « habitans », nobles, bourgeois, simples artisans. Dans cette assemblée, on avisa aux moyens qu'il convenait de prendre, pour avoir raison des intrigues du prieur, qui agissait de toutes façons pour parvenir à établir et percevoir, en sa qualité de seigneur de la ville, une *leude*, qui pèserait lourdement sur les pauvres gens. Il pensait parvenir à ce but aisément, s'il avait des consuls à sa dévotion, qui succomberaient volontairement au procès pendant entre lui et la communauté à ce sujet ¹. Le conseil général, après avoir remercié le vicaire de son heureuse intervention dans le conflit, décida de députer vers l'intendant pour l'éclairer sur cette affaire et ses dessous, et pour lui représenter que « la communauté est présentement dans une bonne « union et concorde, par les soins et par les bons « ordres de monseigneur l'intendant » ².

Et, avec une ardeur plus grande, les deux partis continuaient de s'accabler réciproquement de procédures contradictoires ³.

Enfin, le premier eut gain de cause. Un arrêt du conseil d'état du roi (grand conseil), du 27 février, et un arrêt du Parlement du 12 avril suivant cassèrent l'élection. Le 15 avril, l'intendant ordonna de la recommencer huit jours après et envoya un

1. Sur cet intéressant procès, v. *infra*, livre IV, chap. II, sect. II, v^o *Droit de courtage* ; chap. VIII, sect. I, § 2.

2. BB, 6, p. 684-685, 18 janvier 1673 ; BB, 16, 24.

3. BB, 6, p. 692, 12 février 1673 ; p. 708, 8 avril 1673.

commissaire spécial pour veiller à ce qu'elle se fit avec calme. Les habitants durent s'incliner devant de tels ordres, et, le 21 avril, le conseil s'assembla pour recommencer l'élection. On allait y procéder quand le Prieur se présenta à la maison commune, demandant à entrer. Le commissaire délégué par l'intendant, ayant la police de l'élection, accéda à ce désir. Et le prieur exhiba avec contentement une ordonnance de l'intendant, du 18 février précédent, qui portait que le prieur entrerait désormais dans les conseils de ville, à la place et à l'exclusion du vicaire¹. Celui-ci protesta bien, mais le commissaire lui enjoignit de sortir, ce qu'il fit.

On commença l'élection. De part et d'autre on use et on abuse d'oppositions, de récusations, d'exceptions; chaque faction tache d'écarter ceux qui la gêneraient. Parmi les moyens dilatoires ainsi proposés, on en peut noter deux qui montrent la singularité de cette société du XVIII^e siècle, qui alliait les plus hautes distinctions à des actes inexplicables.

Le prieur s'oppose à ce que M. d'Anglas, conseiller, vote, car « il est décrété d'adjournement personnel par la souveraine cour des aydes » de Montpellier : or, les prévenus ne peuvent être consultants ni conseillers.

A son tour, M. de Roquan récusé son oncle, M. de

1. C'était là une revanche maligne. Le prieur se vengeait de l'attitude que le vicaire, lui étant contraire, avait eue dans les affaires précédentes.

Un arrêt du conseil d'état, du 24 juillet 1721 autorisa le curé Robert à reprendre la place ainsi perdue par son prédécesseur (abbé Rouquette : *Hist. de Ganges*, p. 194).

La Foux, qui, dit-il, a été condamné à mort par le parlement.

Résultat de l'élection : M. d'Argentières, fils du viguier, élu premier consul.

Un autre résultat indirect de l'élection, mais dû aux brigues qui l'avaient précédée, fut l'obligation, pour la communauté, de payer 173 livres au commissaire de l'intendant, à son greffier et à un exempt du prévôt venus avec lui ¹.

A peine installé, M. d'Argentières fait annuler les poursuites, précédemment faites, contre les opposants à la première élection, parmi lesquels il s'était distingué par sa fougue et ses brutalités ².

Le conseil, élu en 1674, contient des représentants des deux partis adverses, et les escarmouches continuent. A M. d'Argentières a succédé, dans la charge de premier consul, M. de Mauriac, que nous avons vu, en 1666, diriger un syndicat de comptables douteux contre la communauté ³.

L'année suivante, c'est Paul Arboux lui-même qui a le premier chaperon ⁴.

Des incidents, qui éclatèrent, à propos de l'élection consulaire de l'année 1676, nous donnent de singulières lumières sur tout ce qui précède, et nous montrent bien comment le consulat était recherché, non seulement ainsi qu'un moyen d'action puissant et propre à soutenir efficacement des inté-

1. BB, 6, p. 710-716, 21 avril 1673 ; p. 726, 21 avril 1673

2. BB, 6, p. 717, 23 avril 1673.

3. BB, 8, p. 1, 1^{er} janvier, 1674.

4. BB, 8, p. 139, 1675.

rêts particuliers, mais encore pour les profits personnels qu'on en pouvait retirer.

Le 1^{er} janvier 1676, tandis que l'on commence l'élection, MM. de Mauriac et de Roquan, conseillers, sont absents. Carrière, consul, demande alors au viguier d'ordonner que, dans cette « nomination », Paul Arboux devra s'abstenir, car, le 7 avril 1670, les sieurs d'Anglas, du Tour, de Roquan, de Mauriac et Arboux passèrent, avec d'autres, une police où il était stipulé que, lorsque l'un d'eux deviendrait consul, tous les profits que cette charge lui procurerait, et notamment les indemnités d'entrée aux États de la province, seraient partagées entre eux tous, et que celui-là n'aurait en propre — et par force ! — que le titre de consul. Chacun s'engageait aussi, consul sortant, à ne choisir des candidats pour lui succéder que parmi ses associés.

En apprenant tout cela, le conseil décide qu'on poursuivra les compères en justice. Paul Arboux avoue qu'il a signé deux de ces polices, mais il raconte que, à la suite des « menaces et jactances » de le maltraiter en sa personne et biens s'il ne nommait le sieur Guichard en sa place pour premier consul, ce que le sieur de Gravières n'oserait luy desnier qu'il ne luy en ayt parlé, et pressé dans son jardin devant ledit sieur d'Argentières, et du sieur de Lespigarié, et, ensuite, ledit sieur d'Argentières, deux jours après, venant des Capucins, auroit rencontré ledit sieur Arboux et mené du costé du Terral, où, estant, il luy auroit dit en ces termes que s'il ne luy tenait parole de nommer ledit sieur Guichard, il se vengeroit de luy et luy chercheroit des affaires, *quand il sauroit de sallier avec le diable*, ce qui fit appréhender

« ledict Arboux ». Puis on le menaça de mettre le feu à sa maison « pour le brusler et sa famille, qu'il estoit un méchant homme, qui avoit trahi la *maison* du sieur viguier ». Enfin, le jour de l'élection arrivé, pris entre ses engagements illicites et les menaces de la famille de Ginestous, il avait opté pour le premier parti. C'est alors que Carrière avait dévoilé les termes de cette fameuse police.

Là-dessus, les deux factions accumulent les oppositions, protestations, injures, le viguier ayant fait son affaire personnelle de l'élection du sieur de Guichard; on se menace de prises à parties, on jure qu'on est étranger à ces brigues et qu'on châtierà les calomniateurs... Enfin le viguier arrive à ses fins et Guichard est élu ¹. Mais Arboux use de moyens dilatoires : il refuse de remettre le chaperon à son successeur et se pourvoit en cassation de l'élection ². Et cela fait un nouveau procès ³.

Mais, le 14 janvier 1676, les États de la province décident d'exclure pour toujours de l'entrée aux États et aux assiettes diocésaines de Nîmes « à cause des monopoles qu'ils ont pratiqué dans la dite ville (du Vigan), pour se conserver la disposition des charges consulaires au préjudice des arrestz du Conseil et de la liberté qui doit estre dans les eslections » les sieurs Arboux, de Mauriac et autres.

En février, cependant, les États acceptent d'entendre leurs justifications ⁴. Mais en mars, l'exclusion

1. BB, 8, p. 227 seq., 1^{er} janvier 1676.

2. BB, 8, p. 302, 29 décembre 1676.

3. BB, 8, p. 237, 5 janvier 1676 ; p. 243, 24 février 1676.

4. Haute-Garonne, C, 2320, f^o 1-113, novembre 1675-février 1676 (Inv. Somm.).

perpétuelle est maintenue contre eux ¹, et l'intendant ordonne des informations ². En attendant, l'élection suivante est retardée, et les Ginestoux se réjouissent d'avoir supplanté leurs compétiteurs ³.

En 1680, ceux-ci essaient bien de provoquer du désordre, mais le viguier déjoue leurs calculs en faisant nommer les nouveaux consuls et conseillers par l'intendant.

Naturellement ce sont des gens à sa dévotion ⁴.

L'intendant, lassé de toutes ces compétitions, prend le parti, à la moindre supplique, de nommer les conseils de la même façon. Ainsi le parti des Ginestoux se tient tranquille, et ses adversaires aussi ⁵. Et, tout bien considéré, cela est mieux ainsi.

Les créations d'offices portent le dernier coup à ces turbulentes compétitions, et le XVIII^e siècle est infiniment plus calme. Les cabales, quand il y en a, se font surnoises. On ne les étale plus au grand jour. De plus, elles sont limitées à une personnalité. Des familles puissantes et nombreuses, des syndicats d'habitants ou des associations frauduleuses ne luttent plus comme au XVII^e siècle.

Cela se borne à des sollicitations discrètes.

Et puis, le parti protestant n'existe plus, et, avec sa disparition, un grand élément de discorde municipale s'est éteint.

1. BB, 8, p. 244, 5 mars 1676 ; Gard, C, 296.

2. BB, 8, p. 303, 1^{er} janvier 1677 ; p. 355, 1^{er} janvier 1678.

3. BB, 8, p. 305, 1677.

4. BB, 9, p. 82 seq., 1681.

5. BB. 9, p. 141, seq., 1682 ; p. 209, 1683.

En 1781, on veut éviter même ces innocentes compétitions personnelles, et le conseil décide qu'à l'avenir les consuls et les conseillers sortants proposeront trois noms, mais *sans choix*, sans en recommander un plus particulièrement à l'attention du collège électoral, qui aura ainsi l'entière indépendance nécessaire pour donner les chaperons aux plus dignes ¹.

§ 2. — INTERVENTIONS DU POUVOIR CENTRAL DANS LES ÉLECTIONS CONSULAIRES

Le Gouverneur, puis l'Intendant doivent veiller à la police générale de la province. A ce titre, les troubles qui naissent dans les communautés, à l'occasion des élections, les intéressent particulièrement, et ils ont le droit et le devoir d'user de leur autorité pour les faire cesser. A ce point de vue, leurs pouvoirs sont très étendus, et c'est dans la province entière, et à toutes les époques, que nous voyons intervenir ces agents supérieurs du pouvoir central.

Cela commence de bonne heure : en 1295, le châtelain d'Alais révoque une interdiction de l'exercice du consulat, prononcée par lui antérieurement et motivée par le refus des habitants de faire les élections en sa présence ².

En 1574, à Montpellier, « M. Dampville fit les consuls de son autorité privée, se fondant sur la misère du temps et du défaut des gens d'honneur qui voulussent accepter cette charge » ³.

1. BB, 15, p. 8, 27 décembre 1781.

2. *Recherches sur Alais*, p. 498.

3. La Pijardière : réimpression des *Pièces fugitives*, VII, *Mémoires de Jean Philippi* (l'Anonyme de Montpellier), p. 76.

En 1618, « la reine avait écrit aux officiers de la
« maison de ville de Saint-Jean-d'Angély, pour
« faire continuer un maire hostile au gouverneur
« Rohan et empêcher une élection à l'époque ordi-
« naire où elle devait se faire » ¹.

Dans le même temps, Rohan compose à sa guise
les consulats de Montpellier ² et de Nîmes ³, et il
« assure la liberté des élections consulaires », à
Millau et dans le Rouergue, c'est-à-dire qu'il y fait
placer de ses créatures ⁴.

En 1622, l'évêque de Montpellier nomme lui-
même les consuls catholiques de Mauguio ⁵.

D'autres évêques « interviennent dans la consti-
« tution des consulats pour seconder les arrêts du
« conseil royal » contre les réformés ⁶. A Nîmes,
Montpellier, Uzès, cette pratique est courante ⁷.

En 1625, à Anduze, Rohan nomme des consuls
de son choix ⁸.

De 1628 à 1632, Montmorency nomme également
ceux de Montpellier. En 1630, il règle lui-même
l'élection de Béziers.

« A Narbonne, c'est l'archevêque et le gouverneur
« qui décident » ⁹.

En 1661, les États de Languedoc protestent con-
tre le partage des consulats municipaux ¹⁰. Ils faci-
litent ainsi l'immixtion des intendants.

1. Laugel : *Henry de Rohan*, p. 58.

2. *Ibid.*, p. 156, n. 1.

3. *Ibid.*, p. 156, n. 3.

4. *Ibid.*, p. 158.

5. Germain : *Chronique de Mauguio*.

6. Gachon : *Les États de Languedoc*, p. 5.

7. *Ibid.*, p. 19.

8. Anquez : *Un nouveau chapitre*, p. 162.

9. Gachon : *Les États...*, p. 19.

10. Gachon : *Quelques préliminaires*, p. IX, n. 6.

En 1677, en attendant que le roi, contrairement à la coutume, ait personnellement indiqué son choix, l'intendant maintient le corps consulaire, en exercice alors à Nîmes ¹.

« Jusque vers la fin du règne de Louis XIV, les
« consuls d'Alais sont nommés directement par le
« peuple, en conseil général », mais, « dès 1689,
« par l'intendant ou le roi, puis par le comte, sur
« la présentation du conseil général et extraordi-
« naire. Cette restriction fut colorée du désir d'en
« éloigner les brigues et les cabales... En 1692, l'in-
« tendant nomme même tout le conseil » ².

Aussi, « lorsqu'en 1692, le roi fit une *affaire* de
« la vente des charges municipales et en mit l'exer-
« cice aux enchères, il trouva en Languedoc un ter-
« rain préparé où depuis longtemps l'intendant
« avait habitué les communautés aux consuls nom-
« més par ordre », fonctionnaires d'occasion, qui
préparaient ainsi la venue aux fonctionnaires régu-
liers ³.

Le 16 mai 1718, l'intendant envoie à Ganges son subdélégué du Vigan, le sieur Jean Daudé, pour qu'il fasse procéder, en sa présence, à l'élection consulaire et la dirige dans un certain sens ⁴.

Dans le même temps, M. de Rochemaure, juge-
mage du présidial de Nîmes, avait, « par ses intri-
« gues, réussi à dominer les élections des consuls »
de cette ville, afin de faire adjuger, nonobstant les
enchères et tous autres concurrents, la levée de la
taille à ses domestiques, et cela afin de « soulager

1. Gachon : *Quelques préliminaires*, p. 51.

2. *Rech. sur Alais*, p. 515.

3. Gachon : *Quelq. prélim.*, p. 53.

4. Abbé Rouquette : *Hist. de Ganges*, p. 184.

« ceux de son parti, et, au contraire, exécuter
« rigoureusement et charger de séquestrations les
« autres » ¹.

Alors, tout près de nous, à Lodève, il n'y a pas de
« caballes, parce que M. de Lodève (l'évêque) *fait*
« les consuls » ², et, à Sommières, le roi, l'inten-
dant ou le gouverneur de la ville agissent de
même ³.

Le Vigan n'échappe pas à ces usages et la ma-
nière forte de l'administration s'y fait aussi sentir
dans les élections.

Pendant les troubles du commencement du
xvii^e siècle, c'est le duc de Rohan qui ouvre la
série de ces immixtions. En 1628, il ordonne d'élire
son ami, M. de Montmuzard, premier consul, et
MM. Jacques Liron et D. Capion, second et troi-
sième consuls ⁴. En 1629, il rend une ordonnance
dans le même sens ⁵.

Les élections de 1632 se font par ordre du parle-
ment ⁶, et « MM. de Genaux, de Vignolles, conseil-
« lers du roy en sa court de parlement et chambre

1. H. Monin : *Essai sur l'histoire administrative du Lan-
guedoc, sous l'intendance de Basville*, p. 86.

2. *Chroniques de Languedoc*, II, p. 227.

3. Boisson : *Histoire de Sommières*, p. 306, 313, 343, 341-
342, 354, 409.

4. BB, 16, 2.

5. BB, 16, 3 ; v., aux *preuves*, le texte de cette ordonnance
(n° 4).

6. On sait qu'au xvi^e siècle, le Parlement était dans l'usage
de s'occuper des affaires communales. Peu à peu, les inten-
dants, au xvii^e siècle, arrivèrent, non sans de vives résistances,
à lui enlever cette attribution, ainsi qu'à la cour des Aides. long-
temps en conflit, sur ces matières, avec le parlement (v. *Recueil
des Edits... concernant le Languedoc*, f° 35, arrêt du conseil,
du 16 décembre 1786).

« de ledict de Castres, le sieur Farmineau, procureur du roy, commissaires deputedés par S. M. concernant la création des consuls », restèrent au Vigan, « avec leur train... durant cinq jours au mois de janvier » ¹.

En 1635, c'est « M. de Rudavel, conseiller du roy au Sénéchal, gouverneur et juge présidial de Montpellier », que le gouverneur de la province envoie au Vigan, pour faire élire un conseil mi-parti ², et assister à l'élection, encore que le conseil politique lui représente bien que cela est illégal et qu'en outre, M. de Camprieux, qu'il doit faire élire, ne peut être premier consul, car « par ses actions et déportemens », il a toujours « tesmoigné estre ennemy juré de la présente ville », soit l'an dernier, soit « pendant les troubles précédans ». On raconte même que, député par la viguerie vers le maréchal de la Force pour le supplier de déloger deux compagnies de gens de pied qui avaient été logées au Vigan par ordre du marquis de la Force, fils du Maréchal, M. de Camprieux aurait, au contraire, persuadé ce personnage de loger dans la viguerie du Vigan tout le régiment de Phalsbourg, qui comptait vingt compagnies, et cela, afin de ruiner entièrement les habitants, ou du moins, de donner ainsi occasion d'établir au Vigan un gouverneur, avec une forte garnison ³.

En 1636, un commissaire du gouvernement de la province vient encore imposer des consuls aux habitants.

1. Gard, F, 6^e division, viguerie du Vigan, 2^e registre, f^o 21, 28 mai 1632.

2. BB, 16, 37, 21 février 1634.

3. BB, 16, 4, 31 décembre 1633.

Mais comme tous ces envoyés extraordinaires coûtent gros, la communauté prend le parti d'écrire au gouverneur pour lui demander ses ordres pour l'élection prochaine, en protestant de s'y conformer, ce qui a lieu ¹.

En 1661, le prince de Conti, gouverneur de la province, envoie des ordres pour l'élection, par un de ses gardes. Il va même jusqu'à imposer à la communauté un greffier de son choix.

L'année suivante, le conseil fait mieux que d'accepter de tels ordres, sans murmurer. Il députe à Conti pour le remercier du soin qu'il veut bien prendre des affaires de la communauté ².

En 1663, « S. M. informée que ses subjectz de la
« R. P. R. se prévalant de leur grand nombre et de
« la situation du pays quy est dun accez fort diffi-
« cile à cauze des montaignes des Sevennes et envi-
« ronné de villes où les catholiques sont en petite
« quantité, violent les édits en usurpant les biens
« ecclésiastiques, et se rebellant fréquemment, les
« officiers de S. M. ayant esté battus et assommés,
« et par l'opposition quils font souffrir aux catho-
« liques en mettant par cabales dans les charges
« publiques des personnes de leur dépendance »
impose des conseillers et des consuls à la communauté ³.

En 1665, l'Intendant transmettant « les ordres de
« S. M. et de monseigneur le prince de Conti »,

1. BB, 16, 5, 1^{er} janvier 1636.

2. BB, 5, p. 107, 25, juin 1662.

3. BB, 5, p. 177, 31 décembre 1662 ; arrêt du conseil, 5 octobr 1663, apud *Histoire de Languedoc*, XIII, p. 19.

impose encore à la communauté des directeurs sûrs ¹.

Cela continue en 1666 ², en 1668 ³.

En 1669, « M. de Morancy premier brigadier de
« compagnie des gardes de S. A. Mgr le duc de
« Verneuil » apporte des ordres semblables de
l'Intendant Bezon ⁴.

L'élection de 1670 se fait « par devant M. Jean
« de Fabrique, conseiller du roy, juge magistrat
« en la sénéchaussée et siège présidial de Nimes,
« député », par l'intendant pour faire procéder à
l'élection ⁵. De même en 1671 ⁶.

En 1673. l'intendant « suggère de nommer pre-
« mier consul le sieur d'Argentières, fils du sieur
« viguier » ⁷. Un ordre de lui pourvoie au renou-
vellement consulaire pour l'année 1677 ⁸.

Les « suggestions » de l'intendant viennent en-
core, en 1682 ⁹ et en 1683 ¹⁰, influencer très forte-
ment le collège électoral.

En 1683, la communauté voulant témoigner à
l'intendant « la defferance que l'on a à ses ordres »,
lui envoie une députation « pour luy randre compte
« de ladite nomination » ¹¹.

1. BB, 5, p. 349, 20 décembre 1664 ; p. 352, 6 janvier 1665.

2. BB 6, p. 17, 1^{er} janvier 1666 ; p. 32, 23 mar1 1666 ; p. 34,
4 avril 1666.

3. BB, 6, p. 153 seq., 1^{er} janvier 1668.

4. BB, 9, p. 261, 1^{er} janvier 1669 ; p. 262, 23 décembre 1668.

5. BB, 6, p. 352-356, 1^{er} janvier 1670.

6. BB, 6, p. 433, 1^{er} janvier 1671 ; p. 437, 13 janvier 1671.

7. BB, 6, p. 678-688, 1^{er} et 18 janvier 1673.

8. BB, 8, p. 302, 29 décembre 1676 ; p. 306 seq., 9 janv. 1677;
p. 310, 21 janvier 1677.

9. BB, 9, p. 141, 1^{er} janvier 1682.

10. BB, 9, p. 209, 1^{er} janvier 1683.

11. BB, 9, p. 209, in fine.

En 1684, le duc de Noailles, commandant en chef de la province, écrit aux consuls qu'il *désire* que le sieur Liron, avocat, soit nommé consul ¹.

Le 20 décembre 1686, l'intendant Basville écrit aussi : « estant nécessaire de procéder à la nomination des consuls de la ville du Vigan pour l'année prochaine 1687, vous ne manquerez pas, Messieurs, de nommer pour premier consul... et pour second consul... et de m'en envoyer l'acte » ².

Il écrit encore, en 1683 : « vu les ordres du roy qui nous enjoint de tenir la main qu'il ne soit nommé que de bons subjectz pour consuls, et estant informé des bonnes qualités de M. M... à nous présentés par les habitans de la paroisse, ordonnons qu'ils seront nommés consuls en l'année 1689 » ³. Il en va de même en 1690 ⁴, 1691 ⁵ et 1692 ⁶.

La création des offices, en 1693, vient rendre moins directe l'immixtion de l'intendant dans le choix des représentants de la commune ⁷.

Bientôt, la révolte des Camisards réveille la sollicitude de l'intendant. C'est que, en ces temps troublés, il faut que tout le monde soit sûr, et le choix des simples conseillers l'intéresse autant que celui des consuls.

1. BB, 9, p. 262, 1^{er} janvier 1683.

2. BB, 9, 410, 1^{er} janvier 1687.

3. BB, 9, p. 489, 15 janvier 1689, ordonnance du 7 janvier.

4. BB, 9, 536-537, 1^{er} janvier 1690 ; p. 545, 23 mars 1690.

5. BB, 9, p. 568-570, 1691.

6. BB, 10, p. 49-51. 1692.

7. BB, 10, p. 136, 12 août 1693.

En 1701, l'intendant choisit le second consul et un assesseur ¹ ; de même, en 1704 ² .

Dans l'intervalle et dans la suite, jusqu'en 1710, cette pratique continue. En 1710 on reprend, pour l'élection, les usages anciens ³ .

En 1720, l'intendant maintient dans leurs charges les consuls élus en 1719 ⁴ . Il les continue encore en 1770 ⁵ . Cet usage est général ⁶ .

En 1778, il faut remplacer M. Aguze, premier consul-maire depuis quatre ans. Ce dernier, écrivant à M. de Joubert, syndic du diocèse d'Alais, lui expose qu'il y aura une certaine opposition et que les choix ne se porteront peut-être pas sur qui il voudrait, qu'en tout cas on cherchera des empêchement. Aussi, prenant les devants, M. Aguze, qui tient à voir réussir son protégé, demande des conseils à M. de Joubert : peut-on nommer consul un médecin ⁷ qui habite le Vigan, depuis 15 à 20 ans, mais n'y a pas d'allivrement ? La jurisprudence répond non. Il a un concurrent, et tous deux ergotent sur cette jurisprudence. L'adversaire objecte au médecin qu'il est — en dehors de la question d'allivrement — receveur de tabacs, et qu'en cette qualité il est exposé à faire des recherches pour faits

1. BB, 11, p. 47, 13 janvier, 1701.

2. BB, 11, p. 203, 26 décembre 1704.

3. BB, 12, p. 96, 1710.

4. BB, 12, p. 467, 22 avril 1720.

5. BB, 14, p. 775-776, 2 novembre 1770.

6. Hérault, C, 409, lettre de l'intendant, du 24 mai 1729, à La Vrillière, dans laquelle il annonce l'envoi d'un projet d'arrêt confirmant la nomination des consuls d'Anduze pour 1729.

7. Il s'agit d'Henri Quatrefages de Laroquète, qui fut plus tard député à l'Assemblée Nationale (v. notre *Vigan pendant la Révolution*, et F. Rouvière : *Quatrefages de Laroquète, constituant du Gard*, Paris, 1886, in-8° de 94 p.).

de contrebande et à suivre les brigades de gardes, lorsqu'elles traversent le taillable à cet effet : or le premier consul doit accompagner, dans ces occasions, le receveur de tabacs.

Mais le médecin répond qu'il y a un capitaine général et qu'ainsi le receveur n'a pas à battre la campagne; que le premier consul n'est jamais chargé, pratiquement, de semblables commissions et que, généralement, le receveur de tabac ne bouge pas, non plus.

Et, à toutes ces arguties, M. de Joubert, patient et complaisant, répond que le médecin peut être valablement choisi comme premier consul ¹.

Mais le médecin ne fut pas élu et ce fut un M. Lacombe, son adversaire probablement, par 15 voix contre 8 ².

§ 3. — INFRACTIONS AU DROIT COMMUN DES ÉLECTIONS CONSULAIRES COMMISES PAR LE CONSEIL POLITIQUE

Cela arrive quelquefois ³, soit parce que le conseil est satisfait de tel consul ⁴, soit, plus fréquemment, avant 1685, à cause du petit nombre des catholiques ⁵.

1. Gard, C, 1905, 19 décembre 1778.

2. BB, 14, p. 961, 30 décembre 1778.

3. Le syndic de la province écrit, en 1780, que « les communautés ont le droit de continuer leurs officiers municipaux dans les cas pressants et avec permission de l'intendant. » (AA, 4, 13).

4. BB, 10, p. 136, 1693; BB, 12, p. 96, 1710; p. 406, seq., 1719; BB, 13, p. 63, 1723; p. 98, 1724; p. 167, 1726; p. 191, 1727; p. 218 seq., 1728; p. 315 seq., 1731; p. 340 seq., 1732; p. 367, 1733; p. 398, 1734 à 1736; BB, 14, p. 78 seq., 1738; p. 110, 1739; p. 232, 1742, etc.. Cela est courant, les années suivantes.

5. BB, 6, p. 34, 1666; p. 352-356, 1670; p. 439, 1671; p. 590-593, 1672; BB, 8, p. 139, 1675; BB, 16, 14, 1651; BB, 16, 44, 1655, etc.

Au xvii^e et au xviii^e siècles, les infractions de cette sorte sont innombrables, qu'il s'agisse d'un seul ou de tous les consuls ; ou d'un ou de quelques-uns, ou de tous les conseillers ; ou encore d'un conseil en bloc ¹.

Les temps intéressants de notre histoire municipale sont révolus.

Conclusion. — Nous avons vu, dans ce premier livre, comment on procédait aux élections consulaires, et comment les cabales, les questions religieuses, les interventions du parlement, des gouverneurs et des intendants, la propre volonté des conseils politiques eux-mêmes avaient faussé ces règles. Mais peut-on parler de règles ? Elles sont si instables, si flottantes, si vite et si souvent remaniées, qu'il est difficile d'y reconnaître l'évolution rationnelle d'une institution. En tout cas, quels que fussent ces changements, l'esprit public demeurerait le même. Les charges consulaires, comme la richesse et l'influence, demeureraient l'apanage de quelques-uns, et ces républiques aristocratiques participaient fort peu de l'influence du nombre. Mais les tendances anarchiques de ces « états » familiaux étaient heureusement contenues, au détriment toujours des antiques franchises municipales, par les institutions royales qui coordonnaient cette poussière de grou-

1. v., p. ex., BB, 4, p. 245 ; BB, 16, 11 et 13 ; BB, 5 ; BB, 6 ; BB, 8 ; BB, 9 ; BB, 10 ; BB, 11 ; BB, 12 ; BB, 13 ; BB, 14 ; BB, 15. (années 1625, 1626, 1638, 1639, 1646, 1650, 1664 à 1667, 1669, 1671, 1678, 1679, 1681, 1693, 1694, 1702 à 1714, 1717, 1720, 1727, 1729, 1731, 1735, 1736, 1759, 1763, 1766, 1771, 1774, 1776, 1778, 1780, 1784, 1785). Ces chiffres sont arides, fastidieux, mais il s'en dégage une preuve très forte de ce qui précède.

pes presque indépendants et faisaient servir leur liberté, très grande en somme, dans l'intérêt du bien public ¹.

Il nous faut rechercher, maintenant, comment ces consuls et ces conseillers remplissaient leur tâche.

1. Notamment aux points de vue finances et recrutement des armées.

LIVRE II

Du Personnel Municipal

CHAPITRE PREMIER

Les membres de l'administration consulaire

L'administration consulaire comprend les conseils politiques ou ordinaires, extraordinaires, généraux, mi-partis ; les consuls ; le maire et son lieutenant ; les consuls et assesseurs perpétuels, ces derniers en titre d'offices.

SECTION I

Le Conseil politique

Très anciennement, les syndics ou les consuls s'entourent de conseillers, en nombre illimité, pris généralement parmi les chefs des métiers, qu'ils choisissent et nomment pour un temps, sans durée de leurs fonctions, ni règles fixées ¹. Le pouvoir le plus vaste, le plus général, réside dans les conseils politiques, après que leur transformation lente les a rendus permanents, et que des règles ont rendu leur recrutement indépendant du bon vouloir des syndics ou des consuls.

Ce recrutement se modèle sur celui des syndics, et les conseillers choisissent eux-mêmes annuellement leurs successeurs ².

1. Dognon : *Les institutions politiques et administratives du pays de Languedoc*, p. 88.

2. *Ibid.*, p. 89. Ces règles de recrutement sont très rigoureuses. A Béziers, par exemple, en plein xvii^e siècle, pour être conseiller politique, il faut avoir au moins huit livres de compois, en vertu d'un règlement royal du 11 avril 1658 (*Chroniques de Languedoc*, I, p. 6).

aux **xvii^e** et **xviii^e** siècles. Il n'est si petite affaire qui ne soit discutée en conseil ordinaire.

Il s'occupe, en effet, des modifications à apporter aux usages électoraux consulaires; il règle l'attitude que gardera la communauté vis-à-vis des *puissances*; il a la haute main sur le personnel de l'administration municipale; il fait les nominations, les destitutions et les remplacements, détermine les gages et les modifie; il règle les dépenses, fait confectionner les compois ou rajeunir les anciens, fixe et ordonne les enchères pour l'adjudication de la levée des impôts: il en surveille la collecte, statue sur les comptes, rendus à la communauté par ses comptables, les approuve ou décide les poursuites civiles ou criminelles à intenter à l'occasion de leur clôture; il administre les revenus de la communauté, fixe les enchères des baux de la boucherie close, de l'archimbelle, de la subvention sur la chair, de l'écorcheoir, du pied fourché, tarife les prix de la viande, surveille l'application de ses tarifs, poursuit les contrevenants; il fixe les enchères du four, du courtage, des droits de regardage, languayage, mesurage, pesage, quintalage et autres droits de place ou d'octroi; il fixe les droits à percevoir à ce sujet, en surveille la perception et fait punir les délinquants; c'est le conseil ordinaire, encore, qui décide les emprunts à contracter et la façon d'y procéder; il fixe les modes et les termes de paiement, l'emploi des fonds, le contrôle et le remboursement de ces emprunts; il a la haute main sur la comptabilité en général et la reddition de leurs comptes par les comptables; les consuls lui font part de toutes les difficultés que peut avoir la communauté, et c'est le conseil politique qui décide,

dans le conseil, de la direction et donner aux travaux
 et soins et de la faire l'ordonnance : il a le
 le nouvelles ordonnances : il surveille les communes de
 travaux et de construction : il tient à main et à strict
 observation les usages et règlements sur les ma-
 tières et les hommes ou le ductent : il recue
 en matière de police urbaine, de police l'indus-
 tries, l'alimentation générale, de titres et marches
 de poids et mesures, et matière régissant de police
 judiciaire, militaire et civile : il dirige et pousse
 les services publics, les travaux de police urbaine
 et rurale de construction et de réparation des éd-
 ifices communaux, les achats, l'entretien, la vente
 des propriétés communales : il dirige tous les tra-
 vaux publics en général, fait les règlements sur les
 matières, fait exécuter les lois, surveille les tra-
 vaux, les fait recevoir par une commission tirée de
 son sein, les fait vérifier par les hommes de l'art,
 ordonne le payement des architectes, entrepreneurs,
 ouvriers : il règle aussi le régime des fontaines
 de la ville : il réglemente la réparation de l'eau
 entre les quartiers, les jardins et les maisons, et fait
 punir les contrevenants, il surveille aussi la rég-
 larité de marche de l'horloge et décide les répar-
 tions à y faire, de l'achat et de la vente des coches
 et règle les sonneries.

En matière d'assistance publique, le conseil mu-
 nicipal subventionne l'hôpital, fait secourir les ind-
 gents à domicile et les pauvres passants, assure le
 service de l'assistance médicale et pharmaceutique
 gratuite. Il choisit et agréé les régents et régentes
 des écoles, fixe leurs salaires, réglemente leur en-
 seignement. Il veille à la sûreté de la ville, au
 entretien des fortifications (avant 1824), et aux re-

lissades et barrières (en temps de peste), à l'observation des règlements sanitaires et de ceux sur le fait des milices urbaines. Il règle l'étape, les frais de séjour et d'entretien des troupes qui passent, députe jalousement vers les *puissances* à leur arrivée dans la province, ou à leur passage dans la région, pour leur présenter les devoirs de la communauté et les assurer des sentiments de respect et de fidélité que les habitants et leurs représentants nourrissent à l'endroit du roi et de ses fonctionnaires.

Les cérémonies et les fêtes publiques sont aussi de sa compétence. Il ordonne les députations, si fréquentes et si dispendieuses, pour les affaires de la communauté. Il délègue parfois une partie de ses attributions à quelques-uns de ses membres pour régler certaines affaires ou l'éclairer sur des questions compliquées ; telle est l'origine des commissions municipales modernes. Il délègue même parfois de son autorité à un seul conseiller : ainsi, en 1673, où le conseil décide que, tous les jours, un de ses membres se tiendra au four banal pour assurer l'observation des règlements de fournage¹.

Telles sont, dans leur ensemble, les attributions du conseil politique. Pour être complet, il faut noter que le conseil politique du Vigan, soucieux d'une bonne administration et du renom de la ville qu'il représentait, souscrivit plusieurs fois à des ouvrages spéciaux dont les auteurs le sollicitaient.

C'est ainsi qu'en 1767, le conseil souscrivit à l'achat du *Dictionnaire Topographique du Languedoc*, dans lequel le Vigan devait être mentionné,

1. BB, 7, p. 38, 29 juillet 1673.

et décida d'envoyer des renseignements complets à l'auteur, Donat ¹.

De même, en 1781, le conseil souscrivit « au
« Recueil des Lois municipales et économiques
« que les États font rédiger par M. Albisson, avo-
« cat de Montpellier, et garde des Archives de la
« province » ².

Comme tous les fonctionnaires attachés à l'administration de la commune, comme les consuls eux-mêmes, les conseillers politiques reçoivent, à la fin de l'année, une gratification représentative d'un salaire de principe.

SECTION II

Les Conseils extraordinaires

Lorsqu'une affaire est trop importante pour être décidée en conseil politique, et que ce dernier redoute d'en assumer seul la responsabilité aux yeux de la population, surtout si cette affaire nécessite le concours de conseillers techniques, plutôt que l'avis unanime mais superficiel de la foule, les consuls sont chargés, non de convoquer un conseil général des habitants, tumultueux, irréfléchi, et qui brouillerait tout, peut-être, mais d'appeler à la prochaine assemblée un certain nombre d'habitants notables, pris parmi les plus intelligents, les plus instruits et les mieux avertis des questions à étudier ³.

Tel est le conseil extraordinaire ⁴.

1. BB, 14, p. 648, 16 mars 1767.

2. BB, 15, p. 3, 21 juillet 1781.

3. v. un exemple de ces conseils extraordinaires, aux *preuves*, n° 6.

4. v. AA, 2, 3, 28 déc. 1643 ; BB, 6, p. 553, 30 sept. 1671

Il est rarement convoqué : on en trouve 2 en 1603 ¹, 1 en 1607 ², 16 entre 1661 et 1665 ³, etc. ⁴. De 1699 à 1736, il ne s'en trouve point ⁵. A partir de 1676, les conseils, renforcés de notables, « assemblés par billets et au son de la cloche » les remplacent ⁶. De 1766 à 1781, nous en trouvons une quinzaine ⁷, et 9 entre 1781 et 1789.

Ils sont toujours réunis pour décider les questions importantes, par exemple pour le règlement du consulat ⁸, pour la confection de compois ⁹, pour approuver les députations, comme l'ordonnent les arrêts du conseil ¹⁰, pour assister aux enchères du bail de la levée de la taille et en adjuger la levée au dernier surdisant ¹¹, pour décider sur les attroupelements et les désordres ¹², prendre des dispositions énergiques contre les brigands ¹³, en cas de périls d'immeubles lézardés ¹⁴, au cas de difficultés avec le prieur, au sujet de l'établissement d'une leude ¹⁵, ou de procès avec lui, touchant le four banal ¹⁶ etc.

1. BB, 3, p. 88 ; BB. 4, p. 12.

2. BB, 4, p. 113.

3. BB, 5.

4. BB, 5, p. 51, 398 ; BB, 6, p. 264, 664 ; BB, 7, p. 13 ; BB, 8, p. 5, 321 ; BB, 9, p. 99, 468 ; BB, 10, p. 102, etc.

5. BB, 11 ; BB. 12, BB, 13.

6. BB, 14.

7. *Ibid.*

8. AA, 2, 3, 28 décembre 1643.

9. CC, 19, 1, 26 décembre 1646.

10. BB, 6, p. 301, 23 juin 1669.

11. BB, 9, p. 115, 11 juillet 1681.

12. BB, 6, p. 269-272, 22 février 1669.

13. BB, 3, p. 26, 2 juin 1602.

14. BB, 6, p. 306, 5 juillet 1669.

15. BB, 6, p. 664, 4 novembre 1672.

16. BB, 6, p. 603, 14 février 1672.

SECTION III

Le conseil général de la communauté

C'est la plus ancienne forme d'assemblée communale. Le peuple se réunit sur la place publique ou dans l'église, pour délibérer sur ses affaires particulières : c'est le *parlamentum publicum*, « contemporain de la communauté seigneuriale », et qui a précédé le syndicat, le consulat, les conseils politiques et toute l'organisation municipale ¹.

Cette forme d'assemblée est demeurée très vivace, jusqu'au XVIII^e siècle. Elle se raréfie partout, alors ², mais sans disparaître complètement.

Le conseil général comprend tous les chefs de famille. Ils sont relativement peu nombreux dans une petite ville. On les connaît, ils se connaissent, et cela facilite leur réunion, qui serait impraticable dans une grande ville moderne, car il y manquerait ce qui fait la force de ces sortes d'assemblées : un intérêt très apparent, commun, et la spontanéité. On les rétablirait avec avantage dans les communes rurales ³.

1. Dognon : *op. cit.*, p. 87.

2. Cependant il y a des exceptions à cette loi de décadence : ainsi, dans un règlement de police, du 23 septembre 1715, l'assemblée des habitants de Génolhac décide « que les habitants seront • tenus de s'assembler à l'endroit qu'il sera jugé nécessaire pour • les affaires de la communauté, au son de la cloche, ou cri • public, à peine de trois livres d'amende pour chaque habitant • qui manquera. » (Chanoine Nicolas : *Histoire de Génolhac*, p. 90-93). Et ce n'est assurément là que la confirmation d'une coutume ancienne.

3. Une révision de notre législation municipale dans le sens du *referendum*, périodique ou bien laissé à l'appréciation du maire ou du conseil municipal, serait une excellente réforme.

C'est le conseil politique qui a l'initiative de la convocation des conseils généraux. Il les convoque dans les cas très importants ou quand il veut prendre une décision telle qu'il croit prudent de la faire appuyer par un vote général des habitants assemblés.

On ne peut réunir un conseil extraordinaire ou général, « sans avoir préalablement délibéré en « conseil ordinaire » ¹. Cela fait, les habitants sont convoqués au son de la cloche et par cri public, dans les rues et carrefours ². A l'heure fixée, ceux qui veulent se réunissent au lieu indiqué, entendent l'objet pour quoi on les a appelés, approuvent telle ou telle décision, et se rallient généralement à l'avis qui leur est proposé. Ceux qui le savent signent sur le registre des délibérations. Mais beaucoup se dispensent de signer. Ainsi il est rare de trouver des délibérations prises en conseil général, suivies de plus de 200 signatures, sur 3 ou 400 présences effectives, dans les réunions les plus nombreuses.

Or la moitié certainement n'était pas illettrée comme nous en rapporterons la preuve ailleurs ³.

Ces assemblées avaient lieu à des intervalles fort irréguliers ⁴.

On aura une certaine idée de la compétence des conseils généraux, en lisant la liste suivante, où nous avons réuni un certain nombre de cas où ils eurent à se prononcer : difficultés au sujet du syndic de la viguerie ⁵, procès sur la nobilité d'un châ-

1. FF, 1, 19, 22 février 1645.

2. BB, 2, p. 43, 5 juin 1593.

3. v *infra*, livre IV, chap. VI.

4. Entre 1661 et 1665, il en est convoqué une quinzaine (v. BB, 5).

5. BB, 8, p. 279, 3 août 1676.

teau sis dans le taillable du Vigan ¹, réparations importantes à des chemins ², mesures à prendre contre la peste ³, contentieux électoral ⁴, procès avec le prieur au sujet de l'établissement d'une leude ⁵, rachat d'offices municipaux ⁶, perception des droits de francs-fiefs et nouveaux acquêts ⁷, abonnement à la dîme des raisins ⁸, solution d'un procès contre une communauté voisine (La-Paroisse-du-Vigan) ⁹, confection de compoix ¹⁰, répartition annuelle de la capitation ¹¹, nomination de collecteurs forcés ¹², décision de faire la recherche des constructions nouvelles et défrichements, afin de de mettre à jour le vieux compois ¹³, ratification de l'affirme de la moitié du bénéfice ¹⁴, concession à des habitants du droit d'établir des moulins à blé ¹⁵, levée d'une subvention ¹⁶, enchères et bail des émoluments ¹⁷, augmentation du droit de fournage ¹⁸, diminution du prix de ferme du four banal ¹⁹,

1. BB, 12, n. 246, 13 avril 1715.

2. BB, 9, p. 99.

3. BB, 9, p. 468, 14 juin 1688.

4. BB, 6, p. 684 seq., 18 janvier 1673.

5. BB, 6, p. 553, 30 septembre 1671.

6. BB, 11, p. 26-27, 25 août 1700.

7. CC, 22, 3, 29 août 1636.

8. BB, 11, 27 septembre 1699.

9. FF, 4, 2, 16 mars 1651.

10. CC, 19, 1, 30 mai 1646.

11. BB, 12, p. 11, 18 mai 1708.

12. BB, 5, p. 101, 10 juin 1662.

13. BB, 2, p. 12, 28 janvier 1590.

14. BB, 6, p. 332, 4 décembre 1669.

15. BB, 2, p. 7, 21 janvier 1590.

16. BB, 9, p. 196, 11 oct. 1682 ; BB, 12, p. 29, 16 nov. 1708.

17. BB, 9, p. 112, 2 juillet 1681.

18. BB, 6, p. 102, 16 décembre 1666.

19. BB, 12, p. 64, 25 juin 1709.

augmentation du prix de la viande ¹, bail de la boucherie close ², difficultés financières entre catholiques et réformés ³, contentieux des impositions ⁴, vente d'un immeuble communal ⁵, expulsion de la ville, d'une femme de mauvaise vie ⁶, répression des crimes aux frais de la communauté ⁷, expulsion du taillable, du bétail à laine et des chèvres ⁸, prophylaxie contre la contagion ⁹, règlement sur la tenue des foires, ¹⁰, garde de la ville ¹¹, levée de milices provinciales ¹², alignements urbains ¹³, procès avec le prieur, au sujet du bénéfice ¹⁴ ou de la leude ¹⁵.

Les conseils généraux réunissaient-ils beaucoup d'habitants ? On en trouve, au maximum, 100 ou 200 assemblés. Mais l'indifférence des administrés est grande : généralement, bien peu se rendent à la convocation. Le 3 août 1676, même, quatre habitants seulement se réunissent, au son de la cloche ¹⁶.

1. BB, 12, p. 462, 18 mars 1720.

2. BB, 9, p. 496, 27 mars 1689 ; BB, 9, p. 139, 27 déc. 1681 ; BB, 10, p. 132, 1^{er} août 1693.

3. GG, 4, 7, 10 mars 1653.

4. BB, 7, p. 52, 1^{er} septembre 1672.

5. BB, 7, p. 47, 20 août 1673.

6. BB, 5, p. 411, 12 juin 1665.

7. FF, 6, 1, 5, 15 septembre 1625.

8. BB, 3, p. 105, 22 février 1604.

9. BB, 13, p. 10, 1721.

10. BB, 9, p. 477, 9 septembre 1688.

11. BB, 2, p. 43, seq., 5 juin 1593.

12. EE, 5, 3, 1^{er} septembre 1637 ; EE, 5, 8-17, 1639.

13. BB, 2, p. 250, 1^{er} juillet 1598 ; BB, 12, p. 178, 3 août 1712.

14. BB, 6, p. 606, 23 février 1672.

15. BB, 2, p. 260, 6 nov. 1598.

16. Au point que le lieutenant de Latal décide : « attendu que le présent conseil n'est pas assés nombreux, nous ordonnons que le conseil général sera convoqué encore » (BB, 8,

Comme exemples de conseils généraux moyens, on peut citer ceux qui furent tenus le 6 juillet 1607 (25 à 30 habitants) ¹, le 8 juillet 1669 (21 habitants, en majorité nobles, avec, seulement, quelques bourgeois et marchands) ², le 4 novembre 1672 (8 habitants, dont 6 nobles) ³, le 13 juin 1673 (9 habitants, dont 3 notables, 2 docteurs, 3 notaires et 2 gros marchands) ⁴, le 3 janvier 1674 (11 habitants, dans les mêmes proportions qu'en 1673) ⁵, et le 29 mars 1681 (5 habitants, dont 2 marchands et 2 bourgeois) ⁶.

Les derniers conseils généraux, assemblés en 1789, sont les plus nombreux et les plus vivants. Cette année-là, on en réunit 5 entre le 3 janvier et le 2 mars 1790, « après en avoir prévenu M. le Com-
« mandant de la place ⁷.

SECTION IV

Les Conseils mi-partis

Entre 1630 et 1685, nous trouvons assez fréquemment des conseils mi-partis.

Les consuls, sur l'ordre de leur conseil ordinaire, convoquent des notables des deux religions, en nombre égal, pour décider, avec leur concours, de

p. 279, in fine), d'autant que, lorsqu'il s'agit de prendre une décision, les 4 habitants venus disparaissent (*ibid.* ; cf. BB, 6, p. 553-555, 30 septembre et 2 octobre 1671).

1. BB, 4, p. 113.

2. BB, 6, p. 264. Les artisans étaient à leur travail.

3. BB, 6, p. 664.

4. BB, 7, p. 13.

5. BB, 8, p. 5, 321

6. BB, 9, p. 99.

7. BB, 15,

questions intéressant réformés et catholiques également, et délicates à résoudre sans mécontenter les uns ou les autres. Entre 1661 et 1665, on convoque une quinzaine de conseils mi-partis ¹.

Il est souvent difficile de distinguer entre eux les conseils extraordinaires, généraux et mi-partis ², étant donné le petit nombre d'habitants qui participent aux uns et aux autres, et l'indication de la *mi-partiture* faisant souvent défaut dans les procès-verbaux des délibérations.

La compétence des conseils mi-partis est vague. Elle embrasse toutes les matières qui touchent de près à la religion ou aux intérêts financiers et politiques de la communauté protestante.

Les circonstances disent, seules, s'il y a lieu de soumettre l'appréciation de telles questions à une assemblée mixte. Voici quelques exemples : on convoque des conseils mi-partis pour les enchères du courtage ³, pour aviser à la réduction du tarif des émoluments ⁴, pour les enchères du bail du four ⁵, ou de la boucherie ⁶, en cas de procès entre la ville et l'*université* (nous employons ce mot à dessein) des habitants réformés ⁷. Mais ces exemples sont peu concluants.

Prolonger cette énumération ne nous donnerait

1. BB, 5.

2. Exemple : les auditeurs des comptes sont toujours choisis en conseil général ; les règlements l'exigent. En 1680, un conseil qualifié *extraordinaire* fait ce choix. Ainsi les contemporains eux-mêmes confondaient aisément les deux sortes de conseils, dans le langage courant tout au moins (BB, 5, p. 95, 7 mai 1662).

3. BB, 6, p. 145, 8 décembre 1665.

4. BB, 6, p. 5, 17 novembre 1665.

5. BB, 5, p. 151, 26 novembre 1662.

6. BB, 7 p. 125, 9 juillet 1667.

7. BB, 5, p. 95, 7 mai 1662.

pas des lumières plus grandes sur les limites de la compétence de ces conseils mixtes, compétence vague et imprécise par essence, fixée par les seuls besoins de l'heure, partant impossible à circonscrire rigoureusement ¹.

SECTION V

Les Conseillers de police

En 1719, à l'instar des autres villes de la province, le conseil politique du Vigan s'adjoit deux conseillers de police, annuels, élus par le conseil, à la majorité, « lesquels assisteront MM. les Maire et « Consuls dans leurs visites et hors de leur présence pourront prendre connaissance de toutes « les fraudes et contraventions aux règlements de « police », ensemble ou chacun de son côté, « comme « le cas le requerra et sur les simples verbaux des- « dits conseillers signés par l'un d'eux qu'ils remett- « tront au greffier de police, pour estre les contre- « venants dénoncés condamnés en la mande suyv- « les règlements » ².

SECTION VI

Le Syndic des habitants forains

La gestion municipale intéresse à la fois les personnes et les biens. Les services communaux ont trait, ainsi, à la sécurité des personnes, à leur nour-

1. BB, 5, p. 170, 24 décembre 1662.

2. BB, 12, p. 406, 1^{er} janvier 1719, cf., *passim*, livre IV, chap. III.

riture (four banal et boucherie close), et surtout à la répartition et à la collecte de l'impôt. Or, en Languedoc, la taille est réelle, et parmi les contribuables, il en est qui n'habitent pas la commune. Les plus imposés peuvent même, plus souvent que les autres, habiter au loin.

Ils ont un grand intérêt à ce qu'aucune décision ne soit prise, dans le conseil de ville, qui les puisse léser.

C'est cette catégorie de contribuables aux tailles de la commune, ces absents à demeure, que l'on appelle *forains*¹. L'exode des riches propriétaires des campagnes vers les villes, dès le milieu du xvii^e siècle, motiva des arrêts du conseil des 9 juillet 1678 et 20 septembre 1689, des lettres-patentes du 8 juin 1767² et un autre arrêt du conseil du 11 janvier 1786³ à ce sujet.

En exécution de ces textes législatifs, les habitants forains de chaque communauté devaient s'entendre pour se choisir un représentant, un syndic. Celui-ci faisait transcrire son acte de nomination dans les registres de la communauté. Et, dès ce moment, il avait, comme les conseillers politiques, « séance et voix délibérative, relativement à son « état et profession, aux conseils » ; le greffier devait le convoquer par billet⁴, à peine de nullité des délibérations prises — lui n'étant pas prévenu — sur des questions intéressant les forains.

1. De *forenses*, habitant au dehors.

2. *Recueil des Edits... pour 1767*, f^o 101 ; II, 16. Il est dit notamment : « autorisons l'assistance du syndic des habitants forains aux assemblées qui se tiennent dans les villes et communautés de la province de Languedoc, pour faciliter le recouvrement des tailles dans ladite province. »

3. *Recueil des Edits... pour 1787*, f^o 9.

4. H. Monin : *op. cit.*, p. 81.

Ces arrêts demeurèrent, en général, inappliqués. Bien plus, quand les lettres-patentes du 27 octobre 1774 eurent consacré le rachat, par la province, des offices municipaux créés par un édit de novembre 1771, on pensa que ces lettres-patentes abolissaient aussi celles du 8 juin 1767 sur les forains. Ainsi, ce n'est guère qu'à partir de l'arrêt du conseil du 11 janvier 1786, qu'elles furent exécutées ¹.

Au Vigan, le syndic des habitants forains n'est mentionné dans les procès-verbaux des délibérations qu'à partir de l'année 1788 ².

Ce personnage était un véritable conseiller politique ; il opinait comme les autres, mais seulement sur les questions qui intéressaient les contribuables forains. Son rôle, peu important pratiquement, consistait ainsi à contrôler la répartition annuelle des impositions et à veiller à ce que l'on ne chargeât pas trop les côtes des absents au bénéfice des autres contribuables qui habitaient dans le taillable.

SECTION VII

Les Consuls

§ 1. — GÉNÉRALITÉS

Au moyen âge, « *consul* est un mot purement latin. Il correspond au verbe *consulere* qui signifie délibérer, donner conseil. décider, ordonner, diriger... Le mot existait depuis longtemps, au XII^e siècle... Les méridionaux n'ont pas eu besoin de l'emprunter à l'Italie » ³.

1. AA, 2, 7.

2. BB, 15.

3. Dognon : *op. cit.*, p. 60.

Les consuls administrent la communauté et sont peu nombreux. Primitivement, ils donnent conseil au bayle du seigneur, et servent à la fois le seigneur et la communauté. L'autorité consulaire est ainsi sortie de l'autorité seigneuriale.

Presque partout, « le premier consul était pris « dans le premier rang des échelles » ¹, à la rigueur parmi les bourgeois ou les gros marchands, si on manquait de chevaliers, ce qui était bien rare. Le cas le plus ordinaire était l'association de ces deux premières classes de la population ². Leur nombre variait beaucoup, d'une communauté à l'autre. Uzès en avait deux, Rodez et Nîmes, quatre, Montauban, dix ³.

Leur charge fut toujours de courte durée : un an en général ⁴. La mutation annuelle était d'usage « dès le XII^e siècle » ⁵. Le rang du consul, dans le consulat, dépendait du rang que tenait son échelle dans la société : ainsi un consul de la première échelle avait le premier rang.

Les coutumes interdisaient de refuser la charge de consul ⁶. Cette charge était lourde, en général, et on la fuyait. On ne la recherchera qu'au XV^e siècle, et surtout au XVI^e, quand elle procurera plus d'avantages que d'ennuis.

A l'origine, le seigneur désigne les consuls, puis ils sont élus au suffrage universel. Enfin — et la

1. *Recherches sur Alais*, p. 601, n. 1.

2. Dognon : *op. cit.*, p. 68.

3. *Ibid.* p. 72.

4. *Ibid.* et *Rech. sur Alais*, p. 601.

5. Dognon, p. 73.

6. N'est-ce pas là une réminiscence tirée du droit romain ? Ou bien des circonstances analogues, des besoins semblables inspirèrent-ils une règle commune aux *curiales* et aux consuls médiévaux ?

transformation s'opère assez rapidement — ils en arrivent à se recruter eux-mêmes.

A leur entrée en fonctions, ils prêtent serment. Dès lors, ils sont investis « du droit de tenir les « *parlements publics* et d'administrer les affaires « de la cité, de faire des statuts ou règlements sur « la garde de la ville, la police des métiers, des « rues, des champs, leudes et péages, poids et « mesures, marchés, tarifs des denrées, amendes « et pénalités » ¹, de juger en matière de police ², d'organiser l'imposition des tailles, la recette et le maniement des fonds qui en proviennent ³. Les consuls ont « une autorité presque absolue sur les « finances communales », et les comptables et clavaires, trésoriers, collecteurs, n'apparaissent qu'à la longue, pour modérer l'arbitraire des consuls ⁴. Peu à peu ceux-ci deviennent les agents du roi, qui, d'ailleurs, favorise les franchises communales ⁵.

Au ^{xiv}^e siècle, leur omnipotence est grande, mais, peu à peu, le pouvoir royal lui-même restreint leur faculté d'établir des impositions, de créer des octrois sans l'autorisation du souverain ⁶.

Au ^{xvi}^e siècle, il leur reste encore une grande latitude, mais les chambres souveraines, Parlement, Chambre de l'Édit, Cour des Aides, les gouverneurs et, plus tard, les intendants, organisent la mise en tutelle administrative des communes, partant des consuls.

1. Dognon, p. 92-93.

2. *Ibid.*, p. 196 seq.

3. *Ibid.*, p. 105.

4. *Ibid.*, p. 109-110.

5. *Ibid.*, p. 146.

6. *Ibid.*, p. 472.

Alors, « l'administration de la ville et tous les « services municipaux sont concentrés dans leurs « mains »¹.

Peut-on énumérer les pouvoirs des consuls, au xvii^e siècle ?² Ils avaient la police locale³ et l'exécution des décisions des conseils politiques et des règlements généraux. Ils étaient les procureurs de la communauté, en matière contentieuse⁴. A Alais et dans beaucoup d'autres villes, ils étaient juges en premier ressort des contestations entre fabricants et ouvriers et des contraventions aux règlements des manufactures⁵.

Leur juridiction de police était généralement plus étendue que celle des tribunaux actuels de simple police.

Ils avaient la surveillance et le maniement des deniers dont le pouvoir royal permettait l'imposition et l'usage aux communautés, soit 900 livres pour les « chefs de diocèse », 600 pour les « chefs « de viguerie » (et c'est le cas du Vigan), 300 pour les autres communautés. Les consuls intervenaient encore dans les questions d'assistance et d'instruction publiques, dans la réglementation du travail corporatif, dans l'observation des usages ruraux, dans la répartition des contributions générales⁶, dans l'inspection des poids et mesures et la surveillance des marchés⁷.

1. *Recherches sur Alais*, p. 501, 509.

2. v. par analogie la très complète et intéressante énumération des attributions des consuls d'Alais, en 1634 (*ibid.*, p. 502-508).

3. Di Pietro : *Hist. d'Aiguesmortes*, p. 355.

4. *Rech. sur Alais*, p. 513.

5. *Ibid.*, p. 514.

6. Gachon : *Quelques préliminaires*, p. 27.

7. Id. : *Les États de Languedoc*, p. 117.

En 1709, l'antique constitution municipale du Languedoc reçoit une atteinte apparente par la création des consuls perpétuels ou alternatifs ¹. Mais il ne faut pas insister outre mesure sur cette réforme fiscale plus qu'administrative.

§ 2. — LE PREMIER CONSUL

Laissant les généralités, nous devons examiner de très près l'essence du pouvoir consulaire, au Vigan, son mécanisme, et les particularités de détail qui le pouvaient différencier des consulats voisins.

Il y a une certaine différence entre les attributions du premier consul et celles de ses collègues.

Le premier consul a une double qualité : il est à la fois syndic-né de la viguerie et premier consul de la communauté.

Comme syndic de la viguerie ², il gère les affaires de cette circonscription administrative, convoque les assemblées vigueriales, exécute leurs décisions, représente, en un mot, la viguerie, comme il représente la communauté, en tant que premier consul ³. En cette dernière qualité, il fait à peu près tout, dans la commune. Il dirige les affaires, a la haute main, et ses collègues n'agissent que sous sa direction, plutôt qu'en collaboration avec lui.

§ 3. — LES DEUX AUTRES CONSULS

Leur rôle est secondaire : ils ne prennent un certain relief qu'en l'absence ou en l'empêchement du

1. Monin : *op. cit.*, p. 182.

2. v. Gard, C, 649.

3. Sur les attributions du syndic de la viguerie, v. notre *Viguerie du Vigan, au commencement du XVII^e siècle*, chap. IV, sect. I.

premier consul. Alors ils agissent en son lieu et place, avec les mêmes attributions que lui.

Au troisième consul, représentant de la classe des artisans, ses collègues abandonnent les besognes secondaires, pénibles et simples. La différenciation de ce consul et des deux autres est très nettement marquée. Sa condition sociale le voue aux tâches modestes. Et cette division du travail, selon les aptitudes de chacun, n'est pas pour nuire à la conduite des affaires communes.

§ 4. — POUVOIRS DES CONSULS

Les consuls ont des attributions d'ordre administratif, financier, militaire ; le contentieux et la police rentrent aussi dans leurs attributions.

Pouvoirs administratifs. — Ils président aux enchères de la conduite de l'eau et de celle de l'horloge¹.

Ils représentent la ville, quand elle contracte avec des particuliers ; ainsi, nous les voyons, en 1622, passer l'arrentement d'un champ appartenant à la communauté, en 1630 et 1643, vendre des immeubles communaux, en 1683, passer une locaterie perpétuelle d'une métairie appartenant aux pauvres de la ville, et, en 1668, affermer un pré communal²,

Ils ont la direction de l'hôpital, et, à ce titre, choisissent tous médecins, chirurgiens, apothicaires qu'il leur plaît pour donner leurs soins ou four-

1. BB, 6, p. 457, 26 février 1671.

2. DD, 9 ; BB, 1. 1, 24 janvier 1595 ; BB, 2. p. 58-63, 18 novembre 1593 ; BB, 3, p. 141. 16 février 1605 ; BB, 6, p. 657, 23 octobre 1672 ; p. 675, 8 décembre 1672 ; BB, 7, p. 47, 20 août 1673 ; p. 52, 1^{er} septembre 1673 ; BB, 6, p. 173, 21 mars 1668.

nir des médicaments aux malades et aux vieillards hospitalisés. Ils commandent et vérifient toutes les fournitures faites à l'hôpital ¹.

Ils dressent des états certifiés des noms et prénoms des possesseurs de terres nobles, de fiefs et de seigneuries, pour le contrôle de leur nobilité ².

Pouvoirs financiers — La séparation des pouvoirs n'existe pas comme de nos jours. Les consuls sont souvent en compte-courant avec la communauté : ils payent de leur certaines fournitures : bois, poudre, boîtes, luminaire pour les feux de joie, par exemple, ou papier, encre, chandelles pour la salle des délibérations.

A la fin de leur année d'exercice, les consuls sortants déposent au greffe l'état des fournitures ainsi faites par eux pour le compte de la communauté.

Le conseil en examine le détail et les rembourse ³. La diversité des fournitures faites est grande ⁴.

En outre les consuls expédient les mandements de paiement sur la communauté. Ce pouvoir prête parfois à des abus. Ainsi, Roussy, second consul en 1671, signe des mandats de paiement dans les rues. Ce que voyant, le conseil décide qu'à l'avenir aucun mandement ne sera plus expédié à quiconque, sans avoir été ordonné par une délibération préalable du conseil ordinaire ⁵.

S'il ne se peut trouver de collecteurs pour lever la taille, un consul doit s'en charger ⁶.

1. BB, 8, p. 259, 9 juin 1676.

2. BB, 6, p. 561, 26 octobre 1671.

3. BB, 12, p. 277, 25 mars 1716 : le second consul, Saubert, présente l'état des fournitures dont il a fait l'avance « pour les honneurs funèbres de nostre deffunct roy Louis le Grand. »

4. v. BB, 9, p. 352, 4 mars 1686 ; p. 357, 30 mars 1686.

5. BB, 6, p. 456.

6. BB, 6, p. 512, 8 juillet 1689.

Les consuls ne peuvent s'intéresser directement ou indirectement aux fermes communales ¹.

Pouvoirs contentieux. — Les consuls ont, sous le contrôle très rigoureux du conseil politique, la direction des procès, à moins qu'ils ne soient proches parents des parties adverses. Alors le conseil général de la communauté nomme une commission pour suivre les affaires à leur place.

Ils vérifient les demandes en décharge des *compois* ².

Pouvoirs militaires. — Nous verrons plus loin ³ les consuls contrôler la distribution des étapes, passer les revues, présider aux logements.

Pouvoirs de police. — Les consuls visitent les caves avant la saint Martin, et, dès la fin d'octobre, pour apprécier la quantité de vin recueillie par chaque propriétaire, afin de répartir justement sur tous l'abonnement de la dîme seigneuriale ⁴.

Ils font respecter un ancien usage qui veut que, pour la fête des rois, chaque année, les boulangers offrent une *fougace* à leurs clients ⁵.

Ils cherchent à retenir un boulanger qui veut quitter la ville, et ils y parviennent en obtenant pour lui le droit de cuire le pain à son propre four ⁶.

En 1714, ils sont tenus, à tour de rôle, de sur-

1. *Recueil des édits, déclarations du roi et arrêts de règlement*, p. 223 (1726).

2. BB, 9, p. 53, 10 mai 1680.

3. v. *passim*, livre IV, chap. IV.

4. BB, 11, 27 sept. 1699.

5. BB, 14, p. 398, 10 février 1780.

6. HH, 1, 24, 23 août 1615.

veiller l'abattage des animaux à la boucherie, pour empêcher les fraudes ¹.

En 1700, ils vérifient journellement les peaux de toutes les bêtes tuées par un boucher que l'on soupçonne de vendre des viandes atteintes de la *picotte* ².

Si l'autorité militaire leur signale des déserteurs, ils doivent les rechercher, les faire arrêter et conduire à Nîmes ou à Montpellier ³.

Nous ne prétendons pas donner une liste complète des attributions des consuls.

On les trouvera, en détail, au long de ce travail ⁴. D'ailleurs tout ce qui est de la compétence du conseil politique, relève également, quant à l'exécution, de celle des consuls.

Il suffit donc de parcourir plus haut l'énumération des objets dont le conseil ordinaire s'occupe habituellement pour connaître, dans leur ensemble, les attributions des consuls.

La règle est : le conseil décide, les consuls exécutent, le premier consul dirige et aussi exécute le plus souvent.

§ 5. — GAGES DES CONSULS

Les consuls touchent chaque année une certaine indemnité, une rémunération des services qu'ils rendent à la communauté. Ce n'est pas une grosse somme (une soixantaine de francs de notre monnaie,

1. BB, 12, p. 219, 10 avril 1714.

2. BB, 11, p. 34, 16 septembre 1700.

3. BB, 8, p. 203, 14 juillet 1675.

4. Au livre IV.

au XVIII^e siècle), mais aucun ne dédaigne ce salaire ¹. Cela fait partie des usages municipaux, et on y tient comme aux autres privilèges de la commune.

Chaque consul reçoit douze livres ², sans compter les indemnités de séjour et de déplacement auxquelles premier consul a droit, lorsqu'il est député à l'assiette diocésaine ou aux états de la province, indemnités qui constituent un appât considérable et font rechercher ardemment la charge de premier consul ³.

§ 6. — HONNEURS ET PRÉROGATIVES CONSULAIRES

Pour compenser les soucis inhérents à leurs fonctions et le travail que leur procurait l'administration de la communauté, les consuls jouissaient de certaines distinctions honorifiques et protocolaires.

On sait que dans certaines villes le consulat

1. Nous en avons la preuve dans ce trait qui ne manque pas de saveur : en 1707, le maire, investi de son office, en veut jouir, comme c'est son droit : or ses provisions lui accordent 12 livres de gages annuels à prendre sur les deniers communs. Mais les budgets, à cette époque, sont très sévèrement établis : la communauté ne peut dépenser, annuellement, pour les frais qui lui sont propres, qu'une certaine somme. Si donc on donne 12 livres au maire, il faudra prendre cette somme sur un autre crédit, car cette dépense n'a pas été prévue, lorsqu'on a arrêté le budget de l'année courante. Que fait-on ? Le conseil ordinaire affecte au paiement des gages du maire, les 12 livres de gages du troisième consul, un artisan, qui en aurait bien plus besoin que ses collègues. Et l'intendant est prié de permettre de faire figurer désormais au budget de la commune une somme de 12 livres pour les gages du troisième consul (BB, 11, p. 354, 24 novembre 1707). Mais pour cette année, ses collègues ne pensent même pas à lui offrir leur rétribution.

2. BB, 9, p. 25, 18 décembre 1679 ; BB, 11, p. 354, 24 novembre 1707 ; BB, 13, p. 214, 29 novembre 1727. A Alais, chacun recevait 30 livres de gages annuels (*Recherches sur Alais*, p. 517).

3. v. *Supra*, chap. II, sect. II, § 1 (association Arboux et consorts).

lat conférait la noblesse ¹, ce qui n'allait pas sans de gros inconvénients ². Il en était ainsi à Cordes, dans la sénéchaussée de Toulouse, où les deux premiers chaperons donnaient la noblesse ³. Mais c'était exceptionnel.

Le *chaperon*, au contraire, était une prérogative courante des consulats méridionaux. On y attachait un prix extrême. A Castres, vers 1594, « MM. les
« consuls et MM. de la ville avoient poursuivy par
« devant la majesté du Roy, quil lui pleut leur
« permettre de porter les robes et manteaux et
« chaperons tout comme aux villes capitales de
« Montpeilier, Nismes, Béziers, Pézenas et autres,
« comme estant aussi ville capitale, ce que le Roy
« leur a accordé ⁴.

Les chaperons étaient généralement rouges Dans le Comtat, ils étaient pourpre, bordés d'hermine ⁵. Jusqu'en 1595, Castres les a violet (couleur des anciens comtes de la ville). Alors les consuls adoptent la livrée mi-partie rouge et noir, *comme toutes*

1. v. Gachon : *Quelques préliminaires*, p. 27.

2. Ainsi, les habitants d'Issoudun, « sous la Fronde, sollicitèrent un privilège, à savoir que le *mairat* conférait la noblesse (comme à Bourges)... Douze mois après, lors de la première élection, ce furent compétitions, luttes et batailles telles qu'il fallut renoncer à poursuivre, ...et il fut demandé que les lettres-patentes, qui n'étaient pas entérinées, fussent détruites. » (Maurice Serval : « *La Rabouilleuse* », les sites et les gens, les personnages, Balzac à Issoudun, apud *Mercur de France*, XC, n° 331, 1^{er} avril 1911, p. 502 ; cf. Péréme : *Recherches historiques et archéologiques sur la ville d'Issoudun*, Paris, Bourges, 1847). Issoudun est loin du Vigan, mais cet exemple nous a paru devoir illustrer convenablement ce qui précède.

3. *Chroniques de Languedoc*, V, p. 307.

4. *Pièces fugitives*, XV, *Journal de Faurin sur les guerres de Castres*, publié par Ch. Pradel (1878, Montpellier, Martel), p. 211, § 1 (1594).

5. Sagnier : *Les municipalités du Comtat*, p. 17.

*les villes royales du Languedoc*¹. Les consuls d'Alais les portaient écarlate². Le privilège du chaperon impliquait le port, non seulement de la coiffure, mais encore d'une robe rouge, les jours de cérémonie.

Au Vigan, en 1713 on inaugure le port de la robe. Le conseil en fait acheter une pour chaque consul ainsi que des chaperons de satin cramoisi³, car il trouve intolérable de négliger plus longtemps un honneur auquel le Vigan, ville royale et chef de viguerie, a droit, et que Sommières, Frontignan, Gignac et autres chefs-lieux de vigueries, ont depuis longtemps⁴.

Au xvii^e siècle, le chevalier de Clerville, chargé par Colbert d'étudier les provinces, lui écrivait, de Marseille, son étonnement de « la vénération » que les peuples de ce pays-là portaient au chaperon⁵.

Les consuls avaient encore la préséance sur tous les fonctionnaires de la ville, sauf sur les agents du roi, dans les cérémonies publiques⁶.

Ils avaient leur banc à l'église, allumaient les feux de joie et toutes ces prérogatives étaient jalousement conservées, comme tout ce qui touchait au statut municipal de la ville.

Le moindre empiètement sur ces droits honorifiques soulevait des tempêtes dans l'esprit public.

1. *Journal de Faurin, cit.*, p. 212, n. 1.

2. *Recherches sur Alais*, p. 600.

3. BB, 12 p. 198, 27 juin 1713.

4. BB, 13, p. 338, 17 décembre 1731.

5. Chéruel : *Histoire de l'administration monarchique*, I, p. 139 ; cf. *Correspondance administrative sous Louis XIV*, I, p. 647.

6. Edit de décembre 1706 (cf. *Rech. sur Alais*, p. 600).

Ainsi, en 1612, la communauté est fort animée contre « le sieur Estienne de Rousset, juge pour le « roy en la présente ville et viguerie et Messire « Estienne de Lafabrègue, docteur et avocat », qui ont menacé et injurié publiquement, le 20 décembre, noble François Foucquet, sieur de Boisebard, premier consul, en lui reprochant d'avoir fait faire une députation sans les avoir avertis¹. Les habitants ne permettent pas qu'on traite de haut leurs représentants.

§ 8. — RESPONSABILITÉ DES CONSULS

Si les consuls ont des prérogatives honorifiques et des avantages pécuniaires, cela est compensé, et au-delà, par les ennuis du métier².

Ainsi, en Languedoc, « les tailles sont réelles ; « les officiers municipaux en sont responsables, « étant solidaires, pour le payement des impositions, avec les collecteurs »³.

En 1595, les consuls et conseillers décident de lever, en la forme des impositions, certaines sommes dont ils ont un besoin urgent. Mais ils négligent d'en obtenir l'autorisation de la Cour des Aides. Le procureur du roi se pourvoit alors devant cette juridiction en cassation de la délibération ainsi prise illégalement, et la cour, en 1596, condamne les consuls et les conseillers coupables à des amendes qui sont payées au moyen de leurs gages annuels⁴.

En 1612, la communauté est reliquataire d'une

1. FF, 6, 3, 21 février 1612.

2. Cf. Sagnier : *Les municipalités du Comtat*, p. 19.

3. Albisson, VII, p. 321, n° X.

4. BB, 2, p. 188, 21 février 1596.

certaine somme envers le diocèse. Pour son recouvrement, le syndic diocésain fait emprisonner le second consul, et il n'est pas aisé de lui faire rendre la liberté ¹. En 1627, un autre consul est emprisonné à la requête du receveur des décimes du diocèse de Nîmes ². En 1672, M. de Roquan, consul, est décrété d'ajournement personnel, d'autorité du parlement, dans une instance pendante entre la communauté du Vigan et le prieur de la ville, au sujet de l'établissement d'un droit de leude, à quoi il s'était vivement opposé ³. L'année suivante, le second consul Aigoïn se rend à Nîmes pour ses affaires personnelles, mais il y est « arrêté prisonnier pour les affaires particulières de MM. de la « R. P. R. de la présente ville », et le syndic du diocèse fait « faire exécution sur ses meubles », faute par la communauté d'avoir payé une somme qu'elle doit au diocèse ; en outre, il constitue des séquestres pour garder les effets mobiliers d'Aigoïn, tant que le paiement exigé n'aura pas été effectué ⁴ ; il fixe même comme délai le 4 mars, après quoi on vendra les meubles d'Aigoïn, à défaut de paiement ⁵.

Le conseil politique du Vigan doit recourir à des expédients pour sauver ses effets ⁶.

Puis c'est un arrêt du conseil du 17 décembre 1675, qui rend les consuls en charge « responsables « en leur propre et privé nom solidairement de « leur administration », sans pouvoir en être dé-

1. FF, 5, 2, 4 février 1612.

2. FF, 5, 2, 17 février 1632 ; BB, 6, p. 418, 2 décembre 1670.

3. BB, 8, p. 410, 5 janvier 1679.

4. BB, 6, p. 691, 12 février 1673.

5. BB, 6, p. 695, 23 février 1673.

6. BB, 6, p. 702, 9 mars 1673.

chargés « que par le décret des biens immeubles
« des comptables, leurs cautions et nominateurs ¹. »

Une autre fois, le médecin de la communauté, las d'attendre le paiement de ses gages, obtient, de l'intendant, un titre exécutoire, et « contrainct » les consuls sur leurs biens propres ².

Les saisies faites sur les biens des consuls par des créanciers impayés de la communauté sont fréquentes. Ainsi, en 1682, l'intendant rend une ordonnance sur requête, portant que, dans trois jours, faute de paiement, le sieur Salze, séquestre des *meubles et marchandises* saisis sur le sieur Lautal, consul, à la demande de demoiselle Gabrielle Devillar, représentant le sieur de Mauriac, consul en 1674, et créancier de la communauté, les vendra ³.

Une ordonnance de l'intendant, du 6 novembre 1685, exige que les consuls lui envoient une déclaration exacte de tous les biens et facultés de la communauté, *à peine de 100 livres d'amende* ⁴.

Puis les héritiers d'un créancier impayé saisissent chez le second consul « une pièce cadis gris, deux « pièces toile grize et une pièce toile blanche à « faulte de paiement de 195 livres » qui leur restent dues ⁵. L'acceptation des fonctions consulaires par un marchand n'était donc pas sans risques.

En 1692, un autre créancier s'en prend aux *effets personnels* d'un pauvre artisan, troisième consul ⁶.

En 1710, à la suite des troubles causés dans la

1. BB, 8, p. 268-272.

2. BB, 9, p. 149, 12 février 1682.

3. BB, 9, p. 165, 10 avril 1682.

4. BB, 9, p. 392, 17 octobre 1686.

5. BB, 9, p. 488, 30 décembre 1688.

6. BB, 10, p. 97, 17 septembre 1692.

région par la guerre des Camisards, le conseil politique reconnaît que « la charge de consul devient tous les jours plus honéreuse et les fonctions plus « pénibles » ¹.

En 1776, les consuls sont condamnés, comme responsables, à restituer des sommes qu'ils ont indument imposées ².

Enfin, les cours judiciaires faisaient peser sur les consuls une lourde responsabilité « en les constituant contre leur gré gardes des biens mis sous « séquestre » contre des particuliers ³. Dans un cas de ce genre, nous voyons le conseil politique du Vigan s'opposer à ce que les consuls assument une pareille charge ⁴.

Comme on le voit par ce simple exposé de cas concrets, le métier de consul n'était pas agréable. Du moins ses charges en eussent-elles éloigné les bas politiciens, s'il en eût existé.

SECTION VIII

Des offices

§ 1. — GÉNÉRALITÉS

Cette importante matière nous paraît avoir bien sa place ici, car, en l'étudiant, que faisons-nous, sinon énumérer encore des membres de l'administration communale et esquisser la nature des attributions propres à chacun d'eux ?

1. BB, 12, p. 96. 1^{er} janvier 1710.

2. BB, 14, p. 929, 10 juin 1776.

3. Gachon : *Les Etats de Languedoc*, p. 117.

4. FF, 6, 5, 1, 28 juillet 1617.

C'est une matière bien touffue que celle des *offices* ou charges municipales ¹.

Leur création est un expédient financier pratiqué depuis longtemps, quand Louis XIV songe à l'utiliser et lui fait produire tout ce qu'il peut, sans que la bourgeoisie, grande et petite, ait ralenti son zèle à acheter les charges. Ne disait-on pas : Quand un office est créé, il y a toujours un sot pour l'acheter ? Et encore cette boutade ne vaut que ce que valent les boutades : elle est peu exacte, car, si les créations successives d'offices constituaient un impôt indirect, désastreux, les acquéreurs, eux, en retireraient un certain produit, et surtout la *considération* qui leur permet de franchir une étape, de se pousser dans le monde, de *monter*, et, généralement, l'exemption des impôts, privilège appréciable.

Cette pratique, même, n'est pas absolument blâmable, et certains historiens l'ont fort bien justifiée ². Elle « fait une partie essentielle du droit public municipal de Languedoc et ne peut être bien connue si l'on ignore les vicissitudes que les créations d'offices lui ont fait éprouver ³. »

Dès le début du xvi^e siècle, la royauté use de ce moyen d'avoir de l'argent : « les impôts si fort augmentés ne suffisant pas encore, François I^{er}, dès le début de son règne, se met à vendre les offices ⁴. » « Après Louis XII, les offices se multiplient ⁵. » Nous voyons ainsi apparaître, puis dis-

1. v. Chéruef : *Hist. de l'administration monarchique*, II, p. 395 s., 441 s. ; Martin : *Hist. de Lodève*, II, p. 145 s. ; Le Prestre : *Questions notables*, p. 249 s., 389 s., 648 s., 699 s. ; etc.

2. Fr. Funck-Brentano : *Le Roi*, p. 309-310.

3. Albisson, VII, p. i.

4. Dognon : *op. cit.*, p. 410.

5. *Ibid.*, p. 416.

paraître, à partir de 1514, des contrôleurs des octrois, greffiers, élus, procureurs près les justices inférieures, receveurs diocésains, collecteurs, greffiers héréditaires des villes et communautés, contrôleurs des cabaux, contrôleurs des comptes, greffiers des tailles, commis gardes des rôles des impositions, greffiers de vigueries, procureurs du roi, etc., jusqu'en 1690 ¹.

« Les Etats rachètent et font supprimer bon nombre d'offices, les plus nuisibles ². » Et même, souvent, les rachats suivent de très près les créations ³. Et voilà l'origine d'un système financier que nous verrons fonctionner jusqu'à la fin du XVIII^e siècle : les offices ne seront créés qu'en vue de leur rachat par la province.

« Lorsqu'en 1692, le roi fit une *affaire* de la vente des charges municipales et en mit l'exercice aux enchères, il trouva en Languedoc un terrain préparé où, depuis longtemps, l'intendant avait habitué les communautés aux consuls nommés par ordonnance, fonctionnaires d'occasion, préparant la venue de fonctionnaires réguliers ⁴. »

Nous allons voir les édits de création se suivre, tandis que des rachats répétés, de la part des états, les annihileront, et que de nouveaux édits rendront inutiles, et nécessaires à nouveau les sacrifices

1. Albisson, VII, p. 1, 2, 11, 16, 18, 22, 25, 26, 33-35, 38, 39 ; Dognon : *op. cit.*, p. 422 seq. ; BB, 22, 1, 15 mars 1624 ; BB, 22, 2, 27 juillet 1649.

2. Dognon, p. 410.

3. v. p. ex. les offices créés en 1641, 1645, 1666 (Albisson, VII, p. 22 s., 33 s., 38 s.).

4. Gachon : *Quelques préliminaires*, p. 53.

consentis par la province ¹. Une énumération suffira à montrer l'abus qui fut fait du système :

1662, offices d'auneurs et marqueurs de draps, déjà rachetés en 1642, après une création antérieure ².

1666, auditeurs des comptes, supprimés en 1667, rétablis en 1702 ³.

1689, trésoriers des deniers patrimoniaux, octrois et subventions, rachetés en 1696 ⁴.

1690, greffiers des rôles des tailles, puis « gardes « des archives, greffiers et départeurs des rôles des « communautés ⁵, » réunis en 1691.

Les anciens greffiers consulaires sont ainsi supprimés et les communautés se voient défendre de rien imposer pour la façon du département des tailles.

Les acquéreurs des greffes, outre leurs gages, ont des droits sur les écritures pour chaque sorte d'imposition ⁶.

1692, maires perpétuels ⁷ ; « procureurs et conseillers du roi, syndics dans les villes et communautés de la province ⁸. »

1693. assesseurs des maires ⁹ ; huissiers audien-
ciers des maires ¹⁰.

1. Monin : *Essai...*, p. 43 ; Béchard : *Droit municipal dans les temps modernes*, p. 352 seq.

2. Monin : *op. cit.*, p. 179.

3. Gard, F, 5^e division, délib. de la viguerie du Vigan, II, f^o 350, 17 janvier 1642 ; Monin, p. 308.

4. Monin, p. 175.

5. *Ibid.*, p. 165 ; Albisson, VII, p. 42-56.

6. Monin, p. 166.

7. *Ibid.*, p. 126, 167.

8. *Ibid.*, p. 170.

9. *Ibid.*, p. 58. 62

10. *Ibid.*, 173.

1694, receveurs des communautés ; substituts aux procureurs du roi ¹ ; premiers huissiers aux hôtels de ville.

1695, les états rachètent des offices d'experts priseurs, arpenteurs jurés et greffiers de ces experts, créés en 1690 ².

1696, gouverneurs héréditaires des villes closes ; prévôts diocésains et leur bureau ; vérificateurs des étapes ³. La province rachète des certificateurs des criées et héritages ⁴.

1697, rachat de divers offices industriels. Création des collecteurs des communautés ⁵.

1697-1699, rachat des huissiers, receveurs, maires ⁶.

1702, lieutenants de maires ⁷ supprimés en 1705 ; contrôleurs des poids et mesures, languayeurs de porcs ; essayeurs d'eaux de vie.

1704, inspecteurs aux boucheries.

1705, divers offices d'ordre judiciaire ⁸.

1706, conseillers de police, maires et lieutenants alternatifs et mi-triennaux ⁹, réunis aux communautés en 1709.

1707, rachat des contrôleurs des octrois ¹⁰.

1. Monin, p. 170.

2. *Ibid.*, p. 174.

3. *Ibid.*

4. *Ibid.*, p. 175.

5. BB, 22, 3, 10 septembre 696

6. Monin, p. 173.

7. *Ibid.*

8. *Ibid.*, p. 180.

9. *Ibid.*, p. 177.

10. *Ibid.*, p. 144.

11. *Ibid.*, p. 178.

1709, consuls perpétuels ou alternatifs ¹, réunis en 1713 aux communautés ².

1712, rachat des lieutenants de police, procureurs du roi, greffiers, commissaires de police. Coût : 1880 fr. pour la seule ville du Vigan ³.

1717, rachat des lieutenants alternatifs ⁴ et de tous les offices en général.

1722, nouvelles créations.

1724, rachat.

1733, reparution des mêmes offices ⁵.

1744, nouvelles créations ⁶.

1764-1765, rachat : 1771, nouveaux offices ⁷.

1774, dernier rachat et suppression du système ⁸.

Quelque longue et fastidieuse que soit cette sèche énumération, elle est bien incomplète. Il s'en dégage cependant une leçon : l'abus des créations d'offices. La régence essaya bien de remonter le courant, mais il était si doux, qu'elle si abandonna aussi ⁹, et cela dura jusqu'aux environs de la Révolution.

§ 2. — OFFICES MUNICIPAUX CRÉÉS AU VIGAN

Dans les Cévennes, où les catholiques étaient peu nombreux, et la plupart artisans, les personnes les plus aptes à acquérir les offices étaient de

1. Albisson, VII, p. 208 s. ; Monin, p. 182.

2. Albisson, VII, p. 262.

3. BB, 15, p. 679, arrêt du conseil du 8 mars 1712, rendu sur une délibération des Etats, du 9 janvier précédent.

4. Monin, p. 18, 54 ; Serre : *Histoire de la cour des comptes*, p. 108 ; *Mémoires* d'André Delort, II, p. 257 ; Albisson, II, p. 65, 67, 119.

5. v. *Recherches sur Alais*, p. 521.

6. v. La Farelle : *Le consulat de Nîmes*, p. 128.

7. Raynouard : *op. cit.*, II, p. 356 seq.

8. BB, 14, p. 895, 13 juillet 1775 ; BB, 22, 5, 27 octobre 1774 ; Albisson, VII, p. 513, 638-639.

9. Monin, p. 188 ; Albisson, VII, p. 271, 273, 277, 279, 282, 283, 291, 294, 301, 308 seq., 322, 336, 374 seq., 408, 410, 437, 448, 459.

la R. P. R. Or, des arrêts du conseil, en 1663, 1664, 1666, etc., décident que les charges uniques et municipales ne peuvent être remplies que par des catholiques ¹. C'était faciliter bien peu l'achat des charges créées mais c'était une conséquence parfaitement logique de la politique religieuse suivie dans tout le royaume ².

Sous l'avalanche des offices, beaucoup invendus, la province, les diocèses, les communautés gémissaient, mais en vain ³. Pour se débarrasser de ces créations attentatoires aux vieux statuts coutumiers, il fallut donner de l'argent, et provoquer des rachats, en attendant de nouvelles séries de créations d'offices municipaux.

Au Vigan, le conseil politique avait une peine extrême à se reconnaître dans les complications des arrêts de création et de ceux de rachat. Cela entraînait des modifications continuelles dans les modes des élections consulaires, la composition du conseil, les attributions respectives de chacun, l'entrée aux Etats et aux assiettes, et de gros suppléments d'impôts, nécessitant eux-mêmes des calculs et des règlements très compliqués ⁴.

Quand survenait une création d'offices, un trai-

1. Gachon : *Quelques préliminaires de la Révocation*, p. LVII.

2. v. les *Plaintes* de Claude, p. 14 seq.

3. « C'est avec douleur que les villes et communautés de la province se trouvent hors d'état de maintenir l'exacte administration de leurs affaires, si on n'a pas égard à leurs remontrances, pour le choix des officiers municipaux. » (*Mémoire envoyé à la Cour par les Etats Généraux de la province de Languedoc, au sujet des nouvelles charges municipales*, à suite d'une délibération des Etats, du 19 février 1723, apud Albisson, VII. p. 322).

4. v. p. ex, BB, 14, p. 78 seq., 1^{er} janvier 1738 ; p. 504, 1^{er} janvier 1756.

tant se chargeait à forfait de leur vente pour la France entière. Il avait des agents nombreux et tous ces employés parasites s'abattaient sur les provinces pour trouver des acquéreurs. Cela prenait un certain temps, et aussi, une fois les candidats trouvés, l'obtention des provisions de l'office, l'agrément du candidat, et diverses autres formalités. Dans l'intervalle les conseils politiques se renouvelaient et demeuraient en charge selon l'usage, et jusqu'à ce que l'officier nouvellement investi vint prendre possession de sa fonction ¹. Généralement, le remboursement, par la province, se négociait peu après : on réglait alors la part contributive de chaque communauté, dans cette dépense considérable et imprévue. L'argent ne se trouvait pas du jour au lendemain, et le remboursement des offices supprimés durait souvent plusieurs années. Tant qu'il n'était pas terminé, les titulaires des offices ainsi rachetés jouissaient de leurs charges, à moins qu'il n'intervint, à ce sujet, des arrangements entre eux et les communautés ². Ils demeuraient, dans tous les cas, en fonctions jusqu'à l'installation des nouvelles municipalités, à l'élection desquelles ils participaient ³.

Une fois l'office remboursé, les droits honorifiques qui y étaient attachés, titre, rang et préséances, passaient généralement au premier consul ⁴.

1. BB, 14, p. 859, 31 décembre 1772 ; p. 853, 14 sept. 1772.

2. BB, 14, p. 898, 26 juillet 1775 ; BB, 22, 7, 19 juillet 1775.

3. II, 16, arrêt du parlement, du 29 juillet, 1775, portant :
 « Les officiers municipaux qui viennent d'être remboursés conti-
 « nueront leurs fonctions jusqu'après la prestation du serment
 « des nouveaux consuls qui leur seront substitués et donneront
 « leurs suffrages aux dites élections. »

4. BB, 14, p. 924, 30 décembre 1775.

Ainsi, après le rachat de 1774, le premier consul du Vigan eut le titre de maire, et le second, celui de lieutenant de maire ¹. Seulement si les offices rachetés donnaient droit à des honneurs « incompatibles avec les principes et les usages, » les consuls en étaient frustrés : ainsi, le premier consul du Vigan ne se pouvait prévaloir de son titre de Maire, et de sa qualité de successeur du maire en titre d'office, pour entrer annuellement aux états de la province, alors que, selon ses coutumes, le Vigan n'avait droit d'entrée aux Etats que tous les quatre ans ².

Tantôt le rachat était fait en bloc par la province ³, tantôt les communautés étaient laissées libres de s'entendre avec les officiers pourvus ou avec le traitant qui n'avait pas encore trouvé acquéreur ⁴.

A la suite du grand rachat de 1774, le Vigan eut à payer, pour la suppression des offices de maire, lieutenant, trois consuls, procureur et greffier, 758 livres, 6 sols, 8 deniers ⁵.

Après ces rachats successifs, la communauté possédait, en 1789, les titres attachés aux charges, supprimées antérieurement, de lieutenant général de police ancien et mi-triennal, greffier ancien et mi-

1. v. ci-dessous, arrêt du 27 octobre 1774 ; AA, 2, 7, 11 janvier 1786.

2. *Recueil des édits... pour 1776*, f° 21, Délibération des Etats du 15 février 1776.

3. *Ibid.*, 1774, f° 149, arrêt du conseil du 27 octobre 1774 : la province offre, et le roi accepte 2.500.000 livres pour le rachat des offices créés et rétablis par l'édit de novembre 1771.

4. *Recueil des édits... pour 1775*, f° 35, Instruction du 9 janvier 1775.

5. BB, 22, 6 décembre 1774.

triennal, procureur du roi ancien et huissier triennal.

Le 18 janvier 1790, la communauté décida qu'en présence de l'abolition de la vénalité des charges, et comme elle pouvait disposer librement de la finance de ces divers offices, elle estimait que le meilleur emploi à en faire était de renoncer à leur remboursement. En conséquence, elle faisait don à la patrie de leur valeur, soit 12000 livres, ce que l'Assemblée Nationale accepta, bien entendu ¹.

En quoi consistaient les offices proprement municipaux, c'est-à-dire ceux qui avaient brisé l'ancienne constitution de la communauté.

Les rapides monographies qui suivent essayent de le décrire.

Maire. — En 1693, M. Jacques Daudé de la Coste, juge se rendit acquéreur de l'office ferme et héréditaire de maire du Vigan, créé par édit du mois d'août 1692.

Quelles étaient les attributions que lui conférait ce nouveau titre ² ?

Et d'abord, il avait dû payer une finance de 11000 livres, plus 70 livres pour le droit de marc d'or, et 1100 livres pour celui de deux sols pour livre, soit, en tout, 12170 livres.

Il avait droit à 550 liv. de gages annuels ³, à prendre : 12 liv., sur la communauté (gages du premier consul) ; 56 liv. 5 s., sur les sommes imposées par la province pour les frais ordinaires des Etats ; 33 liv. 5 s. sur celles du diocèse de Nîmes, pour les

1. BB, 15, p. 629, 18 janvier 1790. conseil général tenu à l'église 152 signatures suivent cette délibération.

2. Cf. Albisson, VII, p. 58, 64, 65, 68, 112, 165, 167, 235.

3. BB, 11, p. 354, 24 novembre 1707.

frais ordinaires des députés aux états ; et 448 liv. sur le Trésor.

Certaines prérogatives honorifiques étaient attachées à cette charge, qui valait encore à son titulaire l'exemption de toutes tutelles et curatelles, du guet et de la garde, du ban, de l'arrière-ban, des *tailles* et des *logements de guerre* ¹.

Pour être maire, il fallait avoir 25 ans, être catholique ², prêter serment ³.

Voici comment on procédait à l'installation du maire : le conseil politique, en corps, l'allait prendre chez lui et le conduisait à l'Hôtel de ville. Là, le greffier lisait les provisions de son office ; le maire prenait la présidence de l'assemblée, et retirait ses provisions, après que, par son ordre, elles avaient été transcrites au registre des délibérations ⁴.

Dès lors, il avait le premier rang, remplaçant le premier consul, dont il prenait toutes les attributions ⁵ ; convocation des conseils de ville, direction des débats, aux assemblées ⁶, exécution des décisions du conseil, députation aux assiettes et aux Etats, quand c'était le tour de la communauté d'y députer ⁷, etc. ⁸.

L'office était perpétuel, transmissible aux héritiers ou à des tiers, selon le droit commun de la propriété.

1. Ces deux dernières exemptions étaient très appréciables comme nous le verrons, plus loin, en étudiant les finances et les affaires militaires.

2. BB, 10, p. 125 seq., 11 mai 1693.

3. Hérault, C, 920.

4. BB, 10, p. 125 s.

5. BB, 10, p. 159 seq., 1^{er} janvier 1694.

6. BB, 10, p. 136, 12 août 1693.

7. Cf. *Chroniques de Languedoc*, III, p. 138.

8. Cf. ci-dessus, sect. VII, § 4.

Le élections de 1694 et des années suivantes furent modifiées par la présence du maire, qui remplaçait le premier consul annuel.

Généralement, là où il y avait un maire, on supprimait le premier consul. Or, depuis l'arrêt du conseil de décembre 1674, le Vigan avait deux consuls, mais en raison des charges qui leur incombaient à l'occasion de la bonne gestion des affaires communes, le maire Daudé consentit à ce que les deux consuls fussent maintenus, ce qui portait pratiquement, le nombre des consuls à trois, les premier et second prenant désormais le second et le troisième rangs. Et c'était comme si, cette année-là, on avait créé un troisième consul¹.

M. Daudé était encore en possession de son office, en 1700. Cette année là, comme l'exposa le procureur du roi Finiels, un arrêt du conseil du 26 septembre permit « aux communautés de la province
« de rembourser les propriétaires des offices de
« maires², suivant délibération à prendre en corps
« de communauté, mais à charge de payer, en *un*
« *seul* payement, aux pourvus desdits offices, la
« finance et les deux sols pour livre, frais et loyaux
« coûts qu'ils justifieront avoir payé suivant liqui-
« dation qui en sera faite par Mgr l'Intendant, et
« comme les principaux habitants de la présente
« ville ont requis plusieurs fois, depuis plus de
« deux mois ledit M. Finiels de vouloir faire déli-
« bérer la communauté sur le remboursement de
« M. Daudé, pourvu de la mairie de cette ville,
« ledit Finiels, après avoir inutilement requis un
« à un MM. les consuls de convoquer une assemblée

1. BB, 10, p. 159 seq., 1^{er} janvier 1694

2. v. Albisson, VII, p. 86, 95.

« générale des habitants pour délibérer sur ledit
 « remboursement a esté encore obligé de les en
 « requérir et ledit sieur maire aussi, par acte du
 « jour d'hier qu'il a exhibé, laquelle a donné lieu
 « à la convocation de la présente assemblée, de la
 « part dudit sieur Aigoïn, premier consul, au refus
 « dudit sieur Daudé, maire, à cause de quoi ledit
 « sieur Finiels, pour satisfaire au devoir de sa
 « charge, a requis l'assemblée qui est composée de
 « *la plus grande partie des habitants*, de vouloir
 « délibérer sur le remboursement dudit sieur Daudé,
 « maire, ce qu'elle jugera le plus avantageux pour
 « le service du roi et l'avantage de cette commu-
 « nauté en particulier. » Ainsi le conseil politique
 ne tenait pas à faire la dépense de ce rachat, et
 M. Daudé se trouvait également bien de cet état de
 choses.

Le conseil général en jugea autrement, et dési-
 gna « noble Théodore de Barral sieur d'Arènes, et
 « ledit M^e Finiels, procureur du roy, avec David
 « Villeméjane, marchand du Vigan... » pour liqui-
 der avec M. Daudé la finance de son office, et décida
 que, cela fait, le conseil politique devrait emprun-
 ter l'argent nécessaire à son remboursement ¹. Mais
 cette décision n'eut pas de suite. Nous voyons, en
 effet, en 1704, M. Jean Daudé faire enregistrer ses
 provisions de maire ², comme héritier de son père,
 Jacques Daudé de la Coste, assassiné par quelques

1. BB. 11, p. 26-27, 25 août 1700, conseil général. Aux signa-
 tures, on lit : « *Arboux*, est davis datendre le remboursement
 « jusqu'à la tenue des états prochains » ; « *Finiels*, qui ne suis
 « pas d'avis de rembourser » ; « *Faïssat*, opposant, estant d'avis
 « de surseoir le remboursement jusqu'à la tenue des Etats »

2. BB, 11, p. 188, 13 à 21 septembre 1704.

camisards, cette année-là ¹. Il fut installé, le 21 septembre ².

Il acheta l'office de maire alternatif et mi-triennal, créé par édit de décembre 1706 ³, et l'incorpora à sa charge de maire ancien ⁴.

En 1710, Jacques Daudé acquiert un autre office celui de lieutenant de maire, et il ajoute ainsi à ses gages de maire, ceux d'un fonctionnaire parfaitement inutile. Un arrêt du conseil lui permet d'unir cette charge à celle de maire, sans avoir à payer de nouvelles provisions, et avec la faculté de les désunir, quand, et au profit de qui il voudrait ⁵.

L'office de maire est supprimé en juin 1717 ⁶, mais rétabli par un édit de novembre 1718 ⁷. En décembre suivant, Jacques Daudé reprend sa place de maire dans les conseils de ville ⁸, et fait enregistrer ses nouvelles provisions : en fait, il n'avait pas cessé d'exercer sa charge de maire ⁹.

Dans quelles conditions le rétablissement de cet office s'opérait-il ?

Les maires supprimés en 1717 — leur remboursement tardant trop — sollicitèrent, en l'attendant, le rétablissement de leurs fonctions, tout en déclarant renoncer à leurs gages, ce qui leur fut accordé.

1. v. *passim*, livre III, chap. XII, sect. III.

2. BB, II, p. 191, 21 septembre 1704. Il fut installé dans les mêmes formes qui avaient été usitées pour son père.

3. Albisson, VII, p. 144, 162, 165, 167.

4. BB, 14, p. 1 seq., 19 juillet 1735.

5. BB. 12, 114, 15 mai 1710 ; p. 115 seq., enregistrement de l'arrêt ; p. 119, enregistrement d'une ordonnance du duc de Roquelaure, gouverneur, sur le même objet.

6. BB, 12, p. 341, 23 octobre 1717 ; Albisson, VII, p. 279

7. Albisson. VII, p. 291.

8. BB, 12, p. 398, 18 décembre 1718

9. BB, 14, p. 1 seq., 19 juillet 1735.

Mais on laissa aux communautés la possibilité de les rembourser, pendant cinq ans, après quoi elles seraient déchues de cette faculté. Les maires ne gardèrent que leur titre, les prérogatives honorifiques qui y étaient attachées, l'entrée aux États et aux assiettes, et les immunités dont ils jouissaient à cause de leur titre (exemption des tailles, tutelles, curatelles, guet, garde, logements, etc.).

Pour faciliter aux communautés le rachat de ces offices, l'édit de rétablissement leur permettait de rembourser leurs titulaires en rentes, et décidait que les consuls, qui remplaceraient les maires, prendraient le titre et les avantages attachés aux offices ainsi rachetés ¹.

En 1719, M. Daudé fils est encore maire ². Le premier consul Finiels reçoit alors signification d'un arrêt du conseil, du 7 mars 1719, ordonnant que la communauté du Vigan imposera, annuellement, 360 livres en faveur du maire ancien, outre les droits et émoluments accoutumés. Carcassonne, Agde, Castelnaudary et Tournon sont dans le même cas. On écrit aussitôt aux consuls de ces villes pour essayer d'une action collective tendant à obtenir décharge de cette somme. C'est que depuis vingt ans, les dettes s'accumulent, et la situation budgétaire de la ville est inquiétante ³ : les maigres budgets des communautés languedociennes ne pourvoyaient pas sans peine à tous ces remboursements successifs pour lesquels on leur forçait la main.

Un édit de juillet 1724 supprime les offices de

1. BB, 12, p. 399 seq., 18 déc. 1718 ; Albisson, VII, p. 294.

2. BB, 12, p. 406 seq., 1^{er} janvier 1719.

3. BB, 12, p. 437, 9 mai 1719.

maires. Il n'a pas d'effet au Vigan, où la communauté ne peut rembourser M. Daudé, qui conserve sa charge ¹. Un autre édit, de novembre 1733, rétablit les charges municipales et décide que les anciens propriétaires d'offices en seront pourvus en payant, « par forme de supplément de finance, « la moitié du prix pour quoy lesdits offices furent « compris aux rolles arrêtés en conseil » à ce sujet. Passé deux mois, ce droit de préemption cesserait et de nouveaux titulaires pourraient être pourvus.

M. Daudé ne manqua pas de payer son supplément de finance, soit 1500 livres, pour conserver son office, mais comme il avait des suppléments du même genre à payer, pour divers autres offices qu'il cumulait, il fit valoir habilement « les « services rendus à S. M. par feu son père, subdélégué du diocèse, qui fut assassiné par les rebelles, en 1704, » et ceux que lui-même rendait depuis plus de 32 ans, comme subdélégué, et en indiquant que ses pertes, dans les offices de maire, lieutenant, subdélégué, et autres, ne lui permettaient pas de payer plus de 6.000 livres en tout, pour cette nouvelle taxe.

Un arrêt du conseil, du 19 juillet 1735, accepta cette offre ² et ordonna que M. Daudé continuerait à jouir de ses offices ³, aux gages annuels de 180 livres ⁴.

M. Daudé était un homme avisé : il savait l'admi-

1. BB, 14, p. 1 seq., 19 juillet 1735.

2. Bien entendu, aux 6000 livres s'ajoutaient 300 autres livres, pour le droit de 6 deniers par livre.

Le Trésor ne perd jamais ses droits !

3. BB. 14, p. 1 seq., 19 juillet 1735.

4. BB. 13 p. 499, 8 novembre 1736.

nistration incertaine dans ses pratiques, et qu'il était prudent d'être toujours en règle ; désireux d'assurer, en toute sécurité, sa survivance à son fils Xavier, il obtint un arrêt déclaratif de cette survivance ¹.

Les offices municipaux sont encore supprimés en 1766 ², puis rétablis par édit de novembre 1771. M. Xavier Daudé, suivant les persévérantes traditions de sa famille, acquiert l'office de maire du Vigan ³. La province rachète ces offices, en 1774 ⁴. Désormais, le premier consul aura le titre de maire ⁵. Les Daudé, vicomtes d'Alzon, n'ont d'ailleurs plus besoin de ce lustre. Leur famille est assez riche, assez puissante pour s'en passer.

Lieutenant de Maire. — Cet officier doit suppléer le maire, en son absence ou s'il est empêché ⁶.

Le 16 mars 1710, le conseil politique du Vigan apprend que « M. Daudé, juge et maire et subdélé-
« gué de ce diocèse a été pourvu de la charge de
« lieutenant de roi de cette ville. Il est à Montpel-
« lier pour s'y faire recevoir et prêter serment. Il va
« arriver. La communauté lui doit rendre ses
« devoirs. Sur quoy a esté délibéré : MM. les con-
« suls se trouveront, en livrée consulaire, à la tête

1. BB. 14, p. 137 seq., 23 juin 1739.

2. Albisson, VII, p. 437.

3. BB. 14, p. 861, 2 février 1773. Ses provisions sont du 13 janvier.

4. Albisson VII, p. 459, 513, 638-639.

5. *Recueil des Edits.... pour 1774*, f° 149, arrêt du conseil du 27 octobre 1774.

6. Législation : office créé en 1782 (Albisson, VII, p. 104), supprimé en 1705 (*ibid*, p. 133, 137), puis rétabli. Création, en 1706, des lieutenants alternatifs mi-triennaux (*ibid*, p. 144 seq.) On les unit, en 1709, aux anciens (*ibid*, p. 213). C'est à ce moment que cet office trouve un titulaire au Vigan.

« des habitans, à la porte de la ville, à l'arrivée de
 « M. Daudé, et lui témoigneront la joie de tous
 « les habitans et le supplieront d'accorder de nou-
 « veau sa protection à cette communauté et de vou-
 « loir bien continuer ses services aux habitans
 « comme par le passé ¹ », ce que l'on exécute. On
 se rend en cortège à la maison commune, où
 M. Daudé annonce officiellement au conseil que le
 roi a bien voulu unir, en sa faveur, la charge de
 Lieutenant à celle de Maire, requiert l'enregistre-
 ment de ses provisions au registre des délibérations
 et se fait installer ².

La suppression de 1717 ³, et le rétablissement
 de 1718 ⁴ ne le troublent pas dans le paisible exer-
 cice de cette charge. Mais le rachat de 1722 l'en
 prive ⁵. Lors du rétablissement de 1733 ⁶, c'est un
 bourgeois du Vigan, Pierre Villeméjane, qui veut
 acquérir l'office ⁷. La communauté elle-même le lui
 dispute et met sur les rangs une personne interpo-
 sée, Jean Guibal, notaire, avec lequel le conseil a
 fait des arrangements, pour le cas où il se verrait
 adjuger cette charge ⁸. Les enchères ont lieu ⁹, et
 la communauté acquiert l'office, par l'entremise de
 Guibal.

1. BB. 12, p. 107, 16 mars 1710.

2. BB. 12, p. 114, 15 mai 1710.

3. Albisson VII, p. 271.

4. *Ibid*, p. 291.

5. *Ibid*, p. 308 seq.

6. *Ibid*, p. 374 seq.

7. BB, 13, p. 437, 18 mai 1735.

8. Art. 12, de l'arrêt du conseil du 29 décembre 1733. Guibal s'engage envers la communauté, une fois titulaire de cet office, à n'en pas prendre le titre, ni à en exercer les fonctions, et à laisser nommer par la communauté le titulaire qu'elle voudra (BB. 14. p. 492, 8 octobre 1754).

9. BB, 13, p. 438, 440, 22 mai 1735 ; p. 452, 14 sept. 1735.

Le conseil ordinaire choisit alors, pour le remplir, noble François Xavier Daudé, écuyer, seigneur de la Vigère, précédent titulaire¹, qui, sur sa demande fut remplacé, en 1754, par M. Jean de Boisserolle².

Cependant, le notaire Guibal demeurait légalement titulaire de l'office, mais sans en jouir pas plus qu'il n'avait eu à en payer la finance. Cette situation compliquée montre la répugnance que l'on avait alors à admettre une communauté, personne morale, à posséder en propre une charge, vénale et transmissible pourtant.

A la mort de Guibal, l'intendant veilla à ce qu'un autre nom fut substitué au sien³. Les fonctions de lieutenant général de maire demeurèrent électives et le conseil politique continua à en disposer au profit de qui il voulait⁴.

Cet office fut supprimé en 1766⁵, rétabli en 1771⁶, racheté en 1774⁷. De ce moment, la communauté en devint pleinement propriétaire, et, jusqu'à la révolution, le second consul porta le titre de lieutenant de maire⁸. Au surplus, ce n'était qu'un *titre*, et les fonctions qui y étaient attachées n'absorbaient guère le titulaire⁹.

1. BB. 13. p. 499, 8 nov. 1736 ; BB. 14, p. 77, 15 décembre 1737.

2. BB. 14, p. 492, 8 octobre 1754 ; Albisson, VII, p. 408.

3. BB. 14, p. 517, 12 juin 1756.

4. Arrêt du conseil du 28 octobre 1755 ; cf. Rôle des offices municipaux, créés par édit de novembre 1733, invendus, acquis par la province et réunis aux communautés, 22 avril 1755, conformément à l'art. 1-3 de l'arrêt du 30 juillet 1754 (BB. 14, p. 751).

5. Albisson, VII, p. 437.

6. *Ibid.*, p. 448.

7. *Ibid.*, p. 459.

8. *Recueil des Edits... pour 1774*, f° 149, arrêt du conseil du 27 octobre 1774.

9. Sur les attributions des Lieutenants de Maire, v. Albisson, VII, p. 112, 235.

Assesseurs. — Ces offices furent créés par édit du mois d'août 1692¹ et par une déclaration du 30 septembre suivant. Le titre est « notaire conseiller acesseur de « l'Hôtel de ville. » L'office est héréditaire, donne 20 livres de gages annuels, payés par le Trésor, et procure des honneurs, prérogatives et exemptions analogues à ceux qui sont attachés à l'office de maire².

Il faut avoir 25 ans, être catholique, prêter serment. L'office coûte 400 livres de finance, plus 3 liv. 6 s. 8 d. pour le droit de marc d'or, et 40 liv. pour celui de 2 d. pour livre.

Les assesseurs ont rang après les consuls, avant le procureur du roi, dans toutes les assemblées où ils peuvent assister. Ils doivent être consul, à tour de rôle. Rien ne les empêche d'être élus premier consul³. Au Vigan, il y a six offices d'assesseurs⁴. Ces offices sont supprimés en 1717⁵ et rétablis en 1718⁶.

Des créanciers de titulaires de ces offices pouvaient les saisir entre leurs mains⁷.

Consuls. — Nous voyons les États obtenir, en 1705, la suppression d'offices de consuls perpé-

1. Albisson, VII, p. 62.

2. v. *Ibid.*

3. BB. 10, p. 159. seq., 1^{er} janvier 1694.

4. BB. 10, p. 135 seq., 12 août 1693 ; p. 143 seq., 8 septembre 1693 ; p. 145, 16 octobre 1693 ; p. 149, 25 décembre 1693 ; BB, II, p. 163, 9 juin 1704,

5. Albisson. VII, p. 279.

6. BB, 12, p. 399 seq., 18 décembre 1718. ; BB. 14, p. 517, 12 juin 1756.

7. BB, 11, p. 78, 14 septembre 1702.

tuels ¹, créés en juillet 1690 ². Ces offices n'eurent jamais d'acquéreurs au Vigan.

Une autre affaire, du même genre, (1709) se termina encore (1717) par un rachat ³ sans que la communauté du Vigan y fut autrement intéressée. Les consuls perpétuels furent encore rétablis, en 1718, avec possibilité, pour les communautés, de les racheter ⁴. L'édit de novembre 1733 en créa d'autres. L'office, pour le Vigan, ne fut pourvu qu'en 1737, sous le nom d'« office de consul de la « première échelle ancien my triennal de la ville « et paroisse du Vigan. » Le titulaire en pouvait jouir, concuremment avec d'autres offices. Il recevait 421 liv. 7 s. 9 d. de gages annuels, à prendre « sur les revenus d'octroys et deniers patrimoniaux du Vigan. » Il était exempt de la milice et de la taxe sur le rôle de la capitation.

Il devait avoir 25 ans, être catholique, prêter serment ⁵.

Il existait aussi un autre office de « consul de la « première échelle, alternatif, mi-triennal, » que possédait le même titulaire, et qui lui procurait des gages annuels de 81 liv. 7 s. 9 d. et des avantages semblables à ceux de l'office « ancien » ⁶.

Il y avait encore des consuls de la seconde et troisième échelle, anciens et alternatifs ⁷. Tous subirent les mêmes vicissitudes que les autres charges

1. Albisson, VII, p. 133, 137.

2. v. Edits d'août 1692, août 1696, mai 1702, janvier 1704, décembre 1706, octobre et décembre 1708, mars 1709, avril 1710.

3. Albisson, VII, p. 228, 279.

4. BB. 12 p. 399. seq., 18 décembre 1718; Albisson, VII, p. 291

5. BB. 14, p. 55 seq., 24 mai 1737.

6. BB. 14, p. 60 seq.

7. BB, 14, p. 517, 12 juin 1756.

municipales : supprimés en 1766 ¹, rétablis en 1771 ², ils furent supprimés définitivement en 1774 ³.

SECTION IX

Les auditeurs des comptes

C'étaient généralement quatre habitants, pris dans les diverses échelles, chaque année, pour — conjointement avec le conseil politique — examiner et *clorre* les comptes préseptés à leur vérification par tous ceux qui, à un titre quelconque, avaient détenu ou manié des sommes d'argent appartenant à la communauté ⁴.

SECTION X

Les officiers de police

Ce sont un lieutenant général de police, deux conseillers, un procureur, un greffier, un huissier et un commissaire, offices anciens, vite dédoublés en alternatifs mi-triennaux.

La communauté les racheta tous, peu à peu ⁵.

1. Albisson, VII, p. 437.

2. *Ibid.*, p. 448.

3. *Ibid.*, p. 459.

4. Nous étudions leur choix et leurs attributions, en détail, *passim*, liv. IV, chap. II, II, sect. III.

5. v. l'étude de cette quest. au liv. IV, chap. III, sect. II, § 3.

CHAPITRE II

Les fonctionnaires royaux dans l'administration consulaire

Le gouvernement municipal est autonome, en principe, sous la haute et lointaine surveillance du souverain. Néanmoins, le roi, l'Etat, sont représentés dans les maisons communes, et, au Vigan, en particulier, le viguier royal, le juge, le procureur du roi près l'hôtel de ville, et leurs lieutenants ou substituts président les assemblées communales, et collaborent d'assez près à la gestion des affaires de la ville, chacun dans le cadre de ses attributions.

§ 1. LE VIGUIER

Dès l'époque lointaine de saint Louis, le bayle de Pierre Bermond de Sauve, suzerain de toute la région du Vigan, figure dans un acte public qui intéresse la communauté des habitants ¹.

Le viguier, représentant du seigneur ecclésiastique et du roi, son parier, a, en cette double qualité de plus en plus mêlée, la haute main sur la gestion des affaires publiques. Il doit assister aux délibérations et aux élections, à peine de nullité de celles-ci. Il a la police des assemblées communales, statue sur les contestations soulevées au cours des débats, mais n'opine pas. Les délibéra-

1. *Cartulaire de Saint-Victor de Marseille*, II, ch. 1000, p. 456-458, 17 avril 1218.

tions prises, il les rend exécutoires, il « interpose
« son décret et autorité ¹. »

§ 2. — LE JUGE

Ses attributions, d'ordre municipal, sont les mêmes que celles du viguier. Il est donc inutile d'insister.

Le juge préside les assemblées communales ². Quelquefois même juge et viguier président ensemble ³.

§ 3. — LES LIEUTENANTS

Leur rôle supplétif les condamne à l'effacement. Aussi bien paraissent-ils rarement, et ce que nous savons du viguier et du juge nous dispense de rechercher leurs attributions.

§ 4. — LE PROCUREUR DU ROI PRÈS L'HOTEL DE VILLE

Le viguier, le juge, leurs lieutenants ont un double caractère : judiciaire et administratif ; ils disent le droit et ils surveillent la gestion des affaires communales. Il en est autrement du ministère public.

Il y a, au Vigan, deux procureurs du roi. L'un

1. Il nous a paru inutile de recommencer ici, dans le détail, l'analyse des attributions, générales et particulières, du viguier du Vigan, que nous avons déjà faite, dans une précédente étude. Nous renvoyons donc au chap. V (*Le viguier*) de notre *Viguerie du Vigan au commencement XVII^e siècle*.

2. BB. 4. p. 11, 9 avril 1603. Le juge qui préside, étant indisposé, et par suite, obligé de se retirer, « on ne peut plus deslibérer » et la réunion est interrompue plutôt que de prendre des décisions entachées de nullité par l'absence du juge et du viguier.

Sur le juge, v., *infra*, note II, *sur les justices seigneuriales et royale du taillable du Vigan*.

3. v. *passim*, liv. IV, chap. I, sec. IV.

est le procureur juridictionnel, dont le rôle est strictement judiciaire ¹ : nous n'avons rien à en dire ici. L'autre, le « procureur du roi près l'hôtel de ville, » est le seul qui nous intéresse présentement. Primitivement, il s'appelle « substitut de M. le Procureur général au Parlement de Tholoze ², » puis il prend le titre de « procureur du Roi. »

Un édit de juillet 1690 crée des « offices fermes et héréditaires de notaires conseillers procureurs pour le roi en chaque ville et communauté du royaume. » L'année suivante, le sieur Jean Finiels en est pourvu, au Vigan, aux gages de 169 livres par an, à prendre sur « les deniers patrimoniaux, d'octroi, émoluments, impositions de la communauté, » et avec certains avantages : exemption de la taille, des logements, de la tutelle et de la curatelle, de la garde et du guet.

Certaines conditions sont requises : avoir 25 ans, être catholique, et prêter serment devant le viguier.

La finance de cet office est de 3024 liv. 8 s., droits compris.

En mars 1694, des offices de substituts des procureurs sont mis en vente ³. En 1699, ceux de procureurs sont rachetés ⁴, puis rétablis, la même année ⁵.

C'est la communauté qui paye les gages du procureur ⁶. Le receveur des tailles les lui *pré-*

1. Sur ce fonctionnaire, v. la note II précitée, à la fin de l'ouvrage.

2. BB. 5, p. 328, 8 avril 1664 ; BB. 6, p. 579, 1^{er} janvier 1672.

3. Albisson, VII, p. 75.

4. *Ibid.* p. 89.

5. *Ibid.* p. 91, 95 ; BB. 21, 4, novembre 1699.

6. BB. 11, p. 6, 5 décembre 1699.

compte, sur le vu d'une délibération du conseil politique ordonnant ce paiement ¹,

Les Etats, le 9 janvier 1712, offrent au roi de racheter ces offices, et un arrêt du conseil du 8 mars 1712 y consent. La charge de procureur du roi est désormais unie, au Vigan, au corps de ville ².

En 1733, nouvelle création d'offices.

En 1756, la communauté rachète celui du Vigan ³, et le procureur du roi devient un fonctionnaire dépendant uniquement du corps consulaire, et nommé par lui. Mais alors son caractère propre disparaît. Il fait partie de la municipalité. Il n'a plus droit à une place distincte. C'est un simple conseiller politique, avec un nom plus reluisant. La place qu'il occupait auparavant appartient désormais à un nouveau venu, au procureur juridictionnel, qui vient quelquefois aux assemblées requérir en sa qualité de « procureur du roi de justice et de « police ⁴. »

Le procureur du roi près l'Hôtel de ville prend rang et séance immédiatement après les consuls. Il a simple voix délibérative ⁵.

Nous ne reviendrons pas sur les vicissitudes subies par les offices, jusqu'à l'année 1774 : elles sont les mêmes pour tous ⁶. A partir de 1774, la communauté est propriétaire définitive de l'office de procureur du roi près l'hôtel de ville. Elle y

1. BB. 11, p. 20, 24, 61, 76, 220, 235, 273, 331 ; BB. 12, p. 18, 73, 132, 154, 193, 195, 230, 260, 310, 347 (1699-1717).

2. BB, 15, p. 679.

3. BB. 14, p. 517, 12 juin 1756.

4. BB, 15, p. 442, 12 avril 1788.

5. Lettres patentes du 19 février 1765 (*Recueils des Edits... pour 1767*, f° 99) ; lett. pat., 8 juin 1767 (*Recueil... pour 1674*, f° 149 seq.).

6. v. *ci-dessus*, *Maire*, etc..

nomme qui elle veut, et pour le temps qu'il lui plaît ¹, jusqu'à la Révolution.

Notons qu'en 1779, un arrêt du conseil décida que
 « les communautés, dans lesquelles la justice est
 « royale, pourront, seules, nommer un procureur
 « du roi à l'hôtel de ville et bureau de police, et
 « dans toutes les autres communautés, les fonctions
 « du ministère public aux hôtels de ville appartiennent
 « dront aux procureurs fiscaux des justices seigneuriales ². » Le Vigan, ville royale, rentrait dans la première catégorie.

Quelles sont les attributions du procureur du roi près l'Hôtel de Ville ? Elles sont assez importantes. Dans toutes les réunions du conseil politique, aussitôt après l'exposé de chaque question, et avant le vote, il *conclut*, et fait entendre les observations qu'il croit devoir proposer ³. Nous le voyons réclamer, en 1662, que, désormais, les élections se fassent un mois avant l'installation des élus, et qu'on lui communique leurs noms, afin que, dans l'intervalle, il puisse examiner s'il y a lieu de faire des oppositions, « pour esvitter brigues et monopoles » et « les faire vuider » par les juges compétents, comme c'est son rôle ⁴.

Au sujet de récusations auxquelles on veut passer outre, lors de l'élection de 1603, il fait de dures remontrances au premier consul ⁵.

1. BB, 15, p. 155, 30 décembre 1783 : M. Gendre est élu pour six ans, en 1777 ; on le continue, en 1783, pour six ans encore, jusqu'en 1790.

2. Albisson, VII, n° XXI, p. 509-511, arrêt du conseil, du 2 octobre 1779.

3. BB. 10, p. 162, 21 janvier 1694 ; BB. 6, p. 341, 6 décembre 1669.

4. BB, 3, p. 45, 23 décembre 1602.

5. BB, 3, p. 47, 24 décembre 1602 ; p. 51, 31 décembre 1602.

La même année, il se plaint qu'on ne lui a pas « communiqué l'estat des impositions de l'année 1602 ; » qu'on a « clos plusieurs comptes non « impugnés » par lui ; que le conseil s'est « assemblé plusieurs fois pour dellibérer, luy estant « absent ¹. » Et le conseil lui promet de n'y plus manquer désormais ².

En 1692, à propos de deux ordonnances de l'intendant qui nomment les consuls, cette année-là, il se plaint que — contrairement aux usages — on ne les lui ait pas communiquées à l'avance ³.

En 1700, il fait opposition à la nomination d'un troisième consul ⁴.

Un arrêt du conseil, du 14 juillet 1691, nous donne des indications très complètes sur les attributions des procureurs du roi près les Hôtels de ville. Il y est ordonné « que les dits procureurs assisteront : « à toutes assemblées générales et particulières « pour les élections des maires, consuls..., pour le « contrôle et logement des gens de guerre, les « impositions faites par les maires et consuls, pour « l'ouverture des lettres de cachet et ordres de S. M. « et autres affaires concernant les communautés ; « pour proposer, requérir pour le roi et le bien « public ; à toutes cérémonies publiques et feux de « joye, où ils auront le rang à eux attribué par l'arrêt du 23 janvier dernier. » Il est aussi défendu par cet arrêt aux maires, consuls, et à tous officiers de tenir des réunions chez eux, soit générales, soit particulières, ou dans les hôtels de ville,

1. BB. 3, p. 71, 7 avril 1603.

2. BB. 3, p. 75.

3. BB. 10, p. 49 1^{er} janvier 1692.

4. BB. 11, p. 15, 6 janvier 1700.

auditoires ou tous autres lieux, sans que les procureurs du roi soient présents ; ou de prendre des résolutions quelconques, sans les avoir entendus.

« Les ordonnances et mandements délivrés pour
« l'emploi et dépence des deniers communs et
« patrimoniaux » devront leur être communiqués.
« Toutes les poursuites et procédures, soit en
« demandant ou deffendant, tant pour les affaires
« particulières des dites communautés, que pour
« les publications et renouvellement des baux de
« leurs revenus, et au rabais des réparations seront
« faites à la requête desdits procureurs. »

Ils remplaceront les avocats, procureurs ou syndics que, jusque-là, les communautés étaient dans l'usage de nommer, pour suivre leurs procès.

« Lesdits procureurs assisteront aux visites, marchés des réparations, adjudication des baux et
« revenus et aux rabais et réception d'ouvrage. »

« Ils auront communication des comptes des
« deniers d'octroi, patrimoniaux ou autres des
« communautés, et de ceux qui se rendront par
« les administrateurs des opitaux et confréries, aux
« habitants desdites villes pour y fournir les débatz
« nécessaires et veiller à ce que l'emploi des revenus desdites communautés, opitaux et confréries,
« soit bien faits, sans aucun divertissement. »

Il est encore fait « defence aux advocats et procureurs ez baillages et sénéchaussées et autres
« royales d'assister aux assemblées des communautés generalles ou particulières... et de proposer, requérir, prendre rang et séance ni aucunes fonctions ez qualités d'avocats procureurs
« de S. M. et de troubler ses procureurs desdites

« villes dans les fonctions et exercices de leurs offices ¹.

En 1780, enfin, c'est le procureur du roi qui fait respecter par les boulangers l'antique coutume du gâteau des rois ² : c'est lui qui pousse les consuls à agir en cette circonstance ³,

En un mot, il représente la *Loi*, l'ordre public, les bonnes mœurs, et veille à ce que tout, dans l'administration communale, se passe correctement, légalement.

1. BB. 10, p. 32 seq., 20 août 1691.

2. v. ci-dessus, chap. I, sect. VII, § 4.

3. BB. 14. p. p. 998, 10 février 1780.

CHAPITRE III

Les employés de l'administration communale

Ils sont innombrables, et pas seulement au Vigan. Toutes les communautés du Languedoc sont en proie à ce mal du fonctionnaire en petit. Les budgétivores abondent. Cela n'est d'ailleurs pas spécial au Languedoc. Ainsi, à Sorgues, dans le Comtat, la communauté avait, au xvii^e siècle, deux avocats en titre, un régent ecclésiastique, un campanier (sonneur), plusieurs sages-femmes, deux auditeurs des comptes, etc.¹.

On multiplierait aisément des exemples de ce genre. L'énumération des seuls employés de l'administration communale du Vigan suffira à fixer le lecteur sur ce point.

§ 1. — LE GREFFIER

Depuis un temps immémorial c'est un notaire de la ville qui remplit la charge de secrétaire-greffier de la communauté².

Il cumule généralement cet emploi avec celui de greffier de la viguerie³.

En 1578, Jean Vivens, notaire royal, est « secrétaire de la maison commune⁴. » En 1599, il l'est

1. A. Sagnier : *Les Municipalités du Comtat, aux XVII^e et XVIII^e siècles*, p. 20-21.

2. cf. Martin : *Histoire de Lodève*, I, p. 178.

3. v. notre *Viguerie du Vigan au commencement du XVII^e siècle*, chap. IV, sect. II.

4. BB. 2, p. 233, 1^{er} janvier 1598.

encore ¹. Pendant ces vingt ans, il n'y a pas eu d'autre titulaire, que lui, de cet emploi modeste.

Le conseil ne remplace son greffier par un autre que lorsqu'il meurt ou qu'on en est mécontent, ce qui est rare.

En 1600, Vivens est obligé d'accepter la charge de consul, mais le conseil politique, qui apprécie son zèle, ne considère cette nomination que comme une interruption, dans l'exercice de son emploi, et charge, « en son absence, » le sieur Jacques Bilanges, notaire et conseiller politique, « décrire la création consulaire cette année et icelle coucher au registre ; » on décide aussi que Vivens « se mettra totalement de sa charge de secrétaire de la ville et viguerie et remettra au préalable les papiers de la ville et viguerie ², » car on ne peut être à la fois consul et greffier. Mais, son année de consulat expirée, Vivens reprend sa charge de greffier, et son fils lui succède.

Bientôt, cependant, les créations d'offices viennent, ici encore, troubler les vieux usages.

En 1624, la province rachète des « offices de greffiers royaux dans les diocèses et les communautés ³. »

Les brigues dénaturent aussi les coutumes suivies de tout temps. En 1648, un certain Laget se fait nommer greffier de la communauté, par les intendants ⁴. En apprenant cette violation de ses privilèges, le conseil politique poursuit Laget en usur-

1. BB. 2. p. 263, 1^{er} janvier 1599.

2. BB. 2 p. 295, 1^{er} janvier 1600.

3. Gachon : *les États de Languedoc*, p. 63.

4. BB, 21, 2, 18 février 1648.

pation de fonctions, à la Chambre de l'Édit, et obtient gain de cause ¹. Laget était catholique.

Vivens fils est réintégré dans sa charge ; il a pour successeur un sieur Duranc, en 1653 ².

En 1661, l'intendant, renouvelant d'office tout le corps consulaire, en profite pour nommer un sieur Laval, « greffier de la maison de ville ». Le conseil lui adresse ses remontrances : Laval est impotent ; l'intendant n'insiste pas ³.

En 1663, le gouverneur de la province, prince de Conti, ordonne de conserver le même greffier que l'année précédente ⁴. C'est le moment où toutes les charges uniques passent, de droit, à des catholiques ⁵. En présence de l'opposition faite par les réformés, un arrêt du conseil, du 5 octobre de la même année, permet à ceux de la R.P.R. d'avoir un greffier séparé, pour leurs affaires particulières ⁶.

Le sieur Bertrand de Laval est greffier consulaire en 1665 et 1666 ⁷.

Un édit de novembre 1668, crée des offices ⁸, aussitôt rachetés. Comme conséquence de cette suppression, nous voyons la communauté obligée de payer 150 livres pour les gages attachés à ces anciens offices, non encore remboursés ⁹.

Des compétitions se produisirent, en 1680, et on en référa à l'intendant : en attendant sa décision, le

1. BB, 21, 2 18 février 1648.

2. BB. 23, 2, 30 décembre 1653.

3. BB. 5, p. 74-76, 4 avril 1661.

4. BB. 5, p. 181, 1^{er} janvier 1663.

5. Gachon : *Quelques préliminaires*, p. xxii

6. BB. 5, p. 331, 8 avril 1664.

7. BB. 6, p. 7, 17 novembre 1665.

8. Gachon : *op. cit.*, p. LXIV.

9. BB. 6. p. 418, 2 décembre 1670.

conseil ordinaire choisit un greffier intérimaire, un « substitut de greffier ¹. »

Le différend fut vidé en 1682, et la communauté nomma son greffier, selon l'usage ².

Un édit de juillet 1690 crée des « gardes des « archives, greffiers, départeurs des rolles » dans les communautés ³.

Un arrêt du conseil, réglant « les fonctions, rang, « séance des procureurs du roi et greffiers des villes « et communautés », décide, quant aux attributions des greffiers : «et à l'égard des secrétaires et « greffiers des dites communautés, ils recevront et « écriront les beaux, affermes, enchères et adjudications des revenus des villes, les bulletins des « logements des gens de guerre et généralement « tous les actes et délibérations concernant les « affaires des dites communautés. Ils jouiront, « outre leurs gages, des menus émoluments dont « jouissent les greffiers commis des dites villes « pour l'expédition des affaires communes, et pour « les communautés, revenus, rentes et billets de « gens de guerre. Et dans les assemblées et cérémonies publiques ou les maires consuls et officiers des villes iront en corps, auront rang et « séance après les procureurs de S. M. et de la « ville, avant les anciens maires et consuls. Avec « défenses aux dits maires, consuls des communautés, étant en charge, et à tous autres, de les « troubler dans l'exercice de leurs fonctions ⁴. »

1. BB. 9, p. 102, 14 avril 1581.

2. BB 9, p. 141, 1^{er} janvier 1682 : Delaval est continué.

3. Albisson VII, p. 45, 51.

4. BB. 10, p. 34, 20 août 1691.

Les greffiers devaient aussi tenir les registres des mercuriales ¹.

Le 24 février 1691, l'intendant avait adjugé l'office de greffier du Vigan à Louis Villeméjane, qui y associa, pour moitié, Etienne Finiels, et peu après, lui vendit sa propre moitié. Nous apprenons, à cette occasion, comment les greffiers étaient investis de leurs fonctions : Finiels, greffier, prête serment, et est installé en sa charge, par le Maire, « en « luy metant le livre des délibérations entre les « mains. » Dès lors, il est responsable des papiers de la communauté, tels qu'ils sont énumérés dans un inventaire qui le lie ².

En 1699, les offices de greffiers sont rachetés, mais un édit les rétablit immédiatement, qui est lui-même suivi d'un nouveau rachat ³.

En 1709, nouvelle création ⁴, rachetée, avec d'autres charges, en 1712 ⁵, et renouvelée, bientôt après, avec faculté, pour les communautés, de racheter séparément leurs offices.

En 1715, le greffier, un sieur Parlongue, quitte le Vigan, et cède son office à Arman, notaire, qui requiert l'agrément de la communauté. Sur quoi, le conseil ordinaire prend la décision suivante : comme il est avantageux pour les habitants d'avoir un greffier « capable et assidu », Arman est agréé, mais sous la réserve du remboursement possible de son office par la communauté ⁶. Ce qui eût lieu,

1. BB. 10, p. 25, 15 juillet 1691.

2. BB. 10, p. 175, 21 mai 1694.

3. BB. 21, 4, novembre. 1699 ; Albisson, VII, p. 89, 91, 95.

4. Albisson, VII, p. 216, 243.

5. BB. 15, p. 679, arrêt du conseil, du 8 mars 1712 ; Albisson, VII, p. 262.

6. BB. 12, p. 239, 6 février 1715.

peu après, et l'office fut supprimé par un édit de juin 1717¹. Le conseil, alors, recommença de choisir son greffier, selon l'ancienne coutume, et c'est sur ce même Arman que se porta son premier choix, avec les mêmes gages qu'auparavant².

En 1726, la communauté n'avait pas encore remboursé à Arman le prix de sa charge. On amortissait ce capital, par annuités. Cependant Arman, outre ses gages, continuait à percevoir les émoluments attachés à l'office. Cela était fort onéreux pour les finances communales. Aussi transigea-t-on, pour un capital, une fois versé, de 4.000 livres, dont le paiement dura encore quelque temps³.... jusqu'au rétablissement des charges municipales en 1733⁴. La communauté, désirant garder cet office si péniblement acquis, dût verser encore un supplément de prix⁵. Mais elle était tellement obérée par tous les rachats successifs d'offices divers à quoi elle avait dû faire face, qu'elle ne pût, cette fois, trouver la somme nécessaire, et son prêtre-nom habituel, Jean Guibal, dût, à la prière des conseillers politiques, prendre cet office nouveau à sa charge⁶, avec 90 livres de gages annuels, aux conditions et avec les faveurs et exemptions attachées habituellement aux offices, et que nous connaissons déjà⁷.

1. BB. 22, 4, 1729.

2. BB. 12, p. 342, 23 octobre 1717.

3. BB. 13, p. 385, 17 juin 1733.

4. Edit de novembre 1733.

5. BB. 13, p. 467, 29 mars 1736 ; p. 469.

6. BB. 13, p. 478, 28 mai 1736 ; BB. 14, p. 7, 13 novembre 1736 ; p. 11, enregistrement de ses provisions de « conseiller secrétaire, « greffier, garde des archives et départeur ancien my triennal, « des rolles des impositions de la ville et paroisse. »

7. v. Edits de novembre 1733, 29 décembre 1733 et 22 février 1735 ; BB. 14, p. 11 et 14.

Le même Guibal fut aussi pourvu de la charge de « secrétaire greffier alternatif my-triennal » sur la présentation de la communauté ¹.

Ces offices sont supprimés, en 1766, par un édit du mois de mai ², qui institue un nouveau mode de recrutement des greffiers. Ceux-ci, désormais, font partie de l'administration communale, et sont renouvelés annuellement, comme elle. Ils sont élus au scrutin secret, au moyen de billets mis dans un chapeau et tirés au sort. Le greffier sortant prête serment ³.

Les offices sont rétablis en 1771 ⁴, et supprimés définitivement, par rachat, en 1774, ⁵. Et la communauté recommence à choisir son greffier selon l'ancien usage, c'est-à-dire librement, à la majorité des voix du conseil, et pour un temps indéterminé ⁶.

Il faut noter que le greffier était solidairement responsable avec les consuls et les répartiteurs des impositions, des sommes figurant à tort au préambule des contributions ⁷.

Lorsque, en dehors de ces fonctions propres, il faisait, pour le compte de la communauté, un travail supplémentaire, on le lui payait, en plus de ses gages ⁸.

1. v. Edits de juillet 1690, août 1692, août 1696, mai 1702, janvier 1704, décembre 1706, octobre 1708, décembre 1708, mars 1709, avril 1710.

2. Albisson, VII, p. 437.

3. BB. 14, p. 626, 17 septembre 1766 ; *Recueil des Edits... pour 1767*, f° 99, Lett. pat. du 8 juin 1767.

4. Albisson, VII, p. 448.

5. *Ibid*, p. 459.

6. BB. 15, p. 8. 27 décembre 1781 ; p. 287, 30 décembre 1785.

7. BB. 14, p. 929, 10 juin 1776.

8. BB. 7, p. 16, 13 juin 1673 : Delaval, greffier, « qui a faict pluzieurs escritures » reçoit 20 livres, outre les 33 liv. qu'il reçoit comme traitement annuel.

Il fournissait à l'avance, le papier libre ou timbré et le bois, le charbon, les chandelles et autres menues fournitures, nécessaires pour la tenue des assemblées du corps de ville, qui les lui remboursait ensuite ¹.

Note sur les Contrôleurs des Greffiers

Pour être complet, nous devons dire quelques mots d'une catégorie de fonctionnaires dans la dépendance étroite desquels se mouvait le greffier de la communauté.

Des offices de contrôleurs des greffes furent institués en 1693, supprimés peu après, puis rétablis par un édit de janvier 1704 ², sous le nom de « conseillers
« contrôleurs des greffiers des hôtels de ville, des greffes de l'escritoire des commissaires aux reveues et
« logements des gens de guerre. »

Le traitant était un sieur Bonnet, de Paris. Jacques Faventines, marchand, acheta cet office, pour Le Vigan,

La création de ces nouveaux officiers était colorée du prétexte de corriger les abus qui se commettaient dans les affaires, ce qui nécessitait, disait-on, l'établissement d'un contrôleur, auprès de chaque hôtel de ville.

Voici leurs attributions principales : ces contrôleurs devaient vérifier tous actes ayant trait à la police et à la justice civile et criminelle, aux redditions de comptes, en matière de finances communales, deniers patrimoniaux, octrois, baux, affermes, adjudications, cautionnements d'entrepreneurs de travaux publics ; aux expéditions, minutes et grosses délivrées par les greffiers ; aux vérifications des billets de logement, des certificats de revues délivrés aux entrepreneurs des étapes;

1. BB, 14, p. 235, 20 février 1741.

2. Albisson, VII, p. 127.

aux adjudications des ouvrages publics, à leur vérification, à leur réception.

Chaque contravention devait être punie d'une amende. Les contrôleurs en recevaient la moitié. Les nouveaux offices étaient héréditaires ¹. La province les racheta et ils furent réunis, en 1707, aux communautés ² mais, dès 1710, on les rétablissait.

Ces offices étaient-ils utiles ou nuisibles ? Pratiquement, et à cause des rachats et des rétablissements qui se succédaient périodiquement, il est difficile de le dire. Il semble, malgré l'acquisition de 1704, par Faventines, que, jusqu'en 1710, les effets de cette création ne se soient pas fait sentir au Vigan. Voici tout ce que nous en savons, et c'est peu : en janvier 1710, un sieur Gimel, « comis ambulant pour le controle des actes faits dans « cette ville auroit obligé le comis au greffe consulaire « de lui représenter les registres des actes de la communauté en vertu d'une ordonnance générale de Mgr « l'Intendant et parafé ledit registre depuis le 2 avril « 1693 jusqu'au 5 décembre dernier, et trouvé que « jamais on n'avoit controllé aucun acte, de quoy il « chargea son procès-verbal et comme ledit sieur Gimel « prestant que tous les actes reçus par le greffier de « l'hôtel de ville doivent estre controllés, il a déclaré « qu'il vouloit poursuivre devant Mgr l'Intendant tant « la condamnation des amendes encourues pour n'avoir « pas controllé lesdits actes, que les droits qui nont pas « esté payés. »

Or « la communauté est dans l'usage de ne faire point « controller aucuns actes reçues par le greffier... et « depuis plus de seize années que ledit controle est « établi, les comis et autres proposés pour faire paier « lesdits droits de controle nont fait aucune demande « ni réquisition pour cela jusques à ce jourd'hui. »

1. BB. 11, p. 173, 3 juillet 1704.

2. Albisson, VII, p. 171, 173, 183.

Et, devant ce nouveau procédé, le conseil présente requête à l'intendant, en décharge de ces droits et amendes ¹. Mais celui-ci déboute la communauté et ordonne que, dans un délai de quinze jours, tous les actes reçus par le greffier consulaire du Vigan, seront contrôlés, et les droits payés, et ce, à peine de contrainte par corps contre le greffier.

Alors intervint une transaction, entre la communauté et le commis ambulant Gimel, d'après laquelle celui-ci se déclara satisfait avec 250 livres, une fois payées, que quatre des principaux habitants durent avancer, vu la détresse des finances municipales ².

L'année 1710 vit encore la création d'offices de contrôleurs alternatifs, qui furent unis aux anciens ³. Ces offices furent réunis aux communautés, en 1713, puis supprimés en 1717 ⁴. Mais les droits demeurèrent acquis, et on continua de les percevoir. Nous verrons plus loin que, comme tous les actes dressés par les greffiers, les registres des délibérations consulaires étaient soumis à ce contrôle ⁵.

§ 2. — VALETS DE VILLE, CRIEUR PUBLIC ET PORTIER

Ces trois emplois ne sont pas nettement différenciés. On les confie souvent au même individu.

Toutes les communautés mettaient leur point d'honneur à avoir des valets de ville. Ainsi les syndics de Lunel en ont un, dès l'année 1390 ⁶, et Lodève en a un, primitivement, puis deux, au xv^e

1. BB. 12, p. 98-99, 4 février 1710.

2. BB. 12, p. 126, 29 juin 1710.

3. Albisson, VII, p. 243.

4. *Ibid*, p. 262, 279.

5. *Recueil des Edits... pour 1771*, décision du conseil du roi, du 19 juin 1771 ; BB, 14, p. p. 103, 11 octobre 1738.

6. Millerot : *Hist. de Lunel*, p. 80.

siècle. Ils convoquent les conseils de ville, font le service de la maison commune et portent une livrée ¹.

De tout temps, au Vigan, les consuls en eurent un ². En 1681, c'est un huissier qui en fait la fonction, car il n'y a pas là de quoi occuper un homme, tout le jour.

Le valet de ville est nommé par le conseil politique, qui fixe ses gages, et le remplace s'il en est mécontent.

Cet employé « se tient auprès des consuls pour
« assembler les conseils, sonner les fêtes et la trom-
« pette ³ », et même « sonner les trompes pour les
« fêtes indites par l'Eglise. » Il est à la disposition
de « MM. les maire et consuls, M. le lieutenant
« général de police, et Monsieur le Gouverneur,
« depuis la création de sa charge, et pour fermer
« les portes de la ville, et faire les proclamations
« de police ⁴. » Outre les cris publics (proclama-
tion du résultat des élections consulaires, publica-
tion des enchères et moins-dites, convocation du
conseil général, etc.), il est fort occupé, « dans le
« passage des troupes, » pour les revues et la répar-
tition des logements ⁵.

Les fonctions des valets de ville sont, d'ailleurs, sensiblement les mêmes partout ⁶.

Le Vigan en possède deux, à partir de 1680 ⁷.

1. Martin : *Histoire de Lodève*, I, p. 191.

2. BB. 9, p. 98, 29 mars 1681 ; BB. 11, p. 178, 29 juin 1704.

3. BB. 9, p. 98, 29 mas 1681.

4. BB. 11, p. 214, 29 mars 1705.

5. BB. p. 182, 21 juin 1694.

6. v., p. ex., apud d'Aigrefeuille : *Histoire de Montpellier*, I, p. 581, et Martin : *Histoire de Lodève*, loc. cit.

7. BB. 9, p. 264.

L'un est proprement valet, et l'autre trompette ¹. En 1705, la communauté, outre le trompette, crée un second valet de ville ².

Valets et trompette portent, en 1680 « un manteau avec les armes de la ville, pour faire honneur à la communauté ³ » ; en 1691, et les années suivantes, un « habit » ⁴ ; en 1705, une « casaque de livrée », uniforme alors usité à Anduze, Saint-Hippolyte, et autres villes notables du diocèse ⁵.

Les gages des valets consistent en 75 livres, en 1680, alors qu'un seul homme est à la fois trompette et valet ; puis 45 livres à chacun ⁶, réduites à 30, en 1681 ⁷, reportées à 45 pour chaque valet, en 1705 ⁸.

En 1718, le trompette reçoit 15 livres et on lui donne en plus 10 livres, à partir de cette année-là ⁹.

De *portier* proprement dit, il n'en est généralement pas parlé ¹⁰ au xvii^e siècle.

En 1596, le budget communal en mentionne un ¹¹, ainsi que des sentinelles. Ce portier était déjà établi depuis quelque temps, dès l'année 1590. Il ouvrait et fermait la porte de la ville, sonnait la cloche pour le prêche et les prières publiques, et recevait

1. BB. 9, p. 49, 28 avril 1680.

2. BB. 11, p. 214, 29 mars 1705.

3. BB. 6, p. 49, 28 avril 1680.

4. BB. 10, p. 5, 31 mars 1661 ; p. 107, 9 janvier 1693.

5. BB. 11, p. 214, 29 mars 1705.

6. BB. 9, p. 49, 28 avril 1680.

7. BB. 9, p. 98, 29 mars 1681 ; BB. 10, p. 109, 9 janvier 1693.

8. BB. 11, p. 214, 29 mars 1705 ; BB. 14, p. 311, 10 juin 1744.

9. BB. 12, p. 367, 23 avril 1718.

10. BB. 11, p. 214, 29 mars 1705.

11. BB. 2, p. 185, 3 janvier 1596.

6 livres de gages, tous les mois ¹. Cet emploi est éphémère.

Il faut arriver à l'année 1702 pour voir le conseil établir un portier, sans gages. En 1709, on lui accorde 50 livres par an ². Cela dure tout le temps qu'il est nécessaire de tenir la ville bien close, à cause de la contagion, que l'on redoute. Puis l'emploi est définitivement supprimé ³.

§ 3. — AUTRES EMPLOYÉS MUNICIPAUX

A côté du greffier, des valets de ville, du trompette ou crieur public et du portier, la ville avait un grand nombre d'autres employés, qui assuraient, directement ou indirectement, le fonctionnement des divers services. Aussi nous suffira-t-il, ici, de les énumérer. Il y avait le *sonneur* et l'*horloger* ⁴, le *fontainier* et le *griffoulier* ⁵, l'*hospitalier*, et les *bandiers*, ou « garde-fruits » ou encore « garde-terres », gardes champêtres, permanents ou temporaires ⁶. Il y avait encore le *teneur de l'archim-belle*, employé des fermiers du courtage, préposé au pesage de la viande de boucherie ⁷; le *mesureur public*, autre employé des courtiers, chargé de mesurer les grains et les liquides ⁸; le *pontonier*,

1. BB. 2, p. 10, 21 janvier 1590.

2. A la même époque celui de Ganges recevait 100 livres (BB. 12, p. 86, 18 novembre 1709).

3. BB. 12, p. 86, 18 novembre 1709.

4. BB. 9, p. 25, 18 décembre 1679; BB. 2, p. 10 21 janv. 1790.

5. BB. 9, p. 25, *loc. cit.*

6. BB. 9, p. 25, *ibid*; cf. *Chroniques de Languedoc*, III, p. 2; Pontécoulant: *Histoire des Révolutions de Nîmes et Uzès*, p. 256.

7. BB. 9, p. 25, *loc. cit.*

8. BB. 14, 906, 17 octobre 1775.

préposé à la levée d'un péage sur le pont du Vigan. Cet employé reçoit 12 livres de gages, en 1612¹. Il disparaît, avant la fin des guerres civiles, car la ville n'a jamais perçu de droits de pontonnage, sauf pendant cette période troublée, exceptionnellement.

Il y avait encore le *paveur* des rues ; les *régents* et *maîtresses d'école* ; les *médecins*, *chirurgiens*, et *apothicaires*, en titre, de la communauté.

L'assistance médicale et pharmaceutique était organisée alors dans beaucoup de communautés. Celles-ci avaient une peine extrême à se procurer des médecins² ; le Vigan fut souvent dans ce cas³.

En temps de peste, et en raison du travail supplémentaire qui leur était demandé, les médecins recevaient des gratifications spéciales⁴.

Autres employés de la communauté : un *architecte*, qui faisait des devis, les exécutait, servait d'expert et vérifiait les travaux faits pour le compte de la ville ; un *inspecteur des chemins* ; un *avocat-conseil*⁵, divers employés intermittents : *hommes de peine*, accompagnant les consuls, en temps de foire, pour faire régner l'ordre et la sécurité dans les rues⁶, les *messagers* et les *porteurs* de Nîmes et de Toulouse⁷, le *préposé* à la levée d'une sub-

1. CC. 54.

2. BB. 9, p. 25, 18 décembre 1679.

3. Lodève pour la même raison leur faisait des conditions très avantageuses qui, cependant, ne les attiraient guère. Aussi beaucoup de maladies étaient-elles traitées seulement par des chirurgiens-barbiers ; l'un d'eux, un jeune homme, nommé Etienne Grégoire, originaire du Vigan, avait une grande réputation (E. Martin : *Histoire de Lodève*, I. p. 205 ; II, p. 182.

4. BB. 3, p. 61, 18 février 1603.

5. BB. 9, p. 25, 18 décembre 1679 : gages de « Fulcrand Finiels « notaire qui a faict la fonction d'avocat toute l'année. »

6. BB. 8, p. 346, 8 septembre 1677 ; BB. 9, p. 15, 6 septembre 1679 ; p. 64, 5 septembre 1684.

7. BB. 9, p. 25, 18 décembre 1679,

vention provinciale en 1774¹ ; en 1686, un *indicateur*, chargé de noter les présences de N. C. à l'église² ; en 1684, un *surveillant* des infractions à l'entrée, en ville, des vins étrangers³ ; en 1615, un *veilleur*⁴. Puis, il y avait les *adjudicataires des services publics*, ceux-ci étant rarement en régie ; le *clavaire*, sorte de trésorier, existant antérieurement au xvii^e siècle⁵ ; le *collecteur* des impôts⁶, et le *receveur de la viguerie*⁷, le *fermier des casernes*, adjudicataire, qui, moyennant un forfait, se chargeait de toutes les fournitures nécessaires aux casernes, selon un tarif dans son contrat d'adjudication : achats de bois, charbon, huile, chandelle, blanchissage des « linceuls » (draps de lit), des nappes et des serviettes, entretien du mobilier, etc. ; le *fermier de la boucherie close*, qui avait le monopole de l'abattage et de la vente des bestiaux, et les débitait suivant un tarif fixé par le conseil ordinaire, adjudicataire annuel⁸ ; le *fermier du four banal*, qui avait le monopole de la cuisson du pain, aussi adjudicataire annuel : le *fermier du courtage*, qui mesurait, au marché, les denrées de toute nature, et prélevait, à cette occasion, une sorte de droit d'octroi ; le *fermier du balayage* de la ville ; les *fermiers des octrois* et

1. BB. 14, p. 892, 2 octobre 1774.

2. BB. 9, p. 352, 4 mars 1686.

3. BB. 9, p. 285, 19 octobre 1684.

4. EE. 1, 10, 18 octobre 1615.

5. BB. 2, p. 9, 21 janvier 1590.

6. Sur cet important employé, v. *passim*, Livre IV, chap. II, sect. II, § 3, *Le collecteur*.

7. v. notre *Viguerie du Vigan, au commencement du XVII^e siècle*, chap. IV, sect. III.

8. v. *passim*.

subventions, des moulins, et du bénéfice. La liste en est longue, et elle est peut-être incomplète !

Conclusion. — Ainsi les communes de l'Ancien Régime sont des corps organisés, se suffisant à eux-mêmes, ayant le plus de fonctionnaires municipaux, et le moins de fonctionnaires royaux possible. Les gages de chacun étaient peu élevés, certes, mais on vivait plus facilement et plus simplement qu'aujourd'hui.

Cette longue énumération du *personnel municipal* pourrait s'allonger démesurément, si nous la faisons suivre de celle de tous les fonctionnaires de quelque nature qu'ils fussent à qui le public, le bon public, avait affaire.

Il faudrait nommer le personnel des gabelles et des tabacs, l'étaquier et ses commis, le fermier du prieuré, tout le personnel de la justice royale (2 greffiers, huissiers, sergents, procureurs, avocats, procureur juridictionnel), les notaires, les fermiers des directes de divers seigneurs, le personnel d'une vingtaine de justices seigneuriales des environs, qui se rendaient au Vigan, et ce ne serait pas tout¹ ... mais ce serait peut-être moins qu'aujourd'hui.

1. Il faut noter, parallèlement, que la communauté avait accoutumé de donner une gratification annuelle de 100 livres « à MM. les « secrétaires de l'Intendance, pour leur tenir lieu des droits qui « s'exigeaient sur les ordonnances rendues » (BB 14, p. 215, 1^{er} mai 1741). Les villes de la province donnaient ainsi, en bloc, aux employés de l'Intendant, 9100 livres par an (P. Ardascheff : *Les Intendants de province sous Louis XVI* [Paris. Alcan, 1909, in-8° de XX-488 p.], p. 431).

LIVRE III

**Rapports de la communauté du Vigan
avec les autres administrations et institutions
du royaume**

La communauté n'était pas une construction idéale, se mouvant et se développant, dans l'espace et le temps, extérieurement à toute vie administrative : elle avait des inférieurs, des égaux et des supérieurs, des administrés et des maîtres, ses surveillants, ses tuteurs, et aussi des voisines placées dans une situation semblable à la sienne.

Avant de voir comment le gouvernement consulaire administrait la ville, c'est-à-dire quels étaient les rapports des consuls et du conseil avec leurs administrés, il nous faut décrire et préciser les rapports qui liaient la communauté du Vigan aux *puissances*, et aux *cours souveraines*, en un mot à cet ensemble d'institutions plus ou moins autonomes qui, avec les agents du roi, constituaient l'ossature administrative de la France.

Nous verrons ainsi quels points de contact existaient entre la communauté viganaise d'une part, et de l'autre, le seigneur de la ville, la viguerie, le diocèse, la sénéchaussée, la province, le souverain, le siège royal du Vigan, le sénéchal et présidial, le parlement et la Chambre de l'Edit, la Cour des comptes, aides et finances de Montpellier, le conseil du roi, l'intendant et ses subdélégués, l'administration militaire de la province, et diverses institutions religieuses ou civiles secondaires.

Cela est assurément complexe, mais aussi plein d'intérêt. Ce tableau d'ensemble des principales institutions administratives de la France d'autrefois nous aidera à comprendre mieux le mécanisme de l'administration communale, qui fera l'objet du quatrième livre de ce travail.

CHAPITRE PREMIER

Le seigneur direct du Vigan

Nous connaissons les origines de la seigneurie du Vigan ¹. Le prieur du monastère des Bénédictins était seigneur du Vigan. Il partageait la seule justice avec le roi ².

Le taillable du Vigan était fort exigü. Il s'étendait sur la moitié de la vallée, au nord-ouest, et ne dépassait guère l'ancienne enceinte et les faubourgs ³. Nous verrons même ⁴ un M. de Vissec-Montfaucon, se disant baron d'Hierle, qui habitait au bout du Faubourg-haut, plaider contre la communauté, au sujet d'un droit de justice et d'un péage qu'il prétendait posséder sur une partie de la ville, agrandie de ce côté-là.

Malgré cette division du taillable du Vigan, entre plusieurs seigneurs directs, celui-ci étant fort exigü et assez morcelé, le seigneur de beaucoup le plus important était le prieur, qui, d'ailleurs, avait seul la directe de la ville. La communauté n'avait guère qu'avec lui des rapports de puissance à puissance, amicaux quelquefois, souvent tendus.

Quelle était la nature de ces rapports ? Quels étaient les droits du prieur sur les habitants et leurs biens, quels ses devoirs ?

1. v. l'*Introduction* ; cf. notre *Prieuré et l'Eglise Saint-Pierre du Vigan*.

2. v. infra, chap. VI.

3. FF, 1, 22, 18 février 1649. Il y avait dans le taillable, d'autres seigneurs directs que le prieur.

4. v., in fine operis, la *Note II*.

Son influence sur la justice est dérisoire. Elle est tout entière aux mains du roi. Le prieur touche la moitié des profits en provenant, et c'est tout. Les officiers de la cour royale et seigneuriale sont à la nomination du roi.

Au point de vue militaire, nous ne pensons pas que la communauté ait souvent dû le « service « d'ost » à d'autres que le viguier royal ou le Sénéchal de Nîmes, le Vigan étant ville royale.

Quant au contentieux, il ne se passe guère d'années, que la communauté ne plaide contre le prieur, pour des objets proprement féodaux, ce qui nous amène à en préciser la nature et la consistance.

Le prieur a la directe de presque toute la ville. Il perçoit une dîme, le produit du four banal, des censives et lods ¹. Les fossés lui appartiennent ², ainsi que plusieurs immeubles, une terre noble sise au quartier de la Condamine, une maison claustrale ³, le droit de dépaissance avec la propriété du *Puech Saint-Paul*, et un *devois* à la rivière ⁴, enfin un revenu peu important, une redevance appelée *leuse* perçue annuellement sur les *arnans*, ou avancements des toitures de certaines maisons ⁵. Il a aussi un droit sur les *fuites* des fontaines de la ville ⁶. Telle était, au commencement du xvii^e siècle, la consistance de la seigneurie du Vigan. La

1. CC, 41, 1, 1789.

2. BB, 10, p. 173, 29 avril 1694.

3. FF, 1, 22. 18 février 1694.

4. DD, 15, 1, 6 juillet 1404.

5. BB, 2, p. 252, 5 juillet 1598.

6. BB, 12, p. 62, 25 juin 1709.

dîme, les lods et censives méritent plus que cet examen rapide ¹.

§ 1. — DIME

Une transaction intervenue entre Jean Dieudonné prieur et les habitants, le 2 février 1434, fixe le taux de la dîme des olives et des châtaignes, et la mesure des censives, que le prieur avait augmentées ². Il perçoit, annuellement, le 11° du blé, le 13° des châtaignes, le 11° du vin, le 15° du foin, le onzième agneau, le 11° de la laine, le 13° des olives ³. En 1789, le produit global de la dîme est de 2075 livres ⁴.

Au xvii^e siècle, la perception de la dîme du vin étant très vexatoire, la communauté contracta un abonnement : moyennant 744 livres, le fermier du prieuré ne devait rien exiger des habitants pour cela, et cette somme était payée par tous, sous forme d'imposition ⁵.

Un abonnement était aussi intervenu pour la perception de la dîme des raisins sur souche, mais la communauté, n'y trouvant pas son compte, on revint, en 1689, à l'ancien usage, et on décida que, désormais, « dans toute la dixmerie du prieur, la « dixme des raisins sera payée par les habitants « de la ville en espèce (en nature), selon les anciens costumes, sur les vignes, au temps de la

1. Sur la dîme, v. les *Questions notables*, de Le Prestre, p. 35, 37, 39, 287, 474, 618-623.

2. FF, 1, 83. Cf., sur la consistance des dîmes, en Cévennes. Talon : *Histoire des Vans*, I, p. 98-101.

3. F, 3 ; CC, 22, 2, 6 septembre et 27 octobre 1647.

4. CC, 41, 1, 1789.

5. CC, 22, 6.

« cueillette ¹ . » Mais, quelques années après, on revient à l'abonnement.

En 1694, c'est le « fermier du prieuré et bénéfice » qui n'y trouve pas son compte et veut recommencer à prélever la dîme des raisins, en nature, et aussi celle des autres fruits. Dès lors, « à la cueillette, les fermiers seront appelés pour la prendre en espèces (en nature), non quartiers par quartiers, mais seulement l'ouverture de la cueillette leur sera indite, comme il est d'usage pour qu'ils puissent aller ou envoyer par les lieux quérir la dixme ² . ». Ainsi, même les autres fruits étaient, jusqu'alors, perçus par abonnement de la communauté.

En 1699, on revient à l'abonnement forfaitaire, moyennant 550 livres que la ville doit verser annuellement au fermier du prieuré, et qui seront ensuite réparties sur tous les propriétaires de vignes du taillable, comme les autres impositions, et au prorata de leurs récoltes, par les consuls assistés de quatre habitants.

Pour cela, chaque année, les consuls devaient « faire la visite dans les caves, avant la saint Martin et dès la fin d'octobre » pour dresser équitablement l'état de répartition des 550 livres, montant de l'abonnement ³ . En 1702, les fermiers du prieuré veulent « dixmer en espèces » ⁴ , et les consuls avertissent les habitants « pour qu'ils appellent les fer-

1. BB, 9, p. 495, 27 mars 1689 ; p. 521, 20 septembre 1689 ; p. 556, 25 juin 1690.

2. BB, 10, p. 192, 26 août 1694.

3. BB, 11, p. 8, 27 septembre 1699.

4. BB, 11, p. 82, 29 septembre 1702.

« miers et payent la dixme des raisins en la
« manière accoutumée ¹. »

D'ailleurs le crieur public annonçait toujours le moment de la perception de la dîme, pour que les habitants soient prévenus, et pour leur éviter des ennuis ².

§ 2. — LODS ET CENSIVES

Une transaction de 1434 nous renseigne assez bien à ce sujet ³. Elle règle tous les droits du prieur, et nous les fait ainsi mieux connaître.

On y voit « premièrement, que les hommes de
« l'université de ladite ville du Vigan, et leurs suc-
« cesseurs, seront tenus et devront maintenant et
« à jamais de bailler et payer audit sieur prieur et
« à ses successeurs audit prieuré la doutziesme
« partie des olives et chastagnies, excroissantes et
« provenantes des terres et possessions scituées et
« estant dans la dismerie de la ville et de l'église
« du Vigan, sçavoir pour le disme, et non audelà,
« et que ledit sieur prieur ny ses successeurs audit
« prieuré ne pourront ny ne devront lever ny exi-
« ger davantage des susdits hommes ny de leurs
« successeurs à raison dudit droit de disme, sinon
« la doutziesme partie susdite ; item, ont transigé...
« que la *mesure censuelle* qu'on avoit accoutumée
« de tenir jadis audit cloistre a esté changée en
« *mesure mercadale*, que ceux de la dite univer-
« sité, qui seront tenus de payer de censives audit
« sieur prieur, à la mesure censuelle, quand ils

1. BB, 11, p. 83.

2. Cf. *Chroniques de Languedoc*, I, p. 306, an. 1333.

3. FF, 1, 1, 2 février 1434.

« payeront ladite censive à la mesure mercadale,
 « ils pourront et devront lever de chaque cestier
 « de bled mesuré à la mesure mercadale deux cou-
 « pes du bled mesuré..., et de chaque esmine, une
 « coupe de bled mesuré... ». Le prieur doit aussi
 contribuer aux réparations à faire à l'église, pour
 un tiers ; il en sera de même pour les cloches. Les
 habitants pourront pêcher, au *devois* que le prieur a
 à la rivière, à certaines conditions. Comme nous le
 verrons plus loin, la question de la banalité reçoit
 aussi une solution ¹.

De cette transaction nous devons ici surtout rete-
 nir ce qui a trait aux censives.

De temps en temps, le prieur faisait procéder à
 des reconnaissances féodales, sur tous les immeu-
 bles qui composaient sa directe ; cela était fort oné-
 reux pour le menu peuple. Aussi, voit-on, en 1686,
 lors d'une de ces reconnaissances, la communauté
 prendre à sa charge les frais assez lourds qu'elle
 occasionnait, à cause de la misère extrême qui sé-
 vissait, cette année-là ². Mais laissant de côté ces re-
 connaissances exigées des particuliers par le prieur,
 et qui donnaient souvent lieu à des contestations
 où la communauté intervenait ³, nous devons dire
 quelques mots de celles que la communauté, per-
 sonne morale, devait au prieur, en sa qualité de
 propriétaire de certains immeubles soumis à ces
 droits. En 1681, le prieur réclame « un lodz qu'il
 « prétend luy estre deub à raison d'une acquisi-
 « tion que la communauté a faicte d'un petit espace

1. Le texte de cette transaction, fort long, est reproduit à
l'Inventaire sommaire des archives communales du Vigan,
 de F. Teissier, p. 90-92.

2. BB, 9, p. 360, 15 avril 1686.

3. FF, 1, 3, 25 janvier 1598 ; FF, 1, 6, 5 avril 1638.

« de terre. » Celle-ci refuse, alléguant ne rien devoir, et le conflit est porté devant le sénéchal de Nîmes ¹.

En 1743, le prieur fait une réclamation analogue, la ville ayant acquis deux bicoques pour bâtir sur leur emplacement un hôtel de ville ; ces mesures payaient des censives d'une émine de blé et trois deniers ; un quartal, trois coupes de blé et huit deniers ². Le prieur réclamait les censives dues depuis 29 ans ³.

Pour le même objet, il est réclamé, en 1769, à la communauté deux quarts, trois huitièmes de boisseau et deux quarts, un huitième de boisseau de froment. et neuf deniers ⁴.

En 1777, la communauté, lasse de calculer en argent ces redevances en nature et ne pouvant les racheter, puisqu'elles étaient du domaine de l'église, donc inaliénables, décide de payer neuf livres chaque année, suivant un forfait ⁵, ce qui est accepté.

Le fermier du prieuré ne répugnait pas à ces abonnements, cela simplifiait sa besogne et supprimait l'aléa. N'avait-il pas accepté, en 1710, que la communauté traitât en corps avec lui pour le paiement, en argent, des censives en nature dues par les habitants ? Voici la base de cette conversion qui avait été adoptée alors, pour diverses denrées :

froment, 40 sols = 2 livres, la carte

seigle, 1 liv. 10 sols,

avoine, 13 sols 6 deniers,

le tout, « mesure censuelle ⁶. »

1. BB, 9, p. 125, 2 novembre 1681.

2. Reconnaissances de 1530, 1482, 1480.

3. BR, 14, p. 288, 26 août 1743.

4. BB, 14, p. 681, 708, 724, 22 mai 1769.

5. BB, 14, p. 941, 8 avril 1777.

6. BB, 12, p. 100, 13 février 1710.

Nous verrons plus loin comment, au début du xvii^e siècle, le prieur avait converti son droit de banalité en une pension annuelle, moyennant laquelle la communauté était vis-à-vis des habitants, subrogée à ses droits.

A la fin du xvii^e siècle, lods, censives et banalité réunis rapportaient au prieur 3000 liv. En y ajoutant le produit de la dîme, soit 2075 liv. on avait un revenu moyen de 5075 livres ¹, pour le prieuré du Vigan ².

§ 3. — PRÉROGATIVES HONORIFIQUES

Le prieur, étant seigneur du Vigan, avait droit au respect de ses vassaux. Cela n'était pas discuté. Ainsi, en 1671, la communauté fait complimenter par ses consuls son nouveau prieur, l'abbé de la Fayette ³.

En 1705, le maire et les consuls écrivent au nom de la ville, à « M. l'abbé d'Avéjean » nouvellement nommé, en remplacement de son oncle, Monseigneur l'Evêque de Nevers, précédent titulaire du prieuré, pour le féliciter et lui « témoigner la joie « de la ville de l'avoir pour prieur. » Ils écrivent en même temps à « madame la comtesse d'Avéjean, « sœur de feu Mgr l'Evêque de Nevers, pour lui « faire de très humbles compliments de condo-
« léance ⁴.

1. CC, 41, 1, 1789 ; BB, 6, p. 586, 7 janvier 1672.

2. Tous ces droits étaient perçus par des agents ou fermiers que les prieurs choisissaient de gré à gré. V. un curieux spécimen de bail de levée des revenus du prieuré de Saint-Laurent-le-Minier. consenti à un habitant par le prieur, le 20 juin 1306, apud *Papiers Falguière* (Charte peu bien conservée).

3. BB, 6, p. 437, 13 janvier 1671.

4. BB, 11, p. 240, 17 novembre 1705.

En 1788, le dernier prieur, l'abbé de Baudot, vicaire-général de Langres, vient voir son bénéfice : « les sieurs consuls lui feront une visite et l'accompagneront, la première fois qu'il ira à l'église, » décide-t-on, en conseil politique ¹.

§ 4. — OBLIGATIONS DU PRIEUR

Si le prieur avait des droits pécuniaires et honorifiques, il avait aussi des obligations à remplir. Ainsi l'entretien, pour partie, de l'église, et l'achat des objets du culte étaient à sa charge ². Il devait faire aux pauvres de la ville une aumône annuelle ³. Le logement du curé et sa congrue étaient aussi à la charge du prieur ⁴.

Enfin, si la communauté était assez exacte à lui rendre les devoirs qu'elle estimait lui revenir, elle était également attentive à ne laisser passer rien qui pût, plus tard, lui causer le moindre préjudice. Ainsi, lors de la recherche des biens nobles de 1681, le prieur déclara posséder un certain pré qu'il qualifia noble, alors qu'il ne l'était point, et cela fit un procès, à la Cour des comptes ⁵. Dans un dénombrement de l'année 1687, le premier fait figurer une maison, un champ, et ce même pré. « qu'il sou-
« tient jouir noblement, ce qui pourroit préjudi-
« cier à la communauté d'autant que ledit sieur
« prieur a toujours payé les tailhes de ces pièces » et les consuls font opposition à son dénombre-

1. BB. 15, p. 449, 22 avril 1788.

2. BB. 9, p. 223, 27 avril 1683.

3. GG. 11, 5, 16 avril 1652 ; BB. 3, p. 63, 18 février 1603.

4. GG. 11 ; BB. 14, p. 391, 944 ; BB. 12, p. 367, 369, 370, 372, 205, 166 seq. 149, etc.

5. BB. 9, p. 117, 122, 160, 166, etc.

ment ¹. Si l'on veut essayer de porter un jugement d'ensemble sur les rapports du prieur, seigneur du Vigan, et de la communauté, il faut constater d'abord que les prieurs furent des seigneurs directs assez peu gênants : les procès grossissaient les difficultés et le langage du temps y prête à merveille. On se plaignait beaucoup pour des riens, souvent pour la sauvegarde et le maintien des seuls principes. Aussi, prenant les textes pour ce qu'ils valent, nous dirons que le Vigan n'eût guère à se plaindre de ses seigneurs, et que sa double qualité de fief bénédictin, et de ville royale, lui procura une prospérité et une paix plus grandes que celles que l'on pouvait trouver dans d'autres agglomérations voisines, qui, d'ailleurs, ne laissaient pas que d'envier la situation privilégiée du Vigan ².

1. BB, 9, p. 433, 26 septembre 1687.

2. On le vit, en 1790, à la formation des districts, lorsqu'il fallut choisir le chef-lieu de celui du Vigan (v. notre *Vigan pendant la Révolution, 1788-1810*).

CHAPITRE II

La Viguerie du Vigan

Le Vigan était chef de viguerie. Son premier consul était syndic-né de cette circonscription territoriale qui embrassait 40 communautés. Toute la vie administrative de la viguerie était concentrée au Vigan. Le greffier était le même pour la communauté et pour la viguerie. Les consuls du Vigan recevaient de l'assiette diocésaine les mandes des impositions et les transmettaient aux 40 paroisses de la viguerie. Ils recevaient encore de l'administration diocésaine les réquisitions de miliciens ou de recrues pour les armées du roi ou de la Province et ils répartissaient les contingents demandés sur toute la viguerie, suivant une *tariffe* immuable. Ils représentaient et la ville et la viguerie aux assiettes et aux états provinciaux.

En un mot, l'administration de la circonscription vigueriale s'identifiait presque à celle de la communauté, le même personnel assurant les services qui relevaient respectivement de l'une et de l'autre ¹.

1. Pour l'étude détaillée du mécanisme administratif de la viguerie, v. notre *Viguerie du Vigan, au commencement du XVII^e siècle*.

CHAPITRE III

Le diocèse

Seul le diocèse civil nous intéresse ici ¹. C'est une circonscription territoriale englobant un certain nombre de communautés et de vigueries, baronnies, marquisats, bailliages, les reliant, leur donnant de la cohésion, les centralisant, au point de vue fiscal surtout.

Jusqu'en 1694, le Vigan a fait partie du diocèse de Nîmes, puis de celui d'Alais, jusqu'à la Révolution.

SECTION I

Origines de la circonscription diocésaine

Le diocèse est primitivement une circonscription religieuse ². Puis l'administration civile utilise ce cadre géographique, expression d'anciens *pays* différenciés ³. Dans l'ensemble, la division de la France en diocèses est donc rationnelle et cette heureuse homogénéité ethnique et géographique n'a pas peu contribué à faire du diocèse religieux une précieuse subdivision administrative de la France ⁴.

Le diocèse de Nîmes est réuni à la couronne,

1. Dans son *Dictionnaire des Institutions* (I, p. 281, v^o Diocèse), Chérueil ne parle que du diocèse religieux, le moins important dans un travail de la nature du sien.

2. v. Albisson, IV, p. iii seq.

3. v. les travaux de Frédéric Amouretti et de Foncin.

4. Dognon : *op. cit.* p. 284, 286.

en 1226 ¹. Mais alors ce n'est qu'une circonscription catholique. Les diocèses civils ne commencent à se dessiner qu'à la fin du xiv^e siècle, et au commencement du xv^e ². Cette institution est « bornée, dans les commencemens, à la répartition des impositions générales. » C'est « l'union économique de plusieurs municipalités locales ou *communautés* qui partagent entre elles, d'après un tarif commun, une portion déterminée des charges générales de la province, et les dépenses qu'il leur est permis de faire pour les besoins ou l'avantage de leur district diocésain ³. » Le diocèse se substitue peu à peu aux vigueries, pour répartir et percevoir les impôts. Celui de Nîmes existe dès 1448 ⁴. • Bientôt cette unité financière « donne naissance à l'*assiette*, sorte d'états au petit pied » qui « entrent désormais en fonction à propos de chaque subside. »

« Tandis que, dans la Sénéchaussée, l'*assiette* ne tardait pas à tomber en désuétude, dans le diocèse elle s'installe, s'organise : elle y va durer quatre siècles ⁵. » En 1435, la substitution est partout terminée ⁶.

Comment, dès lors, l'organisation diocésaine a-t-elle évolué pour parvenir à son apogée, au xvii^e siècle ?

Les communautés notables, renfermées dans les limites du diocèse religieux, sont devenues les *vil-*

1. Arman : *Tablettes*, p. xxvi.

2. Dognon, p. 255, 283.

3. Albisson, IV, p. i ; cf. Monin : *op. cit.*, p. 73.

4. Ménard : *Hist. de Nîmes*, III, pr., n° 95.

5. Dognon, p. 287.

6. *Ibid.*, p. 255-256.

les maltresses du diocèse civil, et en cette qualité, sont parvenues à le représenter aux états de la province ¹. Mais, entre ces diverses communautés, il y eût des différences de traitement, dues au temps, à la coutume qui prenait corps, à des ententes particulières. En un mot le droit commun de la représentation diocésaine s'est fait jour à travers tant de rivalités et de difficultés, qu'il est demeuré compliqué, et inexplicable autrement qu'à l'aide de son développement historique ².

Les consuls de la ville capitale du diocèse y jouent à l'origine un rôle prépondérant, comme ceux de la ville *chef de viguerie*, dans la viguerie ³. « A l'origine ils font les convocations, ils répartissent la taille, ils nomment seuls le receveur.

« Vers le milieu du règne de Charles VII, des consuls appartenant à d'autres villes du diocèse leur sont adjoints en qualité de commissaires royaux. » Les attributions de cet embryon d'assemblée grandissent à mesure qu'elle se développe, tandis que les pouvoirs presque illimités de la ville capitale diminuent. L'assiette, ainsi peu à peu constituée, parvient à nommer son receveur ⁴ et devient « l'intermédiaire naturel entre la municipalité et l'assemblée générale » de la province ⁵.

Du xv^e au xvi^e siècle, « tandis que les communautés tombaient en décadence, les diocèses sont allés en se fortifiant ⁶. »

1. Dognon, p. 289.

2. *Ibid*, p. 256.

3. *Ibid*, p. 287, 289 ; cf. notre *Viguerie du Vigan*...

4. *Ibid*, p. 290.

5. *Ibid*, p. 292.

6. *Ibid*, p. 495.

L'assiette se tient alors devant des commissaires des Etats, qui en ont la direction. On délibère peu ¹ ; on s'occupe surtout de répartir l'impôt ². Accessoirement, on s'occupe de faire l'aumône à des ordres religieux ³, d'instruction primaire, d'agriculture, de questions commerciales et industrielles ⁴.

SECTION II

L'administration diocésaine au XVII^e et au XVIII^e siècles

C'est la période de plein développement de l'institution diocésaine. Il en faut étudier de près les rouages, et aussi les rapports avec les municipalités de son ressort.

Au XVII^e siècle, l'administration du diocèse comprend l'*assiette* ⁵ et quelques fonctionnaires, dont les principaux sont le syndic, le receveur et le greffier.

§ 1. — L'ASSIETTE

Composition. — L'assiette se tient en présence des commissaires du roi et des Etats. L'un d'eux, le commissaire principal, a la haute direction de l'assemblée, mais sans voix délibérative ⁶. Au nom

1. Dognon, p. 496 ; Albisson, IV, p. xxxi.

2. Sur 100000 livres tournois, la répartition de l'impôt, entre les diocèses, nous donne pour celui de Nîmes, 6732 liv. 18 s. 4 d., en 1442 ; 6969 l. 6 s. 8 d., en 1469 ; et 7217 l. 1 s. 1 d., en 1510 (Dognon, p. 637).

3. Déjà les *subventions* qui tiennent aujourd'hui une si grande place dans nos budgets des départements !

4. Dognon : *op. cit.*, p. 559.

5. v. *Chroniques de Languedoc*, I, p. 150-151, 271-272.

6. Albisson, IV, p. xxxiii ; *Chroniques de Languedoc*, II, p. 214.

du roi, le Gouverneur de la province le délègue à cet effet ¹.

L'assemblée de l'assiette comprend l'Evêque, le subdélégué de l'intendant et les députés.

Le nombre des députés est toujours le même, mais la composition de l'assemblée varie, d'une année à l'autre ; c'est que certaines communautés y députent chaque année. Nous verrons bientôt comment se fait cette députation ².

L'entrée à l'assiette est soumise à des règlements fort compliqués, source perpétuelle de conflits.

Tenue de l'assiette. — Cette assemblée reçut le nom d'assiette, parce qu'on y « *asseyait* les impositions sur les communautés d'après les contingents arrêtés par les États de la province ³. »

L'assiette se tient au chef-lieu du diocèse ⁴.

Lors de l'érection du diocèse d'Alais ⁵ en 1694, « les villes d'Anduze, le Vigan, Sauve et Saint-Hippolyte parvinrent à obtenir du conseil le droit d'assiette alternative entre elles et avec Alais ⁶. Mais un arrêt du conseil, du 28 novembre 1697, cassa cette décision, et, à la demande des états, il

1. Monin : *op. cit.*, p. 72.

2. Cf. Nîmes, CC, 1.

3. *Recherches sur Alais*, p. 31, note ; Duval-Jouve : *Montpellier pendant la Révolution*, I, p. 4, n. 1.

4. Bardon : *Ce que coûta l'entrée de François I^{er} à Nîmes*, p. 11, n. 4.

5. *Recherches sur Alais*, p. 30-32 ; Albisson, IV, p. 405-406. La première assiette du diocèse d'Alais fut tenue en 1695 (*Hist. de Languedoc*, XII, p. 352).

6. Monin : *op. cit.*, p. 74 ; Albisson, IV, p. 418-427, arrêt du conseil, du 25 janvier 1695 ; *ibid.*, p. 429, 437 ; Haute-Garonne, C. 2342, *Inv. Somm.*, p. 436*, avis favorable des États.

fut décidé que, désormais, les assemblées d'assiette se tiendraient à Alais seulement ¹.

L'assiette est annuelle ². Elle se tient sous la présidence d'honneur de l'Evêque, un mois après la tenue des Etats ³, à moins que l'Evêque ne « juge « à propos d'en renvoyer la tenue » à plus tard, pour des motifs de convenance personnelle ⁴. Quarante-une villes et lieux y députent : Le Vigan, Sauve et Anduze, deux personnes, chaque année ⁵; Saint-Hippolyte, une ; six autres villes, alternativement, deux par deux, tous les trois ans ; 31 autres communautés, alternativement, trois par trois, tous les 10 ans, et 4 la dernière année du cycle ⁶.

Comment se fait la députation ? Quelques jours avant l'ouverture des travaux de l'assiette, le syndic du diocèse écrit aux consuls ⁷.

Au xvi^e siècle, il indique l'objet principal de la réunion : en 1590, pourvoir au paiement de 300 hommes à envoyer à l'armée de Narbonne « pour « soppozer aux mouvemens des Espagnols ⁸ ; » en 1595, imposer diverses sommes, pour les garnisons du diocèse ⁹.

Puis la formule se généralise ; le syndic du diocèse convoque les députés « pour faire le desparte-

1. Albisson, IV, p. 437-440, n^o. VIII ; *Recherches sur Alais*, p. 615, n. 1 ; Haute-Garonne, C. 2342 ; Gard, C, 310.

2. Basville : *Mémoires*, p. 167-168.

3. Duval-Jouve : *op. cit* , I, p. 4, n. 1.

4. BB, 9, p. 543, 24 février 1690.

5. Avant 1596, le Vigan n'a droit qu'à un député : c'est le second consul, en 1590 (BB, 2, p. 17, 12 août 1590) ; le ministre de Gasques, en 1595 (BB, 2, p. 130, 10 janvier 1595).

6. Albisson. IV, p. 405-406 ; *Recherches sur Alais*, p. 30-31.

7. BB, 3, p. 44, 26 nov. 1602.

8. BB, 2, p. 17, 12 août 1590.

9. BB, 2, p. 130, 10 janvier 1595.

« ment des deniers des tailhes des mandes imposées par nos seigneurs des Etats sur le diocèse ¹. »

En possession de cette convocation, les consuls assemblent leur conseil qui, invariablement, et selon les règles établies, députe le premier consul et son assesseur, c'est-à-dire le premier consul de l'année précédente ².

En 1621, à la suite d'un différend au sujet de la députation à l'assiette, entre le premier consul, Barral d'Issartines, et les sieurs Brun-Folgapier, premier consul en 1620, et François de Foucquet, sieur de Boysebard, premier consul en 1619, l'assiette de Nîmes fit un règlement sur l'entrée des villes chefs-de-viguerie, et décida que
« ne seront reçus pour députés des chefs de viguerie que lun des consuls en charge et celui qui aura assisté à l'assiette précédente ³. »

Pendant les troubles du commencement du XVII^e siècle, l'administration de la province est divisée : les catholiques tiennent leurs assemblées, d'une part, tandis que les réformés tiennent les leurs de leur côté.

En 1627, le Vigan tient le parti de « l'Union des Eglises », et Rohan convoque l'assiette protestante au Vigan ⁴.

Alors c'est « le syndic de la province de Sevenes » qui fait les convocations ⁵.

1. BB. 3, p. 136, 9 janvier 1605 ; p. 151, 4. décembre 1605.

2. BB. 2, p. 193, 8 mars 1696 ; p. 217. 2 janvier 1597 ; p. 302, 1600 ; p. 321, 1600 ; p. 325, 1600 ; p. 357, 1601 ; BB. 3, p. 106, 104 ; p. 159, 1606 ; BB. 4, p. 96, 1606 ; p. 121, 128, 134, 138, 147, 157, 159, 171, 179, 187. 195, 209, 218, 234, 243 ; II, 8, 1, 1613.

3. II, 8, 2, 2. février 1621.

4. II, 8, 3, 5 octobre 1627 ; Gard, F. 6^e div., délib. de la viguerie du Vigan, I, f^o 547 v^o, 20 octobre 1625 ; ibid. assiette d'Anduze, f^o 52, 26 octobre 1625.

5. II, 8, 4, 29 mars 1628, assiette d'Anduze.

Une fois la paix revenue, les députés du Vigan retournent aux assiettes *lécales* ¹.

En 1642, on députe à une assiette extraordinaire tenue, sur l'ordre de l'intendant Vauquelin des Yveteaux, pour accepter l'impôt du vingtième établi par le roi sur la province ².

En 1658, les frais d'assiette grossissant trop, certains députés, sur l'initiative de la ville de Nîmes, s'entendent pour « faire des actes au commissaire principal et à MM. les députés diocésains pour qu'on n'impose désormais d'autres sommes que celles venant des commissions, et qu'on n'impose rien au delà ³. »

Les députations des années suivantes ne présentent rien de remarquable ⁴.

En 1662, naissent des compétitions au sujet de la députation ⁵. En 1663, la communauté ajoute au mandat général, qu'elle donne habituellement à ses députés, « cette réserve que ses députés ne pourront faire un accommodement ni avec les autres consuls députés ni avec le syndic du diocèse, au sujet du procès que la communauté a contre le diocèse en la cour des Aydes ⁶. »

En 1671, « M. Galhard, scindic du diocèse » écrit de députer « le premier consul tant seulement sans aucun assesseur suyvnt l'arrest du 26 mars der-

1. II, 8, 5-10, 1635-1642 ; BB. 4, p. 246, 279, 281, 283, 285, 287 ; II, 8, 12-24 ; etc.

2. II, 8. 11, 15 juin 1642.

3. II, 8, 25, 30 juillet 1658. Cette année-là, les Etats font un règlement sur la tenue des assiettes (Gard, C, 533, p. 32, 23 janvier 1658).

4. BB, 5, p. 31, 1661 ; p. 325, 1664 ; p. 376, 1665 ; BB. 6, p. 39, 1666 ; p. 113, 1667 ; p. 179, 1668 ; p. 292, 1669 ; p. 374, 1670.

5. BB. 5, p. 89, 1662.

6. BB. 5, p. 201, 5 mars 1663.

« nier dont copie jointe. » et le conseil obéit ¹. Or cet arrêt du conseil d'état est motivé par la raison suivante : « vu le grand nombre qui ont accoustumé d'entrer dans les assiettes », ce qui est inutile et coûteux ; vu l'article 27 de la déclaration du premier février 1669 sur la R. P. R., l'arrêt du conseil du 26 septembre 1670, celui du 4 janvier 1670 en faveur des réformés, celui du 24 janvier suivant. Il décide en conséquence que seul le premier consul, et s'il est absent ou malade, le second consul — catholique ou réformé —, entrera à l'assiette ².

Mais, cette année-là, cet arrêt n'ayant pas été enregistré par les états, l'intendant consentit à ce que la communauté du Vigan envoyât à Nîmes ses deux députés, selon l'usage ancien ³, auquel on revint d'ailleurs, peu après ⁴.

En 1676, les députés habituels étant empêchés, on prend leurs propres assesseurs, « en rétrogradant », c'est-à-dire les premier consuls de 1673 et 1674. Nous sommes alors en pleine période de « brigues et monopoles » consulaires intenses ; un « syndic des principaux habitants de la ville » signifie au conseil une ordonnance des états, du trois février 1676, excluant de l'entrée aux états et aux assiettes, pendant quatre ans, certains habitants, et, parmi eux, les députés choisis. Au milieu de ces difficultés, le Vigan n'est pas représenté à l'assiette, cette année-là ⁵, mais comme la rémunération, le salaire des deux députés du Vigan figure toujours

1. BB. 6, p. 466, 17 avril 1671.

2. BB. 6, p. 467-469, 16 mars 1671.

3. BB. 6, p. 470, 26 avril 1671 ; p. 617, 2 avril 1672.

4. BB. 6, p. 707, 1673 ; BB. 8, p. 52, 1674 ; p. 177, 1675.

5. BB. 8, p. 244, 5 mars 1676.

au budget du diocèse, cet argent, sans emploi actuel, est, cette année-là, utilisé par l'assemblée d'assiette fort judicieusement : pour payer des réparations effectuées au pont de Madières ¹ ; les diocésains étaient gens pratiques.

Les députations suivantes se font ainsi : au lieu de députer comme auparavant, le premier consul de l'année en cours et son assesseur, ou députe le premier consul de l'année précédente et l'assesseur de celui-ci, e'est-à-dire, par exemple en 1681, les premiers consuls des années 1679 et 1680 ².

En 1693, le mandat général des députés du Vigan est spécialisé en un point : il porte qu'ils « propo-
« seront spécialement à l'assiette l'ouvrage du che-
« min du Vigan à Alzon quy est en mauvais estat », par où passent les troupes, qui fait communiquer deux provinces et permet l'arrivée facile et peu coûteuse des grains du Rouergue, qui se consomment au Vigan ³.

L'année suivante, la création des offices de Maires modifia les règles de la députation aux assiettes. Cette année-là, M. Daudé est « député-nay » en sa qualité de maire perpétuel du Vigan. Et le conseil nomme comme second député, comme assesseur de M. Daudé, le premier consul de l'année 1693. Un mandat spécial semblable à celui de 1693 est donné à ces députés ⁴.

En 1695 une querelle éclate entre les députés de

1. BB. 8, p. 246, 30 mai 1676.

2. BB. 8, p. 323, 1677 ; p. 364, 1678 ; p. 424, 1679 ; BB. 9, p. 51, 1680 ; p. 106, 1681 ; p. 167, 1682 ; p. 229, 1683 ; p. 269, 1684 ; p. 298, 1685 ; p. 363, 1686 ; p. 416, 1687 ; p. 459, 1688 ; p. 493, 1689 ; p. 543, 1690 ; p. 579, 1691 ; BB. 10, p. 62, 1692, etc.

3. BB. 10, p. 116, 21 février 1693.

4. BB. 10, p. 168, 7 mars 1694 ; BB. 11, p. 20, 1700 ; p. 52, 1701.

Sauve et ceux du Vigan, au sujet de la préséance à l'assiette ¹, car le diocèse d'Alais étant tout nouvellement érigé, le Vigan fait valoir sa qualité de seule ville royale du diocèse, et de chef d'une importante viguerie, pour obtenir à l'assiette la première place, bien que les députés de Sauve émettent la même prétention ².

A partir de 1702, le premier consul de l'année en cours assiste le Maire, à l'assiette, comme second député du Vigan ³.

Entre temps, le maire Daudé ayant été pourvu de la charge de subdélégué de l'intendance pour le diocèse d'Alais, il entre, en 1706, à l'assiette, comme « commissaire de S. M. » ; et la communauté du Vigan, ayant à nouveau le choix de ses députés, envoie à Alais un « assesseur de maire » et le premier consul de 1705 ⁴.

L'année suivante, le maire et subdélégué Daudé, n'ayant pas été désigné comme commissaire du roi à l'assiette, reprend ses droits et est encore député du Vigan, avec, comme assesseur, le premier consul de l'année en cours ⁵.

Désormais le mandat — général — des députés à l'assiette est invariablement rédigé de cette sorte :
 « MM... sont députés avec pouvoir d'accorder, dis-
 « corder, consentir, dissentir, conclure et délibérer
 « sur ce qu'y sera proposé dans ladite assiette pour
 « le bien du service du roy, pour l'avantage du

1. v. *passim* ; Gard, C, 1813.

2. Rivoire : *Statistique du Gard*, II, p. 765.

3. BB. 11. p. 68, 12 février 1702 ; p. 94, 1703 ; p. 160, 1704 ; p. 216. 1705.

4. BB, 11, p. 250, 27 mars 1706.

5. BB, 11, p. 314, 15 mars 1707 ; BB, 12, p. 8, 1708.

« diocèse et de ceste ville et viguerie en particulier ¹. »

A partir de 1709, le Vigan députe son premier consul, et l'un des deux autres ². En 1713, le procureur du roi et un consul ³, puis le premier consul de l'année précédente, et son assesseur ⁴. En 1717, le maire, avec le premier consul de 1716 ⁵; en 1718, on députe comme en 1715 et en 1716 ⁶; en 1719, comme en 1718 ⁷; en 1720, le premier consul, ainsi que le second de 1719, à quoi le procureur du roi s'oppose, « attendu que l'usage constant de la communauté est que le second consul n'est jamais députté en l'absence du premier consul mais le premier consul de l'année précédente ⁸. »

A partir de 1721, on députe le maire et le premier consul de l'année précédente ⁹.

En 1736, de nouvelles compétitions éclatent au sujet de la première place à l'assiette ¹⁰.

Après la suppression des maires, on députe le premier consul de l'année, et un conseiller ¹¹, et cela jusqu'en 1789.

En 1783, la communauté de Saint-Jean-de-Gar-

1. BB. 12, p. 240, 15 mars 1715; cf. p. 8, 1708, etc.

2. BB. 12, p. 47, 1709; p. 109, 1710; p. 144, 1711; p. 162, 1712.

3. BB. 12, p. 192, 30 mars 1713.

4. BB. 12, p. 216, 1714; p. 240, 1715; p. 278, 1716.

5. BB. 12, p. 318, 1717.

6. BB. 12, p. 362, 1718.

7. BB. 12, p. 430, 1719.

8. *Id.* est celui de l'année 1718 (BB. 12, p. 461, 18 mars 1720).

9. BB. 13, p. 19, 54, 69, 108, 174, 200, 226, 257, 291, 318, 347, 374, 406, 429, 470; BB. 14, p. 25, 50, 86, 135, 173, 211, 251, 277, 304, 382, 409, 433, 472, 497, 515, 531, 538, 559, 573, 591, 600, 621, 650, 683, 722, 761, 796, 801, 831, 872, 883, 894, 927, 943, 953, 957, 980, 1007, 1063.

10. *v. passim.*

11. BB. 15, p. 51, 178, 319, 580.

donnenque, qui entre à l'assiette tous les trois ans, demande d'y entrer chaque année, et elle appuie cette prétention d'un parallèle fort intéressant et assez marqué ¹ entre sa capitation et celle du Vigan ². Au cours d'une enquête faite auprès des communautés intéressées ³, le conseil politique du Vigan proteste contre cette prétention, car, dit-il, Saint-Jean-de-Gardonnenque est un « gros lieu » et non une ville, son présage diocésain, sa capitation et son dixième sont, en somme, faibles, admettre cette demande entraînerait de nouveaux frais, et puis cet exemple encouragerait d'autres communautés à élever de semblables prétentions ⁴.

Comment délibère-t-on à l'assiette ? ⁵ Le cérémonial et la pompe sont analogues à ceux déployés aux États. Une grand'messe et des harangues ouvrent les travaux de l'assemblée ⁶. Cela fait, on entre proprement en séance. Après le discours d'ouverture de l'évêque, on vérifie les pouvoirs des députés. C'est à ce moment qu'éclatent, fréquemment, les disputes et les conflits sur l'entrée à l'assiette ou sur des questions de préséance ⁷.

Ces questions étant réglées, chaque député prend

1. II, 8, 27, 30 avril 1783.

2. Il faut lire ce qui a trait à ce débat, apud Albisson, IV, p. 448-455, n° XIII, extrait du P. V. de l'assiette, 27 mai 1783 (v. surtout les pages 454 et 455).

3. Alais, Anduze. Le Vigan, Sauve, St-Hippolyte. La Salle, St-André-de-Valborgne. Meyrueis, Sumène, Valleraugue (Albisson, IV, p. 448).

4. BB. 15, p. 113, 16 mai 1783.

5. v. *Chroniques de Languedoc*, I, p. 271-272 ; Albisson, IV, p. 227-250.

6. Voir un récit fort curieux de l'ouverture de l'assiette, apud *Recherches sur Alais*, p. 275-277.

7. v. *passim*.

place, selon son rang, qui est déterminé par l'importance de la ville qu'il représente. Les députés doivent remettre, pour la vérification de leurs pouvoirs, des expéditions des délibérations prises par leurs communautés pour les députer.

Voici quelques exemples de difficultés surgies à cette occasion à l'assiette :

En 1649, à l'assiette de Nîmes, MM. de Camprieu et de Roquan se présentent, tous deux, comme premier consul du Vigan ¹. Leur différend est soumis aux États qui décident que « le sieur Boyer, sieur de Camprieu, sera reçu comme diocézain et le sieur de Roquan se retirera » ².

En 1662, nouveau différend entre les mêmes. Au moment où le conseil ordinaire du Vigan s'apprête à nommer ses députés à l'assiette, M. de Camprieu demande à être député, en l'absence de M. de Roquan, qui était premier consul en 1661, et comme premier consul de l'année courante. Mais M. de Gravières proteste et dit que c'est lui qu'on doit députer.

La discussion se prolonge, tourne à l'aigre ; les deux compétiteurs rivalisent d'intéressantes arguties. Enfin, le conseil députe M. du Tour, premier consul en 1660, et laisse à l'assiette le soin de trancher la difficulté soulevée par MM. de Camprieu et d'Argentières, sieur de Gravières, au sujet de la députation de l'assesseur ³. Les États, appelés à se prononcer là-dessus, décident que, pour éviter des

1. Gard, C. 654.

2. Gard, C. 283, f° CLXXII, 2 juin 1649.

3. BB. 5, p. 89, 10 avril 1662. Cette délibération est fort instructive et donne une belle idée de la confusion des usages sur la députation aux assiettes.

compétitions de ce genre, les premiers consuls des villes seront désormais seuls députés, et les seconds consuls à leur défaut ¹.

En 1695, nous l'avons vu, éclate un conflit entre les députés du Vigan et ceux de Sauve, au sujet de la préséance à l'assiette : en vertu d'un usage immémorial, Durant, maire de Sauve, réclame le droit de parler et d'opiner le premier, alternativement avec celui du Vigan.

Cela s'est toujours pratiqué à l'assiette du diocèse de Nîmes; il veut que l'usage soit maintenu à celle du nouveau diocèse d'Alais. A quoi Daudé, maire du Vigan, réplique « qu'il n'est plus question de
« l'usage..., mais de l'exécution de l'arrêt du conseil
« d'estat, qui contient règlement pour les assiettes
« de ce diocèse... Suivant lequel arrêt ladite ville
« du Vigan est en droict de porter la parole et
« d'opiner aux assemblées des assiettes de ce dio-
« cèse avant celle de Sauve, cette année et les au-
« tres qui suivront ». Et l'assemblée décide d'exé-
cuter, cette année, l'arrêt précité, sans rien préju-
ger pour l'année suivante ³.

Mais les députés du Vigan, pas plus que leurs commettants, ne peuvent affronter l'idée de n'être plus les premiers en rang à l'assiette. En 1736, ils reviennent à la charge. Le Vigan entre par tour aux États, avec Anduze, Sauve et Saint-Hippolyte, et, cependant, partout, les villes royales, chefs de viguerie, entrent annuellement aux États, ainsi Marvéjols, pour le diocèse de Mende, Gignac, pour celui de Béziers, Fanjeau, pour celui de Mirepoix.

1. Gard, C. 278.

2. Gard, C. 1813.

3. *ibid*, f° 2 v°-3 r°, P. V. du 7 mars 1695.

Les conseillers politiques du Vigan en profitent pour réclamer la première place à l'assiette diocésaine, et l'on n'hésite pas à remonter aux volces arécomiques pour justifier cette nouvelle prétention ¹.

Une autre source de difficultés, à propos des assiettes, est l'élimination progressive, au XVII^e siècle, des réformés des conseils de ville languedociens ², conséquence de la politique généralement observée dans le royaume à leur égard. Dès 1622, à l'assiette du diocèse de Nîmes, les députés catholiques et les députés réformés se disputent au sujet de la répartition des sommes empruntées par le diocèse ³. A cette occasion, Liron d'Airolles, premier consul du Vigan, doit faire un voyage à la Cour pour arranger l'affaire. Les rivalités ne font ensuite que croître, surtout après 1629.

En 1666 et en 1669, l'entrée des États est interdite aux réformés. Ce n'est là, d'ailleurs, qu'une précaution de pure forme, car, pratiquement, « les députés diocésains ou urbains étaient à l'ordinaire et de droit les premiers consuls des villes capitales » ⁴. Bien avant cette époque, les États avaient poursuivi l'élimination des réformés des assiettes, car « quand le second consul, de confession réformée, remplace le premier, il peut prétendre l'entrée aux États et aux assiettes » ⁵.

En 1673, les États arrivaient à leurs fins ⁶. On

1. BB. 14. p. 25, 7 décembre 1736.

2. v. Gachon : *Quelques préliminaires*, p. 22, 23, iii, LXX.

3. Gard, C. 642, p. 961, 26 septembre 1622.

4. Gachon, *op. cit.*, p. 20.

5. *ibid*, p. 22.

6. *ibid*, P. J. p. III-IV, LXX

n'avait plus à redouter, alors, l'intrusion des réformés dans les affaires de la province.

Quand l'assemblée diocésaine avait vidé les contestations soulevées à propos de la vérification des pouvoirs des députés, elle se mettait au travail.

Pouvoirs de l'assiette. — Quelles étaient les attributions de l'assemblée ? Elles étaient presque exclusivement *financières*¹.

Le diocèse contracte, pour ses opérations particulières, et asseoit sur les communautés de son ressort les impôts royaux, provinciaux, et ses frais propres. Primitivement, ces frais d'assiette² sont « très faibles, presque réduits au salaire du receveur »³. Ils augmentent ensuite, peu à peu, et à mesure que l'institution se développe. Mais alors surgit le contrôle royal. Sous Charles VII, les frais d'assiette sont établis par lettres des commissaires de l'assiette.

En 1449, défense est faite aux assiettes et communautés en général « que doresnavant ils ne mettent
« ou asseoient sur eulx aucunes sommes de deniers... fors celles que par nous ou par nostre
« ordonnance leur sera mandé mettre et imposer ». Malgré ce contrôle, de plus en plus rigoureux, les frais d'assiette augmentent. En 1759, ils s'élèvent à 10.014 liv. 5 s.⁴. Ces sommes, augmentées des frais

1. Vicomte de Romanet : *Les provinces de la France* (Paris, 1913, in-8° de X-260 p.) p. 45.

2. Qui consistent en « honoraires des commissaires et des députés, appointements et frais de bureau des officiers des diocèses, menues dépenses relatives à la décence et à la commodité des assemblées, ... ouvrages publics, ... secours aux communautés pour leurs chemins, ... » (Albisson, V. p. 1-2).

3. Dognon : *op. cit.* p. 562.

4. Albisson, IV, p. 339-340.

des états de la province et des impôts proprement dits seront ensuite levées sur les communautés, après que l'assiette les aura réparties entre elles.

Un souvenir de l'antique division de la province en vigueries subsiste dans ce fait qu'on répartit les impôts par vigueries, avant de les répartir par communautés ¹. Nous n'avons pas à entrer ici dans le mécanisme de cette répartition ².

L'assiette ne borne pas son activité aux choses financières : elle étend aussi sa sollicitude aux ouvrages publics et principalement aux chemins ³. Aussi les chemins des Cévennes sont, au XVIII^e siècle, parmi les meilleurs et les mieux entretenus, grâce à l'organisation vicinale fort complète et judicieuse du diocèse d'Alais, qui appointait des inspecteurs des chemins, et, sur leurs rapports, faisait exécuter les réparations et améliorations nécessaires ⁴.

L'assiette s'occupe encore de la prospérité agricole de ses administrés ⁵, de la diffusion de l'instruction secondaire, primaire, professionnelle ⁶. On la voit même, « pour arrêter le cours des assassins que commettoient dans les campagnes ces « prétendues sages femmes dont l'inexpérience et « la témérité ajoutant aux douleurs de la nature, « détruisoient souvent son ouvrage et l'espérance

1. Bardon : *Ce que coûta l'entrée de François I^{er} à Nîmes*, p. 60.

2. v. *passim*, liv. IV, chap. II, sect. I. Cf. *Chroniques de Languedoc*, III, p. 64, 138 ; Gachon : *Les États de Languedoc*, p. 183-193 ; Albisson : V. p. 795 s., 817 s., 832 s., 838 s.

3. Albisson, V, p. 25 seq.

4. v. *passim*, liv. IV, chap. VII, sect. II, § 2.

5. Albisson, V, p. 663 seq.

6. *Ibid.*, p. 968 seq.

« des générations à venir », établir des cours d'instruction gratuite à leur usage ¹.

Le diocèse d'Alais envoie encore, chaque année, aux grandes écoles vétérinaires du royaume, des boursiers qui, leurs études terminées, rapportent dans le pays des méthodes de traitement des épidémies du bétail ².

Et c'est ainsi « qu'une institution bornée dans
« les commencemens à la répartition des im-
« positions générales est devenue depuis un des
« ressorts le plus actif de son administration et le
« moyen peut-être le plus simple et le plus sûr de
« lier le bien particulier au bien général ³.

Contrôle exercé sur l'assiette par le pouvoir central. — De même que les communautés, les diocèses sont soumis à la haute surveillance du pouvoir central, surveillance exercée par l'intendant et par les commissaires royaux ⁴ et aussi par les états de la province ⁵ et par la Chambre des Comptes de Montpellier ⁶.

§ 2. — PERSONNEL DE L'ADMINISTRATION DIOCÉSAINE

Les agents principaux de l'administration du diocèse sont le syndic, le receveur et le greffier.

1. v. Ardascheff: *les Intendants de province*, p. 272.

2. Albisson, IV, p. XLIV.

3. *Ibid.*, p. XLVIJ.

4. Gachon : *Les États...*, p. 262; Albisson, V, p. 752 s., 763 s.

5. Albisson, V, p. 795; IV, p. xxxvi, xxxviii, n. (a); Astre : *De l'administration publique en Languedoc*, p. 25, 43-45.

6. Albisson, IV, p. 164 s.

Le Syndic. — Il y a peu de chose à dire de ce fonctionnaire local ¹. Il est élu, chaque année, par l'assemblée diocésaine.

Dans l'intervalle des assiettes, c'est-à-dire pendant la plus grande partie de l'année, il administre le diocèse et correspond avec le syndic de la sénéchaussée ² et avec les consuls de son ressort.

Il a un rôle analogue à celui des trois syndics de la province. Des particuliers ou des fonctionnaires ne craignent pas d'avoir recours à lui pour obtenir des conseils très divers : ainsi Aguze, premier consul-maire du Vigan, en 1778, le consulte en matière de droit électoral, sur une délicate question d'incompatibilité. Et le syndic lui répond fort obligeamment deux longues lettres bourrées de renseignements, et qui nous le montrent fort averti des questions qui lui sont proposées et aussi de la jurisprudence administrative en général ³.

Tout le monde ne peut donc pas être syndic.

Le Greffier. — Nous n'avons rien de particulier à en dire. Il tient la plume, garde les archives, délivre des expéditions... comme tous les greffiers ⁴.

Le Receveur. — Ce fonctionnaire est un des plus importants ⁵. C'est avec lui que les communautés ont les rapports les plus fréquents.

Il est choisi par l'assemblée de l'assiette, pour lever toute la taille du diocèse, la recevoir des

1. Albisson, IV, p. 164 s. ; I, p. xxvi.

2. v. *passim*.

3. Gard, C, 1905, 19 novembre, 23 décembre et 27 décembre 1778.

4. v. Albisson, IV, p. 211 seq.

5. v. *ibid*, VI, p. ii-xxiiij, 290, 418, 448, 475, 625.

receveurs vigueriaux ou des collecteurs des paroisses et la transmettre, comme nous le verrons plus loin, à un receveur paroissial.

Pour cela, le receveur diocésain reçoit une taxe de tant de deniers pour livres qu'il lèvera.

L'assiette arrête ce droit d'escompte chaque année ¹.

C'est là un emploi assez rémunérateur ; aussi le pouvoir central ne tarde pas à en tirer parti pour le transformer en offices, dès le milieu du xvi^e siècle.

Ces offices, continuellement rachetés par les États, puis rétablis chaque fois, sont un des impôts indirects les plus fructueux ².

Les *taxations* des receveurs diocésains ont beaucoup varié ³.

Chaque année, quatre fois l'an, les collecteurs des tailles des communautés ou les receveurs des vigueries doivent aller à Alais lui verser le montant des impôts qu'ils ont levés.

Et, de même que ces collecteurs peuvent user de contraintes contre les contribuables récalcitrants, de même le receveur diocésain peut user contre eux de moyens de contrainte semblables ⁴.

1. Dognon : *op. cit.*, p. 552.

2. Albisson, VI, p. ii-xvi.

3. *ibid*, p. xvi-xxij, p. 418.

4. *ibid*, p. 290, arrêt de la Cour des comptes, aides et finances, du 5 mars 1705 ; p. 448, ordonnance des commissaires, du 27 novembre 1752. arrêt de la Cour des comptes, aides et finances, du 8 mai 1759 ; v. apud, notre *Viguerie du Vigan au commencement du XVII^e siècle*, les aventures pénibles et amusantes à la fois du receveur de la viguerie du Vigan, et du receveur diocésain Bon, au xvii^e siècle.

Note sur la formation du diocèse d'Alais.

Nous avons vu que le diocèse d'Alais est de création récente ¹. Comme conséquence de la politique religieuse de Louis XIV, « une surveillance devait « s'exercer sur les N. C. Ce fut une des raisons « pour lesquelles on partagea le diocèse de Nîmes, « ce foyer du protestantisme ². En 1687, la partie « N.-O. montagneuse et d'un accès difficile, fut érigée en un évêché indépendant, dont le siège fut « à Alais. Louis XIV désigna pour l'occuper François Chevalier de Saulx, noble poitevin » ³. Le diocèse ne fut définitivement constitué qu'en 1694. Il comprenait 84 paroisses ⁴. Cette réforme religieuse eut des conséquences administratives importantes : elle entraîna la création d'un nouveau diocèse civil ayant les mêmes limites ⁵. Le Vigan et toute sa viguerie furent détachés du diocèse de Nîmes et unis à celui d'Alais ⁶. Et cet état de choses dura jusqu'à la Révolution.

1. v. Joret : *Bâville et l'épiscopat de Languedoc*, p. 8 ; Gard, G. 13, 14, 15 ; *Recherches sur Alais*, p. 30 ; Albisson, IV, p. 405 ; etc.

2. v. *Histoire de Languedoc*, XII, p. 352 ; *Rech. sur Alais*, p. 556.

3. *Gall. Christ.*, VII, c. 517 ; Joret : *op. cit.*, p. 8. V. la liste des sept évêques d'Alais, de 1694 à 1790, apud Gard, *Inv. somm.*, G. p. 15 de l'introduction (Nîmes, 1875, in-4°), et leurs biographies, apud *Recherches sur Alais*, p. 32-67.

4. Germer-Durand : *Dict. topogr. du Gard*, p. 5, v° Alais ; Gard, *Inv. somm.*, G, loc. cit.

La liste de ces paroisses est donnée par Germer-Durand (*op. cit.*, p. XII) et par l'*Hist. de Languedoc*, XIII, p. 648-649, note.

5. v. *Rech. sur Alais*, p. 30-32.

6. Albisson, IV, p. 405. Les textes législatifs concernant cette érection se trouvent aux pp. 407 à 455.

CHAPITRE IV

La Sénéchaussée

C'est une très ancienne subdivision territoriale de la province qui s'est peu à peu effacée jusqu'à n'être plus, au xvii^e siècle, qu'un souvenir ¹.

Chaque sénéchaussée englobait plusieurs diocèses. Au milieu du xv^e siècle, les limites de celle de Beaucaire contenaient trois bailliages : Gévaudan, Velay, Vivarais et les vigueries d'Aigues-Mortes, Alais, Anduze, Bagnols, Beaucaire, Le Vigan et Meyrueis, Lunel, Nîmes, Pont-Saint-Esprit, Roquemaure, Saint-André ou Villeneuve-d'Avignon, Sauve, Sommières, Uzès ².

Quelles sont les origines de la sénéchaussée de Nîmes-Beaucaire ? Les comtes de Toulouse utilisaient cette division administrative vaste et commode. Saint Louis la trouva créée. Il la conserva en l'améliorant. C'est là un procédé d'annexion en douceur classique chez nos Capétiens. Ils savent l'art des transitions. Ils se substituent aux maîtres anciens d'un territoire presque sans que les populations ressentent le changement. Ainsi, en 1483, Louis XI conservera en Bourgogne beaucoup de baillis qui auront déjà servi le Téméraire ³.

Saint Louis a donc accepté la sénéchaussée de

1. Dupont-Ferrier : *Les officiers royaux des bailliages et sénéchaussées*, p. 882, n. 12.

2. *ibid.* p. 882.

3. *ibid.*, p. 77, n. 11.

Beaucaire, mais en perfectionnant cet instrument de paix et de gouvernement ¹.

En 1229, le Languedoc est divisé en deux sénéchaussées, peu après en trois ². L'étendue de la sénéchaussée de Beaucaire n'a guère varié depuis lors : elle englobait sept diocèses ³. C'est une circonscription administrative, financière et militaire, absorbée peu à peu par la province, comme la viguerie, rouage administratif disparu, ou presque, au bénéfice du diocèse.

Les sénéchaux de saint Louis étaient des sortes de vice-rois ⁴. Par l'intermédiaire des viguiers ⁵, leurs ordres parvenaient aux communautés ⁶.

A côté de l'agent du roi, il y avait le pays, la circonscription administrative douée d'une vie propre. Les assemblées de sénéchaussée ont précédé les états provinciaux et ont ensuite longtemps coexisté avec eux ⁷ ; mais alors elles voient leur rôle borné à des répartitions de fouages, jusqu'au jour où les états peuvent se passer définitivement de cette pâle collaboration. Alors on ne convoque plus

1. *Recherches sur Alais*, p. 159 (anno 1226).

2. *Chroniques de Languedoc*, III, p. 168.

3. Dognon : *op. cit.*, p. 329.

4. *ibid.*, p. 198, 340 bis, 336 ; Michel : *La sénéchaussée de Beaucaire au temps de Saint Louis*, p. 23-51 ; Dupont-Ferrier : *op. cit.*, p. 70 seq.

5. v. notre *Viguerie du Vigan...* ; Michel : *op. cit.* p. 52-79.

6. Sur les pouvoirs des sénéchaux et leur administration, v. *Histoire de Languedoc*, VII, p. 130 s., note XLV ; Dognon : *op. cit.*, p. 336 s. ; Michel : *loc. cit.*

7. *Recherches sur Alais*, p. 597. On peut citer des assemblées de la sénéchaussée de Beaucaire, en 1356, 1358, 1359 (plusieurs fois), 1361, 1362 (deux fois), 1363 (deux fois), 1364 (deux fois), 1372, 1381 (deux fois), 1383, 1399 (Dognon : *op. cit.*, app. II, p. 603.-619.

les assemblées des sénéchaussées que pour députer aux États-Généraux du royaume ¹.

Au xvii^e et au xviii^e siècles, la sénéchaussée de Nîmes-Beaucaire n'a plus, depuis longtemps, ses assemblées particulières. Lorsque les états de la province ont terminé leur session annuelle, les députés se réunissent une fois séparément par sénéchaussée pour délibérer sur leurs chemins ². C'est assurément là un souvenir des anciennes assemblées de sénéchaussée.

1. BB, 18, 9, 19 mars 1649, convocation de la sénéchaussée par ordre du lieutenant général du sénéchal, « afin de députer « pour les Etats Généraux mandés à Orléans ». Cependant, « de 1614 à 1789 les Etats Généraux du royaume ne furent pas « convoqués » (Monin : *op. cit.*, p. 404). On ne s'explique pas l'objet de notre convocation de 1649...

2. Monin : *op. cit.*, p. 367.

CHAPITRE V

La province

C'est une circonscription administrative et naturelle, qui englobe plusieurs sénéchaussées ¹.

SECTION I

Origines des États de Languedoc

Des historiens anciens, et même modernes, ont essayé de relier nos États aux *conventus* ou assemblées de notables pratiquées dans la Gaule narbonnaise avant les Romains ². Ils basent leur opinion sur une certaine similitude entre ces assemblées languedociennes et celles que les empereurs romains convoquaient en Gaule ³. Rien de certain n'était ce sentiment. En l'absence de raisons et de preuves quelconques, on repousse généralement cette hypothèse tentante sans doute, mais incertaine comme sont les simples hypothèses ⁴. Les commencements de nos états provinciaux ne paraissent pas remonter au-delà de l'année 1350 ⁵ : « les « états de Languedoc ne paraissent qu'avec l'im-

1. v. Vicomte de Romanet : *Les provinces de la France* (Paris, 1913, in-8°), p. 9, 24, 25.

2. *Chroniques de Languedoc*, III, p. 167 ; Caseneuve : *Les États Généraux de la province de Languedoc* ; Ernest Carette : *Les assemblées provinciales de la Gaule romaine* (Paris, Sicard, 1895, in-8° de 503 p.) ; Raynouard : *op. cit.*, I, p. 190-202 ; etc.

3. Albisson, I, p. 316-318 ; Raynouard : *loc. cit.*

4. Astre : *op. cit.*, p. 4.

5. *ibid* ; *Chroniques de Languedoc*, I, p. 107.

« pôt royal, postérieurement à saint Louis » ¹. On les convoque pour leur imposer des subsides ². Cela commence par des assemblées réunissant les communautés de plusieurs sénéchaussées. De 1345 à 1355, ces réunions ont lieu chaque année. L'habitude de s'assembler annuellement naît ainsi, et la tradition se forme ³. Elle est l'œuvre des circonstances. Elle aboutit à « moins de treval et de cous » et de frais » ⁴.

Ces assemblées de nobles, de prélats et de communes n'ont rien de spontané : le roi les convoque ⁵. Pour ce qui est des communes, « les sénéchaux ont mandé les plus importantes..., qu'elles fussent ou non situées dans le domaine royal ». Mais les nobles et gens d'église dominant sur l'élément communal ⁶.

Sous Louis XII, « les assistans appartiennent pour les deux tiers à la sénéchaussée de Beaucaire », ce qui montre son importance particulière dans la province ⁷.

Les doléances sont aussi anciennes que les États. Jusqu'au règne de Charles VIII, elles forment corps avec l'octroi : l'ensemble forme la réponse

1. Michel : *op. cit.*, p. 293.

2. Dognon : *op. cit.*, p. 200.

3. *Ibid.*, p. 204.

4. *Ibid.*, p. 211-217, 269 ; v. *ibid.*, p. 603-619, la liste des assemblées d'États depuis le XIII^e siècle jusqu'au XVI^e. M. Martin la rectifie en plusieurs points dans son *Histoire de Lodève* (II, p. 426-428, note VI) ; cf. Haute-Garonne, C. *Inv. Somm.*, II (P.-V. des États).

5. Dognon : *op. cit.*, p. 218 ; *Chron. de Languedoc*, I, p. 108-109 ; v. les plus anciennes assemblées (1356-1399), *ibid.* app. II, p. 603-619.

6. Dognon, p. 221.

7. *ibid.* p. 253.

de la province aux demandes des commissaires royaux ¹.

Les députés, dès le début, reçoivent une indemnité de déplacement et de séjour, allant de 2 à 6 livres, suivant les circonscriptions, et supportée par les budgets des sénéchaussées ou des vigueries ².

Au xv^e siècle, le rôle des états se réduit à « sentir, asseoir et répartir l'impôt ». C'est à leurs efforts que nous devons la constitution des assiettes diocésaines ³.

Puis, peu à peu, les États étendent le cercle de leur compétence. Ils font des aumônes pieuses, s'occupent d'instruction publique et surtout de questions de voirie, d'agriculture, commerce, industrie ⁴. Leur budget propre s'accroît ⁵.

Alors apparaît la tutelle, le contrôle royal.

A la fin du xv^e siècle, c'est l'élément communal qui domine : « les assemblées des diocèses et du pays sont essentiellement des réunions d'envoyés des villes » ⁶.

Puis, aux États généraux convoqués à Montferand en Auvergne, le 4 octobre 1434, le roi appelle les consuls ou syndics de Sauve et du Vigan ⁷. De même, à ceux de Vienne, en 1436 ⁸, d'Orléans,

1. Dognon : p. 271.

2. *Ibid.*, p. 546-547.

3. v. *infra*, chap. III ; Dognon, p. 283

4. Dognon, p. 559.

5. *Ibid.*, p. 564-582.

6. *Ibid.*, p. 582, 254.

7. *Histoire de Languedoc*, IX, p. 1118.

8. *Ibid.*, p. 1121.

en 1439 ¹, de Montpellier, le 20 août 1445 ². Si les syndics du Vigan sont ainsi spécialement appelés aux États généraux, il s'ensuit qu'ils avaient leurs entrées régulières à ceux de la province. Le Vigan y députe régulièrement. Ses envoyés prennent part aux États de 1383 à Lyon, sous Charles VII ³.

Nous en avons d'ailleurs la preuve. Ainsi encore, en novembre 1436, aux États provinciaux tenus à Béziers, furent présents, notamment, les consuls de Sommières, les procureurs d'Anduze, les syndics de Sauve et du Vigan. A cette occasion, ces derniers reçurent une indemnité de 35 livres 2 sols 6 deniers tournois ⁴.

D'ailleurs un règlement de l'année 1447 décide que, désormais, les différentes villes du diocèse de Nîmes, telles que Beaucaire, Sauve, Anduze, le Vigan, Aimargues et Marsillargues (toutes chefs de vigueries) enverront « chacune un consul aux États » dans un certain ordre et à tour de rôle ⁵. On y voit que le député du Vigan entrera aux États « deux fois de suite avec celui d'Anduze, et le député d'Aimargues, la troisième (fois) » ⁶.

Au xvi^e siècle, « les élections des députés aux États se sont passées à peu près exclusivement à l'intérieur des communes. C'étaient, aux yeux des contemporains, des *ambassades* » ⁷.

1. *Hist. de Lang.*, IX, p. 1137.

2. *Ibid.*, XI, p. 9.

3. v. Ménard. *Histoire de Nîmes*, III, note III.

4. J. Quicherat : *Rodrigue de Villandrando*, p. 281.

5. La Farelle : *Le consulat de Nîmes*, p. 65.

6. Boisson : *Hist. de Sommières*, p. 132. Ce règlement est du 26 mars 1447. Il est modifié, dans la suite, par un autre règlement du 21 février 1525 (1526). Le Vigan entre aux États tous les quatre ans (*Hist. de Languedoc*, XI, p. 221).

7. Dognon p. 261.

Les consuls et leurs conseils ne choisissent plus alors leurs députés : « l'habitude de déléguer le premier consul est à tel point enracinée que celui-ci peut se dire *commis de droit* aux États » ¹.

Les députés tiennent leurs commettants au courant de ce qui se passe aux États ², et, à leur retour, ils font un rapport au conseil politique ³.

Le principe de l'inviolabilité des députés, tout le temps que dure la cession, a fini par s'établir ⁴. Les questions de préséance sévissent aux États comme dans toutes les assemblées ⁵.

Nous arrivons ainsi au xvii^e siècle, que l'on peut considérer comme l'époque de cristallisation de l'institution ⁶, le moment où cet important organe de l'administration provinciale rend le plus de services ⁷.

1. Dognon, p. 261.

2. *ibid.* p. 263.

3. *ibid.* p. 265.

4. *Chron. de Lang.*, I, p. 223.

5. *ibid.* III, p. 136 (anno 1595) ; Gachon : *Les Etats*, p. 29 ; Albisson, I, p. 572, n° 1 (anno 1561).

6. « Vous plaignez la dépense : » répondait déjà, au xvi^e siècle, Jean Bodin, dans sa *République*, à ceux de ses contemporains qui attaquaient l'institution, « les pensions des états du Languedoc reviennent, il est vrai, à 25000 livres, sans compter les frais des états, qui ne coûtent guère moins ; mais on ne peut nier que, par ce moyen, le pays du Languedoc n'ait été déchargé, sous le roi Henri, de 100000 livres tous les ans, et celui de Normandie de 400000 livres, qui furent distribuées sur les autres gouvernements, qui n'ont point d'états. » (L. de Lavergne, *Les assemblées provinciales*, p. 240-241).

7. v. Gachon : *Les Etats de Languedoc et l'édit de Béziers* ; Bardon : *Les Etats de Languedoc en 1632* (*Revue du Midi*, V, 1889, p. 36 seq.) ; *Annuaire de la Société de l'Histoire de France*, 1852 (notice de M. Taillandier) ; *Mémoires de l'acad. des sc. mor et polit.* XI-1862 (travail de M. Laferrière) ; Vte de Romanet : *Les provinces de la France*, p. 181 seq.

SECTION II

Fonctionnement de l'assemblée des États, au XVII^e et au XVIII^e siècles

L'administration de la province se compose d'une assemblée, les États, et de divers fonctionnaires : syndics, greffier, trésorier de la Bourse, et des grandes commissions ¹. L'influence des États est énorme ².

§ 1. — L'ASSEMBLÉE DES ÉTATS

Au commencement du XVII^e siècle, les États comprennent 23 députés du clergé, 23 de la noblesse, 39 des villes et 39 des diocèses, soit 68 du Tiers ³ et aussi les hauts officiers de la province et les commissaires du Roi ⁴.

Une ordonnance des commissaires du Roi et des États réglant le tour des villes et lieux des diocèses de Nîmes et Alais qui ont le droit d'entrer aux États, indique cet ordre d'entrée : Alais, Sommières, Beaucaire, Sauve, Marsillargues, Anduze, le Vigan, Aimargues ; et déclare que l'érection du diocèse d'Alais ne change rien à l'ordre préétabli ⁵.

1. L'abbé Delacroix, dans sa vie de *Fléchier*, a donné un résumé très clair de la question (p. 417, note).

2. On en jugera par cette simple phrase extraite des mémoires d'une contemporaine :

« Le président des États passait bien avant le roi dans l'esprit des Languedociens. » (Marquise de La Tour du Pin : *Journal d'une femme de cinquante ans* [Paris, 1913], I, p. 50).

3. Albisson, I, p. 336-338 ; *Chron. de Lang.*, I, p. 148-150.

4. *Chron. de Lang.*, III, in fine ; *Rech. sur Alais*, p. 615 ; Gachon : *Les États de Lang.*, p. 16 ; Albisson, I, p. 337.

5. Albisson, I, p. 386-387, n° 29, ordonnance du 17 déc. 1695.

Le Vigan députe, par tour, tous les quatre ans ¹.

Le député est, de droit, le premier consul ².

En 1626, outre son premier consul, le Vigan envoie aux États un assesseur ³.

La convocation est faite par le syndic du diocèse qui transmet aux communautés l'ordre de convocation du Roi, et l'ordonnance rendue en conséquence par le Gouverneur de la province ⁴. Le Conseil politique se réunit et accrédite son député auprès des États, dans les mêmes formes que l'on a vues observées pour la députation aux assiettes diocésaines ⁵. Cette députation est donc faite en conseil ordinaire ⁶. Les années où le conseil du Vigan ne députe pas, c'est-à-dire 3 ans sur 4, il envoie tous documents, mémoires, instructions utiles aux consuls de Nîmes qui ont aux États droit d'entrée annuelle et qui s'y occupent ainsi, par procuration, des affaires du Vigan ⁷.

A partir de la création des charges de Maires perpétuels, le Maire du Vigan remplace le premier consul et est député-né aux assiettes et aux États ⁸.

Le mandat donné par la communauté à son dé-

1. Rivoire: *Statistique du Gard*, II, p. 765 ; BB, II, p. 38, 15 novembre 1700 ; AA, 4, 13, 12 janvier 1780 ; BB, 2, p. 130-131 (anno 1595).

2. AA, 4, 1 et 2, 1600 ; BB, 4, p. 123, 1608 ; p. 180, 1616 ; AA 4, 3, 1625.

3. AA, 4, 4, 1626.

4. *Ibid.* ; BB, 4, p. 267, 1631 ; p. 269, 1632 ; AA, 4, 5, 1639 ; AA, 4, 6, 1640 ; AA, 4, 7, 1642 ; AA, 4, 8, 1648 ; BB, 9, p. 127, 1681 ; BB, II, p. 38, 1700 ; p. 201, 1704 ; etc...

5. *Chronique de Languedoc*, I, p. 164, 1600.

6. AA, 4, 9, 1649 ; BB, 6, p. 1 ; AA, 4, 11, 1665.

7. AA, 4, 10, 1654 ; BB, 6, p. 569, 26 novembre 1671.

8. BB, II, p. 201, 20 novembre 1704 ; Monin : *op. cit.*, p. 169.

puté est général et « l'assemblée promet avoir
« agréable tout ce qu'il fera » ¹.

Une fois les maires supprimés, on veut revenir à l'ancien usage touchant les députations; seulement on ne se le rappelle plus bien. Aussi, en 1717, le syndic du diocèse doit-il écrire aux consuls du Vigan que, « les États voulant estre informés, « messieurs, de ce qui se pratiquait dans votre « communauté sur la députation des États, avant « la création des Maires et autres charges », il faut lui en rendre compte: on fait des recherches dans les papiers de la communauté, puis on lui répond qu'au Vigan l'élection des consuls s'est toujours faite le premier janvier et que le premier consul est, de droit, député aux États, à l'exclusion du second, et par délibération du conseil: « on députait le premier consul en charge et chaperonné et « non ceux des années précédentes. Au cas le « premier consul de l'année courante vint à mourir « ou na pas trouvé d'usage pour l'entrée aux États. « Mais à légard de l'assiette, le cas s'estant présenté, « on a nommé le premier consul de l'année précédente » ².

Et l'on se remet à observer cet usage, jusqu'à une nouvelle création d'offices ³.

1. BB, 12, p. 26, 15 novembre 1708 ; p. 186, 13 novembre 1712 p. 303, 27 novembre 1716.

2. AA, 4, 12, 31 décembre 1717 et 5 janvier 1718.

3. BB, 13, p. 13, 1721 ; p. 121, 1724 ; p. 248, 1728 ; p. 363, 1732 ; BB, 14, p. 19 et 25, 1736 ; p. 195, 1740 ; p. 428, 1748 ; p. 495, 1754 ; p. 555, 1759 ; p. 584, 1762 ; p. 632, 1766 ; p. 781, 1770 ; p. 893, 1774 ; BB, 15, p. 47, 1782 ; p. 113 ; 1783. Ces dates ne concordent pas toujours absolument avec les sessions des États, mais il est facile de suppléer à ce flottement, à l'aide de l'excellent *Index chronologique des sessions des États de Languedoc, de 1497 à 1789*, p. 717-722 de l'*Inventaire sommaire* des archives de la Haute-Garonne, C, II, de MM. Baudoin et Pasquier (Toulouse, Privat, 1903, in-4°).

La lettre de convocation du syndic diocésain, pour les états de 1786, entre dans des détails intéressants : « Votre ville étant en tour d'entrer cette
« année..., selon le règlement, c'est à votre premier
« consul que la députation appartient ». S'il a une excuse légitime, « vous députerez un des notables
« habitants, c'est-à-dire des mêmes classes aux-
« quelles le premier chaperon est exclusivement
« affecté..., domicilié dans votre ville depuis cinq
« ans, ou un des forts taillables ». Il devra être muni de la procuration du conseil, d'un extrait de son allivrement, certifié par les consuls et le greffier, d'une copie de l'article du rôle de la taille le concernant, également certifiée, et de la quittance du montant de son rôle ¹.

Le 28 décembre 1788, les commissaires des trois ordres de la ville d'Alais écrivent aux consuls du Vigan que l'assemblée des trois ordres du diocèse est convoquée pour le 8 janvier 1789, à Alais, pour délibérer sur « la réformation des états de Langue-
« doc » ². Et la municipalité viganaise, animée du même zèle que toutes les autres municipalités, convoque aussitôt « les trois ordres des habitants
« de la ville » en conseil général ³. Le prieur étant absent, le curé et le vicaire s'étant excusés, deux ordres seulement sont représentés. L'assemblée députe à Alais cinq nobles et sept représentants du Tiers. Nous entrons ainsi dans la révolution. Les victimes de l'illusion verbale vont, en quelques semaines, détruire de séculaires réalités, et les états vénérables de la province seront, peut-être

1. AA, 4, 14, 16 oct. 1786 ; BB, 15, p. 345, 30 oct. 1786.

2. BB, 15, p. 509, 2 janv. 1789.

3. BB. 15, p. 513, 3 janv. 1789.

inconsidérément, balayés par l'esprit du temps, roussien, absolu, réformiste à outrance, au fond ignorant de la valeur réelle de ce qu'il condamne et des véritables besoins de la nation ¹.

§ 2. — CONTESTATIONS AU SUJET DE LA SÉANCE ET DES PRÉSEANCES

Au jour fixé par la convocation, les députés se rendent à la ville où les états doivent se tenir. Ils sont longtemps ambulants, mais finissent par se fixer à Montpellier ².

Alors commencent à se produire les rivalités et les contestations ³.

Les appointements, gratifications et indemnités, les honneurs et prérogatives que procure aux premiers consuls l'entrée aux états, rendent de bonne heure ces charges l'objet de trafics entre électeurs et candidats, ou entre concurrents ⁴.

Nous avons vu ⁵, parmi les brigues électorales que suscitaient les chaperons, plusieurs habitants du Vigan s'engager, dans un instrument notarié, à partager les bénéfices du consulat, parmi lesquels les indemnités de séjour aux assiettes et aux états. Ce contrat, d'ailleurs, entraîna l'exclusion tempo-

1. v. AA, 4, 15, proclamation du roi, du 27 oct. 1789; notre histoire du *Vigan pendant la Révolution*; cf. AA, 4, 12, 16 et 17 et notre *Viguerie du Vigan*...

2. Les états s'assemblent, en 1608, à Beaucaire (BB, 4, p. 123), puis à Béziers (BB, 4, p. 180), Nîmes (BB, 4, p. 267), Béziers, encore (BB, 4, p. 269), Pézenas (BB, 6, p. 1), Montpellier (BB, 6, p. 569; BB, 9, p. 127), Nîmes (BB, 9, p. 528), encore Montpellier (BB, 11, p. 38, 281; BB, 12, p. 26, 186, 303; BB, 13, p. 13), à Narbonne (BB, 13, p. 121, 248), puis à Montpellier (BB, 13, p. 363; BB, 14, p. 19, 195, 428, 495, 555, 584, 632, 781, 893).

3. Monin : *op. cit.*, p. 126.

4. *Ibid.*

5. *Infra*, liv. I, chap. II, sect. II, § 1.

raire des états des sieurs Arboux, de Mauriac et autres ¹.

Nous savons aussi qu'à la suite d'une contestation entre MM. de Camprieu et de Roquan, qui briguaient ensemble, en 1649, l'entrée à l'assiette de Nîmes, à titre de députés du Vigan, les états accordèrent le droit de siéger aux assemblées de la province et du diocèse à M. de Camprieu ².

En 1662, des compétitions analogues obligent les états à faire un règlement, d'après lequel, désormais, seuls, les premiers consuls — et les seconds, à leur défaut — seront députés ³.

Tous les députés réunis dans la salle des séances, les pouvoirs étant vérifiés et les contestations vidées, chacun prend la place à laquelle son rang lui donne droit, et les travaux de l'assemblée commencent ⁴.

§ 3. — COMPÉTENCE DES ÉTATS

Les États jugent souverainement « les réclamations des diocèses, des communautés et des particuliers relatives à la répartition des impôts ; les conflits entre les contribuables et les agents chargés de la perception ». Ils connaissent aussi « en première instance des demandes en réfaction ou changement de compoix » ⁵. Leur compétence s'étend aux questions d'entrée et de pré-

1. BB, 8, p. 244, 5 mars 1676 ; Haute-Garonne, C, 2320 ; Gard, C, 296.

2. Gard, C, 283, f° CLXXII, 2 juin 1649.

3. Gard, C, 278 ; BB, 5, p. 89, 10 avril 1662.

4. Albisson, I, p. 601 s. ; Béchard : *Droit municipal dans les temps modernes*, p. 334-337 ; *Chroniques de Languedoc*, I, p. 155-157 (règlement de 1768).

5. Gachon : *les Etats de Languedoc*, p. 104, 143, 145.

séance aux assiettes, d'ordre et de discipline ; aux départements des impositions des diocèses en général ; à l'étape ; aux demandes en séparation de taillables ¹. Ils accordent, chaque année, le don gratuit et la capitation, rédigent et adjugent les baux de l'équivalent et de la fourniture des étapes ². Ils contribuent, pour une grande partie, aux dépenses de la guerre dans la province, outre l'étape, pour l'entretien et la réparation des places frontières ³.

Une déclaration du 7 décembre 1758 dit, dans son article X : « Avons maintenu les états de notre dite « province dans le droit et possession, où ils ont « été jusques ici, de prendre connoissance de la « régie et administration des diocèses, villes et « communautés » ⁴. Leur rôle financier est, au XVIII^e siècle, le plus important ⁵.

En 1692, et les années suivantes, les états protestent énergiquement contre ces créations d'offices multipliées, et dont le but n'était que de retirer de l'argent de la province. en en provoquant le rachat par les états ⁶.

Leur attitude religieuse est ardemment catholique : ils ont appelé la Révocation de tous leurs vœux, et la caisse de Péliisson trouva peut-être un modèle dans notre province. Ils éliminent les protestants de toutes les charges, et autant qu'il leur

1. *Astre : op. cit.*, p. 78.

2. *ibid.* p. 131.

3. *ibid.* p. 147.

4. *Recueil des édits, déclarations du roi et arrêts de règlement* (Montpellier, 1781, in-4°), p. 309).

5. Paul Rives : *Etude sur les attributions financières des états provinciaux*.

6. *Recherches sur Alais*, p. 522.

est possible ¹. Au demeurant, leur politique, à l'égard des réformés, est assez connue pour n'avoir pas à la développer ici.

Au point de vue communal, leur tutelle est favorable aux communautés ²; ils sont pour elles un intermédiaire puissant auprès du roi ³. Pendant les deux derniers tiers du xvii^e siècle, et, depuis lors, jusqu'en 1790, ils ont une compétence peu à peu restreinte ⁴.

« Ils discutent le chiffre de la plupart des impôts
« directs et obligent par ce moyen le Gouverne-
« ment à conclure avec la province de véritables
« traités, à ménager les contribuables et les res-
« sources du pays. Leur autorité, sur les diocèses
« et communautés, en faisait les intermédiaires en-
« tre la commune et l'État. Suspects de manquer
« de sérénité dans la surveillance des comptes com-
« munaux, ils assuraient pourtant de solides avan-
« tages » ⁵, et, malgré leur déclin, ils étaient encore, à la fin du xviii^e siècle, un utile instrument de libertés, de décentralisation, d'ordre et d'économie. Alors, « si l'autorité royale a toujours le dernier
« mot, l'existence des états est cependant une en-
« trave à son plein exercice et l'oblige à des détours,
« à des ménagements. Le Gouvernement peut avoir
« raison des états ; il lui suffit de le vouloir ; mais
« souvent il recule devant la lutte à soutenir, devant

1. Gachon : *Quelques préliminaires de la Révocation de l'Edit de Nantes en Languedoc*, p. 20, 22, III LXIV, LXX.

2. Gachon : *Qq. préliminaires*, p. 18.

3. Gachon : *Les Etats...*, p. 194.

4. Cf. Gachon : *Les Etats de Languedoc*, p. vii.

5. *ibid*, p. 270.

« les actes d'autorité nécessaires » ¹, et c'est bien en cela que s'affirme, au moment de la convocation des États-Généraux, le rôle modérateur et utile des États de Languedoc.

SECTION III

Personnel de l'administration provinciale

§ 1. — LES COMMISSIONS

La méthode de travail des États est fort intéressante : successivement, et à mesure des besoins nouveaux et des complications de l'administration, ils partagent l'élaboration du travail entre des *commissions* tirées de leur sein et qui leur présentent les questions à trancher, toutes préparées et mûrement examinées et éclairées, en même temps qu'elles assurent le contrôle de l'administration communale et diocésaine ².

Il y a d'abord la commission dite *des affaires extraordinaires*, qui donne sur ces affaires-là son avis, examine les demandes des villes tendant à s'imposer des subventions et contrôle leur gestion financière à ce point de vue particulier ³.

Puis il y a la *commission des impositions et travaux publics des diocèses*, qui nous intéresse par-

1. L. Dutil : *L'état économique du Languedoc à la fin de l'ancien régime*. p. 23.

A un point de vue plus restreint, et de détail, voir l'excellent travail de M. H. Bony : *Les états généraux de Languedoc et les travaux publics sous Colbert* (Thèse, Paris, nov. 1895).

2. Sur les commissions, v. Albisson, I, p. 648 ; passim, § 4 ; et surtout : H. Rouzaud, *L'autonomie du Languedoc à la veille de la Révolution* (*Revue catholique des institutions et du droit*, XLIX-1912, p. 493-494).

3. v. Astre : *op. cit.* p. 39.

ticulièrement. Elle existe vaguement dès 1679, mais ne reçoit une organisation parfaite et définitive qu'en 1734. Elle surveille les dépenses des diocèses et des communautés et les empêche de gaspiller les deniers publics, de s'endetter inconsidérément ¹.

L'intendant, à raison de l'importance de cette commission, en est membre de droit.

Elle intervient continuellement dans les affaires des communautés ² et empêche partout « l'administration municipale de tomber dans la prodigalité ou le désordre » ³.

Il y a encore la commission *des travaux publics de la province*, qui est permanente ⁴, celles des *manufactures* ⁵, de l'*agriculture* ⁶, du *bureau des comptes* ⁷, du *bureau des recrues* ⁸, et enfin la commission chargée de *dresser le cahier des doléances* de la province, qui sera présenté au roi ⁹.

§ 2. — LES SYNDICS

En souvenir de son ancienne division en trois sénéchaussées, la province a trois syndics. Chacun est préposé à l'une d'elles. Ce n'est là qu'une façon de diviser le travail, une répartition de l'ouvrage procuré par la haute direction des 23 diocèses de

1. Astre : *op. cit.*, p. 43, 45.

2. *Ibid.*, p. 134-135.

3. Monin : *op. cit.*, p. 183.

4. Astre : *op. cit.* p. 46 seq.

5. *Ibid.*, p. 52 seq.

6. *Ibid.*, p. 56 seq.

7. *Ibid.*, p. 61 seq.

8. *Ibid.*, p. 62 seq.

9. *Ibid.*, p. 60.

la province, car un seul syndic n'aurait pu suffire à cette tâche.

Le syndic est un fonctionnaire qui apparaît sous le règne de Louis XI. Il est nommé par les députés de sa sénéchaussée. Et comme ses fonctions sont délicates et compliquées, il est toujours pris parmi les avocats ¹. L'un des trois syndics à la prééminence sur les deux autres : il coordonne leurs efforts parallèles. On l'appelle *syndic général*. Il a la haute main sur les affaires de la province. Il ne peut cependant rien entreprendre sans l'ordre ou l'autorisation des États ².

Chaque syndic correspond régulièrement avec les syndics particuliers des diocèses et les consuls des communautés qu'englobe sa sénéchaussée ³.

Des nombreuses attributions des syndics provinciaux il faut retenir celles-ci : ils transmettent aux diocèses et aux communautés les mandes des impositions et les ordres des États et des commissaires du Roi.

Chaque syndic, dans sa circonscription, est procureur général au bureau de la vérification des dettes des diocèses et des communautés, et à celui de la commission établie en 1734 pour la réformation des abus des communautés.

Ils répondent aux questions de toute nature que leur posent les consuls ⁴ ; ils surveillent leur administration ⁵.

1. Albisson, I, p. 451.

2. Dognon : *op. cit.*, p. 268-269.

3. Albisson, I, p. xxvii.

4. AA, 4, 13, 12 janvier 1780.

5. Albisson, I, p. 450-452.

§ 3. — LE TRÉSORIER DE LA BOURSE

Tous les deniers revenant à la province et provenant des impositions sont remis à ce receveur général des États, par les receveurs diocésains. Il a été, de tout temps, à la nomination des États et d'eux seuls ¹.

§ 4. — LE GREFFE DES ÉTATS

Il apparaît dès 1455. Le greffier rédige les procès-verbaux des délibérations, et remet aux communautés des expéditions des délibérations, doléances, lettres et mandements du Roi et des commissaires, en un mot de tous les documents qui les peuvent intéresser ².

Anciennement, la province n'a qu'un greffier, puis il y en a deux, « qui sont élus et installés dans
« l'assemblée des États généraux (de la province)
« après y avoir prêté serment » ³.

1. Albisson, I, p. 461 ; Rouzaud : *L'autonomie du Languedoc* (loc. cit., p. 494).

2. Dognon : *op. cit.* p. 268.

3. Sur le détail de leurs attributions, v. Albisson, I, p. 460.

CHAPITRE VI

Le Roi

Nous devons envisager ici à la fois le Souverain et le seigneur, représenté par l'administration du *Domaine*, important service public organisé dans la France entière.

SECTION I

Le Souverain

Son rôle se confond souvent, dans le commencement, avec celui du propriétaire féodal. Il cherche par tous les moyens à pénétrer dans les seigneuries, grandes et petites, à l'aide d'hommages, de paréages, à les diviser en concédant des chartes communales¹, et sa puissance souveraine suit le même processus ascendant, que sa richesse domaniale.

C'est ainsi que, de Hugues Capet à Louis Philippe, tous nos rois ont « rassemblé la terre de « France »².

1. v. p. ex. les franchises très remarquables concédées en 1370 par le duc d'Anjou au nom du roi son frère, aux « manans et « habitans » de Trêves.

2. « Nous n'avons ni frontières naturelles, ni unité dans nos « groupes dialectaux, ni moins encore un type ethnique, décisif « et tranché : nous sommes un royaume. nous résultons de l'ac- « croissement séculaire d'une couronne, c'est-à-dire de huit siè- « cles de providence et de tradition enchaînées, de lucide con- « seil et d'action énergique... Il ne faut oublier ni les obscures « affinités préceltiques, ni le premier fonds celte, ni la conquête « et la paix romaines ni la civilisation helléno-latine. ni la pré-

« Louis VI eut à prendre position vis-à-vis du
 « mouvement communal. Partout les centres im-
 « portants réclamaient des seigneurs la définition
 « des charges, jusqu'alors arbitraires, qui pesaient
 • sur le vilain » ¹. « Plus que son père, Louis VII
 « a été favorable aux villes. C'est lui qui a signé la
 « charte de Lorris en Gatinais (1155), laquelle a
 « servi de modèle à une foule d'autres » ². Si, en
 effet, la première période du mouvement communal
 est seigneuriale, la seconde est bien monarchique.

« Parmi les communautés qui reçurent, à la fin
 « du XIII^e siècle, des constitutions municipales, il y
 « en avait assez peu qui ne dussent rapporter de
 « façon plus ou moins directe l'origine de leurs
 « libertés aux chartes que donnait le roi ».

« Le seigneur garda sa seigneurie, ses droits, ses
 « revenus. Il reçut chaque année le serment des
 « consuls, mais perdit le gouvernement qu'ils
 « exerçaient au nom du Roi, sous le couvert d'une
 « autorité supérieure, dont la leur paraissait une
 « délégation » ³. D'ailleurs, outre le serment sei-
 gneurial, tous, syndics et consuls, devaient jurer
 fidélité au monarque ⁴.

« Au XIV^e siècle, c'est une maxime de droit public,

« dication du christianisme, ni enfin l'organisation catholique :
 « ces éléments ont rendu la France possible. Seule, la famille
 « d'Hugues Capet a fait de ce possible une réalité » (Auguste
 Longnon : *De la formation de l'Unité française, leçon profes-
 sée au Collège de France, le 4 décembre 1889* (Paris, Cham-
 pion, 1904, 2^e éd., in-8° de 28 p.), Introduction, p. 3.).

1. Eugène Cavaignac : *Esquisse d'une histoire de France*,
 p. 33.

2. *Ibid.*, p. 35 ; cf. : Giry : *Documents sur les relations de
 la royauté avec les villes* ; v. H. Sée : *Louis VIII et les villes*.

3. Dognon : *op. cit.*, p. 137.

4. *Ibid.*, p. 238.

« en Languedoc, qu'au roi seul appartient la connaissance des causes relatives aux consulats » ¹.

D'ailleurs, les sénéchaux et les bayles ou viguiers secondaient activement le roi, et, par leurs empiètements continus et souvent illégaux étendaient sans cesse, avec le domaine, la justice et les revenus du roi, sa puissance souveraine ².

Et voici les beaux résultats de ces empiètements séculaires des rois de France, dans la sénéchaussée de Beaucaire : créer des consulats sur les terres des seigneurs, avec les franchises étendues inhérentes aux consulats; convoquer les sujets des seigneurs, pour lui députer; faire recevoir les serments des consuls sur les terres des seigneurs par ses propres officiers; connaître de toutes les causes intéressant les consulats ou les syndicats, sous quelque juridiction que le droit commun féodal les ait rangées; casser ou rétablir les consulats ³.

Toutes ces généralités s'appliquent au Vigan et notre ville ressent, au cours des siècles, les salutaires effets de sa situation de ville royale grâce au paréage de 1270.

En étudiant le *Domaine*, nous allons voir mieux précisés ces empiètements, en apparence domaniaux, mais, au fond, de haute politique nationale, et à quoi victimes et bénéficiaires ne se trompaient

1. Dognon : *op. cit.*, p. 130.

2. Michel : *La sénéchaussée de Beaucaire...*, p. 162-163 ; sur la politique d'accroissements de la royauté, au temps de saint Louis à l'égard de la noblesse, v, *ibid.*, p. 136-189 et à l'égard des villes consulaires, p. 230 seq. (et surtout les pages 282-292).

3. Germain : *Le consulat de Cournonterral*, p. 70-74.

pas, sous les apparences voulues et les formules protocolaires ¹.

SECTION II

Le Domaine

Le *domaine* royal, c'est l'ensemble des propriétés et des droits qui appartiennent au roi comme seigneur et propriétaire, ou comme suzerain universel du royaume ². Le domaine est corporel ou incorporel.

Le premier comprend les terres successivement réunies à la Couronne et les droits seigneuriaux que le roi perçoit comme les autres seigneurs du royaume. On connaît le mode de formation du domaine corporel royal ³. Les arsenaux des villes, les fortifications, les casernes, hôpitaux militaires et magasins sont de droit la propriété du roi ⁴.

Autour de nous, c'est en Gévaudan que les accroissements domaniaux furent les plus considérables ⁵. Au Vigan, et alentour, ils furent peu importants ⁶.

1. v. apud Porée : *Le consulat de Mende*, un exemple type des interventions successives des agents du roi dans le fief de l'évêque de Mende, en faveur, sans doute, des habitants, mais aussi du roi.

2. Gachon : *Les Etats de Languedoc*, p. 165. Sur le *domaine*, v. D'Espeisses, III, *Des droits seigneuriaux* ; *Mémoires secrets* de Basville (*Chroniques de Languedoc*, III, in fine, p. 5-6, pagination séparée) ; Chéruel : *Dictionnaire des Institutions*, I, v° *Domaine* ; Cavaignac : *Esquisse d'une histoire de France*, p. 114 ; *Mémoires* de Basville, p. 201-207 ; Rivoire : *Statistique du Gard*, II, p. 576 ; Hérault, C, 1386 ; Bosquet : *Dictionnaire raisonné des domaines et droits domaniaux* (1782, 4 vol. in-4°).

3. Dognon : *op. cit.*, p. 21, 23, 29.

4. *Chroniques de Languedoc*, I, p. 126.

5. Michel : *op. cit.*, p. 9-10 ; Roucaute : *op. cit.*

6. On peut citer les seigneuries du roi à Meyrueis, Valleraugue, Saint-André-de-Majencoules, le Vigan.

D'ailleurs, dans le nord du diocèse de Nîmes, « au pays cévenol, les droits de la couronne étaient « fort restreints, au début du règne de saint Louis : « Sommières, Sauve, Anduze, Alais appartenaient « aux familles d'Anduze et Pelet. Le roi n'y avait « guère, en 1229, que la suzeraineté » ¹. La confiscation temporaire des biens de Pierre Bermond, de Sauve, dont une notable partie se trouvait tout autour du Vigan ², fut trop courte pour être comptée comme une occupation royale ³.

Au Vigan même, le roi n'a pas de domaine corporel ⁴. A la fin du xvii^e siècle, les fermiers du domaine cherchent bien à faire déclarer, par les commissaires du roi, les fossés, les remparts et les fortifications réunis au domaine, pour que les inféodataires en payent les redevances dues en tel cas au roi par une trentaine d'entre eux. Mais un long procès donne gain de cause aux habitants, soutenus par la communauté ⁵.

Parmi les biens incorporels ⁶, on peut ranger les droits de diverses sortes perçus sur toute chose : les eaux et forêts, les droits féodaux, là où il en est dû au roi : hommages, aveux, ost, justice, aides, chasse, garenne, colombier, bris, épave, relief, gîte, pourvoirie, garde noble, redevances diverses, péages, travers, tonlieu, forage, rouage, brénée, taille, oublies, tensement, banalité, etc. ⁷.

1. Michel : *op. cit.*, p. 18.

2. v. *infra*, Introduction ; *Cartulaire de Saint-Victor*, II.

3. Michel : *op. cit.*, p. 139, 186.

4. BB, 10, p. 173, 29 avril 1694.

5. BB, 15, p. 97 seq. 22 avril 1783.

6. v. Monin : *op. cit.*, p. 44.

7. Monin : *op. cit.*, p. 236, en donne une énumération détaillée.

De tous ces droits, proprement féodaux, le roi n'avait au Vigan que celui de justice pour moitié. Cette justice est haute, moyenne et basse, et comprend aussi toute la justice d'appel des justices de premier ressort de la viguerie. Le Vigan a ainsi une justice seigneuriale-royale et une cour royale. Les deux juridictions, quant au personnel, se confondent pratiquement en une seule. Pour si minime que soit, semble-t-il, la part de seigneurie du roi au Vigan, cela procure cependant aux habitants le grand avantage d'habiter une ville royale. Puis le roi est un co-seigneur lointain, et qui n'aime pas tracasser ses sujets sans raison, comme ferait peut-être tel petit gentilhomme rude des Cévennes, et comme ne s'en prive guère son co-seigneur, le Prieur du Vigan, avec qui la communauté est souvent en procès. Aussi, lorsque, en 1596, on apprend que le roi vend une partie de son domaine de Languedoc, et notamment « la seigneurie que S. M. a
 « en laditte ville du Vigan en paréage avec le prieur
 « et co-seigneur », on s'aperçoit, au conseil de ville, que « le général et le particulier de la ville y au-
 « roient grand préjudice, car entre les mains de tel
 « gentilhomme laditte seigneurie pourroit tomber
 « quil asubjectiroit de telle façon les habitans,
 « qu'au lieu qu'ils ont esté en bonne unyon, repoz
 « et tranquillité sans aucune servitude par le passé,
 « ils seroient maltraités de tel seigneur qui pour-
 « roit acquérir laditte seigneurie ». On réunit un conseil extraordinaire pour décider cette grave question, et voici ce qui est arrêté : « On s'oppo-
 « zera à la vente de la seigneurie et on mandera à
 « un procureur, à Montpellier, de faire opposition
 « sur les mémoires et instructions qu'on lui en

« fournira » ¹. Cela ne sent point la flatterie. Voilà bien des gens effrayés de perdre « un bon gouvernement » et d'en pouvoir acquérir un mauvais.

On range encore parmi les droits incorporels certains droits domaniaux que seul le souverain percevait dans le royaume : les droits d'*amortissement* ², de *franc-fief* ³, de nouveaux acquêts ⁴, d'enregistrement, de contrôle, d'insinuation ⁵, de marc d'or, de centième denier, de relief ⁶, deux deniers pour livre ⁷, et autres redevances fiscales, droits d'aubain, de bâtard, d'épave, de deshérence, la *vénalité des offices*, les *recherches*, *aveux* et *dénombrements*, augmentations, taxes sur les nobles, et, au xvii^e siècle, les biens confisqués aux fugitifs pour cause de religion ⁸, et encore les droits de greffe, les *lods et ventes* et autres « monopoles » ⁹ : papier timbré ¹⁰. etc.

Tous ces droits étaient assez lourds. Continuel-

1. BB, 2, p. 195, 5 mars 1596.

2. Chéruef : *Dictionnaire*, I. p. 20. Ce droit pèse sur les biens des ordres religieux ou des communautés (Astre : *op. cit.*, p. 29). Il est assez considérable. En 1715, pour l'acquisition d'une maison devant servir d'auditoire et de prisons, la communauté doit payer 378 liv. d'amortissement, et, en outre, deux sols pour livre (BB, 12, p. 242, 4 avril 1715).

3. Chéruef : *Dictionnaire*, I. p. 452.

4. *Ibid*, II, p. 878.

5. *Art Chrétien*, IV, p. 57 ; Chéruef : *Dictionnaire*, II, p. 588.

6. Monin : *op. cit.*, p. 263. C'est un impôt sur les successions : il s'étend à une année entière de revenu.

7. Ce droit est lourd, nous venons de le voir, à propos de l'auditoire du Vigan, en 1715.

8. Ces confiscations eurent lieu, de 1688 à 1690, année où le roi rendit ces biens aux proches parents des fugitifs (Monin : *op. cit.*, p. 265 ; abbé Rouquette : *Les fugitifs protestants ; Edits, déclarations et arrêts concernant la R. P. R.*, p. 302.

9. Gachon : *Les Etats de Languedoc*, p. 124.

10. Sur la création, en 1673, du papier timbré, dans la généralité de Montpellier, v. André Delort : *Mémoires*, I, p. 267-268 ; cf. Dupont-Ferrier : *op. cit.*, p. 535-587.

lement les doléances des états s'étendent sur la trop grande fréquence, le poids des recherches de francs-fiefs et de nouveaux acquêts et des droits d'amortissement par exemple ¹.

Comment l'administration domaniale était-elle organisée ? Cela a varié. Sénéchaux et viguiers sont les premiers agents du Domaine ². Peu à peu la séparation des pouvoirs amena à la formation d'une administration spéciale pour le Domaine ³. Nous n'avons pas à en parler. Il nous suffira, pour bien saisir la nature complexe des rapports qui liaient la communauté viganaise au roi, de voir comment s'y percevaient les droits de francs-fiefs et nouveaux acquêts, comment se faisaient les recherches, aveux, dénombrements et confections de papiers terriers.

C'est avec Philippe IV que commencent les recherches régulières de francs-fiefs et nouveaux acquêts ⁴. De nombreuses commissions vérifient l'état de chaque fief, perçoivent des droits allant jusqu'à 4, 6 et 8 ans de revenu ⁵ et asservissent ainsi un peu plus la féodalité au roi.

Sous Louis XI et Charles VIII, les sénéchaussées de la province s'abonnent pour n'avoir plus à subir les vexations de ces commissaires ⁶ ; l'abonnement est payable, à la fin de chaque période de 40 années, par les états de la province ⁷. La sénéchaussée de

1. Astre : *op. cit.*, p. 29.

2. Dognon, p. 327 ; Michel : *loc. cit.*

3. v. Chéruel : *Dictionnaire*, I, v^o *Domaine*.

4. Sur la nature de ces droits, v. *Ibid.*, I. p. 452 ; II, p. 878.

5. Dognon, p. 187-188.

6. *Ibid.*, p. 189.

7. *Ibid.*, p. 321.

Beaucaire s'abonne en 1497¹. A côté de cela, les rois font aussi des recherches fréquentes de biens nobles, afin que le nombre des contribuables à la taille ne soit pas frauduleusement diminué au détriment du Trésor². C'est que à *nobilité* s'oppose *ruralité*, qui implique le paiement exclusif des tailles³. Au xvii^e siècle, un fermier général du Domaine administre cette branche des revenus royaux dans toute la France. Il est représenté, en Languedoc, par deux sous-fermiers appelés *directeurs*. L'un est à Montpellier et est préposé à toute la généralité. Il a des commis particuliers sous ses ordres.

En 1609, le roi conclut un traité avec un traitant pour la liquidation générale du Domaine, « recherche et usurpation d'icelluy, réception des omages, reconnoissances et factions de papier terrier des ressorts des parlements de Toulouse » et autres⁴. Une commission de parlementaires doit surveiller ses opérations⁵, mais la province proteste; et le conseil du roi décide que, « sans avoir esgard à l'empeschement (opposition) du scindic (de la province), tous les propriétaires des héritages assis en Languedoc représenteront leurs titres, rendront leurs adveux, et, en cas de mutation, payeront les droictz »⁶.

La même année, le greffier des insinuations du diocèse de Nîmes commet mille exactions « en telle sorte quil ruyne beaucoup de pauvres gens,

1. Dognon, n. 1.

2. v. *infra*, liv. IV, ch. II, sect. I, II, § 2.

3. Gachon : *Les Etats de Languedoc*, p. 167, n. 2.

4. *Ibid*, p. 173.

5. *Ibid*, p. 174.

6. *Ibid*, p. 175.

« estant suyvi mesmes, aux Sevenes, de troys ou « quatre hommes », tandis qu'il fait une tournée dans son ressort pour insinuer sur place « aux « champs » ¹.

Un édit de mars 1628 renforce de quatre trésoriers généraux les bureaux de finance de Toulouse et de Béziers, et leur attribue la juridiction contentieuse sur le fait du domaine royal ².

En 1636, les intendants ordonnent aux consuls du Vigan de se prêter au « dénombrement des biens « nobles, compoids, chapellenies, hospiteaux, rentes d'iceux et de la communauté » ³. Et ceux-ci, en perspective des grosses sommes que coûtera ce dénombrement, convoquent une assemblée de viguerie pour y pourvoir ⁴.

L'année suivante, les « commis à la levée des « francs-fiefs et nouveaux acquêts des communautés » font commandement aux consuls de payer ce à quoi la ville a été taxée, « pour ce qu'on suppose « quelle tient des choses possédées en commun », c'est-à-dire 2841 liv. 9 s. C'est là une surtaxe énorme, car le Vigan ne jouit que d'un four banal indivis et en commun avec le Prieur, valant 12 à 1500 liv. au plus, affermé 4 à 500 liv., et d'un courtage qui vaut à peine 3 ou 400 livres. Mais les commis, implacables, saisissent les biens des consuls, et la communauté est obligée de s'exécuter ⁵.

Toutes ces recherches ne vont pas sans de grandes exactions, et les Etats se plaignent au roi : « uné

1. *Bull. de l'Art Chrétien*, IV, p. 57.

2. Gachon : *Les Etats...* p. 176.

3. CC, 22, 3, 29 août 1636.

4. CC, 22, 3, 24 octobre 1637.

5. CC, 22, 3, 18 avril 1638.

« recherche de francs fiefs et de nouveaux acquêts,
 « qui, sous un juste titre, travaille injustement
 « tant les nobles que les roturiers », voilà « des
 « nouveautez ruineuses et mortelles à toute la
 « province ¹.

En 1639, par ordre de « NNSS. les commissaires
 « généraux députez pour la recherche des droictz
 « d'amortissement dûs à S. M. », la communauté du
 Vigan doit fournir une déclaration de tout ce qu'elle
 possède ². Et cela va se traduire par une nouvelle
 taxe, de 12.000 liv., modérée ensuite, sur appel, à
 3.650 liv. par jugement des commissaires, du 22
 août 1642 ³.

Des lettres-patentes du 16 février 1667 nomment
 d'autres commissaires « pour connoître du fait de
 « nos domaines et recevoir les aveux et dénom-
 « bremens des terres, seigneuries et fiefs nobles
 « qui relèvent de nous, et ils les auroient receus
 « jusqu'en l'année 1690 » ⁴.

En exécution de ces lettres, les commissaires
 ordonnent, le 19 septembre 1671, « que les consuls
 « et communautés dresseront des états certifiés
 « des nom, surnom, des possesseurs de terres
 « nobles, fiefs et seigneuries, situées dans leur
 « consulat, et de celles jouyes par la commu-
 « nauté » ⁵. Ce qu'il faut exécuter ⁶.

1. *Trésor des Harangues*, I, p. 2 seq., discours au roi, de
 Cohon, évêque de Nîmes, député des Etats, à la cour, en 1638,
 loc. cit. apud Mgr Henry : *François Bosquet*, p. 103.

2. CC, 22, 5, 30 mai 1639.

3. BB, 9, p. 392, 17 octobre 1686.

4. *Recueil des Edits, déclarations du roi et arrêts de régle-
 ment*, p. 25.

5. BB, 6, p. 561, 26 octobre 1671.

6. v. aux *Preuves* (n° 8), un exemple de dénombrement.

Un édit de 1672 prescrit une nouvelle levée du droit de franc fief¹.

Puis un arrêt du Conseil, du 4 janvier 1673, « contenant règlement pour les aveux à fournir des « biens nobles et les déclarations des biens rotu- « riers », prescrit définitivement « la confection « d'un papier terrier, pour le domaine du roi, c'est- « à-dire la réunion en un recueil des aveux et « déclarations de tous les vassaux du roi avec « délimitation exacte de leurs fiefs ou tenures et « détail de leurs droits, cens et rentes » projetée par Colbert et décidée, à plusieurs reprises, en 1655, 1656, 1657, 1659 et 1660, sans que jamais, jusqu'alors, on l'eût exécutée². Une enquête générale dans les provinces précède cette opération compliquée³.

Quel fut, au Vigan, le résultat de cette recherche ?

En décembre 1674, « M. M^e Claude de Jaule, doc- « teur ez droitz, conseiller du Roy, juge conserva- « teur des Equivalens des villes et diocèses de « Montpellier et Nimes, commissaire subdélégué « de NNSS. les Commissaires députés de l'assem- « blée générale de Languedoc pour la recherche « des droits de francs fiefs, affranchissements « diceulx et nouveaux acquêts » arrive au Vigan et demande à voir « selon le deüt de sa charge, les « vieux et nouveau compoix » et déclaration « des « biens communs de la communauté », ce que les consuls exécutent.

1. Monin : *op. cit.*, p. 260. Il s'agit de percevoir une année de revenu des terres nobles acquises par des roturiers.

2. A. Giffard : *Les justices seigneuriales en Bretagne, aux XVII^e et XVIII^e siècles*, p. 163, 164.

3. *Ibid.* p. 166. La Bourgogne, la Provence, le Languedoc ne se plaignirent pas trop ; en Bretagne, au contraire, une forte opposition s'éleva contre cette mesure (*ibid.* p. 173).

Ils déclarent « que la communauté ne possède en
« commun que le couratage en propriété et deux
« cazals de maison acquis... en un coin de la
« Place, pour bastir et construire une maison de
« ville, se rellevans de la directe du prieur; ensem-
« ble qu'il y a une église..., contre icelle, der-
« rière un petit jardin; au costé, le cimetière des
« catholiques; de l'autre, du devant, la place publi-
« que avec la halle decouverte...; plus un temple,
« que les habitans de la R. P. R. possèdent dans
« l'enclos de laditte ville, se rellevant du Prieur;
« plus possèdent ceux de la R. P. R. un cimetière
« relevant du prieur; il y a un couvent de la mission
« des pères Capucins relligieux, avec un jardin des
« deux cotés, se rellevans de la directe dudit
« prieur; il y a un hospital pour les pauvres, avec
« un champ, de la directe du prieur, et un chata-
« gner, ne sçachant a qui est la directe; il y a un
« devois. La communauté jouissoit cy devant d'un
« pred... que la communauté a depuis remis au
« sieur de Lespigarié » ¹.

Dans le même moment arrivait au Vigan « le sieur
« de Claris, docteur èz droictz, commissaire subdé-
« légué de NNSS. les commissaires députés par le
« Roy, pour la confection du papier terrier en la
« baronnie de Meyrueis et le Vigan ».

Dans trois jours il faut répondre à un question-
naire qu'il a fait signifier aux consuls ².

Un conseil général, immédiatement convoqué,

1. BB, 8, p. 129 seq., jeudy 20 décembre 1674. Copie inté-
grale de cette délibération a été publiée, apud *Chroniques de
Languedoc*, IV, p. 233-234.

2. BB, 8, p. 128, dimanche 16 décembre 1674.

décide de se renseigner, d'abord, à Montpellier avant de répondre ¹. Mais il faut s'exécuter ². Une commission, composée des consuls et des sieurs de Foucquet, de Rousset, d'Issartines, d'Anglas et Liron est chargée de répondre aux questions de M. de Claris et de rédiger un mémoire à cet effet.

Ce mémoire, une fois composé, est approuvé en conseil ordinaire et remis au commissaire ³. On y lit que le Vigan n'es « ny baronnie ny chatellenie » mais bien « ville royalle, chef de viguerie, dont la « baronnie de Meyrueis deppend », que « pour les « directes qui nous sont cogneues sont madame de « Ganges, le sieur d'Espinasse, les révérends pères « jésuites, le sieur de Coularou », que « les consuls « n'ont aucune justice ni sceau », que l'on voit « que « les muralles de la ville du Vigan sont au roy, les « valats aux seigneurs directes, et que les fossés « appartiennent au seigneur prieur que le roy ne « prend aucun droit sur les bailies pour les saisies « et exécutions du fond, que les lods se payent de « dix un au seigneur prieur, et aux seigneurs « directes..., que la confiscation en cas de crimes et « condamnations appartient au roy » ; qu'il n'y a ni château ni maison, du domaine du roi, pas de forêts, futaies ou taillis, « pasturages ny commu- « naux vacquants dans les deppendances de laditte « ville, ... de forges ny de moulins banayres,...point « de péage... aucun droit d'entrée ny de sortie... « aucun droit de pontonage, ny de capte et arrière- « capte » ; que l'on ignore si les gentilshommes du Vigan sont hommagers du roi ; que les droits

1. BB, 8, p. 128, conseil général.

2. BB, 8, p. 131, samedi 29 décembre 1674.

3. BB, 8, p. 135, « lundy, dernier jour de décembre 1674. ». Le texte de ce mémoire, fort instructif, a été publié, apud *Chroniques de Languedoc*, IV, p. 161-163.

d'agrié, de champart et tasques n'ont jamais été exigés au Vigan; que les bénéficiers ne perçoivent que des censives, exigées conformément aux anciennes reconnaissances féodales; que la chasse et la pêche sont libres; que les habitants acquièrent cette liberté, en payant des droits d'amortissement; qu'il n'y a ni garennes ni viviers, selon les privilèges du Languedoc, etc. ¹.

Mais « le procureur du roy, en la commission du « papier terrier, pour S. M. » fait signifier au consuls des « contreditz blamant la déclaration faite « le 31 décembre (1674), des articles 1, 5, 6, 12, 14 « et 21 » et il y faut répondre, ce qu'on fait du mieux possible ².

En 1686, nouvelle recherche, et une ordonnance de l'Intendant du 6 novembre 1685 contraint la communauté à déclarer encore « ses biens et « facultés » ³.

On sait aussi que, par arrêt du conseil du 23 juillet 1686, le roi aliéna une partie de son domaine ⁴, mais le Vigan ne fut pas compris dans cette aliénation ⁵.

Un édit de novembre 1690 créa, à la Cour des Comptes de Montpellier, une Chambre du Domaine ⁶.

1. v. *Inventaire sommaire des archives du Vigan*, p. 15-16.

2. BB, 8, p. 146, 16 janvier 1675. Cette délibération a été publiée apud *Chroniques de Languedoc*, IV, p. 232-233; *Inv. somm. du Vigan*, p. 16.

3. BB, 9, p. 392, 17 octobre 1786; Hérault, C, 2952, 3008.

4. Hérault, C, 1386.

5. Monin : *op. cit.* p. 240.

6. *Recueil des édits, déclarations du roi et arrêts de règlement*, p. 253 seq.; cf. Serre : *Histoire de la Cour des comptes de Montpellier*.

En 1691, de nouveaux dénombrements furent ordonnés ¹.

En 1694, et en vertu d'un édit de mars 1693, la ville s'abonna pour l'affranchissement des droits domaniaux qu'elle pouvait devoir, moyennant 2000 liv. fixées par l'Intendant, et cependant, en vertu du paréage de 1270, le roi n'avait au Vigan « aucuns droits seigneuriaux... la foncialité et tous les droits utiles estant réservés par le Prieur au prieuré » ².

En 1711, nouvelle recherche de biens nobles, et le conseil politique, après bien des retards et des ordonnances de rappel de l'Intendant, déclare qu'il « n'y a pas dans lad. ville d'autres biens nobles, censives, champarts ou autres droits seigneuriaux » que ceux dont un état est par eux représenté, pour satisfaire aux édits ³.

En 1733, on perçoit des droits d'amortissement et de confirmation. Les traitants de ces deux droits réclament de grosses sommes pour l'ancienne église transformée en halle, et l'hôtel-de-ville, l'auditoire et les prisons, le four et le courtage ⁴. Au total, la ville doit payer 2200 liv., plus les 2 sols pour livre (220 liv.), pour « le droit de confirmation de ses revenus patrimoniaux, à cause de l'avènement du roy à la couronne » et 4340 liv., tout compris, pour le droit d'amortissement ⁵.

1. FF, 6, 2 14, 24 décembre 1691 ; BB, 10, p. 113, 16 fév. 1693.

2. BB, 10, p. 173, 29 avril 1694.

3. BB, 12, p. 155, 21 octobre 1711.

V. apud notre *Viguerie du Vigan*, en appendice, un mémoire énumératif des seigneuries du Vigan et de sa viguerie, au XVIII^e siècle, tiré de Gard, C, 1906, s. D.

4. BB, 13, p. 370 seq, 9 avril 1733. Cette délibération donne un court historique de ces diverses questions.

5. BB, 13, p. 377 seq., 13 mars 1733 ; cf. BB, 14, p. 77, 15 décembre 1737.

En 1774. il y a, établi au Vigan, un « receveur
« des domaines du roy et controle des actes » ;
nous dirions : receveur de l'enregistrement, des
domaines et du timbre ¹.

Enfin, nous voyons, dans une ordonnance de
« NNS. du bureau des finances et chambre du
« domaine de la généralité de Montpellier », du
22 mars 1784, que depuis plus de vingt ans, les
devoirs féodaux n'ont pas été rendus au roi, mal-
gré plusieurs mises en demeure.

Aussi, pour éviter des usurpations, et en exécu-
tion de l'arrêt de règlement du conseil du roi du
15 septembre 1685 et de la déclaration royale du
19 juillet 1757, il est ordonné « que tous possesseurs
« des fiefs, terres, seigneuries et justices... tous in-
« féodataires des parties et portions du domaine...
« seront tenus... de rendre leur foi et hommage...
« dans un mois... à compter du premier jour de la
« publication de notre présente ordonnance ; que...
« tous préposés de l'administrateur des domaines...
« seront tenus d'envoyer... chaque année, devers
« notre greffe, des états... certifiés des seigneuries
« et fiefs mouvans de S. M... contenant les titres
« des dits fiefs et le nom des possesseurs... ».

La féodalité n'est plus guère alors qu'une appa-
rence. Pratiquement, seul le fisc perçoit des droits
seigneuriaux criants. Combien nombreux sont les
possesseurs de fiefs, au moins dans les Cévennes,
qui ne se différencient guère (à part peut-être les
rentes perpétuelles et les redevances en nature,
moins rares) des propriétaires agricoles contem-
porains !

1. *Papiers Falguière.*

2. FF, 7, 12, 22 mars 1784.

CHAPITRE VII

La justice royale du Vigan

Cette juridiction ¹ n'avait d'autres rapports avec la communauté viganaise que la présence obligatoire du viguier ou du juge, dans les conseils de ville et aux élections, et les procès que la communauté pouvait avoir à soutenir devant elle, lors qu'elle était compétente.

Et cela arrivait assez souvent, lorsque la communauté poursuivait elle-même — à défaut de ministère public régulièrement organisé ou de poursuites faites par les intéressés — la répression de crimes ou de délits ².

De plus, quand les consuls prenaient un arrêté de police, ils devaient obtenir une ordonnance des magistrats, qui le rendit exécutoire ³. En novembre 1679, la communauté fait intervenir les juges royaux du Vigan dans une espèce plutôt de discipline administrative que de droit des personnes ou des biens : le premier consul ne pouvant arriver à réunir son conseil par trop indifférent, est obligé « d'obtenir trois divers appointements des officiers

1. v. *in fine*, la note II, sur les justices seigneuriales et royales du taillable du Vigan.

2. BB, 2, p. 228, 17 août 1597.

Sur la compétence des cours royales, v. Dupont-Ferrier : *op. cit.*, p. 358-379.

3. BB, 3 p. 142, 16 février 1695 ; BB, 8, p. 114, 23 août 1674.

« royaux, portant que les conseillers politiques présents délibèreront aux périls et hazards des absans »¹.

Les rapports de la communauté et de la justice royale du Vigan sont donc, on le voit, de peu d'importance.

1. BB, 6, p. 16, 9 novembre 1679.

CHAPITRE VIII

Le « Sénéchal et siège présidial »

Nous connaissons le rôle très général et étendu des anciens sénéchaux royaux vis-à-vis des communes. A mesure que l'administration s'est perfectionnée et compliquée, la division du travail administratif s'est imposée. Ainsi s'est accomplie la transformation du rôle des sénéchaux et de leurs subalternes les viguiers ; tous sont, peu à peu, devenus de simples juges, tandis que grandissaient, à côté de leur effacement croissant, leurs successeurs, leurs continuateurs historiques : les gouverneurs d'abord, puis les intendants.

Dès les premiers temps où paraît en nos pays un agent du roi appelé sénéchal, il se forme à ses côtés une cour qui l'aide à rendre la justice, surtout en appel, aux hommes du roi, vassaux ou habitants du domaine direct, et même, par empiètement, aux sujets des seigneurs, aux habitants des communes ¹.

Par le moyen de cette cour, la fonction judiciaire a, de plus en plus, accaparé le sénéchal.

L'édit de janvier 1552, sur les présidiaux ², tout en modifiant cette institution judiciaire, la perfec-

1. *Ordonnances des rois de France*, XII, p. 411 ; II, p. 120 ; IV, p. 360 ; Dognon : *op. cit.*, p. 338, 338 bis, 340 bis.

2. v. Cl. le Prestre : *Questions Notables*, p. 189 ; Lorain : *Essai sur les présidiaux*.

tionna ¹. « Les présidiaux ayant voulu connoistre
« du faict des tailles, ceste entreprise fut réprimée
« par une déclaration du roy Henry II » ².

Comme toutes les juridictions d'alors, le présidial cherchait à empiéter sur la compétence des cours voisines ³. Désormais tous les juges sont des officiers royaux, et leur cour devient « cour souveraine au petit pied, jugeant en dernier ressort au criminel les gens sans aveu, au civil des affaires assez considérables, jusqu'à 1000 livres de capital, 50 livres de revenu » ⁴.

La communauté n'a guère, avec le « sénéchal et « siège présidial », que des rapports judiciaires comme avec la cour royale du Vigan, à l'occasion de ses nombreux procès, et en tant que demanderesse ou défenderesse, appelante ou intimée, en un mot, comme un simple particulier, encore que le présidial fut compétent, en premier ressort, sur « les contestations qui pourront survenir à l'occasion des élections et nominations des consuls » ⁵. Mais ce n'est là que le droit commun des procès.

1. v. Chéruef : *Hist. de l'administration*, I, p. 177.

2. Serre : *Hist. de la Cour des comptes de Montpellier*, p. 38.

3. Un édit d'août 1777, sur la juridiction des présidiaux dit (art. xx) : « Les dits juges présidiaux ne pourront... connoistre « en dernier ressort... des matières consulaires » (*Recueil des édits, déclarations du roi et arrêts de règlement*, p. 339) ; cf. Jousse : *Traité de la juridiction des présidiaux*, 1757, in-12.

4. Dognon, p. 417 ; cf. A. Puech : *Les anciennes juridictions de Nîmes* (*Mémoires de l'Académie de Nîmes*, 1889, p. 155-165) ; de Balincourt : *Les anciennes juridictions de Nîmes, vingt ans avant la Révolution* (*ibid*, 1908, p. 297-316) ; E. Cavaignac : *op. cit.*, p. 112 ; Rousselier : *La cour des conventions royaux*, p. 49-51.

5. *Recueil des édits... arrêts de règlement*, p. 283. édit de novembre 1690, art. XLVII ; cf. Duval-Jouve : *Montpellier pendant la Révolution*, I, p. 11 ; *Recherches historiques sur Alais*, p. 585, n. 2 ; Dupont-Ferrier : *op. cit.* p. 335-336 ; etc...

Quelquefois, un juge du présidial de Nîmes était chargé, auprès de l'administration consulaire du Vigan, d'une mission spéciale ; ainsi, en 1694, M. de Monclus, président et juge-mage de Nîmes, fait faire, par les communautés, le recensement des bourgeois rentiers en vue de mesures fiscales à prendre à leur endroit ¹.

On peut, pour illustrer les sèches généralités qui précèdent, citer quelques cas concrets où la communauté du Vigan eût recours au présidial : en 1681, le prieur de la Fayette assigne la communauté, « en la cour du sénéchal de Nîmes » ², au sujet d'un lods qu'il prétend qu'elle lui doit ³.

Antérieurement, en 1604, le sénéchal de Nîmes ordonne, sur un procès entre le Vigan et la Paroisse du Vigan, que cette dernière communauté contribuera à « toutes les affaires et causes publiques » du Vigan ⁴.

Le parlement, une autre fois, renvoie la communauté devant M. de Rozel, conseiller au présidial de Nîmes, pour faire fixer et établir les usages du diocèse au sujet de la convocation des conseils politiques des communautés ⁵.

1. BB. 10, p. 181 21 juin 1694.

2. On disait indifféremment « sénéchal » « présidial », « sénéchal et siège présidial ».

3. BB, 9, p. 125, 2 novembre 1681.

4. FF, 4, 2, 12 février 1615.

5. BB, 9, p. 178, 27 juin 1682.

CHAPITRE IX

Le Parlement de Toulouse

Cette vénérable compagnie de justice n'est point bornée aux chambres qui siègent à Toulouse ; elle englobe aussi la Chambre de l'Édit et les éphémères Grands Jours de Languedoc.

SECTION I

Le Parlement

C'est une institution judiciaire et administrative ¹, spécialisée peu à peu dans les seules questions d'ordre judiciaire, mais gardant tout de même de ses origines cette magnifique allure de *cour souveraine*, dont tous les Parlements de France étaient si justement jaloux ².

« Il faut remonter à 1280, et à Philippe le Hardi, « pour trouver l'institution du Parlement de Toulouse » ³. Il était ambulant, et tenait ses assises tantôt dans une ville, tantôt dans une autre ; il fut rendu sédentaire à Toulouse, en 1444 ⁴. Sa compétence était semblable à celle du Parlement de Paris.

1. dont les origines familiales ont été excellemment débrouillées par M. Funck-Brentano, apud *Le Roi*, p. 146.

2. v. La Roche Flavin : *Les treize livres des Parlements de France*.

3. *Chroniques de Languedoc*, I, p. 139.

4. *Ibid*, et II, p. 12 n. 1 ; Chérueil : *Histoire de l'administration*, I, p. 104.

Tous les deux « greffent l'autorité politique sur la « juridiction souveraine », et connaissent des causes féodales, où le domaine est intéressé, des matières bénéficiales, de l'administration des villes, hôpitaux et universités, et des élections consulaires, des « brigues et monopoles » pratiqués à cette occasion, et ils ne s'en privent pas, sévissant contre les coupables, approuvant telle liste de consuls, annulant telle autre, nommant parfois des consuls de leur choix, et même réformant les statuts municipaux des communes, pour prévenir les compétitions et pour répartir plus équitablement, entre les échelles, la puissance consulaire ¹. Le Parlement a la haute police et la surveillance générale de son ressort. Ainsi, celui de Toulouse commande à toute la province ². Un moment, il a toute la juridiction des finances de Languedoc. Il connaît des aides et des tailles ³.

De la sorte, la seigneurie et la communauté du Vigan sont très nettement sous sa juridiction ⁴.

« Après le Parlement de Paris, celui de Toulouse « était le corps judiciaire le plus puissant et le plus « respecté » ⁵. « L'unique préoccupation des parlementaires était d'augmenter leur puissance en « se considérant comme les véritables dépositaires « de la représentation nationale et les héritiers des « États-Généraux » ⁶.

1. Dognon : *op. cit.*, p. 477-478.

2. Et aussi aux pays de Foix, Rouergue, Quercy, Armagnac, Comminges, Couserans et Bigorre (Vte de Romanet : *Les provinces de la France*, p. 246).

3. Dognon, p. 379 bis, 380

4. *Chroniques de Languedoc*, I, p. 233.

5. P. Rives : *Etudes sur les attributions financières des états provinciaux*, p. 110.

6. *Ibid*, p. 111.

Ces prétentions n'allaient pas sans rivalité avec les autres cours souveraines.

En 1490, « le Parlement de Toulouse jalousoit et
« ne pouvoit pas supporter l'autorité de la Cour
« des Aydes, et quoyque le roy lui eust deffendeu
« de connoistre de la matière d'aydes, gabelles et
« équivalent, il ne restoit pas pourtant d'en pren-
« dre connoissance lorsque les parties s'y reti-
« roient ». Aussi, la Cour des Aides obtint-elle une
déclaration de Charles VIII, du 8 juillet 1495, « par
« laquelle son autorité et jurisdiction lui est con-
« firmée...sans que la cour de Parlement de Thlose
« en pusse connostre » ¹.

Désormais l'autorité royale restreindra peu à peu les pouvoirs, démesurément accrus et usurpés, du Parlement.

« Dès le milieu du xvi^e siècle, l'assemblée pro-
« vinciale est affranchie de la tutelle et de la sur-
« veillance du Parlement de Toulouse » ²; mais
cela ne va pas sans lutttes, ni protestations du Par-
lement. Celui-ci continue, jusque vers l'année 1637,
de s'immiscer dans les affaires politiques et admi-
nistratives ³.

De 1560 à 1596, pendant les troubles qui désolent la province, la puissance du Parlement de Toulouse est à son apogée ⁴: il profite de la désorganisation générale pour envahir tout et supplanter les autres autorités administratives; il donne des ordres pour la sûreté des frontières, fait démolir des fortifica-

1. Serres : *Hist.de la Cour des Comptes Aydes et Finances de Montpellier*, p. 29.

2. Gachon : *Les Etats de Languedoc*, p. 32.

3. Astre : *De l'administration publique en Languedoc, avant 1789*, p. 91.

4. *Ibid*, p. 92.

tions de villes ou des châteaux ; frappe des taxes de guerre ; lève des gens de pied ; enjoint aux consuls et aux habitants de recevoir tels capitaines avec leurs compagnies ; décide sur le gouvernement et les impositions du Languedoc ¹ ; il se mêle alors plus que jamais d'élections consulaires ² ; il informe sur les malversations des officiers municipaux ; il enjoint au sénéchal de Beaucaire d'empêcher les larcins, excès et oppressions de gens de guerre, et à tous juges de faire sur de tels faits les informations de rigueur ³.

Durant la seconde Fronde ⁴ même, « il osa encore
« prétendre régler et lever, par ses commissaires,
« des impositions provinciales », essai d'ailleurs
vite réprimé par l'intendant ⁵.

De 1640 à 1789, sa situation a bien changé. Le Conseil du Roi, les Intendants, les États de la province et la Cour des Aides sont pour ainsi dire ligüés contre le parlement de Toulouse ⁶. Il tente en vain de se mêler de la police et de la discipline intérieure des États, mais il est, à chaque essai nouveau, déclaré incompétent.

On ne lui reconnaît plus le droit de prononcer, en rien, « sur la régularité ou la validité des élec-
« tions consulaires des villes et des communau-
« tés » ⁷, sauf « en cas d'appel qui ne pourra être
« relevé que par la plus grande partie des prin-

1. Astre : *op. cit.*, p. 93.

2. Gachon : *Les États...*, p. 116-117.

3. Astre : *op. cit.*, p. 94-95.

4. 1651-1653.

5. Astre : *op. cit.*, p. 97.

6. Gachon : *Les États...*, p. 118.

7. Astre : *op. cit.*, p. 98-99.

« cipaux habitants, qu'après qu'ils en auront obtenu
 « la permission de l'intendant » ¹. Le parlement
 ne pouvait pas davantage s'occuper « de ce qui
 « pouvait être relatif à la vérification des imposi-
 « tions et des dettes des communautés » ². Il n'avait
 aucune compétence en matière de « tailles et tailla-
 « bles » ou de finances royales et droits domaniaux (amortissements, francs-fiefs, nouveaux acquêts, contrôle, insinuations...) ³.

En dehors des questions de droit civil (personnes, biens), il n'avait qu'un pouvoir juridique qui « consistait dans le haut exercice de la justice criminelle avec toutes ses dépendances et toutes ses « conséquences » et encore cette matière « touchait « par bien des points à l'administration publique ».

Ce qui n'empêcha pas les parlementaires, tenaces, de prescrire, en 1720, « dans les villes et lieux « de la province » beaucoup de mesures prophylactiques nécessaires, ayant un caractère impératif.

Il en fut souvent de même, en matière d'épizooties. Et encore, à cela on ne pouvait rien dire : le zèle du Parlement renforçait l'initiative des Intendants et des États et se réduisait pratiquement à peu de chose ⁴.

1. v. arrêts du conseil de 1651, 1652, 1675, 1717, 1736, 1786, 1788, et notamment celui du 16 décembre 1786 par lequel — outre confirmation des précédents — le roi défend au parlement « de connoître autrement que par la voie de l'appel, des contestations relatives aux élections consulaires des communautés « et à son procureur général audit parlement de requérir la cassation d'aucune des dites élections sur de simples mémoires, « le tout à peine de nullité. » (*Recueil des Edits... pour 1787*, f° 35). cf. *Recueil des Edits, déclarations du roi et arrêts de règlement*, p. 283 ; Astre : *op. cit.*, p. 99-101.

2. Ces matières étaient de la compétence exclusive de la commission de 1734 (Astre : *op. cit.*, p. 104).

3. Astre : *op. cit.*, p. 104.

4. *Ibid*, p. 110.

Le Parlement avait un droit de police assez général qui allait jusqu'à réglementer les processions, les fêtes, la police des églises, les attroupements, le port d'armes, les loteries, les fraudes alimentaires ¹.

On saisit nettement les restrictions progressivement apportées, au xvii^e et au xviii^e siècle, à la puissance du Parlement, dans les multiples arrêts d'attribution que rendait le Grand Conseil du Roi, généralement entre le Parlement et l'Intendant, en matière de préséances, droits honorifiques, directes, fours, inféodations, nouvelles reconnaissances, droits seigneuriaux, nobilités, paiement de censives, dénombrements, voirie urbaine, attroupements et émeutes, usurpations de droits et de revenus d'abbayes, procès d'ordres religieux avec des communautés, surveillance et tutelle générales des communautés, police et contentieux, etc. ².

Au xvii^e siècle, dans la grande affaire du règne de Louis XIV, l'extirpation de l'hérésie, il ne paraît pas que le Parlement ait montré le même zèle catholique que les États, par exemple dans l'application des lois du royaume ³.

Voici quelques cas concrets où le Parlement de Toulouse eût à intervenir dans les affaires de la communauté viganaise ⁴ :

En 1682, il renvoie nos consuls devant un juge du présidial de Nîmes pour faire une enquête préalable à une contestation portant sur une difficulté

1. Astre, p. 112.

2. *Ibid*, p. 170-175.

3. Gachon : *Quelques préliminaires*, p. LXIV, anno 1670.

4. Sur la procédure suivie en Parlement, v. Dupont-Ferrier : *Les officiers royaux des bailliages et sénéchaussées*, p. 412 seq.

soumise à sa juridiction, au sujet des usages à observer en matière de convocation des conseils politiques ¹.

Le Parlement confirme et autorise, sur appel, certaines ordonnances rendues par le bureau de police du Vigan ².

La communauté le saisit, en 1598, d'un procès qu'elle intente au prieur au sujet de la leude ³.

SECTION II

La Chambre de l'Édit de Languedoc

Au xvi^e siècle, le Parlement de Toulouse n'offrant pas une suffisante garantie d'impartialité, aux réformés ses justiciables, il en fut détaché, en 1579, une chambre mi-partie, qu'Henri IV fixa à Castres, en 1595 ⁴.

« La Chambre de Languedoc avait compétence
« par tout le ressort du Parlement de Toulouse, qui
« comprenait nos départements actuels de l'Hérault,
« Aveyron, Gard, Lozère, Ardèche » ⁵. Sa compétence électorale fut fixée par la déclaration de juillet 1629 et par lettres patentes datées, de Fontainebleau, du 19 octobre 1631 ⁶. Nous la voyons intervenir fréquemment dans les procès de

1. BB, 9, p. 178, 27 juin 1682.

2. BB, 15, p. 257, 30 juillet 1785.

3. BB, 2, p. 260, 6 novembre 1598.

4. Gachon : *Les Etats de Languedoc*, p. 106 ; *Hist. de Languedoc*, XII, note xv, p. 99 seq. ; *Bull. de la Soc. de l'Hist. du Prot. fr.*, III, 1855, p. 372-377 ; Cambon de Lavalette : *La Chambre de l'Édit de Languedoc* ; N. Gouazé : *La Chambre de l'Édit de Languedoc* (*Académie du Gard*, 1876, p. 371 seq).

5. Cambon de Lavalette : *La Chambre de l'Édit de Languedoc*, p. 147 ; cf. Lapière : *Le Parlement de Toulouse*.

6. AA, 2, 2, 19 octobre 1631.

la ville du Vigan, par exemple faire un règlement pour le consulat ¹, en matière de police, édictant des prohibitions de faire dépaître les bêtes à laine dans les terres du taillable ², etc.

Elle juge aussi des crimes. « Parmi les nombreux
« arrêts pour cause de meurtre, nous ne citerons
« que celui du 6 juin 1669 prononcé (à la séance
« de Castres) sur la poursuite d'Anne de Mais-
« tre demanderesse, en réparation du meurtre
« commis sur la personne de son mari, François
« d'Assas, sieur de Lavit. A la suite du procès, la
« Chambre condamna divers accusés à être déli-
« vrés à l'exécuteur de la haute justice, qui, après
« leur avoir fait faire le cours accoutumé, *les con-
« duira à la place publique du Vigan, ayant la
« hart au col et les pieds nus, où sur un échafaud
« qui sera dressé à cet effet, après les avoir att-
« chés à une croix de bois, leur rompra et brisera
« les reins, bras, cuisses et jambes, et, ce fait,
« leurs corps seront mis sur des roues, la face
« tournée vers le ciel, pour y vivre tant qu'il
« plaira à Dieu, en peyne et repentance de leurs
« méfaits; et après leur mort ils seront exposés
« aux fourches patibulaires de ladite ville, pour y
« demeurer jusques à entière consommation, fesant
« inhibition et défenses à toutes personnes de les
« en oster, à peyne de la vie » ³.*

Un arrêt du conseil, du 17 novembre 1664, enleva à la Chambre de l'Édit la connaissance des affaires

1. FF, 2, 1, 2, 13 novembre 1612.

2. BB, 6, p. 369, 11 février 1670, arrêt de 1662.

3. Cambon de Lavalette : *op. cit.* p. 129 ; cf. *ibid.* p. 140 (arrêt sur un assassinat commis à Saint-André-de-Valborgne 19 février 1674) ; Despetis : *Hist. généalog. de la maison d'Assas en Languedoc*, p. 86, 121 ; etc.

communales, « quoique la majorité des habitans fut
 « réformée : il posa en principe que toute commu-
 « nauté, en France, devait être réputée catholique.
 « La déclaration du 2 avril 1666 lui enleva les
 « affaires des relaps, apostats et blasphémateurs ¹. »
 Elle fut entièrement abolie, en 1679 ².

SECTION III

Les Grands Jours de Languedoc

A la suite des périodes troublées où les passions ont eu la liberté de se déchaîner et de se traduire en violences, brigandages et assassinats, la tranquillité publique est longue à se rétablir : des bandes isolées continuent leurs voleries, elles répugnent à abandonner ce métier fructueux.

Ainsi, dans les Hautes Cévennes, au début du XVII^e siècle, une partie de la petite noblesse a gardé les mêmes mœurs rudes contre lesquelles les sénéchaux de Saint Louis dirigeaient des chevauchées ³. Certains seigneurs sont même de grands criminels. D'autres demeurent de vulgaires brigands. Beaucoup ont à leur solde des bandes de coupe-rrets ⁴.

Longtemps après que les troubles ont cessé, le pays se ressent encore de leurs exploits : « la justice étoit si ruinée dans ce pays-là que tous les crimes

Cambon de Lavalette : *op. cit.* p. 153 ; Gachon : *Quelques minimaux*, p. 140.

Bull. Soc. Hist. prot. fr., III, p. 377.

Michel : *L'administration royale dans la sénéchaussée caucenne au temps de saint Louis*, p. 119-129, 136-154).

¹. apud notre *Viguerie du Vigan*... les sièges soutenus : le château d'Avèze.

« y demeuroient impunis » ¹. D'où : malaise général, insécurité et longueur des transactions commerciales, méfiance que le pouvoir central met tout en œuvre pour dissiper.

Pour y parvenir, le moyen le plus sûr est d'envoyer, au centre de la région troublée, une Commission de Parlementaires, pour centraliser sur place les informations dressées par les juges locaux contre les brigands impunis, quels qu'ils soient. Les Commissaires font amener les prisonniers et les jugent sommairement.

Cela dure quelques mois, et, après cette liquidation qui solde souvent un très gros arriéré, le pays se reprend à respirer. Voilà les *Grands Jours*.

Il en fut tenu à Nîmes, en 1541 ².

Au xvii^e siècle, après l'Édit de Grâce, « les États
« ont senti la faiblesse des cours en face des crimi-
« nels de marque, des despotes féodaux, et, en 1615,
« ils insistent pour obtenir la tenue de Grands
« Jours ; ils veulent même que des commissions
« tirées du Parlement de Toulouse fassent des
« tournées régulières dans chaque sénéchaussée » ³.
En attendant les Grands Jours, une Chambre criminelle fait, en 1633, une tournée en Cévennes. Cette année-là, le 13 janvier, arrivent au Vigan
» MM. de Rochemore sieur de Solorgues, prési-
« dant et juge mage en la sénéchaussée de Nîmes,
« et Candan et Villar, conseillers en ladite séné-
« chaussée, commissaires députés par le Roy pour

1. Depping : *Corresp. administrative sous Louis XIV*, II p. 170 ; Chéruel : *Hist. de l'administration*, II, p. 135.

2. Germain : *Hist. de l'Eglise de Nîmes*, II, p. 39.

3. Gachon : *Les États de Languedoc*, p. 112. « Ce vœu ne
« devait être réalisé qu'en partie, sous Louis XIV, par la tenue
« des Grands Jours du Puy transférés à Nîmes (1666). » (*ibid*,
n. 1).

« la justice criminelle ez pays de Sevenes et
 « autres lieux ». Ces messieurs doivent, par ordre
 de l'intendant Machault, être défrayés de tout,
 dans les villes où ils passent. Ils sont accompagnés
 de douze carabiniers, un massier et un archer.

Le 25 janvier, la « Chambre criminelle » est en-
 core au Vigan, et leur séjour coûte à la viguerie
 un millier de livres ¹.

A la mort de Mazarin, on réclame des mesures
 plus efficaces encore, les Grands Jours ². Enfin, le
 23 août 1666, à Vincennes, le roi signe une déclara-
 tion « ordonnant qu'une Chambre des Grands
 « Jours irait tenir ses séances au Puy-en-Velay,
 « qu'elle étendrait sa juridiction sur le ressort
 « entier du Parlement de Toulouse et qu'elle aurait
 « pleins pouvoirs *pour instruire, connoître, juger*
 « *et terminer toutes causes et matières, tant civiles*
 « *que criminelles, même celles concernant des*
 « *sujets de la R. P. R., ensemble toutes appella-*
 « *tions d'abus... tous abus, fautes et malversations*
 « *et négligence des officiers, abus et mauvais usa-*
 « *ges, toutes matières criminelles, de quelque*
 « *importance et qualité que ce fût.* Le personnel
 « de la Commission, douze conseillers et le procu-
 « reur général, fut pris dans le parlement langue-
 « docien... Un des Intendants de la province eût
 « ordre de prêter son concours (M. Tubeuf) aux
 « magistrats, le marquis de Tressan, prévôt géné-
 « ral de Languedoc, fut chargé des mesures de
 « sûreté, de l'exécution des décrets, sentences...

1. Gard, F, 6^e div., délib. de la viguerie du Vigan, f^o 51 v^o, 21
 janv. 1633; f^o 54, 25 janvier; f^o 55, 26 janvier.

2. P. Clément : *Hist. de Colbert*, II, p. 332,

« et les prélats du ressort de la cour furent invités
« à provoquer les révélations par des monitoires » ¹.

Et la Cour se mit au travail, dissipant les attroupements, punissant les crimes ², condamnant, le 15 novembre 1666, les frères de Tourtoulon, gentilshommes protestants et leurs complices, puis des viganais, les sieurs d'Assas, de Lautal et autres, qui traînaient après eux des bandes de coupe-jarrets, et une quarantaine de petits gentilshommes, qui terrorisaient le Bas Rouergue depuis dix à quinze ans ³.

Un consul de Saint-Hippolyte fut décrété, pour prévarications ⁴.

Cela allait vite : dès le 26 octobre 1666, plus de 80 individus étaient emprisonnés au Puy ⁵.

Divers arrêts remirent de l'ordre dans l'administration des justices seigneuriales, ordonnèrent aux hauts justiciers d'avoir des prisons bien gardées et de poursuivre les criminels, sous des peines sévères, et accentuèrent la déchéance politique des réformés ⁶.

La tenue des Grands Jours de 1666 eut, au Vigan, une certaine répercussion.

En septembre, M. de Tourel, procureur général en la Chambre du Puy envoie à François Carrière, premier consul du Vigan une commission le nommant son substitut aux Grands Jours.

1. A. de Boislisle : *Les Grands Jours de Languedoc* (1666-1667), p. 23 ; cf. *Mémoires de Louis XIV*, 1^{re} partie, p. 321-322, n. 5.

2. De Boislisle, *op. cit.*, p. 6, n. 1.

3. *Ibid*, p. 11 12.

4. *Ibid*, p. 14.

5. Clément : *Hist. de Colbert*, II, p. 333.

6. De Boislisle : *op. cit.*, p. 14, 23, 24.

En cette qualité, Carrière est tenu de parcourir toutes les paroisses de la viguerie, de se faire exhiber, par les greffiers des juridictions, toutes les plaintes, informations et procédures criminelles qui sommeillaient dans leurs coffres, et d'emporter tout cela au Puy.

Il doit aussi prendre les comptes de tous les collecteurs de la viguerie, touchant les impositions, tous verbaux faits par les officiers de justice, à la suite de crimes commis dans la viguerie; se faire remettre par les prêtres, vicaires et curés, les dénonciations à eux faites, en vertu de la publication des monitoires : par ceux de la R. P. R. tous mémoires nécessaires ¹.

De la sorte, Carrière réunit environ 3000 procédures, reçoit plusieurs dénonciations et fait un prisonnier.

Et comme, aux termes de sa commission, il peut demander main-forte aux magistrats et aux consuls, il réclame une escorte de douze hommes armés pour l'escorter et surveiller son prisonnier, et un mulet pour porter ses procédures, qui pourraient, faute de soins, être dérobées en cours de route ². Tout cela coûte plus de 100 livres, mais, du moins, on a la satisfaction d'apprendre que la Cour du Puy a condamné aux galères le prisonnier du Vigan ³.

Dans le même temps, « M. de Jossaüd, conseiller
« au présidial de Nismes, commissaire député par
« NNSS. tenant la Court des Grands Jours du

1. BB, 6, p. 89. 30 septembre 1666. enregistrement de la lettre de M. de Tournel (22 septembre 1665).

2. BB, 6, p. 93. 26 octobre 1666.

3. BB, 6, p. 96, 19 novembre 1666

« Puy », arrive pour constituer des prisonniers dans la région, escorté d'un archer.

A lui aussi il faut des hommes d'escorte, et c'est la viguerie qui fait les frais de cette garde improvisée ¹.

Puis il faut amener à Nîmes des prisonniers pour que M. de Jossaud informe à son aise contre eux, par ordre de la Cour du Puy.

Il faut encore six hommes pour les y escorter ², et tout cela fait des frais ³, mais le calme renaît dans le pays et les Grands Jours du Puy frappent les principaux coupables. Ainsi le pouvoir royal ne dépendant pas des fragiles suffrages d'un collège électoral, et possédant cette continuité héréditaire qui fait sa force et son indépendance, la justice du roi peut frapper les têtes, les principaux coupables, comme au temps de la Fronde, comme toujours, et grâce à ces mesures énergiques, grâce à la session extraordinaire de ces Grands Jours de Languedoc, les Cévennes retrouvent la paix, la tranquillité et la sécurité.

Il nous faut arriver à l'année 1784 pour entendre de nouveaux craquements.

Une ordonnance de « NNSS. les Conseillers au
« Parlement de Toulouse, commissaires députés
« par le roi dans les pays de Gévaudan, de Vivarais
« et des Cévennes », du 14 janvier 1784, nous apprend qu'« il n'y a qu'un cri général sur les préva-
« rications des huissiers, sergens ou bailes... Ils
« sont presque tous de misérables mendiants et gens

1. BB, 6, p. 89.

2. BB, 6, p. 106, 17 décembre 1666.

3. BB, 6, p. 110, 1^{er} janvier 1667.

« sans aveu, que l'indigence et la crapule rendent
 « susceptibles de toute sorte de corruptions... igno-
 « rans... esclaves des particuliers... anathème de
 « leur contrée... souvent battus, excédés et meur-
 « tris » ¹.

Et cela est encore moins grave que ce à quoi les Grands Jours de 1666 avaient eu à remédier.

1. BB, 21, 7, 14 janvier 1784.

CHAPITRE X

La Cour des Comptes, Aides et Finances de Montpellier

« La Cour des Comptes, Aydes et Finances de
« Montpellier... étoit autrefois divisée en deux
« compagnies, qui sont la Chambre des Comptes
« et la Cour des Aydes. L'établissement de celle-ci
« étoit plus ancien dans cette province que celui
« de la Chambre des Comptes » ¹. On le veut faire
remonter aux lettres-patentes de Charles VII, ins-
tituant en Languedoc, en avril 1437, des généraux
des Aides ².

De Toulouse, Louis XI transféra cette juridiction
à Montpellier, en 1467 ³.

Elle fut supprimée par lettres-patentes du 8 mars
1485 ⁴, mais rétablie l'année suivante ⁵. « L'édit
« donné à Sedan, par Henry II, en 1552, est l'édit
« d'attribution de juridiction de cette compa-
« gnie » ⁶.

Quant à la Chambre des Comptes, elle date de
l'année 1522 ⁷. On en peut cependant trouver un

1. *Mémoires* de Basville. p. 143,

2. Serres : *Hist. de la Cour des Comptes... de Montpellier*,
p. 4; Dognon : *op. cit.*, p. 387.

3. *Chroniques de Languedoc*, I, p. 141; Serres : *op. cit.*,
p. 13.

4. Serres : *op. cit.*, p. 15.

5. Serres : *op. cit.*, p. 22,

6. *Mémoires* de Basville p. 144 ; sur sa compétence, v. Do-
gnon, p.388-390; Serres : *op. cit.* p. 16, 19, 34, 35.

7. Serres : *op. cit.*, p. 36.

embryon dès le commencement du xv^e siècle, mais c'est François I^{er} qui, le premier, dota Montpellier de cette juridiction ¹. En 1629, la Chambre des Comptes et la Cour des Aides furent réunies en une seule juridiction ². On les sépara, en 1646, et la Cour des Aides fut envoyée à Carcassonne ³. Deux ans après, elle revint à Montpellier ⁴, et l'union définitive des deux juridictions fut prononcée par un édit de décembre 1648 ⁵.

La cour fut suspendue de ses fonctions depuis le 23 septembre 1658, jusqu'au 21 août 1659 ⁶, qu'elle fut rétablie. Dès lors elle demeura à Montpellier, rendant la justice, jusqu'au 18 novembre 1790, que les nouveaux juges du tribunal de district la remplacèrent ⁷. Sa juridiction s'étendait sur toute la province de Languedoc ⁸. Quelle était sa compétence ⁹ ?

Elle est « facile à définir, elle jugeait souverainement, et en dernier ressort, tout le contentieux des impositions publiques » ¹⁰, et la matière est vaste.

1. Dognon, p. 392; d'Aigrefeuille, *Hist. de Montpellier*. I, p. 246, 593-596, 600-602.

2. Serres : *op. cit.*, p. 47; P. Rives : *Etude sur les attributions financières des Etats provinciaux*, p. 113; *Chroniques de Languedoc*, I, p. 141.

3. Serres : *op. cit.*, p. 52.

4. *Ibid*, p. 64.

5. *Ibid*, p. 67; *Chroniq. de Lang*, I, loc. cit ; d'Aigrefeuille : *Histoire de Montpellier*, I, p. 605-609.

6. Serres : *op. cit.*, p. 79, 80.

7. *Ibid*, p. 123.

8. De Romanet : *Les provinces de la France*, p. 247.

9 v. E. Martin-Chabot : *Les archives de la Cour des Comptes, Aides et Finances de Montpellier* (Paris, Alcan, 1907. in-8° de XXXII-231 p.) ; Brunet de Granmaison : *Dictionnaire des Aydes* (1778. in-12) ; De la Bellande : *Traité général des droits d'aide* (1760, in-4°).

10. P. Rives : *op. cit.*, p. 114.

Elle connaissait aussi « en première instance et à l'exclusion de tous autres juges, des procès et différens qui s'élèveront au sujet des cadastres ou compoix-terrier », quelle que soit la nature de la difficulté née à cette occasion ¹.

Jusqu'en 1661, la Cour de Montpellier est en lutte avec les intendants au sujet des « litiges en matière de finances communales entre les deux confessions », que ces derniers évoquent trop facilement, encore que la connaissance en appartienne exclusivement à la Cour ².

A un point de vue exclusivement local, voici quelques espèces intéressant la communauté du Vigan, qui furent soumises à cette juridiction : procès avec le diocèse en matière financière ³; autorisation donnée à la communauté de percevoir des impôts extraordinaires ⁴; amendes infligées aux consuls et conseillers qui ont fait lever et voté de telles impositions, sans sa permission ⁵; contentieux des enchères de la boucherie close ⁶; réception de moins-dites, aux adjudications faites dans le greffe de la communauté ⁷; permission d'emprunter ⁸ ou d'imposer certaines sommes pour éteindre une

1. *Recueil des Edits, Déclarations du Roi et Arrêts de règlement*, p. 268, déclaration du 20 janvier 1736 ; Cf. Gachon : *Les États de Languedoc*, p. 143 ; Albisson, IV, p. 164-173, 190.

2. Gachon : *Quelques préliminaires*, p. 65.

3. BB, 5, p. 201, 5 mars 1663.

4. EE, 1 bis, 105, 27 décembre 1629 ; BB, 2, p. 186, 27 janvier 1596 ; p. 220, 3 janvier 1597 ; BB, 3, p. 158, 27 octobre 1606.

5. BB, 2, p. 188, 21 février 1596.

6. BB, 10, p. 132. 1^{er} août 1693.

7. BB, 9, p. 139, 27 décembre 1681 ; BB, 6, p. 361, 2 janv. 1670.

8. BB, 2, p. 242: 12 février 1598.

dettes¹ ; enchères des émoluments ou de la boucherie² ; difficultés avec la Paroisse du Vigan, pour le paiement des gages du ministre³, ou bien pour la part contributive de la Paroisse dans les frais de construction d'un temple⁴ ; autorisation de faire un nouveau compoix⁵ ; ordre d'exécuter les dénombrements prescrits par le roi⁶ ; contestations au sujet du département des impôts spéciaux aux N. C.⁷.

Cette juridiction tient une grande place dans le contentieux communal.

1. BB, 2, p. 269, 7 janvier 1599 ; p. 337, 4 mars 1601 ; p. 344, 7 juin 1601.

2. BB, 6, p. 276, 6 mars 1669 ; BB, 8 p. 57, 18 avril 1674.

3. BB, 5, p. 9, 22 janvier 1661.

4. FF, 4, 2, 16 mars 1651 ; *ibid*, 12 février 1615.

5. CC, 19, 1, 30 mai 1646.

6. FF, 6, 2, 14, 24 décembre 1691.

7. BB, 14, p. 269, 30 septembre 1742.

CHAPITRE XI

Le Conseil du Roi

Cette haute juridiction ¹ ne nous intéresse guère que comme Cour de Cassation, à laquelle, pour ses procès, la communauté du Vigan avait quelquefois recours.

Si le conseil rejetait le pourvoi formé, il renvoyait les parties devant une autre juridiction, égale à celle dont la décision faisait l'objet du pourvoi ². C'est ainsi que, plusieurs fois, la communauté du Vigan fut renvoyée devant le Parlement de Grenoble ³.

Les procès devant le grand conseil étaient, on le verra plus loin en étudiant le contentieux communal, fort coûteux, car ils nécessitaient l'envoi d'hommes d'affaires et leur séjour à Paris, assez fréquemment, au point même que cette pratique, devenue abusive, dut être réglementée.

1. Bos : *Les avocats aux Conseils du Roi. Étude sur l'ancien régime judiciaire de la France* (1881, in-8°) ; Fr. Funck-Brentano : *Le Roi*, p. 156 ; Chéruel : *Dictionnaire des Institutions*, I, p. 211-217 ; id : *Histoire de l'administration*, I. p. 227, 287. 344 seq. ; II, p. 119.

2. Dognon : *op. cit.*, p. 429, 448-457.

3. cf. *Recherches sur Alais*, p. 585.

CHAPITRE XII

L'Intendant et ses Subdélégués

Ces agents directs du pouvoir central, ces préfets, ces sous-préfets, si l'on peut évoquer ces fonctionnaires disparus à l'aide de vocables qui s'appliquent très imparfaitement à eux ¹, doivent nous retenir plus longtemps que les autres administrations et institutions avec lesquelles les communautés avaient des rapports.

C'est que « pas une ne peut faire aucune affaire « que ce ne soit par ordre de l'intendant », pas plus qu' « aucune dépense de quelque nature qu'elle « soit ». « L'intendant est comme un tuteur à l'égard « des communautés » ; il est leur conseiller en titre sur toutes sortes de questions, et « il y en a peu « d'importantes en Languedoc, sur lesquelles les « consuls ne veuillent avoir l'avis de l'intendant « avant de décider » ². L'intendant n'est d'ailleurs pas considéré comme un ennemi des libertés locales et provinciales. Quand, en 1787, l'intendant Saint-Priest fut déplacé, à la suite d'une intrigue

1. M. Léonce de Lavergne assimile à tort les intendants aux préfets et les subdélégués aux sous-préfets de la III^e République. Il dit, avec aussi peu de vérité, que les Intendants n'habitaient jamais dans leurs provinces et que le roi les y laissait fort peu de temps (de Lavergne, *Les assemblées provinciales*, p. 2, 12, 14, 54).

2. *Chroniques de Languedoc*, III, in fine, *Mémoires secrets* de Basville, p. 2, c. 1 (pagination séparée). Il faut bien préciser ceci, que les intendants font une « centralisation purement politique » (Vte de Romanet : *Les Provinces de la France*, p. 67) et que « leur action est équitable, bienfaisante et surtout favorable au menu peuple. » (*ibid*, p. 68).

du contrôleur général Calonne, qui voulait confier le poste d'intendant du Languedoc à M. de Balin-villiers, mari de sa nièce, « ce changement déplut beaucoup dans la province. La famille des Saint-Priest était extrêmement considérée et aimée. « Tout le monde les regrettait » ¹.

Le subdélégué, nous le verrons, est l'intermédiaire diocésain entre l'intendant de la province et les communautés.

SECTION I

Origine des Intendants

Un historien du xix^e siècle tâche de rattacher l'Intendant, par la nature de ses fonctions, aux *missi dominici* de Charlemagne, aux *enquêteurs* de Saint Louis, et aux *commissaires départis* permanents de Charles IX, créés par lettres patentes du 4 décembre 1565 ².

Il se peut que l'idée de créer des fonctionnaires de cette sorte ait traversé le cerveau de Richelieu, comme une réminiscence de ses souvenirs historiques. Mais véritablement tout cela pêche par le fondement et nous pensons que des circonstances pressantes et à peu près semblables ont, à des époques différentes, réagi sur le pouvoir central et ont déterminé plusieurs de nos monarques à conférer, *temporairement*, à des personnages de leur entourage immédiat, de vastes pouvoirs de contrôle, pouvant permettre à ces sortes de dictateurs —

1. Marquise de la Tour du Pin : *Mémoires d'une femme de 50 ans* (Paris, 1913, 2 v. in-8°), I, p. 84.

2. Béchard, *Droit municipal*, I, p. 274.

comme, plus tard, aux représentants en mission — de remettre de l'ordre dans la machine administrative, là où elle grinçait. Car les premiers intendants sont des envoyés temporaires. Ils ont même, comme précurseurs, en 1571, 1577, 1582, pendant tout le cours du xvi^e siècle, des commissaires extraordinaires investis fréquemment de pouvoirs généraux ¹. Les attributions de ces envoyés spéciaux se précisent, peu à peu, notamment en 1620 et 1633 : les Intendants sont créés ².

« L'ouverture des États, le 12 décembre 1631, « marqua l'entrée en fonctions de deux envoyés de « Richelieu. Leur mission n'est encore indiquée « par aucun titre spécial. La mention d'Intendant « de justice, police, finances, n'est attachée à leur « nom qu'en 1633. Ils ont inauguré en 1631 une « action administrative qui doit se continuer. Le « caractère général de leurs pouvoirs les place au- « dessus d'agents investis de mandats spéciaux tels « que Machaut à Nîmes, chargé du contrôle finan- « cier des diocèses » ³.

C'est avec Robert Miron, que Richelieu « com- « mença l'essai de la charge d'Intendant ». Pendant six ans, l'action de Miron est énergique; il montre les grands avantages de l'institution qui se forme. On la peut dès lors dire établie ⁴ et les Intendants vont se succéder jusqu'à la Révolution.

C'est aux environs de 1636 qu'on peut situer la

1. Dognon : *op. cit.*, p. 465 ; *Chroniques de Languedoc*, I, p. 152.

2. *Chroniq. de Lang.*, *loc. cit.*

3. Gachon : *Les États de Languedoc et l'Edit de Béziers*, p. 226-227.

4. *Chroniques de Languedoc*, II, p. 84.

cristallisation de cette institution ¹. Le moment est d'ailleurs propice : tous les pouvoirs sont désorganisés, énervés, sans force ni autorité. L'Intendant survient, il liquide les comptes des diocèses et des communautés depuis 1629 jusqu'à 1632. Ses ordonnances « vont devenir pour le Languedoc ce qu'était, « pour les provinces romaines, l'édit du préteur. Ils régleront les conditions d'exercice de la religion protestante..., interviendront dans les élections et les débats consulaires... D'ailleurs la composition restreinte des corps électoraux fournissait bien des moyens aux officiers royaux pour agir sur l'élection des municipalités » ².

SECTION II

Attributions des Intendants

Dès avant la Fronde, les Intendants, envoyés temporaires, étoient parvenus à enlever la connaissance de beaucoup d'affaires de Justice aux Cours souveraines, la levée des impôts à ceux qui en étoient chargés, une partie de la police militaire aux Maréchaux de France, presque toute la

1. Astre : *Les Intendants*, p. 5 ; Chérueil : *Hist. de l'administration*, I, p. 291 seq. ; II, p. 38, 145 seq., 339 seq.

2. Gachon : *Les Etats*, p. 265, 267.

Sur les divers intendants qui se sont succédés dans la province, v. *Chroniq. de Languedoc*, I, p. 245 (Saint-Priest) ; Michel : *Louvois et les protestants*, p. 102 (Basville) ; p. 126 (Daguesseau et Basville) ; Paul Rives : *Etude sur les attributions financières...*, p. 118, n. 1 ; Gachon : *Qq. préliminaires*, p. 29 (Bezons et Daguesseau) ; p. 36, n. 2 (Bezons) ; p. 199 (départ de Daguesseau) ; Hugues : *Antoine Court : Histoire de la restauration du protestantisme en France*, p. 158, n. 3 (liste des Intendants) ; Astre : *Les Intendants de Languedoc*, p. 17, 27, 33, 34, 49, 58, 60, 78, 79, 117, 125, etc. ; André Delort : *Mémoires*, II, p. 168-169 (sur l'arrivée de Basville, en Languedoc, en 1685) ; Ardascheff ; *Les Intendants* ; etc.

« police particulière aux Municipalités des villes,
 « et enfin ils s'étoient emparés de presque toute
 « l'autorité des Gouverneurs et des Commandants
 « des Provinces » ¹ Mais ce nouvel état de choses
 n'était pas pour plaire aux *puissances* ainsi dépouil-
 lées. Le parlement supprima purement et simple-
 ment les Intendants, mais Mazarin les rétablit, en
 1653 ². Ils recommencèrent à s'attribuer des pou-
 voirs étendus au détriment des Cours souveraines.
 Ainsi, ils s'étaient emparés de la connaissance des
 litiges d'ordre financier nés entre catholiques et
 réformés, dans les communautés, encore que cette
 matière appartint à la compétence de la Cour
 des Aides. Celle-ci recouvra bien, en droit, la
 connaissance de ces sortes d'affaires, en 1661,
 mais pratiquement l'Intendant continua d'en déci-
 der ³.

Voici, en plein xvii^e siècle, quelle était la situa-
 tion générale d'un Intendant de Languedoc : « gar-
 « diens souverains de l'ordre public, recevant les
 « serments des magistrats et des juges, et les
 « installant dans leurs offices, ayant eux-mêmes
 « droit de juridiction dans toutes les affaires civiles
 « et criminelles que les rois voulaient enlever aux
 « juges ordinaires ; départissant les diverses taxes
 « et en surveillant la levée ; chargés d'équiper et
 « d'approvisionner les troupes, de fixer leurs éta-
 « pes, de leur assurer un entretien convenable

1. Rulhière : *Eclaircissements*, I, p. 42 ; cf. Cavaignac : *Esquisse d'une histoire de France*, p. 226.

2. Cavaignac : *op. cit.* p. 236, 241, 300.

3. Gachon : *Qq. préliminaires*, p. 65.

De même, en 1715, naît un conflit entre l'Intendant et la Cour des comptes, touchant la connaissance de la prestation de foi et hommage des gentilshommes (Serres : *Hist. de la Cour des comptes de Montpellier*, p. 110).

« pendant toute la durée des quartiers d'hiver ;
 « leurs attributions, on le voit, étaient immenses,
 « universelles, à ce point que rien ne se faisait sans
 « eux ou en dehors d'eux dans le pays qu'ils admi-
 « nistraient » ¹. L'Intendant était, ainsi, « en fait,
 « l'administrateur seul, réel, actif, vrai représen-
 « tant du pouvoir royal ». Il serait difficile d'énu-
 mérer par le détail les objets de sa compétence ; on
 en formerait une longue liste ² : enrôlement des
 troupes, revues, fournitures des vivres, casernes,
 étapes, logements, milices, police, maréchaussée,
 peste, mendicité et vagabondage, administration
 municipale, dans ce que ce mot a de plus large,
 nomination des officiers municipaux, administra-
 tion des biens communaux, contrôle des revenus
 municipaux et de leur emploi, impôts de toute
 nature, affaires religieuses, nobilités, aveux et
 dénombrements, francs fiefs et nouveaux acquêts,
 tout cela était de la compétence de l'Intendant,...
 et bien d'autres choses encore.

On en peut juger par les quelques cas suivants,
 qui donneront une certaine idée de la variété des
 rapports qui existaient entre cet agent du roi et la
 communauté du Vigan : autorisation de faire un
 livre des réparations, pour rajeunir, sans le refaire,
 l'ancien compoix ³, vérification de l'enregistrement,
 aux registres de la communauté, de certains actes

1. Mgr Henry : *François Bosquet*, p. 81, 82.

2. Sur le détail de cette compétence, v. Martin : *Histoire de Lodève*, II, p. 172 ; Astre : *De l'administration*, p. 130, 131, 133-135, 140, 143, 144, 146-170, 172-175, 177-185 ; *id* : *Les Intendants*, p. 9, 13-14, 15 ; Monin : *op. cit.*, p. 54-56 ; Rives : *op. cit.*, p. 118-120 ; Gachon : *Les Etats...*, p. 267 ; Béchard : *op. cit.*, p. 330 ; Albisson, II, p. 392, 394, 396, 403, 406, 407 ; Coquerel : *Histoire des Églises du Désert*, I, p. 389-390, note.

3. CC, 19, 5, 29 avril 1634.

importants du pouvoir central et de ses ordonnances, par exemple en matière d'usurpation de titres de noblesse ¹, surveillance très rigoureuse des enchères des émoluments ²; avis donné sur l'établissement, par la commune, de droits d'octroi et de subventions ³, vérification des dettes de la communauté ⁴; obligation imposée dans les Cévennes de l'usage d'une roulette pour le filage de la soie, inventée par l'ingénieux abbé Soumille ⁵; intervention dans les procès de la communauté, et conciliation ⁶, enquêtes fréquentes sur les revenus patrimoniaux des communautés ⁷, etc.... ⁸.

Tout cela est de la compétence de l'Intendant ⁹. Pour faire face à toutes ses obligations, ce fonctionnaire s'entoure d'une armée de secrétaires, expéditionnaires, commis, bureaucratie nouvelle et importante qui justifie bien les vastes proportions de l'Hôtel de la Nouvelle Intendance, bâti à Montpellier, au XVIII^e siècle (façade ouest de la Préfecture actuelle) ¹⁰.

1. BB, 6, p. 159, 24 janvier 1668.

2. BB, 12, p. 214, 13 mars 1714.

3. BB, 12, p. 29, 16 novembre 1708.

4. Gard, F, 6^e div., délib. de la viguerie du Vigan, I, f^o 312 9 juillet 1630.

5. *Bull. du Comité de l'Art Chrétien*, II, p. 371-373, ordonnance de 1762.

6. BB, 8, p. 34, 18 février 1674.

7. BB, 12, p. 365, 18 avril 1718.

8. Sur les attributions de l'intendant, v. le jugement définitif de M. Henri Rouzaud. dans *L'autonomie du Languedoc...* (*loc. cit.*, p. 499 seq).

9. Astre : *Les Intendants*, p. 15.

10. Nous voyons — détail curieux et significatif — la communauté du Vigan accorder une gratification de 100 livres par an « à MM. les secrétaires de l'Intendance, pour leur tenir lieu des « droits qui s'exigeoient sur les ordonnances rendues.. tant que « la communauté jugera bon de continuer cette gratification » (BB, 14, p. 215, 1^{er} mai 1741). On sait d'ailleurs que « l'inten-

SECTION III

Les Subdélégués de l'Intendance

§ 1. — HISTORIQUE

« La circonscription de l'Intendant étant fort
« étendue, l'Intendant ne pouvait pas par lui-même
« voir à tout; il dût nécessairement se faire rem-

« dance du Languedoc, la plus importante de toutes, passait
« pour l'équivalent d'un ministère » (Lavergne : *Les Assemblées provinciales*, p. 406).

Voici comment un récent et très remarquable historien, M. Ardascheff, dans son beau travail sur *Les Intendants de province sous Louis XVI*, juge les intendants et apprécie leur administration. Encore que son étude ne porte que sur la gestion de Jean Emmanuel de Guignard de Saint-Priest (1751-1785), de son fils, Marie-Joseph-Emmanuel, qui lui fut adjoint, en 1764, et succéda à son père en 1785, et de Charles Bernard de Balaïnviillers (1786-1790), pour ce qui regarde le Languedoc, les conclusions de M. Ardascheff peuvent avantageusement être données ici, à cause de leur nouveauté et de leur solidité.

Avant d'être intendant, il fallait d'abord passer par la magistrature : être maître des requêtes avant de devenir administrateur. « Tout maître des requêtes devait au préalable avoir rempli au moins une des charges parlementaires, car l'Edit de novembre 1683 imposait aux candidats un stage de six années au moins comme conseillers d'un parlement ou de toute autre cour souveraine » (Ardascheff, p. 48).

« D'autre part pour obtenir la charge de conseiller dans une cour souveraine, il fallait déjà avoir rempli diverses charges moins importantes, telles que celles d'avocat du roi, de procureur, de substitut du procureur près une cour souveraine. Les parlements étaient donc bien comme l'antichambre de l'Intendance » (*ibid*).

« Ainsi tout intendant commence par être magistrat ; bien plus ordinairement il ne cesse pas d'appartenir à la magistrature même après qu'il est devenu intendant » (p. 49). « Le personnel des intendances était à la lettre formé de la propre substance de la magistrature parlementaire. » Plus spécialement, dans la magistrature, les intendants appartenaient à un corps plus étroit : le conseil du roi, composé des ministres, des conseillers d'Etat, maîtres des requêtes, tous anciens avocats, procureurs, conseillers, présidents de parlement, de chambres des comptes, fils de conseillers, de présidents, acquéreurs ou plus souvent héritiers de leurs charges, d'où ils tiraient leur noblesse, généralement, au

« placer. Il usa pour cela de ce droit de délégation
 « qui appartenait, en principe, aux magistrats
 « royaux ; et celui qu'il choisissait pour le rempla-

point qu'au XVIII^e siècle, la magistrature était tout entière noble (p. 39, 50, 51).

Seulement, dans les parlements, l'investiture d'une charge demandait la cooptation préalable, tandis qu'au sein du conseil d'Etat, le roi nommait les conseillers, et le chancelier, les maîtres des requêtes. Ces derniers « constituaient le noyau de la magistrature du conseil..., véritable pépinière du personnel de l'administration intérieure » (p. 52).

On a vu que les charges étaient héréditaires. Celles d'intendants, bien qu'éphémères en principe, se perpétuaient aussi dans les familles. La plupart des intendants appartenaient à des familles de parlementaires, les Ballainvilliers et les Guignard de Saint-Priest, par exemple (p. 31, 53).

Bien plus, des alliances nombreuses « unissaient toutes ces familles » (p. 55, 56, 35, 42, 53, 33, 40, 43, 45, 76, 23, 57) et guidaient souvent les choix des ministres (p. 65). On prenait aussi en considération la fortune des candidats (p. 14, 74, 75). Ainsi, les intendants avaient tous une grosse situation matérielle et une place honorable, dans la société, par leur famille et leurs charges ; et l'on peut dire avec raison que l'institution de l'intendance est plus bureaucratique que l'Intendant, qui manque de ce qui fait le bon bureaucrate (p. 77, 78).

Et puis les maîtres des requêtes, pépinière des intendants, sont difficiles à recruter : les conditions d'admission sont telles que le choix du chancelier est très réduit : il y a à peine 80 places pour 100 candidats, en moyenne. Tout ce qui précède montre bien que l'intendant, issu d'un milieu parlementaire, garde l'esprit d'indépendance ; fonctionnaire, il reste magistrat et son titre d'intendant n'ajoute presque rien à son rang social, très peu à sa situation matérielle : ce n'est qu'un supplément plus ou moins envié « à son état principal » (p. 68, 73). L'intendant attache peu d'importance à l'avancement : il l'ignore et n'a aucun échelon de hiérarchie à gravir ; sa place est très stable et beaucoup d'intendants restent longtemps au même endroit (p. 79, 81), St-Priest par exemple, 22 ans en Languedoc (p. 80). Ainsi la charge d'intendant tend à devenir à vie, héréditaire (p. 82).

Doué d'une forte instruction, ayant dû passer par l'Université et acquérir ses grades en droit pour entrer au Parlement, au début de sa carrière, l'intendant choisit ses commis et subdélégués parmi les gens cultivés : hommes de loi, avocats (p. 179). Toutes ces circonstances déterminent une heureuse influence de l'intendant sur les affaires de la province.

Il est le tuteur des communautés, depuis l'édit de 1683, mais non leur *oppresseur* (p. XVI) : les plus petites villes ne se gênent pas pour faire opposition à ses ordonnances et l'influence des Etats balance heureusement la sienne (p. XVII). au point que son contrôle financier est le plus souvent fictif (p. XX).

En province, d'ailleurs, l'opinion publique est un régulateur sérieux des actes de l'intendant (p. 116) ; et puis, dans les muni-

« cer fut appelé *subdélégué*, parce que l'Intendant
« était lui-même délégué du prince » ¹.

Les subdélégués, pris parmi les rôturiers ou des
annoblis récents • dépendaient des intendants et
« étaient révocables comme eux » ².

Ces fonctionnaires nouveaux « furent établis vers
« 1702 » ³.

« D'abord simples mandataires de l'Intendant,
« sans caractère officiel, ils devinrent, en 1704, des
« officiers royaux... par édit d'avril » ⁴

Cet édit « érige des offices fermes et héréditaires
« aux chefs lieux des élections des pays taillables
« et dans chacun des évéchés ou baillages des pays
« d'État et dans les autres villes privilégiées où il
« en a esté étably jusqu'à présent ».

cipalités, comme dans les milieux parlementaires, l'esprit d'in-
dépendance des maires en titre d'offices, libres, inamovibles,
héréditaires, est grand (p. 116). En outre, dans l'intendant,
l'homme de la province éclipe l'homme du roi : souvent il sou-
tient l'administration provinciale et locale contre le pouvoir
central qu'il représente, car, après 20 ans de séjour, il n'est
plus un étranger dans la province qu'il dirige (p. 119-120, 129-
130) ; il est même parfois pris dans le pays qu'il va administrer
(p. 131). Et si on s'est plaint parfois des intendants, les popula-
tions ont plus souvent encore manifesté leur reconnaissance à
leur endroit. M. Ardascheff en rapporte plusieurs exemples
(p. 133, 134, 136, 137, 141, 323, 324, 337) et conclut son beau tra-
vail, en vantant le despotisme éclairé des intendants et en déclai-
rant que le favoritisme est peu fréquent chez eux, et les faits
de concussion et de corruption très rares (p. 400, 416, 435, 437-
440, 446, 447, 451, 456-457), et cela parce que — encore beau-
coup d'intendants entrassent en fonctions à 25 ans au plus —
l'hérédité des charges administratives était « un milieu particu-
lièrement favorable au futur administrateur » et dévelop-
pait son initiative et son zèle éclairé (p. 460, 461).

1. A. Esmein : *Cours élémentaire d'histoire du droit fran-
çais*. (6^e éd., Paris, 1905, in-8° de xii-828 p.) p. 593-594.

2. Béchard : *op. cit.*, p. 327.

3. Astre : *Les Intendants*, p. 146 ; cf. Baudoin : *Notice sur la
subdélégation* (*Mém. de l'Acad. des Inscip. et B. Lett. de
Toulouse*, 1882, 1^{er} semestre, p. 283) ; surtout H. Rouzaud
L'autonomie du Languedoc (*loc. cit.*, p. 501).

4. M.-J. Bry : *Les vigueries de Provence*, p. 336.

Le subdélégué reçoit 1000 liv. de gages annuels, « actuels et effectifs », à prendre « sur la recette « générale des finances de la généralité de [Mont-
« pellier ». Il a des privilèges : exemption de la taille, des ustensiles, impositions et logements, collecte, tutelle, curatelle ; un privilège juridictionnel : « ses causes seront commises au bailliage « ou autre siège royal le plus prochain de la ville « d'Alais ».

Il doit avoir 25 ans, n'être pas parent ou allié, aux degrés prohibés, de magistrats siégeant dans la ville où il habite ; être catholique ; prêter serment.

La finance de l'office du Vigan est de 10000 liv., plus 1000 liv. pour le droit de deux sols pour livre et de 90 liv. pour le droit de marc d'or ¹.

Le même édit créa « des offices formez et héréditaires de greffier de la subdélégation », pour « rédiger par écrit les informations dans les cas « d'enrollement forcez ou de désordres commis par « les troupes, ensemble les procez-verbaux qui « seroit faicts par lesdits subdeleguez, pour la « visite et réception des ouvrages et réparations « nécessaires tant aux bastimens, dépendant de « nos Domaines, que aux Églises et presbytères, et « généralement tous autres procez-verbaux, que « lesdits subdeleguez dresseront..., en garder les « minutes..., en délivrer des expédition ².

Avant ce moment-là, le nombre des subdélégués était indéterminé.

1. BB, 11, p. 209, 22 janvier 1705 ; FF, 9, p. 83, 7 mars 1705, enregistrement des provisions de M. Daudé, premier titulaire de l'office, datées du 3 décembre 1704.

2. BB, 21, 5, janvier 1707.

« Leur nombre avait certainement varié depuis
 « leur établissement. On en compte (en Languedoc)
 « une trentaine à la fin de l'Ancien Régime, pour
 « toute l'étendue de la province. Le plus souvent le
 « territoire confié à un subdélégué correspond à un
 « diocèse... Dans le Bas Languedoc le nombre des
 « subdélégués augmente... il y en a deux dans le
 « diocèse d'Alais » ¹.

L'Intendant nomme des subdélégués, au gré des circonstances, en vue, souvent, de missions déterminées.

Ainsi, au moment de la guerre d'Espagne, en 1639,
 « le sieur Dupré intendant à Nîmes commet et
 « *subdélègue* M. de Candillargues », pour faire au
 Vigan et dans les environs une levée d'hommes ².

En 1641, M. Danoul, juge d'Uzès, délégué par le
 Gouverneur de la province, pour faire une autre
 levée d'hommes, *subdélègue* le sieur Michel Bar-
 busses, dans les diocèses de Montpellier, Nîmes,
 Mende et autres, aux mêmes fins ³.

En juin 1672, le sieur P. Bonniol, exempt de la
 prévôté générale du Languedoc, commissaire *subdé-
 légué* par le Prévôt général, va informer au Vigan
 sur des excès de gens de guerre ⁴.

En 1682, Laurens, juge de Saint-Hippolyte, est
subdélégué par ordonnance de l'intendant du
 25 mai 1680, pour vider un différend que la com-
 munauté du Vigan a avec le viguier et M. de la

1. Dutil : *L'Etat économique du Languedoc, à la fin de l'Ancien Régime*, p. 41-42.

2. Gard, F, 6^e div., délib. de la vig. du Vigan, II, f^o 261, 3 oct. 1639; cf. notre *Viguerie du Vigan*.

3. Gard, F, *loc. cit.* II, f^o 326, 9 juin 1641.

4. BB, 8, p. 48, 16 mars 1674.

Canourgue (brigues consulaires) ¹. En 1686, l'intendant *subdélègue* un avocat au présidial de Béziers pour informer sur des affaires militaires ².

La même année, il *subdélègue* encore M. Novy, garde-sceau au présidial de Nîmes, pour assister à une reddition de comptes délicate au Vigan ³.

L'année suivante, il *subdélègue* M. Chazel, procureur du roi, comme commissaire député à la bâtisse des églises démolies pendant les troubles du siècle précédent ⁴.

La même année 1687, l'intendant commet et *subdélègue* une autre personne pour vider un différend entre la communauté du Vigan et celle de La Paroisse ⁵.

En 1703, un sieur Pontanel reçoit une mission analogue, et, pour ce, est *subdélégué* au Vigan ⁶.

Nous voyons de ces subdélégués temporaires à Lasalle ⁷ vers 1690 ⁸, à Tournon en 1701 ⁹, au Vigan¹⁰, etc.

Puis, quand l'institution se stabilise, il y en a au moins un par diocèse ¹¹.

1. BB, 9, p. 178, 27 juin 1682 ; p. 179, 7 juillet 1682.

2. BB, 9, p. 343, 22 février 1686.

3. BB, 9, p. 329, 4 janvier 1686 : p. 343, 22 février 1686 ; p. 383, 11 septembre 1686.

4. BB, 9, p. 422, 5 avril 1687.

5. BB, 9, p. 477, 29 septembre 1688.

6. *Revue du Midi*, VIII, 1890, p. 60.

7. C'est le sieur de Bagars. Plus tard, un certain Lefébure (Dr Malzac, *La peste à Lasalle*, p. 20).

8. Ch. Bost : *Les Prédicants protestants des Cévennes et du Bas-Languedoc*, II, p. 8.

9. *Ibid*, p. 307.

10. *Ibid*, p. 445.

11. Coquerel : *Hist. des Églises du Désert*, I, p. 510. A Nîmes c'est M. de Caveirac.

Il y en a un à Lodève, à côté de nous (Martin : *Hist. de Lodève*, II, p. 149).

Quand on érigea les offices de subdélégués, il y en eut deux dans le diocèse d'Alais : un pour la ville d'Alais et l'autre pour tout le restant du diocèse ¹.

Ce dernier se vit assigner le Vigan comme résidence ².

Le premier subdélégué du Vigan fut Jacques Daudé, sieur de la Coste, né à Saint-André-de-Majencoules ³, à qui son fils, Jacques-Jean-François Daudé d'Alzon, succéda. Il eut lui-même pour successeur M. Aguze ⁴, qui fut le dernier subdélégué du Vigan.

« Le subdélégué était mêlé d'une manière très étroite à l'administration des communautés » ⁵. Ainsi, la ville a-t-elle besoin de refaire ses portes brisées par le vent, pendant une période troublée, le subdélégué ordonne d'y pourvoir immédiatement et règle le paiement de cette dépense urgente, tout comme le fait l'intendant habituellement ⁶. Il autorise les conseils renforcés ⁷. L'intendant, « investi d'un pouvoir absolu sur 200.000 N. C., fait instruire par ses subdélégués les procès de religion » ⁸, ce qui n'est pas sans danger pour eux.

1. On connaît Viala, subdélégué d'Alais, en 1704 (chanoine Durand : *Etat religieux des trois diocèses de Nîmes, Uzès et Alais, à la fin de l'ancien régime*, p. 219, n. 1).

2. Coquerel : *op. cit.*, I, p. 510 ; Rouger : *Topographie du Vigan*, p. 23 ; Germer-Durand : *Dictionnaire du Gard*, p. xxii ; Gard, C, 47 ; Hérault, C, 47.

3. Il était déjà possesseur de l'office de juge de la cour royale du Vigan qu'il avait acheté à M. Boyer de Camprieu.

4. Gard, C, 1904.

5. M.-J. Bry : *Les vigueries de Provence*, p. 337

6. BB, 12, p. 143, 28 février 1711.

7. BB, 14, p. 1037, 22 novembre 1780.

8. Monin : *op. cit.* p. 7.

Ainsi, pendant la guerre des Camisards, M. Daudé père, dans la circonscription duquel se trouvait le théâtre des hostilités, fut obligé, par ses fonctions, de faire dans toutes les Cévennes des informations contre les « phanatiques », ce qui lui attira bien des haines.

Déjà, en octobre 1691, quelques protestants du Vigan parlaient au prédicant Vivent « d'un projet « d'assassiner le juge Daudé, subdélégué, qui avait « fait à Valleraugue des poursuites contre la famille « Vivent. Un dragon, Puechmary, valet du sieur « Darènes, promet de le tuer » ¹, ce qui est seulement différé : M. Daudé est assassiné, en 1704, dans des circonstances suffisamment connues par ailleurs ² pour être répétées ici.

Nous avons vu que, l'office étant héréditaire, M. Daudé fils, juge et maire du Vigan ³, succéda à son père et fit enregistrer assez vite ses provisions de subdélégué du Vigan ⁴.

Cette charge entraînait, outre une paperasserie et une correspondance actives, de multiples déplacements, des voyages et des informations sur les

1. Ch. Bost : *op. cit.*, I, p. 445.

2. v. BB, 12, p. 300, 28 septembre 1716 ; BB, 13, p. 499, 8 novembre 1736 ; Peyrat : *Hist. des Pasteurs du Désert*, II, p. 206-207 ; Arman : *Tablettes militaires de l'arrondissement du Vigan*, p. LX ; Louvreleuil : *Le fanatisme renouvelé*, III, p. 85 ; La Baume : *Relation de la révolte des Camisards*, p. 323 ; Brueys : *Hist. du fanatisme de notre temps*, IV, p. 83-84 ; Antoine Court : *Histoire des troubles des Cévennes*, II, p. 480-483 ; etc.

3. Ce besoin de cumuler de multiples fonctions se retrouve dans l'achat par M. Daudé père de l'office de greffier de sa propre subdélégation (BB, 21, 6, 11 avril 1711). Il était en outre lieutenant général de police et subdélégué du commandement militaire de la province (BB, 14, p. 861, 2 février 1773).

4. BB, 11, p. 209, 22 janvier 1705 ; FF, 9, p. 83, 7 mars 1705.

lieux des troubles et des crimes, ou bien pour vérifier les dommages causés aux récoltes par les intempéries ¹. En un mot, le subdélégué instruisait sur place les procès que l'intendant avait ensuite à juger ².

En 1786, lorsque le nouvel intendant Ballainvilliers arriva dans la province, la communauté du Vigan le supplia de maintenir dans notre ville le siège de la subdélégation, qui y était établi « depuis « l'érection du diocèse d'Alès », et que la population d'Alais réclamait depuis longtemps ³.

M. Daudé, d'Alzon, fils du premier subdélégué, âgé et impotent, subrogea, le 7 mai 1755, M. Aguze à ses fonctions; l'intendant l'en investit aussitôt, « pour vaquer aux affaires en l'empêchement dudit « M. Daudé » ⁴.

Il ne devint subdélégué en titre qu'en octobre 1786, M. Daudé, décédé au mois d'août précédent, n'ayant pas voulu se dépouiller de son titre de son vivant ⁵.

1. *Recueil des Edits... pour 1769*, f° 127 v°.

2. BB, 15, p. 148, arrêt du Conseil, du 31 mai 1788.

3. BB, 15, p. 335, 4 août 1786.

4. Gard, C, 1904.

5. Gard, C, 1916, 26 octobre 1786.

« Etant informé du décès du sieur d'Alzon notre subdélégué
« au département du Vigan et ayant de très bonnes informations
« sur la probité intelligence et capacité du sieur Jacques Louis
« Aguze, seigneur de la Valette. Nous avons nommé et nom-
« mons, commis et commençons ledit sieur Jacques Louis Aguze
« de Lavalette pour faire les fonctions de notre subdélégué au
« département du Vigan, avec les honneurs et prérogatives
« attachées à cette place, enjoignons aux maires, consuls et
« habitants des villes et communautés qui composent ledit
« département de le reconnoître en la dite qualité et de lui
« entendre et obéir en tout ce qui pourra leur prescrire de notre
« part pour le service du Roy.

« Fait à Montpellier, le 29 aoust 1786, Ballainvilliers. »
(Hérault, C, 1372).

§ 2. — ATTRIBUTIONS DES SUBDÉLÉGUÉS

Nous avons des indications très précieuses sur l'activité de nos subdélégués, dans des registres de la correspondance d'Aguze, dernier subdélégué du Vigan, conservés aux archives du Gard : ces minutes de lettres sont très vivantes.

On le voit faire un rapport détaillé au sujet de la réfection de l'hôpital de Saint-Hippolyte. Il s'occupe, avec un soin tout spécial, des chemins et des cours d'eau, de l'agriculture, du commerce, de l'industrie, des mines, des salaires, en un mot de tout ce qui constitue la vie économique de ce coin des Cévennes au XVIII^e siècle.

Les rapports qu'il fournit à l'intendant, sur la situation générale de son *arrondissement*, comme on disait déjà, sont très précieux à consulter¹. Nous le voyons donner son avis sur la création d'un office de greffier à la justice royale du Vigan²; renseigner l'intendant sur le nombre des vaches de la région³; sur l'exploitation des mines et verriers⁴; sur « l'ignorance et la routine meurtrière » des sages-femmes⁵. Il fait aux consuls du Vigan

1. Nous en donnons un, fort remarquable, aux *Preuves* (Gard C, 1906), n° 9.

2. Gard, C, 1916, 17 septembre 1786 (reg. de corresp. du subdélégué du Vigan, 3 sept. 1786 à 21 juin 1788).

3. *Ibid*, 1^{er} octobre 1786.

4. *Idid*, 29 octobre 1786; 26 octobre 1786 (p. 25).

5. *Ibid*, p. 26, 8 octobre 1786 : Aguze adhère absolument au projet d'établir « un cours public et gratuit sur l'art des accouchements dans les principales villes et gros lieux du département. à raison de deux ou trois cours dans l'année » comme cela se pratique à Montpellier par exemple.

des remontrances sur l'insalubrité et le peu de sûreté des prisons ¹.

Apprenant qu'un espagnol a essayé, à Ganges, de débaucher un habile monteur de métiers à bas, il écrit à l'intendant qu'il faut absolument le faire arrêter ².

Le 19 mars 1787, le subdélégué du Vigan écrit encore à l'intendant ³ : « il ny a eu dans mon département pendant le mois de février dernier aucunes épidémies ni épizooties ». Il le renseigne sur la situation consulaire à Saint-Jean-de-Gardonnenque, Anduze, Sommières ⁴.

Il revient, le 14 septembre 1787, sur « l'humidité qui règne aux prisons basses » de la cour royale du Vigan ⁵.

Il fait des rapports sur le notariat dans la région ⁶ : au Vigan, il y a sept notaires dont quatre, qualifiés « royaux de la ville et viguerie du Vigan », et quatre, « royaux de la ville du Vigan ». On vient d'en supprimer un ⁷. Il avertit son supérieur des poursuites qu'il dirige contre le « soy disant chevalier de Chiariny qui faict distribuer sous de fausses autorités un remède prétendu spiritueux dict *Topique universel* », et de la surveillance secrète dont ce charlatan est l'objet ⁸; de « l'état des semailles : elles sont belles partout..., un peu retardées par les plaines » ⁹.

1. Gard, C, 1916, 28 novembre 1786.

2. *Ibid*, 21 janvier 1787.

3. *Ibid*, p. 60.

4. *Ibid*, p. 67, 17 juin 1787.

5. *Ibid*, p. 91.

6. *Ibid*, p. 109-110.

7. *Ibid*, p. 126-127.

8. *Ibid*, p. 115-113.

9. *Ibid*, p. 124, 18 décembre 1787.

Le 17 mai 1788, il écrit à l'Intendant : « il n'y a
 « que quelques fabriques de cadis, de petites serges,
 « et ces fabriques ne sont pas d'assez grande con-
 « séquence pour mériter l'attention du Gouverne-
 « nement ou du bureau de commerce, d'autant
 « encore que la plus part de ceux qui font ce comer-
 « ce... ne font qu'acheter ces étoffes des petits
 « fabricants et les revendre ensuite ». On ne les
 peut, ainsi, ranger dans la classe des manufactures,
 pas plus que celles de bas de soie ou de coton ¹.

En mai 1788, il produit un rapport très intéres-
 sant sur les justices de la région ² : en juin, sur les
 verreries, et la rareté du bois dans les basses Cé-
 vennes ³.

En juillet, il répond à une demande de rensei-
 gnements que lui fait Paul Marazel, ministre à
 Bréau, qu'au Vigan, les mariages des « non catho-
 « liques » sont reçus par le juge royal, depuis l'édit
 de novembre 1787 ⁴.

Il s'occupe de demandes de concessions de mi-
 nes à Arrigas, Dourbies, St-Jean ⁵.

Dans une de ses dernières lettres, Aguze constate

1. Gard, C, 1916 p. 162, 17 mai 1788. Sur la bonneterie en Cé-
 vennes, v. la note *sur l'agriculture, le commerce et l'industrie*, à
 la fin de ce travail, et Auguste Poulon : *La bonneterie de soie à
 domicile dans les Cévennes*.

2. Gard, C, 1916, p. 166-173, lettres des 20 mai et 26 mai 1788.

3. Gard C, 1917 (2^e reg. de corresp. du subdélégué Aguze, 21
 juin 1788-4 janvier 1789), p. 1, 21 juin 1788.

4. *Ibid*, 8 juillet 1788. Ainsi, alors, la fiction des *Nouveaux
 convertis* a disparu. même du langage administratif, et les fonc-
 tionnaires de l'Intendance reconnaissent la qualité de « Minis-
 « tres... à ceux qui le sont, et appellent leurs ouailles, des non
 « catholiques. »

5. *Ibid*, p. 25. Cette lettre est particulièrement intéressante.

qu'«il a régné une épidémie de fièvre bilieuse dans le peuple, ces trois derniers mois »¹.

Et si nous voulons conclure, nous dirons que le subdélégué est un agent de transmission, un indicateur et un intermédiaire entre l'Intendant et les communautés, rien de plus². Sa situation personnelle lui donne parfois beaucoup d'importance, et, dans tous les cas, son influence est fort utile aux communautés de son ressort, dont il est, en quelque sorte, l'intercesseur auprès de l'Intendant.

¹ Gard, C. 1917 p. 29, 26 octobre 1788. Il est regrettable que nous ne possédions que ces deux minces registres de la correspondance du subdélégué Aguze. Combien les minutes des lettres écrites par les Daudé devaient être encore plus intéressantes, aux alentours de 1705 (v. DD. 21, 1, 16 mai 1738).

Nous nous sommes étendu particulièrement sur les attributions du subdélégué du Vigan, parce qu'il touche de très près à notre administration communale : il la surveille et écrit au maire à tout propos, pour lui transmettre les ordres de l'Intendant. Et puis cela ne repose-t-il pas l'esprit de sortir des sèches généralités pour fixer un fonctionnaire dans l'attitude de la vie, au lieu de ne le voir agir qu'à travers d'arides textes de loi !

² v. le jugement de M. Rouzaud (loc. cit , p. 501).

CHAPITRE XIII

L'administration militaire de la Province

La province, très anciennement, est administrée militairement par les sénéchaux, et, sous leurs ordres, par les viguiers qui commandent les troupes réunies dans leurs circonscriptions¹.

Puis apparaissent le Gouverneur et son Lieutenant. Au xvii^e siècle, le gouvernement militaire du Languedoc est ainsi composé : au sommet, un Gouverneur général et, au-dessous de lui, un commandant de la province qui a sous ses ordres trois lieutenants généraux, huit lieutenants de roi de la province, ayant chacun son département, neuf lieutenants de maréchaussée, huit grands sénéchaux et trois grands baillis d'épée commandant dans des pays rattachés au Languedoc par les seuls liens administratifs (Vivarais, Velay, Gévaudan) ; on compte en outre un grand nombre de gouverneurs particuliers de villes, tous héréditaires sauf treize qui sont à la nomination du roi² (offices de 1696). Enfin, « le roi nommait aussi, quand il le jugeait à propos des commandans dans certains districts de la province³. »

1. v. notre *Viguerie du Vigan au commencement du XVII^e siècle*, chap. V.

2. Parmi ces derniers, sont ceux de Nîmes, du fort d'Alais et du fort de Saint-Hippolyte ; cf. de Romanet : *Les provinces de la France*, p. 245.

3. *Chroniques de Languedoc*, I, p. 120 ; *Mémoires de Basville*, p. 86 ; Daval-Jouve : *Montpellier pendant la Révolution*, I, p. 7-8.

§ 1. — LES GOUVERNEURS DE LA PROVINCE

Leurs origines sont fort anciennes¹. « Depuis
« 1337, les Gouverneurs se succèdent à peu près
« sans interruption². »

Ils tirent leur origine de ces lieutenants que le roi, dès 1226, investissait d'une autorité générale fort étendue, supérieure et analogue à celle des Sénéchaux³.

Leurs fonctions deviennent permanentes en 1337, et dès la fin du xiv^e siècle, on tend, de plus en plus, à les appeler « Gouverneurs » et non plus « Lieutenants généraux. » Cette désignation finit d'ailleurs par tomber complètement en désuétude⁴.

Les Gouverneurs sont tout puissants : ils ont « l'entière disposition de la force armée », confèrent toutes sortes de privilèges, demandent des aides aux communautés, ont la haute main sur leur administration, peuvent destituer presque tous les officiers royaux, perçoivent des impôts, établissent, à la fin du xiv^e siècle, la taille annuelle et permanente, fixent alors le montant de l'impôt royal, et en emploient le produit⁵.

« Du xiv^e au xv^e siècle... l'autorité royale a été
« presque entièrement abandonnée au Lieutenant
« Général, chef des troupes, chef de l'administra-
« tion et de la justice. » Le Gouverneur a un conseil

1. Gariel : *Les Gouverneurs de Languedoc* ; Dupont-Ferrier : *op. cit.*, p. 28, 30, 31, 56-58, 63 seq., 69 seq., 233.

2. Dognon : *op. cit.*, p. 333, 346.

3. *Ibid*, p. 345 bis.

4. *Ibid*, p. 346 bis.

5. *Ibid*, p. 347 bis, 348, 349, 349 bis.

et un capitaine général, vite appelé « Lieutenant
« du Gouverneur¹. »

Il a des *gardes*, qui, « outre la fonction indiquée
« par leur titre, » sont employés à « faire rentrer
« les impôts des nobles et gens de main forte chez
« lesquels ils sont envoyés comme garnissaires². »

A la fin des guerres de religion, les Gouver-
neurs sont de véritables vice-rois³.

Jusqu'en 1632, ils choisissent leurs lieutenants
généraux, mais quand le duc de Ventadour se
fut démis de sa charge, le roi la démembra, et
divisa le Languedoc en 3 départements : Haut
Languedoc, Cévennes, Bas Languedoc, à la tête
de chacun desquels il y eut un lieutenant général⁴.

Dès lors commença la décadence du Gouverne-
ment de Languedoc : les Montmorency en avaient
abusé. Les Intendants peu à peu se substitueront
aux Gouverneurs. Ceux-ci auront un titre hono-
rifique, et quelques pouvoirs d'ordre militaire⁵.

Ils n'interviendront plus dans les élections
consulaires. C'est à peine s'ils transmettront aux
communautés les arrêts des Cours Souveraines,
rendus en matière électorale ou administrative,
avec leurs ordonnances leur donnant plus grande
force exécutoire⁶.

Nous les verrons surtout écrire aux consuls et
donner des ordres en matière de police générale,
tranquillité publique, vols, assassinats, ports d'ar-

1. Dognon : *op. cit.*, p. 351, 353, 353 bis.

2. Monin : *op. cit.*, p. 127.

3. Cavaignac : *Esquisse d'une Histoire de France*, p. 201.

4. F. Béchard : *Droit municipal dans les temps modernes*,
p. 265.

5. Gachon : *Les Etats*, p. 76, 80.

6. BB, 5, p. 190 seq., 16 février 1663.

mes, attroupements séditieux¹, levées de gens de guerre², étape, approvisionnements³.

Leur omnipotence passée ne sera qu'un souvenir intimement lié à celui des Frondes⁴.

§ 2. — LES LIEUTENANTS DU GOUVERNEUR

Nous avons vu que cette charge, primitivement unique pour la province⁵, fut divisée en 1632⁶.

L'un des trois Lieutenants Généraux avait dans son département le Vigan : c'était celui des Cévennes⁷.

Les pouvoirs du Lieutenant général sont mal définis, il supplée le Gouverneur absent⁸,

§ 3. — LES COMMANDANTS MILITAIRES

En concurrence avec le Gouverneur et ses Lieutenants, le Roi créa, en mai 1686, un Commandant Général de la province, « avec la
« même autorité que le gouverneur... chose bien
« fâcheuse pour les Lieutenants généraux lesquels,
« après avoir acheté bien cher leurs emplois,

1. FF, 6, 2, 15, 5 octobre 1665.

2. Pour secourir Leucate, assiégée par les Espagnols, p. ex. (v. notre *Viguerie du Vigan*) ; cf. *Preuves*, *passim*.

3. v. *passim*, liv. IV, chap. IV.

4. v. les noms des gouverneurs de Languedoc, apud Gariel : *op. cit.* ; *Hist. de Lang.*, *passim* ; *Croniq. de Lang.*, III, p. 9 ; Bâville : *Mémoires* ; etc.

5. v. Dupont-Ferrier : *op. cit.*, p. 28, 30, 31, 56-58, 63, 64 s., 69 s.

6. Béchard : *op. cit.*, p. 265.

7. Gachon : *Les Etats*, p. 264.

8. *Ibid*, p. 91.

« avaient le désagrément de voir des étrangers
leur ravir leur autorité » ¹.

En outre, et temporairement, pendant la guerre des Camisards, commandèrent, avec de pleins pouvoirs, en Cévennes, Maurice de Broglie (1704) Berwick (1705) et Roquelaure (1706) ².

Le commandant militaire de la province avait sous ses ordres, dans les diocèses, des *subdélégués du Commandement*, dont les charges se confondaient pratiquement avec celles de subdélégués de l'Intendance.

Ainsi le subdélégué du commandement, pour le diocèse d'Alais, résidait au Vigan : nous le connaissons déjà ³.

Le dernier fut cet Aguze dont la correspondance est si instructive ⁴ ; nous y voyons le subdélégué écrire au vicomte de Cambis, commandant en Languedoc, au sujet d'engagements, dans les régiments du roi ⁵.

Ces sortes de lettres sont très fréquentes.

Aguze est aussi en rapports suivis avec la brigade de maréchaussée établie à Ganges, lui donne souvent des ordres et en reçoit des rapports, etc.

1. Marquis de Sourches : *Mémoires de la Cour de France*, II, p. 53.

2. J.-B. Couderc : *Victimes des Camisards*, p. 287.

3. Germer-Durand : *Dictionnaire du Gard*, p. xxiii

4. BB, 14, p. 861, 2 février 1773.

5. Gard, G, 1916, p. 25, 6 octobre 1786, engagement de Jean-Antoine Sanguinède, dans la compagnie d'infanterie au régiment de Barrois.

§ 4 . — LE GOUVERNEMENT DES VILLES DU VIGAN ET SUMÈNE

Pendant les guerres de religion, aux environs de 1594, la viguerie protestante du Vigan avait dans notre ville un *gouverneur*, M. de Mandagoût, nommé par commission du général en chef des armées de l'*Union*¹. Mais sitôt le calme rétabli, il s'effaça, sa présence n'étant plus utile.

On peut donc dire que le Vigan ne commença d'avoir un Gouverneur qu'au milieu du xvii^e siècle, quand des offices furent créés².

En mai 1674, M. de Ginestous, sieur de Gravières, fut nommé par le roi « capitaine viguier et « gouverneur de la ville et viguerie du Vigan, » ce qui lui valut, à son retour de Nîmes où il était allé se faire recevoir en sa charge par le Sénéchal, une belle réception et des compliments des consuls en chaperon, assistés de leur conseil³.

En août 1722, un édit rétablit le gouverneur du Vigan, dont l'office avait été supprimé précédemment.

Un certain Baland de Laure, inconnu au Vigan, acquit le nouvel office, mais M. de Gravières surenchérit et la communauté, désireuse de l'avoir encore comme Gouverneur, supplia le Roi de le

1. BB, 2, p. 68. 3 janvier 1594 ; cf. notre *Vigan pendant les guerres de religion*.

2. Sur ces offices dont nous ne détaillerons point les vicissitudes d'ordre purement budgétaire, v. Albisson, VII, p 79. 96, 104, 197, 283, 374, etc.

3. BB, 8, p. 64, 10 mai 1674.

nommer, de préférence à son concurrent, ce qui fut fait ¹. Il mourut en 1727 et son fils lui succéda.

Un autre Ginestous, en 1767, fit signifier ses provisions de Gouverneur au Lieutenant de Maire, et non au greffier, ce qui constituait un manque d'égards et une violation des usages ².

La déclaration du 4 mai 1766 venait de décider que désormais il ne serait pourvu aux offices de Gouverneurs et Lieutenants créés par édit de Novembre 1733, qu'à vie.

Un arrêt de juin de la même année avait encore ordonné de pourvoir à ces offices avec des officiers en activité ou non, nobles, sans que cela put entraîner une incompatibilité quelconque avec d'autres charges ³.

M. de Ginestous prêta serment le 22 août 1767 ⁴.

Le 29 mars 1769, M. de Ginestous remit au greffier de la communauté un mémoire intitulé « relevé des grefes des hôtels de ville de Saint-Hipolite, Nismes, Uzès, et des honneurs rendus aux gouverneurs et commandans des dites villes » et le pria de convoquer le conseil renforcé de la communauté pour voir ordonner par lui l'enregistrement de ce mémoire.

En recevant cet acte, M. de Tessan, juge royal, alla trouver M. de Ginestous pour lui expliquer que l'édit de mai 1766 et la déclaration du 28 août suivant limitaient strictement les objets pour quoi l'on pouvait convoquer le conseil renforcé. M. de Ginestous cria, menaça, dit avoir des ordres

1. BB, 13, p. 70 seq., 25 avril 1723, conseil général.

2. BB, 14, p. 656, 24 août 1767.

3. *Ibid*, p. 735, 8 novembre 1769.

4. *Ibid*, p. 738,

du Gouverneur de la province, mais n'émut point la municipalité qui sollicita le comte de St-Florentin, ministre, chargé du département des affaires de la province, de donner un règlement à ce sujet ¹.

Ainsi voila une simple querelle de préséances qui va brouiller pour un temps la ville et son Gouverneur et Viguiers ². Le prince de Beauveau envoya en janvier 1770 le règlement demandé ³. On y lisait que les consuls devaient faire au gouverneur une visite en robe, quand il entrait en charge, ou quand, absent du Vigan, il y revenait (mais seulement quand cette absence avait lieu à suite d'un congé régulier de la Cour); qu'aux Te Deum, et aux cérémonies *ordonnées* (lisez : officielles), le Gouverneur avait la préséance sur les consuls, et que ceux-ci le devaient aller chercher, en chaperons; qu'il devait, dans les cortèges et processions, marcher entre le premier et le second consul, mais que ceux-ci n'étaient pas tenus de l'aller reconduire chez lui; qu'aux feux de joie, un valet de ville lui devait présenter un flambeau, pour les allumer, et autres menues prescriptions, qui, loin d'être des enfantillages, étaient la manifestation, le signe sensible d'une autorité réelle ⁴.

A la suite de nouvelles contestations, le subdélégué Aguze fit enregistrer par le conseil politique un

1. BB, 14, p. 713, 4 mars 1769; p. 749, 31 mars 1769.

2. Arman : *Tablettes*, p. 445, n. 23.

3. BB, 14, p. 754, 9 janvier 1770.

4. *Ibid*, p. 754, « règlement sur les contestations entre le com-mandant pour S. M à Uzès, et les consuls de ladite ville », enregistrement (Versailles, 27 mars 1734); p. 756. 757. Lettres d'envoi du règlement, enregistrement.

règlement du 17 septembre 1786, du marquis de Breteuil ministre, où les visites dues par les consuls au Gouverneur étaient minutieusement analysées : on devait ouvrir toutes les portes à deux battants, et le Gouverneur devait reconduire les consuls à la porte de son antichambre ¹.

Le dernier gouverneur du Vigan fut Jean André-César, marquis de Ginestous, seigneur de Madière, le Mas Delpont, etc. ².

Peut-on définir les pouvoirs du Gouverneur ? Cela est difficile, car ils étaient assez vagues ³. En 1706, on le voit requérir les consuls de faire réparer les portes de la ville qui tombaient de vétusté ⁴.

L'arrêt du premier juin 1766 dit que le gouverneur commandera aux habitants de la viguerie, en tant que de besoin (?), et aux gens de guerre qui y seront en garnison, sous l'autorité du Gouverneur de la province et de son lieutenant général ⁵. Tous les capitaines, chefs, conducteurs quelconques de troupes le devaient reconnaître en cette qualité ⁶.

En 1789, les consuls convoquent plusieurs conseils généraux de la communauté, « après en avoir « prévenu M. le Commandant de la place », qui n'est autre que le Gouverneur, dont le nom s'est transformé ⁷.

1. BB, 15, p. 341, 29 septembre 1786.

2. La Roque et Barthélémy : *Catalogue des gentilshommes...*, p. 9, 47 ; La Roque : *Armorial de Languedoc*, I, p. 227 s., n° 257 s.

3. A fortiori, l'énumération des attributions de son lieutenant que nous faisons, ci-après, doit s'appliquer au gouverneur.

4. BB, 11, p. 246, 5 janvier 1706.

5. BB, 14, p. 735. Cf. : édits d'août 1696, décembre 1708, novembre 1733 ; déclarations des 11 juin 1709 et 4 mai 1766.

6. BB, 14, p. 732 s.

7. v. BB, 15.

Enfin, le Gouverneur de la ville avait un *lieutenant* pour le suppléer.

Nous voyons en 1710, M. Daudé d'Alzon, juge, maire, subdélégué, acquérir « l'office ferme et « héréditaire de lieutenant pour le roi » créé par édit de décembre 1708, qui lui procurait les prérogatives suivantes : « avoir un banc dans « l'église, après celui du Seigneur ou du Gouverneur, avoir le pas sur toutes sortes d'officiers « excepté les Gouverneurs, jouir en l'absence du « Gouverneur de tous les droits honorifiques dont « ont coutume de jouir les autres lieutenans de « roi des villes du royaume, et pouvoir prendre telle place qu'ils jugeront à propos dans toutes les assemblées publiques et particulières soit « à la tête des officiers de justice ou du corps de « ville à leur choix, commander la milice bourgeoise « des villes de leur établissement, donner leurs « ordres aux colonelz, majors et capitaines, même « aux commandants et officiers des troupes qu « passeront, lesquelles troupes seront obligées de « mettre pendant leur séjour une sentinelle à la « porte des dits lieutenans de roi, en l'absence des « dits gouverneurs ; allumer les feux de joye « à la teste des corps de villes ; assister quand il « pléira, à la revue des troupes conjointement, avec « les maires et commissaires aux recreues ; pouvoir visiter les magasins des étapiers... faire dresser des procès-verbaux des déserteurs, etc. » ¹.

Disons en terminant que l'office de gouverneur de Sumène et le Vigan, rétabli par édit de novembre 1733, au profit de M. de Ginestous, donna lieu

1. BB 12, 15 mai 1710, p. 115 seq., enregistrement des provisions de M. Daudé.

à de grandes envies et à une certaine opposition contre lui.

La cabale eut des échos jusqu'à la cour. On fit même là-dessus une chanson ¹ et « les dames eurent beaucoup de part à tous ces mouvements ² . »

§ 5. — LES PRÉVÔTS DES MARÉCHAUX ET LA MARÉCHAUSSEE

Les « prévôts des maréchaux » furent créés en 1513, « à raison d'un par sénéchaussée, afin de réprimer les pilleries des gens de guerre. » puis supprimés en 1517. Ils sont ensuite rétablis chaque fois que le besoin s'en fait sentir, et, sous Henri II, deviennent une institution permanente. En 1522, il n'y a pour le pays entier qu'un seul prévôt, celui du Gouverneur, aidé de lieutenants et d'archers.

Ces lieutenants sont nommés à raison d'un par diocèse, par les assiettes ³ .

Puis c'est du Gouverneur de la province que dépend leur choix. On les appelle prévôts diocésains. Après l'édit de Béziers (1632), les assiettes recouvrent le droit de les nommer ⁴ .

Les prévôts général et diocésains sont les exécuteurs de la police provinciale.

Ils punissent les contrevenants aux lois de sûreté publique ⁵ .

1. M. Falguière l'a publiée apud *l'Echo des Cévennes*, n° 2472, 19 mai 1883.

2. Lettre du chevalier de Tessen à son frère, premier consul du Vigan, février 1769 (*papiers Falguière*).

3. Dognon : *op. cit.*, p. 421-422 ; Chérueil : *L'administration de la France*, I, p. 153 ; Dupont-Ferrier : *op. cit.*, p. 175-182.

4. Gachon : *Les Etats*, p. 79 ; Bry : *Les vigueries de Provence*, p. 207.

5. Gachon : *op. cit.* p. 80.

Nous les voyons souvent intervenir dans les affaires de la communauté viganaise.

Le Vigan dépend du prévôt général de Montpellier¹ et du lieutenant diocésain de Nîmes, qui a une cour analogue, et commande à 10 archers².

Des cabales consulaires amènent le prévôt général au Vigan, en 1609³.

En 1611, le « Lieutenant des prévostz des marchands » vient informer au Vigan, sur de nombreux vols qui s'y commettaient⁴.

En 1630, le prévôt général emprunte le canon du Vigan, au cours d'une « chevauchée » qu'il dirige contre le château de Lavit⁵, repaire de coupe-jarrets⁶.

Les comptes de la viguerie nous apprennent que, l'année suivante, par ordre de l'Intendant, le syndic, premier consul du Vigan, a payé « la despence du sieur Guiran, lieutenant de prévost, assisté de trois archers, pour ung jour et demy »⁷.

Plus tard, les propriétaires de chèvres de la commune s'obstinent à mener dépaître leurs chèvres dans les terres cultivées, et le lieutenant de prévôt Robert offre aux consuls de « faire vui-

1. Qui est assisté d'un lieutenant, un procureur, un greffier, un exempt et 13 archers (édit de 1659).

2. Depuis 1693 (*Mémoires de Basville*, p. 142).

3. FF, 2, 1, 1, 26 août 1609.

4. FF, 6, 1, 2, 30 janvier 1611, conseil général.

5. C'est le château d'Assas, sur le Causse de Blandas.

6. EE, 1 bis, 106, 10 mai 1630.

7. Gard, F, 6^e div., délib de la vig. du Vigan. I, f^o 350, 18 mars 1631.

« der ledit bétail, à condition qu'on lui bailhe la
« moitié des amandes », ce qui est accepté ¹.

En 1663, M. de Tressan, grand prévôt, est de passage au Vigan, avec toute sa compagnie ²

Le onze juin 1672, un « exempt en la prévosté
« générale du Languedoc, commissaire subdélé-
« gué par Messire François de Mireman, cheval-
« lier, baron de Florac et autres places, prévost
« général de la province, commissaire principal
« député par monseigneur le marquis de Castries,
« chevalier des ordres du Roy, Lieutenant général
« pour S. M. en ses armées et province du Lan-
« guedoc » vient 'faire des actes aux consuls au
sujet « des excez comis » par un capitaine du
régiment de Dauphin-Infanterie, et ses hommes,
chez « Levy Planchon hoste », et entendre des
témoins, à ce propos ³,

Chaque année, le prévôt diocésain vient au Vigan, au moment de la grande foire du neuf septembre, pour empêcher les désordres, jusqu'en l'année 1677 que le diocèse supprime sa charge ⁴.

C'est le prévôt diocésain qui juge les « assassins,
« guet à pens, et voleurs de jours de foire et
« autres » ⁵,

La fiscalité trouva moyen de créer dans cette branche de l'administration des offices nombreux et divers : sans nous étendre, citons, pour le Vigan, celui de Lieutenant des Maréchaux de

1. BB, 5, p. 15, 13 mars 1661, conseil général.

2. BB, 5, p. 257, 12 novembre 1663.

3. BB, 6, p. 632, 11 juin 1672.

4. BB, 8, p. 346, 8 septembre 1677 p. 394, 7 septembre 1678 ; BB, 9, p. 15, 6 septembre 1679 ; p. 64, 5 septembre 1680.

5. BB, 9, p. 72, 24 septembre 1680.

France, acquis par M. de Ginestous d'Argentières en 1693 ¹.

A côté des prévôts, et sous leurs ordres, existait une véritable gendarmerie, la *maréchaussée*. Nous en savons peu de chose ².

Nos premiers gendarmes sont les archers du prévôt du Gouverneur de la Province ³.

Les prévôts des maréchaux sont créés en 1536, et la maréchaussée est une troupe placée sous leurs ordres ⁴. C'est François I^{er} qui la crée ⁵.

Henri II confirme l'institution et l'organise : dès lors, elle assure la police jusqu'en 1790 ⁶.

La maréchaussée était à cheval ; elle était divisée en compagnies, réparties dans les provinces, et qui « devaient obéir aux premiers présidents et « procureurs généraux pour assurer l'exécution de « la justice et de la police du royaume ⁷. »

L'intendant, au xvii^e siècle, l'avait aussi dans sa main, « faisait des instructions sur la composition « de cette troupe d'élite et réglait le service des « brigades ⁸. »

La province payait « l'augmentation et l'installation de la maréchaussée ⁹, » peu nombreuse,

1. BB, 14, p. 716, 25 mars 1769.

2. Cf. Duval-Jouve : *Montpellier pendant la Révolution*, I, p. 11 ; Clément : *Histoire de Colbert*, II, p. 329, etc.

3. Dognon : *op. cit.*, p. 422.

4. Chéruel : *Hist. de l'administration*, I, p. 153.

5. Funck-Brentano : *Le Roi*, p. 302.

6. Chéruel : *op. cit.*, p. 179.

7. *Id.* *Dictionnaire des Institutions*, II, p. 735.

8. Fl. Astre : *De l'administration publique en Languedoc*, p. 149.

9. *Ibid*, p. 41.

d'ailleurs, et qui « ne pouvoit contenir les séditeux
« et les brigands¹ . »

Et puis, « il n'y a rien de si mauvais que les maré-
« chaussées de Languedoc.... Il n'y a entre eux
« aucune subordination² . » On en place une
escouade à Lodève, au début du XVIII^e siècle, à
cause de l'insécurité du pays³ .

An Vigan, on en désirait une brigade depuis
longtemps car le diocèse avait 18 lieues de long,
et il n'y en avait qu'une à Alais, à l'autre extrémité
du diocèse, ce qui donnait une audace inimagina-
ble aux brigands, en Cévennes. Et comme le Vigan
était le chef-lieu d'une viguerie et qu'il y avait une
cour royale jugeant en appel toutes les causes au
premier chef de l'édit, « la main forte y estoit plus
« nécessaire que partout ailleurs ; » puis le Vigan
était lieu d'étape, et situé au pied des montagnes
où les malfaiteurs et les contrebandiers avaient
leurs repaires ; le lieutenant des maréchaux de
France pour le département d'Alais résidait au
Vigan, et aussi le subdélégué du diocèse.

Aussi, en 1768, le conseil politique du Vigan
réclama-t-il une brigade de maréchaussée⁴ .

Mais comme on ne se pressait pas de l'accorder,
on écrivit encore, en 1787, à M. de Périgord, com-
mandant en Languedoc, dans le même sens, d'au-
tant que Saint-Jean-de-Gardonnenque avait ob-
tenu une brigade⁵ .

1. Abbé Millot : *Mémoires politiques et militaires*, I, p. 24 (1683).

2. *Chroniques de Languedoc*, III, in fine, *Mémoires secrets* de Basville, p. 12 (pagin. à part).

3. Martin : *Hist. de Lodève*, II, p. 183.

4. BB, 14, p. 689, 28 juillet 1768.

5. BB, 15, p. 10, 11 juill. 1787.

Mais le succès de cette démarche ne fut pas plus grand, et le Vigan dût se passer d'une brigade de maréchaussée¹ .

1. BB. 14, p. 871, 15 mars 1773.

CHAPITRE XIV

Les Puissances religieuses et les institutions secondaires

Nous avons énuméré, dans ce livre troisième, les principales institutions de l'ancienne France avec lesquelles la communauté du Vigan avait des rapports administratifs.

Le désir d'être complet nous obligera à terminer cet examen forcément succinct en disant quelques mots de certaines *puissances* ou administrations secondaires qui avaient aussi affaire à notre communauté.

Il y avait l'évêque, le vicaire perpétuel du Vigan, le camérier et le sacristain, bénéficiers du prieuré¹, les R. P. Capucins, les Missionnaires qui passaient, et les prédicateurs du Carême², les chanoines de Bonheur, installés au Vigan³, les Quêteurs de la Merci, les ministres de l'Eglise Réformée et le Consistoire, les autorités synodales des Protestants⁴, les autres communautés voisines du Vigan, en général, et celle de la Paroisse-du-Vigan, en particulier, enfin les hommagers de notre communauté.

Nous ne parlerons que des rapports que l'admi-

1. v. notre *Prieuré et l'église Saint-Pierre-du-Vigan* ; BB, 6, p. 367, 10 février 1670, réclamations pécuniaires.

2. *Ibid.*

3. *Ibid.*, et Goiffon : *Monographies paroissiales, archiprêtré du Vigan*, p. 268.

4. v. notre *Eglise réformée du Vigan*.

nistration consulaire du Vigan avait avec l'Evêque, la Paroisse-du-Vigan, et ses hommagers.

§ 1. — L'EVÊQUE

On sait que le Vigan est, jusqu'en 1694, rattaché à l'évêché de Nîmes ¹, et, ensuite, jusqu'à la Révolution, à celui d'Alais ².

C'est dans les visites pastorales que se manifeste surtout l'autorité de l'évêque : il se fait « rendre compte de la gestion des établissements de bien-faisance » et ordonne « aux consuls de veiller à leur bonne tenue et à la conservation de leurs biens » ³ ; il les contraint, à défaut des bénéficiers et *fruits-prenant*, ou solidairement avec eux ⁴, à fournir l'église paroissiale de tout ce dont elle a besoin, à y faire les réparations et agrandissements nécessaires, notamment après les guerres civiles ⁵.

En 1639, la place de Salces étant en danger de tomber au pouvoir des Espagnols, tout le monde met du sien, dans la province, pour l'éviter, et l'Evêque écrit aux consuls du Vigan de tenter un

1. v. *Histoire de Languedoc*, XII, notes, p. 150-151 : IV, note LIX, p. 274 s., suite chronologique des évêques de Nîmes ; cf. *Gallia Christiana*, VI.

2. v. *Ibid*, XII, notes, p. 151-152 ; IV, note LXXXIV, p. 447, suite des sept évêques d'Alais ; cf. *Gallia Christiana*, loc. cit.

3. Chanoine A. Durand : *Etat religieux des trois diocèses de Nîmes, d'Uzès et d'Alais, à la fin de l'ancien régime*, p. 343.

4. GG, 20, p. 172 seq. 16 septembre 1770, visite pastorale. Nous avons publié ce texte très important, apud *Bull. du Comité de l'Art Chrétien*, X, n° 67, 1912, p. 147-151.

5. Gard, G, 1297. n° 1, in fine, 3 septembre 1611 : L'Evêque somme les consuls de la R. P. R. de délaissier l'église, démolie, et de rendre les matériaux qui en proviennent et avec lesquels un temple à été bâti.

Ceux-ci refusent et injurient l'archidiacre envoyé vers eux par l'Evêque ; cf. BB, 9. p. 285, 19 octobre 1684.

suprême effort pour grossir le contingent viganais qui doit aller secourir cette place. Son appel est d'ailleurs entendu et on lui envoie une députation pour lui « offrir une grosse compagnie des « gens les plus aguerris » ¹.

Quand l'Evêque vient au Vigan, il est logé et défrayé de tout par la ville ².

Une ordonnance du gouverneur, prince de Conti, du 5 octobre 1665, nous apprend qu'il est expressément ordonné aux consuls de tenir la main à l'exécution des ordonnances ecclésiastiques de l'Evêque de Nîmes, dans le diocèse ³.

Les régents des écoles sont choisis par les consuls mais ils doivent toujours être présentés à l'agrément de l'évêque ⁴.

En octobre 1684, la maison d'un pauvre N.C. vient à brûler; en l'apprenant, l'Evêque demande aux consuls de lui venir en aide, ce que l'on fait ⁵.

Lors de la visite pastorale de 1690, l'évêque constate que ses ordonnances précédentes n'ont pas été exécutées, et il ordonne de le faire « dans « un mois, à peine de contrainte par le bras « séculier » tant contre les fruits-prenant, que contre les consuls ⁶.

En 1723, à propos de l'administration de l'Eglise, l'Evêque ordonne « que par le sieur vicaire et

1. Gard, F, 6^e div, délib. de la viguerie du Vigan, 2^e reg., f^o 266, 27 décembre 1639.

2. GG, 11, 1645.

3. BB, 5. p. 454 seq.

4. BB, 9, p. 197, 11 octobre 1682.

5. BB, 9, p. 284, 19 octobre 1684.

6. Gard, G, 1301, f^o 16-17, 9 juillet 1690.

« consuls il sera annuellement procédé à la nomination de deux marguilliers » ¹.

Lors de la visite de 1738, il ordonne qu'en exécution de la déclaration royale du 14 mai 1724, les régents des écoles, sous la surveillance des consuls, devront lui fournir des rapports périodiques sur l'assiduité religieuse des enfants des N.C. ².

§ 2. -- LA PAROISSE-DU-VIGAN

Cette commune a été réunie à celle du Vigan par la loi du 6 juillet 1860. Elle en avait été séparée en 1555 ³. Dans ce long intervalle, la vallée du Vigan était ainsi partagée entre deux communes ⁴.

La communauté de la Paroisse était essentiellement agricole et était formée par quelques hameaux : Paillerols, Bouliech, Espériès, Campis et quelques mas isolés, le Frayssinet, le Mazot, Seilan, le mas de Ficou, le mas Parran, Roudoulouze, etc., sans agglomération centrale ⁵. La Paroisse-du-Vigan avait cette particularité, qu'elle était unie pour le spirituel à la communauté du Vigan, ce qui entraînait des relations constantes d'ordre financier entre elles : les consuls du Vigan devaient s'employer à obtenir de ceux de la Paroisse, le remboursement de divers frais avancés par eux pour les dépenses suivantes, dont la paroisse devait payer sa part :

1. Gard, G. 1316, f° 82, 15 août 1723.

2. *Ibid*, G. 1317, 28 septembre 1738.

3. DD, 4 ; *Le Viganais*, n° 938, 7 mai 1899.

4. Sur les limites de la Paroisse, v. *Le Viganais*, loc. cit.

5. v. BB, 14-16, compoix de 1590-1606, et 1647, et cottets (1731-1737).

La communauté de la Paroisse portait « d'azur à un sautoir « d'or accompagné de trois étoiles de même » (pap. Falguière ; *Dict. du Gard* ; etc.)

entretien et marche de l'horloge, logement du secondaire, gages du sonneur de cloches, logement du curé, rétribution du prédicateur de la Dominicale et de celui du Carême, leur logement¹.

Ces rapports financiers entre les deux communautés voisines n'allaient pas sans difficultés, les consuls de la Paroisse étant souvent récalcitrants.

Ainsi, en 1604, le Vigan est en procès avec la Paroisse, au sujet des frais du culte et de l'entretien des édifices religieux dont elle ne voulait point payer sa part². Ce procès alla devant le Sénéchal³, puis devant la Cour des Aides.

En 1661, nouveau procès, devant cette dernière juridiction, pour recouvrement, contre les consuls de la Paroisse, de « leur cottité des gatges des « Ministres et des dépendances du ministère ». Et il faut recourir à la force publique pour les faire payer⁴.

En 1687, le Vigan et sa Paroisse sont taxées ensemble à 700 quintaux de foin qu'il faut fournir et transporter jusqu'au fort de St-Hippolyte, et la dépense va à 1000 livres. La Paroisse refuse obstinément d'en payer sa quote-part, malgré les menaces de garnison, des plaintes à l'Intendant, une expertise...⁵.

La même année, les deux communautés sont en

1. BB, 14, p. 653, 10 juin 1767.

2. BB, 3, p. 109, 24 février 1604.

3. FF, 4, 2, 12 février 1615. Il s'agissait de la construction du temple du Vigan (FF, 4, 2, 16 mars 1651.)

4. BB, 5, p. 9, 22 janvier 1661. Mêmes difficultés pour la construction d'un nouveau temple (BB, 5, p. 54, 24 octobre 1661).

5. BB, 9, p. 443, 4 novembre 1687 ; p. 477, 29 septembre 1688 ; p. 481, 18 octobre 1688.

désaccord au sujet des dépenses afférentes à l'église : cela va durer jusqu'à la Révolution ¹ .

En 1689, nouvelles difficultés, au sujet de 168 liv. « d'ustansile » qu'il faut payer au receveur de St-Hippolyte, pour frais de garnison. Il s'agit du septième de cette somme, soit 24 liv, que la Paroisse ne veut pas payer ² . Les procès recommencent, en 1717, au sujet des réparations faites à l'église et au cimetière ³.

En 1723, les consuls du Vigan ont de la peine à obtenir le paiement de 1000 liv., à quoi la part de la Paroisse s'élève, pour des aménagements faits, l'année précédente, à l'église ⁴ . Nouvelles difficultés, en 1767 ⁵ .

Notons enfin que les élections consulaires de la Paroisse participent des mêmes compétitions que celles du Vigan ; ainsi, une ordonnance de l'Intendant, du 18 décembre 1691, nomme les consuls de la Paroisse pour l'année 1692, en en choisissant un dans chacun des hameaux principaux de cette peu importante communauté ⁶ .

En somme, ce qui fait surtout l'importance de la Paroisse, ce sont ses démêlés avec le Vigan.

§ 3. — LES HOMMAGERS DE LA COMMUNAUTÉ

Quelque bizarre que cela puisse paraître, la communauté du Vigan, qui criait tant contre la

1. DD, 4.

2. BB, 9, p. 534, 24 décembre 1689.

3. BB, 12, p. 329, 30 août 1717 ; p. 347, 8 décembre 1717 ; p. 391, 17 septembre 1718.

4. BB, 13, p. 73, 27 avril 1723.

5. BB, 14, p. 653, 10 juin 1767 : p. 697, 22 novembre 1768.

6. Ce sont Bouliech, Campis, Paillerols (BB, 10, p. 52, premier janvier 1692.

